

**Séance ordinaire du
mardi 17 décembre 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le dix sept décembre,
les membres du Conseil municipal, légalement
convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des
séances, Salle du Conseil, sous la présidence de
Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Tasnime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Serge MARTIN, Marie MASSART, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Alban ZANCHIELLO.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Laurent NISON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

Absents / Excusés :

Luc ALBERNHE, Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

**Procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 15 octobre 2024 -
Approbation**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Le procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 15 octobre 2024 est annexé à la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le procès-verbal du Conseil municipal du 15 octobre 2024 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 51 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 24 décembre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27 décembre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :


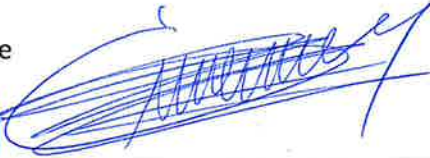
- PV du CM 15.10.24


Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241217-289305-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 26/12/24
Réception en Préfecture : 26/12/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.



**Procès-verbal de la séance du Conseil
du 15 octobre 2024**

<p><u>Le Maire</u> <u>M. Michaël DELAFOSSE</u></p> <p>Date 17 DEC. 2024</p> <p>Signature</p> 	<p><u>La Secrétaire de séance</u> <u>Mme Clara GIMENEZ</u></p> <p>Date 17 DEC. 2024</p> <p>Signature</p> 
---	--





Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

**Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024**

PROCES-VERBAL



Ordre du jour du Conseil municipal

**Séance ordinaire du mardi 15 octobre 2024
- Salle du Conseil**

Adoption de l'ordre du jour du Conseil municipal du 15 octobre 2024

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal du 11 juillet 2024

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal du 10 septembre 2024

Application des articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales

1. Services à la population et cohésion sociale - Mutuelle communale - Complémentaire santé accessible à tous - Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et La Mutuelle Familiale - Approbation - Autorisation de signature
2. Hors commission - Mesures de protection et de solidarité envers les agents de la Ville de Montpellier dans le cadre de l'exercice de leurs missions - Approbation
3. Ressources - Protection sociale complémentaire des agents de la Ville de Montpellier - Choix de l'opérateur pour le contrat collectif de prévoyance – Approbation
4. Ressources - Prévention et santé au travail - Prestations en direction des agents - Convention de groupement de commandes permanent entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Montpellier - Approbation - Autorisation de signature
5. Aménagement durable du territoire - Immeuble Le Capoulié - Locaux 6 rue de Maguelone - Parcelle cadastrée HM 36 - Désaffectation et déclassement du domaine public communal - Approbation
6. Aménagement durable du territoire - Immeuble Le Capoulié - Bail Commercial sous conditions suspensives - Locaux commerciaux - 6 rue Maguelone HM 0036 - Implantation du magasin Søstrene Grene - Approbation - Autorisation de signature
7. Aménagement durable du territoire - Groupement Sûreté Résidentiel Interbailleur - Attribution d'une subvention - Exercice 2024 - Convention - Approbation - Autorisation de signature
8. Aménagement durable du territoire - Résorption des bidonvilles - Principe de cession des locaux de l'ancienne auberge de jeunesse situés 2 impasse de la Petite Corraterie à la Fondation Abbé Pierre - Parcelle cadastrée HO 77 - Approbation
9. Aménagement durable du territoire - Réhabilitation du Tennis Club de la Paillade - Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain - Quartier de la Mosson - Dépôt et d'octroi des autorisations d'urbanisme - Approbation
10. Services à la population et cohésion sociale - Dotation Politique de la Ville 2024 - Convention d'attribution de subvention entre l'État, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Approbation - Autorisation de signature

11. Services à la population et cohésion sociale - Inclusion des enfants à besoins particuliers - Plan d'actions au sein des écoles publiques et des centres de loisirs de la Ville de Montpellier - Convention d'intervention entre l'Institut médico-éducatif (IME) Fontcaude et la Ville de Montpellier - Approbation - Autorisation de signature
12. Services à la population et cohésion sociale - "Notre école, faisons-la ensemble" (NEFLE) - Fonds d'Innovation Pédagogique - Conventions entre la Ville de Montpellier et l'Éducation Nationale - Approbation - Autorisation de signature
13. Rayonnement et attractivité du territoire - Attributions de créneaux annuels pour la saison sportive 2024-2025 - Conventions relatives à l'utilisation du domaine public - Approbation - Autorisation de signature
14. Services à la population et cohésion sociale - Ma.P - Unité mobile de prévention santé de la Ville de Montpellier - Bilan annuel - Conventions de partenariat - Approbation - Autorisation de signature
15. Services à la population et cohésion sociale - Label "Ville active du Programme National Nutrition Santé (PNNS)" de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Occitanie - Charte d'engagement 2024-2029 - Renouvellement - Approbation - Autorisation de signature
16. Services à la population et cohésion sociale - Service Montpellicrain de la Petite Enfance - Démarche Guichet Unique - Création de 8 nouveaux Espaces Petite Enfance – Approbation
17. Services à la population et cohésion sociale - Structures petite enfance - Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et le musée Fabre - Avenant n° 1 - Approbation - Autorisation de signature
18. Rayonnement et attractivité du territoire - Mille formes - Centre d'initiation à l'art pour les 0-6 ans - Contrat de coopération entre la Ville de Clermont-Ferrand et la Ville de Montpellier - Approbation - Autorisation de signature
19. Aménagement durable du territoire - Projet d'extension du musée Fabre - Autorisation de dépôt et d'octroi d'autorisations d'urbanisme à Montpellier Méditerranée Métropole - Rues de la Monnaie et Montpellicret - Parcelle cadastrée HN 232 - Approbation
20. Rayonnement et attractivité du territoire - Opéra Comédie - Procédure de classement au titre des monuments historiques – Approbation
21. Aménagement durable du territoire - Projet de requalification du site de la Maison d'Enfants Marie Caizergues - 1 rue Saint-Vincent-de-Paul à Montpellier - Cession d'une partie de la parcelle BR 609 à ACM Habitat - Approbation
22. Aménagement durable du territoire - Construction du groupe scolaire Sud Mosson - Échange foncier sans soulte avec le Département de l'Hérault - Rue du Pilory, Montpellier - Approbation
23. Aménagement durable du territoire - Réalisation du groupe scolaire Hypatie - Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) - Quartier de la Mosson - Acquisition de la parcelle cadastrée TP 157 - Rue de l'Agathois - Approbation
24. Ressources - Rapport de la Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées (CLECT) du 4 septembre 2024 - Approbation
25. Ressources - Attributions de compensation (AC) 2024 définitives à la suite de la commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT) du 4 septembre 2024 - Approbation
26. Rayonnement et attractivité du territoire - Stratégie de la donnée et de l'Intelligence Artificielle – Approbation
27. Hors commission - Dénominations de voies et d'espaces publics - Approbation
28. Services à la population et cohésion sociale - Dénomination de la nouvelle crèche municipale – Approbation
29. Services à la population et cohésion sociale - Conventions Pluriannuelles d'Objectifs et de Moyens (CPOM) entre la Ville de Montpellier et les associations gestionnaires de structures Petite Enfance - Approbation - Autorisation de signature

30. Services à la population et cohésion sociale - Lieu d'Accueil Enfants Parents (LAEP) - Quartier Celleneuve - Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et l'Association Pause Goûter - Avenant - Approbation - Autorisation de signature
31. Services à la population et cohésion sociale - Crèche Moussia - Déménagement - Garantie d'emprunt à l'association Familles Rurales-Sucre d'Orge - Approbation
32. Services à la population et cohésion sociale - Mise à disposition d'un environnement numérique de travail (ENT) - Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et l'Académie de Montpellier - Année scolaire 2024-2025 - Renouvellement - Approbation - Autorisation de signature
33. Services à la population et cohésion sociale - Accueils de Loisirs associatifs - Convention pluriannuelle 2024-2026 d'objectifs entre la Ville de Montpellier et l'association Vacances Evasion - Approbation - Autorisation de signature
34. Services à la population et cohésion sociale - Classes de Découverte Rousses - Attributions de subventions - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature
35. Services à la population et cohésion sociale - Rentrée 2024-2025 - Évolution du nombre de classes et des postes d'enseignants dans les écoles publiques - Approbation
36. Services à la population et cohésion sociale - Règlement de fonctionnement des Accueils de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) de la Ville de Montpellier - Modification - Approbation
37. Rayonnement et attractivité du territoire - Projet Yoot - Conventions de partenariat entre la Ville de Montpellier et le Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires (CROUS) Montpellier Occitanie - Année universitaire 2024-2025 - Approbation - Autorisation de signature
38. Rayonnement et attractivité du territoire - Cinéma Nestor-Burma - Dispositifs d'éducation à l'image - Année scolaire 2024/2025 - Conventions entre la Ville de Montpellier et l'association Les chiens andalous - Convention entre la Ville de Montpellier et le Festival cinéma d'Alès-Itinérances - Approbation - Autorisation de signature
39. Rayonnement et attractivité du territoire - Théâtre Jean Vilar - Option théâtre - Convention pluriannuelle de partenariat entre la Ville de Montpellier et la Cité scolaire Françoise Combes - Avenant 2024-2025 - Approbation - Autorisation de signature
40. Rayonnement et attractivité du territoire - Théâtre Jean Vilar - Conventions de co-accueil de spectacles - Approbation - Autorisation de signature
41. Rayonnement et attractivité du territoire - Espace Gisèle Halimi - Réseau Micro folies - Adhésion - Approbation
42. Rayonnement et attractivité du territoire - Utilisation des équipements sportifs municipaux par les établissements publics locaux d'enseignement rattachés au Département et à la Région - Conventions - Année scolaire 2024-2025 - Approbation - Autorisation de signature
43. Rayonnement et attractivité du territoire - Mise à disposition du palais universitaire sportif Veyrassi - Convention entre l'Université de Montpellier et la Ville de Montpellier - Saison sportive 2024-2025 - Approbation - Autorisation de signature
44. Services à la population et cohésion sociale - Mise à disposition de locaux associatifs - Approbation de loyers minorés - Convention - Approbation - Autorisation de signature
45. Services à la population et cohésion sociale - Observatoire des discriminations - Contrat de collaboration de recherche entre la Ville de Montpellier et l'Université Paul Valéry - Avenant n°3 - Approbation - Autorisation de signature
46. Hors commission - Contrat de Ville 2024-2030 - Quartiers 2030 - Appel à projets 2024 - Attribution de subventions - Programmation complémentaire - Approbation - Autorisation de signature
47. Rayonnement et attractivité du territoire - Montpellier Grand Cœur - Aide à la rénovation des devantures des locaux d'activités - Attribution de subventions - Approbation

48. Hors commission - Élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) de Montpellier Méditerranée Métropole - Avis sur le projet de plan arrêté
49. Aménagement durable du territoire - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Port Marianne République - Agrément de candidature du groupement SPAG / BACOTEC pour le lot F2 - Approbation
50. Aménagement durable du territoire - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Port Marianne République - Agrément de candidature des Nouveaux Constructeurs / TDS Promotion pour l'îlot I - Approbation
51. Aménagement durable du territoire - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Port Marianne République - Agrément de candidature d'ACM Habitat pour le lot CAV-02B - Approbation
52. Aménagement durable du territoire - Vente à la SA3M des parcelles TP 50 et TP 93 sises 367 Rue de l'Agathois - Montpellier - Approbation
53. Aménagement durable du territoire - Cession d'une propriété du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de la Ville de Montpellier - Foyer de travailleurs migrants - 1 rue de l'Agathois - Montpellier - Autorisation
54. Aménagement durable du territoire - Création d'un relais petite enfance - Acquisition du volume 2 de la résidence Val de Croze parcelle PE 543, 27 Place de Chine à Montpellier - Approbation
55. Aménagement durable du territoire - Acquisition d'une propriété agronaturelle - Avenue Saint Maurice de Sauret - Montpellier - Approbation
56. Aménagement durable du territoire - Acquisition d'un bien sans maître - Parcelle cadastrée HX 148, Place du 8-mai-1945 à Montpellier - Renonciation à l'incorporation au profit de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation
57. Aménagement durable du territoire - Parc d'Activités Euromédecine - Quartier Hôpitaux Facultés - Zone de Laboratoires et d'Activités Diversifiées (ZOLAD) - Abrogation du cahier des charges - Approbation
58. Aménagement durable du territoire - Programme EduRénov de la Caisse des Dépôts et Consignations - Adhésion - Approbation - Autorisation de signature
59. Ressources - Mise à disposition d'un conseiller en énergies/économe de flux - Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et le Syndicat Mixte Hérault Énergies (SMHE) - Approbation - Autorisation de signature
60. Services à la population et cohésion sociale - Fourrière Automobile - Contrat de Délégation de Service Public entre la Ville de Montpellier et la Société Publique Locale TaM - Approbation - Autorisation de signature
61. Services à la population et cohésion sociale - Vidéoprotection - Maintenance des installations de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole - Convention de groupement de commandes - Approbation - Autorisation de signature
62. Services à la population et cohésion sociale - Vidéoprotection - Renvoi d'images - Convention entre la Ville de Montpellier et le Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Hérault (SDIS 34) - Approbation - Autorisation de signature
63. Services à la population et cohésion sociale - Police Municipale - Brigade Motocycliste - Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et Anticipation Sécurité Perfectionnement Protection Regroupement (ASPPR) Formation - Approbation - Autorisation de signature
64. Services à la population et cohésion sociale - Recensement de la population 2025 - Création de postes d'agents recenseurs - Rémunération - Approbation
65. Ressources - Modification du tableau des emplois et des effectifs - Approbation
66. Ressources - Modification du tableau des emplois et des effectifs - Recours au dispositif apprentis - Approbation

67. Ressources - Achat de formations - Convention de groupement de commandes permanent entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature
68. Ressources - Achat et maintenance de défibrillateurs - Convention constitutive d'un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature
69. Ressources - Reprise et affectation du résultat de l'exercice 2023 - Budget de la Ville de Montpellier - Adoption
70. Ressources - Budget supplémentaire 2024 de la Ville de Montpellier – Adoption
71. Ressources - Vote en autorisations de programme (AP) et crédits de paiement (CP) - Révisions - Adoption
72. Ressources - Versement d'un fonds de concours à Montpellier Méditerranée Métropole - Convention - Approbation - Autorisation de signature
73. Ressources - Admissions en non-valeur - Exercice 2024 - Approbation
74. Ressources - Organismes Extérieurs - Société Publique Locale (SPL) TaM - Modification statutaire - Autorisation accordée au représentant de la Ville de Montpellier - Approbation
75. Ressources - Organismes Extérieurs - Société Anonyme d'économie Mixte Locale (SAEML) SERM - Principe de création d'une filiale IN MEDIO Occitanie - Autorisation accordée aux représentants de la Ville de Montpellier - Approbation
76. Ressources - Commission des Concessions - Création - Élection - Fixation des modalités de dépôt des listes - Règlement intérieur - Approbation
77. Hors commission - Représentations du Conseil municipal - Désignations – Approbation
78. Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Culture" - Exercice 2024 - Réaffectation de subventions 2023 - Approbation - Autorisation de signature
79. Hors commission - Attribution de subvention dans le cadre de la thématique "Habitat" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature
80. Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre des thématiques "Politique Alimentaire" et "Écologie urbaine" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature
81. Hors commission - Attribution de subventions dans la thématique "Relations Internationales" - Exercice 2024 - Conventions - Approbation - Autorisation de signature
82. Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Réussite éducative" - Exercice 2024 - Conventions - Approbation - Autorisation de signature
83. Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Social" - Exercice 2024 - Convention - Approbation - Autorisation de signature
84. Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Jeunesse" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature
85. Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Lutte contre les exclusions" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature
86. Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre des thématiques "Cohésion sociale", "Accessibilité universelle", "Lutte contre les discriminations" et "Vie associative" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature
87. Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Santé" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature
88. Hors commission - Attribution de subvention dans le cadre de la thématique "Nature en ville" à l'association Salon de l'Écologie - Exercice 2024 - Convention - Approbation - Autorisation de signature
89. Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Sports" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

90. Ressources - Organismes extérieurs - Société Anonyme d'Economie Mixte Locale MONTPELLIER EVENTS - Rapport Annuel de l'Administrateur (RAA) - Exercice 2023 - Approbation
91. Ressources - Organismes extérieurs - Société Publique Locale SA3M- Rapport Annuel de l'Administrateur (RAA) - Exercice 2023 - Approbation
92. Ressources - Organismes extérieurs - Société Anonyme d'Economie Mixte Locale - SERM - Rapport Annuel de l'Administrateur (RAA) - Exercice 2023 - Approbation
93. Ressources - Organismes Extérieurs - Société Anonyme d'Économie Mixte Locale SOMIMON - Rapport Annuel de l'Administrateur (RAA) - Exercice 2023 - Approbation
94. Ressources - Organismes Extérieurs - Société Publique Locale TaM - Rapport Annuel de l'Administrateur (RAA) - Exercice 2023 - Approbation
95. Ressources - Organismes extérieurs - Société Publique Locale - SA3M - Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique - Exercice 2023
96. Ressources - Organismes extérieurs - Société Anonyme d'Économie Mixte Locale - Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) - Rapport Spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique - Exercice 2023
97. Hors commission - Vœu relatif à un audit des crèches privées de Montpellier



Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

Séance ordinaire du mardi 15 octobre 2024

Procès-verbal

Convoqué le 9 octobre 2024, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en Salle du Conseil, le mardi 15 octobre 2024 à 9 heures, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Présents :

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOSSI, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Serge MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION.

Absent(es) / Excusé(es) :

Flora LABOURIER.

Diffusion de la Marseillaise.

Monsieur le Maire : Mes chers collègues, bonjour. Merci de votre présence. Avant de donner la parole à Madame GIMENEZ qui va faire l'appel, nous devons, conformément à l'article 50 du règlement intérieur, accueillir notre nouveau collègue, Monsieur Serge MARTIN, qui siège dans notre Assemblée en remplacement de Monsieur ALTRAD, dont nous avons pris acte de la démission. Bienvenue, cher collègue, à vous dans cette Assemblée.

Je dois aussi vous informer que, avant le *Midi Libre*, nous avons reçu l'information de la constitution d'un nouveau groupe au sein de notre Assemblée, dénommé « Alliance progressiste et républicaine pour Montpellier », qui est composé de Monsieur ALBERNHE, Monsieur GUISEPPIN, Madame JANNIN, Monsieur JAWHARI, Madame MIRALLÈS, Monsieur TRAVIER et Madame YAGUE, que son Président est Monsieur JAWHARI, donc groupe d'opposition, donc Président de la Commission Ressources, et qui n'a pas fait part de sa démission.

Et vous indiquer aussi que, conformément à une délibération, et cela figurera en information auprès des Montpelliérains, le droit d'interpellation citoyenne que nous avons voté il y a huit mois, Séverine [SAINT MARTIN], est effectif depuis le 3 octobre. Selon le nombre de demandes des requérants, une affaire peut être inscrite à l'ordre du jour. Madame GIMENEZ, je propose de procéder à l'appel.

Madame Clara GIMENEZ procède à l'appel nominal.

Adoption de l'ordre du jour du Conseil municipal du 15 octobre 2024

Mmes S. JANNIN, N. MARIN-KHOURY (avec le pouvoir de Mme N. AKIL) et M. A. EL KANDOUSSI (avec le pouvoir de M. M. MAJDOUL) entrent en séance.

Monsieur le Maire : Je propose de passer à l'approbation de l'ordre du jour avec deux modifications, qu'on examine le vœu en fin de Conseil ainsi que la question qui a été posée par Madame DOULAIN, et vous avez l'affaire 28 sur table sur les dénominations de voies.

Jacques DOMERGUE : Oui, je veux dire un mot, Monsieur le Maire, sur l'ordre du jour.

Monsieur le Maire : Oui, bien sûr.

Jacques DOMERGUE : Je m'étonne qu'une des affaires importantes, concernant le budget rectificatif 2024, soit en 71^{ème} position. Ce n'est pas pour dénigrer les autres points qui sont également importants, mais celui-là est très important parce qu'aujourd'hui c'est une date anniversaire. C'est le dernier jour pour payer la taxe foncière. Et les Montpelliérains ont été très sensibles ces dernières semaines au taux d'augmentation de la taxe foncière. Vous vous étiez engagés lors de votre mandat à ne pas augmenter les impôts, et vous avez maintenu cet engagement sur les taux qui n'ont pas bougé. Mais malheureusement, les Montpelliérains voient que leur taxe foncière augmente de 7 %. Alors sur ces 7 %, il y a 3 % qui incombent à l'augmentation des bases, donc l'État, et la valorisation des biens. Mais il y a quand même 4 % qui incombent à l'augmentation de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères et à la taxe GEMAPI. Et ça, que vous le vouliez ou non, ce sont des impôts supplémentaires. Donc je voulais signaler ceci, parce que c'est aujourd'hui, et je le dis à mes collègues, s'ils n'ont pas encore payé leur taxe foncière, vous avez jusqu'à minuit pour vous acquitter de cet impôt qui est en augmentation à Montpellier de 7 %. Voilà, je voulais le signaler.

Monsieur le Maire : Merci Monsieur DOMERGUE. J'ai bien compris que votre attention était sur l'ordre du jour, mais un petit peu politique. Mais j'observe votre honnêteté sur le fait que, contrairement à d'autres villes, nous n'avons pas relevé le taux de taxe foncière, et nous examinerons le budget supplémentaire. Nous n'avons pas augmenté le taux de taxe foncière. Il y a des villes, y compris de vos amis politiques, qui les ont fait exploser, et je vous donnerai la liste.

L'ordre du jour est adopté à l'unanimité.

Pour : 55

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal du 11 juillet 2024

Monsieur le Maire : Approbation du procès-verbal du Conseil municipal du 11 juillet. Y a-t-il des remarques ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adopté.

Le procès-verbal de la séance du 11 juillet 2024 est adopté à l'unanimité.

Pour : 55

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal du 10 septembre 2024

Monsieur le Maire : Approbation du procès-verbal du Conseil municipal du 10 septembre. Y a-t-il des remarques ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adopté.

Le procès-verbal de la séance du 10 septembre 2024 est adopté à l'unanimité.

Pour : 55

Application des articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales

Monsieur le Maire : Synthèse des décisions.

Le Conseil prend acte.

1. Services à la population et cohésion sociale - Mutuelle communale - Complémentaire santé accessible à tous - Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et La Mutuelle Familiale - Approbation - Autorisation de signature

Mmes F. BOUTET WAISS, C. MANTION (avec le pouvoir de Mme C. RIBOT), R. TIKOUK (avec le pouvoir de M. E. ARIZTEGUI), MM. S. JAWHARI et B. TRAVIER entrent en séance.

Monsieur le Maire : Affaire n°1, mutuelle communale. Monsieur CALVO.

Michel CALVO : Monsieur le Maire. Le 10 décembre 2023, nous avons adopté une délibération lançant un appel à partenariats pour amener sept mutuelles à candidater pour la création d'une mutuelle communale. L'accès à une complémentaire santé accessible à tous les habitants de la Ville de Montpellier est un engagement de l'équipe municipale. La création de la mutuelle communale constitue une des mesures phares du bouclier social qui protège les Montpelliérains et les Montpelliéraines.

L'objectif de cette mutuelle est triple : garantir une meilleure couverture santé pour les habitants, lutter contre le non-recours au droit à la santé – c'est la spécificité de notre ville, puisque dans les autres villes, il y a des expériences de mutuelles, mais pas appuyées sur l'ensemble du système des droits d'accès à la santé – et dernier point, conforter le pouvoir d'achat des ménages en proposant des contrats moins chers.

La Mutuelle Familiale a été sélectionnée pour porter le dispositif de mutuelle communale. La présente délibération a pour objet de formaliser le partenariat entre la Mutuelle Familiale et la Ville de Montpellier, ainsi que les villes de Clapiers, Le Crès, Murviel-lès-Montpellier, Saint-Geniès-des-Mourgues et Sussargues qui nous ont rejoints dans notre démarche.

Les tarifs négociés avec la mutuelle de la Ville sont gelés jusqu'au 31 décembre 2026. Il n'y aura donc pas d'inflation. Quatre paniers ont été définis, sur des droits de plus en plus importants. Pour vous donner un exemple, un jeune de 25 ans aura une mutuelle qui s'échelonne entre 25 et 31 euros selon les quatre paniers. Un adulte de 40 ans avec trois enfants paiera 78 euros ou 109 euros selon les quatre paniers. Un couple de 85 ans paiera 112 euros ou 165 euros selon les quatre paniers. Et un senior de 80 ans paiera entre 82 euros et 118 euros selon le panier auquel il adhèrera. Ces prix sont environ plus bas de 20 à 25 % par rapport aux propositions des autres mutuelles.

Dans le contrat que nous avons signé avec la Mutuelle Familiale, la Ville de Montpellier s'engage à faciliter l'octroi des autorisations d'occupation du domaine public, puisque nous allons faire une campagne de promotion de cette mutuelle dans tous les quartiers de la ville, à faciliter l'installation de la mutuelle dans un local à Montpellier, c'est déjà fait et le local est très proche de la place du Nombre d'Or, à communiquer largement sur le dispositif auprès des habitants et des acteurs de la ville.

La Mutuelle Familiale s'engage à dédier trois salariés à temps complet sur la ville pour promouvoir ses prestations, assurer un service de prestation de qualité par l'intermédiaire d'un centre d'accueil téléphonique et d'un réseau d'accès aux mesures de santé, exercer une mission de conseil auprès des bénéficiaires, effectuer les modalités de résiliation auprès des anciens organismes complémentaires, informer, orienter les personnes vers la complémentaire santé, qui est une prestation nationale qui a un taux de non-recours à Montpellier supérieur à 30 %, appliquer la gratuité à partir du troisième enfant, régulièrement inscrit.

Plus globalement, ce projet s'inscrit dans une ambition forte d'accès à la santé, de lutte contre le non-recours au droit. Le déploiement de la mutuelle communale est donc pensé en complémentarité avec les compétences et actions portées notamment par le CCAS de Montpellier. Les habitants pourront donc bénéficier d'un accompagnement adapté par les équipes du CCAS pour analyser leur situation, balayer leurs droits, orienter les publics éligibles vers les dispositifs adaptés. Concernant les démarches d'adhésion à la mutuelle, je l'ai déjà dit, la Mutuelle Familiale assurera l'ensemble des démarches pour rompre le précédent contrat et proposer son adhésion.

Voilà, Monsieur le Maire, le projet de mutuelle communale mis sur les rails sur Montpellier.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup Monsieur CALVO. Y a-t-il des questions ? Monsieur SAUREL.

Philippe SAUREL : Monsieur le Maire, je suis bien entendu d'accord avec cette affaire, sur le fond, car malheureusement, le mutualisme est un mouvement qui est en train de se perdre peu à peu, au profit des assurances privées qui, par le truchement du privé dit non lucratif, deviennent peu à peu lucratives. La question que je pose au service juridique de la Ville, étant moi-même salarié d'un mouvement mutualiste : est-ce que quelque part il n'y a pas une notion de conflit d'intérêts dans cette affaire ?

Monsieur le Maire : Monsieur SAUREL, je vous aurais demandé de ne pas prendre part au vote. Votre prise de parole est importante. Parce qu'effectivement, après l'appel à manifestation d'intérêt sur laquelle nous avons délibéré il y a à peu près un an, il y a eu sept opérateurs qui ont répondu, trois instituts de prévoyance, de mémoire, et quatre structures mutualistes. Et la Mutuelle Familiale, qui a été lauréate parce qu'elle offre les meilleures conditions, qui s'inscrit dans le réseau de soins des œuvres mutualistes, au sens du Livre II de la Mutualité française, dans laquelle vous exercez comme praticien dentaire, qui sont dans ce dispositif. Mais là, on prend acte d'une prise de parole pour préserver.

Des questions ? Madame SERRANO et Monsieur MARTIN.

Célia SERRANO : Ça n'a rien à voir avec cette affaire. Je voulais juste comprendre pourquoi le vœu relatif aux crèches privées, vous le passez en dernier. Vous êtes allé trop vite, je n'ai pas eu le temps de lever la main pour demander des explications.

Monsieur le Maire : Parce qu'on traite les vœux en fin d'ordre du jour.

Célia SERRANO : Pas toujours.

Monsieur le Maire : Eh bien, si.

Célia SERRANO : Eh bien non, pas toujours.

Monsieur le Maire : Monsieur MARTIN.

Hervé MARTIN : Merci Monsieur le Maire. Nous voulons quand même souligner à quel point cette affaire qui nous est proposée aujourd'hui est importante. C'est une délibération qui vient compléter l'ensemble du bouclier social que nous avons promis aux Montpelliérains lors de l'élection municipale. Et je ne vais pas citer tous les points – les premiers mètres cubes d'eau gratuits, l'encadrement des loyers, le coup de pouce pour inscrire les jeunes en club sportif ou en association culturelle, bien entendu la gratuité des transports en commun, etc. – mais finalement, c'était le dernier point qui manquait à l'appel par rapport à notre promesse qui est aujourd'hui mis en œuvre. C'est donc quelque chose d'extrêmement important.

Pourquoi ? Eh bien, parce que, comme les autres points que je viens de citer, on rend du pouvoir d'achat aux Montpelliérains, et c'est extrêmement important dans la situation économique et sociale actuelle. Et au-delà même, d'ailleurs, de rendre du pouvoir d'achat aux Montpelliérains, c'est aussi de lutter contre le non-recours au droit. On sait que beaucoup trop de Montpelliérains, mais bien plus largement aussi d'ailleurs, n'ont pas de mutuelle, et on sait à quel point ça leur manque. Et donc d'avoir une proposition à la fois à un prix raisonné et raisonnable, et avec, je dirai, un panier de services efficaces, c'est évidemment quelque chose d'extrêmement important. Et on a donc là, à la fois la Ville et la mutuelle qui, en quelque sorte, se mutualisent pour permettre aux Montpelliérains d'avoir cet accès au droit primordial qu'est la santé.

Et au moment où, on le voit bien, les annonces qui se préparent au niveau des remboursements de la Sécurité sociale, de lutter finalement pour garantir cet accès au droit, pour essayer au maximum, je dirai, de garder encore en nous la promesse d'Ambroise CROIZAT, qui était de cotiser selon ses moyens et de recevoir finalement en fonction de ses besoins, et là, quand on aide les Montpelliérains à avoir une meilleure santé, c'est quand même des économies aussi sur la Sécurité sociale derrière, et ça me paraît une démarche bien plus positive que d'aller tailler dans les remboursements ou augmenter les cotisations ou toutes ces mesures gouvernementales qui nous sont préparées.

Donc voilà, je dirai, enfin, notre bouclier social bien bouclé par rapport à la promesse que nous avons faite aux Montpelliérains. Je vous remercie, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup Monsieur MARTIN. Madame FRÊCHE.

Julie FRÊCHE : Merci Monsieur le Maire. Très rapidement, c'est quand même l'occasion de revenir, effectivement, sur le bouclier social que nous avons présenté lors de la dernière campagne des élections municipales. C'est l'occasion de dire que nous tenons nos engagements. C'est évidemment la gratuité des transports. Aujourd'hui, nous avons près de 400 000 pass gratuité sur 511 000 habitants. C'est une couverture de la population assez incroyable. C'est la tarification écosolidaire de l'eau qui permet d'avoir les premiers mètres cubes gratuits. C'est l'encadrement des loyers, notamment sur les quartiers les plus en tension. C'est la baisse de la tarification à la cantine, qui a permis de diminuer le prix des repas pour 67 % des familles montpelliéraines. C'est le soutien public, laïc et gratuit pour les enfants scolarisés dans les écoles de la Ville de Montpellier. Ça concerne 2 554 enfants, encadrés par 437 enseignants bénévoles dans les médiathèques de la Ville. Et c'est évidemment cette mutuelle communale.

Je le rappelle, ce n'est pas un engagement financier de la Ville de Montpellier. C'est le résultat d'une ingénierie, d'un partenariat avec la Caisse primaire d'assurance maladie, qui a permis de pouvoir développer ce dispositif qui permettra aux Montpelliérains d'accéder à des soins de santé 20 % moins chers que les prix du marché.

Peut-être pour conclure, dire que nous menons des politiques qui défendent l'universalité des droits, qui luttent contre le non-recours au droit et qui, au bout du compte, augmentent le pouvoir d'achat des Montpelliérains.

Monsieur le Maire : Merci Madame FRÊCHE. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Monsieur SAUREL ne prend pas part au vote.

Philippe SAUREL : Tout à l'heure, vous m'avez dit que je pouvais voter, non ?

Monsieur le Maire : Non, non, justement, je vous ai dit, par précaution, il vaut mieux que vous ne preniez pas part au vote.

Philippe SAUREL : Oui, je pense que c'est préférable. Merci.

Monsieur le Maire : Voilà. Donc vous ne prenez pas part au vote. Eh bien, unanimité pour la mise en œuvre de ce dispositif. Merci beaucoup.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

2. Hors commission - Mesures de protection et de solidarité envers les agents de la Ville de Montpellier dans le cadre de l'exercice de leurs missions - Approbation

Mmes H. EMAD et P. MIRALLES entrent en séance.

Monsieur le Maire : Monsieur ASLANIAN, affaire n° 2, protection des agents de la collectivité face aux outrages, menaces, intimidations, hélas qui vont de manière croissante dans notre société.

Michel ASLANIAN : Merci Monsieur le Maire. C'est un dispositif que vous aviez souhaité que l'on mette en place dès notre entrée en fonction. Donc bien évidemment, il a fait l'objet de pas mal de mesures que je vous redonne aujourd'hui dans la globalité, parce que maintenant il est définitivement terminé.

Il n'aura échappé à personne que l'environnement économique, politique, géopolitique et social se tend. Et si on rajoute à cela l'exigence croissante des usagers envers le service public, on voit apparaître un nombre d'incivilités et d'agressions envers les agents du service public qui augmente. Vous avez ci-dessous le cercle infernal de ce qui se passe. Cela impacte fortement nos agents, et ce dispositif que nous mettons en place est l'une des pierres du dispositif de lutte contre l'absentéisme que nous avons mis en place en début de mandat.

Alors, je vais vous décrire très rapidement les dispositifs internes. Nous avons tout d'abord une procédure interne de signalement, qui nous permet de recueillir et analyser les signalements des agents victimes, de les orienter vers les services compétents et de prendre toute mesure de protection appropriée. Nous avons une prise en charge immédiate de l'agent victime de traumatisme psychique. Nous mettons en place un dispositif d'accompagnement des agents victimes d'agressions externes. Nous accompagnons les agents dans un dépôt de plainte. Et nous assurons la protection fonctionnelle, ce qui est extrêmement important et qui est un gage de confiance.

Pour ce qui concerne la procédure d'agression interne, c'est une des priorités de notre mandat. Donc la prévention et le traitement de toutes formes de violence et de discrimination amènent un traitement équitable des situations, un cadre de travail plus serein pour les agents et une amélioration de leurs conditions de travail (on revient à la problématique de la lutte contre l'absentéisme), une évolution des pratiques et des représentations au sein de la collectivité, en lien avec le plan égalité femmes-hommes et le programme annuel de prévention des risques professionnels, et enfin la prévention des risques humains et juridiques.

Concernant les agressions externes, c'est très simple ; quand il y a une agression externe, c'est immédiatement signalé, les managers ont un kit qui contient tous les formulaires. On accompagne les agents en interne, on souhaite que l'agent dépose plainte, on dépose plainte aussi nous, en tant que collectivité, et on assure une protection fonctionnelle de l'agent qui prend en charge ses frais d'avocat, entre autres.

Concernant les dispositifs qui sont en cours, nous sommes en train enfin de réaliser le document unique. Nous pensons le réaliser pour fin 2025. C'est un document extrêmement important qui finalise l'évaluation des risques professionnels, par métier. Et enfin, on a mis en place une prévention de la conflictualité, par de la formation des encadrants de proximité à la gestion de l'agressivité et des incivilités par la sécurisation des lieux sensibles, cela a été très demandé, notamment avec des outils adaptés comme les boutons d'alerte dans les lieux délocalisés, en articulation avec la police municipale et enfin une campagne de communication assez large présentant l'ensemble des outils à disposition sur les violences externes et internes des agents de la collectivité mis en place.

Après quelques années de fonctionnement, je peux vous dire que ce dispositif fonctionne extrêmement bien, et nous avons aujourd'hui un traitement qui est extrêmement rapide. En 24 heures, nous arrivons à régler les problèmes.

Monsieur le Maire : Merci Monsieur ASLANIAN. Est-ce que cette délibération appelle des prises de parole ? Monsieur ALBERNHE.

Luc ALBERNHE : Monsieur le Maire, mes chers collègues, bonjour. Nous sommes appelés à voter sur une question essentielle, celle des mesures de protection et de solidarité envers les agents municipaux. Une question qui touche non seulement à la sécurité de nos agents, mais aussi à la dignité même du service public.

Dans un contexte économique et social de plus en plus complexe, marqué par des crises successives, nos agents municipaux sont en première ligne. Ils subissent une pression croissante, exacerbée par l'impatience et parfois l'incivisme d'une minorité d'usagers. Les agressions, qu'elles soient verbales ou physiques, sont devenues trop fréquentes, et c'est inacceptable. Ces comportements ne doivent jamais être considérés comme une fatalité. Protéger nos agents, c'est protéger le service public lui-même, ses valeurs et le lien de confiance qui unit notre administration aux citoyens.

La municipalité se doit de répondre avec fermeté et proportion à ces attaques. Il est impératif d'instaurer une politique de tolérance zéro face aux violences, de mieux accompagner les victimes et de renforcer les dispositifs de prévention et de sécurité. Cela inclut la mise en place d'outils adaptés pour signaler les agressions, un suivi psychologique pour les agents touchés et une coordination renforcée avec des services de justice. Notre responsabilité est de garantir que chaque agent puisse exercer ses fonctions dans des conditions dignes.

Les agents municipaux incarnent la force de notre collectivité. Nous devons leur offrir la protection qu'ils méritent en nous assurant que toute atteinte à leur intégrité sera sanctionnée et que des mesures concrètes seront mises en place pour prévenir de tels actes à l'avenir. Il en va de notre devoir, mais aussi de l'efficacité et de la pérennité de notre action publique. Le service public, c'est le cœur de la République, et le respect envers ses agents doit être la norme inviolable.

Notre groupe, l'Alliance progressiste et républicaine pour Montpellier – mais vous pouvez nous appeler l'Alliance – soutiendra avec conviction cette délibération qui renforcera la protection de ceux qui, jour après jour, travaillent pour le bien commun de notre Ville. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Monsieur ALBERNHE, je vous remercie de soutenir cette mesure mise en œuvre par la majorité municipale. Et je le dis avec beaucoup de force, il faut que nous soyons aux côtés de tous les agents du service public, territoriaux, hospitaliers, d'État. Aujourd'hui, vous l'avez relevé, et nous l'avons beaucoup entendu dans les concertations qu'on a menées avec les agents, il y a des agents qui, parfois, n'osent pas déposer plainte, intériorisent qu'on peut avoir des comportements outranciers à leur endroit. Eh bien, pas question. Il y a des gens qui sont en situation de détresse et qui se comportent très bien.

Et donc moi je constate que dans certaines mairies, des fois, on en va jusqu'à fermer le service public parce qu'il y a des problèmes. Je le dis ici avec force, nous ne reculerons jamais, en tout cas tant que je serai là. Et d'ailleurs, c'est ce que nous avons fait samedi avec la mise en œuvre de la charte des mariages, où des gens se comportaient de manière complètement désinhibée, pouvaient porter atteinte à la sécurité d'autrui, au rond-point de Prés d'Arènes, devant le stade de rugby. Enfin, on a le standard de la police municipale qui a explosé, que je veux saluer pour son professionnalisme, et des agents de l'état civil, service des mariages, et je veux saluer Madame AKBARALY, qui a accompagné les collègues qui se retrouvaient intimidés et menacés à ce moment-là. Eh bien, on a annulé la cérémonie. Ils pourront se remarier, il n'y a pas de problème. C'est un exemple. Et nous nous avons engagé des plaintes.

Et moi-même, Monsieur ALBERNHE, je le dis pour des agents, ils le savent, notamment à la TaM, parce que ce sont aussi des agents dépositaires d'une autorité publique : je me suis rendu à leurs côtés au tribunal pour les soutenir, parce qu'on doit dire de quel côté est l'autorité publique. Merci à tous ceux qui d'ailleurs, hier, parlementaires et sénateurs, sont venus à l'hommage auprès de Madame la Rectrice, à Samuel PATY, fonctionnaire qu'on a assassiné. Donc ce sont des mesures qui disent que le service public ne recule pas et qu'un agent, catégorie C, B, A, ne doit pas aller à son travail la boule au ventre, qu'on doit accompagner les dispositifs de prévention, de posture des agents pour savoir quelle attitude à tenir. Nous n'avons pas à nous adapter à ceux qui commettent des incivilités. Le service public est une chance exceptionnelle dans notre pays, et il est exceptionnel grâce à ses agents.

Donc je vous remercie de soutenir cette délibération, parce qu'elle est un message de clarté, et j'espère qu'elle fera unanimité pour dire que, au-delà de nos sensibilités, groupe de droite, différentes sensibilités de ce Conseil sont capables de dire qu'ensemble, nous sommes du côté des agents du service public. Et j'ose espérer que, dans de nombreuses collectivités on prendra une délibération similaire. Je mets aux voix.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Eh bien, merci pour l'ensemble des agents.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

3. Ressources - Protection sociale complémentaire des agents de la Ville de Montpellier - Choix de l'opérateur pour le contrat collectif de prévoyance – Approbation

Mme J. FRÊCHE, MM. Y. NOSBE et M. REYNAUD (avec le pouvoir de M. M. LAOUKIRI) sortent de séance.

Monsieur le Maire : Affaire n° 3, protection sociale complémentaire des agents. Une explication de vote, Monsieur SAUREL ? Allez-y, Monsieur SAUREL. Ne vous laissez pas perturber par Madame MIRALLÈS.

Philippe SAUREL : Ne vous inquiétez pas, je ne suis pas perturbé.

Monsieur le Maire : Mais je sais.

Philippe SAUREL : Simplement, je ne suis pas marqué sur la feuille des conflits d'intérêts pour l'affaire des mutuelles.

Monsieur le Maire : C'est bien noté au procès-verbal.

Philippe SAUREL : Je veux dire simplement que ce n'est pas mentionné là-dessus. Et si je n'avais pas eu ce petit réflexe, c'était dommage, voilà. Mais merci d'avoir accepté ma proposition.

Monsieur le Maire : Monsieur SAUREL, je vous aurais moi-même proposé de ne pas prendre part au vote.

Philippe SAUREL : Parfait.

Monsieur le Maire : Monsieur ASLANIAN.

Michel ASLANIAN : Merci Monsieur le Maire. Nous allons vous proposer aujourd'hui le contrat collectif de prévoyance pour les agents. Alors, nous allons parler de la protection sociale complémentaire des agents. Qu'est-ce que c'est ? C'est la participation de l'employeur aux complémentaires santé et aux complémentaires de prévoyance, qui est une garantie de maintien de salaire en cas d'arrêt maladie ou d'invalidité. Pour nous, c'est une réelle ambition. Nous avons décidé d'anticiper les obligations réglementaires, on le verra un peu plus tard. On augmente la participation employeur aux contrats de complémentaire santé labellisés dès le 1^{er} janvier 2025 au lieu du 1^{er} janvier 2026, et nous mettons en œuvre un contrat collectif de prévoyance dès le 1^{er} janvier 2025, au lieu du 1^{er} janvier 2027.

Alors qu'est-ce que c'est ? Quelles sont nos ambitions ? Nous voulons préserver la santé des agents et contribuer à garantir la qualité de vie au travail en mettant en place un socle de droits nouveaux. Nous voulons contribuer au maintien du pouvoir d'achat des agents confrontés à la maladie et aux accidents de la vie par une participation à la couverture des risques prévoyance et santé. Enfin, nous voulons favoriser la solidarité et une équité de traitement en proposant un taux de cotisation unique et des garanties pour tous.

Comment avons-nous procédé ? Nous avons mis en place une méthodologie basée sur le dialogue social, et je tiens à signaler que la façon dont nous avons procédé est aujourd'hui citée en exemple dans énormément de collectivités. En janvier 2024, nous avons signé avec l'ensemble des organisations syndicales, Ville, Métropole et CCAS, un accord de méthode, qui a été unanimement signé. En mai 2024, nous avons défini les politiques et les modalités de mise en œuvre de la PSC, une dizaine de réunions entre les organisations syndicales. Et en juin 2024, nous avons construit ensemble un cahier des charges pour l'avis d'appel à concurrence du contrat de prévoyance. Et enfin, nous allons organiser un pilotage et un suivi du futur contrat pour une mise en œuvre en janvier 2025.

Nous avons réussi à négocier une adhésion sans condition d'âge ou de statut, ni de questionnaire médical, c'est important. Nous avons un taux de cotisation unique. Nous avons réussi à obtenir 90 % du salaire net garanti. Et nous avons une participation employeur qui varie de 50 à 60 %, en fonction des revenus. Tout ça a été évidemment discuté avec les organisations syndicales.

Nous avons envoyé une offre, dont les critères d'évaluation étaient les suivants : un taux de cotisation facultatif sur 5 points et obligatoire sur 35 points, un plafond de majoration des taux sur 5 points et donc une offre tarifaire sur 45 points sur 100, montrant que ce n'était pas notre priorité. Au niveau des critères de l'offre technique, la qualité d'accompagnement au développement, au suivi et à la gestion du contrat était importante, la qualité de l'offre de services prévention-santé aussi, et cela faisait 55 points sur 100. Donc, nous avons privilégié l'offre technique à l'offre tarifaire, c'est important de le dire.

L'offre classée numéro un nous donne des taux de cotisation extrêmement attractifs : 2,44 % en adhésion facultative, nous allons voir tout à l'heure à quoi cela correspond, agent par agent et 2,19 % en adhésion obligatoire. Nous avons obtenu la meilleure offre sur le plafond de majoration des cotisations, donc nous allons pouvoir maîtriser l'évolution des taux sur la durée du contrat. Nous avons un plan de développement soutenu et accompagné par la mutuelle qui a été sélectionnée sur 20 conseillers de terrain, 150 réunions de présentation et 150 permanences. Et nous avons un programme de prévention adapté aux besoins et aux enjeux des collectivités, qui rentre toujours dans le cadre de notre plan de lutte contre l'absentéisme, avec des offres de prestations incluses dans notre contrat.

L'offre a été donnée à Intériale, une mutuelle dont le nom est la contraction de « intérieur » et « territoriale », qui est donc une mutuelle qui a l'habitude de travailler avec des ministères publics. En 2025, le coût mensuel moyen pour les agents sera compris entre 13,54 et 43 euros en fonction des tranches de salaire, et en 2026, entre 12 et 39 euros. Donc vous voyez que, pour un salaire inférieur à 20 000 euros net fiscal par an, il coûtera en 2025 13,54 euros à un agent de catégorie C avec une prise de participation employeur de 60 %. C'est un taux exceptionnel. Et 12,15 euros en 2026.

En ce qui concerne les grandes masses en 2025, donc l'adhésion facultative, ça coûtera à peu près 2 millions d'euros aux collectivités, Ville, CCAS et Métropole, dont 900 000 euros pour la Ville, et en 2026, 1 179 000 euros à la Ville. Ce montant pourra être révisé, puisque c'est un coût estimatif. Nous attendons le chiffrage de la reprise du passif. Voilà, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup. Est-ce qu'il y a des questions sur ce dossier, des demandes de prise de parole ?

C'est un dossier protection sociale, et là, cette fois-ci, des agents de la collectivité, avec une prise en charge employeur. Je voudrais rappeler que le législateur a donné cette obligation à toutes les collectivités territoriales à l'horizon 2027, mais dans le cadre de l'agenda social que nous avons avec les organisations syndicales, nous la positionnons dès 2025. Et je remercie les organisations syndicales de leur contribution et de leurs échanges. C'est donc Intériale qui interviendra, qui est à l'origine une mutuelle issue des différentes polices, mais qui a maintenant élargi son champ de couverture. Vous avez une participation employeur qui est évidemment plus favorable aux catégories C de la collectivité, et donc qui va pouvoir les accompagner au mieux.

Je voudrais dire qu'en délibérant, nous garantissons ainsi aux agents que, en 2025, il y aura la prise en charge de la participation employeur. Nous sommes dans un contexte assez incertain du point de vue des relations État – collectivités territoriales, après l'explosion de 2 points du déficit public en huit mois. Mais nous maintiendrons, nous aurons des choix à faire, et celui-là il faut le maintenir, parce qu'on pressent bien qu'il ne va pas y avoir de revalorisation du point d'indice pour les agents, et donc il y a nécessité de pouvoir avoir un accompagnement pour l'ensemble des collègues.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

**4. Ressources - Prévention et santé au travail - Prestations en direction des agents -
Convention de groupement de commandes permanent entre Montpellier
Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et le Centre Communal d'Action
Sociale (CCAS) de Montpellier - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur le Maire : Monsieur ASLANIAN, prévention et santé au travail.

Michel ASLANIAN : Rien de particulier, Monsieur le Maire, il s'agit d'une convention de groupement de commandes.

Monsieur le Maire : Merci. Est-ce qu'il y a des questions sur ce point ? Contre ? Abstentions ? Refus de prendre part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

5. Aménagement durable du territoire - Immeuble Le Capoulié - Locaux 6 rue de Maguelone - Parcelle cadastrée HM 36 - Désaffectation et déclassement du domaine public communal – Approbation

Mme J. FRÊCHE, MM. Y. NOSBE et M. REYNAUD (avec le pouvoir de M. M. LAOUKIRI) entrent en séance.

M. S. JAWHARI sort de séance.

Monsieur le Maire : Je donne la parole à Monsieur ZANCHIELLO qui rapportera conjointement l'affaire 5 et l'affaire 6.

Alban ZANCHIELLO : Effectivement, Monsieur le Maire, chers collègues, les affaires sont liées puisque l'une est une constitution juridique. Cette même Assemblée a décidé en décembre dernier de donner une nouvelle vie à l'immeuble du Capoulié que nous connaissons bien, que les Montpelliérains connaissent depuis longtemps, qui a accueilli beaucoup de nos services, et qui avait un temps été pressenti par un investisseur privé, mais qui n'a pas eu la fortune nécessaire ou malheureusement n'a pas pu réussir son investissement. Et donc nous avons décidé ensemble de redonner vie à ce local. D'abord pour vous rappeler que tout cela s'inscrit dans une action de revitalisation et dans une stratégie votée dans cette même Assemblée il y a dix-huit mois maintenant, à la suite d'un rapport d'expert, Monsieur LESTOUX, cherchant des nouvelles enseignes, une diversification, avec un mot, sans doute essentiel, qui était « qualité ». Nous avons donc travaillé, et je voudrais en préambule rappeler l'excellence du travail commun entre vos services, Monsieur le Directeur général, le Cabinet, Monsieur le Maire, et j'y associe les services d'Altémed, et moi-même, afin de trouver le meilleur preneur.

Le choix s'est porté sur cette société qui s'appelle Søstrene Grene. C'est une société d'équipement de la maison, petite décoration, etc., qui essaime en France, et s'il fallait prendre un exemple, qui est très bien située par exemple cours Mirabeau à Aix-en-Provence. C'est la garantie d'une qualité de produits d'inspiration scandinave, et qui a beaucoup de succès ces derniers temps. Ce que nous vous proposons aujourd'hui dans l'affaire 5, c'est d'abord de déclasser bien sûr le bâtiment du domaine public communal vers le domaine privé communal, qui est une affaire technique, une désaffectation et déclassement, permettant ainsi à la suite de procéder, à la suite d'un certain nombre de vérifications, de travaux qui doivent être faits, à un bail commercial définitif, qui sera consenti pour neuf ans, vous le voyez aussi, pour un montant de 200 000 euros, avec un certain nombre de modalités de loyer progressif, afin que l'entreprise puisse s'installer de manière durable.

C'est un coup majeur pour la rue Maguelone. Je le dis sans ambages. C'est un très beau bâtiment. Et vous avez vu sans doute, les amoureux et les amoureux de Montpellier que vous êtes sans doute ont vu que la façade a été refaite, que l'intégralité des marquises est en superbe état, et cela va redonner une vitalité commerciale à cette rue, qui en plus est la rue que beaucoup de gens découvrent quand ils sortent du train ou du nœud multimodal des tramways, et qui donc, aujourd'hui, va nous amener une nouvelle clientèle et renforcer tous les efforts que nous faisons pour le commerce du centre-ville.

Monsieur le Maire : Merci Monsieur ZANCHIELLO. Est-ce qu'il y a des questions ? Madame SERRANO, Madame DOULAIN et Monsieur ALBERNHE. Allez-y, Madame SERRANO.

Célia SERRANO : Dans un immeuble à l'histoire si intéressante dont les locaux du rez-de-chaussée sont désaffectés depuis six ans maintenant, vous proposez de louer le bail à une enseigne danoise qui vend des produits fabriqués en Asie. Dans la feuille de route de 2023 que vous citez dans la délibération, vous notez, et je vous cite, que le commerce est aujourd'hui confronté principalement à deux grands défis, d'une part, renouveler son modèle économique dans un contexte tendu et concurrentiel et d'autre part, répondre aux exigences de qualité environnementale et urbaine. En quoi une enseigne qui est implantée dans le monde entier, dont les produits suivent une logique d'achat d'impulsion, bien connue du marketing absolument pas responsable, qui fabrique des produits venant en majorité d'Asie du sud-est pour une clientèle friande de design scandinave à bas prix, et qui soit dit en passant a fermé tous ses magasins en Espagne en 2020, répond au défi de renouvellement du modèle économique et d'exigence de qualité environnementale et urbaine ?

Cette politique du "en même temps" n'est pas possible. Il n'est pas possible d'allier redynamisation du centre et chaîne standardisée. Il n'est pas possible de réunir exigences de qualité environnementale avec une enseigne qui vend des chinoiserie pailletées de design scandinave. Pourquoi ne pas imaginer réellement un local ouvert aux acteurs de l'économie sociale et solidaire de façon pérenne ? Pour ces acteurs-là, le contexte est encore plus tendu.

Des études d'enseignants-chercheurs, de sociologues, jusqu'à un rapport de l'Inspection générale des finances existent et documentent de façon politique et factuelle la dynamisation des centres-villes. Le modèle le plus pérenne est celui qui ose de nouvelles expériences commerciales, les alliant avec des espaces de vie, des espaces solidaires, un centre-ville alliant enseignes mainstream présentes au Polygone avec des enseignes locales dans le centre ancien, pour un public à la recherche d'une consommation locale et engagée. C'est quand on fait société que cela fonctionne, quand on construit une communauté qui est sensible aux enjeux sociaux et environnementaux et qu'on lui donne les moyens d'y avoir accès.

Dans 700 m², nous pourrions proposer des locaux partagés pour des associations avec une infrastructure pensée pour leur permettre d'honorer leur mission d'accueil et d'accompagnement pour les publics les plus fragiles, une plateforme logistique pour fournir des contenants en verre réutilisables pour les restaurateurs, la location de vaisselle pour toute fête associative et populaire, la livraison et le service des paniers maraîchers ou de cagettes repas zéro déchet. Des idées, on en a plein. On sera alors très loin d'une politique visant à proposer toujours plus de standardisation des pratiques de consommation, un modèle purement marchand et capitaliste qui vous rassure, certes, mais qui n'innove en rien. Nous pourrions imaginer de beaux projets qui répondent de facto aux objectifs de votre feuille de route, et vous pourriez ainsi honorer ce que vous avez écrit dans la délibération.

Au lieu de ça, vous sacrifiez des initiatives qui contribueraient à garder notre centre-ville attractif et désirable en créant du lien social, en promouvant des pratiques durables et en soutenant l'inclusion. Une autre idée de la ville et de sa façon d'habiter. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci Madame SERRANO. Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN : Bonjour Monsieur le Maire, chers collègues. Sur cette affaire, nous sommes contre l'implantation de cette enseigne, notamment parce qu'il avait été indiqué dans l'affaire concernant le choix de l'opérateur que certaines activités, je cite, ne seront vraisemblablement pas retenues, du type banque, assurance, service immobilier, coiffeur, restauration rapide, commerce sans spécialisation particulière de type bazar en tout genre. On nous vend ici un bazar en tout genre, pseudo-danois, mais finalement avec des produits asiatiques. Nous ne pouvons donc pas soutenir cette affaire en ce sens.

Rappelons-nous aussi qu'il y a un vrai enjeu sur l'offre commerciale au centre-ville et sur le prix des loyers aujourd'hui pratiqués par la Ville et par la SERM, qui empêchent l'implantation d'acteurs, justement de boutiques de créateurs locaux, d'acteurs de l'économie sociale et solidaire, qui portent un autre modèle de développement commercial. Et tant que la Ville, et notamment la SERM, sur la question des loyers et de sa stratégie commerciale, ne jouera son jeu, nous serons toujours face au même défi.

Je rappelle aussi que cette enseigne a fermé son magasin par exemple il y a deux ans à Nancy. Et donc on risque de se retrouver avec les mêmes logiques de fermeture à la pelle, qui empêchent notre centre-ville de prospérer commercialement. Et sans ses commerces, c'est pas de vie, c'est pas de sécurité, c'est très important pour notre centre-ville.

Monsieur le Maire : Merci Madame DOULAIN. Monsieur ALBERNHE.

Luc ALBERNHE : Monsieur le Maire, mes chers collègues. Nous souhaitons de tout notre cœur que ce nouvel aménagement permettra de relancer l'attractivité du centre-ville, car celui-ci se meurt par les diverses mesures que vous avez prises. Le centre-ville est inaccessible et les commerçants de notre Écusson en pâtissent. Nous voudrions apporter notre soutien aux commerçants de la rue Foch, de la rue de l'Aiguillerie, qui se trouvent confrontés à des travaux alors que la période des fêtes va arriver. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup. Alors, plusieurs éléments de réponse. D'abord, Madame SERRANO, vous qui parlez sur un truc, un objet designé en Californie et fabriqué en Chine, vous savez que ce n'est pas toujours facile. Donc là nous on a fait un AMI, avec un appel à concurrence, pour un foncier que nous possédons, qui était en déshérence. Donc il y a un opérateur, il est arrivé premier au classement, et il est retenu. Je vais même vous dire, il va rapporter 200 000 euros de loyer à la collectivité. Et dans ces temps durs suite aux 2 points de déficit public, c'est quand même important, en bonne gestion patrimoniale.

Il y a des opérateurs qui se positionnent, et s'ils sont de l'ESS, ils peuvent répondre. Mais là en l'occurrence, ce n'était pas le cas. Et vous savez, nous les soutiendrons.

Plus largement, dans le centre-ville, vous mettez en cause, mais c'est normal, vous êtes dans l'opposition, la SERM, par exemple, rue du Général Vincent. Et je veux le dire ici, Monsieur SAUREL, c'est sous votre action que ce travail a été mené et nous le poursuivons, ateliers d'artistes, lieux de résidence d'artistes, pour donner une identité au centre-ville. On a cherché controverse. Je sais que certains discutent, parce que le feu Quick était vendu aux enchères et il aurait pu être une enseigne très déqualifiante pour la place de la Comédie. Le travail que mène Monsieur COTE, en lien avec les services de Monsieur le Préfet, contre des commerces qui déqualifient, vous le savez bien Madame SERRANO, comme à Eurydice. D'ailleurs bravo pour la condamnation à quinze ans de non-exercice. Eh bien, nous l'avons préempté.

Et là, qu'est-ce que nous avons fait ? Nous avons soutenu par exemple ceux qui font le jean fabriqué en Lozère, Tuffery, qui maintenant s'est implantée en Lozère. Et c'est une action qui mériterait d'être saluée. La viticulture, qui connaît une crise très difficile, eh bien, les vins, les viticulteurs et viticultrices de la métropole ont pu être soutenus. Et là, nous travaillons pour essayer d'avoir une enseigne sur la place de la Comédie.

C'est vrai que les centres-villes bougent et mutent. C'est vrai partout. Concurrence d'internet d'une part, difficultés de pouvoir d'achat réel d'autre part. Nous nous sommes mobilisés autour du centre-ville, nous faisons des travaux, Monsieur ALBERNHE, nécessaires, sur les grandes places pour les réembellir, pour renforcer la sécurité qui était un des gros enjeux qui étaient pointés. Sur l'esplanade, je crois que l'aménagement contribue à embellir le centre-ville. Il est relevé d'ailleurs par la presse étrangère. Ce sont aussi les travaux actuellement en cours place de la Préfecture – Monsieur NISON a mené un travail avec les commerçants – cette place qui était un rond-point. Et d'ailleurs prochainement, l'accès auto sera plus simple de la rue Foch, entrée et sortie. Et à partir de fin octobre, on communiquera la date, l'accès au centre sera simplifié, notamment quand on arrive de la partie sud, on pourra accéder directement au parking Comédie, via Mistral.

Bref, la mobilisation sur le centre-ville, elle est importante. C'est difficile. Moi, je le reconnais volontiers. On a un des taux de vacance commerciale des plus faibles, si on se compare. Il faut continuer à travailler avec la CCI. La rue Maguelone a très clairement besoin d'être requalifiée, d'être redynamisée. Et d'ailleurs l'ambiance de la gare va changer, puisque grâce à ceux qui ont voté le budget, eh bien, nous consacrons 1,9 million d'euros pour implanter le commissariat de police devant la gare, ce qui créera une présence pour sécuriser, parce que voilà, tout le monde entend, tout le monde vit et donc on est engagés là-dessus. Et je remercie les services de l'État de nous accompagner. Monsieur ZANCHIELLO a raconté, c'est quand même l'entrée de la ville. Voilà.

C'est une enseigne, comme il en existe, qui a répondu, dont le rapport correspond, en tout cas financièrement à la Ville, qui est bien perçue par les associations des commerçants, qui estiment cette implantation comme une bonne nouvelle pour redynamiser. Et moi je vous le dis, voilà, c'est 200 000 euros de recettes. Ça faisait six ans, sept ans, plus que ça, Madame SERRANO, que c'était vacant. Bon, par les temps qui courent, Monsieur DOMERGUE rappelait nos engagements de ne pas toucher à la taxe foncière. Bon, là, on dégage une recette supplémentaire. Voilà. Donc je pense que ça va faire beaucoup de bien à la rue Maguelone.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

Contre : 7 voix

Ont voté contre : Mme Alenka DOULAIN, Mme Coralie MANTION, M. Serge MARTIN, Mme Clothilde OLLIER, Mme Catherine RIBOT, Mme Célia SERRANO, M. François VASQUEZ.

Abstentions : 6 voix

Se sont abstenus : M. Stéphane JOUAULT, M. Mustapha LAOUKIRI, Mme Marie MASSART, Mme Fatma NAKIB, M. Bruno PATERNOT, M. Manu REYNAUD.

6. Aménagement durable du territoire - Immeuble Le Capoulié - Bail Commercial sous conditions suspensives - Locaux commerciaux - 6 rue Maguelone HM 0036 - Implantation du magasin Søstrene Grene - Approbation - Autorisation de signature

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

Contre : 7 voix

Ont voté contre : Mme Alenka DOULAIN, Mme Coralie MANTION, M. Serge MARTIN, Mme Clothilde OLLIER, Mme Catherine RIBOT, Mme Célia SERRANO, M. François VASQUEZ.

Abstentions : 6 voix

Se sont abstenus : M. Stéphane JOUAULT, M. Mustapha LAOUKIRI, Mme Marie MASSART, Mme Fatma NAKIB, M. Bruno PATERNOT, M. Manu REYNAUD.

**7. Aménagement durable du territoire - Groupement Sûreté Résidentiel
Interbailleur - Attribution d'une subvention - Exercice 2024 - Convention -
Approbation - Autorisation de signature**

Mme C. SERRANO sort de séance.

Monsieur le Maire : Affaire n° 7, groupement interbailleur, participation de la Ville de Montpellier. Donc c'est la subvention de la Ville au groupement interbailleur, et la brigade de tranquillité du logement social, qui est financée en partie par la Ville de Montpellier, mais aussi l'ensemble des bailleurs, qui concourent à l'effort de sécurité dans l'ensemble des résidences sociales de notre Ville. Donc vous en avez ici la liste. Et qui aussi, parce qu'il y a le soutien financier des communes de Juvignac et Castelnau, intervient. Et donc vous avez ici le premier bilan d'activité. Et je veux saluer son travail, notamment sur l'opération à Montasinos, très difficile encore pour les riverains, mais avec lesquels nous travaillons également.

Et la bonne nouvelle, c'est que la commune de Sète va nous rejoindre dans le groupement interbailleur, ce qui va nous permettre de partager ensemble les charges de fonctionnement, preuve que ce dispositif montre son efficacité, sa détermination face à tous les problèmes d'incivilité, d'entrave à la liberté d'aller et venir pour les locataires qui peuvent parfois se poser.

Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel CALVO, M. Sébastien COTE.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

**8. Aménagement durable du territoire - Résorption des bidonvilles - Principe de
cession des locaux de l'ancienne auberge de jeunesse situés 2 impasse de la Petite
Corraterie à la Fondation Abbé Pierre - Parcelle cadastrée HO 77 - Approbation**

Mme C. SERRANO et M. S. JAWHARI entrent en séance.

Monsieur le Maire : Affaire n° 8, Monsieur NISON.

Laurent NISON : Merci Monsieur le Maire, chers collègues. La Ville qui protège. On fait une transition tout à fait aimable sur cette thématique de la protection en termes de sécurité et au travers de la mutuelle communale de la santé. Protéger, c'est avoir un toit au-dessus de sa tête, et en particulier pour les personnes qui sont dans une situation de précarité très importante. Nous menons depuis le début du mandat une politique de résorption des bidonvilles, des squats, qui est extrêmement volontaire, qui est partenariale, et en particulier avec les services de l'État et de la Métropole, afin de redonner à chacun un habitat digne.

Nous avons une ancienne auberge de jeunesse, impasse de la Petite Corraterie, et nous avons également la Fondation Abbé Pierre avec un groupement d'associations qui se propose pour reprendre possession de cette auberge de jeunesse et de donner, selon deux phases, un habitat intercalaire pour des familles qui sont en situation de grande précarité. Je cite les associations qui sont en partenariat, parce qu'elles sont extrêmement importantes, extrêmement actives et nécessaires pour mener à bien ce projet. Il s'agit de la Croix-Rouge bien sûr, de l'Association 14, de la Solifap, la Foncière Bellevilles, de Weco et de l'association Adages.

Deux phases. Une première phase de deux ans qui va permettre d'accueillir une dizaine de familles qui sont en situation de grande précarité dans des bidonvilles, et de participer à un chantier participatif pour réhabiliter ce lieu. Et une deuxième phase, au terme de ces deux ans, qui permettra la création de 16 logements sociaux et de 2 logements d'activité. Donc c'est un principe de cession aujourd'hui, de manière à mener les études nécessaires pour la réalisation de ce projet. Merci beaucoup.

Monsieur le Maire : Merci Monsieur NISON. Y a-t-il des demandes de prise de parole sur ce point ?
Madame DOULAIN, allez-y.

Alenka DOULAIN : Ça sera très rapide. Juste pour dire qu'on ne peut que se féliciter de cette initiative, et enfin d'avoir une logique aussi un peu méthodique sur l'habitat intercalaire avec deux phases. On le sait, tous les travailleurs sociaux qui sont, qui travaillent avec ces publics dans ces logements-là, disent en fait la qualité du bâti leur empêche de faire leur travail, ils sont pris par des questions logistiques. Donc le logement intercalaire dans des bâtiments qui sont trop dégradés, ça pose des questions. Donc moi je trouve que la logique est intéressante. La dimension participative, pourquoi pas.

Par contre ça vient poser la question, on vient de le voir, dans l'affaire précédente, on avait un bien communal qui a été laissé six ans sans activité, sur ce bâtiment, c'est pareil. A-t-on réussi à réduire le taux de vacance de nos propres bâtis ? Parce qu'aujourd'hui il faut s'attaquer aux bâtis publics, mais aussi aux bâtis des institutionnels. On a trop de logements vacants sur Montpellier, on a des gens qui dorment dans la rue, devant des logements vacants. On a 80 % des demandes du 115 qui n'ont pas de solution pour pouvoir dormir le soir. Donc la bataille, elle doit être faite par tous les leviers. Et donc aujourd'hui, la question, c'est là, on est à quatre ans de votre mandat, donc en fait si un bâtiment a été laissé vide quatre ans, c'est parce que des choix ont été faits de votre côté. Donc aujourd'hui, est-ce qu'on a réussi à réduire le temps de vacances de nos propres bâtis ?

Monsieur le Maire : Madame DOULAIN, au début, je me disais que vous alliez dire que les choses avançaient. Ça a été une négociation longue, parce que l'opérateur, la Solifap, Fondation Abbé Pierre qui garde ce nom actuellement, mais tout le monde comprend, et personne ne relève, donc la discussion a été engagée il y a deux ans. Bon, il a fallu trouver le modèle. Donc nous y sommes.

Et je voudrais vous rassurer sur plusieurs points. Ici, notre mobilisation, et pour conclure sur celui-là, elle est totale, face aux gens qui sont victimes de la très grande précarité. Le programme porté par Madame GIMENEZ, que je veux saluer, des pensions de famille, nous a permis de sortir près de 200 personnes de la rue. Et donc nous en avons sept, avec un objectif de quinze. C'est ce qui a été énoncé récemment lors du Congrès USH. C'est notre volonté et pour l'instant l'État, et je veux l'en remercier, préserve ses crédits parce que opération conjointe. 200 personnes qui ont été remises dans la trajectoire du logement.

Ensuite, nous avons mené une action très volontariste de réduction des squats. Je pense à celui des Beaux-arts, où d'ailleurs, nous étions venus mobiliser l'habitat intercalaire, c'est-à-dire tous les biens propriétés de la commune qui pouvaient être activés – plus d'une dizaine – avec Monsieur le Préfet et avec l'association. Donc ce travail de prospection, il a été conduit. Nous l'avons fait aussi sur le squat de court-circuit. Enfin, il y a près de quatre lieux qui étaient identifiés, sur lesquels nous avons travaillé. Il y a un autre travail que nous avons mené, c'est le squat qui existait à la Mosson, le squat dit « des Syriens », qui était la vague migratoire de réfugiés de 2015 que nous avons accompagnés. Il y a le travail que nous avons fait, non sans difficulté, du bidonville de Celleneuve, 240 familles. Et que ça a été dur. Ah, là aussi, il y avait les belles banderoles sur l'autoroute, de l'extrême droite, « DELAFOSSE, tu n'as qu'à les accueillir chez toi », enfin j'ai eu droit à tout. Bon, mais ça, ce n'est pas grave. C'est là où on compte les soutiens, même quand on n'est pas de la même sensibilité. Et là encore une fois, je veux remercier les services de l'État, et là, pour assurer ce relogement, nous y sommes parvenus. Nous avons fait un travail, nous avons accueilli la semaine dernière, ou il y a dix jours, l'UNCCAS, sur les réfugiés, les demandeurs d'asile. Nous avons racheté l'hôtel des Fauvettes, qui nous permet, pour les situations de gens qui sont réfugiés, de pouvoir accueillir, le temps qu'ils fassent les formalités, qu'ils obtiennent leur statut de demandeurs d'asile, et donc qu'on puisse construire leur programme, leur projet d'intégration. J'énumère, Madame DOULAIN, je suis encore en train d'oublier des choses d'ailleurs. Ah oui, j'oubliais, ce centre-ville où il y avait 350 enfants mineurs qui dormaient dans des hôtels. Eh bien, avec Kléber MESQUIDA, que je veux remercier, nous avons trouvé un terrain à côté de la Régie des eaux, où nous avons fait un lieu d'accueil pour ces mineurs, et le Département maintient ces efforts sur le contrat jeunes majeurs, et là, merci aux entreprises qui les prennent en insertion, et avec de très belles histoires que parfois la presse locale raconte, qui permettent de déconstruire les préjugés que certains s'efforcent d'entretenir, pas vous Madame DOULAIN, je le sais. Donc on a fait ce travail-là. Il y a encore d'autres exemples, d'autres actions, du volontarisme qui est le nôtre. Et puis on pourrait prendre la cotation résidentielle, sur laquelle vous avez délibéré, et les efforts que nous faisons en faveur du logement social.

Alors tout notre patrimoine, Madame DOULAIN, on le regarde. Parce qu'avec l'ensemble des acteurs associatifs sur ces sujets, on sait qu'il y a une grosse pression. Moi je voudrais juste dire une chose : j'invite les autres à faire comme Montpellier. Si on prend tous notre part, on va régler beaucoup de problèmes du pays, à se mettre ensemble avec les services de l'État. Et là, qu'est-ce que nous allons faire ? Eh bien, ça s'inscrit dans la stratégie de résorption des bidonvilles et des squats qui existent dans notre ville, avec un système qui n'est pas parfait, mais qui essaie, qui marche, qui va loin des formes d'indifférence qu'on peut entendre ou de procédures, et qui est une bonne méthode. Je le crois, parce que c'est la méthode du tour de table, où tout le monde essaie, on a des points de vue différents, quand vous êtes la mairie, quand vous êtes les associations, quand vous êtes l'État, mais qui essaie de faire converger pour trouver des solutions et répondre aux enjeux de dignité humaine. Voilà.

Et donc ce nouveau dispositif va nous aider à construire les parcours d'insertion de gens qui se sont retrouvés en situation d'exclusion. Donc on regarde bien sûr toujours les fonciers. Je voudrais quand même le dire, le taux de vacance à Montpellier, vu la pression qu'il y a sur le logement, c'est 1 %, contrairement à ce qu'on peut dire. Nous, on n'arrête pas ; Michel CALVO en tant que Président délégué du CCAS, regarde ça de très près. Moi, ce que j'espère surtout, Madame DOULAIN, et vraiment je sais que vous nous soutiendrez, c'est que les crédits, on puisse les conserver. Parce que ça, ce sont des choses qui marchent, et ce serait dommage que ce qu'on a construit en quatre ans soit fracassé, parce qu'à un moment donné, il y a des coupes franches dans les politiques publiques de solidarité. Parce que là, c'est du « réparer », on reconstruit, des gens qui n'auraient pas dû se retrouver en situation d'exclusion. Et ça marche. D'ailleurs, si vous le souhaitez, venez à une inauguration de pension de famille, ce sont des choses extraordinaires. L'hebdomadaire local avait fait un article sur la trajectoire des sorties du bidonville de Celleneuve, ça marche. Les MNA, ça marche. Alors bon, c'est dur, c'est beaucoup de boulot, mais il ne faut rien lâcher.

Philippe SAUREL : Ça concerne le bâtiment, l'auberge de jeunesse.

Monsieur le Maire : Feu auberge de jeunesse.

Philippe SAUREL : À ma connaissance, il y a dans ce bâtiment des traces archéologiques importantes du Montpellier médiéval. Il serait peut-être important de faire un diagnostic avec la DRAC avant de procéder aux travaux.

Monsieur le Maire : Attendez, Monsieur SAUREL, je vais vous le dire, ça tombe bien, nous, on fait ça de manière très claire. Archéologie préventive, tout ça va être suivi de près sur le bâtiment rue des Écoles laïques. Et des fois, ça fait retarder les projets. Alors Monsieur MARTIN lève les yeux au ciel, parce qu'on avait signé à l'unanimité, stade du Lieutenant Normand, pour faire des nouvelles infrastructures sportives, parce que le Rectorat nous l'avait transféré, et il se trouve qu'on a trouvé trace d'un cimetière juif du Moyen Âge. Donc, résultat, les travaux vont prendre une année de retard, parce que les archéologues vont travailler. J'en profite pour le dire, sur les travaux de la place Émile Combes, ce sera de l'archéologie préventive. Mais on est très, très attentifs à ça. Pas question de passer en force. Vous avez raison, il faut valoriser. Surtout que dans cette partie de la ville, il y a beaucoup de trésors.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

9. Aménagement durable du territoire - Réhabilitation du Tennis Club de la Paillade - Nouveau Programme National de Renouveau Urbain - Quartier de la Mosson - Dépôt et d'octroi des autorisations d'urbanisme - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire n° 9. Je donne la parole à Madame BRUNET pour rapporter cette affaire, parce que Monsieur MARTIN, administrateur de la SA3M, ne peut pas s'exprimer. Madame BRUNET.

Véronique BRUNET : Monsieur le Maire, mes chers collègues. De manière très simple, il s'agit effectivement de l'affaire de la réhabilitation du Tennis Club de la Paillade, ce Tennis Club qui est situé dans le sud du quartier et pris en compte également dans le programme global de renouvellement urbain du quartier de la Mosson, et donc de sa transformation. Il s'agit ici, pour partie, de requalifier une partie de l'emprise actuelle du nord du club, pour un espace public, et sur la partie sportive, de réaliser trois nouveaux cours de tennis et deux cours de padel. Bien évidemment, au-delà de la réhabilitation de ce Tennis Club, il en va de la réhabilitation des installations sportives du quartier, le Centre nautique Neptune, le Palais des sports Pierre de Coubertin, le lac des Garrigues et tout son environnement.

Monsieur le Maire : Merci. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, M. Mustapha LAOUKIRI, M. Hervé MARTIN, M. Manu REYNAUD, M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

10. Services à la population et cohésion sociale - Dotation Politique de la Ville 2024 - Convention d'attribution de subvention entre l'État, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire n° 10, dotation politique de la ville, convention d'attribution de subvention entre l'État, la Métropole de Montpellier et la Ville de Montpellier. Donc la dotation politique de la ville est de 4 703 749,29 euros. Elle est stable par rapport à ce qu'elle était auparavant. Dont acte.

Je voudrais indiquer, pour rapporter cette affaire, parce qu'on était avec Madame GIMENEZ, qui suit ces dossiers à la Métropole, que nous avons signé le contrat de ville, en même temps que la cité éducative, en même temps que l'ANRU Mosson, pour être plus efficient du point de vue des politiques publiques. C'est aussi là qu'on dégage des économies et un meilleur service public rendu, le jour où on a commencé à écrêter la tour d'Assas.

Est-ce qu'il y a des questions ? Bon, je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Clara GIMENEZ, M. Mustapha LAOUKIRI, M. Hervé MARTIN, M. Manu REYNAUD, M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

11. Services à la population et cohésion sociale - Inclusion des enfants à besoins particuliers - Plan d'actions au sein des écoles publiques et des centres de loisirs de la Ville de Montpellier - Convention d'intervention entre l'Institut médico-éducatif (IME) Fontcaude et la Ville de Montpellier - Approbation - Autorisation de signature

Mmes C. GIMENEZ, C. MANTION (avec le pouvoir de Mme C. RIBOT) et R. TIKOUK (avec le pouvoir de M. E. ARIZTEGUI) sortent de séance.

Monsieur le Maire : Affaire n° 11, Madame BRUNET, inclusion des enfants à besoins particuliers, plan d'actions au sein des écoles publiques et centres de loisirs de la Ville de Montpellier, convention d'intervention avec l'IME Fontcaude. Ça, c'est très important. Allez-y Madame BRUNET.

Véronique BRUNET : Effectivement, merci Monsieur le Maire. Là je vais prendre un petit peu plus de temps, si vous le permettez, que pour l'affaire précédente. Il s'agit d'un plan d'actions relatif à l'inclusion des enfants à besoins particuliers au sein des écoles et des centres de loisirs de la Ville. C'est une ambition que nous portons collectivement, l'ambition que l'école soit accueillante pour l'ensemble des enfants, l'ensemble des élèves montpelliérains. Le nombre d'enfants à besoins spécifiques, malheureusement, a augmenté. Sur la Ville de Montpellier, c'est environ 1 300 élèves, soit un peu plus de 5 % de la population scolaire. Les personnels de l'Éducation nationale d'accompagnement sont hélas en nombre insuffisant, bien souvent mutualisés entre plusieurs enfants.

Aussi, je voudrais saluer le travail de Madame Fanny DOMBRE-COSTE qui, pendant de longs mois et même des années, a consulté, réfléchi et conçu ce plan d'actions relatif à l'inclusion des enfants à besoins particuliers. Qu'il me soit permis ici de remercier également Madame Nadia AKIL, qui a contribué largement à ce plan d'actions, ainsi que Madame Françoise BOUTET-WAISS.

Ce plan, qui a été fait en raccord avec les réseaux nationaux France urbaine et le Réseau français des villes éducatrices, se détaille sur dix-huit mesures, dont les prioritaires que je vais citer aujourd'hui sont bien évidemment installer des espaces de répit favorisant la gestion des émotions des enfants, mais cela existait déjà, mais aussi et surtout favoriser l'expression et la libération de la parole des référents handicaps nommés de manière volontaire dans les écoles. La collaboration avec la CAF notamment, et surtout avec l'ARS, a permis à Madame DOMBRE-COSTE de pouvoir mettre en place des conventions avec le monde du médico-social. Ainsi, de manière originale sur Montpellier, des éducateurs spécialisés issus des IME pourront venir soutenir nos collègues agents municipaux de la Ville sur les temps méridiens, sur les temps périscolaires, sur des situations compliquées liées effectivement à l'inclusion de ces enfants à besoins particuliers. De la même façon, les référents handicaps volontaires au sein des établissements scolaires pourront être accompagnés et formés pour gérer les situations les plus compliquées.

Ce plan d'actions relatif à l'inclusion des enfants à besoins particuliers correspond, Monsieur le Maire, à notre ambition éducative, à notre ambition de rendre la ville accessible et à hauteur d'enfants. Aussi je vous remercie de l'approuver et de nous autoriser des signatures avec les secteurs du médico-social pour favoriser l'inclusion des enfants à besoins spécifiques.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup Madame BRUNET. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole sur ce très beau dossier ?

Bon, je vais dire un mot quand même, parce que c'est très fort. L'exigence d'inclusion, elle est portée par l'institution scolaire qui, disons-le, en vingt-cinq ans, a fait beaucoup de progrès. Mais il reste beaucoup de chemin à faire. Et nous, nous allons au-delà de notre propre compétence, pour essayer d'accompagner au mieux chaque famille, chaque parent qui a un enfant en situation de handicap. Et cette convention avec l'IME, elle est très importante, très emblématique de ça. Donc c'est un signal, une contribution importante de la Ville de Montpellier sur la question de l'inclusion.

Nous en faisons d'autres. Madame CABELLO, je vous regardais parce que c'était beaucoup d'émotions qu'à l'école Michel de l'Hospital, une classe de maternelle soit la première classe dans l'Hérault pour les enfants en situation de déficience auditive, et par cette professeure des écoles absolument formidable. Nous prenons en charge les accompagnateurs pendant la pause méridienne pour qu'ils puissent accompagner les enfants. Nous n'avons pas d'obligation du point de vue de la loi, mais nous le faisons, déjà que les conditions de rémunération sont difficiles, c'est un débat pour le Parlement. Donc voilà, nous sommes pleinement mobilisés autour de la communauté éducative et des familles pour essayer d'accompagner l'inclusion. Le plan qui avait été engagé précédemment sur l'accessibilité des écoles se déroule aussi.

C'est une illustration supplémentaire de notre mobilisation. Je propose Madame BRUNET qu'on fasse une signature IME, officielle, pour bien montrer, avec des exemples très concrets, ce que ça signifie, parce que, hélas, c'est des réalités qui sont trop méconnues.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Merci de votre unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

12. Services à la population et cohésion sociale - "Notre école, faisons-la ensemble" (NEFLE) - Fonds d'Innovation Pédagogique - Conventions entre la Ville de Montpellier et l'Éducation Nationale - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire n° 12, « Notre école, faisons-la ensemble ». Ce sont des crédits que nous recevons de l'Éducation nationale pour soutenir les projets pédagogiques. Et la bonne nouvelle, c'est qu'ils sont en hausse, 86 936,76 euros, contre 60 000 euros. Ça veut dire que la dynamique de projet l'emporte.

Est-ce qu'il y a des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix.

13. Rayonnement et attractivité du territoire - Attributions de créneaux annuels pour la saison sportive 2024-2025 - Conventions relatives à l'utilisation du domaine public - Approbation - Autorisation de signature

Mme C. MANTION (avec le pouvoir de Mme C. RIBOT) entre en séance.

Mme E. CABELLO et M. A. ZANCHIELLO (avec le pouvoir de M. R-Y. CHARTIER) sortent de séance.

Monsieur le Maire : Attributions de créneaux annuels pour la saison sportive 2024-2025. Est-ce qu'il y a des questions ? Demain, mercredi, nous donnons rendez-vous au Pas du Loup et à Celleneuve.

Hervé MARTIN : Si la météo le permet.

Monsieur le Maire : Mais nous braverons la tempête, Monsieur MARTIN. Pour la rénovation de deux stades, pour permettre justement l'usage de créneaux dans de bonnes conditions. Et je veux préciser, qu'un article était paru dans la presse, qu'évidemment vous avez inscrit au budget la rénovation des terrains que le club Atlas Paillade utilise, pour qu'ils soient remis totalement aux normes. Ce sera mis au vote du budget, j'espère qu'il sera soutenu, l'année prochaine, pour que les créneaux puissent être parfaits. Vous avez refait aussi le stade, le terrain de basket de Croix d'Argent. Voilà, donc des créneaux, mais surtout des meilleures conditions d'utilisation des infrastructures sportives.

Y a-t-il des questions ? Bon, je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, Mme Nadia AKIL, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Christophe BOURDIN, M. Michaël DELAFOSSE, M. Serge GUISEPPIN, Mme Stéphanie JANNIN, M. Salim JAWHARI, M. Sophiane MANSOURIA, Mme Nicole MARIN-KHOURY, M. Hervé MARTIN, Mme Patricia MIRALLES, M. Yvan NOSBE, M. Philippe SAUREL, Mme Célia SERRANO.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 42 voix

**14. Services à la population et cohésion sociale - Ma.P - Unité mobile de prévention
santé de la Ville de Montpellier - Bilan annuel - Conventions de partenariat -
Approbation - Autorisation de signature**

Mme E. CABELLO entre en séance.

Mme A. DOULAIN (avec le pouvoir de Mme C. OLLIER), MM. J-D. DELAVEAU, A. EL KANDOSSI (avec le pouvoir de M. M. MAJDOUL) et S. MARTIN sortent de séance.

Monsieur le Maire : Affaire 14, sur la Ma.P. Madame BRUN MANDON, vous pouvez peut-être nous rappeler ce qu'est la Ma.P.

Élodie BRUN-MANDON : Bien sûr, Monsieur le Maire. Je vous remercie. Donc, il y a à peu près un an et demi, nous inaugurons une unité mobile de prévention de la Ville de Montpellier. L'unité mobile de prévention, c'est comment faire sens de santé sur un territoire, en mettant les messages de prévention, de sensibilisation à destination de tous, au pied des immeubles. Aujourd'hui, la Ma.P, c'est 75 % d'interventions au sein des quartiers prioritaires de la ville. C'est comment on va, sur le chemin de vie des Montpelliérains, leur porter un message de prévention. Et au-delà de leur porter un message de prévention, c'est rendre accessible la vaccination, le dépistage VIH, hépatique, le dépistage diabète, le dépistage des cancers, le dépistage de l'hypertension artérielle. Tout ça pour faire monter en compétences les Montpelliérains autour des sujets de prévention et de santé. Tout ça pour que nos partenaires aient un outil à leur disposition pour faciliter la transmission de ces messages.

L'unité mobile de prévention, aujourd'hui à Montpellier, on a un petit bilan en 2023, et on ne va pas boudier notre plaisir, parce que grâce à nos partenaires associatifs, grâce à nos partenaires institutionnels, et nous en parlons aussi tout à l'heure, puisqu'il y a vocation aussi à lutter contre le non-recours, puisque nous allons aussi porter la parole de la mutuelle communale, nous avons pu contacter 4 069 personnes, sensibiliser 2 019 personnes, tout ça en un an, 2023, et effectuer 922 dépistages sur la commune de Montpellier. Nous avons réalisé 101 vaccinations, assez large parce que ça va du HPV aux vaccinations classiques. Donc tout ça pour avoir sens territorial, tout ça pour remettre de l'offre de proximité à destination des Montpelliérains. On peut aussi noter l'implication bien sûr de l'Agence régionale de santé dans le cadre du contrat local de santé, mais aussi des habitants qui s'en emparent, qui s'en imprègnent et qui nous font des propositions d'intervention.

Donc aujourd'hui, quand on sait dans la ville de la médecine, justement, on a une problématique de ressources, notamment sur la médecine traitante, il est impératif de mettre du sens dans la prévention, de faire monter en compétences, de prendre en charge des pathologies rapides, donc du coup d'où l'importance d'être sur le chemin de vie des personnes pour avoir un dépistage précoce, pour orienter plus facilement vers le soin.

Donc la Ma.P, c'est un outil qui a été pensé, et on peut le dire aujourd'hui, qui a été réalisé dans l'intérêt collectif de faire monter en compétences, mais de surtout soutenir l'accès à la prévention, l'accès de se prendre en charge, de prendre soin de soi, facilité pour l'ensemble des Montpelliérains. Et je crois qu'aujourd'hui on peut être fiers du premier bilan.

Monsieur le Maire : Merci Madame BRUN-MANDON. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

15. Services à la population et cohésion sociale - Label "Ville active du Programme National Nutrition Santé (PNNS)" de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Occitanie - Charte d'engagement 2024-2029 - Renouvellement - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Label « ville active du programme national nutrition santé ». Je mets aux voix. Y a-t-il des questions auprès de Madame BRUN-MANDON ? On renouvelle pour cinq ans. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

16. Services à la population et cohésion sociale - Service Montpelliérain de la Petite Enfance - Démarche Guichet Unique - Création de 8 nouveaux Espaces Petite Enfance – Approbation

Mmes A. DOULAIN (avec le pouvoir de Mme C. OLLIER), C. GIMENEZ, R. TIKOUK (avec le pouvoir de M. E. ARIZTEGUI), MM. J-D. DELAVEAU, A. EL KANDOUSSI (avec le pouvoir de M. M. MAJDOUL) et A. ZANCHIELLO (avec le pouvoir de M. R-Y. CHARTIER) entrent en séance. Mme F. NAKIB, MM. L. ALBERNHE, M. CALVO et J. DOMERGUE sortent de séance.

Monsieur le Maire : Madame AKBARALY, petite enfance.

Tasnime AKBARALY : Merci Monsieur le Maire. Bonjour à toutes et à tous. Bon, alors, cette délibération 16, c'est une mesure importante, une mesure phare de notre politique Montpellier petite enfance au service du public, qu'on a déjà évoquée dans de précédents conseils municipaux. Elle est importante parce que, tout simplement, elle vient répondre à une préoccupation majeure des familles. Il s'agit ici d'approuver la création d'espaces petite enfance dans chaque quartier, au plus près des familles et des espaces, qu'on a représentés sous une forme de maison. Concrètement, ces maisons, elles existent. Ce sont des relais petite enfance, et globalement, ce qui existe aujourd'hui, c'est le premier étage.

Et avec cette délibération, je vous propose d'ajouter les fondations de ces maisons, des fondations pour répondre à des enjeux fondamentaux. Le premier enjeu, c'est un droit universel pour chaque parent d'être accompagné dans ce rôle si difficile qu'est celui d'être parent. Une maison où on va pouvoir se rendre, donc dans chaque quartier, je le répète, puisqu'on a huit relais petite enfance existants, donc on aura huit espaces petite enfance. Une maison où on va pouvoir se rendre quand on apprend une grossesse, permettre de rencontrer d'autres parents, permettre de recevoir une information personnalisée et détaillée sur tous les dispositifs d'accueil et d'aide à la parentalité, au plus près de chez soi. Les parents vont pouvoir bénéficier aussi de solutions d'accueil qui permettent de concilier vie familiale et vie professionnelle. Une mission zéro solution sera également créée, pour ne laisser aucune famille en difficulté sur le bord de la route et pouvoir apporter une aide personnalisée.

Autre enjeu fondamental quand on mène une politique petite enfance qui s'adresse à toutes les familles du territoire et tous les acteurs de la petite enfance, c'est celui de tangenter un droit universel à l'éveil artistique et culturel pour chaque enfant et prendre notre part dans toute stratégie de prévention. Et ces espaces petite enfance seront des lieux ressources, d'information, des lieux relais où on pourra évoquer la délibération qu'on vient d'entendre, extrêmement importante, de Madame BRUN-MANDON, des lieux également d'information sur tous les relais d'éveil artistique et culturel.

Cela m'amène à faire un petit détour sur le festival de l'éveil des tout-petits. C'est la troisième édition du festival. Ce que nous avons souhaité faire cette année dans ce festival, c'est tout simplement l'ambition de surexposer les enfants et les parents à la culture plutôt qu'aux écrans. Troisième édition d'un festival qui est, je le rappelle, le fruit d'une synergie des forces existantes sur notre territoire, dans le domaine de la culture, dans le domaine de la petite enfance, dans le domaine de la parentalité. C'est ville et acteurs institutionnels de la culture associative au service du public. Résultat d'un travail transversal, permettez-moi de le souligner, entre les délégations de mes chers collègues et amis, Mylvia HOUGUET pour les maisons pour tous, Véronique BRUNET, Françoise BOUTET-WAISS, Agnès ROBIN, Boris BELLANGER et bien sûr tous les Adjoints de quartier. Troisième édition seulement, déjà plus de 6 000 enfants et parents qui sont publics de ce festival. Et chaque année, eh bien, on alimente ce festival. Et là cette année on a créé un petit jeu, « réveille-moi ». C'est comme un album Panini qui va mêler chasse au trésor géante dans la ville, qui va permettre aux familles de découvrir, redécouvrir des lieux sources, tant dans leur rôle de parents, qu'au niveau culturel, tout simplement. Donc je vous invite à l'ouverture qui aura lieu dans la maison pour tous Albert Camus le 22. Vous pourrez découvrir deux dispositifs du Centre Pompidou, qui préfigurent notre musée emblématique Mille formes et qui sera détaillé par mon amie Agnès ROBIN dans l'affaire 18. Voilà, n'hésitez pas à consulter le programme à votre disposition.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup Madame AKBARALY. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN : Je voulais juste réagir rapidement. Donc l'idée c'est de créer des espaces d'information pour être dans une logique de guichet unique. C'est évidemment le bienvenu, parce qu'aujourd'hui, c'est un parcours de combattant que d'avoir une place, d'avoir l'information sur où en est son dossier.

Après, moi, je le répète depuis le début de ce mandat, on porte le fait qu'on aurait pu mettre en place des mesures très simples de suivi du nombre de points de scoring sur la plateforme en ligne, qu'aujourd'hui il y a des mesures de logique de guichet unique qui auraient pu être mises en place, qui sont peu coûteuses et qui auraient amélioré la prise en charge et le suivi du dossier par chacun des parents.

Donc aujourd'hui, moi, je trouve, cette démarche, trop fastidieuse, trop longue par rapport aux enjeux qu'il y a pour les parents, pour être tenus au courant de leur dossier. Et ensuite, dans cette affaire, il y a aussi un point d'information sur les relais petite enfance. Je crois qu'il faut le dire aujourd'hui, ces relais petite enfance, ils ne sont pas dotés de moyens suffisants, et l'offre proposée aux asmats, puisque ce sont les principales destinataires de ces relais, en termes d'activités proposées aux tout-petits, eh bien elles sont effectivement faibles, au point que certaines asmats créent leur propre association pour proposer des activités aux tout-petits durant le moment où elles en ont la charge. Donc je crois qu'il y a un vrai sujet. Il y a des mesures qui ont été présentées, je le sais, sur l'aspect culture, etc., mais en fait proposer tout du long de la semaine et tous les weekends des activités qui permettent à la fois à celles qui prennent en charge les tout-petits et aux parents de pouvoir sortir de l'isolement, de proposer des activités culturelles, sportives aux tout-petits, c'est un enjeu primordial. Aujourd'hui, l'offre est insuffisante, au point que certaines se structurent en association.

Monsieur le Maire : Vous pouvez nous donner un exemple d'un endroit, ce à quoi il faudrait ressembler ?

Alenka DOULAIN : Eh bien je peux vous dire par exemple qu'il y a des villes où chacune des piscines est dotée d'un bassin petite enfance. Aujourd'hui, ce n'est pas le cas sur la plupart des piscines.

Intervention hors micro de Monsieur le Maire.

Antigone ? 300 000 habitants, Monsieur Maire. Comment vous pouvez vous satisfaire de dire : il y a Antigone ? Vous connaissez les délais de déplacement.

Monsieur le Maire : Dites-moi la ville qu'il faut pour qu'on atteigne...

Alenka DOULAIN : Monsieur le Maire, quand vous serez asmat et que vous aurez quatre enfants à vous occuper, vous verrez si vous avez envie de faire 45 minutes de tram pour amener les enfants à la piscine. Je vous explique juste la réalité.

Intervention hors micro de Michaël DELAFOSSE.

Très bien, j'attends votre témoignage. Donc la réalité, c'est qu'aujourd'hui, les asmats, pour avoir des activités où elles peuvent se rendre, il faut que ça soit accessible en transport en commun, de manière réduite. Elles ont à leur charge deux, trois, quatre enfants. La réalité d'une asmat, c'est ça, aujourd'hui. Quand j'entends des retours d'expérience où on nous dit que ce n'est pas suffisant, et certaines donc créent leur propre association, passent du temps alors qu'elles sont par ailleurs déjà obligées de trouver des usagers, elles ont toutes un ensemble de démarches qui fait que leur quotidien professionnel n'est pas des plus simples, je trouve qu'il faut cesser de s'autosatisfaire aujourd'hui de ces mesures, qui pour moi ne sont pas suffisantes. Ces relais petite enfance, il faut mettre le paquet. Il faut que ça soit évidemment le lieu d'information des parents. Et je le dis aussi sur la question de l'accès à l'information, aujourd'hui, vous êtes un parent et vous cherchez une asmat, aujourd'hui, clairement, vous allez sur des sites en ligne, des professionnels du privé qui se sont spécialisés et qui proposent quelque chose de très efficace. Donc vraiment, je pense qu'il faut prendre la mesure du défi. Vos 300 places en crèche, elles ne seront pas suffisantes face à la pénurie de solutions de garde. Il faut mettre le paquet, ce n'est pas le sens de cette affaire.

Monsieur le Maire : Merci Madame DOULAIN. Il y avait une autre prise de parole, non ? Madame AKBARALY. Puis je compléterai.

Tasnime AKBARALY : Moi je vous invite à relire la délibération. Vous avez dû manquer quelques lignes. On double les postes sur chaque espace petite enfance.

Intervention hors micro d'Alenka DOULAIN.

Mais si je vous assure Madame DOULAIN. Relisez bien, vous verrez bien. On double donc chaque animatrice des relais petite enfance. On va doubler les postes. Actuellement, on est en train d'élaborer le scoring. Vous savez, ce n'est pas si simple, le scoring. Je vous invite à aller consulter le vademecum des places en crèche, qui est un document national. Vous verrez, s'il y a une ville qui a la solution magique, tout le monde l'aurait. Donc on est en train de construire ce scoring, on est en train de le consolider pour le rendre transparent, ça sera bientôt le cas. Et dans les affaires 29, 30, 31 je reviendrai sur un point majeur, qui est effectivement permettre aux parents d'arrêter de taper aux portes de plusieurs, et arrêter ce parcours de combattant comme vous le dites si bien. On a une solution qui sera présentée, un peu de patience, affaires 29, 30, 31. Relisez bien la délibération, parce qu'elle répond à beaucoup, beaucoup de vos commentaires. Merci.

Monsieur le Maire : Merci Madame AKBARALY. Moi je vous demande, parce que c'est toujours intéressant de se positionner par rapport à d'autres, pour essayer de voir comment on peut s'améliorer. Le travail que fait Madame AKBARALY, j'espère que vous voterez pour, parce que les RAM deviennent des relais petite enfance, donc à la fois pour les assistantes maternelles, pour accompagner la parentalité.

Ça, c'est sur les 1 000 premiers jours. Après, Madame BRUNET, dans les nouveaux groupes scolaires que nous construisons, on fait des espaces d'accompagnement à la parentalité, on structure une politique de la parentalité. Moi, je la souhaiterai beaucoup plus importante encore, tant ce sujet a été l'angle mort des politiques publiques pendant très longtemps. Voilà, on voit bien qu'aujourd'hui un des facteurs de tension dans le couple, de violence parfois aussi à l'endroit des enfants, c'est un sujet de positionnement, ce débat sur les écrans qui est très présent dans la société. Donc là, enfin, on crée des lieux, des espaces pour accompagner, au-delà des démarches administratives, qui sont toujours trop complexes, même si reconnaissez qu'on a délibéré sur les critères d'attribution en crèche, on fait du scoring, on essaie de développer l'offre. Bien sûr, vous allez dire que ce n'est pas suffisant. Eh bien, là, si on écoute Monsieur BARNIER, je ne sais pas comment on va les ouvrir. On va essayer de tenir, on aura des choix à faire. Mais la question de la petite enfance, elle est fondamentale.

Assistants maternelles, qu'elles se montent en association, eh bien, ce n'est quand même pas mal. Et nous, notre but, c'est de donner justement, soit aux associations, soit aux assistantes maternelles, des espaces publics de qualité, la gratuité du musée Fabre, vous ne l'avez pas relevé, mais qui permet d'aller sur les piscines. Alors il y a la piscine olympique d'Antigone, à la Croix d'Argent, celle que Monsieur ASSAF rénove à la Mosson, très important, sur les programmes sport. Madame ROBIN va parler sur le sujet de la culture. Les aménagements que conduit Monsieur JOUAULT sur Montmaur avec la perspective de l'arrivée du tramway. Parce que, moi je n'ai pas été assistante maternelle, mais comme je n'étais pas éligible pour avoir une place en crèche publique, je me souviens, à l'époque, on disait que c'était compliqué. Donc l'arrivée de la ligne 5 de tramway doit permettre d'accéder au zoo du Lunaret. Donc c'est un ensemble de choses. Et moi je suis très preneur, le festival de l'éveil, c'est un des rendez-vous. En tout cas, petit à petit, nous orientons. Et moi je veux saluer le travail de Madame AKBARALY, des conférences grand public pour les parents pour leur présenter les enjeux, pour structurer une politique de la parentalité.

Alors s'il y a des villes qui peuvent être plus inspirantes, on est prêts à regarder ce qui se fait ailleurs. Nous-mêmes, on sait qu'on a plutôt du retard et plutôt le sentiment qu'en quatre ans, c'est-à-dire pendant la période Covid, pendant le choc énergétique, nous menons un certain nombre de travaux là-dessus. Vous êtes dans l'opposition Madame DOULAIN. Mais je ne sais pas comment ça se passe à Nîmes et à Béziers. J'ai quand même l'impression qu'ici on essaie de construire une politique de la parentalité. Et pour ça, on mobilise des partenaires, la CAF, la Caisse nationale d'assurance maladie, des crédits pour faire. Et d'ailleurs, dans toutes les politiques publiques que nous menons, on essaie d'avoir une approche transversale sur la place des enfants dans la ville. C'est d'essayer de prendre un chemin pour faire une ville à hauteur d'enfants. Donc je sais bien qu'aujourd'hui on a encore du retard sur les places en crèche. Il y a des chantiers partout, il y a des gens qui vous le reprochent, de faire des travaux. Il y a des gens qui vous disent attention aux finances. Moi je leur dis attention, nous ne sommes pas une Ville qui est dans le meilleur classement sur la prise en charge petite enfance. Et je dis à Monsieur BARNIER, il paraît que le Président de la République a parlé du réarmement démographique de la nation. Bon, plutôt que d'utiliser l'emphase, soutenez les villes, soutenez les communes qui déploient des places en crèche, pour pouvoir concilier vie professionnelle et parentalité, homme-femme d'ailleurs. Voilà.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Ah, merci. Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

**17. Services à la population et cohésion sociale - Structures petite enfance -
Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et le musée Fabre -
Avenant n° 1 - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur le Maire : Affaire suivante. Même vote ? Même vote. Musée Fabre. Voilà.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

**18. Rayonnement et attractivité du territoire - Mille formes - Centre d'initiation à
l'art pour les 0-6 ans - Contrat de coopération entre la Ville de Clermont-Ferrand
et la Ville de Montpellier - Approbation - Autorisation de signature**

Mme F. NAKIB, MM. L. ALBERNHE, M. CALVO, J. DOMERGUE et S. MARTIN entrent en séance.

Mme T. AKBARALY sort de séance.

Mme H. EMAD quitte définitivement la séance en donnant pouvoir à Mme C. HART.

Monsieur le Maire : Madame ROBIN, montrez qu'on essaie de faire des choses.

Agnès ROBIN : Merci Monsieur le Maire. Chers collègues. C'est une grande joie de pouvoir présenter et porter cette délibération aujourd'hui en Conseil municipal, parce qu'en effet, il s'agit de la poursuite du projet Mille formes, qui est un projet qui constitue une des solutions que vous avez évoquées à l'instant, Monsieur le Maire, une des solutions, mais une solution particulièrement innovante pour justement répondre aux besoins, notamment des assistantes maternelles, mais au-delà de toutes les familles, de besoin de lutter contre les écrans, par exemple, en venant dans ce centre d'art, d'initiation à l'art pour les 0-6 ans, que nous portons avec ma collègue et amie Tasnime AKBARALY. Nous souhaitons en effet pouvoir faire sortir de terre ce nouvel espace, qui sera un espace entièrement gratuit, pour les familles justement et les assistantes maternelles, qui pourront ainsi venir avec les enfants. Alors, c'est à Antigone comme vous le soulignez, Monsieur le Maire, mais Antigone, parfaitement desservi par le tramway, et avec un espace qui sera aménagé exprès pour les enfants, pour leur faire découvrir les mondes sensibles, sensoriels à travers l'expression artistique. Donc il s'agit d'un lieu de découverte artistique et culturelle par l'expérimentation, mais aussi un espace d'écoute et de parentalité. Donc ça fait partie, voilà, des solutions. 1 000 mètres carré seront dédiés, aux Echelles de la ville, à la petite enfance dans le cadre du développement de la politique culturelle de la Ville de Montpellier.

Aujourd'hui, il s'agit par cette délibération de mettre au vote et de soumettre à votre approbation, en réalité, l'utilisation d'une convention, qui permet en fait à la Ville de Montpellier d'utiliser la marque de Mille formes, qui a été déposée par la Ville de Clermont-Ferrand. Il s'agit en fait de la troisième étape dans la construction de ce projet. En 2022, nous avons proposé au vote, et que vous aviez approuvée d'ailleurs, et nous vous en remercions, la convention de partenariat avec le Centre Georges Pompidou, qui nous accompagne dans la mise en place de ce centre d'art et d'initiation à l'art pour les 0-6 ans. Il s'agissait ensuite dans une deuxième étape, en 2024, de faire voter, et nous avons voté ici aussi l'autorisation de travaux. Et puis enfin, là, c'est la troisième étape, qui est l'approbation d'une convention qui permettra donc, comme je le disais, d'utiliser la marque déposée initialement par la Ville de Clermont-Ferrand, qui a été la première Ville en France à développer ce centre d'initiation à l'art pour les 0-6 ans. Et il s'agit en partenariat avec la Ville de Clermont-Ferrand, de constituer un réseau de centres d'art en France, dont la Ville de Clermont-Ferrand sera et se propose d'être la tête. Mais il s'agit, pour nous en tout cas, d'être l'ambassadeur de ce type d'initiatives innovantes pour la petite enfance.

Cela vient compléter tous les dispositifs d'action culturelle, menés par nos équipements, comme le MO.CO, comme le Musée Fabre en particulier, comme cela vient d'être présenté précédemment. Il s'agit donc de compléter une offre qui existe déjà pour la petite enfance, mais avec un lieu qui leur est complètement dédié. En contrepartie de l'utilisation de la marque, la convention prévoit que la Ville de Montpellier s'engage à remplir cette mission et proposer aux enfants de 0-6 ans, aux adultes qui les accompagnent, des expériences interactives autour d'œuvres spécialement adaptées ou produites pour cette tranche d'âge, de concevoir une programmation, d'assurer de la médiation scientifique, de développer cette politique culturelle d'EAC, d'éveil artistique et culturel, comme on appelle ça, et ainsi donc d'offrir à la Ville de Montpellier et à tous les habitants et aux tout petits montpelliéraines et montpelliérains, une offre culturelle qui soit totalement adaptée, non seulement à la présentation des œuvres, mais surtout à l'expérimentation et aux pratiques artistiques. C'est du savoir-faire et du faire, et non pas évidemment de la consommation artistique, tant s'en faut. Il s'agit donc d'une convention importante que nous soumettons ici à votre approbation, et je vous remercierai par avance de bien vouloir approuver celle-ci, sachant qu'elle sera conclue pour une durée de trois années. Merci.

Monsieur le Maire : Merci Madame ROBIN. Est-ce qu'il y a des questions ? Monsieur TRAVIER.

Bernard TRAVIER : Oui, Monsieur le Maire, chers collègues. Bien évidemment, je souscris à ce projet. Mais le constat qu'on peut faire, c'est que nous avons en France à peu près cinquante ans de retard sur ces questions. Quand on se rend dans les pays nordiques, je pense à la Finlande en particulier, vous vous rendez compte qu'ils ont une vision totalement différente de ces questions et qu'ils y travaillent depuis très longtemps. Et ils prennent peut-être un peu plus en compte la demande que l'offre. Parce que là, nous sommes à nouveau sur le terrain de l'offre.

Le gros problème, et vous êtes bien placé pour le savoir, vous enseignez en collège. Quelle place a la culture dans les établissements scolaires du primaire et du secondaire ? Aucune. C'est-à-dire que vous devez vous adapter aux horaires des établissements culturels, qui ne sont pas souples, je peux vous le dire, je vous dirai pourquoi, et ça complique tout. Il n'y a pas d'espace-temps pour la culture dans les programmes scolaires.

Si je prends le cas d'un enfant que j'ai bien connu à l'école primaire, qui est mon petit-fils : ma belle-fille le récupérait à 16 h 45, le jetait de sa voiture à l'hôpital général, à ma femme, qui lui mettait un croissant dans le bec et qu'il montait en courant à la cathédrale pour un cours à 17 h. Vous imaginez qu'un enfant de cet âge, qui a cours depuis 8 h du matin, dans quelles conditions il est disponible pour un enseignement culturel. C'est un impensé total.

Il y a autre chose. Il y a une parcellisation des interventions. Vous avez un rapport qui est remarquable, par exemple sur les publics empêchés, qui a été fait par Benoît ZENOU et Nicolas ROBIQUET, qui maintenant est au Conseil départemental, il s'occupe de la culture. Ce rapport démontre que pour les publics empêchés, il y avait de nombreuses initiatives, mais elles sont non coordonnées et sont le fait de chaque directeur d'établissement. Au Conservatoire, si je me souviens bien, on travaille sur les malentendants, et je crois l'autisme. Ailleurs, on travaille sur autre chose, etc. Il n'y a aucune coordination, ce qui est quand même regrettable, parce qu'il y a une déperdition de ce qui est fait, qui pourrait être concentré et un peu plus adapté. À titre d'exemple, savez-vous quelle est la répartition sociale des élèves du Conservatoire ? 70 % des élèves sont de Montpellier, 30 % de la Métropole. Il est évident que, quand vous êtes au collège à Saint-Martin-de-Londres – non, ils ne font pas partie de la Métropole, mais, pardon, une ville, peu importe, de la Métropole – vous ne pouvez pas être à 17 h au Conservatoire, ce n'est pas possible. Donc pas de problème en ce qui me concerne sur le projet, mais il y a encore beaucoup à faire.

Monsieur le Maire : Merci Monsieur TRAVIER de cette intervention, et de cet exemple de situation, de comment nous avons pendant longtemps pensé la place de l'enfant dans les politiques publiques. Et le fait que vous fassiez référence à la Finlande est très intéressant, parce que pour le coup, les pays nordiques ont très clairement une longueur d'avance. Par exemple à Helsinki, les institutions culturelles offrent aux parents, jusqu'aux 6 ans de l'enfant, une place au musée. Et donc, c'est un moyen d'amener. Il y a plein d'autres choses. Enfin, avec Capitale européenne de la culture, on avait vu ces dispositifs. C'est tout l'enjeu qu'est le nôtre. Vous avez dit un deuxième point, chacun dans son coin. C'est tout l'enjeu de cette labellisation à hauteur d'enfants, culture à hauteur d'enfants. C'est d'aller chercher, pour qu'on essaie de veiller à ce que les institutions proposent et se coordonnent sur la pratique artistique et culturelle. C'est un travail énorme, parce qu'il y a des habitudes, parce qu'il y a des plannings. L'exemple est très illustratif. Et souvent l'enfant, il doit s'adapter au planning, alors que nous devrions nous adapter. Et donc par exemple, ce lieu-là est un début de réponse aussi, centre d'art contemporain, 0-6 ans. Enfin, il y a vingt ans, jamais, on se serait dit : mais qu'est-ce que ça vient faire ? Et l'expérience de Clermont-Ferrand, est passionnante, elle montre des choses. Mais ça s'inscrit effectivement dans une stratégie globale.

Et puis, vous avez évoqué, en faisant référence au très beau métier de professeur, que j'ai le plaisir encore d'exercer un petit peu, par exemple, là, on mobilise un programme « les enfants ambassadeurs du musée ». C'est-à-dire que le Musée Fabre va fêter son bicentenaire, et on a demandé aux équipes du Musée de proposer à chaque classe de parrainer une œuvre d'art du Musée. Et les enfants, ils vont être accompagnés par les professeurs, c'est un projet pédagogique. Et puis ils seront sans doute eux-mêmes à décrire et à dire, tiens, le premier weekend du mois, c'est gratuit, on peut y aller. Mais tout ça pour montrer que, par petites touches, il y a un cap sur ce sujet-là.

Vous l'avez un peu pointé sur les disparités géographiques, je sais que vous y êtes très sensible, on s'en est parlé en privé, vous avez-vous-même un engagement personnel qui mérite d'être salué. Voilà, il faut que l'accès de tous à la culture soit un enjeu. Et donc là, 0-6 ans, c'est aussi une réponse au rapport aux écrans, qui est un point qui a été mis dans le débat public au premier semestre. Donc là on va vers ce centre d'art contemporain en partenariat avec Pompidou, qui mobilise des artistes du territoire, qui va s'inscrire en réseau, qui va essayer, je l'espère, de faire évoluer un peu les pratiques professionnelles des uns et des autres. Et qu'est-ce que vous voulez, Monsieur TRAVIER ? Heureusement que vous êtes un porte-parole, mais comme les enfants ne votent pas, au final, on se préoccupe peu d'eux. Moi je crois qu'il y a aussi cela.

Donc votre prise de parole et le débat même qu'on a eu à l'instant avec Madame DOULAIN, voilà, ils nous poussent à nous orienter. En tout cas moi je crois que, enfin nous, nous faisons de ça une priorité. Les bonnes expériences doivent être relevées. En tout cas, c'est le chemin qui est le nôtre.

Allez, je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Ne prend pas part au vote ?

Eh bien voilà, une belle unanimité. Et donc, ouverture de Mille formes, décembre 2025, janvier-février 2026, on verra à la fois le planning travaux et aussi sur le plan du budget.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

**19. Aménagement durable du territoire - Projet d'extension du musée Fabre -
Autorisation de dépôt et d'octroi d'autorisations d'urbanisme à Montpellier
Méditerranée Métropole - Rues de la Monnaie et Montpellieret - Parcelle
cadastrée HN 232 – Approbation**

Mme T. AKBARALY entre en séance.

Monsieur le Maire : Projet d'extension du Musée Fabre dans le cadre du bicentenaire. C'est un projet qui est financé par la Métropole à hauteur de 15 millions d'euros, une salle d'expo de 1 000 mètres carré supplémentaires. Et donc Madame ROBIN, allez-y sur l'affaire, pour les travaux archéologiques. Est-ce qu'il y a des questions dessus ? Bon. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

**20. Rayonnement et attractivité du territoire - Opéra Comédie - Procédure de
classement au titre des monuments historiques – Approbation**

Monsieur le Maire : Opéra Comédie, procédure de classement au titre des monuments historiques.

Je voudrais indiquer qu'on avait initialement prévu le ravalement de l'Opéra Comédie, qui a besoin d'un petit lifting, mais pour des raisons budgétaires, on va différer, voilà, mais on ne perd pas cela de vue. Donc, seulement, les marches devant seront reprises, et puis le moment venu il sera proposé ce ravalement de façade. Voilà, les annonces de Monsieur BARNIER nous obligent à différer des projets, surtout quand nous ne recevons pas d'aide de la part de l'État.

Je mets aux voix, sauf s'il y a des questions. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

**21. Aménagement durable du territoire - Projet de requalification du site de la
Maison d'Enfants Marie Caizergues - 1 rue Saint-Vincent-de-Paul à Montpellier -
Cession d'une partie de la parcelle BR 609 à ACM Habitat - Approbation**

Mme C. HART (avec le pouvoir de Mme H. EMAD) et M. S. JAWHARI sortent de séance.

Monsieur le Maire : Projet de requalification du site de la maison des enfants Marie Caizergues, cession d'une partie de la parcelle à ACM Habitat. Y a-t-il des questions auprès de Monsieur CALVO ? Tu veux dire quelque chose, Michel [CALVO] ? Madame YAGUE, vous voulez prendre la parole ? Excusez-moi, allez-y, avant le vote.

Annie YAGUE : Merci Monsieur le Maire. Vous dire d'abord que je suis très heureuse que ce projet prenne enfin forme. Presque cinq ans, c'est long. Cependant, alors que vous gardez le schéma de financement que nous avons préconisé, qui était de vendre une partie de la parcelle pour financer, et la rénovation des locaux de la maison à caractère social Marie Caizergues, et un lieu d'accueil pour

les femmes avec enfants victimes de violences conjugales, vous destinez aujourd'hui ce logement à l'accueil des femmes en difficulté avec enfants. La notion de femme victime de violences conjugales a disparu. Je trouve très dommageable d'abandonner l'idée d'accueil des femmes avec enfants victimes de violences. Un suivi psychologique spécifique de ces enfants était prévu, ce qui me semble essentiel à la reconstruction psychique de ces enfants, souvent très abîmés. La santé mentale est un sujet important, mais malheureusement très souvent ignoré ou non abordé. Ces enfants traumatisés ont besoin de ce suivi psychologique et spécifique visant à la reconstruction de l'image familiale, évitant ainsi la reproduction du schéma de violence familiale trop souvent constaté dans leur vie d'adulte. Nous avons pu le constater dans le centre d'accueil de femmes victimes de violences conjugales communal, qui est très actif sur ce sujet. Nous resterons donc collectivement très vigilants sur la destination exacte de ces locaux et sur le respect des nouveaux termes du legs. Merci.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup Madame YAGUE. Monsieur CALVO, peut-être quelques éléments de réponse ?

Michel CALVO : Oui. D'abord, la prise en charge psychologique des enfants a augmenté dans notre foyer CHRS, puisque nous avons maintenant un poste de psychologue dédié à l'accueil des enfants et des femmes depuis trois ans, si je ne me trompe pas. Ça c'est la première chose. Donc on a pris en compte cela. Et actuellement, avec tous les moyens périphériques au CHRS, on gère 80 parcours à peu près par an de femmes victimes de violences, soit par le CHRS, soit par toute une série d'outils, notamment des outils que nous avons créés avec ACM et l'accès au logement de droit commun.

Par contre, je pense qu'on va reprendre le projet pédagogique que vous aviez adopté et préfiguré, parce qu'on a un vrai problème sur les femmes seules avec enfants lors de la rupture. On sous-estime totalement dans notre société le fait qu'une femme se retrouve confrontée à devoir aborder la scolarité des enfants parce que Monsieur est parti, retrouver un logement quand Monsieur reste dans le logement social, etc., et que la loi n'est pas appliquée, on sous-estime totalement la difficulté dans laquelle sont les mères. Et accueillir, avoir un lieu où on peut accueillir des femmes seules avec enfants dans le moment de la rupture, c'est un nouveau besoin social qu'il nous faut faire apparaître au niveau national, et sur lequel nous voulons jouer notre rôle novateur sur la Ville de Montpellier.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup Monsieur CALVO. Vous commencez à teaser, moi, je me tais, mais le projet avance bien, Madame YAGUE, alors, ça a pris un peu de retard. Vous le savez, le bâtiment a fait l'objet d'un squat, donc ça a différé la temporalité. Donc là, on y est. Et on aura l'occasion de présenter le projet d'accompagnement des situations de rupture des femmes seules avec enfants prochainement, je ne dis pas où, mais c'est en bonne voie.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Eddine ARIZTEGUI, M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Abdi EL KANDOUSSI, M. Mustapha MAJDOUL, Mme Radia TIKOUK.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

22. Aménagement durable du territoire - Construction du groupe scolaire Sud Mosson - Échange foncier sans soulte avec le Département de l'Hérault - Rue du Pilory, Montpellier - Approbation

Mme C. HART (avec le pouvoir de Mme H. EMAD) et M. S. JAWHARI entrent en séance.

Mme R. TIKOUK (avec le pouvoir de M. E. ARIZTEGUI) et M. F. VASQUEZ sortent de séance.

Monsieur le Maire : Monsieur NISON, construction du groupe scolaire Sud Mosson, qui est soutenu à 5 millions d'euros par l'ANRU, échange foncier avec le Département de l'Hérault. Y a-t-il des questions ? Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN : Sur l'affaire 22 et l'affaire 23, notre groupe va s'abstenir. Tout à l'heure, Monsieur le Maire, vous demandiez, mais alors qu'on fait mieux que le pire, pourquoi ce n'est pas suffisant ? Vous vous compariez à Béziers, à Nîmes. Désolée, mais ce n'est pas là mon ambition. J'ai une problématique sur ces écoles qui sont en cours de développement à la Mosson, que ça soit le groupe Parc 2000 ou les deux groupes qui sont du côté des Halles ou le groupe Hypatie, c'est que c'est vraiment des écoles usines. Et je crois que ça, dans notre hémicycle, il faut que les gens qui votent aujourd'hui, les conseillers le sachent, que les choix qui sont faits, et les deux affaires, c'est sur des affaires de parcelles, mais en venant voter pour ces écoles, nous venons valider ce modèle, qui n'est pas le nôtre, de faire des écoles usines.

Et donc ma question, elle est pour la nouvelle Première Adjointe en charge des écoles, Madame BRUNET. À partir de quand, selon vous, peut-on parler d'école usine ? On le sait, sur Montpellier, la moyenne du nombre d'enfants par établissement est autour de 200. On est sur ces établissements autour de plus de 400 élèves. À quel moment on pense que l'école va tenir ses promesses républicaines, alors qu'on est sur des suprastructures, dans des quartiers populaires où justement il faudrait faire un travail de proximité, des établissements à taille humaine, pour plus de relations entre les équipes pédagogiques et les parents ? À quel moment, selon vous, on peut parler d'école usine ? Et à quel moment il faut dire stop à ces logiques, alors même que vous êtes en charge de ce quartier populaire qu'est la Mosson ? Merci pour vos réponses.

Monsieur le Maire : Mais moi, je vous réponds directement, Madame DOULAIN. Monsieur TRAVIER. Je crois que je vais pouvoir me faire votre porte-parole. Parce que moi je veux bien, ce sont des écoles « Pailleron » actuellement. Donc, que faisons-nous ? Construction du groupe scolaire Hypatie, groupe scolaire des Halles, groupe scolaire avec Rimbaud, pour faciliter la transition CM2-sixième, pour favoriser les liens pédagogiques avec le collège. Le Département lui-même construit un collège à Juvignac, travaille la sectorisation. Nous créons une école sur un groupe scolaire à Pilory. Bref, nous faisons plus de classes que la démographie scolaire annoncée, justement pour pouvoir travailler sur un sujet majeur, la question de la mixité, difficile, exigeant. Et donc merci Madame MIRALLÈS de le reconnaître. Nous avons reçu des crédits de l'ANRU, exceptionnels. Nous sommes la seule ville de France à en avoir eu sur ce projet-là. Ensuite, il nous faut trouver des fonciers. Très difficile, entre le PPRI, la zone FE. Donc nous essayons de répondre à ça.

Alors, vous nommez école usine. Alors peut-être votre référence, c'est l'école de village qui se ferme, comme malheureusement ça se produit dans certains endroits. Ce qu'on essaie de faire, c'est des écoles, d'ailleurs très concerté avec les équipes pédagogiques, avec les personnels, dans le respect des procédures, parce que ce n'est pas toujours simple. Je vois bien le chiffon que vous allez agiter, parce qu'en fait, pour vous, l'école sera toujours trop grande. Mais pour nous, l'école ici, c'est une ambition. Dans la partie ouest de Montpellier...

Vous souriez, Madame DOULAIN ?

Intervention hors micro d'Alenka DOULAIN.

Ah bon ? C'est improbable ? Mais attendez Madame, il y a plein d'endroits où les écoles ont plus d'élèves que cela. On vous donnera les statistiques. Vous dites quoi, à la Paillade ? Vous voulez expliquer qu'on a un traitement différencié pour la Mosson ? C'est ce que vous sous-entendez ? Eh bien nous ce qu'on affirme, c'est que dans le plan école, l'essentiel des crédits qui sont affectés au plan école, c'est pour le quartier de la Mosson. C'est là où nous construisons Hypatie, c'est là où nous faisons le nouveau groupe scolaire des Halles, c'est là où nous faisons le groupe scolaire Rimbaud, c'est là où nous faisons le groupe scolaire Pilory, c'est là où nous créons des espaces dédiés à la parentalité, parce qu'on sait les vulnérabilités. Et croyez-moi, les communautés éducatives, elles soutiennent. C'est là-bas où on construit des stratégies de mixité. Vous voulez qu'on fasse un graphique pour montrer où va l'argent public ? Eh bien, il va sur la Mosson. Merci au Conseil départemental lui-même de prendre l'engagement de rénover le collège des Garrigues, de faire un nouveau collège, d'être partenaire avec nous sur l'opération Rimbaud. Qu'est-ce que vous sous-entendez ? Qu'on traiterait moins bien les habitants de la Mosson ? En matière scolaire, les crédits politiques de la ville, au maximum là-bas. Madame, vous expliquez qu'on va faire des écoles usines. Eh bien, les architectes qui travaillent sur ces projets, ils apprécieront. Les professeurs qui nous accompagnent pour constituer ces projets, ils apprécieront. Le quartier de la Mosson, c'est un quartier qui mérite toute notre énergie, tous les moyens, parce qu'il a été entravé par un processus de ségrégation, et il nous faut le relever. C'est ce que nous faisons. Écoles en lisière de quartier, reconstitution de groupes scolaires. Et vous, vous polémiquez. École usine, voilà l'anathème que vous allez donner sur l'école Hypatie, voilà l'anathème que vous lancez sur l'école Pilory. Voilà comment vous commencez à stigmatiser les écoles de ces quartiers. Je ne peux pas vous laisser dire ça.

Allez, je mets aux voix. Votez contre. Votez contre l'école, votez contre. Non, Madame, vous interviendrez sur une autre affaire. Je suis le rapporteur, voilà. Allez. Votez contre, Madame. Je mets aux voix. Qui est contre ? Monsieur TRAVIER, il y a une liste d'inscrits. Je vois bien que vous êtes aussi ému par ce que dit Madame DOULAIN, mais il y a une liste d'inscrits. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci beaucoup de soutenir.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

**23. Aménagement durable du territoire - Réalisation du groupe scolaire Hypatie -
Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) - Quartier de
la Mosson - Acquisition de la parcelle cadastrée TP 157 - Rue de l'Agathois -
Approbation**

Mme R. TIKOUK (avec le pouvoir de M. E. ARIZTEGUI) et M. F. VASQUEZ entrent en séance.

Monsieur le Maire : Affaire 23. Allez-y, Madame SERRANO.

Célia SERRANO : Merci. Je voulais juste rebondir, parce que je vous alerte depuis de nombreuses années maintenant, sur l'école Schoelcher à la cité Paul Valéry, qui est une très grande école, et qui a vraiment des problématiques de bâti et de vivre ensemble. L'équipe éducative et l'équipe périscolaire

font un travail fantastique, au plus proche des élèves, mais c'est une très grande école, et à un moment donné aussi, il faut regarder la réalité des très grandes écoles quand elles sont dans des quartiers, avec des problématiques bien identifiées. Et il y a la Mosson, mais il y a aussi la cité Paul Valéry, et ça fait quatre ans que je vous alerte régulièrement. J'ai alerté aussi, et le Cabinet, et Fanny DOMBRE-COSTE, je ne l'ai pas encore fait avec Véronique [BRUNET], mais il y a une attention particulière à avoir sur l'école, sur tout l'Ouest montpelliérain, Schoelcher, Savary...

Monsieur le Maire : Sud-ouest.

Célia SERRANO : Sud-ouest, oui. Donc il y a une attention particulière à avoir sur les écoles Savary et Schoelcher. Savary, c'est pris en charge grâce à un travail très constant sur le bâti. Mais il y a une attention avec Schoelcher. On parlait des fermetures et des ouvertures de classes dans une précédente délibération. Il y a une attention à avoir sur ces écoles-là. Et Schoelcher, c'est une primaire qui allie donc maternelle et élémentaire, avec une directrice qui a un temps de décharge auquel on doit vraiment faire attention. Et je profite de cette délibération sur de grandes écoles, pour vous alerter encore une fois sur Schoelcher, s'il vous plaît.

Monsieur le Maire : Merci Madame SERRANO, pour vous répondre, vous avez raison, là aussi on a une grande école. Et donc c'est pour ça qu'à proximité de l'école Ronsard et Aliénor d'Aquitaine, dans ce secteur géographique-là, il y aura une nouvelle école qui va être construite, qui va pouvoir ensuite travailler sur la carte scolaire pour réduire la pression sur l'école à proximité de Paul Valéry. Tout comme nous aurons l'occasion bientôt de recevoir les parents pour leur présenter la rénovation du groupe scolaire Jean Mermoz, qui là aussi est une école « Pailleron ». Donc nous y mettons des moyens. Quand vous construisez une nouvelle école, vous pouvez travailler sur la carte scolaire, et sa localisation permettra de soulager. C'est vrai qu'on a un bâti où parfois les professeurs, ils poussent les murs, on ne peut pas faire tout ce qu'on veut. Donc là, il y aura un nouveau groupe scolaire, alors je n'ai pas le nom de la rue, mais qui va nous permettre de travailler sur la carte scolaire et de soulager cette école, avec un objectif, toujours, favoriser la possibilité pour les enfants d'aller à pied à l'école, conforter une stratégie de mixité et bien sûr garantir des conditions d'équilibre des écoles. Et dédoubler les classes, puisque ça a été une des dispositions. On délibérera d'ailleurs sur ce projet d'école qui nous oblige d'attendre encore une année, puisqu'il faut faire une étude faune flore, c'est normal, c'est la réglementation, mais qui fera du bien.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

24. Ressources - Rapport de la Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées (CLECT) du 4 septembre 2024 - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 24. Est-ce qu'il y a des questions sur ce rapport ? Je mets aux voix. Qui s'abstient ? Qui est contre ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Abstentions : 13 voix

Se sont abstenus : M. Luc ALBERNHE, M. Jacques DOMERGUE, M. Abdi EL KANDOUSSI, M. Serge GUISEPPIN, Mme Stéphanie JANNIN, M. Salim JAWHARI, M. Mustapha MAJDOUL, Mme Isabelle MARSALA, Mme Patricia MIRALLES, M. Philippe SAUREL, M. Bernard TRAVIER, Mme Joëlle URBANI, Mme Annie YAGUE.

25. Ressources - Attributions de compensation (AC) 2024 définitives à la suite de la commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT) du 4 septembre 2024 - Approbation

Mmes J. FRÊCHE et C. GIMENEZ sortent de séance.

Monsieur le Maire : Affaire 25. Monsieur GUISEPPIN.

Serge GUISEPPIN : Monsieur le Maire. Alors, j'ai un double sentiment. Le premier, très satisfait, en tant que Président de la Commission Ressources de la Métropole, de voir entrer dans nos caisses la bagatelle de 2,3 millions d'euros, ça fait du bien. Sans une certaine malice, je dirai que ça fait même beaucoup de bien à la Métropole. Mais de l'autre côté, et c'est ce que nous traitons aujourd'hui, en tant qu' élu municipal, je vois disparaître 2,3 millions, effet rétroactif, et je m'interroge. Est-ce qu'on n'aurait pas tendance à déshabiller l'un pour habiller l'autre ? C'est une question. Merci Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire : Merci Monsieur GUISEPPIN. D'autres demandes de prise de parole ? Oui, Monsieur EL KANDOUSSI.

Abdi EL KANDOUSSI : Simplement pour vous indiquer que ce point, je le développerai au budget supplémentaire. J'ai également des questions sur ces montants qui sont transférés sans aucune raison viable aujourd'hui.

Monsieur le Maire : Donc je vais vous donner des éléments d'explication. Il s'agit des attributions de compensation. Quand a été créée la Métropole en 2015, la Métropole qui est aujourd'hui l'EPCI le plus intégré de France, qui a le plus de compétences si on se compare au reste du pays, il y a eu un dialogue avec l'ensemble des maires, dont celui de Montpellier, mais aussi les 30 autres maires, sur la revalorisation des attributions de compensation qui tiennent à la compétence voirie, qui a été transférée à la Métropole. En 2015, un chiffre a été acté par la CLECT. Mais depuis 2015, il y a eu évidemment ce qu'on appelle la ville nouvelle, c'est-à-dire que la ville s'est développée. D'autre part, l'exercice de cette compétence a généré des frais supplémentaires. Il n'a échappé à personne le choc inflationniste, le prix de l'énergie, et y compris la rémunération des agents. Donc c'est une revalorisation des attributions de compensation, parce que la recette sur la compétence voirie n'est pas dynamique. Donc on a convenu avec l'ensemble des maires de procéder à une revalorisation. C'est ce vote sur l'attribution de compensation.

C'est d'ailleurs important que les communes contribuent. Parce que la Métropole, comment se finance-t-elle ? Elle se finance grâce au versement mobilité, pour sa compétence mobilité. Ça, c'est une recette dynamique, parce que les entreprises se développent sur le territoire. Par la CFE, c'est une recette dynamique. La TEOM pour le budget déchets, nous sommes les seuls, vous l'avez suffisamment pointé, et donc déséquilibre. La GEMAPI, pour nous protéger du risque inondation.

Nous allons être en alerte orange après-demain. Et il faut continuer à faire les bassins de rétention. Mais la fiscalité, elle n'existe plus. Il y a une compensation de l'État, on va voir de combien on est ponctionné par Monsieur BARNIER, ça ne va pas être dérisoire. Donc la recette, elle n'est pas dynamique. Et donc ce qu'on a convenu avec les maires, c'est qu'il fallait participer à la dynamique de dépenses. Ce ne sera que 20 %. La Métropole prendra le reste de sa charge. Voilà le sens de la revalorisation de cette attribution de compensation, sur la compétence voirie.

Peut-être que rétrospectivement, sur la manière dont s'est constituée la Métropole, que je salue, puisque moi, j'ai soutenu, vous auriez peut-être pensé les choses un petit peu différemment. Voilà. Donc aujourd'hui, dans les conseils municipaux des communes, on vote une revalorisation des AC sur une grille de répartition qui a été convenue.

Rétroactive, oui de deux ans. Eh bien, oui. Elle est dure l'inflation. Personne ne minore le choc inflationniste quand même, rassurez-moi, surtout pas le Président de la Commission Ressources qui nous alerte sur cela.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? J'ai bien noté que vous avez bien compris l'argumentation. Je vous remercie.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 42 voix

Abstentions : 20 voix

Se sont abstenus : M. Luc ALBERNHE, M. Jacques DOMERGUE, Mme Alenka DOULAIN, M. Abdi EL KANDOUSSI, M. Serge GUISEPPIN, Mme Stéphanie JANNIN, M. Salim JAWHARI, M. Mustapha MAJDOUL, Mme Coralie MANTION, Mme Isabelle MARSALA, M. Serge MARTIN, Mme Patricia MIRALLES, Mme Clothilde OLLIER, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL, Mme Célia SERRANO, M. Bernard TRAVIER, Mme Joëlle URBANI, M. François VASQUEZ, Mme Annie YAGUE.

26. Rayonnement et attractivité du territoire - Stratégie de la donnée et de l'Intelligence Artificielle – Approbation

Mmes J. FRÊCHE et C. GIMENEZ entrent en séance.

Monsieur le Maire : Affaire 26. Monsieur REYNAUD.

Manu REYNAUD : Oui, merci beaucoup. Je vais vous présenter aujourd'hui la stratégie de la donnée et de l'intelligence artificielle. Vous l'avez qui s'affiche, vous pouvez d'ailleurs la télécharger avec le flashcode qui s'affiche. Alors pour beaucoup d'entre vous, effectivement, j'ai déjà eu l'occasion de la présenter en Conseil de Métropole, puisque nous allons l'adopter au sein du Conseil municipal de Montpellier aujourd'hui. Alors, la difficulté c'est toujours de parler du numérique, pour rendre l'auditoire attentif, c'est toujours un challenge. Donc je vais éviter de vous répéter ce que je vous ai dit et de le faire d'une façon différente, et essayer, et je le vois, merci Bernard [TRAVIER], de cette attention que tu peux prêter, que tous et toutes prêtent à cette question-là, parce que c'est important.

Et le numérique, tout le monde s'en sert réellement. Et je crois que, dans cette salle, comme de nombreux autres endroits, eh bien tout le monde est accroché à son smartphone. Je le vois moi-même. Tout le monde s'en sert. Et en fait, il existe de nombreux débats dans cette Assemblée. Il existe évidemment le débat que nous avons en ce moment, et puis il existe aussi de nombreux débats que nous avons sur des messageries instantanées, sur chacun des groupes, des SMS que nous échangeons.

On appelle ça des conversations sur des messageries instantanées, c'est des chats. Et si je vous parle de ça, c'est parce qu'en fait, ça démontre notre dépendance au numérique. Et ça démontre aussi une chose : vous n'êtes pas les seuls à lire ces échanges. Alors vous me direz, c'est crypté, c'est échangé. On pourrait discuter de la chose. Mais ils passent par des serveurs de sociétés étrangères, souvent américaines, en vue des utilisations et des différentes messageries qu'on utilise. Et c'est là que ça se complique. Quand vous êtes sur des réseaux sociaux, aux États-Unis, on dit médias sociaux, je trouve que le terme est beaucoup plus juste que réseaux sociaux, un réseau social, ça s'apparente à d'autres choses, vous êtes enfermés dans des bulles, et réellement dans des boucles. C'est ce qu'on appelle des algorithmes de recommandation. En fait, ils prennent vos centres d'intérêt, et on va vous répéter sans cesse, et on vous enferme dans des boucles.

Alors aujourd'hui, avec l'IA, avec l'ensemble des réglementations européennes, on est toujours en train d'appeler à la sainte Union Européenne, parce qu'on s'y réfère souvent, parce qu'elle nous protégerait, et quand on est perdu ou presque, et quand il ne reste plus aucun espoir, il nous reste souvent l'Europe. Et cette Europe, elle a fait en sorte notamment que dans tous vos échanges, et notamment ce qu'on appelle les Big tech, les GAFAM, il y a plein d'autres mots, on ne puisse pas entraîner les intelligences artificielles sur ces données. Elle a fait en sorte, notamment des messageries que vous utilisez peut-être comme Facebook ou d'autres comme Tik Tok. Mais c'est là qu'on s'aperçoit que nos données, elles sont souvent personnelles, qu'il faut les protéger et qu'il faut surtout savoir ce qu'on en fait.

Et cette question des données personnelles, elle est cruciale aussi dans une collectivité, et dans les deux pour ce qui nous concerne. Et nous avons pris des décisions politiques très fortes ces deux dernières années. La première, nous avons interdit la reconnaissance faciale à l'utilisation de tous nos outils de vidéosurveillance. C'est un sujet important. Nous avons aussi fait un moratoire sur l'utilisation de Chat GPT pour nos agents. C'est important parce que ça a permis de créer un débat politique sur les questions de la technologie et notamment sur la question de l'intelligence artificielle, parce que là on est sur l'intelligence artificielle générative. Et quand on annonce la fin de la démocratie et 300 millions d'emplois en moins, on peut toujours faire des débats au café, mais l'important c'est de se soucier de la chose. Et je pense que, au niveau de la Ville et de la Métropole, on a pris les choses en main, en prenant les choses dans l'ordre et dans le bon sens, en faisant une convention citoyenne sur cette question que vous avez toujours ici sur l'écran à télécharger.

Mais l'intelligence artificielle, moi je le dis toujours, on a fait une convention sur l'intelligence artificielle, on l'a fait aussi en fait sur tout le numérique, parce que c'est le moyen de s'interroger sur tout le numérique, mais aussi sur la réorganisation même de nos services publics, de notre administration. Et nous avons travaillé un an pour mettre en place cette stratégie. C'est vraiment le fruit d'un très gros travail, où tous les services, et bien plus large, ont pu être associés. Et nous sommes une des premières collectivités à le faire.

Alors, je vais vous présenter rapidement trois documents, celui-ci sur la convention citoyenne, la stratégie de la donnée et de l'intelligence artificielle, et puis quelque chose de très original que nous avons fait à la Ville et à la Métropole de Montpellier, les dix lois de la data et de l'intelligence artificielle, pour que ça soit accessible à toutes et à tous. Et vous allez voir, il y a de la politique dedans, et il y a une réflexion.

Je voudrais remercier tous les services de la Métropole, en particulier ceux du Pôle numérique et données, dont certains responsables assistent à cette séance, ceux du renouveau démocratique, ça me paraît très important, remercier Séverine SAINT MARTIN, qui a piloté avec moi la question de la convention citoyenne sur l'intelligence artificielle, et puis remercier aussi tous les services. Le groupe Montpellier, c'est tous ceux qui opèrent sur les services publics pour l'intégralité de notre collectivité.

C'est TaM pour les transports, merci à eux, c'est la Régie publique de l'eau, puisque tout ça a du sens, c'est Altémed avec l'aménageur, le bailleur social, les entreprises d'énergie, les services funéraires, Montpellier Events et même le Marché d'intérêt national, ce sont tous les opérateurs. Et tout ça, on l'a fait ensemble.

La force de la démarche, c'est de réinterroger les services, mais c'est de réinterroger les services avec une gouvernance, parce qu'on le dit : quand il y a des données, il faut une gouvernance. Et la démarche, elle a été de mettre tout le monde ensemble pour essayer de poser des bases communes, des référentiels communs et des règles communes. Et figurez-vous que chacun traite le numérique de façon différente, chacun son appli, chacun sa façon de procéder, chacun ses logiciels. Or pourtant il y a une culture dans cette maison. Les données, pour vous donner une idée, évidemment, c'est celles que vous échangez dans vos chats, mais ce sont aussi des données personnelles de nos concitoyens, c'est aussi les horaires de transport qu'on fait en open data, très forte culture de l'open data à la Métropole de Montpellier et à la Ville, mais aussi un fichier Excel, dans le bureau d'un agent, sur son ordinateur, et qui pilote un certain nombre de politiques publiques.

Alors, il y a des fondamentaux. Je vais vous lire les trois mots qui sont assez faciles à retenir, mais qui sont essentiels et qui doivent piloter, et c'est l'intérêt de cette stratégie. C'est d'abord la réversibilité. Les systèmes doivent impérativement permettre un retour en arrière. Typiquement, quand on contractualise avec quelqu'un, il ne faut pas qu'on soit bloqué, parce que si on est bloqué on n'a plus de solution. Et ça, on le rencontre souvent. La question de la propriété des données. Et moi je veux rendre hommage à toutes celles et tous ceux, et notamment aux responsables qui, dans cette collectivité, particulièrement à l'ancienne Agglomération, à la Métropole, ont cette culture de la propriété des données, et se sont toujours intéressés à faire en sorte qu'elle soit la propriété de la Métropole. Ça a l'air évident en le disant, ça ne l'est pas du tout, parce que les prestataires, des fournisseurs, des opérateurs, parfois, eh bien récupèrent ces données. Je pense que la question de la propriété publique de la donnée, même si elle est imposée par la loi, il faut qu'elle s'avère dans les faits. Et enfin l'interopérabilité. Qu'est-ce que ça veut dire ce mot-là, l'interopérabilité ? Alors, si je vous dis que ça veut dire que les données sont interopérables, ça ne va pas nous aider beaucoup plus loin. Mais ça veut dire qu'on puisse les utiliser ensemble, qu'elles soient sur des mêmes formats. Et tout ça, ça a du sens parce qu'après on peut les exploiter en même temps. Donc réversibilité, propriété de la donnée publique et interopérabilité. Et ça, c'est des bases et des principes qu'il faut appliquer.

Et puis on a fait les choses dans l'ordre, comme vous en avez sûrement entendu parler. Et en plus, on a fait des émules au niveau national. Et on a décidé de choisir et de ne pas subir. Et de s'interroger sur le numérique, c'était s'interroger avec cette convention citoyenne. Et je pense que c'est fondamental. Quarante citoyens et citoyennes, on y reviendra tout à l'heure, et je remercie Séverine SAINT MARTIN. On avait pris un engagement, ne pas tenir le stylo, on l'a tenu. On avait pris aussi une précaution, à savoir que, vous le savez, Emmanuel MACRON, quand il a lancé la convention sur le climat, avait dit, je prendrai tout sans filtre. On connaît les résultats. Au final, moins de 15 % des préconisations d'un travail extraordinaire qui a été fait concernant le dérèglement climatique ont été pris en compte. Nous, on avait prévenu qu'on ne prendrait peut-être pas tout en compte. Nous avons pris toutes les directions. Juste une question qui a fait débat, et on aura l'occasion d'y revenir, c'est la question des libertés publiques et de l'intelligence artificielle, particulièrement appliquée à ce qui peut concerner la vidéoprotection ou la vidéosurveillance, et c'est un vrai sujet politique qu'on aura l'occasion d'aborder.

Donc les principaux enseignements, c'est d'abord une IA utile, il y a plein de choses qu'on peut mettre dedans, mais c'est ce que vous trouvez dans la convention, et c'est le premier point. C'est qu'il y a des IA inutiles, et qu'on doit systématiquement avoir la démarche de se dire pourquoi on fait ça et est-ce que c'est utile de le faire comme ça. Et ça, c'est extrêmement important. Et notre grand ennemi,

et ça il faut le dire, parce que ce mot-là il n'est peut-être pas acculturé pour tout le monde, c'est le techno-solutionnisme. Il n'y a pas de solutions techniques à tout, et parfois il ne faut pas de solutions techniques. Et ça, je pense que c'est extrêmement important dans l'approche qu'on peut avoir. C'est d'ailleurs l'approche de la Métropole en matière de capteurs. Vous savez, à l'époque on parlait de smart city, ou de ville intelligente, terme assez impropre. Nous, on a choisi de l'appeler ville ou métropole connectée. Mais il faut faire attention entre ces systèmes intelligents qui sont en fait des systèmes automatiques, d'une certaine façon, et automatiques à partir de données. Et une ville connectée, ce n'est pas une ville automatique, c'est une ville avec des êtres humains, et je pense que c'est important de le rappeler, sur ces questions-là. Donc nous testons les services, nous le faisons au fur et à mesure, et nous testons chaque façon d'appréhender. Les exemples récents, ils sont simples, c'est des capteurs pour, à un moment donné, décider dans le cadre des déchets, des points d'apport volontaire. C'est aussi, et je vois René REVOL sur la question de la Régie publique de l'eau et sur les compteurs connectés qu'on va mettre en place. Si on a fait une politique publique de tarification qui nous permet de différencier les barèmes, en dessous de 15 mètres cube gratuits jusqu'à 120 mètres cube sur un certain tarif, eh bien nous pouvons le faire avec des compteurs connectés, entre autres, et avec plusieurs usages.

L'impact environnemental et humain, on en a beaucoup parlé. D'ailleurs, nous avons adopté à la Métropole et à la Ville une stratégie numérique responsable. Rappelez-vous une chose : 80 % de l'impact environnemental est principalement dû à nos équipements, nos smartphones, nos ordinateurs et les datacenters. Le reste, le contenu, c'est pour moins de 20 % que ça compte. Donc l'effort, il est à faire sur ces questions-là.

Enfin, dans tous les avis qui ont été dans cette convention citoyenne, la question de l'acculturation et de la formation, c'est absolument essentiel. Ce monde numérique qui finalement est nouveau pour tout le monde et qu'on appréhende au fur et à mesure, il faut passer par de l'acculturation.

On a défini une stratégie. Les trois mots-clés, c'est IA éthique, responsable et souveraine. Alors bien évidemment, dans les mots-clés, c'est là-dessus que derrière on définit une politique opérationnelle. Évidemment, dans les mots-clés, il y aura aussi transparence, confiance, sécurité des données, respect de la vie privée, données personnelles, inclusion numérique, notamment pour lutter contre la fracture numérique, interopérabilité et technologie ouverte. Mais le mot-clé essentiel, c'est l'humain, parce c'est l'humain qui fait tourner la machine.

Je vais retenir trois points particuliers pour conclure sur cette stratégie, principalement. Il y en a beaucoup d'autres, mais au moins pour que vous ayez quelques bases. D'abord, le comité territorial de l'IA et du numérique, c'est quelque chose que nous a demandé la convention citoyenne, c'est quelque chose que nous avons fait. Nous avions déjà un comité territorial de l'intelligence artificielle, et on avait été les premiers à le faire, avec une mission d'intelligence artificielle, avec des universitaires, des chefs et des cheffes d'entreprise, qui nous ont permis de faire des recommandations, la première desquelles étant la convention citoyenne, et bien d'autres. Aujourd'hui, nous développons toute une politique, et je pense qu'on peut être fier de la Métropole et de la Ville de Montpellier, qui sont très en avance sur ces questions. Ce comité territorial de l'IA et du numérique sera composé à la fois de professionnels, de représentants de la société civile et de citoyens, notamment celles et ceux qui ont participé à la convention citoyenne.

Un point que je pense essentiel, on a parlé d'interopérabilité, c'est le droit à la citoyenneté numérique. Mais pour avoir un droit à la citoyenneté numérique, je vais utiliser le terme exact, il faut une identification électronique unique associée à un mot de passe personnel. En gros, ça veut dire que pour tous les services, quand vous consultez votre facture de la Régie publique des eaux, mais quand

vous allez au tramway ou quand vous utilisez les services de la Métropole, vous puissiez avoir un seul login et un seul mot de passe, et ne plus avoir à donner l'intégralité des pièces justificatives. Je pense que c'est essentiel dans le service et c'est aussi un projet politique de concevoir comment, à un moment donné, il y a une porte d'entrée. C'est la prolongation de la gratuité, c'est la prolongation du non-recours au droit, c'est un projet politique en soi. Bien évidemment, qui dit connexion, dit déconnexion, et on doit s'assurer, et il faut le faire parce que c'est un droit essentiel qui doit être sanctuarisé, je vois certains et certaines dans la salle qui effectivement le réclament, c'est la question de pouvoir accéder au service public sans interface numérique.

Et puis c'est dix lois de la data et de l'intelligence artificielle, qui sont extrêmement importantes, parce qu'elles permettent de cadrer de façon claire et nette et pour tout le monde, pas uniquement pour les agents du service public, mais je pense pour toutes celles et tous ceux qui peuvent s'intéresser à ces questions, je pense que là on a essayé de le synthétiser de façon à ce que ça soit très simple.

Pour finir, le numérique, c'est politique. Oui, je vous le répète sans cesse, mais c'est quand même la question de l'organisation du rapport des gens. On l'a vu dans les chats, on l'a vu dans les votes. Aujourd'hui, on va développer des outils sur participer.montpellier.fr qui vont permettre d'interagir, mais on le fait tous les jours. Et cette question-là, elle est cruciale. Alors moi je le dis toujours, et c'est ce qu'on a fait à la Ville, à la Métropole de Montpellier, et croyez-moi, pour avoir beaucoup de collègues dans ces matières-là, au niveau national, ils ne le font pas forcément de la même façon, oui, on a créé des controverses, on a créé des débats, et c'est finalement ce qui fait une particularité, parce que le débat, on en a besoin au moment de l'intelligence artificielle, parce que la question aujourd'hui, elle se pose, de l'expérimentation, du cadre de l'expérimentation, du sens des choses, et c'est ce qu'on fait à Montpellier. Alors elle se poursuit avec l'Université, avec la Région, avec toutes les associations d'entreprises du numérique, la Mêlée, Digital 113, la French Tech, elle se poursuit avec les citoyennes. Par les débats, eh bien, écoutez, on a essaimé partout en France, le Conseil national du numérique a lancé « Café IA » dans toute la France. Mais la quasi-intégralité des villes et métropoles de France, les grandes, tout au moins pour ce qui concerne les métropoles, ont lancé leur propre processus sur des modalités différentes. Et je pense qu'avec Séverine [SAINT MARTIN], on est souvent entendus, on l'est la semaine prochaine au Sénat, par tout un tas de gens qui veulent connaître l'expérience de Montpellier, qui veulent savoir pourquoi on a été les premiers à le faire, vers quoi on s'est dirigés, et en tout cas on fait école à l'échelle du territoire, et c'est une bonne chose. Et il faut le préciser, on a lancé les halles de l'IA avec l'Université, c'est là où on va pouvoir, par secteur, par matière, la santé, le travail, discuter de comment ça change, parce qu'aujourd'hui, si on peut avoir quelques lectures à quelque niveau que ce soit, il faut confronter les points de vue et savoir comment on peut continuer.

Je vous remercie d'avance pour l'écoute et pour la stratégie données et intelligence artificielle de la Ville maintenant et de la Métropole.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup, Monsieur REYNAUD, pour cette présentation très complète de la Métropole, adoptée, et maintenant de la Ville. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ?
Madame SAINT MARTIN.

Séverine SAINT MARTIN : Merci beaucoup. Bon, effectivement, vaste sujet, mais un sujet d'importance. L'intelligence artificielle est en train de révolutionner beaucoup de secteurs, et les collectivités territoriales ne font pas et ne feront pas exception. En offrant des outils d'analyse de données toujours plus performantes, l'IA va permettre à l'avenir d'optimiser des politiques publiques et la gestion des services publics, d'améliorer la qualité de vie des citoyens, et renforcer la résilience et l'attractivité des territoires.

Mais l'IA, vous l'avez dit, Manu REYNAUD, soulève aussi des questions éthiques, telles que la protection de la vie privée, la non-discrimination, la responsabilité algorithmique. L'utilisation de l'IA ne peut se faire qu'en faisant preuve d'une grande vigilance, quant à l'accompagnement et à la transformation des métiers, et en ce qui nous concerne, ce que ça induit au sein de l'administration publique.

Les récentes évolutions des usages devenus massifs des datas et de l'IA nous poussent également à une réflexion profonde sur l'empreinte écologique de cette technologie. On parle de révolution. Mais d'où l'importance de mettre en débat leur condition de déploiement et de faire remonter les attentes, les points de vigilance, les propositions pour le déploiement d'une IA au service de notre territoire et de ses habitants.

Nous l'avons vu, c'est une stratégie qui a mobilisé pendant un an plus de 200 agents de nos collectivités, mais également l'ensemble du service public local. C'est une stratégie qui s'est enrichie des travaux d'une convention citoyenne qui a réuni quarante habitants pendant trois mois, qui ont été accompagnés par une équipe d'experts d'envergure nationale et internationale, au premier rang desquels Cédric VILLANI. Et moi, ce que je retiens, c'est que ces sujets d'ampleur qui nous bouleversent, mais grâce à un dialogue et des débats éclairés, apaisés, des échanges constructifs, nous permettent d'avancer ensemble pour un territoire sur lequel les enjeux de la data et de l'IA vont prendre toute leur place, en maîtrise et au service de ses habitants. Donc merci beaucoup.

Monsieur le Maire : Merci Madame SAINT MARTIN. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

27. Hors commission - Dénominations de voies et d'espaces publics - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire n° 27, dénominations de voies. Vous avez la délibération sur table ? Oui, vous l'avez. OK. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

28. Services à la population et cohésion sociale - Dénomination de la nouvelle crèche municipale – Approbation

Monsieur le Maire : Dénomination d'une nouvelle crèche municipale. Je pense que pour beaucoup de collègues, ce nom résonne, et pour beaucoup de Montpelliérains et de Montpelliéraines, de dénommer la crèche Colette Zannettacci. Ouverture en janvier 2025. Elle a siégé pendant très longtemps ici. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Contre ? Abstentions ? Adoptée. On fera évidemment un temps tout particulier lors de l'inauguration.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

**29. Services à la population et cohésion sociale - Conventions Pluriannuelles
d'Objectifs et de Moyens (CPOM) entre la Ville de Montpellier et les associations
gestionnaires de structures Petite Enfance - Approbation - Autorisation de
signature**

MM. S. COTE et F. VASQUEZ sortent de séance.

Monsieur le Maire : Y a-t-il des questions sur la convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens entre la Ville et les associations gestionnaires structures petite enfance ? Madame AKBARALY, allez-y.

Tasnime AKBARALY : Je souhaitais prendre la parole sur ces conventions, parce qu'on est encore une fois, dans les trois affaires qui suivent, 29, 30, 31, au cœur de la construction de notre réseau Montpellier petite enfance au service du public. On regroupe autour de la Ville les acteurs de l'accueil des tout-petits, qui seront basés sur un modèle non lucratif, et qui se retrouvent autour de nos valeurs et de nos grands principes communs : qualité d'accueil, conditions de travail des professionnels, inclusion, mixité, non-lucrativité évidemment. Et afin de développer un guichet unique renforcé, avec des missions précises telles que des listes d'attentes partagées, des critères communs d'attribution de place et des commissions d'admission commune, pour ne citer que celles-ci. Donc c'est essentiel, quand on parle justement de transparence dans l'attribution de places, de parcours de combattants des familles. Moi je rappelle quand même qu'avant ces conventions et avant notre action, les places en régie étaient attribuées en mode « premier arrivé, premier servi », et qu'en parallèle les familles faisaient du porte-à-porte dans toutes les crèches associatives pour essayer d'avoir une place. Aujourd'hui, c'est différent, grâce à ces conventions pluriannuelles d'objectifs et de moyens (CPOM), cela permet de renforcer le soutien financier des crèches associatives, souvent en grande difficulté, notamment depuis la crise Covid, et permet, à force de dialogue, de se mettre d'accord sur des listes d'attributions communes, l'application de la même grille de cotation d'attribution, grille de cotation qui a permis cette année, je le rappelle, c'est la première fois, de pouvoir attribuer une place à toutes les familles qui étaient porteuses d'un handicap et qui demandaient une place, 100 % de réponses positives, et pour les familles monoparentales, c'est plus de 65 % d'attribution.

Donc ce scoring dont on parle depuis tout à l'heure, effectivement, il n'est pas encore disponible pour tous les parents, tout simplement parce qu'on est encore en train de le construire, en intégrant ces nouveaux partenaires de notre label Montpellier petite enfance au service du public, puisque l'an prochain nous aurons donc un guichet unique renforcé avec nos 33 crèches et les 25 établissements associatifs.

On soutient également, c'est l'affaire d'après, des lieux d'accueil enfants parents (LAEP), et j'aimerais saluer l'association Pause-Goûter qui fait un travail incroyable à Celleneuve. Et puis on répond également présent quand les crèches associatives sont menacées d'être fermées pour des raisons bâtimementaires.

Donc en conclusion, quand on assiste un peu partout sur le territoire national à la réduction de l'offre d'accueil non-lucrative, à Montpellier, nous, on crée 300 places, qui s'ajoutent donc aux 33 établissements en régie, et on assure la pérennité de l'offre associative qui représente 25 % de l'offre collective sur nos territoires. Voilà.

Monsieur le Maire : Merci Madame AKBARALY. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Madame YAGUE.

Annie YAGUE : Merci Monsieur le Maire. Juste pour répondre à l'instant sur le fait que rien n'avait été fait avant. C'est absolument faux. Ce n'était pas le premier arrivé, le premier servi. Il y avait déjà tout un travail qui avait été fait sur la petite enfance. Chaque équipe vient améliorer les systèmes existants. Je ne peux pas accepter qu'on dise que rien n'avait été fait. D'autant que je vous rappelle que c'est moi qui ai mis en place les demandes de crèches à partir du quatrième mois de grossesse, et qu'auparavant, quand nous sommes arrivés, on ne pouvait demander une place à la crèche que quand l'enfant était né. Merci de respecter ce qui a été fait avant.

Monsieur le Maire : C'est d'ailleurs pour ça qu'on rend hommage à Madame ZANNETTACCI, qui a été une grande élue à la petite enfance. Nous, on fait un travail, on a voté les cotations des critères, voilà, c'est des choses qui n'existaient pas, mais Madame YAGUE, et d'ailleurs, chaque fois que vous avez soulevé des points, comme tout à l'heure, on a été sensibles.

Allez, je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

30. Services à la population et cohésion sociale - Lieu d'Accueil Enfants Parents (LAEP) - Quartier Celleneuve - Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et l'Association Pause Goûter - Avenant - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Lieu d'accueil enfants parents, quartier de Celleneuve. Donc c'est ce qu'on évoquait sur « Pause-Goûter », que je veux saluer, parce qu'ils étaient à la rue un moment, voilà, et une solution avait été trouvée. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

31. Services à la population et cohésion sociale - Crèche Moussia - Déménagement - Garantie d'emprunt à l'association Familles Rurales-Sucre d'Orge - Approbation

Monsieur le Maire : Crèche Moussia, déménagement. Donc c'est une garantie d'emprunt. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

32. Services à la population et cohésion sociale - Mise à disposition d'un environnement numérique de travail (ENT) - Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et l'Académie de Montpellier - Année scolaire 2024-2025 - Renouvellement - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Mise à disposition d'un environnement numérique de travail, convention de partenariat entre la Ville et l'Académie de Montpellier. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

33. Services à la population et cohésion sociale - Accueils de Loisirs associatifs - Convention pluriannuelle 2024-2026 d'objectifs entre la Ville de Montpellier et l'association Vacances Evasion - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 33, accueils de loisirs associatifs, convention pluriannuelle d'objectifs entre la Ville et Vacances Évasion. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

34. Services à la population et cohésion sociale - Classes de Découverte Rousses - Attributions de subventions - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Classes découverte, attributions de subventions, pour permettre aux enfants de pouvoir faire des vacances vertes, enfin des séjours verts, avec les professeurs, pour 47 181,50 euros. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

35. Services à la population et cohésion sociale - Rentrée 2024-2025 - Évolution du nombre de classes et des postes d'enseignants dans les écoles publiques - Approbation

MM. S. COTE et F. VASQUEZ entrent en séance.

M. S. JAWHARI sort de séance.

Monsieur le Maire : Évolution du nombre de classes et des postes d'enseignants dans les écoles publiques. Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN : Monsieur le Maire, j'en profite pour vous demander, je souhaiterais que le reste de ce Conseil se passe dans des bonnes conditions. Tout à l'heure, vous m'avez interpellée de manière relativement violente, j'ai trouvé. Je ne sous-entends pas, Monsieur le Maire, j'affirme et c'est mon avis, et j'ai le droit de l'exprimer lors du Conseil municipal, que les grands groupes scolaires sont une aberration à la fois pédagogique et sociale. Voilà, point acte. J'aimerais qu'on garde des échanges cordiaux dans ce Conseil et qu'il n'y ait pas d'insinuation, que j'insinue.

Monsieur le Maire : Rassurez-vous, c'est bien noté.

Alenka DOULAIN : J'affirme, c'est tout. Ensuite, sur cette affaire qui concerne la rentrée 2024-2025, et qui mentionne aussi la question des ATSEM dans les écoles, Madame BRUNET, ça fait quatre ans aujourd'hui que votre majorité est en place, la rentrée scolaire ne s'est pas passée de la meilleure manière qui soit, on a encore des établissements où il manque des animateurs, des agents d'entretien, des ATSEM. Aujourd'hui, on nous a vendu tout un ensemble de solutions qui n'ont pas

l'air de fonctionner, on a continué à précariser certains de ces métiers, on fait toujours appel à des contractuels, on a des situations de burn-out, de turn-over. Voilà. L'absentéisme est aujourd'hui encore chronique dans certains de ces métiers. Quel est votre plan d'action pour que la situation s'améliore et qu'on puisse aujourd'hui mettre fin à ces situations de stress qui impactent à la fois les équipes pédagogiques, les parents et les enfants évidemment, pour qu'on puisse tout simplement proposer une solution sur ces problématiques ?

Monsieur le Maire : Merci Madame DOULAIN. Nous avons un désaccord de fond entre le projet de cinq écoles dans le quartier de la Mosson et la dénomination que vous donnez à ces projets d'écoles. C'est un désaccord de fond, dont acte. Dont acte. Mais reconnaissez quand même l'effort financier, budgétaire, très important pour la réalisation de groupes scolaires dans le quartier ouest de Montpellier, qui a des besoins très importants en matière éducative. Voilà. Donc merci à vous.

Donc, sur la répartition des postes. Sur les sujets d'absentéisme, Monsieur ASLANIAN et Madame BRUNET travaillent dur. On propose aujourd'hui dans le cadre du plan absentéisme, et on espère dans le projet « Mille formes », pouvoir proposer des plans de mobilité de carrière, parce qu'ATSEM, c'est un métier à forte pénibilité, pour pouvoir accompagner des reconversions professionnelles. Ça ne se fait pas du jour au lendemain, évidemment. On n'est pas aidé par l'allongement du départ en retraite, parce que cette pénibilité est plus forte. Donc on a des situations, c'est vrai, d'absentéisme, qu'on s'efforce de remplacer. On est meilleurs de ce point de vue que l'Éducation nationale, qui elle attend quinze jours, et on essaie de faire plus vite, même si des fois c'est difficile et nous devons le reconnaître, tout le monde est confronté à cela.

Sur la question des animateurs, alors là, on a un problème d'attractivité de ce métier, on n'est pas les seuls. Et vous aviez voté une revalorisation de la rémunération pour essayer d'y combler, mais on a des sujets là d'attractivité, donc on essaie de suivre ça du mieux possible.

Je voudrais quand même bien dire les choses. Moi je ne dis pas que c'est parfait. C'est très difficile, la pénibilité. On doit être attentif aux situations des agents qui ont des restrictions, voilà, donc essayer de bien pouvoir les positionner. Mais on essaie de répondre au mieux à ces sujets. On va au-delà de ce que demande la réglementation, d'ailleurs les dispositifs d'encadrement, notamment autour des ATSEM, et nous faisons comme exigence de tenir. Et ça ne date pas d'aujourd'hui, d'hier. Voilà. Donc on travaille sur ces sujets. C'est vrai que des fois, ce n'est pas simple. On peut comprendre que, pour une professeure des écoles, quand l'ATSEM est en arrêt maladie, qu'elle doit attendre, quatre, cinq jours, ça peut être difficile. Alors après on trouve une solution de remplacement. Moi je le reconnais, je le reconnais. C'est comme dans l'Éducation nationale, quand un professeur est absent quinze jours, c'est très désagréable. Là, l'institution scolaire remplace, bon. Donc il y a un travail qui est fait sur la mobilité des agents. Ça nous prendra beaucoup de temps, voilà, pour essayer d'accompagner des personnels pour évoluer.

On a ce sujet attractivité des animateurs. Alors j'aimerais bien pouvoir annoncer là qu'on fait un geste financier, mais je dois être aussi très rigoureux. Vous savez ce qu'annonce Monsieur BARNIER. Donc on ne va pas pouvoir faire « y'a qu'à faut qu'on », et je pense que vous pouvez le comprendre. On a déjà fait un effort.

Et puis voilà, puisqu'on évoquait ensemble nos désaccords sur les groupes scolaires, on fait très attention aussi aux conditions de travail de nos agents. Vous voyez, par exemple dans le cadre du plan école, les chaises à la cantine, c'était un environnement parfois bruyant, on a travaillé avec les agents pour choisir un bon mobilier urbain, pour réduire la pénibilité, les maladies musculo-squelettiques.

Donc c'est un ensemble de mesures qui visent à travailler pour réduire l'absentéisme, pour améliorer les conditions de travail, et y compris aussi parce que les conditions de travail avec des salles de repos, avec des lieux qui peuvent être dédiés précisément dans les nouveaux groupes scolaires, ça permet d'améliorer. Après, je ne vous dis pas que tout est parfait, ce serait difficile. Et d'ailleurs, celui qui promettrait cela serait un menteur. Donc ce n'est pas votre cas. Mais voilà.

Et là, la bonne nouvelle, c'est qu'on ne perd pas de postes de professeurs sur la Commune de Montpellier, même si on va regarder de près les décisions de suppression des 4 000 postes de professeurs annoncées au niveau national, et qui valent une alerte. On est plutôt confiants, y compris sur les dispositifs pédagogiques innovants qu'on va pouvoir installer d'ailleurs dans les écoles de la Mosson.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

**36. Services à la population et cohésion sociale - Règlement de fonctionnement des Accueils de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) de la Ville de Montpellier - Modification -
Approbation**

Monsieur le Maire : Règlement de fonctionnement des accueils de loisirs, ALSH. Est-ce qu'il y a des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

**37. Rayonnement et attractivité du territoire - Projet Yoot - Conventions de partenariat entre la Ville de Montpellier et le Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires (CROUS) Montpellier Occitanie - Année universitaire 2024-2025 -
Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur le Maire : Projet Yoot, c'est ce qu'on appelait auparavant le pass culture. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Fatma NAKIB, M. Bruno PATERNOT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

38. Rayonnement et attractivité du territoire - Cinéma Nestor-Burma - Dispositifs d'éducation à l'image - Année scolaire 2024/2025 - Conventions entre la Ville de Montpellier et l'association Les chiens andalous - Convention entre la Ville de Montpellier et le Festival cinéma d'Alès-Itinérances - Approbation - Autorisation de signature

M. C. ASSAF sort de séance.

Monsieur le Maire : Affaire 38, cinéma Nestor Burma, dispositifs d'éducation à l'image. Est-ce qu'il y a des questions auprès de Madame ROBIN ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Fatma NAKIB, M. Bruno PATERNOT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

39. Rayonnement et attractivité du territoire - Théâtre Jean Vilar - Option théâtre - Convention pluriannuelle de partenariat entre la Ville de Montpellier et la Cité scolaire Françoise Combes - Avenant 2024-2025 - Approbation - Autorisation de signature

Mme T. AKBARALY sort de séance.

Monsieur le Maire : Affaire 39, théâtre Jean Vilar, convention pluriannuelle de partenariat entre la Ville de Montpellier et la Cité scolaire Françoise Combes. Y a-t-il des questions ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Fatma NAKIB, M. Bruno PATERNOT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

40. Rayonnement et attractivité du territoire - Théâtre Jean Vilar - Conventions de co-accueil de spectacles - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Théâtre Jean Vilar, conventions de co-accueil de spectacles avec Montpellier Danse, avec les 13 vents et avec Créatures Créatrices. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, M. Mustapha LAOUKIRI, Mme Marie MASSART, Mme Fatma NAKIB, M. Bruno PATERNOT, M. Manu REYNAUD.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

41. Rayonnement et attractivité du territoire - Espace Gisèle Halimi - Réseau Micro folies - Adhésion - Approbation

Monsieur le Maire : Espace Gisèle Halimi, installation, adhésion au réseau de Micro folies. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

42. Rayonnement et attractivité du territoire - Utilisation des équipements sportifs municipaux par les établissements publics locaux d'enseignement rattachés au Département et à la Région - Conventions - Année scolaire 2024-2025 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Monsieur MARTIN, utilisation des équipements sportifs municipaux par les établissements scolaires, collèges et lycées. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

43. Rayonnement et attractivité du territoire - Mise à disposition du palais universitaire sportif Veyrassi - Convention entre l'Université de Montpellier et la Ville de Montpellier - Saison sportive 2024-2025 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Mise à disposition du palais universitaire des sports Veyrassi, convention entre l'Université de Montpellier, la Ville de Montpellier. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Jacques DOMERGUE, Mme Catherine RIBOT, Mme Agnès ROBIN.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

44. Services à la population et cohésion sociale - Mise à disposition de locaux associatifs - Approbation de loyers minorés - Convention - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Mise à disposition de locaux associatifs, approbation de loyers minorés. Donc il s'agit du soutien à un lieu très important, qui est le centre de loisirs des jeunes de Montpellier Paillade Mosson, qui fait un gros travail sur le lien police – population dans le quartier de la Mosson, avec le projet à Villeneuve-lès-Maguelone. Donc au lieu de payer 46 000 euros de loyer, ce sera 35 euros. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

**45. Services à la population et cohésion sociale - Observatoire des discriminations -
Contrat de collaboration de recherche entre la Ville de Montpellier et l'Université Paul
Valéry - Avenant n° 3 - Approbation - Autorisation de signature**

Mme T. AKBARALY entre en séance

Mme F. BOUTET-WAISS sort de séance.

M. B. TRAVIER quitte définitivement la séance en donnant pouvoir à Mme A. YAGUE.

Monsieur le Maire : Madame NAKIB, observatoire des discriminations, poursuite du contrat de recherche. Vous voulez dire un mot ? Allez-y.

Fatma NAKIB : Bon, je ne vais pas expliquer ici ce que sont les discriminations, chacun sait. La loi en France en détermine un peu plus d'une vingtaine, et auxquelles nous pouvons ajouter l'antisémitisme, le racisme, la xénophobie, que la loi distingue par ailleurs. Nous avons toutes et tous le droit d'être traités avec égalité, indépendamment de notre appartenance ethnique, notre nationalité, notre classe, notre religion, nos convictions, notre sexe, notre langue, notre orientation sexuelle, notre identité de genre, notre âge, notre état de santé ou tout autre statut. La discrimination bafoue les droits d'une personne simplement à cause de son identité ou de ses croyances. La discrimination perpétue les inégalités. Lutter contre les discriminations, c'est défendre la laïcité et les valeurs de la République, c'est défendre nos valeurs, que nous proclamons universelles.

Je voulais profiter de ce moment pour rappeler que les études de l'observatoire ont ceci de particulier qu'elles ne sont pas des études statistiques, même si elles s'appuient sur des chiffres, aussi bien ceux de l'INSEE que de tout autre organisme fondé à en produire. Ces études s'intéressent aux personnes, aux vrais gens, comme dirait mon collègue Bruno PATERNOT. En sociologie, c'est ce qu'on appelle de la recherche action. Depuis la création de l'observatoire des discriminations, les chercheurs de l'Université Paul Valéry, du laboratoire LEIRIS dirigé par Monsieur Philippe JORON, le professeur Philippe JORON, et coordonné par le chercheur Matthijs GARDENIER, nous ont permis d'objectiver nos décisions politiques sur plusieurs sujets. Cela a été le cas pour l'élaboration de politiques locales concernant les familles monoparentales, ou encore la prévention santé et santé mentale.

Il est essentiel de partager ce travail avec nos partenaires que sont la Préfecture de l'Hérault à travers le comité opérationnel de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et les haines anti-LGBT, le défenseur des droits, mais aussi le Département, la Région et les services de l'Éducation nationale.

Chacun à son endroit est en position d'agir, seul ou en collaboration. C'est pourquoi je vous propose, il vous est proposé d'approuver les termes de cette délibération, pour un nouveau financement du laboratoire de l'observatoire pour l'année 2025. Merci.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup Madame NAKIB. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Qui s'abstient ? Qui est contre ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, Mme Clara GIMENEZ, Mme Stéphanie JANNIN, M. Bruno PATERNOT, Mme Agnès ROBIN.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

46. Hors commission - Contrat de Ville 2024-2030 - Quartiers 2030 - Appel à projets 2024 - Attribution de subventions - Programmation complémentaire - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Contrat de ville, appel à projets, attribution de subventions. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

47. Rayonnement et attractivité du territoire - Montpellier Grand Cœur - Aide à la rénovation des devantures des locaux d'activités - Attribution de subventions - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 47, aide à la rénovation des locaux d'activités. 11 locaux d'activités font l'objet d'aide à la rénovation pour un montant de 76 800 euros. Cela participe à la stratégie patrimoine centre-ville. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Madame YAGUE, oui, vous ne prenez pas part au vote. Sur cette affaire, Madame AZÉMA, vous notez, à chaque fois. C'est lié à l'Université Paul Valéry ? Oui. Donc Madame JANNIN, sur l'affaire 45, ne prend pas part au vote. C'est bien noté.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Bernard TRAVIER, Mme Annie YAGUE.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

48. Hors commission - Élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) de Montpellier Méditerranée Métropole - Avis sur le projet de plan arrêté

Mme F. BOUTET-WAISS, MM. C. ASSAF et M. S. JAWHARI entrent en séance.

Monsieur le Maire : Élaboration du PLU intercommunal de Montpellier Méditerranée Métropole. Nous avons eu le débat la semaine dernière en Conseil de Métropole, et donc il faut maintenant suivre la procédure par un avis du Conseil municipal. Je suppose qu'il y a des prises de parole. Madame MANTION, avec des amendements, que vous présentez ? OK. Qui d'autre ? Monsieur JOUAULT, Monsieur REYNAUD. Allez-y, Madame MANTION. Et Madame JANNIN. Je me disais. Et Madame GIMENEZ et Madame FRÊCHE.

Coralie MANTION : Bonjour à toutes et tous. 20 %, seulement 20 % de la commune de Montpellier sont classés en zone naturelle ou agricole dans le PLUi, loin, très loin des besoins pour rendre la ville respirable, apaisée, vivable malgré les vagues de chaleur de 45°C qui s'annoncent.

Alors que vous vous étiez engagé à vous opposer fermement à l'étalement urbain et à sanctuariser la ceinture verte de Montpellier pour protéger nos terres agricoles et nos espaces naturels, globalement à viser un objectif zéro artificialisation nette à l'horizon 2030, je cite là le courrier que nous avons coécrit et envoyé à Greenpeace lors de la campagne des municipales, ce sont 150 hectares qui vont encore disparaître dans les dix prochaines années sur Montpellier, ce sont 750 hectares à l'échelle de la Métropole. Vous parlez d'une trajectoire ambitieuse. Mais de 2010 à 2020, ce sont 200 hectares qui ont été consommés sur Montpellier. Ce n'est donc qu'une diminution de 25 % qui se profile, loin des 50 % annoncés et évidemment très loin du zéro artificialisation net promis pendant la campagne.

Vous parlez d'une priorité au réinvestissement urbain. Mais sur les 150 hectares de zone AU, ce sont 140 hectares en extension urbaine sur la commune de Montpellier, soit plus de 90 % des projets. Avec la ZAC Cambacérès, Rieu Coulon, Gimel, Euromédecine, vous détruisez la ceinture verte de Montpellier. À Malbosc, vous détruisez des espaces de respiration en cœur de ville. Il est vrai que vous avez un peu rétrogradé, puisqu'il y a des logements prévus, il y a moins de logements prévus dans le secteur nord de Henri Lagattu, mais la zone reste cassée en zone AU, avec des hauteurs pouvant aller jusqu'à 10 mètres, alors que ce site, nous avons une vue panoramique magnifique. Des équipements sont prévus, or le déclin de la biodiversité est tel qu'on ne peut plus se permettre de détruire de tels espaces de nature. En quarante ans, la population d'oiseaux a chuté de 30 % en milieu urbain. Et d'autres sites sont possibles pour accueillir des équipements sportifs ou culturels. Je rappelle qu'il y a un gymnase au collège François Rabelais, des terrains de sport au lycée Jean Monnet. Il faut mutualiser ces équipements et les ouvrir aux associations du quartier. Et il y a le site de l'ancienne école de Malbosc, qui est un terrain qui est déjà artificialisé, mais qui n'est plus occupé. Le poumon vert de Malbosc doit rester, doit être préservé dans son intégralité de toute urbanisation car c'est une continuité écologique, entre le parc du Domaine d'Ô et le Rieutord.

En plus de ces extensions urbaines, ce sont des grignotages par-ci par-là qui continuent à malmenier le territoire. Après la friche Mimi, le pont Trinquat, ce sont des petits espaces de respiration qui disparaissent, comme par exemple la parcelle du boulevard Louis Blanc aux Beaux-Arts pour construire une folie, alors qu'au contraire, il faut renforcer les armatures végétales, restituer les continuités écologiques, car ces petites poches de verdure permettent de lutter contre les îlots de chaleur, de créer des lieux de refuge pour la faune apaisée. Les interactions avec la nature, même minimales, réduisent l'anxiété. Il n'y aura pas de ville nature sans ces interstices.

Il est vrai qu'il faut répondre aux besoins de logements, mais l'hypermétropolisation a atteint ses limites. Concentrer les logements et les emplois sur Montpellier n'est pas bon pour l'équilibre du territoire. Cela appauvrit les villes moyennes. Cela oblige les habitants à utiliser la voiture pour aller travailler à des dizaines de kilomètres de là où ils habitent, et cela provoque l'asphyxie de Montpellier où 100 000 voitures entrent chaque jour. Ce modèle n'est plus soutenable. Il est temps de sortir de la politique de la vampirisation. Il est temps de coopérer avec les territoires voisins pour bâtir en bonne intelligence une politique d'équilibre et de cohésion territoriale. Une ville moyenne comme Lodève compte plus de 18 % de logements vacants. C'est trois fois plus qu'à Montpellier, c'est considérable. L'intérêt général n'est pas de continuer à vider les logements de Lodève pour en construire de nouveaux à Montpellier. L'intérêt général, c'est d'aider Lodève à relancer son économie et à remettre sur le marché ces logements vacants. L'intérêt général, c'est de mettre toutes nos forces, tous ensemble pour irriguer le développement dans tous nos territoires.

L'autre solution pour répondre à la demande de logements sans détruire les terres agricoles et naturelles porte sur la densification raisonnée de la ville. Construire la ville sur la ville est la meilleure manière de lutter contre l'étalement urbain. Mais pas n'importe où, pas n'importe comment et pas à n'importe quel prix. Le projet de réinvestissement urbain de la Restanque, par exemple, doit être revu,

car ce quartier ne vivra pas, ne sera pas attractif s'il n'y a pas d'espace public de qualité, des parcs pas des squares, une place publique pour créer une vie sociale dans le quartier. La densification ne sera acceptée qu'avec des espaces communs publics de grande qualité, avec un apport de services de proximité, des commerces, des transports publics. De manière générale, le cadre de vie doit être amélioré, et non détruit. Mais force est de constater que le compte n'y est pas pour construire un avenir désirable pour nos concitoyens, le compte n'y est pas pour lutter contre le déclin de la biodiversité, le compte n'y est pas pour préparer Montpellier au choc du dérèglement climatique.

Et au-delà du fond, je voudrais terminer sur la méthode. Je suis extrêmement choquée du passage en force. Arrêter le PLUi alors qu'il ne correspond pas à l'attente des habitants du territoire n'est pas acceptable. Je prends deux exemples. Sur Sablassou, malgré une enquête de DUP qui s'est déroulée en plein été, les habitants se sont fortement mobilisés avec 997 observations. Dans son rapport, le commissaire enquêteur pointe que de très nombreuses personnes et associations se sont opposées au projet de création d'une réserve foncière, avec 95,88 % d'avis défavorables. Sur Malbosc, ce sont 7 363 signatures qui ont été récoltées par le collectif du Coteau de Malbosc pour demander que cette coulée verte soit classée en zone naturelle. Malgré cette forte mobilisation, Monsieur le Maire Président, vous vous entêtez, vous n'écoutez pas la population. Nous sommes dans un réel déni démocratique. Ces terres ne vous appartiennent pas, elles appartiennent à tous les enfants de la Métropole de Montpellier. Ils doivent être entendus.

Monsieur le Maire : Merci Madame. Nous avons entendu. Monsieur REYNAUD, Monsieur JOUAULT, Madame JANNIN, Madame GIMENEZ, Madame FRÊCHE et je dirai un petit mot.

Manu REYNAUD : Merci. Juste un point avant cette intervention sur le PLUi climat. Je voudrais renouveler mes remerciements aux services qui ont œuvré sur ces questions-là. Je le refais à chaque fois parce que je pense que c'est extrêmement important et je sais qu'ils nous écoutent. Je voudrais aussi adresser les remerciements à l'ensemble des citoyens qui ont contribué à cet édifice, et puis à l'ensemble des associations écologistes, aux collectifs qui sont intervenus. Et je pense que la démarche est importante, parce qu'elle commence là et elle va continuer.

Le projet a été voté la semaine dernière, il revient aujourd'hui au Conseil municipal, et on va parler principalement des aspects concernant Montpellier. En tant qu'élus du Conseil municipal de Montpellier, les écologistes vont être cohérents.

Retenons quand même les principaux points, puisque je partage l'intervention précédente sur un sujet. C'est la ligne rouge que nous nous fixons de notre côté en tant qu'écologistes, c'est Sablassou. Il faut être clair. Jean-Pierre GRAND aux manettes, Castelnau est devenu le showroom de la bétonnisation, et je pèse mes mots. Je pense que tous les mauvais exemples sont là-bas. Il est clair et ça ne date pas d'hier. Pour les écologistes, cette ligne rouge, elle est claire et il est impératif que dans la version définitive dans un an, cette bétonnisation n'y soit plus prévue et que les terres fertiles de Sablassou soient protégées une fois pour toutes. Ça déterminera notre vote au Conseil de Métropole. Mais je pense qu'avec l'enquête publique, les questions de la mobilisation citoyenne, on va pouvoir aboutir, enfin, en tout cas, c'est ce que nous souhaitons.

Je voudrais dénoncer une aberration quand même, sur le point de vue général, la question évidemment de la méga-autoroute de Vinci. Faire une méga-autoroute au milieu d'une zone à faible émission, ça n'est pas possible. L'État s'exonère et le rapport avec le PLUi, il est clair. L'État s'exonère des lois qu'il a lui-même promulguées. Avec le ZAN, il y a des obligations. Eh bien là, les hectares de foncier qui sont pris par le projet de méga-autoroute sont exonérés du calcul du ZAN dans le projet de PLUi.

Et pourtant, il va y avoir des destructions massives. Et il y a un autre effet de bord, très conséquent, c'est le déséquilibre économique sur le coût des terrains agricoles. Parce que figurez-vous que derrière, la loi oblige Vinci à compenser. Alors c'est un affreux mot techno qui permet de détruire, détruire et toujours détruire en prenant bonne conscience, en se disant qu'on va recomposer la nature, comme si ça pouvait exister de cette façon-là à côté. Ça n'existe pas. Mais les conséquences sont terribles. Vinci cherche du foncier partout et il cherche à l'acheter à des tarifs largement au-dessus du marché. Et ce déséquilibre économique, ça empêche des agriculteurs de s'intégrer dans notre territoire métropolitain. Et ça, cet effet de bord, il est extrêmement conséquent.

Je le répète, nous partageons au sein de cette majorité au sein de la Métropole des objectifs très clairs qui sont élaborés dans le PCAET, dans la stratégie mobilité, la lutte contre le dérèglement climatique, la décarbonation des mobilités, la lutte contre la pollution, contre l'étalement urbain et limiter l'imperméabilisation. Tous ces objectifs nous rassemblent. Et le projet présenté par Vinci de méga-autoroute de contournement répond au seul besoin de Vinci, qui est celui de faire plus de trafic sur la liaison nord-sud, en aucun cas celui de répondre aux besoins de nos concitoyens.

Venons-en à la Commune de Montpellier, parce que c'est le sujet du jour. Moi, je vais vous le dire, les élus écologistes sont favorables à la copie qui est présentée aujourd'hui sur le territoire de Montpellier. Et nous voterons pour. Pour les écologistes, le contrat, il est rempli. Sur les Bouisses, je vous rappelle quand même que c'est le territoire que Philippe SAUREL voulait bétonner. Nous avons protégé une centaine d'hectares. Ce n'est pas peu, une centaine d'hectares, qui donnent lieu à un grand projet d'agriparc. Mais plus loin, nous sommes allés avec le Coteau à Malbosc, un grand projet de quartier, de parc pour les quartiers ouest de Montpellier. Et cette victoire, cet engagement est une victoire pour l'écologie à Montpellier. C'est aussi le témoignage, et il faut le redire, toujours, de toutes les concertations avec les acteurs et les riverains. C'est la démonstration que quand les écologistes participent aux orientations politiques, c'est une garantie de résultats au service de la protection de nos ressources.

Et j'entends ici ou là, à 18 mois des élections, les sirènes de la démagogie qui commencent à sonner. Nous restons mobilisés sur un cap clair : faire et ne pas s'agiter, agir et ne pas commenter. Je voudrais que tout le monde entende bien ce que je dis. Le Coteau est une victoire pour l'écologie à Montpellier, c'est clair. Et l'engagement, ce n'est pas une promesse de future campagne, c'est le résultat d'un engagement. Et nous formons le vœu qu'à l'issue de l'enquête publique, toutes les garanties soient réunies pour garantir ce grand projet de parc.

Je terminerai très rapidement, vu le temps, par dire une réflexion que je reporte ici à l'attention de l'intégralité de l'Assemblée et des services, c'est le sujet de la surélévation des bâtiments existants. Il ne s'agit pas de construire des tours, mais de travailler mètre carré par mètre carré, comment on peut surélever. Il y a vraiment beaucoup à faire, et c'est un levier qu'il nous faut actionner.

Pour conclure, nous allons être cohérents. Nous nous sommes abstenus à la Métropole en tant que conseillers métropolitains sur le projet global du PLUi climat. Nous allons voter pour en tant que conseillers montpelliérains sur le PLUi pour la partie de Montpellier. Pour nous, les écologistes sont dans cette question une garantie sur le contenu du PLUi climat pour le volet montpelliérain. Et bien évidemment, dans la période qui va s'ouvrir, nous appelons l'ensemble des Montpelliérains et des Montpelliéraines à s'emparer du projet dans le cadre de l'enquête publique, et l'amender, le réinterroger au besoin, et pour l'améliorer. Mais c'est dans ce cap très clair que nous nous inscrivons.

Monsieur le Maire : Merci Monsieur REYNAUD. Monsieur JOUAULT, puis Madame JANNIN.

Stéphane JOUAULT : Alors, je voudrais mettre l'accent sur le travail spécifique qui a été fait sur la Commune de Montpellier pour préserver un maximum d'espace de nature en ville, c'est-à-dire de nature dans les zones urbaines très denses. Les élus écologistes y ont fortement contribué en travaillant sur plusieurs sujets. Tout d'abord en travaillant pour protéger les espaces boisés en zone urbaine. Au-delà des zones naturelles et agricoles, je voudrais ainsi mettre en avant le très gros travail qui a été réalisé pour protéger un maximum d'arbres en zone U, en les classant. Sont ainsi proposées au classement de nombreuses zones boisées sur l'espace public et sur l'espace privé. Ce sont au total 477 hectares qui sont proposés au classement. Alors, dans ces hectares, nous avons tout d'abord tous les parcs et jardins qui n'étaient pas du tout protégés auparavant. Alors, on peut se dire, oui, ces parcs, de toute façon, sont protégés en eux-mêmes. Ça n'est pas vrai. J'ai pu voir par le passé la tentation de se servir de ces espaces comme des réserves foncières. Non, les parcs ne sont pas des réserves foncières, ce sont des espaces de nature pour les Montpelliéraines et les Montpelliérains.

Ensuite, nous avons fait un travail avec les services, que je remercie également, de fourmis sur l'espace privé. Nous sommes allés repérer sur chaque parcelle, arbre par arbre, tous les arbres que nous pouvions classer, tous les arbres remarquables. C'est ainsi plus de 500 arbres, 556 arbres que nous classons et qui n'étaient pas du tout classés. Il faut savoir qu'au départ, aucun arbre remarquable n'était classé sur la Commune de Montpellier. Donc c'est un véritable progrès. Alors, arbre par arbre, mais aussi mètre carré par mètre carré. Je pense notamment à la règle qui veut que dans les nouveaux espaces construits, nous allons maintenir le 50 % de pleine terre, aux Bouisses notamment. Aux Bouisses, nous allons construire sur seulement 9 hectares. C'était plus de 40 hectares qui étaient prévus au départ. Et si on fait le calcul, pour ces 9 hectares, finalement, ce ne seront que 4,5 hectares au maximum qui seront bétonnés. Donc ça limite fortement la bétonisation sur la commune de Montpellier.

Je reviens quand même sur le patrimoine arboré. Protéger le patrimoine arboré, c'est fondamental, c'est encore plus fondamental que de planter. Mais malheureusement, parfois, nous devons abattre certains arbres parce qu'ils sont malades, parce que les raisons sanitaires nous poussent à préférer la sécurité des habitants. C'est le cas récemment avec un platane rue du Grand Saint-Jean. Alors je sais que ça a suscité beaucoup d'émotion, parce que c'était un arbre remarquable. Mais malheureusement, pour la sécurité, nous n'avions pas le choix. Il faut savoir que, évidemment, cet arbre sera remplacé. Il sera remplacé cet hiver, car ici l'arbre a toute sa place, et nous n'avions évidemment aucun intérêt à abattre cet arbre, si ce n'est la sécurité des habitants. Je recevrai d'ailleurs les habitants pour leur expliquer, parce que je crois qu'il y a un besoin d'explication.

Je terminerai sur la préservation des terres maraîchères sur le centre de Montpellier. Nous avons préservé 10 000 mètres carré de terres maraîchères sur deux espaces, d'un côté la Cité Bergère et de l'autre le Clos Lauzier. 10 000 mètres carré en centre-ville, c'est précieux. 10 000 mètres carré, c'est ce qui permet à des maraîchers de travailler en plein cœur de Montpellier, et ça, c'est assez exceptionnel.

Alors, vous l'aurez compris, la partie montpelliéraine du PLUi est donc issue d'un travail mètre carré par mètre carré, arbre par arbre, pour défendre la nature et la biodiversité en milieu urbain. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup Monsieur JOUAULT. Madame JANNIN.

Stéphanie JANNIN : Monsieur le Maire, chers collègues. Le PLU, c'est un document structurant et c'est aussi un moment unique de partager une vision de l'avenir du territoire avec les habitants, les élus, le tissu associatif.

Malheureusement, ce PLUi témoigne ici tout d'abord de ce qui semble être une aversion pour la concertation et la co-construction. Comment ne pas dénoncer l'absence de temps d'échange et de travail avec l'ensemble des élus de ce Conseil municipal, qui ont été anormalement écartés du processus démocratique ? Et je rappelle que nous avons même dû à Montpellier reporter en février 2023 le vote du PADD en Conseil municipal, puisque les documents ne nous avaient tout simplement pas été envoyés, comme cela doit légalement être le cas. Comment ignorer aussi que le PLUi n'a pas avancé pendant quatre ans, alors que vous étiez empêtré au sein de votre propre équipe, avec vos alliés actuels du Nouveau Front Populaire, dans des contradictions idéologiques ? Tout cela pour finalement un PLU qui sera finalisé en trois mois, pendant la torpeur de l'été.

Ce PLUi témoigne aussi d'un défaut de vision prospective et opérationnelle pour le territoire. D'un point de vue prospectif, nous sommes collectivement face à un défi de taille. Comment concilier la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers, qui font toute la qualité de notre territoire tout en créant les conditions d'un dynamisme économique, et ceci en relevant le défi de la crise sociale du logement ? Comment ? Certainement pas en continuant dans les ZAC en développement urbain comme si rien n'avait changé, qu'il n'y avait pas de crise du logement ou que le zéro artificialisation nette ne devait pas être mis en œuvre et n'allait rien changer à l'aménagement du territoire. Certainement pas non plus en décrétant de nouvelles hauteurs de construction dans les quartiers d'habitation qui n'ont, à ma connaissance, pas été concertées avec les habitants, et qui contredisent d'ailleurs largement votre engagement de compagne de stopper l'urbanisation à la parcelle. Encore moins en lançant des programmes de folies architecturales qui ne résolvent absolument aucun de nos problèmes.

D'un point de vue opérationnel, vous dites vouloir faire un choc de l'offre de logements. Mais dans le même temps, le directeur de la SERM dit, au printemps 2024, que la moitié des logements sont bloqués car ils sont trop chers, et donc ils ne se vendent plus. On voit bien que les modèles de production historique montpelliérains sont devenus obsolètes, et vous ne les repensez pas. C'est un gros problème pour le logement, et surtout, in fine, pour le coût du logement pour les Montpelliérains.

Vous dites vouloir privilégier le renouvellement urbain. Or ce PLUi ne propose aucun nouveau projet ambitieux de ce type. La ZAC de la Pompignane, celle de la Restanque, l'EAI, le Nouveau Saint-Roch, le secteur de l'ancienne Mairie, l'ancienne gendarmerie de l'avenue de Lodève, etc., tous ces projets ont été lancés ou confortés lors du mandat précédent, et ils constitueront d'ailleurs le cadre essentiel de la production de logements pour les dix ans à venir. Mais après cela, nous n'avons aucune idée d'où nous allons et comment nous y allons. La réalité est que le renouvellement urbain est long, coûteux et qu'en vidant les caisses de la ville, vous n'avez plus les moyens de le mettre en œuvre. La réalité est qu'en quatre ans, vous avez amené notre ville vers le surendettement, et en contrepartie de ces dépenses ostentatoires, les Montpelliérains ne voient aucune amélioration de leurs conditions de vie et de leur cadre de vie. Ils voient plutôt une dégradation. Plus d'entraves à leurs déplacements, moins de solidarité, moins de sécurité, un centre-ville et des quartiers dégradés, une collecte des déchets moins efficace, notamment pour les entreprises, commerçants et artisans qui doivent désormais la prendre en charge à leurs frais, et tout cela avec plus d'impôts.

Vous dites stopper l'urbanisation à la ZAC du Coteau, mais vous la classez en zone AU, qui comme son nom l'indique est une zone à urbaniser. Donc toutes les portes sont ouvertes en termes de construction pour le futur, pour le site. Parallèlement, tout le monde sait que les enjeux financiers pour la SERM sont colossaux. Et nous sommes nombreux, et c'est tout à fait normal, à nous interroger légitimement sur vos véritables intentions pour ce secteur.

D'ailleurs, Monsieur REYNAUD, vous avez fait une remarque qui est assez contradictoire. D'un côté, vous dites que le classement en zone AU du secteur des Bouisses était synonyme d'intention de bétonnage. De l'autre, vous dites que la ZAC du Coteau est une victoire pour l'écologie, mais elle est classée en zone AU. Je vous laisserai peut-être préciser ça.

Il est aussi nécessaire de parler ici du parc Montcalm. Alors que vous étiez Adjoint à l'urbanisme, vous aviez prévu d'urbaniser le parc avec le passage du tram et la construction d'environ un millier de logements, si mes souvenirs sont bons. Nous avons stoppé ce projet et sanctuarisé le parc Montcalm, ce qui permet aujourd'hui aux Montpelliérains d'en profiter pleinement. Quelle stupéfaction de voir dans ce PLUi une hauteur constructible de 8 mètres sur l'ensemble du parc, et une hauteur de 25 mètres, soit 8 étages, sur le Mess des officiers, ce qui n'a jamais été dit, partagé ou concerté. Ces deux exemples, il y en a d'autres, on ne peut pas tous les citer ici évidemment, ces deux exemples témoignent de toutes les interrogations que suscite ce PLUi et du décalage entre ce qui est dit et ce qui est fait, ce qui est très inquiétant pour les Montpelliérains.

Pour ces raisons, comme à la Métropole, nous confirmons ici que, si ce PLUi ne concernait que Montpellier, nous voterions contre, car pour Montpellier, le compte n'y est pas. Par respect pour le travail mené par les maires des communes de notre EPCI sur leur territoire, l'Alliance s'abstiendra et nous invitons tous les Montpelliérains à prendre connaissance dans ce document de ce qui s'est décidé près de chez eux, mais malheureusement sans eux. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup Madame JANNIN. La parole est à Madame GIMENEZ.

Clara GIMENEZ : Merci. Plusieurs choses. La première, je suis assez choquée d'un certain nombre de propos que j'ai entendus à l'égard des communes voisines. Si moi non plus je ne partage pas forcément, et les élus communistes en général, ne partagent pas forcément le projet qui a lieu sur Sablassou, puisque vous connaissez notre attachement à l'agriculture, je crois qu'il nous faut quand même respecter les communes, et toutes les communes. Que dirions-nous si un Conseil municipal se permettait de donner son avis sur la politique que nous menons à Montpellier ? Je crois que nous ne le vivrions pas très bien, et je nous engage tous collectivement à respecter la souveraineté des communes. Et c'est la position que nous avons déjà tenue en Conseil de Métropole à propos d'un vœu sur Sablassou, et il me semble que c'est important de le rappeler.

Je voulais aussi rappeler, au nom des élus communistes de ce Conseil municipal, que ce PLUi, son enjeu majeur, c'est quand même de répondre à la crise du logement et à la crise écologique. Répondre à la crise du logement, c'est nous permettre de loger les gens qui aujourd'hui attendent un logement social sur notre territoire, attendent un logement au sens large et le plus souvent un logement social. Quand on sait que plus de 70 % de la population est éligible à celui-ci, ça doit nous interroger fortement et nous inciter à en construire d'autant plus. Et je crois que, dans ce PLUi, le levier de la servitude de mixité sociale est un levier majeur pour la construction de logements sociaux et l'équilibre de cette construction de logements sociaux sur l'ensemble de notre territoire.

Je voudrais dire un mot aussi. Plusieurs intervenants ont évoqué la question des Coteaux. Je veux qu'on mesure quand même le choix, y compris budgétaire, qu'est le renoncement à la construction de logements sur ce lieu. C'est un choix que nous faisons ici. Et, il me semble que, quand on demande qu'un terrain ne dispose pas d'équipements publics, parce que c'est ça qui nous est demandé par certains ici, c'est que sur ce terrain-là, non seulement on ne construise pas de logement, mais on ne construise pas d'équipements qui nous permettent aujourd'hui de faire société. On a tous fait le constat, il y a plusieurs mois, que la société était profondément fracturée. On a tous partagé ce constat-là.

Et aujourd'hui, on voudrait dire qu'à cet endroit-là on va juste laisser pousser des fleurs, et qu'on ne va pas en faire un lieu du commun et du partage. Moi je crois qu'un équipement...

Intervention hors micro d'une élue.

Il me semble que je ne vous ai pas interrompue.

Monsieur le Maire : Madame GIMENEZ, terminez dans le calme. Allez-y.

Clara GIMENEZ : Il me semble donc que nous avons besoin d'y construire des équipements publics, et notamment à vocation sportive et culturelle, parce que c'est aussi ce qui incite les gens à se rendre dans ces endroits. Les gens vont au parc Montcalm au départ parce qu'il y a des équipements publics, parce qu'ils peuvent faire du sport. Et ensuite, ils y découvrent des plaisirs de balade. Mais si on ne se donne pas les moyens d'attirer l'ensemble de la population vers ces lieux-là par ce type d'équipements, alors on se trompera et on fera un lieu de balade pour quelques personnes bien au courant qu'il y a des petites fleurs qui poussent à cet endroit-là. Je m'arrêterai là.

Monsieur le Maire : Merci Madame GIMENEZ. Madame FRÊCHE.

Julie FRÊCHE : Monsieur le Président. Donc aujourd'hui, ce plan local d'urbanisme intercommunal, ce sont deux défis à relever devant nous. D'abord celui de la transition écologique et celui de la croissance démographique. C'est aussi celui de la préservation des espaces naturels, et c'est une réponse à la crise historique du logement.

Pour rappel, quelques chiffres, quand Madame JANNIN vous avez voté le SCoT, c'était 1 500 hectares voués à l'urbanisation. Nous avons réduit ces espaces d'artificialisation de près de 53 %. Aujourd'hui, deux tiers des espaces seront préservés dans le cadre de ce plan local d'urbanisme. Nous allons réinvestir des espaces existants pour près de 84 % des 750 hectares qui vont être urbanisés. C'est-à-dire que sur ces 750 hectares qui vont être urbanisés, 550, c'est du réinvestissement urbain. Il n'y aura simplement que 16 % d'urbanisme nouveau, et c'est finalement en ce sens que nous répondrons aussi à la crise du logement. C'est un juste équilibre entre préservation de l'environnement, répondre à la crise sociale du logement, et évidemment adapter notre territoire au défi du 21^{ème} siècle.

Je crois que la ligne 5 de tramway, mais je sais que pour certains, et pour vous Madame MANTION, vous êtes contre le tramway, contre la gratuité, mais la ligne 5 du tramway, c'est concrètement une les choix de notre politique de manière très concrète. La ligne 5 de tramway, c'est la desserte de tous les quartiers les plus anciens de la ville. C'est ainsi que nous répondrons à l'objectif politique de rééquilibrage de la ville. C'est la desserte des grandes universités, des laboratoires de recherche, conformément à la stratégie de développement économique qui est la nôtre sur les ICC, le numérique, la santé globale. C'est aussi la desserte de trois quartiers prioritaires. Je pense à Vert-Bois, à la Cité Gély, Paul Valéry, le Val de Croze. Mais c'est aussi la ligne des parcs, avec évidemment, le zoo Lunaret, le bois de Montmaur, le parc Montcalm, 20 hectares sanctuarisés, le futur Agriparc des Bouisses, 100 hectares urbanisés. Nous démontrons concrètement qu'avec cette ligne 5 de tramway, nous faisons la part belle à l'urbanisation qui est nécessaire à proximité des axes de transport, tout en assurant un poumon vert par quartier.

Monsieur le Maire : Merci Madame FRÊCHE. Quelques mots également. Le débat a eu lieu au Conseil de Métropole. Il se tient ici sur la commune de Montpellier. La pire des choses, c'est quand le quartier d'Ovalie s'est construit et qu'il n'a pas été fait la cinquième ligne de tramway.

Voilà pourquoi aujourd'hui nous investissons, voilà pourquoi on fait une dette pour la Métropole, comme nous venons de finir le remboursement de la réalisation de la ligne 1 de tramway. Et Madame JANNIN, permettez-moi de vous renvoyer à ce non-sens d'avoir soutenu l'ajournement de ce projet, qui était structurant pour le territoire et qui aurait largement amélioré la qualité de vie des habitants. Je ne parle même pas de la gare Sud de France, mais je ne doute pas que vous viendrez jeudi à la soudure du rail pour connecter enfin la gare Sud de France au réseau de transport en commun.

Ce PLUi climat, il pose des actes très forts d'un nouveau paradigme de production de la ville. Le territoire est dynamique sur le plan démographique, il est dynamique sur le plan économique, et c'est une chance puisque c'est le développement de France Télévisions, c'est le développement des start-up dans le domaine médical, de l'alimentation. Il faut que nous puissions les accompagner. Ils rentrent dans un nouveau paradigme, parce qu'il réduit l'artificialisation des sols, massivement. Moins 52 %. Deux tiers du territoire de la Métropole sera soit à usage agricole, soit à usage nature. Et ça a été salué d'ailleurs après le vote du PLUi climat par le monde agricole qui, en 2019, était très ému des choix qui étaient proposés. Et c'est sur un tiers du territoire de la Métropole que se développent les réponses en termes de logement, en termes d'activité économique, en termes de structuration de la qualité de vie, parcs, écoles, collèges, équipements sportifs. C'est un choix très fort qui est fait. Et la Commune de Montpellier a pris sa part. Elle a décidé que des endroits qui étaient ouverts à l'urbanisation ne le seraient plus. L'Agriparc des Bouisses a été cité et d'autres endroits se retrouvent sur les cartes.

Sur le Coteau, il y a eu une expression citoyenne de différents groupes, qu'il faut savoir entendre. Le plateau du Coteau, il a vocation à faire l'objet d'une concertation pour définir comment on crée des usages du commun. La rue Henri Lagattu est une rue de type patrimonial, et ce sera sans doute la première rue de la biodiversité, cher Stéphane [JOUAULT]. Tu avais cinq propositions. On pourra continuer d'ailleurs. Donc c'est AU, avec une OAP sur équipements publics.

Et pourquoi nous avons pu faire ce choix ? Parce que le départ de MBS permet là de faire du réinvestissement urbain, le réinvestissement urbain, qui est un mode de temps long de production de la ville. Et Madame JANNIN, la ZAC Saint-Roch a été impulsée par Raymond DUGRAND, et elle arrive à son terme. Bien sûr qu'il y a des projets qui prennent du temps, tout comme nous allons lancer celui de la ZAC de l'Union, là aussi, réinvestissement urbain, le projet de la Zac Bofill, pour conforter la polarité au centre, avec le projet en lien avec le Polygone est de connexion urbaine entre le centre historique et le quartier d'Antigone.

Oui, dans ce PLUi climat, nous nous efforçons de répondre aux enjeux si importants de logements, en posant la servitude de mixité sociale à l'échelle de la métropole. Je veux le saluer parce que souvent, comme maire de Montpellier, on a dit, c'est toujours nous qui prenons l'effort. Eh bien là, l'effort de solidarité, il est partagé. Nous développons l'accès au logement par le bail réel et solidaire, qui permet aujourd'hui que les programmes sortent. Mais il n'échappera à personne qu'une grande partie du déficit public qui plombe les finances de notre pays de ces 12 derniers mois est sans doute liée aux choix hasardeux sur lesquels beaucoup de décideurs de toute sensibilité, mais en premier lieu la Présidente de l'USH, ont alerté le Ministre de l'Économie, parti en Suisse, sur la question du logement, et que la chute de la production de logements partout dans le pays a entraîné une chute des recettes fiscales pour l'État, ça s'appelle les DMTO, comme pour les départements et comme pour nous à la Métropole. Voilà, c'est une réalité. Et nous, nous avons cherché à soutenir l'effort de production de logements, et notamment en développant le bail réel et solidaire, qui est une modalité très novatrice, très pertinente pour aider à construire le parcours résidentiel, sans oublier, tout à l'heure le débat avec Madame DOULAIN en était l'illustration, les gens qui sont en situation d'exclusion, même s'il reste évidemment à faire.

Donc ce PLUi climat, il pose les statuts juridiques pour conserver une canopée précieuse sur la commune de Montpellier et à l'échelle de la métropole. Et merci Monsieur JOUAULT d'expliquer combien parfois nous-mêmes nous sommes en situation de désarroi quand il doit y avoir une décision sur un arbre, parce qu'il y a risque pour les populations. Mais bientôt vont commencer les plantations.

Respectueux des formes urbaines du territoire. Enfin, nous avons dans le quartier de la Martelle, le quartier de la Chamberte, le quartier de Saint-Clément, dans un certain nombre de quartiers de la ville, hop, la maison était détruite, un immeuble collectif sortait, ne posant pas de réflexion sur l'accroche à l'espace public, déstabilisant le cadre du bâti. Et là, c'est une forme urbaine qui permettra une toute petite densification, ici une pièce, ici, là, potentiellement un logement pour un étudiant ou pour être aidant pour ses aînés, donc respectueux des formes pavillonnaires de la ville, quand dans d'autres endroits, eh bien les formes sont plus hautes. Et c'est par exemple l'importance de l'arrivée du tramway dans le quartier de la Cité créative, où les projets de réinvestissement urbain, sur ce que nous dénommons maintenant la ZAC Montpellier Sud, sur lesquels les parcelles sont très hautement imperméabilisées, et là, l'enjeu c'est à la fois de faire de la sécurité hydraulique, et aussi de créer des espaces du commun, parcs, espaces publics, tout en répondant aux enjeux de production du logement.

Alors il y a des sécurités, inutile de jouer sur les peurs. Le parc Montcalm a été, par une délibération il y a près de deux ans de cela, sanctuarisé dans son emprise de 24 hectares. Et fin décembre, enfin, nous allons aller avec un bulldozer détruire une partie des habitations qui sont sur l'avenue de Toulouse, nous le ferons par phase, mais pour ouvrir le parc sur l'avenue de Toulouse, pour l'ouvrir ensuite sur la Croix d'Argent. Et donc ce sont ici des choix d'aménagement.

Et donc ce PLUi dit une chose, c'est la contribution de la Commune de Montpellier à la réduction de l'artificialisation des sols à l'échelle de la Métropole. Il dit une chose, il dit qu'il faut respecter les formes du bâti qui existent, ici l'habitat pavillonnaire, là accompagner la densification sur des zones de réinvestissement urbain. Il dit des zones de projet à travers les OAP. Et je veux rassurer ici, on ne dit pas qu'il n'y aura plus de logements sur la ZAC du Coteau, mais par contre on peut discuter pour faire un espace de liens entre les habitants des Cévennes, les habitants de Malbosc, les habitants de la Mosson, pour faire du commun. Et de nombreuses idées, suggestions dans les réunions publiques ont pu être énoncées. C'est aussi l'arrêt de la ZAC de l'Hortus, dans le secteur du Plan des 4 Seigneurs, qui posait beaucoup de préoccupations. Et donc c'est cet équilibre.

Et je veux rejoindre un point, parce que moi je partage ardemment cette idée de la répartition de la croissance démographique et du rééquilibrage territorial. Alors, le dire, c'est facile. Le faire, c'est exigeant. Mais nous sommes à l'œuvre. Et j'en veux pour preuve le travail que nous faisons sur les questions de santé, avec le Lodévois-Larzac, parce que quand la polarité de santé disparaît, et bien évidemment, les habitants, ils vont vivre vers la ville centre. Quand les équipes du CHU vont déployer des consultations là-bas, qu'on obtient de la part de la région Occitanie, je veux saluer ici l'engagement de la Présidente Carole DELGA, une maison de santé, nous confortons une polarité pour lutter contre la désertification médicale. Quand avec Lunel nous travaillons ensemble sur la culture et que nous travaillons ensemble pour être perçus comme un espace commun, Lunel qui perdait des habitants en 2019, grâce au projet de son Maire Pierre SOUJOL, aujourd'hui gagne des habitants en se pensant à 15 minutes de Montpellier grâce au cadencement des TER, dont 9 fréquences ont été rajoutées, je veux saluer ici l'effort de la Région. Quand nous pensons la dynamique du SERM, nous créons, nous travaillons à cette exigence d'une autre répartition de la croissance de la population.

C'est un impératif, tout comme la localisation des entreprises, pour que l'activité soit répartie, et c'est les stratégies de filières qui sont les nôtres, l'économie bleue avec POA, tout ce qui est autour des métiers de la mer et y compris de la recherche de pointe avec Sète, le travail que nous allons faire avec Frontignan, Michel [ARROUY], sur la transformation des friches Exxon, qui vont permettre d'accueillir de nouvelles activités une fois que ce sera dépollué. Madame JANNIN, vous disiez, mais l'aménageur, il va être aussi celui qui va sortir des frontières de la Métropole pour travailler en bonne intelligence avec Thau Méditerranée sur le réaménagement, tout comme l'aménageur à la concession de Cap Gallargues autour des enjeux de santé, en lien avec MedVallée. Et donc, nous cherchons à penser cette approche du grand territoire pour justement essayer d'avoir une répartition de la croissance démographique.

Encore une fois, ce n'est pas « y a qu'à faut qu'on ». On aimerait bien que ça aille plus vite, moi le premier d'ailleurs, moi le premier. Mais aujourd'hui ce travail, il est engagé, il est résolu et l'adoption du PLUi climat après le Conseil de Métropole au printemps, et bien ce sera de travailler avec nos voisins pour aller vers une agence d'urbanisme, pour essayer de travailler sur un SCoT à la très grande échelle pour que nous ne pensions pas les visions d'aménagement seulement dans les 31 communes d'un bassin de vie qui est bien plus large.

Donc aujourd'hui, ce qui est demandé, c'est l'avis de la Commune de Montpellier, dans cette procédure de concertation. L'avis des personnes associées va être demandé. Puis, sous l'autorité du tribunal administratif, va être lancée l'enquête publique. Donc la version du PLUi climat telle que nous l'avons fait l'objet d'un arrêt de projet, elle va connaître évidemment des évolutions, qui ne seront pas sur les grandes orientations, mais possibles, à partir de l'enquête publique.

Et donc c'est sur la base de ce document que je vais mettre aux voix. Je vais mettre aux voix les amendements de Madame MANTION bien sûr, en demandant comme à la Métropole de ne pas les adopter, parce que c'est l'équilibre du projet qui serait remis en cause. Mais nous les mettons au vote. Et ensuite un second vote sur l'avis de la commune de Montpellier sur le PLUi climat.

Je mets aux voix les amendements de Madame MANTION. Qui est pour ? Allez-y, Madame.

Coralie MANTION : Oui, alors je n'ai rien dit au Conseil de Métropole, mais là quand même, pas deux fois. Il y a cinq amendements. Donc c'est cinq votes distincts. Et je voudrais au moins que vous intituliez au moins le titre, si vous ne voulez pas détailler. S'il y a cinq amendements, c'est qu'il y a cinq votes.

Monsieur le Maire : Présentez.

Coralie MANTION : Oui, je vais les présenter.

Monsieur le Maire : Et on fera un vote groupé.

Coralie MANTION : Alors si vous voulez faire « même vote, même vote », mais c'est cinq votes. Je suis désolée, c'est cinq amendements.

Donc je propose, l'amendement 1, de rajouter à la fin de la phrase « d'émettre un avis favorable sur le projet de PLUi » « sous réserve de la modification du zonage du Coteau de Malbosc et du retrait de l'OAP parc Henri Lagattu et quartier Jean Monnet », parce que contrairement à ce qui a été dit, cet espace-là est très usité, il n'y a pas besoin de faire des aménagements pour que les gens utilisent ces espaces-là.

L'amendement n° 2 est, pareil, « avis favorable, sous réserve de la modification du zonage de Sablassou et du retrait de l'OAP de Sablassou ».

L'amendement n° 3 est « avis favorable, sous réserve de la modification du zonage de Gimel, d'Euromédecine et de Cambacérès », qui ne correspond pas à l'accord d'entre-deux tours.

L'amendement n° 4 est « un avis favorable, sous réserve de la modification du zonage de la Lauze Est et du retrait de l'OAP ».

L'amendement n° 5 est un « avis favorable, sous réserve de la modification du zonage d'Ode à la Mer et de la modification de l'OAP en conséquence ». Merci de votre écoute.

Monsieur le Maire : Merci Madame MANTION. Oui ?

Manu REYNAUD : Moi ce n'est pas du tout sur le fond, parce que moi je suis prêt à voter tous les amendements. Mais on ne les a jamais eus, on les découvre en séance, c'est juste un truc de procédure. Moi je ne les voterai pas si je ne les ai pas vus.

Monsieur le Maire : Ils sont lus.

Manu REYNAUD : Non, mais ce qui est intéressant, c'est que ça peut interroger la procédure elle-même de dépôt du PLUi.

Monsieur le Maire : De toute façon leur adoption casse la procédure de PLUi climat. C'est pour ça qu'il y aura un vote groupé, que j'appelle à voter contre.

Manu REYNAUD : D'accord. Il vaut mieux le préciser, parce que pour le coup, ça n'engage pas les différents votes.

Monsieur le Maire : Oui, mais j'allais le dire, Monsieur REYNAUD.

Manu REYNAUD : Au temps pour moi.

Monsieur le Maire : Donc je mets aux voix, votes groupés. Qui vote pour les amendements de Madame MANTION ? Vous venez de les lire, Madame.

Coralie MANTION : Je vois que vous prenez le temps d'imprimer certains documents. Moi je ne comprends pas pourquoi, ça fait la deuxième fois, que quand on envoie des amendements, ils ne soient pas transmis aux élus avant le Conseil, ou du moins imprimés sur table. Vous savez imprimer des délibérations. Elles auraient pu être imprimées sur table et transmises à tous les élus. Il y a quand même un problème de transmission des informations.

Monsieur le Maire : Vous venez de les lire. Ils sont arrivés hier soir. Je mets aux voix les amendements de Madame MANTION. C'est global. Qui est pour ? Qui s'abstient ? Rejetés.

Conformément aux dispositions de l'article 21 du Règlement Intérieur du Conseil municipal, Mme Coralie MANTION, Conseillère municipale, a déposé en amont de la séance un amendement sur cette affaire. Après examen par le Conseil, Monsieur le Maire de Montpellier soumet au vote les amendements proposés par Mme Coralie MANTION.

Vote global des amendements déposés par Madame Coralie MANTION :

- Amendement 1 : Modification du zonage du Coteau de Malbosc et retrait des OAP « Parc Henri Lagattu » et « Quartier Jean Monnet » ;
- Amendement 2 : Modification du zonage de Sablassou et retrait de l'OAP « Sablassou » ;
- Amendement 3 : Modification du zonage de Gimel, Euromédecine II et Cambacérès et retrait des OAP « Gimel », « Euromédecine II » et « Le quartier de Cambacérès » ;
- Amendement 4 : Modification du zonage de la Lauze Est et de l'OAP ;
- Amendement 5 : Modification du zonage d'Ode à la Mer et de l'OAP.

Pour : 7 voix

Mme Alenka DOULAIN, Mme Coralie MANTION, M. Serge MARTIN, Mme Clothilde OLLIER, Mme Catherine RIBOT, Mme Célia SERRANO, M. François VASQUEZ.

Contre : 38 voix

Abstention : 19 voix

M. Luc ALBERNHE, M. Jacques DOMERGUE, M. Abdi EL KANDOUSSI, M. Serge GUISEPPIN, Mme Stéphanie JANNIN, M. Salim JAWHARI, M. Stéphane JOUAULT, M. Mustapha LAOUKIRI, M. Mustapha MAJDOUL, Mme Isabelle MARSALA, Mme Marie MASSART, Mme Patricia MIRALLES, Mme Fatma NAKIB, M. Bruno PATERNOT, M. Manu REYNAUD, M. Philippe SAUREL, M. Bernard TRAVIER, Mme Joëlle URBANI, Mme Annie YAGUE.

Les amendements proposés par Madame Coralie MANTION sont rejetés à la majorité.

Monsieur le Maire : Ensuite avis de la Ville de Montpellier sur le PLUi climat. Qui est contre ? Madame MANTION, je pense que vous êtes contre. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui s'abstient, Avis favorable. Merci beaucoup.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 44 voix

Contre : 13 voix

Ont voté contre : M. Jacques DOMERGUE, Mme Alenka DOULAIN, M. Abdi EL KANDOUSSI, M. Mustapha MAJDOUL, Mme Coralie MANTION, Mme Isabelle MARSALA, M. Serge MARTIN, Mme Clothilde OLLIER, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL, Mme Célia SERRANO, Mme Joëlle URBANI, M. François VASQUEZ.

Abstentions : 7 voix

Se sont abstenus : M. Luc ALBERNHE, M. Serge GUISEPPIN, Mme Stéphanie JANNIN, M. Salim JAWHARI, Mme Patricia MIRALLES, M. Bernard TRAVIER, Mme Annie YAGUE.

49. Aménagement durable du territoire - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Port Marianne République - Agrément de candidature du groupement SPAG / BACOTEC pour le lot F2 - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 49, agrément sur la ZAC Port Marianne. Y a-t-il des questions auprès de Monsieur NISON ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 6 voix

Ont voté contre : Mme Alenka DOULAIN, Mme Coralie MANTION, Mme Clothilde OLLIER, Mme Catherine RIBOT, Mme Célia SERRANO, M. François VASQUEZ.

50. Aménagement durable du territoire - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Port Marianne République - Agrément de candidature des Nouveaux Constructeurs / TDS Promotion pour l'îlot I - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 50, Port Marianne République, agrément de candidature. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 6 voix

Ont voté contre : Mme Alenka DOULAIN, Mme Coralie MANTION, Mme Clothilde OLLIER, Mme Catherine RIBOT, Mme Célia SERRANO, M. François VASQUEZ.

51. Aménagement durable du territoire - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Port Marianne République - Agrément de candidature d'ACM Habitat pour le lot CAV-02B - Approbation

Mme S. JANNIN sort de séance.

Mme J. FRÊCHE quitte définitivement la séance en donnant pouvoir à M. M. ASLANIAN.

Mme C. GIMENEZ quitte définitivement la séance en donnant pouvoir à M. H. MARTIN.

Monsieur le Maire : Affaire 51, Port Marianne, agrément de candidature ACM Habitat.

Coralie MANTION : Je voudrais intervenir sur la 49 et 50. Donc on votera contre.

Monsieur le Maire : Ah.

Coralie MANTION : Eh bien oui, vous êtes vraiment allé trop vite.

Monsieur le Maire : Eh bien oui. Vous votez ? Alors, attendez.

Coralie MANTION : Contre les votes 49 et 50, mais je voudrais quand même prendre le temps d'expliquer pourquoi.

Monsieur le Maire : Allez-y.

Coralie MANTION : Merci. 2,6 millions de ménages sont aujourd'hui demandeurs d'un logement social en France, soit une augmentation de 24 % en cinq ans. La progression très forte de la demande d'HLM est un symptôme d'une politique du logement qui, depuis 2017, n'a jamais pris les options nécessaires pour répondre au besoin de logement de nos concitoyens, quel que soit leur revenu, dans tous les territoires. Baisse des APL, hausse de la TVA, suppression du prêt à taux zéro et de l'APL accession, sous-estimation permanente du besoin d'accompagnement des objectifs de rénovation énergétique dans le parc social, affaiblissement de la loi SRU, etc. : le logement social a été fortement déstabilisé. La France traverse une crise du logement social et des leviers sont possibles localement, en imposant aux promoteurs un fort taux de logements sociaux. À Montpellier, les demandes de logements sociaux sont passées de 26 000 en 2020 à 36 000 en 2023, et pourraient atteindre 40 000 en 2025. Ce constat impose donc un sursaut : il faut construire plus de logements sociaux.

Et dans ces attributions de la ZAC Port Marianne République, le compte n'y est pas. Par exemple sur le lot F2 attribué à SPAG, sur 43 logements, il y en a 109 en accession libre, 15 en BRS, bail réel solidaire, et 19 en locatifs sociaux, soit seulement 13 % de logements sociaux, sans d'ailleurs préciser si ce sont des logements très sociaux, PLAI ou PLUS pour les locataires en situation de grande précarité. Donc là encore, il y a les discours et il y a les faits. Nous voterons donc contre.

Monsieur le Maire : Bon, alors, donc vous voterez contre, on va reprendre pour vous, 49, 50, et 51 c'est du logement social, 100 % social, donc vous voterez pour. C'est bien. Parce que l'un des enjeux à Montpellier, c'est quand même l'équilibre. Et donc à Montpellier, c'est une grande fierté d'avoir plus de 25 % de logements sociaux, de ne pas faire partie de ces communes qui paient l'amende SRU, ou d'avoir des maires qui se vantent de payer l'amende SRU pour ne pas avoir de logement social. Donc à Montpellier, on fait 25 % de logements sociaux. D'ailleurs, on a mis en place une cotation d'attribution pour mettre plus de clarté. Parce que le logement social, c'est le plus grand effort de solidarité pour le pouvoir d'achat. À titre d'exemple, pour que tout le monde ait bien en tête l'ordre de grandeur, pour un T3 de 63 mètres carré, 911 euros. Dans le logement social, on tombe à 500 euros. C'est une aide de pouvoir d'achat à hauteur de 4 800 euros pour un ménage. Cet effort de solidarité, nous le portons dans la production des logements, et nous le portons pour faire en sorte qu'il y ait, pas des quartiers à 100 % de logements sociaux, mais qu'il y ait un tiers de logements sociaux pour tenir l'objectif des 25 %, un tiers d'accession aidée, et c'est le bail réel et solidaire, qui est en pleine progression, et c'est du logement, c'est du logement libre. Et donc c'est une façon de faire la ville.

Et là vous devriez plutôt saluer ce choix, parce que le bâtiment qui va être construit, il va y avoir à la fois du logement libre et du logement social pour assurer la mixité. C'est un petit peu, mais c'est d'ailleurs une fierté pour Montpellier, c'est la tradition qui a été posée par Georges FRÊCHE quand Antigone s'est fait, eh bien, il y a du logement social, il y a du logement libre, il y a de l'espace public, et ça crée du lien. Donc moi je note que vous votez contre la production de logement social et d'accession aidée par le bail réel et solidaire dans des logements libres. Je le note.

Mais moi je dis que si demain on fait la ville pour faire des quartiers où c'est 100 % de logements sociaux, on se donne rendez-vous dans quelques années, parce que ce seront des points de tension. Donc je vous invite à bien mesurer votre vote, et à bien dire la chose suivante : nous, on est tous très conscients, d'ailleurs, on est tous exposés, qu'on soit d'opposition, majorité, de gens qui sont dans des difficultés face au logement et à la nécessité d'avoir du logement social. Donc on va continuer à en produire. C'est pour ça que le PLUi climat, il prévoit aussi la production de logements, pour tenir cet objectif de solidarité territoriale.

Un programme, la 51, 100 % logement social. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Eddine ARIZTEGUI, M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Abdi EL KANDOUSSI, M. Mustapha MAJDOUL, Mme Radia TIKOUK.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

52. Aménagement durable du territoire - Vente à la SA3M des parcelles TP 50 et TP 93 sises 367 Rue de l'Agathois - Montpellier - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 52. Vente à la SA3M des parcelles TP 50, TP 93 sises 367 rue de l'Agathois. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clara GIMENEZ, M. Mustapha LAOUKIRI, M. Mustapha MAJDOUL, M. Hervé MARTIN, M. Manu REYNAUD, M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

53. Aménagement durable du territoire - Cession d'une propriété du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de la Ville de Montpellier - Foyer de travailleurs migrants - 1 rue de l'Agathois - Montpellier - Autorisation

Mme R. TIKOUK (avec le pouvoir de M. E. ARIZTEGUI) sort de séance.

Monsieur le Maire : Affaire 53, cession d'une propriété du CCAS à la Ville de Montpellier rue de l'Agathois. Madame YAGUE.

Annie YAGUE : Merci Monsieur le Maire. Sur cette affaire, j'ai deux remarques à faire. Il n'y a aucune indication de prix de vente qui est marquée dans la délibération. Or il y avait un projet immobilier qui avait été ébauché sur cette propriété, une estimation des domaines avait été faite. Il serait bon peut-être de compléter ces informations et savoir la cession, à quel prix va-t-elle se faire.

La deuxième remarque, ce n'est pas une remarque financière, même si les finances vont poser un problème aigu sur la Ville de Montpellier, et ça ne va pas aller en s'arrangeant. Je voudrais savoir : est-ce qu'il y a quelque chose de prévu pour le relogement des résidents du foyer du Bosquet ? Ce bâtiment accueille une population extrêmement fragilisée, notamment, comme vous le signalez, beaucoup de chibanis, âgés ou très âgés, qui sont très attachés à ce quartier, vraiment très attachés, et en incapacité de s'adapter ailleurs dans de bonnes conditions. Avant toute vente, il me semble important de faire preuve d'humanité envers ces personnes fragiles et de trouver les solutions de relogement de tous les résidents, avant de libérer les lieux. Ça me paraît essentiel. Si l'éducation de nos enfants est une priorité, puisque vous proposez de le mettre à disposition du CFA, le respect et le bien-être de nos anciens doivent l'être aussi.

Donc, Monsieur le Maire, si vous donnez une réponse qui nous convient, nous voterons pour cette délibération. Si les trous d'explication sont trop importants, nous nous abstiendrons. Merci.

Monsieur le Maire : Deux choses. D'abord, on autorise le CCAS à opérer la vente. C'est une vente qui se fera donc par le CCAS, au prix des domaines. Donc c'est pour ça que ça ne figure pas là dans la délibération. Mais il y a une évaluation. Premier point.

Et deuxième point, Madame YAGUE, bien sûr, il faut qu'on soit très attentifs aux personnes qui résident là. Il y a un travail très important qui est fait avec Adoma. D'abord, il y a eu l'inauguration, enfin la livraison de la résidence Père Soulas. Il y a un autre projet dans un autre quartier de la ville.

Et je peux vous dire, Madame YAGUE, que tous les travailleurs, pour avoir eu la chance de les rencontrer récemment, sont très mobilisés pour aider les résidents. Mais qu'au demeurant, et vous le savez, je crois, l'état de la résidence où vivent les chibanis laisse profondément à désirer. Et donc je pense que, voilà, il y a un travail évidemment d'accompagnement, mais on a tout intérêt à ne pas laisser en l'état la situation. Donc le suivi se fera. Donc soit, il y aura, il y a deux projets en cours, j'ai celui en tête, Père Soulas, et dans un autre espace de la ville, en tout cas à proximité des réseaux de transport. Voilà.

Je mets aux voix. Qui est contre ?

Intervention hors micro.

Cession, c'est le terme qu'on utilise d'habitude. On met cession. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui est contre ? Ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Abstentions : 6 voix

Se sont abstenus : M. Luc ALBERNHE, M. Serge GUISEPPIN, M. Salim JAWHARI, Mme Patricia MIRALLES, M. Bernard TRAVIER, Mme Annie YAGUE.

54. Aménagement durable du territoire - Création d'un relais petite enfance - Acquisition du volume 2 de la résidence Val de Croze parcelle PE 543, 27 Place de Chine à Montpellier - Approbation

Monsieur le Maire : Création d'un relais petite enfance, acquisition à la résidence Val de Croze, place de Chine, auprès d'ACM, moyennant un prix de 260 000 euros. C'est nous qui achetons. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Abdi EL KANDOUSSI, M. Mustapha MAJDOUL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

55. Aménagement durable du territoire - Acquisition d'une propriété agronaturelle - Avenue Saint Maurice de Sauret - Montpellier - Approbation

Mme S. JANNIN entre en séance.

Mme E. BRUN-MANDON sort de séance.

M. C. BOURDIN quitte définitivement la séance en donnant pouvoir à M. S. MANSOURIA.

M. S. GUISEPPIN quitte définitivement la séance en donnant pouvoir à M. S. JAWHARI.

Monsieur le Maire : 56. Acquisition d'une propriété agronaturelle avenue Saint-Maurice de Sauret pour 260 000 euros. Madame MASSART.

Marie MASSART : Cette délibération contribue au maintien des terres agricoles en ville, qui s'inscrit pleinement dans notre politique alimentaire et d'agriculture urbaine. On en a parlé déjà tout à l'heure. Depuis quatre ans, nous travaillons à préserver ces terres pour différents usages, mais toujours dans le même objectif, rendre accessible une alimentation de qualité au plus grand nombre, préserver notre santé, préserver la biodiversité et favoriser le lien social. Donc les choix ne sont pas encore faits précisément sur ces parcelles, mais on peut imaginer des destinations de terres agricoles dans tous les cas, mais soit à usage maraîcher ou à usage de jardins familiaux ou de jardins partagés, ou à usage mixte. Mais ces choix-là seront faits en concertation, mais dans tous les cas avec des pratiques agroécologiques sur ces terres-là.

Alors juste quelques mots de notre politique d'agriculture urbaine, avec ses différents choix qui pourront être faits, sur ce qu'on fait déjà actuellement et depuis quatre ans. Sur l'installation et le soutien des agriculteurs et les marchés de producteurs en ville, nous avons quelques agriculteurs sur la Ville de Montpellier, certes on ne pourra pas nourrir toute la ville avec les agriculteurs puisqu'il faudrait l'intégralité du département de l'Hérault pour nourrir la Métropole, mais c'est toujours très important de pouvoir maintenir ces terres. Nous soutenons et nous appuyons les agriculteurs, je pense à ceux du jardin du Lunaret par exemple ou d'autres agriculteurs. Nous soutenons les marchés de producteurs, comme celui d'Agropolis, des Aubes et d'Antigone, sur lesquels se trouvent certains producteurs de Montpellier. Nous travaillons au déploiement des agriparks, je pense à celui du Mas Nouguier ou celui des Bouisses, qui est en construction, enfin pas en construction, mais en aménagement pour de l'agriculture urbaine. Nous travaillons à la structuration des filières locales, notamment pour alimenter les cantines. Et peut-être pour la petite anecdote, il faut savoir que cet été, pour la première fois, les enfants des cantines de Montpellier ont mangé des tomates bio de Montpellier, de la ferme de la Condamine. C'est la première fois. Donc voilà, c'est un début, mais on continue dans cette dynamique-là. Et bientôt des lentilles et des pois chiches de Villeneuve-lès-Maguelone, bio bien sûr, dans le cadre du projet FIBANI porté par la Métropole de Montpellier. Et tout ceci concourt à rendre accessible une agriculture bio et de proximité aux habitants.

Un petit mot très rapide sur les jardins partagés et les jardins familiaux. Donc actuellement, nous avons 34 jardins partagés, avec des projets à venir comme à Port Marianne, dans le quartier Saint-Martin et la cité Paul Valéry. Et nous avons près de 300 parcelles de jardins familiaux, et avec des projets à venir également, notamment à Grammont.

Donc voilà, cette délibération nous permet de bénéficier de nouveaux espaces pour une agriculture avec des pratiques agroécologiques pour les habitants, pour notre santé et pour préserver la biodiversité. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup Madame MASSART, à la fois pour tout le travail, et puis d'avoir pointé cette délibération. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

56. Aménagement durable du territoire - Acquisition d'un bien sans maître - Parcelle cadastrée HX 148, Place du 8-mai-1945 à Montpellier - Renonciation à l'incorporation au profit de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation

Mme P. MIRALLES sort de séance.

Monsieur le Maire : Bien sans maître, place du 8 Mai. C'est là où il y a le chantier du tramway, et il y avait l'ancienne voie qui montait sur l'avenue de la Liberté. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

57. Aménagement durable du territoire - Parc d'Activités Euromédecine - Quartier Hôpitaux Facultés - Zone de Laboratoires et d'Activités Diversifiées (ZOLAD) - Abrogation du cahier des charges - Approbation

Mme R. TIKOUK (avec le pouvoir de M. E. ARIZTEGUI) entre en séance.

Monsieur le Maire : Affaire 57, parc Euromédecine, ZOLAD, abrogation du cahier des charges. Il est caduc. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

58. Aménagement durable du territoire - Programme EduRénov de la Caisse des Dépôts et Consignations - Adhésion - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Programme EduRénov de la Caisse des dépôts et consignations, adhésion. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Dans la série, cinq grosses études sur la rénovation thermique avec le budget. Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

59. Ressources - Mise à disposition d'un conseiller en énergies/économe de flux - Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et le Syndicat Mixte Hérault Énergies (SMHE) - Approbation - Autorisation de signature

Mme E. BRUN-MANDON entre en séance.

M. Y. NOSBE sort de séance.

Monsieur le Maire : Affaire 59. Mise à disposition d'un conseiller en énergies, économie de flux, convention de partenariat entre la Ville et le Syndicat mixte Hérault énergies. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

60. Services à la population et cohésion sociale - Fourrière Automobile - Contrat de Délégation de Service Public entre la Ville de Montpellier et la Société Publique Locale TaM - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Fourrière automobile, contrat de DSP entre la Ville de Montpellier et TaM. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Sébastien COTE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, Mme Clara GIMENEZ, M. Mustapha LAOUKIRI, M. Mustapha MAJDOUL, Mme Marie MASSART, M. Laurent NISON, M. Manu REYNAUD.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

61. Services à la population et cohésion sociale - Vidéoprotection - Maintenance des installations de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole - Convention de groupement de commandes - Approbation - Autorisation de signature

M. Y. NOSBE entre en séance.

Monsieur le Maire : 61, vidéoprotection, maintenance des installations de la Ville de Montpellier et de la Métropole, convention de groupement de commandes. Excusez-moi, je vais vite, vous souhaitez prendre la parole sur le groupement de commandes. Allez-y.

Alenka DOULAIN : Depuis le début de ce mandat, on intervient avec le groupe MUPES sur ces dispositifs de vidéosurveillance. Donc là, c'est la question du groupement de commandes. Mais de manière générale, depuis le début du mandat, on demande à ce qu'il y ait un dispositif d'évaluation sur la vidéosurveillance. On y injecte aujourd'hui, enfin, vous y injectez des millions d'euros, sur un dispositif très coûteux, sans en évaluer l'impact réel sur la sécurité des Montpelliérains. À un moment où justement on va devoir faire des arbitrages budgétaires responsables, est-ce que cet argent n'aurait pas été utilisé mieux ailleurs ? C'est tout l'objet que pourrait nous permettre de résoudre et de comprendre une évaluation solide sur le sujet. On aurait pu imaginer par exemple de financer un commissariat de proximité mixte à Saint-Martin, ou encore un poste de police mobile à Figuerolles, place du Lavoir, qui est surtout un quartier connu pour être, avec des seringues à hauteur d'enfants. Donc voilà des exemples concrets d'allocation de budget aujourd'hui qui sont faits. À quel moment vous allez enfin déclencher une évaluation de ce dispositif, qui permettra à tous les élus de statuer sur ces sujets de manière convenable dans cette Assemblée ?

Monsieur le Maire : Merci Madame. Bon, je sais que vous êtes hostile à la vidéosurveillance, qui est votre droit. Ce que nous allons communiquer, parce que nous rendons publics ces chiffres-là, c'est le nombre de réquisitions de Monsieur le Procureur de la République quand il constate des infractions à partir de la vidéosurveillance, et qui permet ensuite de faire le travail d'enquête et d'élucidation. Je vais prendre un exemple. Il s'est passé un événement terrible à Paul Valéry. Le Procureur de la République a demandé pour l'enquête de pouvoir récupérer les bandes et, on espère, pouvoir, que l'auteur, le criminel, puisse être interpellé. Donc on rendra publics ces chiffres et il n'y a pas de souci.

Je connais votre hostilité.

Quant à la place du Lavoir, permettez-moi de faire un petit point. On va réaménager l'école, qui a fait l'objet d'un travail de concertation, de protection des arbres, donc ça prend un tout petit peu plus de temps, mais ça va nous permettre aussi de reconquérir l'espace public, dans cet endroit où les choses sont difficiles. Si les gens qui sont en situation d'addiction, font l'objet d'un suivi grâce au CAARUD notamment, bon, le commerce de la cocaïne crée une ambiance compliquée. Voilà.

Donc je mets aux voix. Madame DOULAIN, vous votez contre le groupement de commandes ? Donc qui est contre ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 6 voix

Ont voté contre : Mme Alenka DOULAIN, Mme Coralie MANTION, Mme Clothilde OLLIER, Mme Catherine RIBOT, Mme Célia SERRANO, M. François VASQUEZ.

**62. Services à la population et cohésion sociale - Vidéoprotection - Renvoi d'images -
Convention entre la Ville de Montpellier et le Service Départemental d'Incendie et de
Secours de l'Hérault (SDIS 34) - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur le Maire : 62, vidéoprotection, renvoi d'images, convention entre la Ville de Montpellier et le SDIS. Là c'est pour la défense incendie. Qui est contre ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

**63. Services à la population et cohésion sociale - Police Municipale - Brigade Motocycliste -
Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et Anticipation Sécurité
Perfectionnement Protection Regroupement (ASPPR) Formation - Approbation -
Autorisation de signature**

M. J-D. DELAVEAU sort de séance.

Monsieur le Maire : Affaire 63, convention de partenariat entre la Ville et le service de protection et de perfectionnement, formation routière, pour notre brigade motocycliste de la police municipale, dont je salue l'action. Y a-t-il des questions auprès de Monsieur COTE ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

64. Services à la population et cohésion sociale - Recensement de la population 2025 - Création de postes d'agents recenseurs - Rémunération - Approbation

Monsieur le Maire : Recensement de la population, création de postes d'agents recenseurs. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 2 voix

Ont voté contre : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

65. Ressources - Modification du tableau des emplois et des effectifs - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 65, modification du tableau des effectifs. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Treize créations, vingt-trois transformations, huit mises en conformité, ce qui permet à des agents d'évoluer dans le grade. Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 44 voix

Abstentions : 18 voix

Se sont abstenus : M. Luc ALBERNHE, M. Jacques DOMERGUE, Mme Alenka DOULAIN, M. Abdi EL KANDOUSSI, M. Serge GUISEPPIN, Mme Stéphanie JANNIN, M. Salim JAWHARI, M. Mustapha MAJDOUL, Mme Coralie MANTION, Mme Isabelle MARSALA, Mme Clothilde OLLIER, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL, Mme Célia SERRANO, M. Bernard TRAVIER, Mme Joëlle URBANI, M. François VASQUEZ, Mme Annie YAGUE.

66. Ressources - Modification du tableau des emplois et des effectifs - Recours au dispositif apprentis - Approbation

Monsieur le Maire : Modification du tableau des emplois, des effectifs, recours au dispositif d'apprentissage. Vous aviez posé une question, Madame SERRANO. Même réponse. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

67. Ressources - Achat de formations - Convention de groupement de commandes permanent entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Convention de groupement entre la Ville de Montpellier et la Métropole, achat de formations pour nos agents. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

68. Ressources - Achat et maintenance de défibrillateurs - Convention constitutive d'un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 68, achat de maintenance de défibrillateurs, convention de groupement entre la Ville et la Métropole. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée. Chaque fois qu'on fait des groupements de commandes, on fait des économies.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

69. Ressources - Reprise et affectation du résultat de l'exercice 2023 - Budget de la Ville de Montpellier - Adoption

Mme. P. MIRALLES et M. J-D. DELAVEAU entrent en séance.

M. C. ASSAF quitte définitivement la séance en donnant pouvoir M. S. COTE.

M. F. VASQUEZ quitte définitivement la séance en donnant pouvoir Mme C. SERRANO.

Monsieur le Maire : Affaire 69, reprise et affectation du budget de l'exercice 2023, budget supplémentaire 2024 et, 71, APCP, et le fonds de concours à la Métropole en ACI, et admissions en non-valeur. Je propose à Monsieur ASLANIAN, de lui donner la parole, pour qu'il présente l'ensemble de ces affaires. Et ensuite, j'imagine, Monsieur EL KANDOUSSI a manifesté son souhait de prendre la parole. On peut regrouper les affaires ? Ça vous va ? OK. Allez. Monsieur ASLANIAN.

Michel ASLANIAN : Merci Monsieur le Maire. Alors pour l'affaire, c'est très simple, il suffit de décider de l'affectation de l'excédent de la section de fonctionnement, que nous avons constaté à la clôture de l'exercice 2023. Pour notre budget, nous proposons d'affecter à la section d'investissement, un montant de 56 117 790,09 euros, et à la section de fonctionnement, un montant de 5 811 991,58 euros.

Je vais vous présenter les grands équilibres du budget 2024, budget supplémentaire. Nous avons 76 millions d'euros qui correspondent à des reports et des affectations de résultats, 25 millions d'euros d'évolution de crédits et 18 millions d'euros de dépenses d'ordre. Alors, c'est toujours un peu technique. Les rapports sont un peu abscons à lire, mais on va essayer de simplifier les choses. Le budget supplémentaire 2024 s'élève à un total de 119 millions d'euros : 8 millions d'euros en fonctionnement et 111 millions d'euros en investissement. Ces crédits viennent s'ajouter aux 772 millions d'euros de crédits ouverts au titre du budget primitif 2024, que nous avons voté. Et donc le budget principal s'élève à un total de 891 millions d'euros.

Alors, les grands équilibres du budget. Donc, on l'a vu, le budget primitif, 772, le budget supplémentaire, 119, et le budget total, 891. Nous venons de le voir.

Un petit focus sur la chaîne de l'épargne, c'est important. Au BP 2024, les recettes de fonctionnement étaient à 416 millions d'euros, elles passent à 417, les dépenses de fonctionnement étaient à 388, elles passent à 379, ce qui fait que nous avons une épargne brute qui passe de 32,6 à 37,5. Nous avons un remboursement du capital de la dette qui passe de 19,7 millions à 20 millions d'euros, et donc nous avons une épargne nette qui passe de 12,9 à 17,5 millions d'euros.

En ce qui concerne la section de fonctionnement, voici les nouvelles inscriptions inscrites. Nous avons en recettes de fonctionnement 6 millions 600 000 euros, qui se décomposent en 1 million de produits et services, moins 2,3 millions d'euros sur la fiscalité, ce sont les fameux droits de mutation, et 1,2 million d'euros de dotations et participations, c'est les subventions versées par la CAF. Au niveau des dépenses de fonctionnement, moins 4,3 millions d'euros. Les principales évolutions : moins 8 millions, moins 800 000 de charges courantes, qui sont liées à nos efforts de gestion, et moins 2,3 millions d'euros de dégrèvements de fiscalité qui correspondent au fameux GMBI dont nous avons parlé.

Au niveau de sections d'investissement, nouvelles inscriptions. Nous avons donc 119 millions d'euros en recettes d'investissement, qui se décomposent de la façon suivante : 3 millions d'euros en dotation, 6 millions d'euros en emprunts supplémentaires, 23 millions d'euros de réimputations comptables équilibrées en dépenses et en recettes, c'est lié au travail de la qualité comptable dans le cadre de notre certification des comptes, c'est équilibré, vous le retrouverez dans les dépenses, et moins 11 millions d'euros de décalage de recettes.

En ce qui concerne les dépenses d'investissement, plus 29 millions d'euros : les fameux 23 millions d'euros de réimputation dont on a parlé, 12 millions d'euros de fonds de concours Métropole, c'est l'avancement des travaux de la ligne 5 et de Grand Cœur, de Cœur de ville, et moins 6 millions d'euros suivant l'avancement des projets.

Au niveau de l'impact sur le budget 2024 : les dépenses totales d'équipement sont portées à 251 millions d'euros. Donc voici le détail : 202 millions d'euros au BP 2024, le report de 2023 sur 2024, 20,6, les ajustements de crédits que l'on vient de voir, 29, ce qui fait un total de crédits d'équipement pour 2024 de 251,6 millions d'euros.

Monsieur le Maire, il faudra voter sur ces dépenses de fonctionnement, c'est-à-dire 8 419 036,58 euros, et en investissement, 110 779 895,95 euros.

Vous voulez que je passe aux AP ?

Monsieur le Maire : Monsieur EL KANDOSSI ? C'est le BS. Monsieur le Président de la Commission Ressources ? Monsieur EL KANDOSSI, JAWHARI, Madame DOULAIN, Monsieur VASQUEZ et Monsieur PATERNOT. Allez. Monsieur EL KANDOSSI.

Abdi EL KANDOSSI : Monsieur le Maire, chers collègues. Sur cette affaire concernant le budget supplémentaire de la Ville de Montpellier, une affaire très révélatrice de la gestion désastreuse de la Ville et des finances. Les finances, c'est l'argent des Montpelliéraines et des Montpelliérains, je me limiterai sur le ratio dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital sur les recettes réelles de fonctionnement. Il atteint 98,5 %, comme à la Métropole, qui est dans le rouge. Je me répète, ce ratio doit, et c'est la loi, impérativement être inférieure à 100 %, sinon c'est la mise sous tutelle. Vous vous rapprochez dangereusement du gouffre. Au-delà, vous serez contraints d'augmenter sensiblement les impôts du foncier bâti, impôts qui augmentent déjà, et depuis quatre ans les Montpelliérains s'en rendent bien compte, surtout ces derniers jours. La Ville semblait protégée de cette ligne rouge de l'endettement excessif. Quelle ne fut pas notre surprise de voir que le taux d'endettement de la Ville est le même qu'à la Métropole, c'est-à-dire 98,5%. L'endettement est passé de 3,5 années d'endettement en 2020 à 12 années cette année. La dette a été multipliée par quatre en quatre ans.

Alors pourquoi la Ville a rattrapé la Métropole ? Pourquoi l'endettement de la Ville a rattrapé celui de la Métropole ? Eh bien, vous avez réalisé deux dotations exceptionnelles non obligatoires de 6,4 millions d'euros. Vous avez appelé ça du rattrapage. Moi j'appelle ça sauver la Métropole et les finances de la Métropole. Une première dotation de 4 122 000 euros, et une seconde sur laquelle nous nous sommes abstenus tout à l'heure de 2 343 000 euros. C'était l'affaire n° 25. Tout ceci pour limiter la casse à la Métropole et s'éloigner artificiellement des 100 %.

100 %, c'est la correctionnelle, Monsieur le Maire. Aujourd'hui, les deux collectivités que vous présidez, Ville et Métropole, frôlent la correctionnelle avec un taux d'endettement de 98,5 %. Ce sont les Montpelliérains, avec ces dotations, qui paient la fragilité des finances de la Métropole. Comment peut-on vous accorder le moindre crédit lorsqu'on voit l'état des finances de la Ville ? On est loin d'une gestion saine et rigoureuse.

Pour toutes ces raisons, Monsieur le Maire, et au vu de votre gestion calamiteuse, nous voterons contre cette affaire.

Monsieur le Maire : Comme depuis le début du mandat. Monsieur JAWHARI.

Salim JAWHARI : Monsieur le Maire, mes chers collègues. Nous nous apprêtons à ajuster notre budget 2024 avec la prise en compte d'éléments sur lesquels nous vous avons alertés. Lors de notre débat d'orientations budgétaires, nous vous avons demandé de bien vouloir prendre en compte la chute drastique des droits de mutation, suite à la crise qui touche le secteur immobilier, et qui impacte la Ville, même si ça impacte la Ville à moindre échelle que le Département, mais quand même, 7 millions d'euros par rapport aux années précédentes, et 2,3 millions d'euros par rapport à juste ce qu'on a voté au niveau du budget. Les taux d'intérêt, quant à eux, n'ont pas connu la baisse espérée non plus. Pour rappel, nous avons connu une augmentation de 53 % de la charge d'intérêt d'emprunt entre les deux budgets. Entre 2023 et 2024, ça a fait un bond de 53 %. Mais quand même, nous avons budgétisé 500 000 euros d'intérêts d'emprunt en plus sur le budget supplémentaire. Et je fais une parenthèse, 4 millions d'euros de plus d'intérêts d'emprunt supplémentaires au niveau de la Métropole.

Alors, que fait-on en parallèle ? Nous empruntons quand même 6 millions d'euros de plus pour alourdir les charges de fonctionnement, sachant que les recettes ont du mal à suivre. Vous renflouez les caisses de la Métropole avec les 2,3 millions d'euros qu'on a évoqués dans l'affaire précédente., sous couvert des AC de compensation. Les Montpelliérains ont découvert avec surprise l'augmentation de la taxe foncière. Nous vous avons demandé, lors du vote du budget, de neutraliser la hausse de la base taxable décidée par l'État, pour ne pas impacter le portefeuille des Montpelliérains. Mais qu'avez-vous fait ? Une augmentation de la taxe d'ordures ménagères et la taxe GEMAPI.

Monsieur le Maire, nous vous invitons à mettre en place en urgence une stratégie de maîtrise de la dépense et de la dette, à revoir la voilure des projets qui sont en plein dérapage financier, d'arrêter une politique de préemption à tout va, sans vision globale, sous couvert d'une fausse mixité commerciale. Et surtout, on vous demande de vous sevrer de votre addiction au poison lent de la dette.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup Monsieur JAWHARI. Monsieur VASQUEZ, puis Monsieur PATERNOT.

François VASQUEZ : Bonjour Président, chers collègues. J'ai entendu en ce début de mandat beaucoup d'autodistribution de satisfecit, sur les politiques d'universalité des droits qui augmenteraient le pouvoir d'achat des Montpelliérains. Je tiens à rappeler que la TEOM a été augmentée, va être augmentée, deux fois déjà pendant ce mandat, alors qu'elle ne l'avait pas été pendant huit ans, presque huit ans, dix ans auparavant. Je voudrais rappeler que cette TEOM concerne les familles modestes, qui n'en sont pas exemptées. On oublie trop souvent et on répète sans cesse, et vous répétez sans cesse que vous n'augmentez pas la fiscalité locale. Mais qu'est-ce que la TEOM ?

D'après vous, tout serait conjoncturel, rien de votre fait, rien de vos choix politiques. Pourtant, on ne peut pas dire que la TEOM soit augmentée innocemment. J'étais pendant quatre ans le Vice-Président en charge de cette politique, et je rappelle que j'ai fait voter une stratégie zéro déchet de 100 mesures qui évitait toute augmentation de la TEOM, en baissant drastiquement les tonnages, par une politique volontariste. Elle n'a pas été mise en place, au contraire, tout occupé que vous étiez par le grand barnum de la gratuité du tram. On envisage un incinérateur à plastique funeste, qui nécessite, pour être fonctionnel, toujours plus de déchets. La TEOM augmentera encore.

Nous n'avons pas épuisé nos craintes en matière budgétaire. Vous entendez les alertes budgétaires, celles sur le surendettement. Doit-on fermer les piscines, les médiathèques, annuler les événements culturels, sportifs, augmenter toujours nos impôts, la TEOM notamment, annexer la taxe foncière ? Quand vous vous représentez tout cela, dites-vous que vous n'avez encore rien vu. Car ce qui représente un des budgets les plus importants pour les collectivités, c'est la collecte et le traitement des déchets. Le choc des déchets arrive et avec une violence toute particulière pour la Ville de Montpellier et sa Métropole. La hausse de la TEOM, qui pèse donc surtout sur les plus modestes, sert à financer ces traitements des déchets. Mais ce sera un pansement sur une jambe de bois. L'argent manquera toujours pour financer la politique catastrophique que vous faites, Monsieur le Maire, porter à la Ville et à la Métropole de Montpellier.

Nous sommes à l'aube des échecs. J'é mets ici à nouveau une alerte. 2025, c'est le bord du gouffre, et une décision inconsidérée et délétère sur les déchets sera entérinée par vous, Maire de Montpellier, avant l'été, pour nous y plonger durablement.

Monsieur le Maire : Merci Monsieur VASQUEZ. Madame DOULAIN et puis Monsieur PATERNOT.

Alenka DOULAIN : Nous discutons aujourd'hui des ajustements budgétaires pour 2024 avec ce budget supplémentaire, et au-delà des chiffres, il est effectivement essentiel de questionner la capacité de votre majorité à gérer le budget de cette Ville. Nous statuons aujourd'hui sur ces choix budgétaires, dans un contexte d'austérité imposé par le gouvernement à toutes les collectivités locales, des coupes budgétaires annoncées par le gouvernement à hauteur de 5 milliards, dont 3 milliards censés être portés par les collectivités, les grandes collectivités comme la nôtre. À Montpellier, on parle déjà de 13,6 millions, 7 millions pour la Ville. Ceci dit, ce n'est pas nouveau, Monsieur le Maire. Cela l'a été bien avant Monsieur BARNIER, sous François HOLLANDE qui, alors qu'il mettait en place le CICE, imposait aux collectivités aussi de grosses restrictions.

Au-delà donc de cette saignée injuste, nous ne devons pas oublier la responsabilité de votre majorité dans la situation actuelle. Depuis le début du mandat, votre gestion financière de notre Ville s'est révélée problématique. L'accumulation de dépenses mal contrôlées et d'investissements sans priorisation nous amène aujourd'hui à cette situation.

Monsieur le Maire, vous évoquez dans la presse des fermetures potentielles de bibliothèques, de piscines. Mais posez-vous bien la question, votre majorité, qu'a-t-elle fait pour limiter la situation ? Comment en sommes-nous arrivés là ? Ce n'est pas uniquement à cause des décisions du gouvernement, mais également à cause d'une gestion locale défailante qui n'a pas su anticiper les difficultés financières, et nous sommes intervenus à plusieurs reprises depuis le début du mandat sur ces sujets. Alors que la majorité municipale a engagé des millions d'euros sur des projets dont la pertinence peut être questionnée, nous devons maintenant en payer les conséquences. Et vous agitez vous-même depuis tout à l'heure, depuis ce matin, le drapeau. On voit que les ficelles sont grosses, Monsieur le Maire.

Premièrement, vous vous êtes par ailleurs privé de nombreuses nouvelles recettes qui auraient pu avoir lieu. Je suis déjà intervenue à moult reprises sur le sujet, mais un véritable plan solaire massif en début de mandat aurait pu générer des recettes utiles à notre collectivité.

Deuxièmement, on entend souvent dire que le problème serait que votre majorité dépense trop. Elle dépense surtout mal. C'est l'absence de priorisations. Vous avez aujourd'hui priorisé sur des dépenses dans le centre-ville, sur des dépenses de coups de com', sur des dépenses néfastes à l'environnement comme des millions d'euros engloutis en des projets inutiles et climaticides, et puis des augmentations de taxes injustes comme celle de la taxe sur les ordures ménagères. Mal dépenser : c'est ça le problème. Je le répéterai tant qu'il le faudra, les bonnes dépenses d'aujourd'hui sont les recettes ou les économies de demain.

Troisièmement, dans votre capacité de gestion, prenons un exemple concret, les retenues sur salaire qui ont été faites sur le dos de nos agents en cas d'arrêt maladie, soi-disant pour lutter contre l'absentéisme. À l'époque, Monsieur ASLANIAN était intervenu pour dire « mais il y aura 37 millions d'économies ». Aujourd'hui, force est de constater, et il n'y a pas beaucoup de personnes dans cet hémicycle qui ont lutté contre ces politiques de punition collective, que ça n'a pas fonctionné, et ça pose la question de vos erreurs de gestion.

D'ailleurs, Monsieur ASLANIAN, vous êtes issu du MoDem, vous pourriez très bien siéger dans ce pseudo-nouveau groupe d'opposition qui, rappelons-le, se sont pour la plupart abstenus lors des différents budgets précédents. Quelle belle opposition. Finalement, Monsieur le Maire, ce que vous voulez, c'est choisir l'opposition qui vous convient le mieux. Ceci est une extension du système PS montpelliérain.

Donc aujourd'hui, au nom du groupe MUPES, je pose à nouveau ma candidature pour la présidence de la Commission Ressources. Les années qui arrivent vont nécessiter un contrôle, des actions de contrôle sur le budget, qui doivent revenir à l'opposition dans cette Ville. C'est ainsi que fonctionnent la plupart des hémicycles sous la V^{ème} République. Il n'y a pas de raison que la présidence de la Commission Ressource ne revienne pas à une véritable opposition, qui va faire le travail de contrôle qui aujourd'hui est nécessaire. Ça fait maintenant quatre ans que vous êtes en place. Vous avez d'abord donné la présidence de la Commission des finances à Monsieur LÉVITA, ensuite à Monsieur JAWHARI. Je crois qu'il convient aujourd'hui de la donner à la seule réelle force d'opposition, qui fera ce travail de contrôle. Les oppositions de pacotille que vous choisissiez...

Monsieur le Maire : Allez-y, Madame DOULAIN, terminez s'il vous plaît. S'il vous plaît, terminez, dans le calme.

Alenka DOULAIN : Je crois que, voilà, face aux défis qui sont les nôtres, il nous faut être clairs. Je réitère notre demande, et je demande une position claire de votre majorité sur ce sujet. Sinon vous donnerez l'impression de choisir une opposition qui vous arrange bien, qui ne fait pas vraiment le travail de contrôle qui aujourd'hui est nécessaire.

Monsieur le Maire : Merci Madame DOULAIN. Monsieur PATERNOT, puis je vais apporter quelques éléments de réponse sur le débat.

Bruno PATERNOT : Monsieur le Maire, chers collègues. Je profite de la mise à l'ordre du jour du budget supplémentaire pour aussi m'adresser à notre Premier Ministre et à tous nos députés qui sont en ce moment en train de parler d'un vote du budget, puisque celui-ci va très fortement nous impacter. Ce que je retiens en tout cas du dernier vote des législatives, c'est que le peuple français nous demande plus de service public, plus de protection pour les personnes au quotidien. Et voici que nous avons un Premier Ministre qui nous donne une réduction sans précédent, un coup de massue funeste et massif.

Monsieur BARNIER, vous qui avez traversé les Trente Glorieuses, peut-être avez-vous vu dans ce moment-là l'investissement massif qu'il y a pu avoir sur le téléphone, les PTT, l'électricité, le soin, l'éducation, ce que l'on a pu d'ailleurs retrouver ensuite dans les différentes œuvres d'art, de Jacques TATI à Dany BOON. La vision du facteur des Trente Glorieuses nous montre avant tout quelqu'un qui, en plus de son travail, se retrouve à aider les gens, se retrouve à apporter du soin, se retrouve à être présent au quotidien, et ce qui est aujourd'hui, se contrecarre totalement avec la vision de l'auto-entreprise que nous pouvons avoir, et la violence au travail qui peut se passer à l'intérieur de la Poste. Vous avez en plus de ça refourgué des missions aux différentes collectivités, et maintenant vous réduisez la voilure.

Julie GERVAIS et Claire LEMERCIER, enseignantes à la Sorbonne et au CNRS, parlent des cinq façons de détruire un service public et des cinq actes qu'il faut faire : discrédit, saucissonnage, faillite, inversion de la culpabilité, mise en concurrence. Discrédit en disant que les fonctionnaires ne font rien, saucissonnage en découpant tout et en refourguant les différentes missions. Nous en sommes maintenant à la troisième, la faillite. Puis il y aura l'inversion de la culpabilité, ce sera de la faute des collectivités si nous n'y arrivons pas, pour enfin aller vers une mise en concurrence libre et non faussée de ces services en les privatisant.

Aujourd'hui, on réduit, ce qui fait que nous en sommes à devoir absolument protéger cette demande de service public auprès de la petite enfance, créer des îlots de fraîcheur dans toutes les maisons pour tous, faire en sorte que la vie soit moins rude pour nos compatriotes, et le faire quasiment seul. Et ce qui va nous interroger dans les années à venir, ce sont non pas les compétences obligatoires que l'on va bien devoir faire, mais aussi les compétences partagées, compétences partagées que la loi NOTRe définit comme l'égalité femme-homme, la culture, le sport, les langues régionales et l'éducation populaire. Alors sur les cinq, moi, il y en a quatre auxquelles je ne prends pas part au vote à l'intérieur de cet hémicycle, parce que mon engagement personnel au quotidien auprès des associations, mon engagement professionnel, m'imposent, voilà, de ne pas prendre part au vote, mais c'est un investissement que je vais avoir de façon très importante. Ces compétences partagées sont clairement des valeurs de gauche, et aujourd'hui ce sont clairement des valeurs sacrifiées par l'État que nous allons nous enquérir à préserver encore, au maximum, sans pour autant renier sur notamment ce qui pour nous reste un endroit de garantie de l'écologie, que ce soit le bien-être animal, la réduction des plastiques, la réduction du gazoil par exemple, que nous allons continuer, comme nous en sommes lancés depuis maintenant quatre ans. Merci.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup Monsieur PATERNOT. Merci à chacun d'entre vous de cette discussion. Je viendrai sur la question de forme qui est posée. Mais prenons la question de fond.

Le contexte budgétaire au niveau national se complexifie de manière dramatique. La dette de la France est passée de 4 points de PIB à 6 points de PIB. D'ailleurs, le Parlement vient de voter une commission d'enquête parlementaire. Et on nous demande des efforts sans précédent à accomplir pour les collectivités. Ça arrive dans un contexte où les collectivités sont mises à dure épreuve, parce que les taux d'intérêt sont repartis à la hausse du fait de l'événement du 24 février 2022, l'explosion de l'inflation liée au choc énergétique. Et les collectivités, et je l'ai toujours dit, ont deux nuages sur elles : l'inflation et le prix de l'énergie. Et partout en France, ce débat a lieu, dans tous les conseils municipaux, toutes les intercommunalités, tous les conseils départementaux, tous les conseils régionaux. Et donc c'est ce choc-là que nous devons affronter. Se rajoutent les demandes de participer à l'effort de réduction des comptes publics, dont la responsabilité devra être établie.

Alors, nous, où en sommes-nous ? D'abord, Monsieur EL KANDOUSSI, je vous entends avec plaisir faire la même intervention à peu près au même moment de l'année. Oui, nous, on fait le tramway. On fait la ligne 5 de tramway. On fait l'extension de la ligne 1. Ça aurait été fait sous votre mandat – je ne veux pas me défausser, mais quand même – le coût aurait été de 350 millions ; il est de 420 millions d'euros. La ligne 1, 40 millions, 60 millions, parce que les choses se sont renchériées. Donc ces investissements, il faut les faire. Et oui, ces investissements, c'est une dette qui est saine, parce qu'elle va être portée. C'est un investissement pour les générations qui viennent pour tenir les objectifs, les objectifs de pouvoir d'achat, de qualité de vie, d'alternatives aux mobilités décarbonées.

Je prends un autre exemple, la rénovation urbaine. Moi, je suis allé plaider le dossier de Montpellier sur l'ANRU. On en parlait depuis 2012. La Directrice de l'ANRU, Madame MIALOT, me disait « mais ça n'avance pas ». Eh bien, on s'y est mis, et c'est le deuxième poste budgétaire, les écoles, la lutte contre les marchands de sommeil, les démolitions-reconstructions. On a obtenu une rallonge de 20 millions d'euros. On est aidés pour cela. Mais pour avoir des aides, il faut pouvoir aligner des projets et des crédits. Je veux remercier ici publiquement Madame MIRALLÈS sur un dossier : la caserne de Lauwe, 220 000 euros. Et est venue dans sa fonction passée en soutien avec un apport, et je veux le dire parce que c'était déjà difficile, un apport de 70 000 euros. La Présidente de Région, elle nous accompagne sur un certain nombre de projets.

Je vous entends, Madame DOULAIN, au budget nous dire, il faut investir plus, je vais y venir au solaire, rassurez-vous. Donc l'investissement dans les infrastructures de transport, dans le réseau cyclable, dans la rénovation urbaine, dans la construction des écoles. Madame SERRANO nous faisait une démonstration très juste sur la situation de Schoelcher. Ce sont ces choix que nous portons. Des investissements qui d'ailleurs porteront leurs fruits pour réduire nos factures d'énergie, pour améliorer le confort des agents, des investissements qui s'inscrivent dans la stratégie dite de verdissement. Donc nous les portons, nous les assumons. Certains d'ailleurs sont différés. C'est vrai, à la Métropole, les bustrams sont différés. Je viens de le dire sur le ravalement de façade de l'Opéra Comédie. Différés, pour maîtriser nos investissements. Et parfois, certaines personnes viennent dire, il faudrait faire ci, il faudrait faire ça. Eh bien non, nous ne le pouvons pas, parce que ça génère des coûts.

Monsieur JAWHARI, vous mettez en cause notre politique de préemption commerciale. Mais vous voulez que je vous raconte ? Je vais vous le raconter, parce que oui, nous mettons de l'argent là-dessus. Pourquoi nous le faisons, rue de Las Sorbes ? Vous savez, tous ces garages qui sont devenus des commerces, qui créent de l'insécurité, qui créent de l'attention, on rachète, on préempte, c'est une DUP qui est en cours. Alors il y a des Montpelliérains et des Montpelliéraines qui viennent me voir et qui disent, Monsieur le Maire, il faudrait faire ça rue Maréchal Leclerc, il faudrait faire ça à Eurydice, il faudrait faire ça dans beaucoup d'endroits de la ville. Et je suis là et je leur dis, eh bien non, on va d'abord faire rue de Las Sorbes, et après on s'attaquera à Eurydice, et puis après à Maréchal Leclerc.

Vous voyez, on le fait. C'est vrai que ça, ça pèse sur nos finances. Et honnêtement, si nous avions un député ou une députée prête à faire bouger la réglementation sur l'installation du commerce, nous pourrions éviter ce type d'endroit qui pose des problèmes et qui coûte cher ensuite.

Intervention hors micro d'un élu.

Pardon ? Non, non, mais attendez. La précédente majorité, ce n'était pas son sujet.

Et donc, on porte, là, parce que sinon, les gens, qu'est-ce qu'ils nous demandent ? Ils nous demandent la présence de la police, c'est des heures sup, la nuit, où elle est moins ailleurs. Donc voilà pourquoi nous faisons ce choix. Et puis nous rattrapons des retards sur le territoire. Eh bien, oui, c'est sûr que l'affaire des déchets, la fermeture de Castries et qu'on soit la seule Métropole à devoir supporter le coût de l'export, ça, ce n'est pas agréable à suivre. Donc on s'engage dans la réduction des déchets, mais il va bien falloir trouver une solution.

Et puis on évoque la fiscalité. Monsieur DOMERGUE en a fait son propos liminaire. La fiscalité. Alors c'est vrai que le Parlement, la loi de finances, revalorise les bases, c'est vrai.

Intervention hors micro d'un élu.

Et le taux foncier, c'est nous. Attendez, Monsieur DOMERGUE, je ne me suis pas autorisé à vous interrompre.

Et donc moi, qu'est-ce que je constate ? La taxe, le taux foncier est resté le même. Je vois que, à Bordeaux, +5 %, à Grenoble, +25 %, à Lyon, +9 %. Alors rassurez-vous, le Maire Horizons de Nice, +19 %. Nous, nous avons fait ce choix de stabilité du taux. Nous avons fait en début de mandat ce qui aurait dû être fait plus tard. Et parfois, ça a contrarié les partenaires. Vous savez, le temps de travail des agents, on était à 1 507 heures, nous avons mis en œuvre les 1 607 heures. Vous savez, le plan absentéisme, où d'ailleurs vous, Monsieur DOMERGUE, depuis longtemps, je vous reconnais cette constance sur le sujet. Alors tout n'est pas réglé, parce que ça prend beaucoup de temps de s'attaquer à ce sujet. Mais on met en place un plan absentéisme, et nous avons des résultats. Monsieur GUISEPPIN, qui nous a quittés, souvent d'ailleurs, nous challenge. Donc nous cherchons des marges de manœuvre, nous faisons ce travail. Quand nos bâtiments publics sont des passoires thermiques, eh bien, il vaut mieux investir pour les rénover que de devoir payer pour des choses qui sont inutiles.

Quant à la solarisation, rassurez-vous Madame DOULAIN : commencée sur les écoles, et bientôt arrivera un appel à manifestation d'intérêt sur l'ensemble. Parce qu'on l'a bien en tête.

Alors j'arrive au sujet de querelle, sur quelle opposition. Alors là, on ne choisit pas nos oppositions. Ce que je sais, c'est que vous, avec Monsieur JAWHARI, à qui vous cherchez conflit dans la presse, en cet instant, vous étiez sur la même liste, la liste conduit par quelqu'un qui a démissionné récemment, Monsieur ALTRAD. Ensuite, Monsieur JAWHARI a été candidat quand Monsieur LÉVITA a démissionné. Et, quelles que soient nos appréciations, j'ai énormément d'estime pour Max LÉVITA. Et donc il s'est présenté, il a été élu. Voilà.

Intervention hors micro d'une élue.

Vous vous êtes présentée, vous avez perdu. Et donc Monsieur JAWHARI, il n'a pas démissionné. Il est Président de la Commission Ressource, et il ne nous épargne pas dans chacune de ses interventions sur les questions budgétaires, etc. Et d'ailleurs, vous dites « vous choisissez vos oppositions ».

Ici, une opposition de droite. Monsieur JAWHARI est un soutien de Monsieur PHILIPPE, qui souhaite la retraite à 67 ans, chose que je ne soutiens pas. Et donc il demande régulièrement dans cette Assemblée, pas en tant que Président de la Commission des finances, de réduire le nombre de fonctionnaires. Et croyez-moi, c'est un désaccord de fond. Et je ne suis pas sûr d'avoir le même avec vous. Je crois plutôt que vous, vous seriez pour créer davantage d'emplois. Donc il fait son travail comme Président de la Commission Ressources, il le fait avec exigence. Je viens d'exprimer là encore de nombreux désaccords sur des choix qui sont faits, la préemption commerciale, et Monsieur JAWHARI, il faut le faire. Et vous seriez à notre place, vous le feriez, j'en suis sûr. Et donc voilà, Madame DOULAIN.

Après, c'est vrai que notre Assemblée, elle est un peu complexe. Il y a eu, elle est le résultat de trois listes aux municipales, celle conduite par Monsieur SAUREL, qui est constant, qui est là, qui prend la parole sur les sujets qui le préoccupent. Certains l'ont quitté, d'autres se sont séparés, bon, c'est ainsi. Donc moi je prends acte de la composition des groupes.

Et quant à votre opposition, Madame DOULAIN, je la sais irréductible. Le jour où entre la gauche et Monsieur ALTRAD, vous avez choisi Monsieur ALTRAD, ce jour-là, vous l'avez rendue irréductible.

Intervention hors micro d'une élue.

Non, mais attendez, vous l'avez rendue irréductible, en tout cas entre nous. Parce qu'entre une liste de gauche qui se rassemble et, d'aller choisir la liste conduite par Monsieur ALTRAD, j'avoue que les bras m'en sont tombés. Et d'ailleurs, beaucoup de vos camarades n'ont pas compris, ou de vos collègues ou colistiers, n'ont toujours pas compris ce choix. Il vous appartient. Dont acte. Et donc aujourd'hui dans le groupe qui a été constitué il y a Monsieur JAWHARI, et quand Monsieur JAWHARI démissionnera, eh bien, il y aura d'autres candidatures, et ça lui appartient. Mais moi je ne vais pas mettre au vote l'exécution de Monsieur JAWHARI de son poste, puisqu'il n'est pas démissionnaire. Donc voilà, il est Président de la Commission Ressources. Voilà, aussi simplement que ça.

Je mets aux voix l'affaire 69. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Abstentions : 7 voix

Se sont abstenus : M. Luc ALBERNHE, M. Serge GUISEPPIN, Mme Stéphanie JANNIN, M. Salim JAWHARI, Mme Patricia MIRALLES, M. Bernard TRAVIER, Mme Annie YAGUE.

70. Ressources - Budget supplémentaire 2024 de la Ville de Montpellier – Adoption

Monsieur le Maire : Budget supplémentaire. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 44 voix

Contre : 13 voix

Ont voté contre : M. Jacques DOMERGUE, Mme Alenka DOULAIN, M. Abdi EL KANDOSSI, M. Mustapha MAJDOUL, Mme Coralie MANTION, Mme Isabelle MARSALA, M. Serge MARTIN, Mme Clothilde OLLIER, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL, Mme Célia SERRANO, Mme Joëlle URBANI, M. François VASQUEZ.

Abstentions : 7 voix

Se sont abstenus : M. Luc ALBERNHE, M. Serge GUISEPPIN, Mme Stéphanie JANNIN, M. Salim JAWHARI, Mme Patricia MIRALLES, M. Bernard TRAVIER, Mme Annie YAGUE.

71. Ressources - Vote en autorisations de programme (AP) et crédits de paiement (CP) - Révisions - Adoption

Monsieur le Maire : AP, CP. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

Contre : 7 voix

Ont voté contre : Mme Alenka DOULAIN, Mme Coralie MANTION, M. Serge MARTIN, Mme Clothilde OLLIER, Mme Catherine RIBOT, Mme Célia SERRANO, M. François VASQUEZ.

Abstentions : 7 voix

Se sont abstenus : M. Luc ALBERNHE, M. Serge GUISEPPIN, Mme Stéphanie JANNIN, M. Salim JAWHARI, Mme Patricia MIRALLES, M. Bernard TRAVIER, Mme Annie YAGUE.

72. Ressources - Versement d'un fonds de concours à Montpellier Méditerranée Métropole - Convention - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 72, versement du fonds de concours à la Métropole, et cette fois-ci sur l'investissement, voirie. Qui est contre ? Oui, la 72, sur la CI voirie, investissement. Donc contre la CI voirie relative au tramway ? Qui s'abstient ? Adoptée. Merci beaucoup.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 6 voix

Ont voté contre : Mme Alenka DOULAIN, Mme Coralie MANTION, Mme Clothilde OLLIER, Mme Catherine RIBOT, Mme Célia SERRANO, M. François VASQUEZ.

73. Ressources - Admissions en non-valeur - Exercice 2024 - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 73. Y a-t-il des questions sur les créances dites irrécouvrables, c'est-à-dire jusqu'à épuisement de tous les recours ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Abstentions : 4 voix

Se sont abstenus : Mme Coralie MANTION, Mme Catherine RIBOT, Mme Célia SERRANO, M. François VASQUEZ.

**74. Ressources - Organismes Extérieurs - Société Publique Locale (SPL) TaM -
Modification statutaire - Autorisation accordée au représentant de la Ville de
Montpellier - Approbation**

Monsieur le Maire : Affaire 74, organismes extérieurs, SPL TaM. Y a-t-il des questions ? C'est la même qu'à la Métropole. Contre ? Abstentions ? Refus de vote ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, Mme Clara GIMENEZ, M. Mustapha MAJDOUL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Abstentions : 7 voix

Se sont abstenus : M. Luc ALBERNHE, M. Serge GUISEPPIN, Mme Stéphanie JANNIN, M. Salim JAWHARI, Mme Patricia MIRALLES, M. Bernard TRAVIER, Mme Annie YAGUE.

**75. Ressources - Organismes Extérieurs - Société Anonyme d'économie Mixte Locale
(SAEML) SERM - Principe de création d'une filiale IN MEDIO Occitanie -
Autorisation accordée aux représentants de la Ville de Montpellier - Approbation**

Monsieur le Maire : Affaire 75, est-ce qu'il y a des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Vous vous abstenez ?

Salim JAWHARI : Depuis le départ, et en commission, on avait échangé sur cela, c'est : pourquoi la SERM est minoritaire dans un projet avec des acteurs qui sont privés, sachant que, de ce que j'ai compris du programme, je pense que ACM aurait les compétences pour pouvoir sortir des logements à bas coût ? Enfin, je m'interroge. J'attends votre réponse.

Et pourquoi, dans ces montages-là, même si le Président de ce conglomérat-là, cette SAS, est le Président de la SERM, pourquoi n'est-il pas majoritaire pour éviter qu'il puisse être évincé plus tard par les deux autres associés. Donc j'attends vos explications par rapport à ça.

Monsieur le Maire : Monsieur JAWHARI, c'est dur d'évincer quelqu'un quand il possède des parts, vous le savez.

Salim JAWHARI : Oui, mais quand on est bien 30, 30, 60, je m'interroge vu que c'est une SAS et qu'on est plutôt sur de la gestion privée. Merci.

Monsieur le Maire : Vous avez raison. La grande tradition de l'économie mixte, c'est que les puissances publiques sont majoritaires. Là, le projet, c'est de pouvoir développer une structure qui permettrait d'accompagner le logement des salariés, voilà, en passant des conventions avec les entreprises. Donc il y a deux opérateurs, Aéko et Opalia, qui ont proposé ça. Et il est apparu important, dans la production de logements, que l'aménageur puisse aussi prendre des parts. Voilà, c'est dans cet esprit-là. C'est d'essayer de répondre aux besoins de logement. Pas le bailleur. Par contre, l'aménageur ça lui demande beaucoup d'efforts, donc il va accompagner le projet plutôt que faire le projet.

Donc je remets aux voix. Qui est contre ? Et abstentions ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Christophe BOURDIN, Mme Julie FRÊCHE.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 41 voix

Abstentions : 20 voix

Se sont abstenus : M. Luc ALBERNHE, M. Jacques DOMERGUE, Mme Alenka DOULAIN, M. Abdi EL KANDOUSSI, M. Serge GUISEPPIN, Mme Stéphanie JANNIN, M. Salim JAWHARI, M. Mustapha MAJDOUL, Mme Coralie MANTION, Mme Isabelle MARSALA, M. Serge MARTIN, Mme Patricia MIRALLES, Mme Clothilde OLLIER, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL, Mme Célia SERRANO, M. Bernard TRAVIER, Mme Joëlle URBANI, M. François VASQUEZ, Mme Annie YAGUE.

76. Ressources - Commission des Concessions - Création - Élection - Fixation des modalités de dépôt des listes - Règlement intérieur - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 76, Commission des Concessions, création, élection, fixation des modalités de dépôt des listes. Il faut déposer une liste au plus tard le 25 novembre 2024 à 17 h. On écrira à chacun des présidents de groupe pour les informer des modalités et des compétences de ladite commission. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

77. Hors commission - Représentations du Conseil municipal - Désignations – Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 77, représentations au Conseil municipal. Ça s'affiche sur l'écran. Dans les organismes extérieurs. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Monsieur le Président propose de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

Aucune autre candidature n'est proposée. Ont été élus :

Organismes	Représentations
Commission permanente de suivi de la source du Lez	Monsieur Bruno PATERNOT <i>En remplacement de Madame Fanny DOMBRE-COSTE</i>
Réseau français des villes éducatrices Bureau et assemblée générale	Madame Véronique BRUNET <i>En remplacement de Madame Fanny DOMBRE-COSTE</i>

Les désignations prennent effet immédiatement.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Véronique BRUNET, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, M. Bruno PATERNOT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 48 voix

Abstentions : 13 voix

Se sont abstenus : M. Jacques DOMERGUE, Mme Alenka DOULAIN, M. Abdi EL KANDOUSSI, M. Mustapha MAJDOUL, Mme Coralie MANTION, Mme Isabelle MARSALA, M. Serge MARTIN, Mme Clothilde OLLIER, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL, Mme Célia SERRANO, Mme Joëlle URBANI, M. François VASQUEZ.

**78. Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique
"Culture" - Exercice 2024 - Réaffectation de subventions 2023 - Approbation -
Autorisation de signature**

Mme C. MANTION (avec le pouvoir de Mme C. RIBOT) sort de séance.

Monsieur le Maire : Affaire 78, subventions culture. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Boris BELLANGER, Mme Véronique BRUNET, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Caroline DUFOIX, Mme Stéphanie JANNIN, Mme Isabelle MARSALA, Mme Fatma NAKIB, M. Bruno PATERNOT, Mme Agnès ROBIN, Mme Célia SERRANO, M. François VASQUEZ.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

**79. Hors commission - Attribution de subvention dans le cadre de la thématique "Habitat"
- Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur le Maire : Affaire 79, attribution de subvention dans la thématique habitat, contre l'habitat indigne. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

**80. Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre des thématiques
"Politique Alimentaire" et "Écologie urbaine" - Exercice 2024 - Approbation -
Autorisation de signature**

Monsieur le Maire : 80, politique alimentaire. Y a-t-il des questions auprès de Madame MASSART ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

81. Hors commission - Attribution de subventions dans la thématique "Relations Internationales" - Exercice 2024 - Conventions - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 81, attribution de subventions dans la thématique relations internationales. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Fatma NAKIB, M. Bruno PATERNOT, Mme Célia SERRANO, M. François VASQUEZ.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

82. Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Réussite éducative" - Exercice 2024 - Conventions - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 82, réussite éducative. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

83. Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Social" - Exercice 2024 - Convention - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Attribution dans la thématique solidarité internationale. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

84. Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Jeunesse" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire jeunesse. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Elodie BRUN-MANDON, M. Michel CALVO.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

85. Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Lutte contre les exclusions" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 85, attribution de subventions lutte contre les exclusions. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Luc ALBERNHE, Mme Emilie CABELLO, M. Jacques DOMERGUE.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

86. Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre des thématiques "Cohésion sociale", "Accessibilité universelle", "Lutte contre les discriminations" et "Vie associative" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Mme C. MANTION (avec le pouvoir de Mme C. RIBOT) entre en séance.

Monsieur le Maire : Affaire 86, cohésion sociale, accessibilité universelle. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Bruno PATERNOT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

87. Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Santé" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 87, thématique santé. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Madame JANNIN ? La 79 ? Oui. Attendez, Madame JANNIN. Donc je note que vous prenez la parole pour ne pas prendre part au vote, donc sur l'affaire culture, parce qu'il y a l'école d'archi peut-être, en lien avec le MO.CO. OK. 79, donc les subventions culture, Madame JANNIN. Il y en a d'autres ? Ne prend pas part au vote.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, Mme Elodie BRUN-MANDON.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

88. Hors commission - Attribution de subvention dans le cadre de la thématique "Nature en ville" à l'association Salon de l'Écologie - Exercice 2024 - Convention - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 88, nature en ville, le salon de l'écologie. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

89. Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Sports" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Sports. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Clara GIMENEZ, M. Hervé MARTIN.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

90. Ressources - Organismes extérieurs - Société Anonyme d'Economie Mixte Locale MONTPELLIER EVENTS - Rapport Annuel de l'Administrateur (RAA) - Exercice 2023 – Approbation

Monsieur le Maire : Montpellier Events. C'est une prise d'acte.

Le Conseil prend acte.

91. Ressources - Organismes extérieurs - Société Publique Locale SA3M- Rapport Annuel de l'Administrateur (RAA) - Exercice 2023 – Approbation

Monsieur le Maire : La SA3M, c'est une prise d'acte.

Le Conseil prend acte.

92. Ressources - Organismes extérieurs - Société Anonyme d'Economie Mixte Locale - SERM - Rapport Annuel de l'Administrateur (RAA) - Exercice 2023 – Approbation

Monsieur le Maire : SERM, c'est une prise d'acte.

Le Conseil prend acte.

**93. Ressources - Organismes Extérieurs - Société Anonyme d'Économie Mixte Locale
SOMIMON - Rapport Annuel de l'Administrateur (RAA) - Exercice 2023 –
Approbation**

Monsieur le Maire : SOMIMON, marché gare, c'est une prise d'acte.

Le Conseil prend acte.

**94. Ressources - Organismes Extérieurs - Société Publique Locale TaM - Rapport Annuel
de l'Administrateur (RAA) - Exercice 2023 – Approbation**

Monsieur le Maire : 95, TaM, c'est une prise d'acte.

Le Conseil prend acte.

**95. Ressources - Organismes extérieurs - Société Publique Locale - SA3M - Rapport
spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique - Exercice
2023**

Monsieur le Maire : 96, SA3M, c'est une prise d'acte.

Le Conseil prend acte.

**96. Ressources - Organismes extérieurs - Société Anonyme d'Économie Mixte Locale -
Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) - Rapport Spécial sur les
conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique - Exercice 2023**

Monsieur le Maire : SERM, c'est une prise d'acte.

Le Conseil prend acte.

Monsieur le Maire : Madame DOULAIN, vous avez posé une question sur l'action suite à ce qui se passe de manière scandaleuse au Liban. Ici, personne n'a de sympathie pour le Hezbollah et ses actions terroristes, qui ont tué beaucoup de nos compatriotes. Mais la ville de Beyrouth, les Libanais, les civils n'ont pas à subir des représailles. Donc plusieurs choses sont faites. D'abord, vous l'avez peut-être vu, le samedi, nous mettons à disposition avec l'association des Libanais de Montpellier un stand sur la place de la Comédie et la Maison des relations internationales. D'autre part, dans le cadre de Cités Unies France, je proposerai qu'on vote au prochain Conseil une subvention sur une association qui vient en aide aux civils libanais. Et c'est la double épreuve, parce qu'après la tragédie du port de Beyrouth, là aujourd'hui, la guerre, voilà, qui doit cesser. Voilà. Et vraiment, il faut que l'action diplomatique soit très forte sur ce sujet. Il y a un gros travail par Madame HART, aux côtés aussi de la diaspora libanaise, je dis diaspora libanaise, sur le soutien aux familles, voilà, dans ces circonstances, comme nous le faisons auprès d'une partie de la population gazaouie, conformément à ce que nous avons indiqué. Donc au prochain Conseil, Madame DOULAIN, il y aura une subvention. Voilà. Merci à vous. À Cités Unies probablement.

97. Hors commission - Vœu relatif à un audit des crèches privées de Montpellier

Monsieur le Maire : Madame MANTION. Excusez-moi. Donc, présentez votre vœu. Allez-y.

Coralie MANTION : Merci. Le mois dernier, un livre enquête, *Les Ogres*, a dénoncé l'émergence puis le développement de ce que les médias ont appelé les « crèches low cost », où les cas de maltraitance succèdent aux situations de sous-financement chronique. Le scandale a été retentissant et sont concernés certains groupes privés et les pouvoirs publics, l'État, mais aussi les collectivités territoriales, les communes. Quatre groupes privés sont particulièrement cités : People & Baby, Les Petits Chaperons rouges, Babilou, La Maison Bleue.

Dans la majorité des crèches, il n'est à relever aucun problème, et le personnel travaille avec un profond engagement, avec beaucoup d'amour pour les enfants, et le font avec peu de moyens en étant très mal payés.

Mais dans cette nouvelle enquête, Victor CASTANET épingle les dérives de certains groupes de crèches privées, comme des pratiques d'optimisation des coûts, qui ont des incidences néfastes sur l'ensemble du secteur, où vont être privilégiés les indicateurs financiers, les taux d'occupation, à la qualité de l'accueil. Dans une crèche People & Baby de Lille, 9 enfants auraient été victimes de maltraitance ou griffures, punitions dans le noir, humiliation, privation de nourriture. Dans une autre à Lyon, Lisa, 11 mois, est morte empoisonnée. À la suite de ce drame, un rapport de l'Inspection générale des affaires sociales, l'IGAS, avait fait état d'une qualité d'accueil très disparate dans les crèches et de cas de maltraitance sur des enfants. Dans son rapport, l'IGAS pointait trois problèmes structurels : la faiblesse du taux d'encadrement, la pénurie de personnel et le contrôle insuffisant dans un secteur privé en pleine expansion.

Les quatre groupes cités sont présents sur le territoire de la Ville de Montpellier et assurent la gestion quotidienne d'établissements au sein desquels se regroupent plusieurs centaines de petits Montpelliérains. La situation exacte de ces établissements doit être connue, car il apparaît aujourd'hui nécessaire d'être en mesure de prévenir des faits, des comportements suspects dont les enfants pourraient être victimes. La maltraitance laisse des traces, cauchemars, retard de développement ou problèmes de sociabilisation. Nos enfants innocents, dépendants des adultes, de nos choix, doivent être protégés.

De ce fait, nous demandons à ce que la Ville de Montpellier se rapproche des services de protection maternelle et infantile, la PMI, pour contrôler les crèches privées de la ville afin de garantir leur conformité aux normes d'encadrement, les dérogations de la formation n'étant pas acceptables, aux normes de sécurité de crèche et au bien-être des enfants, et de rendre public le résultat de cet audit afin que les habitants, soucieux des conditions d'accueil des tout petits dans la ville, puissent être informés. Merci de voter ce vœu.

Monsieur le Maire : Merci Madame MANTION. Donc moi je pense que c'est tout à fait légitime. D'ailleurs l'enquête, l'investigation qui est menée, elle est précieuse. Et donc on s'associe au vœu. J'écrirai au demeurant au service de la PMI, parce qu'il y a ce qui est sous l'autorité Ville, mais il y a plus globalement petite enfance. Et évidemment, nous, on rendra compte des actions qui sont menées, de contrôle. Donc je propose qu'on le vote.

Madame DOULAIN, rapidement, sans vouloir obturer votre temps de parole.

Alenka DOULAIN : C'est évidemment une victoire, ce vœu, suite à une bataille que nous mènerons nous jusqu'au bout pour un service public sur les crèches et la petite enfance. On a eu une première victoire, vous avez mis fin aux DSP avec des grands groupes privés cités dans cet ouvrage. Et aujourd'hui il faut continuer à mener ce combat pour ne pas que, voilà, les 1 000 premiers jours, ça soit un slogan creux aujourd'hui.

Petit point. Le rapport de l'IGAS, il pointe des choses intéressantes qui concernent à mon avis cette délibération, c'est qu'ils disent bien, attention, le contrôle, il est mal fait, il est disparate et il est fait par plusieurs structures, la PMI, etc., les services de l'État et aussi la CAF. Et donc je crois que c'est un vrai sujet. Il ne suffit pas de dire il faut contrôler, contrôler un peu ou en one shot, ou donner à une seule structure. Ça vient vraiment questionner les politiques de contrôle des acteurs privés.

Et je tiens à dire que cette première victoire, c'en est une, elle doit en appeler d'autres. Et je pense que vraiment, il faut que tous les conseillers municipaux se mobilisent sur cette question. Même si vous avez mis fin à la sous-traitance aux grands groupes privés, vous n'avez pas mis fin au fait de mettre en concurrence des acteurs non lucratifs. Et aujourd'hui, si les groupes privés prospèrent dans les crèches, si les places de crèches privées prospèrent sur notre ville, c'est que l'offre municipale, elle, n'augmente pas assez vite. Je fais partie de ces parents qui n'ont pas eu le choix que de mettre son enfant dans un des quatre grands groupes aujourd'hui cités dans cet ouvrage. Donc il faut absolument lutter contre. C'est-à-dire qu'aujourd'hui ces grands groupes, ils n'existent pas par hasard. Et il ne s'agit pas seulement de mieux les contrôler, il faut aujourd'hui tout simplement prendre le problème à la racine, et donc c'est mettre fin aux logiques gestionnaires, aux logiques de rentabilité qui sont à l'œuvre à la fois dans les groupes privés, mais aussi dans l'offre privée non lucrative qui, avec vos appels à projets, vous êtes dans une logique de mise en concurrence de ces mêmes groupes, et donc de moins-disance sociale pour les femmes qui travaillent dans ce secteur et pour les tout-petits.

Monsieur le Maire : Madame DOULAIN. D'abord les contrôles, je peux vous dire, c'est de grande qualité, et les services petite enfance et PMI sont très alignés ici, et je ne vous laisserai pas mettre en cause les agents publics qui font ce travail. Et il faut être très attentif. On aura l'occasion d'en parler, puisqu'on demande un suivi. Deuxièmement, il y a des choix politiques qui sont faits, et nous les assumons.

Et je vois Monsieur MARTIN qui trépigne. Cette compétence de la petite enfance devrait être un enjeu national porté. Et tout à l'heure, vous avez fait des reproches parce qu'on investissait trop, qu'on gérât mal. Eh bien tout à l'heure, la crèche Colette Zannettacci, qui a été un investissement de 1,9 million d'euros, va permettre de commencer à offrir des nouvelles places en crèche. Donc on déploie. Après, nous travaillons à travers le service petite enfance avec des acteurs, par exemple c'est la Mutualité, on a réussi, qui ne doit pas être exempte de contrôles, comme d'ailleurs les crèches publiques. Parce que, quand il y a des manquements, il faut que nous soyons exemplaires. Et il nous a par exemple permis d'avoir la première crèche à horaires atypiques sur le territoire, qui permet d'aider les gens.

En tout cas, soyez très convaincue qu'on va être très diligents sur les contrôles, je le dis à la fois aux opérateurs privés et sur nous-mêmes, sur la manière de rendre le service, parce que ça, c'est une exigence.

Allez, je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Madame MANTION. Unanimité. Et au mois de décembre, on commencera à rendre compte. Il y a ce qui pourra être lancé en contrôle, et ce qui arrivera un peu plus tard. Merci.

A l'issue d'un vote à main levée, le présent vœu est adopté à l'unanimité.

Pour : 64 voix

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 13h45.

Conseil municipal du 15 octobre 2024

**Décisions prises par Monsieur le Maire
et non présentées lors du précédent Conseil,
conformément aux articles L. 2122-22 et L. 2122-23
du Code général des collectivités territoriales**

N°VD2024-178 - Direction Déléguée Nature, Agroécologie et Paysage (BP2A)

**Décision relative au renouvellement de cotisations à des organismes nationaux pour l'année 2024 -
Thématique "Ecologie Urbaine" - Autorisation**

Objet : Il s'agit d'autoriser le renouvellement des cotisations des organismes suivants :

- AGROPOLIS INTERNATIONAL pour un montant de 20 000 € ;
- PLANTE ET CITE pour un montant de 3 090 € ;
- ASSOCIATION NATIONALE DES ELUS DU VIN pour un montant de 1 600 € ;
- CONSEIL NATIONAL DES VILLES ET VILLAGES FLEURIS pour un montant de 1 500 €.

N°VD2024-207 - Direction Déléguée Grands Projets, Excellence Sportive et Pilotage (PSPORTS)

Décision relative à un avenant n°3 au lot 1 du marché n°V2D0007AI - Restructuration du palais des sports Pierre de Coubertin - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de l'avenant n°3 au lot n°1 du marché relatif à la restructuration du palais des sports Pierre de Coubertin, conclu avec le groupement d'entreprises SOGEA SUD BATIMENT/CARDEM afin de fixer entre cotraitants la nouvelle répartition financière des plus-values des travaux supplémentaires prévus dans l'avenant n°1.

N°VD2024-210 - Direction Déléguée Rénovation et Maintenance (PISE)

**Décision relative au marché n°G0D0031AI - Lot 1 "Marché de signalétique" - Avenant n°1 -
Autorisation de signature**

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché de signalétique n°G0D0031AI en 2 lots sous la forme d'un accord-cadre pour une durée de 1 an reconductible 3 fois. Le lot n°1, en groupement de commandes Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, a été attribué à l'entreprise ALLIANCE CONSULTANTS, sise à Lunel (34). Le montant estimé du marché s'élève à 1 572 € HT.

N°VD2024-212 – Service Affaires Juridiques (PJ2A)

**Sinistres Émeutes ayant touché l'ensemble immobilier rue des Araucarias - Indemnités d'assurances -
Acceptation de deux offres d'indemnisation**

Objet : Il s'agit d'autoriser la Ville de Montpellier à accepter 2 offres d'indemnisation définitive respectives d'un montant de 72 515,34 € HT et 89 147,45 € HT proposées par la compagnie d'assurance dommages aux biens de la Ville de Montpellier à la suite des deux sinistres émeutes incendie survenues les nuits des 28/06 et 29/06/23.

N°VD2024-221 - Direction Déléguée Sobriété Énergétique (PISE)

Décision relative à la candidature de la Ville de Montpellier au programme ACTEE+ Fonds Chêne Saison 3 portée par le syndicat Hérault Energies - Approbation - Autorisation de demande de subventions - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la Ville de Montpellier à se joindre à la candidature portée par le Syndicat Hérault Energies à l'appel à projet « Fonds Chêne », et ce pour ouvrir la possibilité d'obtenir des subventions d'un montant prévisionnel de 146 904 € HT pour faciliter le développement de projets d'efficacité énergétique et de substitution d'énergies fossiles par des systèmes énergétiques efficaces et des énergies renouvelables pour les bâtiments publics.

N°VD2024-223 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association UNIVERSITÉ PAUL VALERY 3 ' le 28 mai 2024 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre la Ville de Montpellier et l'association UNIVERSITE PAUL VALERY 3 d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs le 28/05/2024, moyennant une redevance de 65 € HT.

N°VD2024-227 - Direction de l'Education

Décision relative aux avenants n°1 du marché n°V9D0016ED - Prestations de transports avec chauffeur d'enfants et d'adolescents - Lots 1 et 2 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°1 au marché n°V9D0016ED « Prestations de transports avec chauffeur d'enfants et d'adolescents » avec les attributaires des lots n°1 et n°2. L'avenant prolonge la durée du marché de 6 mois et n'a aucune incidence financière.

N°VD2024-235 - Direction de la Politique Alimentaire

Décision relative à l'autorisation de déposer des demandes de subventions dans le cadre du consortium Territoire Alimentaire Solidaire (TerrAsol)

Objet : Il s'agit d'approuver le dépôt de candidature avec demande de subvention de la Ville de Montpellier pour la phase de réalisation au titre des années 2024-2027, dans le cadre du consortium Territoire Alimentaire Solidaire (TerrAsol).

N°VD2024-236 - Direction du Parc de Lunaret

Décision relative à un avenant n° 1 au marché subséquent n° 5 de l'accord cadre n° 5D004998192 "Mission de maîtrise d'œuvre paysagère et technique pour la Réhabilitation du parc zoologique de Lunaret" - Résiliation conventionnelle et anticipée du contrat - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de l'avenant n°1 portant résiliation conventionnelle et anticipée du marché subséquent n°5 de l'accord-cadre de maîtrise d'œuvre n°5D004998192 entre la SA3M et la société TN+ pour la mission de conception et réalisation de la mise en sécurité et réhabilitation du parc zoologique de Montpellier. La somme de 131 398,16 € HT reste due au bénéfice du groupement conjoint TN+.

N°VD2024-238 – Service Achats, Coordination Administrative Financière et Marché (PMG)

Décision relative à un avenant n°2 du marché V0D0041AI - Lot n°9 ' Equipements culturels, salles d'expositions et salles de spectacle ' - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la conclusion et la signature de l'avenant n°2 au lot n°9 du marché n°V0D0041AI, conclu avec la société N INSERTION qui a pour objet l'intégration d'un nouveau site (Théâtre Jean Vilar) au niveau du CCTP et du BPU et l'ajout des prestations courantes de nettoyage de la Mairie annexe de la Mosson. Le montant total s'élève à 341 € HT mensuel sans les rajouts des prix BPU.

N°VD2024-239 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition du théâtre Jean Vilar à l'association Opéra Orchestre National Montpellier Occitanie dans le cadre d'Opéra Junior - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention de mise à disposition du théâtre Jean Vilar du 24/06 au 01/07/2024 pour l'organisation d'Opéra Junior entre la Ville de Montpellier et l'association OPERA ORCHESTRE NATIONAL DE MONTPELLIER OCCITANIE (OONMO), Cette mise à disposition à titre gratuit constitue une subvention en nature valorisée à hauteur de 17 400 € HT, soit 6 jours de location du théâtre.

N°VD2024-242 - Pôle Finances et Conseil en Gestion

Décision relative à la régie de recette des chantiers - Pôle Proximité Espaces Publics - Autorisation

Objet : Il s'agit de modifier l'adresse de la régie de recettes des chantiers qui a déménagé dans les locaux de Montpellier Méditerranée Métropole.

N°VD2024-245 - Direction Déléguée Nature, Agroécologie et Paysage (BP2A)

Décision relative au soutien logistique de la Ville pour l'organisation du "Colloque Convergences Botaniques" les 5 et 6 octobre 2024 - Autorisation

Objet : Il s'agit d'autoriser la Ville de Montpellier à mettre à disposition la salle Rabelais, à titre gracieux, à la SOCIETE BOTANIQUE D'OCCITANIE (SBOcc) à l'occasion de la 5^{ème} édition du colloque annuel de botanique à portée nationale, intitulé « Les Convergences botaniques » les 05/10 et 06/10/2024.

N°VD2024-246 – Mission Action Extérieure et Relations Internationales

Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'association Medcités - Année 2024 - Autorisation

Objet : Il s'agit d'autoriser la Ville de Montpellier à renouveler son adhésion à l'association MEDCITES pour l'année 2024 pour un montant de 1 700 € HT.

N°VD2024-250 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière

Décision relative à une convention de mise à disposition entre la Ville de Montpellier et le SDIS 34 - Parcelles OL 93p et OL 94 - Rue du Mas st Pierre à Montpellier - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de la convention de mise à disposition des parcelles OL 93p et OL 94 à compter du 01/05/2024 et jusqu'au 31/12/2025 au bénéfice du Service départemental d'incendie et de secours de l'Hérault (SDIS 34), dans le cadre de la construction du futur centre d'incendie et de secours « Mas de Cholet », afin d'y implanter une base de vie de chantier. Cette mise à disposition est conclue à titre gracieux.

N°VD2024-255 - Direction de la Cohésion Sociale

Décision relative au renouvellement de l'adhésion de la Ville de Montpellier à l'Association Nationale des Villes et Territoires Accueillants (ANVITA) - Année 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la Ville de Montpellier à renouveler son adhésion à L'ASSOCIATION NATIONALE DES VILLES ET TERRITOIRES ACCUEILLANTS (ANVITA) pour l'année 2024 et pour le montant de 5 000 €.

N°VD2024-256 – Service Achats, Coordination Administrative Financière et Marche (PMG)

Décision relative à l'avenant n°7 du marché V0D0041AI lot n°3 ' Mairies de proximité, bureaux, postes de police, bâtiments communaux ' - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de l'avenant n°7 au marché n°V0D0041AI, lot n°3 « Mairies de proximité, bureaux, postes de police, bâtiments communaux » afin de permettre la modification du forfait mensuel d'entretien pour inclure une prestation supplémentaire au lot n°3.

N°VD2024-257 - Mission Action Extérieure et Relations Internationales

Décision relative à un mandat spécial - Présentation d'une mission opérationnelle à Lausanne, en Suisse, du 21 au 24 mai 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser le déplacement et l'hébergement à Lausanne, du 21/05 au 24/05/2024, d'un(e) élu(e) et de deux agents de la Mission Action Extérieure et Relations Internationales afin d'assister au 44^{ème} congrès de L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES MAIRES FRANCOPHONES. Le montant de la prise en charge des frais est estimé à 850 €.

N°VD2024-258 - Direction de l'Education

Décision relative à l'accord cadre n°V3D0011ED - Prestation d'apprentissage de la pratique du vélo dans les écoles de la ville de Montpellier - Programme "Savoir Rouler à vélo" - Avenant 1 pour les lots 1, 2 et 5 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'une décision relative à la signature de l'avenant n°1 aux lots n°1, 2 et 5 du marché n°V3D0011ED afin d'effectuer la modification des montants maximums transcrits dans l'acte d'engagement de ces lots.

N°VD2024-259 – Service Administratif, Ressources Humaines et Financier (PND)

Décision relative au recours à l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) pour l'acquisition de matériel réseau dans le cadre d'un renouvellement des équipements actifs de la ville de Montpellier - Marché n° V4C0009ND - Autorisation de recours

Objet : Il s'agit d'autoriser la Ville de Montpellier à faire appel à l'UGAP pour l'acquisition de matériel réseau dans le cadre d'un renouvellement des équipements actifs de la Ville de Montpellier, pour un montant maximum de 100 000 € HT à compter de la date de la décision exécutoire.

N°VD2024-260 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à l'accord-cadre n°V4B0025CP "Location, mise en place et exploitation de scènes, structures, équipements d'éclairage et de sonorisation pour la Fête de la Musique 2024" - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°V4B0025CP au groupement d'entreprises SASU REGIETEK – SAS TWELVE IN A BOX, sise à Gonesse (95). Le marché prend effet à compter de sa notification jusqu'au 22/06/24 pour un montant maximum de 50 000 € HT.

N°VD2024-261 - Service Administratif, Ressources Humaines et Financier (PND)

Décision relative au marché N° V4C0010ND - Recours à l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) pour la mise à jour du millésime 2023 dans le Jumeau Numérique 4D et amélioration du rendu par texturation pour la Ville de Montpellier - Autorisation de recours

Objet : Il s'agit d'autoriser la Ville de Montpellier à faire appel à l'UGAP pour la mise à jour du millésime 2023 dans le Jumeau Numérique 4D et l'amélioration du rendu par texturation, pour une durée de 6 mois à compter de la date de la décision exécutoire et pour un montant maximum de 100 000 € HT.

N°VD2024-262 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association

' JORDELAN ' le 20 mai 2024 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature entre la Ville de Montpellier et l'association JORDELAN, d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs le 20/05/2024, moyennant une redevance de 32,50 €.

N°VD2024-263 - Direction Déléguée à l'animation de proximité et à la jeunesse (PSOL)

Décision relative à la mise à disposition des salles des maisons pour tous aux associations partenaires et à la signature des conventions - Approbation - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'approuver le tableau des mises à disposition des salles à titre payant dans les Maisons pour tous de 13 associations partenaires et d'approuver les conventions de ces mises à disposition entre ces associations et les maisons pour tous, pour un montant total de 843 €.

N°VD2024-264 - Direction Déléguée à l'animation de proximité et à la jeunesse (PSOL)

Décision relative à la mise à disposition des salles dans les maisons pour tous dans un cadre de partenariat avec les associations et la convention de ces mises à disposition - Approbation - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'approuver le tableau des mises à disposition des salles dans les Maisons pour tous dans le cadre d'un partenariat avec les différentes associations dont l'objet participe au projet d'établissement des Maisons pour tous.

N°VD2024-265 - Direction Déléguée à l'animation de proximité et à la jeunesse (PSOL)

Décision relative à la mise à disposition des salles dans les maisons pour tous à titre gratuit des associations partenaires et aux conventions de ces mises à disposition - Approbation - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'approuver le tableau des mises à disposition des salles des Maisons pour tous à titre gratuit au bénéfice 9 associations, et d'approuver les conventions de mises à disposition afférentes. Ces occupations du domaine public à titre gratuit représentent une subvention en nature de 1 605 €.

N°VD2024-266 –Mission Europe, Contractualisation et Partenariats

Décision relative à une convention de mécénat entre la Ville de Montpellier et la Caisse Régionale Crédit Agricole du Languedoc pour le soutien financier du festival Art2Rue organisé par les Maisons pour Tous - Autorisation de signature et acceptation de don

Objet : Il s'agit d'autoriser l'acceptation du don de la CAISSE REGIONALE DU CREDIT AGRICOLE LANGUEDOC afin de soutenir financièrement le festival « Art2Rue » organisé par les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier.

N°VD2024-267 - Mission Europe, Contractualisation et Partenariats

Décision relative à une convention de sponsoring entre la Ville de Montpellier et Altemed pour le soutien financier du festival Art2Rue organisé par les Maisons pour Tous - Autorisation de signature et acceptation des dons

Objet : Il s'agit d'autoriser le sponsoring par le groupe ALTEMED du festival « Art2rue » organisé par les Maisons pour tous en 2024.

N°VD2024-268 – Service Ressources (PSTP)

Décision relative au renouvellement d'adhésion à un organisme national pour l'année 2024 - Autorisation

Objet : Il s'agit d'autoriser la Ville de Montpellier à renouveler son adhésion à l'organisme national FRANCE MÉDIATION pour l'année 2024 et pour le montant de 5 920 € au lieu de 5 800 € après actualisation des tarifs.

N°VD2024-269 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière

Décision relative à une convention d'occupation temporaire entre la Ville de Montpellier et l'association LUTTOPIA - Habitat intercalaire - Bien situé 42 avenue Albert Einstein à Montpellier - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de la convention d'occupation temporaire du bien situé 42 avenue Albert Einstein au bénéfice de l'association LUTTOPIA. Dans le cadre de l'habitat intercalaire, ce bien est mis à disposition de l'association à titre gracieux à des fins d'accueil, d'hébergement et d'accompagnement social de personnes sans-abri ou en situation de détresse sociale. La précédente convention étant arrivée à échéance, il y a lieu de la renouveler rétroactivement à compter du 17/12/2023 pour une période de 1 an. La gratuité de cette mise à disposition constitue une subvention en nature annuelle d'un montant de 15 288 €.

N°VD2024-270 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière

Décision relative à une convention d'occupation temporaire entre la Ville de Montpellier et l'association ADAGES - Habitat intercalaire - Bien situé 750 route de Mende à Montpellier - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de la convention d'occupation temporaire du bien situé 750 route de Mende au bénéfice de l'association ADAGES. Dans le cadre de l'habitat intercalaire, ce bien est mis à disposition de l'association à titre gracieux à des fins d'accueil, d'hébergement et d'accompagnement social de personnes sans-abris ou en situation de détresse sociale. La précédente convention étant arrivée à échéance, il y a lieu de la renouveler rétroactivement à compter du 01/01/2024 pour une période de 1 an, renouvelable 2 fois par tacite reconduction. La gratuité de cette mise à disposition constitue une subvention en nature annuelle d'un montant de 23 556 €.

N°VD2024-271 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière

Décision relative à une convention d'occupation temporaire entre la Ville de Montpellier et l'association GESTARE - Habitat intercalaire - Bien situé 257 avenue de Boirargues à Montpellier - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de la convention d'occupation temporaire du bien situé 257 avenue de Boirargues au bénéfice de l'association GESTARE. Dans le cadre de l'habitat intercalaire, ce bien est mis à disposition de l'association à titre gracieux à des fins d'accueil, d'hébergement et d'accompagnement social de personnes sans-abris ou en situation de détresse sociale. La précédente convention étant arrivée à échéance, il y a lieu de la renouveler rétroactivement à compter du 18/05/2024 pour une période de 1 an. Cette convention sera renouvelable 2 fois par tacite reconduction. La gratuité de cette mise à disposition constitue une subvention en nature annuelle d'un montant de 21 216 €.

N°VD2024-272 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière

Décision relative à une convention d'occupation temporaire entre la Ville de Montpellier et l'association "Avec Toits" - Habitat intercalaire - Bien situé 300 rue du Mas rouge à Montpellier - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de la convention d'occupation temporaire du bien situé 300 rue du Mas rouge au bénéfice de l'association AVEC TOITS. Dans le cadre de l'habitat intercalaire, ce bien est mis à disposition de l'association à titre gracieux à des fins d'accueil, d'hébergement et d'accompagnement social de personnes sans-abris ou en situation de détresse sociale. La précédente convention étant arrivée à échéance, il y a lieu de la renouveler rétroactivement à compter du 06/12/2023 pour une période de 1 an. Cette convention sera renouvelable deux fois par tacite reconduction. La gratuité de cette mise à disposition constitue une subvention en nature annuelle d'un montant de 23 400 €.

N°VD2024-273 - Direction Déléguée Aménagement Métropolitain (PDU)

Décision relative à une convention de participation aux équipements publics de la ZAC de la Restanque entre la Ville de Montpellier, la Société INSPORT et la SA3M pour la Parcelle ON51 et 52 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature entre la Ville de Montpellier, la société INSPORT et la SA3M d'une convention de participation au coût des équipements publics de la ZAC de la Restanque dans le cadre de réaménagements prévus dans le bâti et les extérieurs de la salle de sport. Le montant total de cette participation s'élève à 17 000 €.

N°VD2024-274 - Direction de l'Education

Renouvellement de la cotisation 2024 au réseau Français des Villes Éducatrices - Approbation

Objet : Il s'agit d'accepter le renouvellement de l'adhésion au RESEAU FRANÇAIS DES VILLES EDUCATRICES pour l'année 2024 pour un montant total de 1 725 €.

N°VD2024-275 - Direction Déléguée Nature, Agroécologie et Paysage (BP2A)

Décision relative à une demande de subventions pour la désimperméabilisation des cours d'écoles- Approbation

Objet : Il s'agit d'autoriser la Ville de Montpellier à déposer des demandes de subventions pour réaliser des aménagements de désimperméabilisation de 5 cours d'école pour un montant total estimé à 911 095 € HT.

N°VD2024-276 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association "CHŒUR DE L'ENCLOS" le 13 juin 2024 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature entre la Ville de Montpellier et l'association CHŒUR DE L'ENCLOS d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs le 13/06/2024, moyennant une redevance de 32,50 €.

N°VD2024-277 – Service Ressources (PSTP)

Décision relative à un avenant n°1 au marché n°G0D0030ST "Partage des flux de vidéoprotection entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole (3M) ET Transports de l'Agglomération de Montpellier (TAM)" - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n°G0D0030ST entre la Ville de Montpellier et la TaM. A la suite d'une erreur matérielle dans le CCAP, il est nécessaire de corriger le montant de la retenue de garantie à 5%, conformément à l'article R. 2191-33 du Code de la commande publique. Cet avenant n'entraîne pas d'incidence financière.

N°VD2024-278 - Direction de l'Education

Décision relative à une convention "Savoir Rouler à Vélo" avec Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de la convention fixant les modalités d'attribution de subventions pour la mise en œuvre du « Savoir Rouler à Vélo » pour l'année scolaire 2023/2024. Le plafond de subvention pour la Ville de Montpellier s'élève à 61 176 €.

N°VD2024-279 – Service Achats, Coordination Administrative Financière et Marché (PMG)

Décision relative à l'avenant n°1 concernant l'accord-cadre V3B0004MG ' Maintenance et réparation mécanique des véhicules légers et utilitaires de la Ville de Montpellier ' - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de l'avenant n°1 entre la Ville de Montpellier et la société SUD VO SERVICES sise à Montpellier relatif à la prolongation de la durée du marché jusqu'au 31/12/2024.

N°VD2024-281 - Direction Déléguée Grands Projets, Excellence Sportive et Pilotage (PSPORTS)

Décision relative à une convention d'occupation temporaire du domaine public pour la mise à disposition du Centre équestre de Grammont - Autorisation

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de la convention d'occupation temporaire du domaine public entre la Ville de Montpellier et le groupe associatif UCPA SPORT LOISIRS, œuvrant en faveur d'un sport ouvert à tous et vecteur de vivre-ensemble. La convention est conclue pour une durée de 11 ans et consentir en contrepartie d'une redevance annuelle de 19 296 €, correspondant à 15 930 € pour la part relative à l'occupation en tant que telle du domaine public, et à 3 366 € pour la part relative aux charges de fonctionnement.

N°VD2024-282 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière

Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété de la SCI LA CEVENOLE - Lots n°7, n°9 et 11 à usage commercial - Cadastres KZ 359 et KZ 376 - 109 rue Lezjer Zamenhof

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de la décision de préemption à l'occasion de la vente par la SCI LA CEVENOLE, des lots n°7, n°9 et n°11 à usage commercial, occupés, situés 109 rue Lezjer Zamenhof, quartier Celleneuve, cadastrés section KZ 359 et KZ 376, au prix de 3 330 000 €, montant proposé dans la déclaration d'aliéner et conforme à l'avis des services fiscaux, plus 90 000 € de commission d'agence à la charge de l'acquéreur. L'acquisition de ces lots permettra la réalisation d'un programme de réinvestissement urbain, par une densification plus forte de cette parcelle, assurant le lien entre Parc 2000 première et deuxième extensions, et le quartier de Celleneuve, symbole de la stratégie de redynamisation de la partie ouest de Montpellier.

N°VD2024-283 - Pôle Finances et Conseil en Gestion

Décision relative à la mise en place d'un emprunt de 20 M€ auprès de la Banque Postale pour financer la création d'une cité de l'alimentation

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un contrat d'emprunt auprès de la BANQUE POSTALE à hauteur de 20 000 000 € pour financer la création d'une cité de l'alimentation de la Ville de Montpellier. Le contrat est consenti à taux variable EURIBOR3M +0,75% de marge pour une durée de 20 ans sans phase de mobilisation.

N°VD2024-284 - Direction Déléguée Rénovation et Maintenance (PISE)

Décision relative au recours à l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) pour des prestations d'installation, de maintenance d'alarmes dans les bâtiments communaux et de maintenance des équipements d'alarmes intrusion, contrôle d'accès, interphonie et interphonie de secours de l'Hôtel de Ville - Marché n°V4D0028PI

Objet : Il s'agit d'autoriser la Ville de Montpellier à recourir à l'UGAP pour des prestations d'installation, de maintenance d'alarmes dans les bâtiments communaux et de maintenance des équipements d'alarmes intrusion, contrôle d'accès, interphonie et interphonie de secours de l'Hôtel de Ville pour un montant global et forfaitaire mensuel de 5 661,41 € HT et un montant maximum de 1 500 000 € HT pour les prestations rémunérées par application du bordereau de prix unitaires de l'UGAP. Le marché débute à compter de la décision exécutoire et ce jusqu'au 30/06/2025.

N°VD2024-285 - Pôle Finances et Conseil en Gestion

Décision relative à la régie de recettes Publicité et Affichage - Pôle Proximité Espaces Publics - Autorisation

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de la décision modifiant l'adresse de la régie de recettes « Publicité et Affichage Sauvage », désormais domiciliée dans les locaux de l'Hôtel de Montpellier Méditerrané Métropole.

N°VD2024-286 - Direction de l'Education

Décision relative à une convention de Localisation et d'accueil d'une unité d'enseignement au sein de l'école Balard de la Ville de Montpellier en faveur de l'Institut Médico-éducatif Fontcaude - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de la convention de localisation et d'accueil d'une unité d'enseignement au sein de l'école Balard de la Ville de Montpellier en faveur de l'INSTITUT MEDICO-EDUCATIF FONTCAUDE (IME FONCTAUDE). La création de cette unité d'enseignement externalisée permettra à un groupe d'enfants en situation de handicap accueillis dans l'IME FONTCAUDE de suivre une scolarité en établissement scolaire ordinaire au sein de l'école Balard.

N°VD2024-287 – Service Administratif, Ressources Humaines et Financier (PND)

Décision relative à un recours au Réseau des Acheteurs Hospitaliers (RESAH) pour l'acquisition de serveurs de calculs ESX - Marché V4C0011ND - Autorisation de recours

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de la décision autorisant la Ville de Montpellier à prévoir l'acquisition de 6 serveurs de calculs ESX pour répondre aux besoins de renouvellement des serveurs obsolètes via le Réseau des Acheteurs Hospitaliers (RESAH) en l'absence de marché permettant de couvrir ce besoin pour un montant maximum de 200 000 € HT, et pour une durée de 6 mois à compter de la décision exécutoire.

N°VD2024-288 - Direction Déléguée à l'animation de proximité et à la jeunesse (PSOL)

Décision relative à des conventions de mise à disposition de locaux à loyers minorés - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature des conventions de mise à disposition de locaux associatifs à loyers minorés en faveur de 8 associations pour un montant total de subventions en nature atteignant 29 112 €, réparti comme suit :

- DART'ART : 6 715 € ;
- COMPAGNIE AUTRE MINA : 2 842 € ;
- ACCOMPAGNER ECOUTER VALORISER EPANOUIR AEEVE : 3 092 € ;
- LIGUE FEMININE HARKIS : 3 556 € ;
- ASSOCIATION GENEALOGIE ALGERIE MAROC TUNISIE : 710 € ;
- HABITER ENFIN ! : 5 405 € ;
- ULTIME LIBERTE : 3 301 € ;
- CEMEA : 3 491 €.

N°VD2024-289 - Direction Déléguée Citoyenneté, Démarches Administratives (PRUHEC)

Décision relative au marché n°V4B0027RP "Achat de caveaux funéraires" - Attribution

Objet : Il s'agit d'autoriser l'attribution du marché n°V4B0027RP « Achat de caveaux funéraires ». Le marché est attribué à la société BONNA SABLA SA, sise à Lamanon (13), pour un montant global et forfaitaire de 88 826,76 € HT et pour une durée de 6 mois à compter de sa notification.

N°VD2024-291 - Direction de l'Education

Décision relative au marché n°V2D0040AI "Transformation du site du conservatoire en école primaire" - Relance du lot 12 : consolidation des décors peints - Avenant n°1 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n°V2D0040AI « Transformation du site du conservatoire en école primaire », lot n°12 « Consolidation des décors peints » avec L'ATELIER PAILLARD BOYER et son sous-traitant M-ECHAFAUDAGES. L'avenant a pour objet d'augmenter le montant initial du marché de 90 529,27 € HT, portant le nouveau montant du marché à 379 689,27 € HT décomposé comme suit :

- PAILLARD-BOYER : 53 936 € HT ;

- M- ECHAFAUDAGES (sous-traitant) : 36 593,27 € HT.

N°VD2024-292 - Pôle Proximité Espaces Publics (PEPS)

Décision relative au marché V3D0034PP "Enlèvement des graffiti et des affiches sur le territoire de la Ville de Montpellier" - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de la décision attribuant à la société CIEL VERT, sise à Mauguio, le marché n°V3D0034PP « Enlèvement des graffiti et des affiches sur le territoire de la Ville de Montpellier » pour une durée de 4 ans et pour un montant global et forfaitaire de 3 451 200 € HT assorti d'une part à prix unitaire avec un montant maximum de 300 000 € HT.

N°VD2024-293 - Service Ressources (PSTP)

Décision relative à l'appel à projets du Fonds pour la Sécurité Intérieure - Approbation - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la Ville de Montpellier à rejoindre le consortium porté par le FORUM EUROPEEN POUR LA SECURITE URBAINE, ainsi que la participation au projet UTOC (Outils Urbains contre le Crime Organisé) dans le cadre de l'appel à projets du FONDS POUR LA SECURITE INTERIEURE, en vue de l'obtention d'une subvention estimée à 77 040,52 €.

N°VD2024-294 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au marché n°V3C0027DC, mission de maîtrise d'œuvre pour l'aménagement du futur Centre d'Art pour les 0 à 6 ans à Montpellier - Attribution

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de la décision attribuant le marché n°V3C0027DC au groupement SARA DE GOUY / SARL JAUNE SARDINE/ STUDIO DE DESIGN GRAPHIQUE / CM ECONOMISTES / STUDIO BY NIGHT / GENIE ACOUSTIQUE relatif à la mission de maîtrise d'œuvre pour l'aménagement du futur Centre d'Art pour les 0 à 6 ans à Montpellier. Le marché est conclu pour un montant global et forfaitaire de 199 810 € HT, comprenant une mission de base d'un montant de 191 255 € HT et une tranche optionnelle d'un montant de 8 555 € HT, et pour une durée de 36 mois à compter de sa notification.

N°VD2024-295 – Mission Action Extérieure et Relations Internationales

Décision relative au renouvellement de l'adhésion au réseau Rainbow Cities Network - Année 2024 - Approbation

Objet : Il s'agit d'autoriser le renouvellement de l'adhésion de la Ville de Montpellier pour l'année 2024 au réseau RAINBOW CITIES NETWORK pour un montant de 1 000 €. Ce réseau et ses villes membres travaillent pour garantir les droits sexuels d'une personne à l'aide de politiques publiques innovantes dans leurs villes respectives, permettant aux personnes LGBT+ de jouir de leur identité sexuelle et d'exercer un contrôle sur leur corps. Leur mission est de connecter les fonctionnaires civils des administrations locales, les décideurs politiques et les experts du monde entier afin de faciliter un échange de bonnes pratiques menant à l'amélioration des politiques LGBT+ existantes.

N°VD2024-296 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière

Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété QUINONERO ESTEPA - Local commercial - cadastré EW 63 - Lot 1 - 2 rue du Pont de Lattes

Objet : Il s'agit d'autoriser le droit de préemption urbain sur la propriété des consorts QUINONERO ESTEPA, un local commercial occupé, constituant le lot 1 de la copropriété du 2 rue du Pont de Lattes, cadastrée section EW 63, au prix révisé de 208 000 €.

N°VD2024-297 - Direction de l'Education

Décision occupation des locaux scolaires par les Associations

Objet : Il s'agit d'approuver les subventions en nature mentionnées sur le tableau attributif qui seront portées au compte administratif de la Ville pour un total de 9 659 €.

N°VD2024-299 - Direction Déléguée Citoyenneté, Démarches Administratives (PRUHEC)

Décision relative à l'avenant n°1 au marché N°V0D0013RP - Nettoyement des espaces publics, des conciergeries, des salles de repli, de la chapelle, des sanitaires publics et privés des cimetières - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché « Nettoyement des espaces publics, des conciergeries, des salles de repli, de la chapelle, des sanitaires publics et privés des cimetières », lot n°1, avec l'entreprise SMN SAS, pour un montant annuel de 27 722,51 € HT. Une augmentation du prix de la décomposition du prix global et forfaitaire DPGF est induite en raison de l'extension du périmètre par période annuelle (se répercutant sur les reconductions à venir). L'avenant prend effet à compter de la date de notification.

N°VD2024-300 - Direction Architecture et Immobilier

Décision relative au marché n°V3D0019AI "Construction crèche Mireille LAGET" - Attribution

Objet : Il s'agit d'autoriser l'attribution du marché n°V3D0019AI « Construction de la crèche Mireille Laget » aux entreprises ci-dessous :

- Lot n°1 : « Déconstruction - gros-œuvre - charpente / couverture » à l'entreprise BRUN CECCOTTI MEDITERRANEE, sise à Montpellier, pour un montant de 1 376 465,62 € HT ;
- Lot n°2 « Traitement des façades » à l'entreprise PIERRE DU LANGUEDOC, sise à Perpignan, pour un montant de 166 675 € HT ;
- Lot n°3 « Etanchéité » à l'entreprise MEDITERRANEE ISOLATION ETANCHEITE (MIE) sise à Marseille, pour un montant de 60 001 € HT ;
- Lot n°5 « Menuiseries intérieures / mobilier » à l'entreprise ALVAREZ FRERES, sise à Mauguio, pour un montant de 281 636,40 € HT ;
- Lot n°6 « Cloisons-doublages/Faux-plafonds » à l'entreprise FPI, sise à Montarnaud, pour un montant de 154 796 € HT ;
- Lot n°7 « Revêtements de sols et murs » à l'entreprise FPI, sise à Montarnaud, pour un montant de 143 206 € HT ;
- Lot n°9 « Electricité courants forts et courants faibles » à l'entreprise TEC ELEC SUD, sise à Saint Martin de Londres pour un montant de 144 956,70 € HT ;
- Lot n°10 « Chauffage - Rafraîchissement - Ventilation - Plomberie- Sanitaire » à l'entreprise SERCLIM, sise à Carcassonne, pour un montant de 440 000 € HT ;
- Lot n°12 « Serrurerie » à l'entreprise TECHNICFER, sise à Montpellier, pour un montant de 103 008,50 € HT ;
- Lot n°13 « Peinture – Nettoyage » à l'entreprise KROMATIK PEINTURE, sise à Montarnaud, pour un montant de 64 135 € HT ;
- Lot n°14 « VRD - Espaces verts » au groupement BRAULT MTP (Mandataire) - BRAULT TP-SERPE (cotraitants), sis à Vendargues, pour un montant de 69 767,80 € HT ;
- Lot n°15 « Générateur – Photovoltaïque » à l'entreprise MARC ELECTRICITE, sise à Saint-Jean-de-Védas, pour un montant de 27 600 € HT.

L'exécution des travaux débute à compter de la date fixée par l'ordre de service.

N°VD2024-301 – Service Affaires Juridiques (PJ2A)

Décision d'ester en justice "Requête n°2402068-4 TA - Association Vigilance Verte Montpellier Nord"

Objet : Il s'agit d'autoriser la Ville de Montpellier à ester en justice à la suite du dépôt de la requête n°2402068-4 devant le tribunal administratif de Montpellier par L'ASSOCIATION VIGILENCE VERTE MONTPELLIER NORD contre l'arrêté municipal n°VAR2022-009 limitant le nombre de vide-greniers à deux par an.

N°VD2024-302 - Direction de l'Education

Décision relative au marché public n°V4B0028ED " Fourniture, livraison et installation de matériels professionnels de réhausse en inox pour les éviers des offices des restaurants des groupes scolaires de la ville de Montpellier" - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°V4A0028ED « Fourniture, livraison et installation de matériels professionnels de rehausse en inox pour les éviers des offices des restaurants des groupes scolaires de la Ville de Montpellier » à l'entreprise SARL SALAGER SERRA, sise à Prades-le-Lez. Le marché à bons de commande avec maximum prend effet à compter de la date de notification du contrat, pour une durée de 1 an reconductible 1 fois pour une durée maximale de 2 ans.

N°VD2024-303 - Direction Déléguée Nature, Agroécologie et Paysage (BP2A)

Décision relative à une autorisation d'urbanisme pour la création d'une rampe d'accès au parc de l'ancien domaine de la Providence - Autorisation

Objet : Il s'agit d'autoriser le dépôt de la demande d'autorisation d'urbanisme relative à la mise en accessibilité du parc de l'ancien Domaine de la Providence en réalisant des travaux de création d'une rampe d'accès à l'ancien Domaine de la Providence.

N°VD2024-304 - Service Affaires Juridiques (PJ2A)

Décision d'ester en justice "Requêtes n°2402072-5 et n°2402106-5 TA - POMIER Christophe"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au Cabinet d'avocats CGCB ET ASSOCIES devant le tribunal administratif de Montpellier suite au dépôt par Monsieur POMIER de la requête n°2402072-5 devant le tribunal administratif de Montpellier contre l'arrêté n°2024.DCRL.0046, par lequel le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet d'aménagement du secteur avenue de Toulouse-rive Ouest – section Chasseurs/Bugarel, quartier de la Cité créative, et de la requête n°2402106-5 devant le tribunal administratif de Montpellier contre l'arrêté n°024.DCRL.0125, par lequel le Préfet de l'Hérault a déclaré cessibles les immeubles bâtis et non bâtis nécessaires au projet d'aménagement du secteur avenue de Toulouse-rive Ouest – section Chasseurs/Bugarel, quartier de la cité créative à Montpellier.

N°VD2024-305 - Service Affaires Juridiques (PJ2A)

Décision d'ester en justice "requête n°2402174-5 TA - Florent POMIER"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au Cabinet d'avocats CGCB ET ASSOCIES suite au dépôt de la requête n°2402174-5 devant le tribunal administratif de Montpellier par Monsieur POMIER tendant à l'annulation partielle de l'arrêté n°2024.DCRL.0046, par lequel le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet d'aménagement du secteur avenue de Toulouse-rive Ouest – section Chasseurs/Bugarel, quartier de la Cité créative.

N°VD2024-306 - Service Affaires Juridiques (PJ2A)

Décision d'ester en justice "Requête n°2401283-3 TA - Ressources humaines"

Objet : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice devant le tribunal administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2401283-3 par une agente de la Ville de Montpellier tendant à l'annulation de la décision portant retrait de la nouvelle bonification indiciaire (NBI).

N°VD2024-309 - Direction du Parc de Lunaret

Décision relative au dépôt de demandes d'autorisation d'urbanisme pour le Grand Parc de Lunaret - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser le dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme dans le cadre des aménagements pour le Grand Parc de Lunaret auprès des services compétents.

N°VD2024-310 - Service Affaires Juridiques (PJ2A)

Décision d'ester en justice "Requêtes n°2402434-3 et n°2403042-3 TA - Ressources Humaines"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au Cabinet d'avocats HORTUS AVOCATS devant le tribunal administratif de Montpellier consécutivement au dépôt par une agente de la Ville des requêtes :

- n°2402434-3 tendant à l'annulation de la décision de rejet du 13/03/24 de placement en disponibilité à compter du 27/05/24 et refusant le bénéfice d'un congé longue maladie ;
- n°2403042-3 en référé tendant à la suspension de la décision de rejet du 13/03/24 de placement en disponibilité à compter du 27/05/2024 et refusant le bénéfice d'un congé longue maladie.

N°VD2024-311 - Service Affaires Juridiques (PJ2A)

Décision d'ester en justice "Requête n°2402443-1 TA - SARL L'Entracte et SARL BATIM "

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au Cabinet d'avocats ACOCE suite au dépôt de la requête n°2402443-1 devant le tribunal administratif de Montpellier par la SARL L'ENTRACTE et la SARL BATIM contre l'arrêté n°DP 34172 23 M du 03/01/24 autorisant les consorts CHAGVARDIEFF / CHAUVIN à réaliser des travaux de surélévation au 7 rue de la République.

N°VD2024-312 - Direction Déléguée Rénovation et Maintenance (PISE)

Décision relative à la transformation du restaurant scolaire en self-service à l'école élémentaire SIGMUND Freud - Demande d'autorisation d'urbanisme - Demande de subventions

Objet : Il s'agit d'autoriser le dépôt de la demande d'autorisation d'urbanisme afin de mettre en place un self-service à l'école élémentaire Sigmund Freud sise 2 rue des Tourterelles afin d'augmenter la capacité d'accueil du restaurant scolaire et de solliciter les subventions les plus larges possibles auprès des services compétents. Le montant estimatif des travaux est de 550 000 € HT.

N°VD2024-313 - Direction Déléguée Rénovation et Maintenance (PISE)

Décision relative à des travaux de rénovation d'isolation thermique des bâtiments - Changement de menuiseries dans 6 établissements scolaires de la Ville de Montpellier - Demande d'autorisation d'urbanisme - Demandes de subventions

Objet : Il s'agit d'autoriser le dépôt de la demande d'autorisation d'urbanisme et des demandes de subventions pour permettre à la Ville de Montpellier de remplacer des menuiseries vétustes par des menuiseries étanches à double vitrages dans les écoles afin de réduire les consommations et d'améliorer le confort thermique de son patrimoine.

N°VD2024-314 - Direction Déléguée Rénovation et Maintenance (PISE)

Décision relative à la réfection de la toiture de l'école élémentaire SAVARY ALAIN Demande d'autorisation d'urbanisme

Objet : Il s'agit d'autoriser le dépôt de la demande d'autorisation d'urbanisme pour permettre à la Ville de Montpellier de procéder à la réfection de la toiture de l'école élémentaire Alain Savary. Cette initiative vise à optimiser l'efficacité énergétique de ses bâtiments tout en contribuant à la préservation de l'environnement afin de réduire les consommations et améliorer le confort thermique de son patrimoine.

N°VD2024-315 - Direction Déléguée Nature, Agroécologie et Paysage (BP2A)

Décision relative au marché n°V3D0032PB pour la restauration de la fontaine du parc Sophie Desmarests - Lots n°1 et 2 - Attributions - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser l'attribution du marché n°V3D0032PB pour la restauration de la fontaine du parc Sophie Desmarests comme suit concernant les lots n°1 et n°2 (lot n°3 infructueux, aucune offre réceptionnée) :

- Lot n°1 « Génie civil, terrassements, démolitions, maçonnerie et traitement des surfaces » : à l'entreprise DARVER, sise à Castries, pour un montant de 510 687,89 € HT et pour une durée de 1 an ;
- Lot n°2 « Travaux de fontainerie » : à l'entreprise HYDATEC, sise à Brindas (69), pour un montant de 135 335 € HT et pour une durée de 1 an.

N°VD2024-316 - Service Affaires Juridiques (PJ2A)

Décision d'ester en justice "Requête n° 2402442-1 TA - Société URBAN RENAISSANCE DEVELOPPEMENT "

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au Cabinet d'avocats CGCB ET ASSOCIES suite au dépôt de la requête n°2402442-1 déposée devant le tribunal administratif de Montpellier par la société URBAN RENAISSANCE DEVELOPPEMENT tendant à l'indemnisation des préjudices subis en raison de la décision de préemption de la Ville de Montpellier en date du 19/10/22 des lots volumes n°10 et n°11 à usage commercial, pour moitié occupés, situés avenue de Maurin, cadastrés section EV 565 et EV 546.

N°VD2024-317 - Direction Déléguée Attractivité et Rayonnement (PADEE)

Décision relative à une convention d'autorisation d'occupation du Jardin des Plantes entre l'Université de Montpellier et la Ville de Montpellier - Cœur de Ville en Lumières - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de la convention ente la Ville de Montpellier et l'Université de Montpellier pour la mise à disposition à titre gracieux des installations et des voies d'accès du Jardin des Plantes dans le cadre de « Cœur de Ville en Lumières ».

N°VD2024-318 – Service Ressources (PISE)

Décision relative au dépôt d'une demande d'autorisation d'urbanisme - Groupe Scolaire Savary Boucher 240 Quai Flora Tristan à Montpellier

Objet : Il s'agit d'autoriser le dépôt de la demande d'autorisation d'urbanisme afin de procéder à l'extension, la création, le réagencement et la création de cours au sein du groupe scolaire Savary Boucher.

N°VD2024-319 – Mission Europe, Contractualisation et Partenariats

Décision relative à une convention de mécénat entre l'aéroport de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier pour soutenir Cœur de Ville en Lumières 2024

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention de mécénat et l'acceptation du don de la part de L'AEROPORT DE MONTPELLIER au bénéfice de « Cœur de Ville en Lumières » 2024 pour un montant de 5 000 €.

N°VD2024-321 - Service Administratif, Ressources Humaines et Financier (PND)

Décision relative à un marché n°V3B0047ND "Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) pour le remplacement de la solution de gestion scolaire, périscolaire, extrascolaire et petite enfance de la Ville de Montpellier" - Attribution - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°V3B0047RI « Prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour le remplacement de la solution de gestion scolaire, périscolaire, extrascolaire et petite enfance de la Ville de Montpellier » à l'entreprise MEJA, sise à Paris, pour un montant estimé de 67 950 € HT pour la durée totale du marché.

N°VD2024-322 - Service Affaires Juridiques (PJ2A)

Décision d'ester en justice "Requête n°2402533-1 TA - DELMAS Francis"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au Cabinet d'avocats CGCB ET ASSOCIES suite au dépôt de la requête n°2402533-1 devant le tribunal administratif de Montpellier par Monsieur DELMAS contre l'arrêté de permis de construire délivré le 30/05/23 à la société COGEDIM LANGUEDOC-ROUSSILLON, pour la réalisation d'un ensemble immobilier desservi depuis le boulevard Paul Valéry.

N°VD2024-323 - Mission Action Extérieure et Relations Internationales

Décision relative à un mandat spécial - Présentation d'une mission opérationnelle à Lviv en Ukraine du 1er au 4 juillet 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la prise en charge des frais liés au déplacement à Lviv en Ukraine du 01/07 au 04/07/2024 pour un montant de 800 €.

N°VD2024-324 - Service Affaires Juridiques (PJ2A)

Décision d'ester en justice "Requête n°2402592-5 - SASU LE BIENVENU"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au Cabinet d'avocats CGCB ET ASSOCIES suite au dépôt de la requête n°2402592-5 devant le tribunal administratif de Montpellier par la SASU LE BIENVENU contre l'arrêté n°VAR2024-0008 du 12/03/2024, en tant que la Ville de Montpellier a décidé que du 01/06/2024 au 30/09/2024 ainsi que durant les périodes de congés scolaires, les établissements visés à l'article 2 devront être fermés de 22h jusqu'à 6h, du jeudi soir au lundi matin inclus.

N°VD2024-325 - Service Affaires Juridiques (PJ2A)

Décision d'ester en justice "Requête n°2402791-5 TA - Société ALKAZAR"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au Cabinet d'avocats CGCB ET ASSOCIES suite au dépôt de la requête n°2402791-5 devant le tribunal administratif de Montpellier par la SOCIETE ALKAZAR contre l'arrêté n°VAR2024-0008 du 12/03/2024, en tant que la Ville de Montpellier a décidé que du 01/06 au 30/06 ainsi que durant les périodes de congés scolaires, les établissements visés à l'article 2 devront être fermés de 22h jusqu'à 6h, du jeudi soir au lundi matin inclus.

N°VD2024-326 - Service Affaires Juridiques (PJ2A)

Décision d'ester en justice "requêtes n°2402842-3 et n°2402839-3 TA - Ressources humaines"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au Cabinet d'avocats HORTUS devant le tribunal administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2402842-3 par une agente de la Ville de Montpellier, contre la décision notifiée le 06/05/2024 procédant au retrait de la décision en date du 31/10/2023, et du dépôt de la requête n°2402839-3 par cette même agente contre la décision de la Ville de Montpellier notifiée le 06/05/2024 la plaçant en disponibilité conservatoire à compter du 14/03/2023 jusqu'à l'avis du comité médical.

N°VD2024-327 - Service Affaires Juridiques (PJ2A)

Décision d'ester en justice "requête n°2402957-1 TA - Madame Martine PEYRON"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au Cabinet d'avocats CGCB ET ASSOCIES suite au dépôt de la requête n°2402957-1 devant le tribunal administratif de Montpellier par Madame PEYRON contre l'arrêté de permis de construire délivré le 21/08/2023 pour la création d'un immeuble sur un terrain sis 74 rue René Grousset.

N°VD2024-328 - Service Affaires Juridiques (PJ2A)

Décision d'ester en justice "Requête n°24TL01196 CAA - Ressources humaines"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au Cabinet d'avocats HORTUS AVOCATS suite au dépôt de la requête n°24TL01196 devant la cour administrative d'appel de Toulouse par Monsieur GUZMAN contre le jugement n°2202047-3 du 29/03/2024 du tribunal administratif de Montpellier rejetant sa demande d'annuler la décision du 23/02/2022 refusant la reconnaissance d'une maladie professionnelle.

N°VD2024-329 - Pôle Finances et Conseil en Gestion

Décision relative à la mise en place d'un emprunt de 10 M€ auprès du Crédit Coopératif pour financer les investissements 2024

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un contrat d'emprunt auprès du CREDIT COOPERATIF à hauteur de 10 M€ pour financer les investissements de la Ville de Montpellier. Le contrat est consenti à taux variable EURIBOR3M +0.86% de marge pour une durée de 20 ans avec une phase de mobilisation de 1 an à compter de la signature du contrat.

N°VD2024-330 - Service Affaires Juridiques (PJ2A)

Décision d'ester en justice "Requête n°2401643-3 TA - Ressources Humaines"

Objet : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice suite au dépôt de la requête n°2401643-3 devant le tribunal administratif de Montpellier par une agente de la Ville de Montpellier sollicitant l'annulation de la décision du 08/01/2024 lui refusant la reconnaissance de l'accident de service.

N°VD2024-332 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière

Convention d'occupation temporaire Ville / association ' Luttopia ' Habitat intercalaire - 88 bis avenue de Toulouse à Montpellier - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de la convention d'occupation temporaire, entre la Ville de Montpellier et l'association LUTTOPIA, du bien situé 88 bis avenue de Toulouse afin d'effectuer le renouvellement rétroactif de cette convention à compter du 02/06/2024 jusqu'au 30/09/2025. La gratuité de cette mise à disposition constitue une subvention en nature annuelle d'un montant de 15 132 €.

N°VD2024-333 – Service Ressources (PISE)

Décision relative au marché V2D0007AI "restructuration du Palais des Sports Pierre de Coubertin" - Avenant n°4 pour le lot 1 et Avenant n°2 pour les lots 6, 9 et 13 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature des avenants suivants au marché n°V2D0007AI « Restructuration du Palais des Sports Pierre de Coubertin » :

- Avenant n°4 pour le lot n°1 « Déconstruction – gros œuvre », avec le groupement d'entreprises SOGEA SUD BATIMENT/CARDEM, d'un montant de 3 774,60 € HT portant le nouveau montant du marché à 1 458 655,70 € HT, soit une plus-value totale de 9,05% du contrat initial (tous avenants confondus) ;
- Avenant n°2 pour le lot n°6 « Menuiseries intérieures », avec l'entreprise LACLAU d'un montant de 4 286,50 € HT, portant le nouveau montant du marché à 286 589, 61 € HT, soit une plus-value de 1,52% ;
- Avenant n°2 pour le lot n°9 « Appareil élévateur », avec l'entreprise CFA DIVISION DE NSA, d'un montant de 880 € HT, portant le nouveau montant du marché à 23 580 € HT, soit une plus-value de 3,88% ;
- Avenant n°2 pour le lot n°13 « Aménagements extérieurs », avec l'entreprise COLAS France, d'un montant de 6 537,75 € HT, portant le nouveau montant du marché à 85 912,70 € HT, soit une plus-value de 8,24%.

N°VD2024-334 - Service Ressources (PISE)

Décision relative à un avenant n°2 au lot n°14 du marché V2D0060AI ' Restructuration du palais des sports Pierre de Coubertin ' - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°2 au lot n°14 du marché n°V2D0060AI « Revêtements de sols sportifs ». Il a pour objet d'augmenter de 550 € le montant du marché, à la suite de certaines modifications techniques, portant le nouveau marché à 178 390,24 € HT, soit une plus-value totale de 0,31% du contrat initial

N°VD2024-335 - Mission Europe, Contractualisation et Partenariats

Décision relative à une convention de mécénat et au don de l'entreprise BELLE ENVIRONNEMENT au bénéfice de la scène artistique pour l'inauguration de la fontaine et ligne d'eau de la nouvelle esplanade de Montpellier - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre la Ville de Montpellier et la société BELLE ENVIRONNEMENT, sise à Paris, d'une convention de mécénat et l'acceptation d'un montant de 18 387 € en mécénat pour l'organisation de la scène et programmation musicale de l'inauguration de la nouvelle fontaine de l'Esplanade à l'occasion de la fête de la musique.

N°VD2024-336 - Direction Déléguée Sobriété Énergétique (PISE)

Décision relative au marché n° V4B0006EN - Maintenance et fourniture des onduleurs de la Ville de Montpellier - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°V4B0006EN « Maintenance et fourniture des onduleurs » à la société BSAV, sise à Grigny (92), sur la base d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec un maximum de 89 000 € HT pour une durée de 4 ans à compter de sa notification.

N°VD2024-338 - Direction Déléguée Rénovation et Maintenance (PISE)

Décision relative à un avenant n°1 au lot 11 du marché V1D0003AI "Travaux d'entretien dans les bâtiments communaux" - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°1 au lot n°11 « Revêtement de sols souples » du marché n°V1D0003AI « Travaux d'entretien dans les bâtiments communaux », conclu avec l'entreprise JLC PEINTURE, sise à Fabrègues, ayant pour objet d'ajouter des lignes de prix supplémentaires dans le bordereau de prix unitaires du marché. Cet avenant est sans incidence financière.

N°VD2024-340 - Direction Déléguée Aménagement Métropolitain (PDU)

Décision relative à la convention de participation aux équipements publics de la ZAC de la Restanque entre la Ville de Montpellier /l'association Centre Multiculturel d'Occitanie (CMO)/SA3M pour les parcelles OM 17

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de la convention entre la Ville de Montpellier, l'association CENTRE MULTICULTUREL D'OCCITANIE et la SA3M à des fins de participation au coût des équipements publics de la ZAC de la Restanque en application de l'article L. 311-4 du Code de l'urbanisme.

N°VD2024-341 - Direction Déléguée Rénovation et Maintenance (PISE)

Décision relative à une demande de remplacement des menuiseries pour l'école Jules Simon à la Ville de Montpellier - Demande d'autorisation d'urbanisme

Objet : Il s'agit d'autoriser le dépôt de la demande d'autorisation d'urbanisme pour des travaux de remplacement des menuiseries vétustes par des menuiseries étanches à double vitrage dans l'école Jules Simon.

N°VD2024-342 - Pôle Finances et Conseil en Gestion

Décision relative à la mise en place d'un emprunt de 10 M€ auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour financer le projet Ville Parc

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un contrat d'emprunt auprès de la CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS, à hauteur de 10 millions d'euros, pour financer le projet « Ville Parc ». Le contrat est consenti à taux variable Livret A +0.40% de marge pour une durée de 25 ans avec phase de mobilisation de 6 mois.

N°VD2024-343 - Direction Déléguée Rénovation et Maintenance (PISE)

Décision relative à des travaux de rénovation d'isolation thermique des bâtiments des écoles élémentaires Blaise Pascal, Jean Zay, et de l'école maternelle Louise Michel - Autorisation d'urbanisme

Objet : Il s'agit d'autoriser le dépôt de la demande d'autorisation d'urbanisme concernant des travaux de rénovation thermique et énergétique des écoles élémentaires Blaise Pascal, JeanZay, et de l'école maternelle Louise Michel.

N°VD2024-345 - Service Administratif, Ressources Humaines et Financier (PND)

Décision relative au recours à l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) pour l'acquisition d'un Firewall périmétrique pour la ville de Montpellier - Marché n° V4D0032ND - Autorisation

Objet : Il s'agit de faire appel à l'UGAP concernant l'acquisition de Firewall périmétrique, pour un montant maximum de 260 000 € HT et une durée de 7 mois à compter de la signature.

N°VD2024-346 - Mission Action Extérieure et Relations Internationales

Décision relative à la mise à disposition d'un local associatif à l'Espace Martin Luther King - Loyer minoré - Convention - Approbation - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la mise à disposition d'un local à L'Espace Martin LutherKing pour l'association OCCITANIE COOPERATION, pour l'année 2024, ainsi que de porter au compte administratif de la Ville, le montant de ces aides en nature pour un montant de 5 197,80 €

N°VD2024-347 - Mission Action Extérieure et Relations Internationales

Décision relative à une convention de mécénat entre la Ville de Montpellier et SFMA pour le soutien financier du festival "Art2rue"organisé par les Maisons pour Tous - Autorisation de signature et acceptation de don

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention de mécénat entre la Ville de Montpellier et SFMA pour le soutien financier du festival « Art2rue » organisé par les Maisons pour tous.

N°VD2024-350 - Service Administratif, Ressources Humaines et Financier (PND)

Décision relative au recours au Réseau des Acheteurs Hospitaliers (RESAH) pour la fourniture, l'installation, l'exploitation et la maintenance d'infrastructures téléphoniques multimarques et services connexes - Marché n°G2D0057RI - RESAH n°2021-047-001 - Décision modificative

Objet : Il s'agit de modifier la décision n°VD2022-558 en date du 02/12/2022 concernant le marché n°G2D0057RI – RESAH n°2021-047, afin d'augmenter le montant maximum annuel de 200 000 € HT à 600 000 € HT. Le marché subséquent ne sera pas reconduit au 31/12/2024.

N°VD2024-351 - Direction Déléguée Nature, Agroécologie et Paysage (BP2A)

Décision relative au marché n°G3D0031PB pour la réalisation d'études environnementales (inventaire, diagnostics écologiques, analyse et suivis naturalistes) - Lots n°1,3 et 4 - Attributions - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°G3D0031PB pour la réalisation d'études environnementales (inventaire, diagnostics, écologiques, analyse et suivis naturalistes), lots n° 1,3 et 4 comme suit :

- Lot n°1 « Diagnostic écologique » : à l'entreprise EGIS STRUCTURES ET ENVIRONNEMENT, sise à Saint-Quentin-en-Yvelines (78) sur la base d'un accord-cadre à bons de commande avec un montant annuel maximum de 700 000 € HT ;

- Lot n° 3 « Analyses des écosystèmes aquatiques et des zones humides » : à l'entreprise AQUASCOP BIOLOGIE et sous-traitants BIOTOPE, CARSO et GECOLAB, sise à Saint Mathieu de Tréviers, sur la base d'un accord-cadre à bons de commande avec un montant annuel maximum de 645 000 € HT ;

- Lot n° 4 « Analyse naturaliste du paysage acoustique » : au groupement BIOPHINA / LA TELESCOP, sis à Oletta (Corse), sur la base d'un accord-cadre à bons de commande avec un montant annuel maximum de 240 000 € HT.

N°VD2024-352 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière

Décision relative à une convention d'occupation précaire entre la Ville de Montpellier et Monsieur Leclerc André pour un local situé au 53 boulevard Bonne Nouvelle à Montpellier - Autorisation signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention d'occupation précaire avec Monsieur LECLERC, artiste peintre, concernant des locaux PV3 d'une surface de 19,13 m², et l'atelier 203 d'une surface de 26 m² situés au 53 boulevard Bonne Nouvelle à Montpellier, pour y conserver temporairement son atelier de peinture. La convention est consentie pour une durée de 6 mois, elle prend effet du 03/05/2024 au 03/11/2024 moyennant un loyer mensuel de base de 355 € HC auquel s'ajoutent 40 € au titre des provisions pour charges locatives.

N°VD2024-353 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière

Décision relative à une convention d'occupation précaire entre la Ville de Montpellier et Madame Reale Agatha pour un local situé au 53 boulevard Bonne Nouvelle à Montpellier - Autorisation signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention d'occupation précaire avec Madame REALE, brodeuse, concernant des locaux PV1 d'une surface de 26,27 m² et PV2 d'une surface de 16,46 m², l'atelier 201 d'une surface de 23,09 m² et l'atelier 202 d'une surface de 19,19 m² situés au 53 boulevard Bonne Nouvelle à Montpellier, pour y conserver temporairement son atelier de broderie. La convention est consentie pour une durée de 6 mois, elle prend effet du 03/05/2024 au 03/11/2024, moyennant un loyer mensuel de base de 44 00 € HC auquel s'ajoutent 40 € au titre des provisions pour charges locatives.

N°VD2024-354 - Pôle Proximité Espaces Publics (PEPS)

Décision relative au marché subséquent n°V4D0027EP pour la location, pose et dépose de décorations lumineuses et illuminations de Noël 2024 pour la Ville de Montpellier - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°V4D0027EP « Location, pose et dépose des décorations lumineuses et illuminations de Noël 2024 pour la Ville de Montpellier » au groupement d'entreprises BLACHERIE ILLUMINATIONS/CITEOS TRAVESSET sis à Apt (84), pour un montant estimatif de 497 876,78 € HT et une durée de 8 mois à compter de la notification.

N°VD2024-355 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière

Convention d'occupation temporaire - Association LUTTOPIA - 88 bis avenue de Toulouse - Avenant n°1 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de l'avenant n°1 portant sur la mise à disposition du garage attenant au bien situé 88 bis avenue de Toulouse, déjà mis à disposition par une convention d'occupation temporaire conclue entre la Ville de Montpellier et l'association LUTTOPIA. Cette nouvelle mise à disposition est consentie à titre gracieux dans les mêmes conditions que la convention initiale, à compter du 01/07/2024 jusqu'au 30/09/2025 avec possibilité de reconduction après accord exprès de la Ville de Montpellier. Cette gratuité proposée à l'association LUTTOPIA constitue une subvention en nature d'un montant annuel de 4 680 € qu'il convient de porter au compte administratif de la Ville de Montpellier et de l'association.

N°VD2024-356 - Direction Déléguée Rénovation et Maintenance (PISE)

Décision relative à un marché n°V4B0023PI sans publicité ni mise en concurrence "Travaux sur les ascenseurs de l'ancien Hôtel de Ville de Montpellier" - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°V4B0023PI « Travaux sur les ascenseurs de l'ancien Hôtel de Ville de Montpellier » à la société SCHINDLER, sis à Saint-Jean-de-Védas pour un montant global et forfaitaire de 88 110 € HT. L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du contrat. La durée prévisionnelle d'exécution des prestations est de 8 semaines

N°VD2024-357 – Service Expertise Pilotage de Projets Immobiliers (PISE)

Décision relative à l'avenant n°1 du marché n°V2D0020AI "Transformation du site du Conservatoire en école primaire" - Relance du lot n°2 : Échafaudages communs - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n°V2D0020AI « Transformation du site du Conservatoire en école primaire », lot n°2 « Échafaudages communs ». Il a pour objet de maintenir les échafaudages sur la façade pour une durée complémentaire de 2 semaines suite à certaines modifications techniques dues aux travaux de rénovation de façade (support de l'oculus présentant des désordres structurels) entraînant une incidence financière (plus-value) de 1 170 € HT portant le nouveau montant du marché à 129 838 € HT soit une augmentation de 0,91 %.

N°VD2024-358 – Mission Action Extérieure et Relations Internationales

Décision relative à la mise à disposition d'un bureau partagé au Consulat Honoraire de Suisse à Montpellier à la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela - Convention - Approbation - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la mise à disposition d'un bureau partagé au Consulat Honoraire de Suisse à Montpellier, à la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela. Ce bureau est partagé avec le Consulat Honoraire d'Allemagne et le Consulat Honoraire d'Italie. Le montant annuel de la participation financière due par le Consulat honoraire de Suisse s'élève à 748,80 €.

N°VD2024-359 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' FABRICANDAR ' le 29 juin 2024 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre la Ville de Montpellier et l'association FABRICANDAR d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs le 29/06/2024, moyennant une redevance de 32,50 €.

N°VD2024-360 - Service Affaires Juridiques (PJ2A)

Décision d'ester en justice "Tribunal Correctionnel de Montpellier - Dégradation mât drapeau et drapeau"

Objet : Il s'agit d'autoriser la Ville de Montpellier à se constituer partie civile devant le tribunal correctionnel de Montpellier, chambre correctionnelle, dans la procédure concernant la dégradation d'un mât et d'un drapeau. La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'avocats CGCB et ASSOCIES.

N°VD2024-361 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association 'JORDELAN' le 29 juin 2024 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre la Ville de Montpellier et l'association JORDELAN d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs le 29/06/2024, moyennant une redevance de 32,50 €.

N°VD2024-362 - Direction Déléguée Rénovation et Maintenance (PISE)

Décision relative à une demande de travaux de rénovation d'isolation thermique par l'extérieur (ITE) de l'école maternelle Lily Boulanger à la Ville de Montpellier - Demande d'autorisation d'urbanisme - Demande de subvention

Objet : Il s'agit d'autoriser le dépôt d'une demande d'urbanisme pour procéder à l'isolation thermique par l'extérieur de l'école maternelle Lily Boulanger.

N°VD2024-363 - Direction Déléguée Rénovation et Maintenance (PISE)

Décision relative à des travaux de réfection et sécurisation toiture sur l'école maternelle Jeanne DEROIN la ville de Montpellier - Demande d'autorisation d'urbanisme - Demande de subvention

Objet : Il s'agit d'autoriser le dépôt d'une demande d'urbanisme pour procéder à des travaux de rénovation thermique et énergétique de l'école maternelle Jeanne Deroïn.

N°VD2024-364 - Direction Aménagement et Renouvellement Urbain

Décision relative au renouvellement de la cotisation à l'association du réseau National des Collectivités pour l'Habitat Participatif (RNCHP) pour l'année 2024 - Autorisation

Objet : Il s'agit d'accepter le versement de la cotisation à l'association RESEAU NATIONAL DES COLLECTIVITES POUR L'HABITAT PARTICIPATIF d'un montant de 2 000 € pour l'année 2024.

N°VD2024-365 - Direction Déléguée Grands Projets, Excellence Sportive et Pilotage (PSPORTS)

Décision relative au marché n°V4B0034PS de travaux de construction de bâtiments modulaires pour locaux associatifs au BMX skatepark international Ronan Pointeau et au centre équestre Montpellier Grammont à Montpellier - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°V4B0034PS « Travaux de construction de bâtiments modulaires pour locaux associatifs au BMX skatepark international Ronan Pointeau et au centre équestre Montpellier Grammont » à la société WOOD BUILDINGS INDUSTRY sise à Saint-Privat des Vieux (30). Le marché est conclu pour un montant global et forfaitaire de 79 500 € HT et pour une durée de 6 mois à compter de sa date de notification.

N°VD2024-366 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une autorisation d'occupation du domaine public pour le tournage d'un vidéoclip

Objet : Il s'agit d'autoriser la production AETERNUM CREATIVE à réaliser le tournage d'un clip dans les locaux de l'ancien hôtel de l'Etat-major de l'Armée de terre, 3 boulevard Henri IV. Cette mise à disposition est consentie à titre gracieux.

N°VD2024-367 - Direction Architecture et Immobilier

Décision relative au marché V2D0054TM "Mise en sécurité et intervention sur équipements sportifs" - Avenant n°1 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n°V2D0054TM « Mise en sécurité et intervention sur équipements sportifs » avec l'entreprise REEL MEDITERRANEE, modifiant l'article 7.2 du CCAP. Cet avenant est sans incidence financière.

N°VD2024-368 - Direction Déléguée Rénovation et Maintenance (PISE)

Décision relative à une demande de travaux de rénovation d'isolation thermique des bâtiments et de remplacement des menuiseries à l'école Savary Alain à la Ville de Montpellier - Demande d'autorisation d'urbanisme - Demande de subvention

Objet : Il s'agit d'autoriser le dépôt des demandes d'autorisation d'urbanisme relatives aux travaux de rénovation d'isolation thermique des bâtiments et de remplacement des menuiseries à l'école Alain Savary. L'opération est estimée 954 424 € HT.

N°VD2024-369 - Direction Déléguée Rénovation et Maintenance (PISE)

Décision relative à des travaux de réfection et sécurisation toiture - École maternelle J.W.Von Goethe - École élémentaire P.Langevin - Menuiseries extérieures - École maternelle Térésa - Demande d'autorisation d'urbanisme - Demande de subvention

Objet : Il s'agit d'autoriser le dépôt des demandes d'autorisation d'urbanisme relatives aux travaux de rénovation thermique et énergétique de l'école maternelle Johann Wolfgang Von Goethe et de l'école élémentaire Paul Langevin.

N°VD2024-370 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à plusieurs mises à disposition de la Maison des Choeurs à des associations du 1er juillet au 31 décembre 2024 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre la Ville de Montpellier et plusieurs associations, d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs du 01/07 au 31/12/2024, moyennant une redevance de 2 787 €, détaillée ci-après :

- ACL : 16 € ;
- KUMBAYA GOSPEL : 32,50 € ;
- HUGUES REINER : 390 € ;
- NOUVEAU CHŒUR : 32,50 € ;
- EKHO : 135 € ;
- FABRICANDAR : 65 € ;
- L'ART SCÈNE : 65 € ;
- CHŒUR D'O : 35 € ;
- GOOD NEWS GOSPEL : 70 € ;
- LA MORENA : 204 € ;
- CUM : 210 € ;
- TUTTI : 175 € ;
- FESTIVAL DE CLARINETTE : 70 € ;
- WHAT THE FEST : 990 € ;
- ACCROCHE CHŒUR : 87 € ;
- ARS MUSICA : 210 €.

N°VD2024-372 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière

Décision relative à une convention d'occupation temporaire du domaine public de l'Etat au profit de la Ville, d'une partie des locaux de la parcelle CD677 - Locaux dénommé "les Geôles de Lauwe" - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention d'occupation temporaire du domaine public de l'Etat concernant une partie des locaux, situé 4 rue du 81^{ème} Régiment de l'Infanterie à Montpellier, ensemble dénommé « les Geôles de Lauwe », comportent une circulation et 6 cellules pour une surface approximative de 50 m², afin d'effectuer toutes études, sondages, diagnostics, tests de toutes natures, directement ou par l'intermédiaire des prestataires de son choix permettant d'assurer une ouverture adaptée du site au public lors de visites guidées et encadrées. Cette convention d'occupation temporaire est prévue pour une durée de 3 ans, moyennant un loyer à titre gracieux. La Ville de Montpellier s'engage à mobiliser les financements nécessaires à la réalisation complète de l'opération sur la base d'une enveloppe prévisionnelle globale, non contractuelle, de l'ordre de 250 000 € TTC et d'un calendrier également prévisionnel de livraison des travaux à horizon automne 2024.

N°VD2024-377 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à l'accord-cadre n°V4B0044CP "Location, mise en place et exploitation de structures, équipements d'éclairage et de sonorisation pour le concert Radio France du 08 juillet 2024 sur l'Esplanade de l'Europe" - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°V4B0044CP « Location, mise en place et exploitation de structures, équipements d'éclairage et de sonorisation pour le concert RADIO FRANCE du 08/07/2024 sur l'esplanade de l'Europe » au groupement d'entreprises SASU REGIETEK - SAS TWELVE IN A BOX, sis à Gonesse (95), pour un montant sans minimum et avec un montant maximum de 60 000 € HT. L'accord-cadre prend effet à compter de sa notification et se terminera le 09/07/2024.

N°VD2024-378 - Direction Déléguée Rénovation et Maintenance (PISE)

Décision relative au recours à l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) pour des prestations de Sécurité - Incendie et Sûreté de l'hôtel de Ville - Marché n°V4D0034PI - Autorisation de recours

Objet : Il s'agit d'autoriser la Ville de Montpellier à recourir à l'UGAP pour des prestations de sécurité incendie et sûreté de l'Hôtel de Ville. L'UGAP propose une gamme de services adaptée aux besoins de la Ville de Montpellier. Les prestations démarreront à compter du 04/09/2024 pour une durée de 36 mois soit jusqu'au 03/09/2027 pour un montant global et forfaitaire annuel de 341 622,22 € HT et un maximum annuel de commandes de 600 000 € HT pour les prestations rémunérées par application du bordereau de prix unitaires de l'UGAP.

N°VD2024-379 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière

Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété de la DIRECTION NATIONALE D'INTERVENTIONS DOMANIALES - Lots 1 à 5 et 7 - Immeuble 21 boulevard du Jeu de Paume - Cadastre HV 317

Objet : Il s'agit d'autoriser la préemption à l'occasion de la vente par la Direction Nationale d'Interventions Domaniales, d'un local commercial, d'un garage, de 2 appartements et de 2 caves, constituant les lots 1 à 5 et 7 de la copropriété du 21 boulevard du Jeu de Paume, cadastrée section HV 317, au prix révisé de 400 000 €. L'acquisition de ce bien est nécessaire dans le cadre de l'opération d'aménagement urbain « Montpellier Nouveau Grand Cœur ». La SA3M interviendra à l'acte d'acquisition, en tant que concessionnaire de l'opération et en qualité de tiers-payeur, le bien lui étant par la suite cédé gratuitement.

N°VD2024-380 - Direction Déléguée Citoyenneté, Démarches Administratives (PRUHEC)

Décision relative à une rétrocession d'une concession cinquantenaire - Acte 38317 - Autorisation

Objet : Il s'agit d'autoriser la rétrocession de la concession cinquantenaire Acte 38317 située au cimetière Saint-Etienne.

N°VD2024-381 - Service Expertise Pilotage de Projets Immobiliers (PISE)

Décision relative à un mandat d'études et travaux pour la réhabilitation de l'EHPAD des Violettes et d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la cession du foncier résiduel entre la Ville de Montpellier et la Société d'aménagement Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M)

Objet : Il s'agit de proposer un service d'accueil des femmes monoparentales, en lien avec le CCAS. La Ville de Montpellier a décidé d'engager une opération de réhabilitation du bâtiment qui accueillait l'EHPAD des Violettes situé à Montpellier. Le montant prévisionnel du contrat de mandat s'élève à :

- Foncier (taxes) : 73 728,50 € HT ;
- Etudes préalables et travaux : 2 819 410 € HT ;
- Groupement de MOE : 590 464,51 € HT ;
- Rémunération du mandataire : 190 280€ HT ;
- Frais divers : 160 999,74 € HT ;

Le total est estimé à 4 583 624 € TTC.

N°VD2024-385 - Service Affaires Juridiques (PJ2A)

Décision d'ester en justice "Requête n°2402659-4 TA - Fatiha BEN KHALIFA"

Objet : Il s'agit de confier au Cabinet d'Avocats AUDOUIN la défense de la Ville de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2402659-4 devant le tribunal administratif de Montpellier par Madame BEN KHALIFA contre la décision implicite de rejet de sa demande indemnitaire préalable suite à une chute dans une plaque d'égout sise sur le trottoir rue la Feuillade.

N°VD2024-386 - Service Affaires Juridiques (PJ2A)

Décision d'ester en justice "Requête n°2403147-4 TA - Association Vigilance Verte Montpellier Nord"

Objet : Il s'agit d'ester en justice suite au dépôt de la requête n°2403147-4 devant le tribunal administratif de Montpellier par L'ASSOCIATION VIGILANCE VERTE MONTPELLIER NORD contre le refus opposé à l'occupation du domaine public pour la Comédie du Livre à la suite de la commission du 07/03/2024.

N°VD2024-387 - Service Achats, Coordination Administrative Financière et Marché (PMG)

Décision relative à l'avenant n°2 du marché G9D0005EM ' Achat de vêtements et équipements pour la police municipale, ASVP et GARDE-SQUARES ' - LOT 1 Vêtements policiers municipaux - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de l'avenant n°2 relatif à l'accord-cadre n°G9D0005EM « Achat de vêtements et équipements pour la police municipale, ASVP et garde-squares », lot n°1 « Vêtements policiers municipaux » conclu avec l'entreprise SARL ESPACE MJ SECURITE, sise à Castries, ayant pour objet la modification de plusieurs lignes du bordereau des prix unitaires. Cet avenant est sans incidence financière.

N°VD2024-390 - Direction Déléguée Politique Alimentaire (BP2A)

Décision relative au marché n°V4B0030BA - Entretien préventif et maintenance des installations de froid industriel de la Cuisine Centrale - Attribution - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°V4B0030BA « Entretien préventif et de maintenance des installations de froid industriel de la Cuisine Centrale des restaurants scolaires » à l'entreprise SOLANREF, sis à Vendargues, pour un montant annuel de 15 300 € HT. Le marché prend effet à compter de la date de sa notification. Sa durée est de 1 an reconductible 3 fois, soit une durée maximale de 4 ans.

N°VD2024-391 - Direction Déléguée Grands Projets, Excellence Sportive et Pilotage (PSPORTS)

Décision relative au marché n°V4B0038PS d'achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication et de billets pour le développement du handball - Saison 2024-2025 - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°V4B0038PS « Achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication et de billets pour le développement du handball - Saison 2024-2025 » à la SAS MONTPELLIER HANDBALL, sise à Montpellier. Le marché est conclu pour un montant forfaitaire de 35 000 € HT et pour des prestations à prix unitaires faisant l'objet d'un accord-cadre à bons de commande avec un montant maximum fixé à 50 000 € HT et pour une durée du 01/07/2024 (ou de la notification si postérieure à cette date) au 30/06/2025.

N°VD2024-392 – Service Stratégie et Développement (PPE)

Décision relative au marché public V3D0041EN "Réservation de berceaux auprès d'entreprises de crèches" - Attribution - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°V3D0041EN « Réservation de berceaux » se décomposant en 3 lots géographiques d'une durée initiale de 12 mois, reconductible tacitement pour 3 périodes successives de 1 an. Après analyse les offres retenues sont :

- Lot n°1 : entreprise LPCR, sise à Saint-Ouen (93), pour un montant de 6 870 € HT par berceau pour un an ;
- Lot n°2 : entreprise BABILOU EVANCIA, sise à Bois-Colombes (92), pour un montant de 7 152 € HT par berceau pour 1 an ;
- Lot n°3 : entreprise PEOPLE AND BABY, sise à Paris, pour un montant de 5 251,57 € HT par berceau pour 1 an.

N°VD2024-393 - Pôle Finances et Conseil en Gestion

Décision relative à la mise en place d'un emprunt de 10 M€ auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour financer le projet Ville Parc - Complément à la décision n°VD2024-342

Objet : Il s'agit d'un complément à la décision n°VD2024-342, pour autoriser la signature d'un contrat d'emprunt auprès de la CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS à hauteur de 10 millions d'euros pour financer le projet Ville Parc. Ce complément concerne la pénalité de dédit et le remboursement anticipé.

N°VD2024-395 - Mission Europe, Contractualisation et Partenariats

Décision relative à l'acceptation d'un sponsoring entre KEYCE ACADEMY et la Ville de Montpellier pour un soutien à Cœur de Ville en Lumières 2024 - Approbation

Objet : Il s'agit d'autoriser le renouvellement du partenariat entre KEYCE ACADEMY et la Ville de Montpellier, ayant pour objet un soutien de nature sponsoring fléché sur le projet « Cœur de Ville en Lumières » 2024 d'un montant de 12 000 € TTC.

N°VD2024-396 - Direction Architecture et Immobilier

Décision modificative relative au marché n°V3D0019AI Construction crèche Mireille LAGET"- Attribution du lot 10

Objet : Il s'agit d'attribuer le lot n°10 « Chauffage - Rafrachissement - Ventilation – Plomberie Sanitaire » du marché n°V3D0019AI « Construction crèche Mireille Laget » à l'entreprise THERMATIC SAS sise à Olemps (12) pour un montant global et forfaitaire de 498 998,39 € HT.

N°VD2024-397 - Service Ressources (PISE)

Décision relative à une autorisation d'urbanisme pour l'Hôtel de Ville - Année 2024

Objet : La Ville de Montpellier a souscrit lors de la construction de son Hôtel de Ville, une assurance dommages-ouvrage. Dans ce cadre et afin de procéder aux réparations nécessaires pour recouvrer les performances des installations, il est nécessaire de déposer auprès des services compétents une demande d'autorisation de travaux.

N°VD2024-398 - Direction du Parc de Lunaret

Décision relative à l'accord cadre à marchés subséquents n°5D004998192 - Maitrise d'œuvre et ordonnancement, pilotage et coordination (OPC) sur le périmètre de la phase 2 de l'opération de mise en sécurité et réhabilitation du zoo de Montpellier - Parc de Lunaret - Marché subséquent n°9 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un marché subséquent n°9 à l'accord-cadre pour une mission de maîtrise d'œuvre et d'ordonnancement, pilotage et coordination sur le périmètre de la phase 2 de l'opération de mise en sécurité et réhabilitation du Zoo de Montpellier confiée au groupement TN+ pour les montants suivants :

- Tranche ferme : 47 602,81 € HT ;
- Tranche optionnelle 1 : 210 062,33 € HT ;
- Tranche optionnelle 2 : 303 920,12 € HT ;

Le marché prendra effet à la date de l'ordre de service autorisant le démarrage des travaux pour une durée de 96 mois non reconductible.

N°VD2024-399 - Direction Déléguée Aménagement Métropolitain (PDU)

Décision relative à la conclusion d'un avenant à la convention de participation aux équipements publics de la ZAC de la Restanque entre la Ville de Montpellier / Société Cogedim Languedoc Roussillon / SA3M pour la Parcelle ON42 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant à la convention de participation aux équipements publics de la ZAC de la Restanque entre la Ville de Montpellier, SOCIETE COGEDIM LANGUEDOC ROUSSILLON et la SA3M pour la parcelle ON42 afin de prendre en compte les évolutions du programme, pour un montant total de 1 589 874 €.

N°VD2024-400 - Service Ressources (Education)

Décision relative à une convention d'intervention à titre gratuit sur du temps périscolaire - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention d'intervention à titre gratuit concernant l'occupation des locaux scolaires de l'école Michel de l'Hospital pendant le temps périscolaire.

N°VD2024-401 - Direction du Parc de Lunaret

Décision relative à l'accord cadre à marchés subséquents n°5D004998192 - Travaux de la phase 1 du parc de Lunaret - Marché subséquent n°7 - Avenant n°1 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché subséquent n°7 de l'accord-cadre de maîtrise d'œuvre paysagère et technique n°5D004998192 pour un montant global de 36 367,50 €.

N°VD2024-402 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de partenariat culturel avec l'AFIVAM - Festival What a Trip! 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Objet : Pour l'édition 2024 du festival « What a Trip ! », la Ville de Montpellier et L'ASSOCIATION POUR LE FESTIVAL INTERNATIONAL DU VOYAGE ET DE L'AVENTURE DE MONTPELLIER (AFIVAM) s'associent dans le cadre d'un partenariat culturel. La Ville de Montpellier met à disposition des lieux (Promenade du Peyrou, des locaux), du matériel logistique, des supports de communication, tels que décrits dans la convention. La valorisation de ces mises à dispositions s'élève à 77 733 €.

N°VD2024-403 - Direction du Parc de Lunaret

Décision relative à une convention de mandat de travaux avec la société SA3M - Construction d'un centre de soins de la faune sauvage - Avenant n°1 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°1 à la convention de mandat de travaux pour la construction d'un centre de soins de la faune sauvage, actant l'élargissement du périmètre de l'opération et la modification des modalités de versement de l'avance.

N°VD2024-404 - Service Conduite et Opérations

Décision relative au marché n° V3B0046AI "Conception, réalisation, installation d'une œuvre et projet de résidence, au titre du 1% artistique dans le cadre de la réhabilitation du site du Conservatoire Candolle en école primaire de 9 classes" - Attribution - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°V3B0046AI « Conception, réalisation, installation d'une œuvre et projet de résidence, au titre du 1 % artistique dans le cadre de la réhabilitation du site du Conservatoire Candolle en école primaire de 9 classes » au groupement conjoint OPJ CYGANEK (mandataire)/JULIE POULAIN sis à Burtoncourt (57) pour un montant global et forfaitaire de 45 000 € HT.

N°VD2024-405 - Direction Déléguée Rénovation et Maintenance (PISE)

Décision relative à des travaux de rénovation à la Maison du Vivre Ensemble à Montpellier - Demande d'autorisation d'urbanisme

Objet : Il s'agit d'autoriser le dépôt des demandes d'autorisation d'urbanisme relatives aux travaux de rénovation thermique et énergétique à la Maison du Vivre Ensemble, sise 3, rue Jean Vachet.

N°VD2024-406 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mécénat entre la Ville de Montpellier et la société AXA pour la programmation hors les murs du Centre d'Art pour les 0-6 ans - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention de mécénat entre la Ville de Montpellier et la société AXA ASSURANCES VIE MUTUELLE pour le projet de programmation hors les murs du futur Centre d'Art pour les 0-6 ans. La contribution apportée par le mécène s'élève à 9 000 € nets.

N°VD2024-407 - Service Achats, Coordination Administrative Financière et Marché (PMG)

Décision relative à un contrat de prêt à titre gracieux d'un véhicule avec un kit d'extinction contre les départs de feux à la Ville de MONTPELLIER - Approbation - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'approuver les termes et d'autoriser la signature d'un contrat de prêt à titre gracieux d'un véhicule avec un kit d'extinction contre les départ de feux à la Ville de Montpellier.

N°VD2024-409 - Direction Déléguée Grands Projets, Excellence Sportive et Pilotage (PSPORTS)

Décision relative à un mandat spécial pour la participation de délégations de la Ville de Montpellier aux Jeux Olympiques de Paris les 27, 29 et 31 juillet 2024

Objet : Il s'agit d'une décision relative à un mandat spécial pour la participation de délégations "rugby", "sports urbains" et "handball" de la Ville de Montpellier composées d'élus, d'agents, de jeunes, de leurs encadrants et de représentants d'associations sportives pour assister à certaines épreuves des Jeux Olympiques de Paris les 27/07, 29/07 et 31/07/2024.

N°VD2024-410 - Service Administratif, Ressources Humaines et Financier (PND)

Décision relative à une convention entre la Ville de Montpellier et le Réseau des Acheteurs Hospitaliers (RESAH) pour la fourniture de services opérés de télécommunications et prestations associées - Marché n°G3D0022RI - RESAH n°2021-045 lot 2 - Décision modificative

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de l'avenant n°1 à la convention de service d'achat centralisé entre la Ville de Montpellier et le RESAH afin de modifier les montants maximums annuels du marché pour la Ville de Montpellier pour la durée totale du marché sans que celle-ci ne puisse excéder le 24/04/2026. Pour la période 1, le montant maximum annuel demeure 250 000 € HT. Pour les périodes 2 et 3, le montant maximum annuel est augmenté de 250 000 € HT à 875 000 € HT.

N°VD2024-411- Service Aménagement Centre et Sud (PDU)

Décision relative à un avenant à la convention de participation aux équipements publics de la ZAC de la Restanque entre la Ville de Montpellier/SCI PRO I/SA3M pour la parcelle OK 95 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'approuver l'avenant à la convention de participation aux financements des équipements publics de la ZAC de la Restanque entre la Ville, SCI PRO I et la SA3M sur la base d'une demande de permis de construire modificatif. Le montant total de cette convention s'élève à 183 260 €.

N°VD2024-412 - Pôle Finances et Conseil en Gestion

Décision relative à la modification de la régie d'Avances et de Recettes pour le Théâtre Jean Vilar - Pôle Culture et Patrimoine - Autorisation

Objet : Il s'agit d'autoriser le rajout d'encaissement via la monnaie locale de façon dématérialisée «E-Graine» de la régie de d'avances et de recettes pour le Théâtre Jean Vila au Pôle Culture et Patrimoine.

N°VD2024-414- Service Ressources (Education)

Décision relative à l'occupation des locaux scolaires par des associations

Objet : Il s'agit d'autoriser l'utilisation des locaux scolaires hors temps scolaire par des associations dans le cadre de conventions spécifiques. Les activités proposées par les associations dans le domaine sportif ou culturel étant reconnues d'intérêt général, la Ville de Montpellier peut donc accorder des occupations à titre gratuit.

N°VD2024-416 - Service Ressources (PISE)

Décision relative à la construction de projets photovoltaïques sur les toitures de l'école élémentaire Léo Malet et l'école primaire Michel De L'Hospital - Demande d'autorisation d'urbanisme - Demande de subventions

Objet : Il s'agit d'autoriser la Ville de Montpellier à solliciter les subventions les plus larges possible et à déposer auprès des services compétents, les demandes d'autorisations d'urbanisme pour le développement des énergies renouvelables sur les toitures de l'école élémentaire Léo Malet et l'école primaire Michel de L'Hospital pour un montant estimé à 300 000 € HT.

N°VD2024-417 - Direction Déléguée Rénovation et Maintenance (PISE)

Décision relative à des travaux de rénovation à la Maison Pour Tous Georges Sand à Montpellier - Demande d'autorisation d'urbanisme

Objet : Dans le cadre de sa politique de lutte contre le changement climatique, afin de réduire les consommations d'énergie et d'améliorer le confort thermique de son patrimoine, la Ville de Montpellier a décidé de procéder à des travaux de rénovation thermique et énergétique à la Maison pour tous Georges Sand sis, 25 bis avenue Saint-André de Novigens.

N°VD2024-418 - Service Ressources (PISE)

Décision relative à la création d'une pièce rafraîchie dans 7 Maisons pour tous et à la Mairie de proximité François Villon- Demande d'autorisation d'urbanisme - Demande de subventions

Objet : Il s'agit d'autoriser la Ville de Montpellier à solliciter les subventions les plus larges possible et à déposer auprès des services compétents, les demandes d'autorisations d'urbanisme pour la création d'une pièce rafraîchie dans 7 Maisons pour tous et à la Mairie de proximité François Villon, pour un montant estimé à 240 000 € TTC.

N°VD2024-422 - Service Ressources (PISE)

Décision relative au marché n°V2D0007AI "Restructuration du Palais des Sports Pierre de Coubertin" Avenant n°2 au lot 3 Avenant n°3 au lot 10

Objet : Il s'agit d'approuver la signature d'avenants au marché n°V2D0007AI « Restructuration du palais des sports Pierre de Coubertin ».

- Lot n°3 « Menuiseries extérieures » : avenant n°2 avec l'entreprise BARSALOU, augmentent le marché de 980 € HT, portant le nouveau montant du marché à 93 886, 75 € HT, soit une augmentation de 1,05 % du contrat initial,

- Lot n°10 « Chauffage - Ventilation - Plomberie Sanitaire » : avenant n°3 avec l'entreprise BOUYGUES ENERGIES ET SERVICES FM, sans incidence financière.

N°VD2024-423 - Service Ressources (PISE)

Décision relative à un marché public n°V2D0060AI - Restructuration du palais des sports Pierre de Coubertin - Avenant n°3 au lot 14 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de l'avenant n°3 au lot n°14 du marché n°V2D0060AI afin de modifier l'article 8.2 du CCAP portant sur les modalités de variation des prix prévues pour le lot n°14, l'index de référence retenu étant le BT18A et non le BT23. En effet, l'index mis dans le CCAP n'est plus applicable, ayant été supprimé en janvier 2007.

N°VD2024-424 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de tournage avec France Télévisions pour la série "Un si grand soleil" sur le site de l'Hôtel des États-majors du 19 août au 18 septembre 2024 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention de tournage avec la SAS FRANCE TELEVISIONS pour la série « Un si grand soleil » sur le site de l'Hôtel des États-majors, 3 boulevard Henri IV, du 19/08 au 18/09/2024.

N°VD2024-425 - Service Ressources (Education)

Décision relative à l'occupation des locaux scolaires et interventions par l'association AFEV à titre gratuit – Approbation

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de la décision relative à l'occupation des locaux scolaires et aux interventions par l'association AFEV à titre gratuit.

N°VD2024-426 - Service Ressources (Education)

Occupation des locaux scolaires pour les ALSH- Autorisation de signature des conventions

Objet : Il s'agit d'approuver les conventions de mises à disposition au sujet des occupations des locaux scolaires pour les ALSH. Les associations d'ALSH concernées sont les suivantes : LE RELAIS - LE RELAIS DES ENFANTS, LE RELAIS - LE PETIT RELAIS, UFOLEP 34, VACANCES EVASION, PEP 34, LES ENFANTS D'HELENE, MUC OMNIQPORTS, LES FRANCAS DE L'HERAULT.

N°VD2024-427 - Service Assemblées et Vie des Institutions (PJ2A)

Décision relative à un mandat spécial - Participation de la Ville de Montpellier à l'épreuve de BMX dans le cadre des Jeux Olympiques de Paris le 31 juillet 2024

Objet : Il s'agit d'approuver la prise en charge financière relative à la participation de la Ville de Montpellier à l'épreuve de BMX dans le cadre des Jeux Olympiques de Paris le 31/07/2024. Un membre du Cabinet du Maire fait le déplacement. Dans le cadre de ce mandat spécial, le montant estimé des frais s'élève à 500 €.

N°VD2024-428 - Direction des Finances

Décision relative à la mise en place d'un emprunt de 100 M€ auprès de la Banque Européenne d'Investissement pour le financement de groupes scolaires et de crèches

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un contrat d'emprunt auprès de la BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT (BEI) à hauteur de 100 M € pour financer la construction de groupes scolaires et de crèches. Le contrat peut faire l'objet de tirages de 10 M € minimum. Il est consenti à taux fixe (selon cotation lors de l'offre de versement) ou variable (avec spread à coter lors de l'offre de versement) pour une durée de 25 ans avec phase de mobilisation de 5 ans maximum.

N°VD2024-435 - Direction Déléguée Aménagement Métropolitain (PDU)

Décision relative à un avenant à la convention de participation aux équipements publics de la ZAC de la Restanque entre la Ville de Montpellier/SCCV Real Promotion/SA3M pour la parcelle ON 54 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'une décision relative à la conclusion d'un avenant à la convention de participation aux équipements publics de la ZAC de la Restanque entre la Ville de Montpellier, la SCCV REAL PROMOTION et la SA3M pour la parcelle ON 54.

N°VD2024-439 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière

Décision relative à une convention de mise à disposition Ville - TAM - Parcelle HZ 258 - Avenant n°2 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de l'avenant n°2 à la convention de mise à disposition de la parcelle située rue des chasseurs, au bénéfice de la TaM, dans le cadre de l'implantation d'une base de vie de chantier pour les travaux de la ligne 5. La convention de mise à disposition initiale, signée le 26/01/2023 a été prorogée par l'avenant n°1 jusqu'au 31/08/2024. La TaM souhaite une nouvelle fois proroger l'occupation de cette parcelle jusqu'au 31/08/2025.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

Mutuelle communale - Complémentaire santé accessible à tous - Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et La Mutuelle Familiale - Approbation - Autorisation de signature

L'accès à une complémentaire santé accessible à tous les habitants de la Ville de Montpellier était un engagement de l'équipe municipale. La création de la mutuelle communale constitue une des mesures phares du bouclier social qui protège les Montpelliéraines et les Montpelliérains. Pour mémoire, un appel à partenariats a été lancé par délibération du Conseil municipal du 10 décembre 2023. A la suite de l'analyse des propositions formulées par différentes mutuelles, La Mutuelle Familiale a été sélectionnée pour porter le dispositif de mutuelle communale.

Il s'agit de proposer une complémentaire santé accessible à tous les habitants, à partir du 14 octobre 2024, pour les habitants non couverts par une complémentaire santé, et à partir du 1^{er} janvier 2025, pour les habitants qui souhaitent en changer. Tous les habitants de Montpellier pourront donc bénéficier d'un accompagnement personnalisé, dès le 14 octobre 2024, dispensé par La Mutuelle Familiale, dans ses nouveaux locaux à Montpellier.

L'objectif de cette mutuelle communale est triple :

- Garantir une meilleure couverture santé des habitants ;
- Lutter contre le non-recours aux droits à la santé, développer des logiques de prévention santé ;
- Conforter le pouvoir d'achat des ménages en proposant des contrats moins chers.

La présente délibération a pour objet de formaliser le partenariat entre La Mutuelle Familiale et la Ville de Montpellier, par la signature d'une convention de partenariat 2024-2025. Cette convention fixe les engagements réciproques des deux parties. Les tarifs négociés entre la mutuelle et la Ville seront gelés jusqu'au 31 décembre 2026, la seule augmentation possible sera indexée à l'ONDAM 2026 (objectif national de dépense d'assurance maladie, fixé chaque année par la loi de financement de la Sécurité sociale).

La Ville de Montpellier s'engage notamment à :

- Faciliter l'octroi des autorisations d'occupation du domaine public ;
- Faciliter l'installation de La Mutuelle Familiale dans un local à Montpellier ;
- Communiquer largement sur le dispositif auprès des habitants et des acteurs de la Ville.

La Mutuelle Familiale s'engage notamment à :

- Dédier 3 salariés à temps complet dédiés au dispositif pour assurer l'accueil du public dans son local ainsi que dans des lieux de permanences ;
- Assurer un service et des prestations de qualité par l'intermédiaire d'un centre d'accueil téléphonique (joignable sans frais) et un local fixe ;
- Exercer une mission de conseil auprès des bénéficiaires (analyses des besoins, comparatifs de garanties, aide à la résiliation de leur ancien contrat santé) ;

- Effectuer les modalités de résiliation auprès des anciens organismes complémentaires ;
- Informer et orienter les personnes éligibles à la Complémentaire Santé Solidaire vers les contrats adaptés pour bénéficier de l'ensemble des droits associés ;
- Ne pratiquer aucun droit d'entrée, délai de carence, de questionnaire médical, de frais de dossier ;
- Appliquer la gratuité à partir du troisième enfant, régulièrement inscrits.

Plus globalement, ce projet s'inscrit dans une ambition forte d'accès à la santé et de lutte contre le non recours aux droits. Le déploiement de la mutuelle communale est donc pensé en complémentarité avec les compétences et actions portées notamment par le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Montpellier. Les habitants pourront donc bénéficier d'un accompagnement adapté par les équipes du CCAS pour analyser leur situation, balayer leurs droits et orienter les publics éligibles vers les dispositifs adaptés (notamment la complémentaire santé solidaire portée par la CPAM). Concernant les démarches d'adhésion à la mutuelle communale, la mutuelle assurera, en lien avec les services de la Ville, une démarche de proximité et d'aller vers pour assurer une pleine accessibilité de ce dispositif ambitieux à l'ensemble de la population.

La Ville de Montpellier a proposé aux communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole de s'inscrire dans cette dynamique. Les Communes de Clapiers, Saint-Genies-des-Mourgues, Sussargues, Murviel-lès-Montpellier ont souhaité déployer ce dispositif sur leur territoire, dans une logique d'accès la santé pour tous.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et La Mutuelle Familiale, pour la création de la mutuelle communale ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

**Mesures de protection et de solidarité envers les agents de la Ville de Montpellier
dans le cadre de l'exercice de leurs missions - Approbation**

L'environnement économique, politique, géopolitique et social qui succède à une crise sanitaire sans précédent se révèle synonyme d'incertitude génératrice de stress, d'inquiétude et de remise en cause sans précédent. Les organisations ont un intérêt majeur à accompagner cette période anxiogène au niveau individuel et collectif, afin de redonner sens à l'action publique. Cet environnement de crises donc d'inquiétude et d'incertitude, se double d'un environnement social dans lequel les relations humaines se modifient en profondeur pour laisser une place toujours plus grande au numérique et à l'immédiateté. Cela entraîne des relations différentes avec les citoyens, les bénéficiaires et les usagers et une nécessaire modernisation des pratiques professionnelles.

Dans ce contexte, un nombre croissant d'agents du service public est aujourd'hui confronté à des exigences qui peuvent tourner en incivilités ou en violence de certains usagers voire de collègues. Récemment des agressions graves ont eu des conséquences dramatiques pour des fonctionnaires territoriaux en exercice.

Par violence, on entend les « *insultes, menaces ou agressions physiques ou psychologiques exercées contre une personne sur son lieu de travail par des usagers ou des collègues, qui mettent en péril sa santé, sa sécurité ou son bien-être* ». Elle peut être de nature criminelle, ou relever de comportements incivils ou agressifs du public envers les agents. Les incivilités regroupent les actes et comportements manquant aux convenances sociales et aux règles de vie en communauté telles que le respect de l'autre, la politesse, ou la courtoisie (moquerie, crachat, impatience manifeste, mépris...). Souvent considérées comme banales, elles ne sont pourtant pas à minimiser car elles percutent le quotidien professionnel, dégradent les relations et peuvent durablement détériorer « *l'image de soi* » et la santé de l'agent.

Ces actes d'incivilité ou de violence ne sont pourtant pas une fatalité.

Les situations de travail et les circonstances professionnelles susceptibles de provoquer des manifestations d'agressivité à l'égard des agents sont diverses : usagers insatisfaits par la qualité du service, usagers exaspérés par les délais d'attente, qui réclament une immédiateté de traitement, travail au contact de publics en situation difficile, conditions de travail pénibles, tensions liées à la charge de travail ou aux modalités de communication dans un collectif de travail, etc. Elles constituent autant de facteurs de risques de violence.

Ces actes d'incivilité ou de violences physiques ou verbales portent atteinte à la dignité, au respect et à l'intégrité des personnes que sont les agents du service public. La santé physique et psychologique des agents peut en être gravement altérée, de manière immédiate mais également à moyen terme par des effets différés. Lésions corporelles, traumatismes et souffrances psychiques peuvent conduire à des réactions de stress aigu et post-traumatique. Il est par conséquent du devoir de la Collectivité de mettre en œuvre les moyens de prévenir ces actes, de protéger les agents contre ces derniers et de les accompagner efficacement quand ils en sont les victimes.

Ces actes d'incivilité ou de violences physiques ou verbales portent aussi atteinte au service public lui-même ; à travers l'agent victime de ces actes, c'est en effet le service public qui est touché, ce sont les règles de vie ensemble dans le respect des valeurs de la République qui sont altérées. Il est par conséquent également du devoir de la Collectivité de sanctionner avec proportion et fermeté les auteurs de ces actes.

Le Code du travail énonce l'obligation pour l'employeur d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs pour tous les aspects liés au travail, ce qui implique notamment de prévenir les violences internes et externes qui surviennent dans le cadre du travail. Au cours de l'évaluation des risques qu'il est tenu d'effectuer, l'employeur doit repérer les éventuels postes ou situations de travail à risque, les personnes exposées et les principaux facteurs de risque (ou principales causes). À partir de cette évaluation, des mesures de protection collective permettant de prévenir les situations de violence externe doivent être recherchées avec les travailleurs concernés.

La Collectivité a d'ores et déjà pris les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des travailleurs et s'engage dans une démarche de progrès continu pour améliorer sa politique santé/prévention en la matière.

Elle a également déployé des dispositifs d'accompagnement des agents victimes dans la prise en charge de leurs traumatismes et dans la gestion de l'évènement intervenu, ainsi que des mesures de sanctions à l'égard des agresseurs.

Ces mesures comprennent globalement :

- Des actions de prévention des risques professionnels, y compris les facteurs de risques professionnels qui ouvrent droit, sous certaines conditions, à des mesures de compensation ;
- Des actions d'information et de formation ;
- La mise en place d'une organisation et de moyens adaptés.

Il est exposé dans les deux grands chapitres suivants les dispositifs déjà finalisés et ceux à poursuivre pour proposer un panel complet de protection aux agents.

I) Dispositifs actifs de mise en protection des agents dans les organisations rassemblées :

1) Procédure interne de signalement

La prévention et le traitement de toutes formes de violences et de discrimination constituent l'une des priorités du mandat, fortement affirmée dans le cadre de la politique de gestion des ressources humaines et de la politique de diversité et de la lutte contre les discriminations de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole.

En cohérence avec le plan égalité femmes-hommes et le programme annuel de prévention des risques professionnels, un dispositif permettant de recueillir les signalements des agents qui estiment être victimes ou témoins d'un acte de violence, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel ou d'agissements sexistes est mis en place. Cette procédure ne concerne pas les violences réalisées par les usagers. L'objectif est de doter les agents et les managers, d'un outil permettant de réagir rapidement et de façon adaptée, si l'activité professionnelle ne peut plus être exercée dans un cadre serein, face à une situation de violence ou de discrimination.

Le dispositif répond à plusieurs enjeux de prévention, de sécurité et de qualité de vie au travail des agents :

- Un traitement équitable des situations ;
- Un cadre de travail plus serein pour les agents et une amélioration de leurs conditions de travail ;
- Une évolution des pratiques et des représentations au sein de la collectivité, en lien avec le plan égalité femmes-hommes et le programme annuel de prévention des risques professionnels ;
- La prévention des risques humains et juridiques.

Trois grandes étapes ont été ainsi formalisées pour :

1. Recueillir et analyser les signalements des agents victimes ou témoins de faits ;
2. Orienter les agents concernés vers les services et professionnels compétents, pour leur apporter accompagnement et soutien ;
3. Assurer le traitement des faits signalés et prendre toute mesure de protection appropriée.

Aussi, un kit d'information a été réalisé et mis à disposition des agents, comprenant une fiche alerte signalement destinée à alerter l'employeur et des affiches de communication « *J'adopte les bons réflexes* » pour diffusion dans les services. Une communication sous forme d'ateliers de sensibilisation auprès des managers et agents a été réalisée en juin 2023 (une centaine d'agents sur trois sites). A travers une communication de sensibilisation, le dispositif est désormais bien pris en main par les agents qui le connaissent.

Par ailleurs, depuis juin 2022, des outils de suivi de la procédure ont été créés et permettront de faire une analyse du traitement des signalements.

Ce dispositif au sein des collectivités permet donc déjà de prévenir et lutter, entre autres, contre les discriminations et les violences sexistes et sexuelles.

2) Procédure de prise en charge immédiate ou post-immédiate de l'agent victime de traumatisme psychique en milieu professionnel

Un « *évènement à potentiel traumatique* » est un évènement qui expose, en tant que victime ou en tant que témoin, à la mort ou une menace de mort, à une blessure grave ; dans le milieu du travail, il peut relever d'une catastrophe naturelle (inondation), d'un incendie ou explosion, d'un accident de travail grave (chute) ou de trajet (accident de voiture, de moto, de vélo), d'une agression physique et/ou menace par une arme, d'une agression sexuelle (viol, tentative de viol, attouchements), ou par le fait d'être témoin d'un décès soudain et/ou violent (homicide, suicide etc.)

Ce type d'évènement conduit soit à une récupération précoce (1^{er} mois) soit à une symptomatologie post-traumatique (le délai entre l'évènement et l'apparition des symptômes post-traumatiques varie entre 1^{er} mois et plusieurs années selon les individus). La durée, la fréquence et l'intensité des réactions sont variables en fonction de la nature des évènements, de l'histoire de l'individu et du soutien social reçu.

Si l'évènement traumatogène s'est déroulé sur le lieu de travail ou impacte un collectif (victimes directes et indirectes), une prise en charge est prévue par les acteurs QVT (médecins, infirmières de santé au travail, psychologues, assistantes sociales).

Un accompagnement est également mis en place en cas d'accident du travail porteur d'une dimension traumatique tel qu'une atteinte à l'intégrité physique et psychique d'une personne ou d'un groupe consécutive à des violences accidentelles (liées à l'organisation du travail, de type mécanique, électrique, chimique...) ou volontaire (coups, blessures, homicide, suicide).

Plusieurs étapes sont à respecter avec une temporalité bien définie :

- Déchoquage ;
- Débriefing ;
- Soutien aux démarches administratives ;
- Suivi de l'intervention.

3) Dispositifs d'accompagnement des agents victimes d'agressions externes

Il existe un ensemble d'outils à destination des managers pour accompagner avec les services ressources dédiés les agents victimes d'agression externe :

- Le protocole des agressions externes et le kit :

Si un agent a été victime de violences (physiques ou verbales) de la part d'un usager. La Collectivité l'accompagne en interne dans la gestion de cet événement via :

- La procédure de gestion des agressions externes qui se décompose en deux temps : faire cesser le trouble / accompagner l'agent avec les ressources internes à disposition ;
- Un kit regroupant l'ensemble des formulaires à saisir en fonction de l'évènement subi (déclaration accident du travail, protection fonctionnelle...).

- Dépôts de plainte

La prise en charge de l'agent est nécessaire mais pas suffisante. Il est également indispensable que la Collectivité interpose autant que possible vis-à-vis du tiers ou usager agresseur.

La question du dépôt de plainte est aujourd'hui essentielle. Les services de la justice exigent en cas d'agression que ce soit la victime directe qui dépose plainte ce qui s'oppose à ce que la Collectivité puisse déposer plainte en lieu et place de l'agent agressé ou en parallèle, sauf dans les cas où la Collectivité peut se prévaloir d'un préjudice direct propre.

La Collectivité s'est toutefois engagée dans une démarche tendant à favoriser au mieux cette démarche en déposant plainte elle-même, en parallèle de l'agent, dès qu'elle le peut.

Dans le cadre d'une démarche de renforcement du lien numérique, la Police Nationale a mis en œuvre une prise de rendez-vous en ligne dans les commissariats. L'objectif est triple :

- Eviter à l'utilisateur un déplacement non nécessaire lorsque sa démarche peut être réalisée de manière dématérialisée via l'un des téléservices proposés par la Police Nationale (pré-plainte en ligne) ;
- Permettre à l'utilisateur d'organiser son déplacement en commissariat en fonction de ses contraintes personnelles et ou professionnelles ;
- Limiter les temps d'attente.

Pour ce faire, les victimes sont invitées à se rendre sur le site « *Ma sécurité* » via :

- Un QR code dédié ;
- Ou le lien <https://www.masécurité.interieur.gouv.fr>

Au cours de la déclaration, il sera proposé de vérifier si un déplacement en commissariat est nécessaire en précisant la situation. Lors de cette vérification, il sera demandé de choisir le commissariat dans lequel la victime souhaite se rendre.

Si le déplacement en commissariat est nécessaire et confirmé, la prise de rendez-vous est proposée en cliquant sur « *Prendre rendez-vous* ».

Enfin, dans les situations révélées graves et présentant un danger, l'état-major de la Police Municipale, sous saisine de la hiérarchie concernée, peut saisir l'état-major de la Direction Interdépartementale de la Police Nationale afin d'organiser un rendez-vous dédié au dépôt de plainte du ou des agents concernés et de la Collectivité.

- Suspension des droits des usagers agresseurs

L'agression verbale ou physique des agents peut se manifester dans l'ensemble des missions de service public assumées par les agents de la Collectivité. Si la voie judiciaire n'aboutit pas toujours, il est important que les usagers agresseurs puissent percevoir de manière directe et rapide que leurs actes ont des conséquences sur les services qu'ils obtiennent de la Collectivité et qu'ils fragilisent par leurs agissements.

A ce titre la Collectivité généralise dans toutes ses compétences et de manière proportionnée aux faits constatés des sanctions de suspension ou de révocation à l'encontre des usagers agresseurs que ce soit

notamment en matière d'accès aux équipements culturels, sportifs, d'animation ou d'accès aux espaces publics et/ou privés gérés par la Collectivité (droits d'occupation sur les terrasses, dans les halles et marchés, baux divers...).

- Protection fonctionnelle

Dans cette continuité, la Collectivité est tenue aussi de protéger ses agents contre les éventuelles conséquences juridiques liées à l'exercice de leurs fonctions.

Le dispositif de protection fonctionnelle permet à l'agent d'être protégé en cas d'agression dans le cadre de son travail (menaces, violences, injures, diffamations, outrages...) ou s'il est poursuivi en justice en raison de son activité professionnelle.

La protection fonctionnelle désigne l'ensemble des mesures de protection et d'assistance dues par l'administration envers ses élus et ses agents afin de les protéger et de les assister contre les attaques dont ils font l'objet dans l'exercice de leurs fonctions, en raisons de celles-ci, et à raison de faits n'ayant pas le caractère d'une faute personnelle.

La protection fonctionnelle se matérialise généralement par deux grands axes :

- Actions de prévention et de soutien :
 - Éventuelle mise en sécurité en faisant cesser la situation créatrice du dommage ;
 - Avec un rôle primordial de la hiérarchie ;
 - Écoute et prise en charge psychologique et/ou médicale éventuellement.
- Prise en charge :
 - Des frais d'avocats dans le cadre de procédures devant les tribunaux ;
 - Des frais de procédure devant les tribunaux ;
 - Des indemnisations en cas d'insolvabilité des auteurs d'infractions reconnus coupables.

Cette dernière mesure illustre l'accompagnement de la Collectivité en ce qu'elle systématise l'obtention par les agents des sommes leur ayant été attribuées par jugement. C'est la collectivité qui se substitue aux tiers condamnés insolvable et se retourne contre eux.

Le règlement applicable à la mise en œuvre interne de la protection fonctionnelle au sein de la Ville a été approuvé par délibération du 18 juillet 2023.

II) Les dispositifs de protection / prévention en cours de finalisation au sein des organisations rassemblées

Document unique d'évaluation des risques professionnels : horizon fin 2025

- La finalisation du document unique d'évaluation des risques professionnels inclue la prévention des risques psychosociaux. Ce travail permettra de contribuer à définir les priorités en terme de prévention notamment sur les violences internes et externes.

Prévention de la conflictualité :

- Former les encadrants de proximité à la gestion de l'agressivité et des incivilités : il a été constaté que les agents en prise directe avec le public sont formés, mais que leurs managers directs ne le sont pas ou pas suffisamment. Cette formation pourrait concerner l'ensemble des services en contact direct avec des usagers dans et hors le périmètre Qualiville (comme le sont les formations accueil dorénavant).

Sécurité :

- La sécurisation de lieux sensibles doit être envisagée en articulation avec l'expertise de la police municipale ;

- La mise en place d'alarmes silencieuses et de protection pour les travailleurs isolés se déploie à titre expérimental, elles devront être généralisées.

Parcours usagers / ergonomie des espaces d'accueil :

- Un chantier transversal avec plusieurs directions est à mener pour systématiser la notion de parcours usager et d'espace d'accueil permettant de diminuer le risque de violences externes.

Communication :

- Une fois l'ensemble des outils à disposition sur les violences externes et internes des agents de la Collectivité mis en place, une campagne de communication dédiée sera lancée. L'ensemble de ces dispositifs connus ou en cours de finalisation seront à nouveau communiqués et diffusés à l'attention de tous les agents.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de cette délibération-cadre instaurant la politique de protection et de solidarité envers les agents de l'administration ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

Protection sociale complémentaire des agents de la Ville de Montpellier - Choix de l'opérateur pour le contrat collectif de prévoyance - Approbation

L'article L. 827-9 du Code général de la fonction publique prévoit que les employeurs publics territoriaux participent au financement des garanties de protection sociale complémentaire (PSC) destinées à couvrir les frais occasionnés par **les risques santé** (maternité, maladie ou accident), ainsi que **les risques prévoyance** (incapacité de travail, invalidité, inaptitude ou décès), auxquelles les agents qu'ils emploient souscrivent.

Ce même article introduit le caractère obligatoire de cette participation pour :

- Les **risques prévoyance** à effet du 1^{er} janvier 2025 (montant minimal de 7€ brut mensuel par agent, selon l'article 2 du décret n°2022-581). Les garanties minimales éligibles à la participation de l'employeur sont l'incapacité de travail et l'invalidité définies à l'article 3 du décret n°2022-581 ;
- Les **risques santé** à effet du 1^{er} janvier 2026 (montant minimal de 15€ brut mensuel selon l'article 6 du décret n°2022-581). Les garanties minimales sont celles du « *contrat responsable* », complétées du « *panier de soins* ».

Cette participation peut intervenir, au titre des contrats et règlements remplissant la condition de solidarité prévue à l'article L. 827-3 Code général de la fonction publique :

- Soit au titre de contrats et règlements pour lesquels **un label** a été délivré dans les conditions prévues à l'article L. 310-12-2 du Code des assurances ;
- Soit dans le cadre d'une procédure de mise en concurrence en vue de conclure une **convention de participation** d'une durée de six ans, à adhésion facultative ou obligatoire.

Les modalités de participation de l'employeur pour les risques santé et prévoyance ont été définies dans l'accord collectif du 14 mai 2024 signé avec les partenaires sociaux sur la protection sociale complémentaires des agents de la Ville de Montpellier, de Montpellier Méditerranée Métropole et du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Montpellier et délibérées au Conseil municipal du 11 juillet 2024 (délibération n°V2024-157).

Ainsi, pour le risque prévoyance, une convention de participation et un contrat collectif de prévoyance seront mis en œuvre. La participation de l'employeur définie dans la délibération n°V2024-157 est exprimée en % de la cotisation de l'agent. Cette participation sera appliquée en anticipation de la transposition normative de l'article 1.1.3 de l'accord collectif national du 11 juillet 2023.

Les garanties du contrat prendront effet à compter du 1^{er} janvier 2025 pour une durée de 6 années. L'adhésion des agents au contrat collectif sera facultative la première année puis obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2026 selon l'évolution du cadre normatif.

Cinq candidats ont déposé une offre dans le cadre de l'avis d'appel public à la concurrence publié conformément au décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire.

Les offres ont été analysées au regard des critères définis dans le règlement de consultation et détaillés ci-dessous :

Critères	Points	
Critère 1 : rapport entre la qualité des garanties et le tarif proposé :		50
Respect des conditions contractuelles	5	
Taux de cotisations garanties minimales – adhésion facultative	5	
Taux de cotisation des garanties minimales – adhésion obligatoire	35	
Plafonds de majoration des cotisations	5	
Critère 2 : degré effectif de solidarité entre les adhérents :		2
Compte de résultat des transferts intergénérationnels selon le taux d'adhésion	2	
Critère 3 : maîtrise financière du dispositif :		20
Politique de développement	1	
Equilibre économique (résultat technique, frais de gestion)	10	
Suivi régulier (tableau de suivi, extranet, alertes)	1	
Bilan annuel (provisions techniques, inventaire, rapport annuel)	8	
Critère 4 : moyens pour assurer une couverture effective des plus âgés et des plus exposés aux risques :		8
Services d'accompagnement personnalisés	3	
Diversité et qualité des actions de prévention conduites en direction des assurés	5	
Critère 5 : qualité de gestion du contrat et des services		20
Services pour l'Employeur (équipe de gestion dédiée, gestion des adhésions et des cotisations, gestion des prestations)	12	
Services pour les Assurés (extrant de gestion, délais contractuels de traitement des dossiers, documentation)	8	
TOTAL		100

A l'issue de l'analyse des candidatures et des offres, le classement de l'appel à la concurrence est le suivant :

1. INTERIALE, représentée par RELYENS SPS, avec 90,01 points ;
2. Mutuelle du Rempart, représentée par Alternative Courtage, avec 87,18 points ;
3. TERRITORIA Mutuelle, avec 86,29 points ;
4. ALLIANZ Vie, représentée par Collecteam, avec 85,06 points ;
5. MNT, avec 75,32 points.

Le taux de cotisation de l'offre retenue pour les garanties minimales est de 2,44% en adhésion facultative (année 2025), puis de 2,19% en cas de passage en adhésion obligatoire des agents à compter du 1^{er} janvier 2026.

Le comité social territorial de la Collectivité a été consulté pour avis le 1^{er} octobre 2024 conformément à l'article 18 du décret n°2011-1474.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'attribuer la convention de participation et son contrat collectif d'assurance associé à INTERIALE – 32, rue Blanche 75009 PARIS, représentée par l'intermédiaire en assurance RELYENS SPS – Route de Creton 18110 VASSELAY ;
- De verser une participation financière mensuelle brute aux agents exprimée en % de leurs cotisations et fonction de leurs revenus nets fiscaux en respectant le minimum prévu à l'article 2 du décret n°2022-581 :

Revenu net fiscal annuel de l'agent (R)	% de participation de l'employeur de la cotisation de l'agent sur la base des garanties minimales
R < 20 000€	60%
20 000 ≤ R < 25 000€	57%
25 000€ ≤ R < 30 000€	53%
R ≥ 30 000€	50%

- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

Prévention et santé au travail - Prestations en direction des agents - Convention de groupement de commandes permanent entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Montpellier - Approbation - Autorisation de signature

Une première convention de groupement de commandes a été conclue pour la période 2018-2019 entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, renouvelée en 2020 en associant le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Montpellier compte tenu des besoins similaires de l'établissement, et prenant fin au 31 décembre 2024. Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et le CCAS de Montpellier souhaitant poursuivre l'égalité de traitement entre leurs agents, la cohérence de leurs actions et assurer le fonctionnement optimal des missions de Ressources Humaines, il est nécessaire de maintenir la mise en place de procédures de passation de marchés publics communs.

Ainsi, afin de poursuivre la rationalisation de leurs achats et de bénéficier d'économies d'échelle et en application des articles L. 2113-6 à L. 2113-8 du Code de la commande publique, il apparaît pertinent de conclure un groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et le CCAS de Montpellier, relatif aux prestations en direction des agents des trois entités dans le cadre de la prévention et de la santé au travail. La convention prendra effet au 1^{er} janvier 2025, pour une durée illimitée. Montpellier Méditerranée Métropole est désignée en qualité de coordonnateur du groupement.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de groupement de commandes permanent entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et le CCAS de Montpellier pour la passation des marchés relatifs aux prestations en direction des agents des trois entités dans le cadre de la prévention et de la santé au travail ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

**Immeuble Le Capoulié - Locaux 6 rue de Maguelone - Parcelle cadastrée HM 36 -
 Désaffectation et déclassement du domaine public communal - Approbation**

Construit pour accueillir un grand magasin en 1897 par les architectes SOREAU & PRATT, à l'instar des grands magasins parisiens, le Capoulié, alors « *Paris-Montpellier* » se trouve sur l'emplacement de l'éphémère théâtre concert des Variétés, créé en 1888 à la rencontre de la rue d'Obilion et de la nouvelle artère alors, reliant la gare à la place de la Comédie, la rue Maguelone. Le magasin ajoutait à sa surface de vente, les avantages d'un salon de lecture, d'une salle de correspondance et d'un cinématographe Lumière, en activité jusque dans les années 1920. Le volume était divisé horizontalement par des galeries à encorbellement portées par des colonnes de fonte et auxquelles donnait accès un escalier central à double révolution. En 1917 le bâtiment sera surélevé d'un étage par les architectes Léopold & Louis CARLIER.

Jusqu'en 1960, l'immeuble était occupé par l'enseigne « *Paris-Montpellier* », puis l'immeuble a été vendu et a fait l'objet d'un découpage en 67 lots de copropriété dans les années 80. L'intérieur a été démoli et recomposé en 7 niveaux. A la suite de ces évolutions, la Ville de Montpellier a acquis plusieurs locaux dans cet immeuble à caractère patrimonial dénommé « *Le Capoulié* » situé 6 rue Maguelone, acquisition réalisée en deux temps par actes des 29 janvier 1982 et 13 juillet 2007.

Ces locaux, composés des lots 1, 27 et 29, correspondent à la quasi-totalité du rez-de-chaussée de l'immeuble et des entresols. Ces locaux ont accueilli certains services municipaux, notamment l'Office du tourisme puis la Maison de la prévention et l'Espace Jeunesse. La Maison de la prévention a quitté les lieux fin 2016, puis l'Espace jeunesse a occupé encore une partie des locaux, qu'il a quitté à la fin du premier semestre 2018. Les locaux sont donc matériellement désaffectés.

Par délibération du 23 novembre 2017, anticipant sur cette désaffectation programmée, la Ville a décidé de lancer une procédure de mise en vente de ce bien, comme l'y autorise l'ordonnance 2017-562 du 19 avril 2017 relative à la propriété des personnes publiques, qui permet aux collectivités de procéder à la cession de leurs biens par anticipation sur leur désaffectation et leur déclassement.

Le porteur de projet choisi après appel à concurrence en 2018 a renoncé à l'acquisition, après un contentieux ayant repoussé la possible réalisation du projet, étant donné le contexte économique post-Covid-19.

Un autre porteur de projet s'est présenté en vue d'animer les lieux. Il est proposé de décider formellement de leur déclassement et de faire entrer ce bien dans son domaine privé. Cette mise en location sera proposée par délibération spécifique.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De constater la désaffectation des locaux situés dans l'immeuble le Capoulié 6 rue Maguelone et cadastrés section HM 36 ;
- De prononcer le déclassement du domaine public communal de ce bien pour le faire entrer dans le domaine

privé de la commune ;

- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

Immeuble Le Capoulié - Bail Commercial sous conditions suspensives - Locaux commerciaux - 6 rue Maguelone HM 0036 - Implantation du magasin Søstrene Grene - Approbation - Autorisation de signature

La Ville de Montpellier est propriétaire de locaux situés dans l'immeuble dénommé « *Le Capoulié* », 6 rue de Maguelone, à l'issue d'une acquisition en deux phases par actes notariés des 29 janvier 1982 et 13 juillet 2007. Ces locaux occupent le rez-de-chaussée de l'immeuble, à l'exception du distributeur automatique de billets et du hall d'entrée de la copropriété. Correspondants aux lots de copropriété n°1, 27 et 29, d'une surface globale d'environ 1 051 m² sur 3 niveaux, ils ont accueilli divers services de la Ville de Montpellier, notamment l'Office du Tourisme en son temps, puis la Maison de la Prévention et l'Espace Jeunesse. Ils sont désaffectés depuis septembre 2018 à la suite du départ de la Maison de la Prévention fin 2016 puis de l'Espace Jeunesse.

La Ville s'est engagée à poursuivre une feuille de route commerce délibérée lors de la séance du Conseil municipal en date du 5 juin 2023, inscrite dans la stratégie d'attractivité commerciale du centre-ville afin de définir les objectifs et actions prioritaires pour un développement harmonieux du commerce sur son territoire. Le commerce est aujourd'hui confronté principalement à deux grands défis, d'une part renouveler son modèle économique dans un contexte tendu et concurrentiel marqué par l'impact croissant des nouvelles technologies sur les façons de consommer, et, d'autre part, répondre aux exigences de qualité environnementale et urbaine. Au-delà, le commerce favorise la qualité du cadre de vie, participe à l'animation du territoire, est promoteur de lien social et contribue au bien-vivre ensemble.

Le Capoulié s'inscrit pleinement dans cette démarche et doit permettre la redynamisation de l'attractivité de ce secteur stratégique du centre-ville, situé sur un axe majeur, entre la place de la Comédie et la gare Saint-Roch, par l'engagement de travaux de remise à niveau en vue d'accueillir une enseigne locomotive avec laquelle il sera conclu un bail commercial. C'est dans ce contexte que la Ville a délibéré le 11 décembre 2023, en vue de trouver, soit un acquéreur, soit un locataire, permettant de développer un projet moteur pour l'axe commercial que constitue la rue Maguelone, alors qu'une première vente avait été contractualisée, sans pouvoir être réitérée, du fait de la période de Covid-19.

Monsieur Jean-Claude THIRIEZ, gérant de la société Sarl JT investissements, dont le siège social est situé au 275 avenue de Gairaut à Nice, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nice sous le numéro 498 897 271, développe, dans le Sud de la France, plusieurs magasins franchisés sous l'enseigne commerciale danoise *Søstrene Grene*. Cette enseigne est spécialisée dans les produits d'équipement de la maison et d'expression créative. Dans l'objectif d'installer son premier magasin à Montpellier, il a contacté la Ville, propriétaire des locaux du Capoulié. Cette enseigne a été identifiée parmi les enseignes manquantes sur le territoire, selon une enquête réalisée en début d'année 2024, dans le cadre du schéma directeur d'urbanisme commercial en cours d'étude.

La Ville de Montpellier et Monsieur Jean-Claude THIRIEZ, accompagné du franchiseur *Søstrene Grene*, se sont ainsi rapprochés afin de définir les termes d'un bail commercial sous conditions suspensives entre la Ville de Montpellier et la Sarl JT investissements, ou toute société qui s'y substituerait, à condition, en cas de substitution que le capital soit composé de la Sarl JT investissements et de Monsieur Jean-Claude

THIRIEZ, en vue de l'ouverture d'un magasin sous enseigne *Søstrene Grene* à l'automne 2025.

Le projet de bail commercial sous conditions suspensives, sera réitéré dès lors que seront réalisées l'ensemble des conditions suspensives. Ces dernières sont relatives à l'obtention des autorisations et à la réalisation des travaux de remise à niveau du local, incluant principalement leur réunification en un plateau unique, la rénovation de l'entrée et des devantures, qui seront effectués, dans le cadre de la concession Nouveau Grand Cœur, par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) pour le compte de la Ville, ainsi qu'à l'obtention des autorisations de travaux d'aménagement intérieurs à réaliser ensuite par le preneur.

Le bail commercial définitif sera consenti et accepté pour une durée de neuf années entières et consécutives commençant à courir à compter de la date de sa réitération. Le loyer principal annuel sera de 200 000 € hors taxes et hors charges. Des modalités de loyer progressif sont prévues, avec une franchise de loyer de quatre mois à compter de la prise d'effet du bail définitif, puis d'une décote de 50 % pendant les quatre mois suivants et de 25% pour les quatre derniers mois de la première année de location. Les charges de copropriété et la taxe foncière feront l'objet d'une provision mensuelle en vue d'une refacturation par la Ville au preneur, au réel.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver de la mise en location des locaux propriété de la Ville situés 6 rue Maguelone (parcelle HM n°36) dans la copropriété du Capoulié, portant sur les lots de copropriété n°1, n°27 et n°29, d'une surface globale estimée à 670 m², après travaux ;
- D'approuver la location de ces locaux au profit de la Sarl JT investissements, dont le siège social est situé au 275 avenue de Gairaut à Nice, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nice sous le numéro 498 897 271, ou de toute société qui s'y substituera pour les besoins du projet, dont le capital sera composé de la Sarl JT investissements et de Monsieur Jean-Claude THIRIEZ, en vue de l'ouverture d'un magasin sous enseigne *Søstrene Grene* ;
- D'approuver les termes du bail commercial d'une durée de neuf ans, dont la prise d'effet interviendra à l'issue des travaux de remise à niveau du local, prévoyant un loyer principal de 200 000 € hors taxes et hors charges, mis en place progressivement sur la première année, et la refacturation des charges de copropriété et de la taxe foncière au preneur ;
- D'autoriser le Maire de Montpellier, ou son représentant, à signer le bail, l'acte de réitération, ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

**Groupement Sûreté Résidentiel Interbailleur - Attribution d'une subvention -
 Exercice 2024 - Convention - Approbation - Autorisation de signature**

L'Office Public de l'Habitat (OPH) de Montpellier Méditerranée Métropole, ACM Habitat, a étudié les modalités de création d'une structure dédiée à la sécurité privée des immeubles d'habitation dont il est propriétaire et qu'il gère. Les droits à faire des organismes HLM étant strictement encadrés, notamment en termes de filialisation et de prises de participations, la solution qui s'est dégagée consiste en la constitution, avec d'autres organismes HLM ou assimilés, d'une structure de coopération, et plus précisément d'un Groupement d'Intérêt Economique (GIE), sur le fondement de l'article L. 423-6 du Code de la construction et de l'habitation (CCH) et régi par les dispositions du Code de commerce (articles L. 251-1 et suivants).

Par délibération n° M2022-440 en date du 6 décembre 2022, en sa qualité de collectivité de rattachement de l'OPH ACM Habitat, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé la constitution du GIE Groupement Sûreté Résidentiel Interbailleurs de Montpellier Méditerranée Métropole (GSRI-3M), dont les membres fondateurs sont l'OPH ACM Habitat, l'ESH FDI Habitat, la Société Française d'Habitation Economique SFHE et CDC Habitat. Ce groupement d'intérêt économique, dédié à la sécurité privée et à la tranquillité résidentielle des immeubles d'habitation leur appartenant a été créé le 7 juillet 2023.

Les communes disposant d'un parc locatif géré par l'OPH ACM Habitat sur son territoire et qui souhaitent l'intervention du GSRI-3M peuvent participer au fonctionnement dudit GSRI-3M en fonction des besoins de son parc locatif. Dans ce cadre-là, le Ville de Montpellier soutien et accompagne le dispositif de surveillance mis en place par les bailleurs et leur participation au GIE, par le versement d'une subvention.

THEMATIQUE: Sécurité – Parc social			
STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	MONTANT ATTRIBUE
GIE Groupement Sûreté Résidentielle Inter-Bailleurs de Montpellier Méditerranée Métropole	00005524	Fonctionnement	600 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation de la subvention sous réserve de la signature d'une convention d'attribution ;
- D'approuver les termes de la convention d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

Résorption des bidonvilles - Principe de cession des locaux de l'ancienne auberge de jeunesse situés 2 impasse de la Petite Corraterie à la Fondation Abbé Pierre - Parcelle cadastrée HO 77 - Approbation

Dans le cadre de la stratégie de résorption des bidonvilles, validée en Conseil de Métropole en juin 2023, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont l'objectif de résorber les bidonvilles de leur territoire dans un souci de respect de la dignité des personnes, de sécurité et de légalité. Dans le cadre d'un travail partenarial avec les services de l'Etat, la Fondation Abbé-Pierre et les associations du territoire, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole se mobilisent fortement en mettant en place les conditions d'une résorption progressive des sites, l'un après l'autre, afin de répondre aux enjeux d'insertion, de lutte contre l'habitat indigne et de promotion de la santé auprès des populations les plus marginalisées. Par ailleurs, le besoin en logement social reste prégnant sur le territoire.

Dans ce contexte partenarial, la Ville a proposé à la Fondation Abbé-Pierre la mobilisation des locaux de l'ancienne auberge de jeunesse située 2 impasse de la Petite Corraterie afin de réaliser un programme de réhabilitation du site pour permettre l'accueil de familles en situation de précarité. Les objectifs d'utilité sociale, de valorisation et de réhabilitation patrimoniale de l'ancienne auberge de jeunesse, portés par la Ville, la Métropole et l'Etat, correspondent en tous points aux projets que souhaitent développer la Fondation Abbé-Pierre et ses partenaires.

En effet, la Fondation Abbé-Pierre travaille sur le montage de l'opération et l'acquisition de ce site en collaboration avec plusieurs structures, dont les associations Croix Rouge Française et Quatorze concernant le volet de résorption des bidonvilles, et sur la production de logements sociaux avec la Solifap, la Foncière responsable Bellevilles, Weco, ainsi que l'association Adages.

L'opération sera structurée en deux phases :

- Dans un premier temps, et pour une durée de deux ans, la mise en œuvre d'une phase intercalaire permettant d'accueillir une dizaine de ménages issus de bidonvilles, dans un projet inclusif proposant la participation des personnes accueillies, notamment via un chantier participatif. Ces travaux permettront notamment d'aménager deux niveaux de l'immeuble en locaux d'habitation. Ce programme intercalaire sera co-porté par la Croix Rouge Française et l'association Quatorze qui expérimente, développe et promeut une architecture sociale et solidaire pour des territoires agiles et résilients ;
- Dans un second temps, le projet pérenne de réhabilitation devra permettre l'aménagement d'environ seize logements sociaux et deux locaux d'activités.

Afin de permettre la poursuite opérationnelle et le montage de ce projet immobilier complexe, dont la recherche de financements associés, il est proposé d'autoriser la Fondation Abbé-Pierre, ou tout tiers substitué concourant directement à la réalisation du projet, à déposer et se voir octroyer toutes les autorisations d'urbanisme nécessaires en vue de sa réalisation. La Fondation Abbé-Pierre, ou tout tiers

substitué, sera autorisée, sous réserve exclusive d'assurances et sous son entière responsabilité, à pénétrer dans les lieux afin de finaliser les études préalables, réaliser tout sondage ou diagnostic qui s'avèrerait strictement nécessaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le principe de la cession à la Fondation Abbé-Pierre, ou à tout tiers substitué, des locaux de l'ancienne auberge de jeunesse situé 2 impasse de la Petite Corraterie à Montpellier sur la parcelle cadastrée HO 77, pour la réalisation d'une opération de réhabilitation du site en deux phases ;
- D'autoriser la Fondation Abbé-Pierre, ou tout tiers substitué, à déposer et à se voir octroyer toute autorisation d'urbanisme sur la parcelle cadastrée HO 77, pour la réalisation de l'opération de réhabilitation du site de l'ancienne auberge de jeunesse, ainsi qu'à réaliser toute étude ou sondage préalable concourant à cette opération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

**Réhabilitation du Tennis Club de la Paillade - Nouveau Programme National de
Renouvellement Urbain - Quartier de la Mosson - Dépôt et d'octroi des
autorisations d'urbanisme - Approbation**

Situé au Nord-Ouest de Montpellier, bordé par la Commune de Grabels au Nord, et par la Commune de Juvignac à l'Ouest, le quartier de la Mosson a été construit dans les années 1960. Il accueille à ce jour environ 30 000 habitants répartis dans 9 000 logements principalement en copropriété. Le quartier a bénéficié entre 2007 et 2013 du premier Programme National de Renouvellement Urbain (PNRU) tourné vers la requalification de l'habitat et des équipements.

La partie Sud du quartier de la Mosson semble être le secteur à avoir tiré le moins parti des évolutions engendrées par la mise en œuvre de ce premier programme. Les interventions n'ont pas suffi à inverser structurellement les dynamiques de paupérisation. Afin de poursuivre les efforts entrepris lors de la première opération de renouvellement urbain, le quartier a été inscrit en 2014 sur la liste des 236 projets d'intérêt national du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU).

Par délibération n°M2019-698 en date du 18 décembre 2019, la Métropole a confié la mise en œuvre opérationnelle du projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), au titre d'une concession d'aménagement notifiée le 21 janvier 2020. Le 13 février 2020, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont signé une convention de transfert de maîtrise d'ouvrage des équipements relevant des compétences de la Commune dans le périmètre de l'opération NPNRU de la Mosson, comprenant notamment la réalisation d'un pôle éducatif dans le quartier des Halles. Cette convention prévoit que la maîtrise d'ouvrage consentie par la Ville puisse être transférée au concessionnaire d'aménagement choisi par la Métropole, et en l'espèce la SA3M.

Dans le cadre NPNRU du quartier de la Mosson, les espaces publics sont retravaillés au profit de grands cours paysagers traversant d'Est en Ouest le quartier. Ces espaces publics plus généreux permettent de favoriser les trames vertes et bleues, de contribuer au développement des mobilités douces et d'améliorer les usages à l'échelle du quartier.

Afin de participer à la mise en œuvre des espaces publics majeurs et structurants du secteur Mosson Sud, la SA3M prévoit le réaménagement du Tennis Club de la Paillade. Une partie de l'emprise actuelle du club devant être transformée en espace public au service du quartier. La partie Nord du Tennis Club contribuera, dans ce cadre, à la cohérence du cours Mosson Sud qui constituera un axe majeur et structurant de la future entrée du quartier de la Mosson.

Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier souhaitent accompagner la diversification des activités au sein de cet équipement pour gagner en dynamisme et attractivité. Pour cela, trois nouveaux courts de tennis et deux courts de padel seront réalisés. Le club-house sera également reconstruit pour

permettre le bon fonctionnement de l'équipement sportif tout en garantissant son insertion urbaine et paysagère. La livraison des équipements sportifs réhabilités est prévue au début du deuxième semestre 2025 afin que le club puisse disposer des nouveaux courts en début de saison sportive.

Le terrain d'assiette du Tennis Club de la Paillade est propriété de la Ville de Montpellier. Le périmètre du projet de réhabilitation de l'assiette foncière du club est localisée au 135 avenue de Heidelberg, sur une partie des parcelles LP 54 et 62.

La mise en œuvre opérationnelle du projet de réhabilitation nécessite l'obtention d'autorisations d'urbanisme. A cet effet, la SA3M a sollicité la Ville de Montpellier en vue d'obtenir l'autorisation de déposer et se voir octroyer toutes les autorisations d'urbanisme afférentes.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser la SA3M, ou tout tiers substitué désigné, à déposer et se voir octroyer toute autorisation d'urbanisme, à instruire toute procédure préalable à la réhabilitation du Tennis Club de la Paillade sur les parcelles cadastrées LP 64 et 52, assiette foncière actuelle du club, sises commune de Montpellier, ainsi qu'à réaliser toute étude ou sondage préalable y concourant ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

**Dotation Politique de la Ville 2024 - Convention d'attribution de subvention entre
l'État, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier -
Approbation - Autorisation de signature**

Par courrier en date du 14 mai 2024, Monsieur le Préfet de l'Hérault a informé Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole de l'attribution pour l'année 2024 d'une Dotation Politique de la Ville (DPV) d'un montant de 4 703 749,29 €. Ces crédits font l'objet d'une convention actant la répartition de la dotation, et signée par l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier.

Le tableau ci-dessous récapitule les projets qui, comme l'exigent la circulaire et la notification de Monsieur le Préfet, répondent aux grandes priorités et défis transversaux fixés par le Contrat de ville de Montpellier Méditerranée Métropole. Les équipements et actions présentés au titre de la DPV se situent dans le périmètre des 10 quartiers prioritaires politique de la ville, mais également des zones à la périphérie de ceux-ci, dès lors que, conformément à la logique des quartiers vécus, ces équipements et actions profitent aux habitants des quartiers politique de la ville.

Proposition répartition DPV 2024							
Intitulé du projet	Quartier	Maître d'ouvrage	Date démarrage	Date fin	Coût prév. HT	Part DPV (%)	Montant DPV
Opérations à maîtrise d'ouvrage Métropole							
<i>Investissement</i>							
Rénovation et raccordement de la chaufferie de la Médiathèque Victor Hugo	Lemasson-Croix d'argent	Culture (PISE)	juil.-24	déc.-24	101 400 €	30 %	30 420 €
Création de Venelles Résidence Oxford	Mosson	Mission Mosson Cévennes (SA3M)	juin-24	déc.-24	1 320 000 €	30 %	396 000 €
Parc public sur le quartier des Cévennes (Parcelle Décor)	Cévennes	Mission Mosson Cévennes (SA3M)	déc.-24	janv.-26	2 300 000 €	25 %	575 000 €
Aménagements transitoires sur le quartier Cévennes	Cévennes	Mission Mosson Cévennes (SA3M)	juil.-24	janv.-26	260 000 €	60 %	156 000 €
Travaux de réhabilitation du centre nautique Neptune	Mosson	Sports	janv.-24	déc.-25	17 428 526 €	7,49%	1 305 283 €
Travaux de réhabilitation de locaux destinés à l'expérimentation TZCLD de Montpellier-Grabels	Mosson	PADEE (SA3M)	sept.-24	déc.-24	95 000 €	75 %	71 250 €
Sous-total Métropole					21 504 926 €		2 533 953 €
Opérations à maîtrise d'ouvrage Ville de Montpellier							
<i>Investissement</i>							
Implantation d'une Maison de l'Alimentation Solidaire (MAS) à Celleneuve	Celleneuve	BP2A	déc-24	déc-25	1 204 243 €	30 %	361 273 €
Transformation du restaurant scolaire en self service de l'école élémentaire Sigmund FREUD	Aiguelongue	Education (PISE)	juil-24	août-24	550 000 €	40 %	220 000 €
Extension Ecole Alain Savary	Paul Valéry-Pas du loup-Val de Croze	Education (PISE)	janv-25	déc-27	2 912 666 €	20 %	582 429 €
Isolation toiture Ecole Alain Savary	Paul Valéry-Pas du loup-Val de Croze	Education (PISE)	juil-24	août-24	467 000 €	20 %	93 400 €
Création d'une pièce rafraîchie dans 10 établissements scolaires par pompe à chaleur réversible	Pergola/Paul Valéry-Pas-du-Loup-Val de Croze/Gely Figuerolles/Tournezy-St martin/Cévennes/Mosson	Education (PISE)	juil-24	déc-24	210 000 €	30 %	63 000 €
Rénovation énergétique et thermique par remplacement menuiseries de 6 établissements scolaires	Mosson/Lemasson-croix d'argent/Celleneuve et Gely Figuerolles	Education (PISE)	juil-24	août-24	1 788 000 €	20 %	357 600 €
Rénovation thermique de 2 établissements scolaires par le raccordement au réseau de chaleur RMCF	Croix d'argent	Education (PISE)	janv-25	déc-25	613 861 €	20 %	122 750 €
Acquisition et réhabilitation d'un local - relocalisation du Relais Petite Enfance Val de Croze	Paul Valéry-Pas du loup-Val de Croze	Enfance	sept-24	janv-25	476 129,25 €	30 %	142 838 €
Création d'une pièce rafraîchie dans 9 Maisons pour tous	Mosson/Croix d'argent/Tournezy-St Martin/Petit-Bard-Pergola/Aiguelongue/Celle neuve/Paul Valéry-Pas-du-Loup-Val de Croze	Maison pour tous (PISE)	juil-24	juil-26	450 000 €	30 %	135 000 €
<i>Fonctionnement</i>							
Classes à Lausanne	Mosson/Petit-Bard	Sports	mars-24	mars-24	28 764 €	40 %	11 506 €
Formation des professionnels aux premiers secours en santé mentale et suivi de la continuité des pratiques	Tous QPV	Solidarités (Cohésion sociale)	sept-24	juin-25	20 000 €	80 %	16 000 €
Soutien aux actions de lutte contre les discriminations	Tous QPV	Solidarités (Cohésion sociale)	sept-24	nov-25	46 553 €	45,11%	21 000 €
Création d'un poste de coordinateur de parcours hauts de Massane dans le cadre de l'expérimentation TZCLD	Haut-de-Massane	Solidarités (Politique de la Ville)	oct-24	déc-25	53 750 €	80 %	43 000 €

Sous-total Ville					8 820 966,25 €		2 169 796,29 €
Total général					30 325 892 €		4 703 749,29 €
Montant total DPV 2024							4 703 749,29 €

La programmation 2024 présente les caractéristiques suivantes :

- Tous les quartiers sont concernés par au moins 1 projet ;
- 2,17 M€ sont attribués à la Ville de Montpellier pour le financement de 13 projets, dont 4 de fonctionnement et 2,53 M€ à la Métropole pour le financement de 6 projets ;
- Le taux de subventionnement sur la globalité s'élève à 15,5% du montant total des dépenses ;
- Le montant total des subventions proposées pour des dossiers de fonctionnement s'élève à moins de 1,5% ;
- 30% de l'enveloppe sont affectés à des opérations concernant des écoles afin d'améliorer le confort et cadre de vie des écoliers ;
- Plus de 28% de l'enveloppe sont affectés aux travaux de réhabilitation de centre nautique Neptune secteur Mosson ;
- Le soutien à des actions d'accompagnement à l'accès à l'emploi pérenne, l'organisation de manifestations de sensibilisation contre le racisme et les discriminations, de prévention santé, de découverte sportive et culturelle sont également programmées.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la répartition de la dotation politique de la ville 2024 telle que détaillée ci-dessus ;
- D'approuver les termes de la convention d'attribution de subvention au titre de la dotation politique de la ville 2024, entre l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

Inclusion des enfants à besoins particuliers - Plan d'actions au sein des écoles publiques et des centres de loisirs de la Ville de Montpellier - Convention d'intervention entre l'Institut médico-éducatif (IME) Fontcaude et la Ville de Montpellier - Approbation - Autorisation de signature

A la rentrée 2022, les écoles maternelles et élémentaires de la Ville de Montpellier accueillait 21 652 enfants, dont près de 1 200 enfants notifiés par la Maison Départementale des Personnes Handicapées (MPDH), soit 5,5% de l'effectif total accueilli (cf. Rapport annuel 2022 de la Commission Communale pour l'Accessibilité). Chaque accueil de loisirs périscolaire ou extrascolaire de la Ville est ainsi concerné au quotidien et a vocation à être accessible à tous les enfants sans exception.

Dans ce contexte, la Ville de Montpellier s'est donné pour ambition de rendre « *l'école accueillante pour tous les enfants* ». Elle a ainsi dédié un axe prioritaire de son Projet Educatif de Territoire 2022-2027 et de sa Convention Territoriale Globale 2022-2026 (signée par la Ville et par la Caisse d'allocations familiales de l'Hérault) à la démarche inclusive en se fixant pour objectif de « *favoriser la scolarisation de tous les enfants avec des besoins éducatifs spécifiques, quels que soient leurs difficultés ou leurs handicaps* ».

Pour honorer ces engagements, des actions sont entreprises par le Pôle Education afin d'améliorer l'accueil de tous les enfants et notamment de ceux les plus vulnérables (accueil adapté, réponses éducatives adaptées) à la fois sur les temps scolaires, périscolaires et extrascolaires. Il est ainsi proposé l'adoption d'un plan d'actions relatif à l'inclusion des enfants à besoins particuliers au sein des écoles primaires et des centres de loisirs de la Ville de Montpellier s'articulant autour des objectifs suivants :

- Accueillir avec bienveillance les enfants et leurs parents ;
- Installer des espaces de répit favorisant la gestion des émotions dans la limite de la capacité des locaux des écoles ;
- Identifier un référent inclusion handicap volontaire dans chaque accueil collectif de mineur municipal pour favoriser l'accueil des enfants à besoins particuliers et soutenir les équipes (animation, technique et ATSEM) à l'échelle de chaque structure ;
- Formaliser un partenariat durable avec les établissements médico-sociaux pour accompagner et outiller les équipes municipales ;
- Sensibiliser au handicap tous les personnels (animation, technique, médico-social) intervenant dans les structures municipales.

Ce plan s'articule autour de 18 actions concrètes détaillées en annexe.

Le plan d'actions sera piloté par le Pôle Education et mobilisera des crédits sur le budget de la Ville de Montpellier. Il sera mis en œuvre de façon transversale avec l'ensemble des politiques publiques concernées par le sujet (Pôle Education, Pôle Solidarités, Pôle Petite Enfance) et les acteurs du territoire (Pôle Ressource Handicap 34, Education Nationale, établissements médico-sociaux, associations). Il bénéficiera d'une gouvernance multi-partenariale dans le cadre des instances existantes, à savoir le COPIL et le COTECH

dédiés au Projet Educatif de Territoire.

Il est également proposé l'intervention de professionnels issus de l'établissement médico-social : Institut Médico-Educatif (IME) Fontcaude auprès des équipes du Pôle Education pour :

1. Outiller, conseiller et participer à des actions de sensibilisation des référents inclusion handicap volontaires ;
2. Apporter appui technique et conseil aux équipes d'animation en cas de situation complexe rencontrée au sein des accueils périscolaires ou extrascolaires.

Seront notamment proposées, des actions favorisant l'expression et la libération de la parole des référents inclusion-handicap et des interventions *in situ*, dans les accueils de loisirs périscolaires et extrascolaires municipaux, pour aider les équipes éducatives à gérer une situation complexe.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes du plan d'actions pour l'inclusion des enfants à besoins particuliers au sein des écoles publiques et des centres de loisirs de la Ville de Montpellier et son annexe ;
- D'approuver les termes de la convention d'intervention des professionnels de l'Institut médico-éducatif (IME) Fontcaude au sein des accueils périscolaires et extrascolaires de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

"Notre école, faisons-la ensemble" (NEFLE) - Fonds d'Innovation Pédagogique - Conventions entre la Ville de Montpellier et l'Éducation Nationale - Approbation - Autorisation de signature

L'Etat peut participer au financement des dépenses générées par les projets pédagogiques des écoles publiques, via le Fonds d'innovation Pédagogique (FIP), depuis la loi de finances pour 2023, jusqu'au 31 décembre 2026, date d'expiration du FIP.

Dans le cadre de la démarche « *Notre Ecole Faisons-Là Ensemble* » (NEFLE), lancée par le Conseil National de la Refondation, une vaste concertation a été engagée avec l'ensemble des acteurs de la communauté éducative, les familles, élèves, élus locaux, représentants d'associations, dans le but de faire émerger des initiatives nouvelles et collectives de nature à améliorer la réussite et le bien-être des élèves.

La Ville de Montpellier a adhéré à cette démarche par délibération n° V2023-151 du 5 juin 2023 et approuvé la convention de financement avec l'Etat dans le cadre du FIP concernant les projets pédagogiques proposés par les écoles Alphonse-Daudet, Germaine-Richier, Marie-Curie, Wolfgang-Amadeus-Mozart, Eugène-Pottier et Samuel-Paty. L'opération s'est poursuivie avec les projets des écoles Francis-Garnier, Madeleine-Renaud, Heidelberg, Voltaire, Jean-Jaurès, Olympe-de-Gouges, Akira-Kurosawa, Aliénor-d'Aquitaine, Vincent-Van-Gogh, Pablo-Neruda et Pape-Carpentier par délibération n° V2024-009 en date du 6 février 2024, ainsi que les projets des écoles Simon-Bolivar, Geneviève-Bon et André-Boulloche par délibération n° V2024-169 du 11 juillet 2024.

3 nouveaux projets ont été retenus, soit les écoles Jeanne-d'Arc, Marc-Bloch et Paul-Painlevé. Ceux-ci font l'objet d'une convention qui en précisent les modalités financières :

- Les budgets retenus sont fixés à 86 936,76 € ;
- L'Etat s'engage à verser à la Collectivité dans le cadre du FIP une subvention d'un montant maximum de ces budgets : à la signature, l'Etat verse à la Collectivité une avance de 30 % maximum de sa participation soit 26 081,03 € ; le solde des subventions de l'Etat sera payé par versement unique lors de la production par la Collectivité des pièces justificatives des dépenses ;
- La convention prend effet à la date de sa signature par l'ensemble des parties et a une durée de validité d'un an. Elle est tacitement reconduite jusqu'à exécution complète des dépenses à la charge de la collectivité et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2026, date d'expiration du FIP.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de financement entre l'Etat et la Ville de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

Attributions de créneaux annuels pour la saison sportive 2024-2025 - Conventions relatives à l'utilisation du domaine public - Approbation - Autorisation de signature

La Ville de Montpellier contribue au développement du sport amateur et du sport de haut niveau sur le territoire par un partenariat fort avec les associations. C'est aussi en collaboration avec ces associations que la Ville développe sa politique de réussite éducative et d'insertion dans la vie active. L'offre sportive montpelliéraine est extrêmement riche car diversifiée quant aux publics, aux âges et aux disciplines.

La Ville de Montpellier attribue par an, à 223 associations, plus de 100 000 heures de créneaux à titre gratuit, afin qu'elles puissent mener leurs activités et entraînements. Les critères d'attribution prennent en compte le caractère local, sportif et non lucratif de l'association, l'aspect social des pratiques, la diversification et le développement des disciplines, la participation à des événements locaux, les publics ciblés et le développement du sport comme outil de prévention.

Dans ce cadre, la Ville de Montpellier met en place une convention pour l'attribution des créneaux annuels qui permet de contractualiser et formaliser un fonctionnement et d'afficher la contrepartie financière réelle que contribue l'attribution de créneaux. Le montant global de la subvention en nature offerte aux associations représente la somme de 6 814 283,00 €.

En effet, ces autorisations d'occupation du domaine public constituent des subventions en nature. Les montants ainsi valorisés (nombre d'heures utilisées multiplié par le tarif horaire) sont calculés conformément à la délibération n° V2023-448 du Conseil municipal en date du 11 décembre 2023 fixant les tarifs pour 2024 applicables au domaine public occupé.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'occupation du domaine public à titre gratuit, eu égard à l'intérêt que représente la pratique sportive des associations, dont la liste est annexée à la présente délibération ;
- D'approuver les subventions en nature valorisables aux montants indiqués sur cette même liste, soit 6 814 283,00 €, et de porter au compte administratif le montant de ces aides en nature ;
- D'approuver les termes des conventions de mise à disposition ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

Ma.P - Unité mobile de prévention santé de la Ville de Montpellier - Bilan annuel
- Conventions de partenariat - Approbation - Autorisation de signature

Dans le cadre du Contrat Local de Santé (CLS), signé avec l'Agence Régionale de Santé Occitanie (ARS), la Ville de Montpellier a souhaité développer un projet expérimental de promotion et prévention de la santé « *hors les murs* » permettant de réduire les inégalités sociales et territoriales de santé. L'unité mobile de prévention santé, appelée « *Ma.P* » pour « *Ma Prévention* », sillonne ainsi depuis novembre 2022, le territoire municipal et notamment les quartiers prioritaires afin de renforcer l'accès à l'information, à la prévention, aux droits et à l'offre de soins qui peuvent être limités par des obstacles culturels, financiers ou par l'insuffisance d'offre de proximité.

Animée par des professionnels de santé du territoire, la Ma.P propose des actions de proximité, gratuites, permettant de faire le lien entre :

- Les acteurs du territoire (associatifs, institutionnels et services des collectivités) ;
- Les politiques publiques et projets structurants (Contrat Local de Santé, Med Vallée, Contrat de ville, bien vieillir...) ;
- Les thématiques de santé (Prévention et dépistage des cancers, santé orale, santé sexuelle, nutrition, sport santé, santé mentale, accès aux droits santé, prévention des addictions, gestes de premiers secours, vaccination, santé environnement...) ;
- Les habitants (et en particulier ceux des quartiers prioritaires).

Réunis autour de valeurs communes et d'objectifs partagés, ce sont 29 partenaires, experts, généralistes ou spécialistes qui sont intervenus avec l'unité mobile de prévention santé en 2023 lors des 70 sorties. Ces derniers interviennent via des financements de droit commun (ARS, Ville, CPAM, CHU...) ou d'appels à projets spécifiques. Ils sont tous signataires d'une convention de partenariat annuelle avec la Ville de Montpellier, précisant les rôles et engagements de chacun ; dont il convient d'approuver le modèle type.

Le rapport d'activité de l'unité mobile présente le bilan de la première année de fonctionnement. En synthèse, la Ma.P en 2023, c'est :

- 29 partenaires intervenants ;
- 70 sorties, dont 75% d'entre elles en quartiers prioritaires ;
- 4 069 personnes contactées ;
- 2 019 personnes sensibilisées ;
- 922 dépistages réalisés (VIH et hépatites, diabète, cancers, hypertension artérielle, vue...) ;
- 305 consultations (Tabac, psychologue, diététiciens) ;
- 101 personnes vaccinées ;
- 26 autotests VIH délivrés ;
- 904 documents délivrés.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte du bilan de la première année d'expérimentation de la Ma.P ;
- D'approuver les termes des conventions de partenariat type ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

**Label "Ville active du Programme National Nutrition Santé (PNNS)" de l'Agence
Régionale de Santé (ARS) Occitanie - Charte d'engagement 2024-2029 -
Renouvellement - Approbation - Autorisation de signature**

La Ville s'est engagée dans une politique nutritionnelle forte qui s'appuie sur le Contrat Local de Santé et le soutien les associations locales, la politique agro-écologique et alimentaire, et la politique sportive qui déploie de nombreux équipements et actions de promotion des activités physiques et sportives. En effet, un bon état nutritionnel ne repose pas uniquement sur la responsabilité individuelle. Il est important d'agir sur l'environnement de chaque personne en créant des milieux favorables au développement d'une alimentation saine et d'une activité physique régulière

L'Agence Régionale de Santé (ARS) Occitanie accompagne les collectivités qui mettent en œuvre une politique de santé dans le domaine de la nutrition. En effet, par leur grande proximité, la permanence de leurs services et la nature de leurs missions très diverses, les collectivités sont le lieu privilégié pour expérimenter et diffuser la politique de santé nutritionnelle pour tous.

Faire connaître, valoriser, mutualiser les actions portées par les acteurs engagés et assurer une animation nationale est un objectif incontournable du Plan National Nutrition Santé 4 (PNNS 4) de l'ARS. Un site internet « *Réseau d'Acteurs du PNNS* » : reseau-national-nutrition-sante.fr permet de mutualiser et de partager les expériences, les actions, les formations et les outils porteurs de messages nutrition santé.

En renouvelant son engagement au PNNS pour 5 ans, la Ville de Montpellier réaffirme sa volonté de poursuivre le travail accompli et s'inscrit pleinement dans les objectifs de santé publique assignés par l'ARS. Cela nécessite d'approuver une charte d'engagement.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le renouvellement, pour 5 ans, de l'engagement de la Ville de Montpellier dans le cadre du Plan National Nutrition Santé ;
- D'approuver les termes de la charte d'engagement des Villes actives du Programme national nutrition santé ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

**Service Montpelliérain de la Petite Enfance - Démarche Guichet Unique -
 Création de 8 nouveaux Espaces Petite Enfance - Approbation**

Préambule

La Ville de Montpellier a lancé en 2023 un projet visant à préfigurer la mise en place d'un Guichet Unique pour l'ensemble des modes d'accueil de la petite enfance présents sur son territoire. Les grands principes sous-tendant la construction de cette démarche de Guichet Unique ont été posés dans la délibération cadre du service public de la petite enfance (SPPE) adoptée le 11 décembre 2023, sur la création du Service Montpelliérain de la Petite Enfance (SMPE). Elle s'inscrit également dans la mise en œuvre de l'article 17 de la loi « *plein emploi* » du 18 décembre 2023 instaurant le Service Public de la Petite Enfance et confiant aux communes, au 1^{er} janvier 2025, le rôle d'Autorité Organisatrice de l'Accueil du Jeune Enfant.

Le nouvel article L. 451-2 du Code de l'action sociale et des familles confie ainsi 4 compétences essentielles aux collectivités locales :

- Recenser les besoins des enfants âgés de moins de trois ans et de leurs familles et recenser les modes d'accueil disponibles sur leur territoire ;
- Informer et accompagner les familles en mettant notamment en place des Relais Petite Enfance (RPE) ;
- Planifier le développement des modes d'accueil ;
- Soutenir la qualité des modes d'accueil.

La mise en place effective de la démarche de Guichet Unique Petite Enfance répond notamment à la seconde mission définie par la loi. Elle s'appuiera notamment, à Montpellier, sur le renforcement des compétences du Service Relation famille-Guichet Unique au sein de l'Hôtel de Ville et sur le réseau des RPE gérés directement en régie, avec la création d'Espaces Petite Enfance aux missions élargies. L'objectif est d'améliorer la qualité du service rendu aux parents, en matière d'information et d'accompagnement à la parentalité, et de fluidifier et simplifier toutes leurs démarches.

Ce projet de Guichet Unique est une mesure phare du SMPE, car il répond aux nombreuses préoccupations des familles montpelliéraines. Il s'inscrit donc dans une politique globale de soutien au développement du tout-petit et d'accompagnement à la parentalité. Pour sa mise en œuvre, la Ville bénéficie d'une aide financière à hauteur de 300 000 €, répartie sur 3 ans, dans le cadre de sa candidature au Fonds d'Innovation Petite Enfance (crédits Etat et Caisse d'Allocations Familiales – CAF de l'Hérault).

Une visibilité nouvelle pour la démarche de Guichet Unique : la création des 8 « Espaces petite Enfance »

La Ville de Montpellier souhaite donc mettre en exergue le rôle central des RPE sur le volet information universelle et orientation au profit des familles montpelliéraines, en s'appuyant sur les forces vives de chaque territoire plus précisément sur l'ensemble des acteurs, quel que soit le mode de gestion associatif ou privé. Ainsi, les RPE verront leur mission renforcée de « *Guichet Unique* » s'intégrer dans des lieux

symbolisant cette nouvelle ambition et offrant une meilleure lisibilité pour la population : les « *Espaces Petite Enfance* ».

De par ses missions, l'Espace Petite Enfance offrira deux espaces de services aux familles :

1. Un Espace dédié qui met en exergue le bloc de missions du « *Guichet Unique* », mission renforcée du RPE :

- Présenter l'offre d'accueil universelle existante du territoire : information des familles sur l'ensemble des modes d'accueil collectif (public et privé), individuel (assistant maternel, garde à domicile), ALSH, bouclier social petite enfance ... ;
- Aider aux démarches et accompagnement des parcours : cerner le besoin de la famille et les accompagner dans le choix de la solution la plus adaptée ;
- Conseiller sur le mode d'accueil le plus adapté au regard de leur besoin et de leur situation (familiale, professionnelle...) ;
- Informer les familles sur l'ensemble des dispositifs de soutien et d'accompagnement à la parentalité sur le territoire (LAEP, PMI, Ludothèques, Médiathèques, Eveil Artistique et Culturel ...) ;
- Intervenir avec des actions de prévention, d'éveil et de soutien à la parentalité ;
- Faire le lien avec le site de la CAF « *mon enfant.fr* » et la mission d'accueil renforcée des familles inscrites sur le site.

Au-delà des missions traditionnelles des RPE contractualisées avec la CAF, la Ville entend mettre en place les actions supplémentaires suivantes à partir de ces 8 lieux :

- Suivi des demandes et contribution à la gestion de la commission unique d'admission ;
- Mise en place d'une mission « *zéro sans solution* » chargée d'inscrire les familles « *sans solution d'accueil* » dans un parcours d'accompagnement socio-éducatif ;
- Animation territorialisée de l'ensemble des acteurs de la petite enfance ;
- Promotion du Service Montpelliérain de la Petite Enfance qui repose sur la complémentarité de la régie municipale et des acteurs associatifs à but non lucratifs investis d'une mission d'intérêt général et signataires de Conventions Pluriannuelles d'Objectifs et de Moyens (CPOM) avec la Ville ;
- Valorisation de la marque bannière « *Montpellier Petite Enfance-au service du public* » gage d'un engagement et d'un contrôle de la qualité de service ;
- Participation au diagnostic territorial partagé.

2. Un Espace de professionnalisation des assistants maternels

- Accompagnement des assistants maternels dans leur exercice professionnel (information, ateliers d'éveil aux jeunes enfants dans le cadre d'un projet éducatif, animation, observation) ;
- Analyse de la pratique afin de contribuer à l'amélioration continue de l'accueil (mission renforcée du référentiel) ;
- Facilitation à l'accès à la formation continue ;
- Lutte contre la sous-activité et le manque d'attractivité du métier ;
- Promotion renforcée de l'accueil individuel par la mise en œuvre d'une stratégie de communication (newsletter, journées dédiées, films et outils numériques) ;
- Sensibilisation sur le rôle de parent employeur et facilitation de la relation et intermédiation au besoin dans la relation entre parents et assistantes maternelles.

Afin de porter cette ambition, les évolutions suivantes seront donc engagées :

- Nommer « *Espaces Petite Enfance* » les 8 sites accueillant les RPE municipaux et les nouvelles missions définies par la Collectivité. Cette appellation générique et facilement compréhensible pour le grand public représente le lieu unique territorialisé qui accueille le RPE mais également un point information-accompagnement dédié aux familles ;
- Installer la mission « *zéro sans solution* » à travers un premier poste chargé de suivre la situation des familles en difficulté et de faire le lien avec les Espaces Petite Enfance ;
- Installer une fonction d'accueil et d'accompagnement « *front office* » des familles dans les Espaces Petite Enfance qui se traduit par la création progressive de 8 postes d'agents d'accueil et d'orientation ;
- Confier aux animatrices des RPE la responsabilité globale de chaque espace Petite enfance.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la création des 8 « Espaces Petite Enfance » qui seront les portes d'entrée territorialisées sur la petite enfance et la parentalité ;
 - De pourvoir le poste « *zéro sans solution* » en catégorie A qui accompagnera les familles sans solution dans un parcours de vie sans rupture et de dire qu'il sera créé dans une délibération *ad hoc* ;
- De pourvoir les 8 postes « d'agent d'accueil et d'orientation » en catégorie B dédiés à la démarche d'accompagnement global de la famille incluant l'ensemble des modalités d'inscription à un mode d'accueil, sous la responsabilité des EJE des RPE, et de dire qu'ils seront créés dans une délibération *ad hoc* ;
- D'approuver la marque bannière « *Montpellier Petite Enfance – au service du public* » réunissant le Service Public municipal et les acteurs de la petite enfance à but non lucratif ainsi que les engagements de qualité spécifiques définis conjointement ;
 - D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

**Structures petite enfance - Convention de partenariat entre la Ville de
Montpellier et le musée Fabre - Avenant n°1 - Approbation - Autorisation de
signature**

La Ville de Montpellier s'est, depuis de nombreuses années, largement orientée vers une sensibilisation artistique et culturelle des tout-petits et notamment pour les jeunes enfants qui bénéficient d'un accueil dans les structures petite enfance gérées par la Ville. L'éveil artistique et culturel des tout-petits libère leur créativité, leur émerveillement, leur sensibilité. Il permet l'expression de leurs émotions et participe à leur développement cognitif et moteur.

Cette orientation répond ainsi aux valeurs du Projet Educatif Petite Enfance de la Ville mais également aux principes édictés dans la Charte Nationale pour l'accueil du jeune enfant et s'inscrit aussi dans le Protocole d'accord interministériel de mars 2016 pour l'éveil artistique et culturel des jeunes enfants invitant les gestionnaires d'Etablissement d'Accueil du Jeune Enfant (EAJE) et les structures culturelles à s'engager ensemble dans un parcours d'éducation artistique.

La Ville, par l'intermédiaire de son Pôle Petite Enfance, a initié, dès 2007, un partenariat avec le musée Fabre dont les principaux objectifs sont les suivants :

- Initier les jeunes enfants à l'éveil artistique et culturel ;
- Permettre aux parents et aux professionnels de porter un autre regard sur l'enfant ;
- Développer les compétences des professionnels de la petite enfance, qui bénéficient d'une formation, pour accompagner les visites au musée ;
- Renforcer et développer la relation avec les parents à travers un vécu partagé ;
- Favoriser l'accès au musée aux parents et aux professionnels.

Ce partenariat a été formalisé par une première convention signée en 2014. Par délibération du 30 novembre 2020, le Conseil municipal a approuvé le renouvellement de cette action pour une durée de trois ans et renouvelable annuellement par tacite reconduction trois fois maximum.

Les bilans successifs de ces dernières années ont mis en évidence l'intérêt indéniable de renforcer cette précieuse collaboration. Il est donc proposé de développer ce partenariat avec un avenant à la convention, en incluant les éléments suivants :

- La Ville de Montpellier organise chaque année depuis trois ans le *Festival de l'éveil des tout-petits*, une manifestation dédiée à la parentalité ainsi qu'à l'éveil culturel et artistique des enfants de 0 à 6 ans. Dans ce cadre, le musée Fabre propose quatre créneaux de visites guidées gratuites pour les enfants de 2 à 5 ans. Pour chaque créneau, vingt contremarques sont distribuées aux structures Petite enfance de la Ville de Montpellier, en collaboration avec la Protection maternelle et infantile, afin de toucher les familles les plus éloignées de la culture ;

- Les « *Contes en Vadrouille* » est un groupe de professionnels issus de structures municipales, qui proposent des lectures pour enfants et familles. Le Pôle Petite Enfance met à disposition du Musée Fabre un groupe de six professionnels pour une série d'événements sur six mois, avec un maximum de trois participations lors de journées, comme les *Surprise Famille* ou la *Nuit des musées*. Le Musée Fabre s'engage à communiquer le calendrier des événements quatre mois à l'avance pour faciliter l'organisation et la mise à disposition des professionnels.

Le présent avenant prend effet à la date de signature par les parties, pour toute la durée de la convention de partenariat préalablement signée le 22 décembre 2020, pour une durée de 3 ans et renouvelée par tacite reconduction chaque année, dans la limite de trois reconductions. Toutes les autres clauses de la convention initiale sont inchangées.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de l'avenant n° 1 à la convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et le musée Fabre ;
- D'autoriser Monsieur de Maire, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

**Mille formes - Centre d'initiation à l'art pour les 0-6 ans - Contrat de coopération
entre la Ville de Clermont-Ferrand et la Ville de Montpellier - Approbation -
Autorisation de signature**

La Ville de Montpellier et le Centre Pompidou se sont associés depuis 2022, dans le cadre d'un contrat de coopération public-public adopté en Conseil municipal le 19 octobre 2022 pour créer, à Montpellier, un Centre d'art pour les enfants de 0 à 6 ans. Ce projet d'intérêt général s'inscrit dans le cadre des orientations que la Ville de Montpellier s'est donnée en matière de politique culturelle au service de son territoire et de ses habitants, notamment en direction de l'enfance et de la jeunesse.

Ce centre d'art offrira aux bébés, aux jeunes enfants et à leurs familles un espace d'expérimentation, de création, d'écoute et de rencontre qui prendra appui sur la création artistique. Il permettra aux enfants d'être dès leur plus jeune âge en contact avec des créateurs et artistes et de s'ouvrir à de multiples langages sur la voie des apprentissages et de la découverte du monde. Le projet inclura aussi un des actions d'accompagnement à la parentalité qui prendront place dans le centre. Ce projet s'inscrit aussi pleinement dans la dynamique de Montpellier, ville à hauteur d'enfant.

Le lieu retenu pour accueillir ce Centre d'Art est une partie des anciens locaux de la médiathèque Federico-Fellini aux Echelles de la Ville. L'autorisation de travaux a été adoptée en Conseil municipal du 26 mars 2024, pour un montant total de 3,4 millions d'euros et les travaux ont débuté au printemps 2024.

En amont du projet montpelliérain, le Centre Pompidou et la Ville de Clermont-Ferrand s'étaient associés pour créer un centre d'art destiné au même public et avec des objectifs de développement de l'éveil artistique et culturel à Clermont-Ferrand. Le centre mille formes est un centre d'initiation à l'art pour les 0-6 ans, imaginé par la Ville de Clermont-Ferrand et réalisé en partenariat avec le Centre Pompidou qui a ouvert ses portes au public en décembre 2019.

Des interactions et collaborations régulières se sont mises en place entre les villes de Clermont-Ferrand et Montpellier durant la période de conception du projet montpelliérain. Aussi, compte-tenu de la proximité des deux projets, et dans l'objectif de donner naissance à un réseau cohérent, à l'identité forte et dans l'objectif que la force de ce réseau permette un rayonnement décuplé de nos initiatives locales, la Ville de Montpellier propose d'adopter le même nom et la même identité graphique que le centre d'art de Clermont-Ferrand, adoption formalisée par une Convention établie entre les deux villes.

La Ville de Clermont-Ferrand a déposé la marque « *mille formes centre d'initiation à l'art pour les 0-6 ans* » auprès de l'Institut National de la Propriété Intellectuelle (INPI) le 26 juin 2019 pour la classe 41 (Éducation ; activités sportives et culturelles ; mise à disposition d'installations de loisirs ; organisation d'exposition à buts culturels ou éducatifs). Un dépôt complémentaire a été effectué le 22 décembre 2022 pour les classes 16, 25 et 28 et une protection européenne est en cours d'enregistrement. Aussi, la convention prévoit que la Ville de Clermont-Ferrand concède à la Ville de Montpellier qui accepte, le droit non exclusif

d'utiliser la marque « *mille formes, centre d'initiation à l'art pour les 0-6 ans* » dans le cadre du déploiement de mille formes sur son territoire ; cet accord est valable pour une durée de trois ans, renouvelable par reconduction tacite.

La convention a aussi pour objet de fixer les modalités de partenariat entre la Ville de Clermont-Ferrand et la Ville de Montpellier dans le cadre du déploiement de mille formes, et notamment l'autorisation d'utiliser le logo et les éléments graphiques réalisés par Paul COX ainsi que la marque « *mille formes, centre d'Initiation à l'art pour les 0-6 ans* ».

De son côté, la Ville de Montpellier s'engage, dans le cadre de l'ouverture d'un centre d'initiation à l'art pour les 0-6 ans, à respecter les principes fondamentaux de mille formes tels que définis ci-dessous :

- Proposer aux enfants de 0 à 6 ans, et aux adultes qui les accompagnent, des expériences interactives autour d'œuvres spécialement adaptées ou produites pour cette tranche d'âge ;
- Concevoir la programmation et les dispositifs proposés avec des artistes contemporains en prenant en compte la diversité des champs artistiques et les différents axes d'interactions (dispositifs artistiques, expositions interactives, ateliers, performances, spectacles) ;
- Concevoir et appliquer une médiation spécifique en direction des enfants de 0 à 6 ans et de leurs accompagnants pour faire le lien à l'œuvre ;
- Contribuer à la recherche et à l'innovation dans le champ de compétence de mille formes ;
- Contribuer à alimenter la plateforme numérique mille formes ;
- Proposer un accès gratuit et sans réservation.

La Ville de Montpellier s'engage à faire figurer la mention suivante dans le cadre de sa communication autour du projet : « *mille formes Montpellier fait partie du réseau mille formes, initié et créé par la Ville de Clermont-Ferrand, en partenariat avec le Centre Pompidou* ».

La Ville de Montpellier s'engage à participer au réseau mille formes créé et piloté par la Ville de Clermont-Ferrand. Il s'agit d'un réseau professionnel à dimension nationale, européenne et internationale dont le Centre Pompidou sera un membre permanent. Il a vocation à réunir les différents Centres d'initiation à l'art « *mille formes* » ainsi que des structures intéressées par cette démarche d'éveil artistique et culturel et par le développement de projets artistiques et de recherches à l'attention de la petite enfance. Il constitue un lieu de débats, d'échanges et de partage de bonnes pratiques, d'innovation et de prospective. La Ville de Montpellier s'engage ainsi à être également ambassadrice du projet « *mille formes* ».

La Convention liant les deux villes entrera en vigueur à compter de la date de sa signature pour une durée de trois années. Elle sera renouvelable par tacite reconduction.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de coopération entre la Ville de Montpellier et la Ville de Clermont-Ferrand ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

**Projet d'extension du musée Fabre - Autorisation de dépôt et d'octroi
d'autorisations d'urbanisme à Montpellier Méditerranée Métropole - Rues de la
Monnaie et Montpellieret - Parcelle cadastrée HN 232 - Approbation**

Le musée Fabre, créé en 1825 par la volonté de son fondateur, le peintre néoclassique François-Xavier FABRE, compte parmi les plus belles collections publiques françaises, sans cesse enrichi grâce à des donations ou des legs de collectionneurs et artistes avisés. Magnifié grâce à une rénovation réussie de 2004 à 2007, le musée Fabre s'impose désormais comme l'une des toutes premières collections de beaux-arts en France et en Europe. Il affirme à présent un rôle de leader tant sur le plan local qu'international, avec plus de 4 millions de visiteurs depuis sa réouverture.

La visite se déploie aujourd'hui sur 9 200 m², permettant aux visiteurs de traverser avec clarté et élégance les anciennes strates du bâtiment jusqu'à la nouvelle aile, lumineuse. À travers ses expositions temporaires et collections permanentes, le musée Fabre offre un patrimoine artistique d'une exceptionnelle diversité, racontant à ses visiteurs l'histoire de la création européenne, de la Renaissance à nos jours.

Afin de répondre à un besoin d'agrandissement des espaces d'expositions permanentes et temporaires, Montpellier Méditerranée Métropole porte un projet d'extension du Musée Fabre qui lui permettra, à l'horizon 2028, année du bicentenaire de sa première ouverture au public, d'atteindre une surface de 10 000 m² d'exposition. Cette extension est projetée dans des locaux appartenant à la Ville de Montpellier, situés sur la parcelle cadastrée HN 232, à l'angle des rues Montpellieret et de la Monnaie. Ces locaux correspondent à la Chapelle de la Miséricorde, au Musée de la pharmacie, aux anciennes chambres des sœurs de l'œuvre de la Miséricorde et aux locaux mis à disposition des Amis du Musée Fabre. Il y est envisagé une restauration fondamentale afin d'accueillir de nouveaux événements culturels et des espaces de travail, en partenariat avec l'association des Amis du Musée Fabre.

Dans le cadre de ce projet, Montpellier Méditerranée Métropole sollicite dès à présent, en amont de la formalisation de la mise à disposition des biens permettant d'en définir les conditions administratives, juridiques et financières, la possibilité de déposer et se voir octroyer toutes les autorisations d'urbanisme nécessaires pour la réalisation du projet d'extension du Musée Fabre ainsi qu'à réaliser toute étude ou sondage préalable y concourant.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole, ou tout tiers substitué, à déposer et à se voir octroyer toute autorisation d'urbanisme, à instruire toute procédure préalable à l'aménagement, sur la Chapelle de la Miséricorde, du Musée de la pharmacie, les anciennes chambres des sœurs de l'œuvre de la Miséricorde et les locaux mis à disposition des Amis du Musée Fabre, propriétés de la Ville de Montpellier, situés sur la parcelle cadastrée HN 232, à l'angle de la rue Montpellieret et rue de la Monnaie à Montpellier ainsi qu'à réaliser toute étude ou sondage préalable y concourant ;

- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

Opéra Comédie - Procédure de classement au titre des monuments historiques -
Approbation

L'Opéra Comédie de Montpellier est l'un des premiers opéras à l'italienne de France. En effet, dès 1752, la Ville de Montpellier, sous l'impulsion du gouverneur de Languedoc, le duc DE RICHELIEU, décidait de construire le premier théâtre montpelliérain. Son exécution fut confiée à Philippe MARESCHAL, ingénieur royal et directeur des fortifications de la province. Inauguré en 1755, il est victime d'un incendie en 1785, et reconstruit par les architectes DONNAT et LENOIR en 1788. Le nouvel édifice brûle à son tour en 1881. Le Conseil municipal vote alors sa reconstruction et lance un concours. Le jury, présidé par Alexandre LAISSAC, Maire de Montpellier, décerne le premier prix à l'élève de Charles GARNIER, Joseph-Marie CASSIEN BERNARD, qui assurera la réalisation de l'édifice dans sa configuration actuelle, inauguré en 1888.

Déclaré d'intérêt métropolitain par délibération du 22 octobre 2002, l'Opéra Comédie est aujourd'hui propriété de Montpellier Méditerranée Métropole (parcelle cadastrée HT 122). La parcelle HT 123 où se situe une dépendance du théâtre (transformateur électrique) est propriété de la Ville de Montpellier.

Soucieuse de la préservation et de la valorisation de ce patrimoine, Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité que soit étudiée la demande de protection de ce monument emblématique au titre des monuments historiques, en 2020. L'Etat a validé ce classement.

Afin que l'arrêté de classement de l'Opéra Comédie au titre des Monuments historiques puisse être publié par l'Etat, le Conseil municipal doit approuver la demande de ce classement.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la demande de classement de l'Opéra Comédie au titre des Monuments historiques réalisée par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

Projet de requalification du site de la Maison d'Enfants Marie Caizergues - 1 rue Saint-Vincent-de-Paul à Montpellier - Cession d'une partie de la parcelle BR 609 à ACM Habitat - Approbation

Le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Montpellier est propriétaire du site occupé par la Maison d'Enfants Marie-Caizergues située 1 rue Saint-Vincent-de-Paul à Montpellier. Ce site a été légué par Sœur Marie-Caizergues le 3 janvier 1850 à l'œuvre de la Miséricorde, devenue Bureau de Bienfaisance, puis CCAS. Le legs était soumis à la condition formelle que les immeubles soient employés à la fondation d'un établissement destiné à accueillir des orphelins.

Compte tenu de l'évolution des circonstances d'accueil en matière d'aide des orphelins depuis le XIX^{ème} siècle, le Conseil d'Administration du CCAS réuni le 4 juillet 2016, avec l'accord du Conseil municipal du 22 juin 2016, a constaté la désaffectation partielle du site devenu surdimensionné au regard des missions de la Maison d'Enfants et a introduit une action en justice sur la base de l'article 900-2 du Code civil précisant que « *tout gratifié peut demander la révision en justice des charges et conditions d'un legs par suite d'un changement de circonstances* ».

L'ensemble immobilier est édifié sur les parcelles cadastrées BR 609 d'une superficie de 4 493 m² et BR 610 d'une superficie de 5 290 m². Il est composé de bâtiments, vétustes pour certains, et en particulier d'un bâtiment longitudinal de deux niveaux sur rez-de-chaussée, dans un espace boisé classé, représentant une superficie utile d'environ 1 100 m² sur la parcelle BR 610.

Par jugement du 10 décembre 2019, le Tribunal de grande instance de Montpellier a prononcé la révision des dispositions du legs. Il a permis au CCAS de procéder à la cession d'une partie du site édifié sur la parcelle cadastrée BR 609 dans la mesure où le produit de la vente sera affecté, conformément aux intentions de la donatrice, à la création d'un centre d'hébergement et de réinsertion sociale avec un accueil mère-enfant, à la réhabilitation du site administratif de la Maison d'Enfants Marie-Caizergues et au fonctionnement de ces deux structures rassemblées sur le reliquat constitué de la parcelle cadastrée BR 610 et ses bâtiments.

Dès lors, le CCAS envisage la cession d'une partie de la parcelle cadastrée BR 609 à ACM Habitat pour la réalisation d'un projet de logements sociaux, d'une crèche municipale et d'un club de l'Age d'Or. La recette de la vente sera affectée au programme de réhabilitation de l'autre partie du site conservée par le CCAS : la réhabilitation des locaux de la maison d'enfants à caractère social, la réhabilitation du bâti en partie désaffecté pour la création d'une résidence sociale d'environ 20 logements pour femmes en difficulté avec enfants et un Relais Petite Enfance/Guichet unique dont la gestion sera assurée par la Ville.

Le programme de cette opération doit être très prochainement finalisé, d'ici fin 2024 et permettra de préciser le coût prévisionnel des travaux. La livraison est programmée pour fin 2027.

L'évaluation de la valeur vénale de l'ancien orphelinat, parcelle BR 609b à céder, dont l'emprise est de 3 469 m² environ, a été fixée à 1 320 000 € par les services du pôle d'évaluation domaniale le 28 mai 2024.

L'article L. 2241-5 du Code général des collectivités territoriales précise que lorsque « *les délibérations des*

établissements publics communaux changent en totalité ou en partie l'affectation des locaux (...) ou mettent ces locaux à la disposition, soit d'un autre établissement public ou privé, soit d'un particulier, elles ne sont exécutoires qu'après accord du Conseil municipal ». En application de cet article, le CCAS demande à la Ville son accord en vue de céder la parcelle cadastrée BR 609p à ACM Habitat.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser le Centre Communal d'Action Sociale à céder à ACM Habitat, une partie de la parcelle cadastrée BR 609 pour une surface de 3469m², située 1 rue Saint-Vincent-de-Paul à Montpellier pour réaliser un projet de logements sociaux, un accueil pour la petite enfance et un club de l'Age d'Or ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

**Construction du groupe scolaire Sud Mosson - Échange foncier sans soulte avec le
Département de l'Hérault - Rue du Pilory, Montpellier - Approbation**

Dans le cadre du développement du quartier Sud Mosson, à l'Ouest de Montpellier et de la restructuration de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU), la Ville de Montpellier vise à améliorer les infrastructures existantes et notamment les conditions d'enseignement.

Situé entre les quartiers Mosson et Celleneuve, rue du Pilory à Montpellier, le collège Arthur-Rimbaud est confronté à une augmentation constante du nombre d'élèves ces dernières années, ce qui a conduit à un besoin d'extension des infrastructures scolaires. Dans la perspective de la réalisation d'un groupe scolaire portée par la Ville de Montpellier et la restructuration du collège souhaité par le Département de l'Hérault, un travail partenarial a été mené sur les diverses possibilités d'implantations sur ce secteur, en périphérie des quartiers prioritaires au titre de la politique de la ville.

Il en résulte qu'après études de la situation des terrains, il convient de procéder à un échange foncier entre les deux collectivités.

Dans ce contexte, la Ville de Montpellier souhaite acquérir l'emprise nécessaire à la réalisation du groupe scolaire Arthur-Rimbaud, soit 1 156 m² environ à extraire de la parcelle cadastrée TY 334 appartenant au Département de l'Hérault. Concomitamment, la Ville cède au Département de l'Hérault, une emprise du plateau sportif d'environ 2 760 m² à extraire de la parcelle cadastrée TY 37, pour la restructuration du plateau sportif nécessaire à la vie du collège.

Par ailleurs, afin de respecter les besoins réciproques des deux collectivités, la Ville sollicite le Département de l'Hérault pour une mise à disposition, par convention d'occupation à titre gratuit, d'un foncier lui appartenant, d'une emprise d'environ 415 m² issue de la parcelle cadastrée TY 334, proche de la halle de sport, nécessaire à la construction du groupe scolaire Sud Mosson.

Au vu des délais de réalisation des travaux, le Département de l'Hérault souhaite déposer le permis d'aménager du plateau sportif au sein du collège Arthur-Rimbaud. Outre l'aménagement de l'aire de sports (terrains de sports collectifs et piste d'athlétisme), le projet s'accompagne de l'installation de bâtiments modulaires abritant des sanitaires et des vestiaires pour les collégiens. Ces bâtiments déjà existants sur le collège seront déplacés près de la nouvelle aire de sports.

A cette fin, le Département a sollicité la Ville pour déposer et se voir octroyer les autorisations d'urbanismes sur le périmètre de son opération afin de commencer les travaux d'aménagement du plateau sportif avant la réitération de l'acte de transfert de propriété.

En date du 2 avril 2024, le Pôle d'Evaluation Domaniale a évalué l'emprise foncière à céder par la Ville, d'environ 2 760 m² de la parcelle TY 37a, au prix de 325 €/m² soit un montant de 897 000 € (huit cent quatre-vingt-dix-sept mille euros) et a estimé l'emprise foncière à acquérir par la Ville, d'environ 1 156 m² de la parcelle TY 334e au prix de 325 €/m² soit un montant de 375 700 € (trois cent soixante-quinze mille sept cent euros).

Compte tenu du caractère d'intérêt général que revêt ce projet par la relocalisation du groupe scolaire Mosson Sud en périphérie du quartier et à proximité immédiate du collège, constituant ainsi une unité dans le parcours éducatif, ainsi que l'impact sur le collège tant en terme de fonctionnement (réduction du plateau sportif à destination des collégiens) que financier pour le Département de l'Hérault (coût de la restructuration du plateau sportif nécessitée par la mobilisation d'une partie du plateau sportif), il est proposé de procéder à un échange foncier avec le Département de l'Hérault des emprises précitées à titre gratuit sans soulte.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'acquisition de l'emprise foncière d'une superficie d'environ 1156 m² issue de la parcelle TY 334, située rue de Pilory à Montpellier, propriété du Conseil Départemental de l'Hérault ;
- D'autoriser la cession de l'emprise foncière d'une superficie d'environ 2760 m² issue de la parcelle cadastrée TY 37, située rue de Pilory à Montpellier, propriété de la Ville de Montpellier ;
- De dire que l'échange foncier, en dérogation de l'avis du pôle d'évaluation domaniale du 2 avril 2024, compte tenu de l'intérêt général du projet à réaliser par la Ville et le Département, notamment de ses impacts sur le fonctionnement du collège ainsi que le coût de la restructuration induite du plateau sportif ;
- D'autoriser la signature d'une convention de mise à disposition à titre gratuit, avec le Conseil Départemental de l'Hérault, d'une emprise de 415 m² issue de la parcelle cadastrée TY 334d, nécessaire à la construction du groupe scolaire Sud Mosson ;
- D'autoriser le Conseil Départemental de l'Hérault à déposer, se voir octroyer les demandes d'autorisations d'urbanisme et accepter la prise de possession anticipée de la parcelle TY 37 en vue de la restructuration du plateau sportif du Collège Arthur Rimbaud, avant la réitération de l'acte authentique d'échange ;
- De faire constater le transfert de propriété, aux frais partagés les co-échangistes ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

Réalisation du groupe scolaire Hypatie - Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) - Quartier de la Mosson - Acquisition de la parcelle cadastrée TP 157 - Rue de l'Agathois - Approbation

Situé au Nord-Ouest de Montpellier, bordé par la Commune de Grabels au Nord, et par la Commune de Juvignac à l'Ouest, le quartier de la Mosson a été retenu comme quartier d'intérêt national au titre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) et fait l'objet de grands projets de renouvellement urbain contractualisés le 23 juillet 2021 avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine et ses partenaires.

La mise en œuvre opérationnelle du projet de renouvellement urbain a été confiée à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), au titre d'une concession d'aménagement notifiée le 21 janvier 2020.

Ce projet est au cœur de l'action de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Montpellier, avec comme ambition d'améliorer le cadre de vie des habitants, de rééquilibrer la ville et retrouver de l'attractivité pour ce territoire, de faciliter l'accès à l'emploi, d'améliorer la qualité des commerces ou la réussite des enfants à l'école publique. Afin de concrétiser cette réussite, l'opération prévoit une action sur l'ensemble des écoles publiques de la Mosson ainsi que sur la carte scolaire de la Ville.

Par convention signée le 13 février 2020, la Ville de Montpellier a concédé la maîtrise d'ouvrage des équipements publics relevant de sa compétence dans le périmètre de l'opération NPNRU à Montpellier Méditerranée Métropole ou son aménageur.

Dans ce périmètre, Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire de la parcelle cadastrée TP 157 d'une superficie de 5 097 m² située rue de l'Agathois et constituant le terrain de sport désaffecté des Gémeaux. La Ville de Montpellier a ainsi sollicité la Métropole pour l'acquisition de la parcelle TP 157 dans le cadre du projet de réalisation du groupe scolaire Hypatie, opération inscrite au NPNRU. Les travaux ont débuté en décembre 2023, l'ouverture étant programmée pour la rentrée scolaire de septembre 2025.

Constitué de 5 pavillons et de cours de récréation végétalisées, le groupe scolaire, d'une surface de plancher de 4 461 m², comportera notamment 22 classes, un restaurant scolaire, un accueil périscolaire, un espace parentalité et une salle polyvalente, offrant ainsi à chaque élève les meilleures conditions de travail. Le projet est conçu à la manière d'un parc habité, proposant une enveloppe extérieure sobre et fermée s'adressant à la rue et un traitement intérieur plus ouvert et généreux. Il s'inspire des paysages montpelliérains variés, pour constituer des espaces extérieurs ludiques, pédagogiques, créant un cadre paysager au service des usagers. Les façades du projet sont traitées différemment selon leurs adressages : les façades sur rue sont minérales et les façades donnant en cœur d'îlot sont traitées en bois.

L'acquisition de ce foncier aura lieu moyennant le prix de 790 000 € HT (sept-cent quatre-vingt-dix mille

euros hors taxes), conformément à l'évaluation des services du pôle d'évaluation domaniale.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'acquisition à Montpellier Méditerranée Métropole de la parcelle TP 157 située rue de l'Agathois au prix de 790 000 € HT (sept-cent quatre-vingt-dix mille euros hors taxes), frais de notaire et taxes en sus ;
- De missionner un office notarial pour rédiger l'acte constatant la vente au profit de la Ville de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

**Rapport de la Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées
(CLECT) du 4 septembre 2024 - Approbation**

Conformément à l'article 86 de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999, qui organise la procédure d'évaluation des transferts de charges entre les communes et les EPCI à fiscalité propre, codifiée au Code général des impôts (article 1609 nonies C), la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole, a mis en place par délibération n°4693 en date du 24 juin 2002, modifiée par délibération n°317 du 12 octobre 2020, la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT).

La transformation de la Communauté d'Agglomération en Montpellier Méditerranée Métropole au 1^{er} janvier 2015, a impliqué des transferts de compétences. Depuis, d'autres transferts de compétences ou d'équipements ont eu lieu et ont donné lieu à des transferts de charges et des modifications des montants d'attributions de compensations.

L'évaluation de ces transferts a été examinée lors de la séance de la CLECT du 4 septembre 2024. Au cours de cette réunion, le Président de la commission a présenté le projet de rapport d'évaluation des charges transférées, qui a été débattu et approuvé par la commission. En application de l'article 1609 nonies C du Code général des impôts, ce rapport de CLECT est soumis à l'approbation des communes.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées, annexé à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

**Attributions de compensation (AC) 2024 définitives à la suite de la commission
 locale d'évaluation des charges transférées (CLECT) du 4 septembre 2024 -
 Approbation**

La transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole au 1^{er} janvier 2015, par décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 a impliqué des transferts de compétences de la part des communes membres, dont fait partie la Ville de Montpellier. Depuis, d'autres transferts de compétences ou d'équipements ont eu lieu et ont donné lieu à des transferts de charges et des modifications des montants d'attributions de compensations (AC). La fixation de l'attribution de compensation a pour objectif d'assurer la neutralité budgétaire de ces transferts de compétences, en trouvant un juste équilibre entre la préservation des équilibres financiers des communes et la capacité à agir de la Métropole

Dans ce contexte, le calcul des attributions de compensation constitue un élément important du passage en Métropole. Il conditionne les relations financières qui lient Montpellier Méditerranée Métropole à ses communes membres et détermine le niveau des moyens dont la Métropole disposera pour exercer les compétences transférées. A cet égard, les méthodes d'évaluations ont été établies dans le cadre d'une concertation approfondie entre la Métropole et les communes.

Conformément à l'article 1609 nonies C du Code général des impôts, le montant prévisionnel des attributions de compensation a été notifié aux communes avant le 15 février 2024.

La Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT), qui s'est réunie le 4 septembre 2024, a rendu ses conclusions sur l'évaluation nouvelle des charges nettes transférées à intégrer tant dans les attributions de compensation de fonctionnement que d'investissement. Ces évaluations ont porté sur la révision libre des AC fonctionnement voirie espace public des communes, sur des correctifs d'emprunts transférés liés à la voirie-espace public, sur une modification d'AC voirie espace public et sur des modifications d'AC investissement voirie-espace public temporaires. La CLECT a émis un avis favorable sur ces modifications.

Par l'augmentation de son AC fonctionnement voirie espace public de 2 343 383 € dès 2024, la Ville de Montpellier affiche son engagement à participer au financement de cette compétence et de l'évolution de son coût, dans le cadre du pacte financier et fiscal mis en œuvre entre la Métropole et ses communes membres.

Ainsi et conformément au rapport de CLECT, il est proposé d'établir l'AC de fonctionnement définitive 2024 pour Montpellier selon le tableau ci-dessous :

Communes	Attribution de Compensation fonctionnement définitive 2024	Attribution de Compensation fonctionnement définitive 2024
	versée par la Commune à la Métropole	versée par la Métropole à la Commune
Montpellier	37 482 323,29	

Il est également proposé d'établir l'AC d'investissement définitive 2024 selon le tableau ci-dessous :

Communes	Attribution de Compensation investissement définitive 2024	Attribution de Compensation investissement définitive 2024
	versée par la Commune à la Métropole	versée par la Métropole à la Commune
Montpellier	11 567 865,17	

Pour mémoire, en application de la loi n°2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016, le montant de l'AC et les conditions de sa révision peuvent être fixés librement par délibérations concordantes du conseil communautaire, statuant à la majorité des deux tiers, et des conseils municipaux des communes membres intéressées en tenant compte du rapport de CLECT.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le montant de l'attribution de compensation définitive 2024 pour la Ville de Montpellier, tant en fonctionnement qu'en investissement ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

Stratégie de la donnée et de l'Intelligence Artificielle - Approbation

Depuis plusieurs années, Montpellier Méditerranée Métropole s'est affirmée comme un territoire pilote dans la gestion des Data et l'intelligence artificielle (IA). En tant que ville dynamique et fortement impliquée dans les enjeux numériques, la Ville de Montpellier a également un rôle central à jouer dans ces avancées.

La stratégie IA et Data de la Métropole vise à utiliser ces technologies pour améliorer la qualité des services publics, optimiser les ressources et promouvoir une innovation éthique et responsable. Dans ce cadre, il est essentiel que la Ville de Montpellier adhère pleinement aux principes portés par cette stratégie, garantissant ainsi une cohérence d'action entre les deux entités territoriales.

La Ville de Montpellier dispose de nombreuses compétences où l'intelligence artificielle et la gestion des données peuvent apporter des bénéfices concrets pour les habitants. L'éducation est un domaine clé dans lequel l'IA et les données jouent déjà un rôle essentiel. À travers le dispositif Territoires Numériques Éducatifs (TNE), la Ville de Montpellier a non seulement pu améliorer l'accès et l'usage des outils numériques dans les écoles, mais également renforcer la sensibilisation des élèves aux usages du numérique. Ce programme intègre également des moments dédiés à l'enseignement des compétences numériques telles que la programmation et le codage, compétences essentielles pour préparer les jeunes aux métiers de demain. L'analyse des données permet également de mieux adapter les ressources pédagogiques aux besoins des élèves et de suivre leur progression dans un cadre respectueux de la vie privée.

De plus, la décision du Conseil municipal de décembre 2022 d'interdire l'utilisation de la reconnaissance faciale et de la captation de données biométriques sur le territoire démontre l'engagement fort de la Ville en faveur de la protection des libertés publiques. Cet engagement est en phase avec les récentes régulations européennes, telles que le Règlement sur l'intelligence artificielle (*AI Act*), qui vise à interdire l'utilisation de la reconnaissance des individus à base de traitements automatisés. En ce sens, la Ville de Montpellier, qui agit quotidiennement pour la sécurité et la tranquillité publique, est également soucieuse de préserver les libertés individuelles, et le réaffirme par l'adhésion à la Stratégie IA et Data de la Montpellier Méditerranée Métropole.

Ainsi, la Ville de Montpellier réaffirme son engagement à promouvoir une utilisation responsable et durable des technologies numériques et de l'intelligence artificielle.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la stratégie de la donnée et de l'Intelligence Artificielle de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

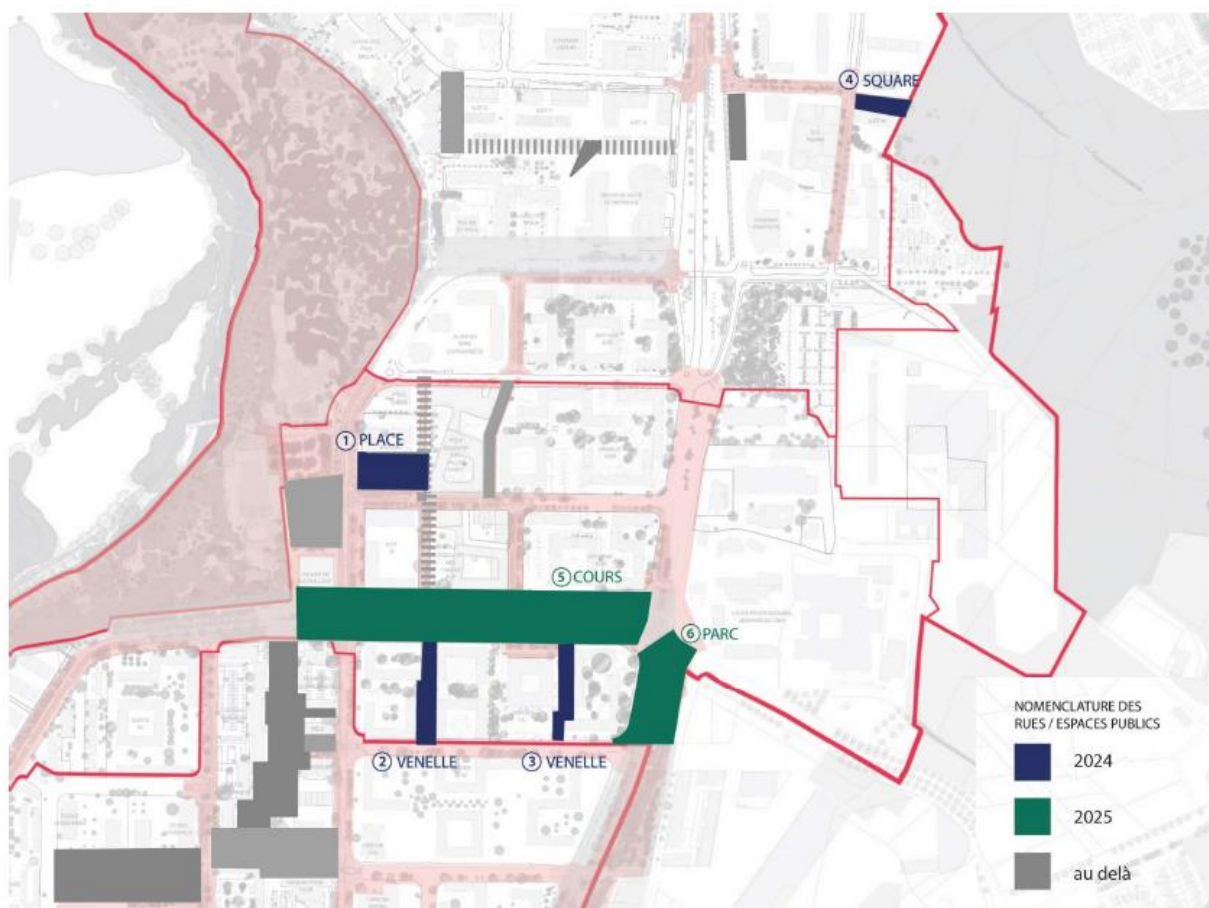


CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

Dénominations de voies et d'espaces publics - Approbation

QUARTIER MOSSON

Dans le cadre du programme de rénovation urbaine du quartier de la Mosson, il est proposé de dénommer les futurs espaces publics et voies visibles sur le plan suivant :



Lieu n°1 : Place devant Espace Gisèle Halimi.

Lieux n°2 et n°3 : Futures rues publiques traversant la résidence Oxford.

Lieu n°4 : Square à Malbosc.

Lieu n°1 :

Place devant l'Espace Gisèle Halimi et le futur groupe scolaire « Pôle Educatif des Halles »

Il est proposé de dénommer la place située devant l'Espace Gisèle Halimi et le futur groupe scolaire « Pôle Educatif des Halles », entre la rue de Bologne, la rue de la Haye et la rue de Bari au sud :

Parvis Gisèle Halimi

(1927-2020)

Avocate et militante féministe

Après des études de droit, Gisèle HALIMI devient avocate dès 1949 au barreau de Tunis puis rejoint celui de Paris après 1956. Elle se fait rapidement connaître en défendant plusieurs membres du Front de Libération Nationale (FLN) algérien et contribue à la médiatisation des méthodes de l'armée française lors de la guerre d'Algérie.

Figure emblématique du féminisme en France, elle signe en 1971 le manifeste des 343, réclamant la légalisation de l'avortement, alors illégal dans le pays. Grâce à son engagement, elle contribue à l'adoption de lois majeures telles que la loi Veil sur l'interruption volontaire de grossesse (1975) et la loi de 1980, qui reconnaît le viol comme un crime.

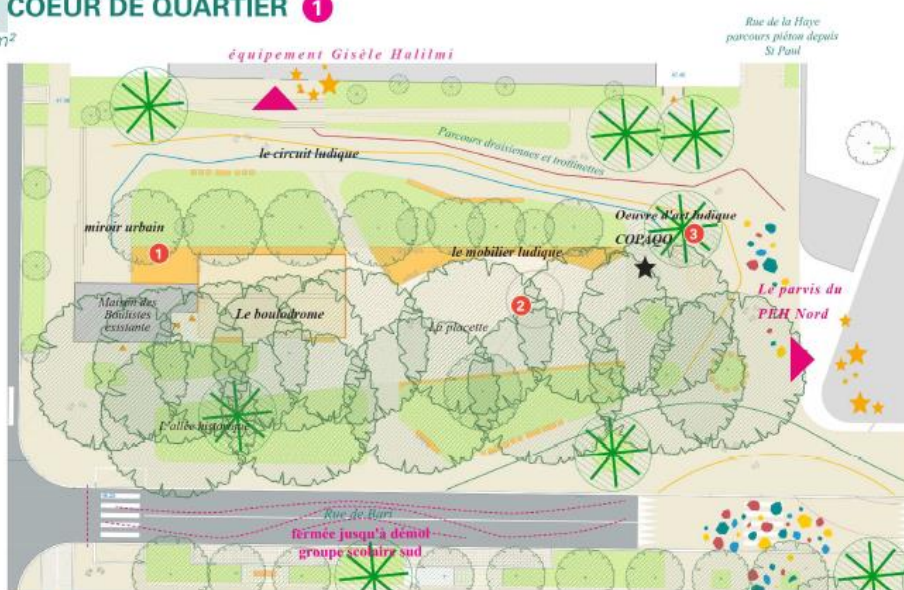
Élue députée en 1981 dans l'Isère, elle se distingue par son combat en faveur de la parité en politique. Après 1985, elle occupe des fonctions importantes à l'UNESCO et à l'ONU, où elle poursuit son engagement pour l'égalité des sexes et les droits humains. Elle s'éteint en 2020.

LE PARVIS HALIMI, COEUR DE QUARTIER 1

Surface réaménagée : 3000 m²

Un parvis facile, lisible, animé

- Création de boucles de parcours qui peuvent être des déambulations / des parcours sportifs informels
- Espace public apaisé et sécurisé
- Espace public animé par les équipements qui s'y adressent
- Végétalisation et création de mobilier ludique
- Coveillance due à la mixité d'usagers visés
- Intégration des éléments retenus de la concertation : dessin, végétation, parcours sportifs et ludiques
- Conservation et hybridation de l'espace bouledrome + conservation de la maison des boulistes



MOISSON(S) EN TRANSITION(S)



BASE | COLOGNE | RGS | PRESENTS | BLD WATERDESIGN | TRIBU | BRUT DU FRIGO | PASSE MURALE | QUARTIERS LUMIÈRES



18

Lieux n°2 et n°3 :

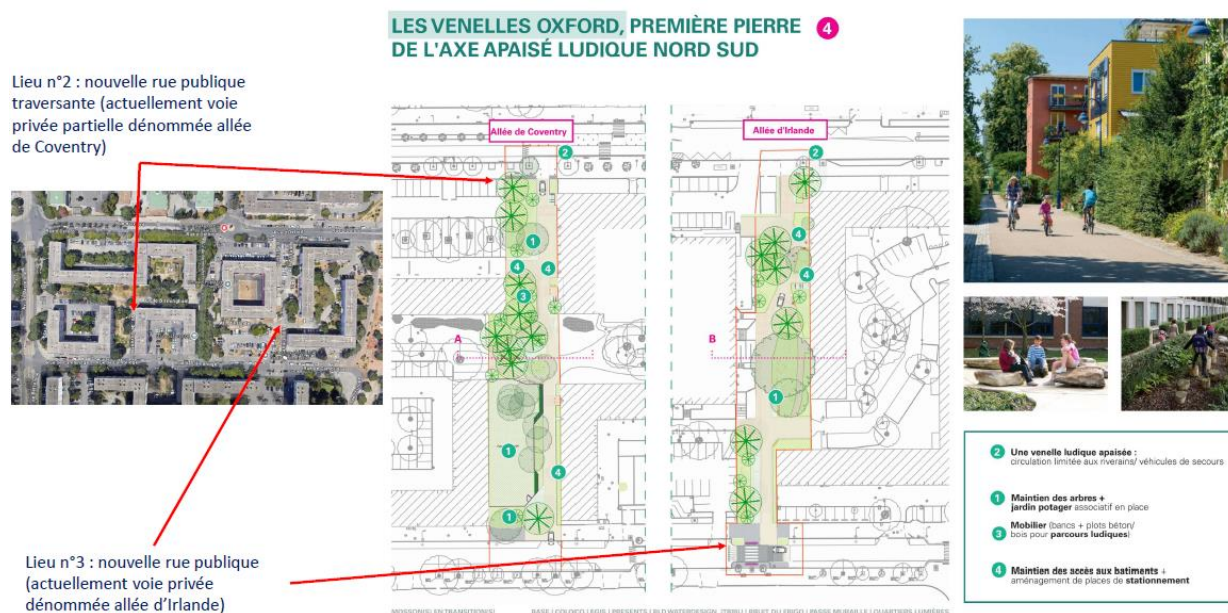
Futures rues publiques traversant la résidence Oxford (logements locatifs sociaux)

Suite à l'aménagement de l'allée de Coventry en nouvelle voie publique, il est proposé de dénommer la voie traversant la résidence Oxford (logements locatifs sociaux, Hérault Logement) entre la rue de Cambridge et la rue d'Oxford :

Rue de Coventry

Suite à l'aménagement de l'allée d'Irlande en nouvelle voie publique, il est proposé de dénommer la voie traversant la résidence Oxford (logements locatifs sociaux, Hérault Logement) entre la rue de Cambridge et la rue d'Oxford :

Rue d'Irlande



Lieu n°4 :

Futur square et espace d'accès piéton au Parc Malbosc

Montpellier a l'ambition de devenir une ville nature, en s'engageant pour une ville plus tournée vers la nature, plus verte et plus fraîche afin d'améliorer le cadre de vie des Montpellierains, de contribuer à la transition écologique et d'adapter la ville au changement climatique. Avec « Montpellier ville nature », elle s'est fixée pour objectif de valoriser la nature en ville avec l'aide de ses habitants. Situé au cœur du quartier de la Mosson, un nouveau square est en cours d'achèvement à la suite d'aménagements créant une liaison douce piétonne vers le parc Malbosc. Il est donc proposé de dénommer le futur square partant de la rue de l'Agathois, aux abords de la future école Hypathie :

Square Aglaonice de Thessalie (V^{ème} siècle avant J.C.) Astronome

Aglaonice de Thessalie aurait vécu au 5^{ème} siècle avant notre ère et est considérée comme la première femme astronome connue. Elle vivait en Grèce, à une époque où les femmes scientifiques étaient rares. Elle fut d'ailleurs souvent perçue comme une sorcière en raison de sa faculté à prédire les éclipses. On estime que ce serait grâce à sa maîtrise des cycles lunaires et solaires, héritée des babyloniens, qu'Aglaonice pouvait anticiper de nombreux événements astronomiques.

Aujourd'hui, Aglaonice est reconnue comme un symbole de l'expertise féminine dans le domaine scientifique et incarne l'ouverture de la science aux femmes.

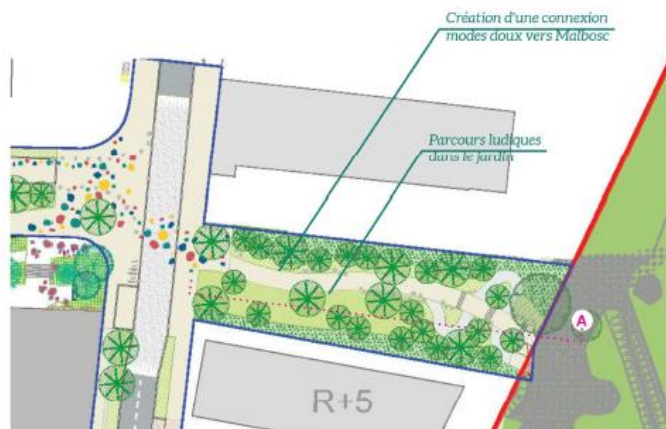
SQUARE MALBOSC : RÉUSSIR LA LIAISON EST OUEST 2

Surface réaménagée : 1100 m²



AMÉNAGER UNE LIAISON DOUCE POUR REJOINDRE LE PARC ET LE QUARTIER

- Création d'un cheminement en pente douce jusqu'aux emmarchements en fond de parcelle + rampe vélo > Une vraie continuité entre la rue et l'amorce du Parc
- Intégration de petits parcours ludiques > Favoriser les traversées et inciter les usages



MOSSON(S) | EN TRANSITION(S)

BASE | COLOCO | EGIS | PRESENTS | BLD WATERDESIGN | TRIBU | BRUIT DU FRIGO | PASSE MURAILLE | QUARTIERS LUMIÈRES

12

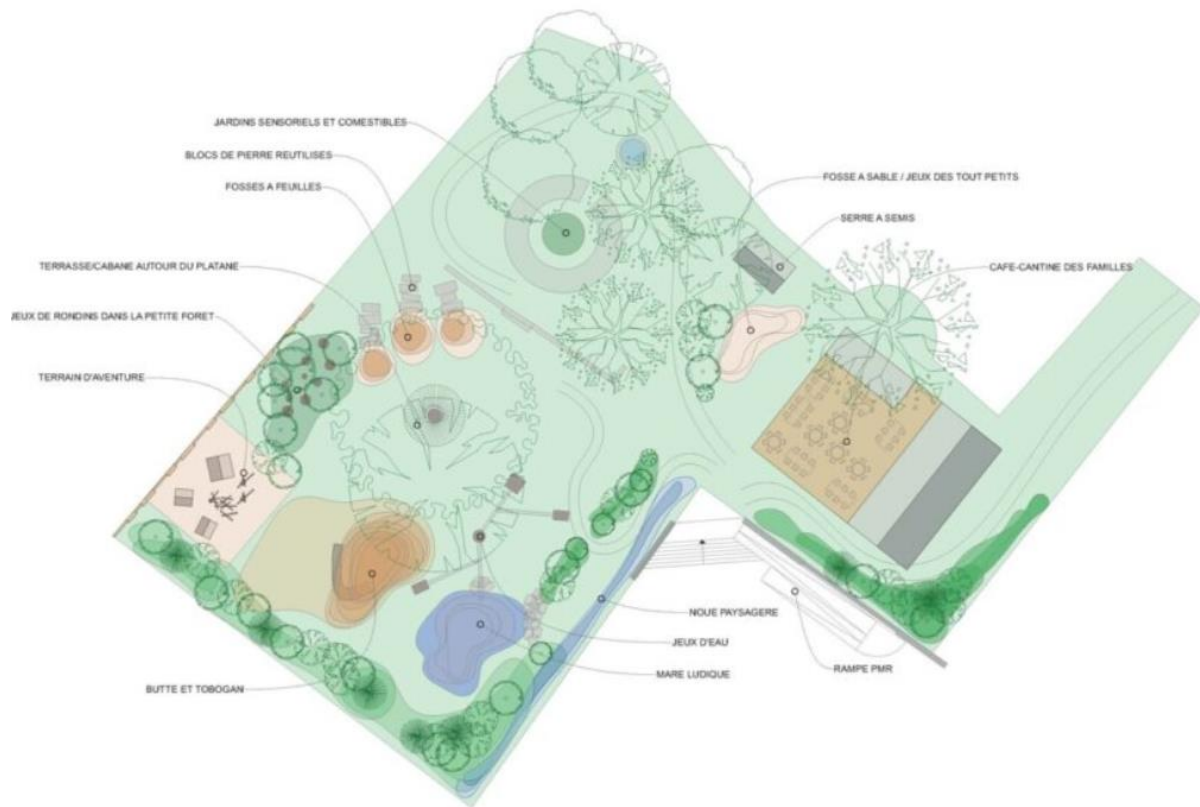
QUARTIER CROIX D'ARGENT

Suite à l'acquisition du Domaine de la Providence par la Ville de Montpellier en 2023, le quartier Ovalie s'enrichit d'un parc public de 2380 m² ouvert à la population. Situé à l'angle de l'avenue du Mondial de Rugby 2007 et de l'avenue de Toulouse, ce parc a rouvert en mai 2024 dans le cadre de la démarche « Ville à hauteur d'enfants ». La ville a engagé 130 000 € de travaux afin d'y réaliser le projet « Les Enfants dehors » pour en faire un lieu dédié aux enfants et à leurs familles avec des activités ludiques pour les plus petits : aire de jeux, terrain d'aventure naturels, jardins comestibles et sensoriels, etc. Il est proposé de le dénommer :

Parc Robinson Crusoe Personnage de roman (parution en 1719)

Robinson Crusoe est le personnage principal du roman « La vie et les aventures étranges et surprenantes de Robinson Crusoe de York » écrit par Daniel Defoe et publié en 1719. Ce récit raconte l'histoire de la survie difficile de Robinson Crusoe, seul rescapé d'un naufrage, contraint de vivre pendant 28 ans sur une île isolée, qu'il baptise "l'île du désespoir". Durant cette longue période d'isolement, il parvient à survivre au contact de la nature, un exploit qui donne lieu à une profonde réflexion sur la condition humaine, nos besoins fondamentaux mais également la frontière entre l'Homme et l'animal.

Ce roman est considéré comme le premier véritable roman d'aventure. Il a donné naissance à un nouveau genre littéraire, les "robinsonnades", qui désignent des récits d'aventures se déroulant loin de la civilisation. L'histoire de Robinson Crusoe continue de fasciner et d'influencer la culture populaire.



En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les propositions de dénominations ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

Dénomination de la nouvelle crèche municipale - Approbation

Le maintien et le développement de places de crèches constitue un objectif majeur de ce mandat, car il contribue à répondre aux besoins de la population croissante de la Ville, aux enjeux de cohésion sociale et à l'attractivité de son territoire.

C'est dans ce contexte que la Ville a entrepris d'importants travaux dans l'objectif de regrouper et réhabiliter deux anciennes structures : le jardin d'enfants « *Les Boutons d'Or* » et l'ancienne halte-garderie « *Les Coquelicots* ». Outre cette rénovation de grande envergure, le projet permet aussi d'offrir 5 nouvelles places d'accueil pour des enfants âgés de 2 mois et demi à 4 ans ou moins de 6 ans en accueil périscolaire. L'ouverture est prévue en janvier 2025.

De par son emplacement au cœur du parc boisé Edith-Piaf, le projet pédagogique de cette crèche résidera sur un accueil en semi plein air. Les enfants pourront ainsi profiter au maximum de cet environnement et les siestes en extérieur seront privilégiées grâce aux équipements proposés. L'idée est aussi de « *sortir par tous les temps* » dans un espace avec des bacs à sable, des carrés potagers, des cabanes en bois, un sentier des 5 sens, du sol naturel, etc. La nature avoisinante offrira de multiples possibilités dans l'intention de nourrir la créativité des enfants et d'assurer une réponse à leurs besoins. Cet établissement sera également engagé avec le réseau LABELVIE en vue de s'inscrire dans un processus de développement durable.

Il est aujourd'hui proposé au Conseil municipal de dénommer cette nouvelle crèche « *Colette Zannettacci* ».

Après avoir vécu en Algérie, où elle obtient son diplôme de médecin, Colette ZANNETTACCI arrive en France dans les années 1960 puis s'installe à Montpellier en 1976. De 1983 au début des années 2000, elle sera Adjointe au Maire chargée de la Petite Enfance. Cette délégation semble une évidence pour cette femme médecin qui travaille à la Protection maternelle et infantile de Montpellier. Pendant cette période, elle s'est beaucoup investie pour que des crèches voient le jour dans chaque quartier. En 2004, Colette ZANNETTACCI se voit confier une nouvelle délégation, la Santé, et participe à la création de la maison de la prévention santé. Elle était aussi un des relais de l'Organisation mondiale de la santé dans les villes. Colette ZANNETTACCI est décédée le 16 février 2024 à l'âge de 90 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la dénomination « *Colette Zannettacci* » pour la nouvelle crèche municipale ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

Conventions Pluriannuelles d'Objectifs et de Moyens (CPOM) entre la Ville de Montpellier et les associations gestionnaires de structures Petite Enfance -
Approbation - Autorisation de signature

La Ville de Montpellier a souhaité faire de la Petite Enfance une politique publique prioritaire afin de réaliser le projet de ville à hauteur d'enfant et de développer et soutenir une offre d'accueil diversifiée pour les jeunes enfants montpelliérains. Cette ambition passe par la mise en œuvre d'une politique d'accueil du jeune enfant qui doit pouvoir répondre aux impératifs de conciliation entre vie familiale et vie professionnelle et tendre vers le principe d'universalité en assurant à chaque famille l'opportunité de pouvoir trouver une offre d'accueil adaptée pour leur(s) enfant(s) et à lutter contre les inégalités sociales et la pauvreté des enfants.

Acteur majeur, au côté du service public municipal, de cette politique ambitieuse, le secteur associatif et mutualiste à but non lucratif constitue depuis longtemps une composante essentielle de l'accueil de la petite enfance sur le territoire montpelliérain. Soucieuse de préserver et de dynamiser cette offre associative, la Ville entend renforcer son partenariat avec les acteurs associatifs et créer avec eux un Service Montpelliérain de la petite enfance autour de valeurs et de principes d'actions librement partagés. Cette inflexion importante repose sur la reconnaissance des missions d'intérêt général portées par le tissu associatif, la réponse à des besoins spécifiques et le soutien aux initiatives innovantes en faveur des familles montpelliéraines.

Ainsi, par délibération du 11 décembre 2023 portant création du Service Montpelliérain de la Petite Enfance, le Conseil municipal a autorisé le principe et le déploiement d'un partenariat renforcé avec les gestionnaires associatifs de structures petite enfance s'appuyant sur de nouvelles Conventions Pluriannuelles d'Objectifs et de Moyens (CPOM).

Concrètement, ce nouveau conventionnement se substitue aux précédentes conventions passées avec les crèches associatives et dont le soutien financier de la collectivité portait uniquement sur l'activité (1€10 par heure facturée). Cette contractualisation pluriannuelle et adaptée à chaque association permet ainsi de combiner le financement à l'activité déjà existant et un financement complémentaire permettant d'accompagner les projets associatifs qu'elles ont librement définis dans le champ de la petite enfance en cohérence avec les objectifs généraux de la Convention Territoriale Globale signée par la Ville de Montpellier et la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) de l'Hérault. Elle vise ainsi à soutenir les acteurs à but non lucratif engagés dans la mise en œuvre de Services Sociaux d'Intérêt Général et investis dans des enjeux spécifiques (inclusion, mixité sociale, lutte contre les inégalités, soutien aux familles monoparentales isolées, renforcement de la prévention et du soutien à la parentalité, développement de l'offre d'accueil...). La Ville entend ainsi contribuer à la qualité, au maintien et au développement de l'offre associative.

De la signature de chaque CPOM découlera un dialogue de gestion annuel entre la Ville et l'association afin de prendre en compte la situation générale et la mise en œuvre des projets mais également de déterminer le montant annuel du financement complémentaire.

La présente délibération vise à autoriser la signature de CPOM avec les dix associations gestionnaires des établissements d'accueil du jeune enfant suivantes :

- Association Accroche Cœur ;
- Association La Bambinerie ;
- Association Les Moussaillons ;
- Mutualité Française Grand Sud ;
- Association Le Mas des Moulins ;
- Association Une Souris Verte ;
- Association Bamboubulle ;
- Association La Ribambelle ;
- Association Présence Verte Services ;
- Association La Gerbe.

Au-delà du financement proposé pour l'année 2024 et pour assurer une certaine visibilité aux associations sur le court et moyen terme, les montants des subventions allouées sont inscrits, à titre indicatif, dans des budgets prévisionnels annexés aux CPOM, sur une période de trois ans. Les subventions seront versées aux associations selon les modalités prévues dans les CPOM, sous réserve du vote du Budget Primitif et des crédits afférents.

Pour 2024, les financements prévus pour chacune des 10 associations listées ci-dessus sont énoncés ci-après :

➤ Association Accroche Cœur

EAJE	Nombre de places	Subvention (1€10/h. facturée)	Subvention forfaitaire	
			Enjeux spécifiques développés	Montant 2024
Accroche Cœur	16	X	<ul style="list-style-type: none"> - Intégration du Guichet unique sur la base des paliers 1 et 2 dès 2024 ; - Soutien à la parentalité : organisation de temps d'échange avec les parents autour de questionnements divers et de sorties communes ; - Enjeux qualité autour de l'alimentation des enfants, de la formation des professionnels, du développement durable, de la mise en place de questionnaires de satisfaction ; - Handicap et inclusion : accompagnement individuel, aménagement de temps de travail concertés... ; - Eveil artistique et culturel : mise en place d'activité et de sorties culturelles régulières. 	11 200 €

➤ Association La Bambinerie

EAJE	Nombre de places	Subvention (1€10/h. facturée)	Subvention forfaitaire	
			Enjeux spécifiques développés	Montant 2024

La Bambinerie	17	X	<ul style="list-style-type: none"> - Intégration du Guichet unique sur la base des paliers 1 et 2 dès 2024 ; - Soutien à la parentalité avec un accompagnement possible des parents par une psychologue et/ou une psychomotricienne, développement d'ateliers parents/enfants, actions d'informations et de prévention ; - Eveil artistique et culturel autour notamment de la mise en place de partenariats (médiathèque, « lire et faire lire » ...) mais aussi avec la mise en place d'un projet « nature » ; - Enjeux qualité autour de l'alimentation, la lutte contre le gaspillage et la lutte contre les risques psycho-sociaux. 	11 900 €
------------------	----	---	--	----------

➤ Association Les Moussaillons

EAJE	Nombre de places	Subvention (1€10/h. facturée)	Subvention forfaitaire	
			Enjeux spécifiques développés	Montant 2024
Les Moussaillons	16	X	<ul style="list-style-type: none"> - Intégration du Guichet unique sur la base des paliers 1 et 2 dès 2024 ; - Soutien à la parentalité avec l'organisation de cafés des parents, la mise à disposition d'outils d'aide à la parentalité et d'informations sur prévention santé mais également par un accompagnement individuel si nécessaire ; - Qualité d'accueil : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Taux d'encadrement supérieurs à la réglementation ; ▪ Travail autour de l'accueil inclusif ; ▪ Formation des personnels ; ▪ Création d'un journal mensuel à destination des parents ; ▪ Mise en place d'un jardin pédagogique. 	8 320 €

➤ Association Mutualité Française Grand Sud

EAJE	Nombre de places	Subvention (1€10/h. facturée)	Subvention forfaitaire	
			Enjeux spécifiques développés	Montant 2024
Les Petites Mayas	34	X	<ul style="list-style-type: none"> - Intégration du Guichet unique sur la base des paliers 1 et 2 dès 2024 ; - Soutien à la parentalité et promotion de la santé : organisation de rencontres et d'actions de prévention (danger des écrans, alimentation santé buccodentaire...) ; - Qualité d'accueil avec le lancement de la démarche de labélisation « <i>écologie crèche</i> » ; - Enjeux spécifiques liés à l'intergénérationnel : mis en place d'activités et d'animations communes avec les résidents de l'Ehpad mais également avec le centre « Cajou » ; - Eveil artistique et culturel avec l'organisation d'expositions peintures enfants/parents, d'ateliers « <i>artistes en herbes</i> » ... 	19 720 €

➤ Association Mas des Moulins

EAJE	Nombre de places	Subvention (1€10/h. facturée)	Subvention forfaitaire	
			Enjeux spécifiques développés	Montant 2024
Babycar	10	X	<ul style="list-style-type: none"> - Intégration du Guichet unique sur la base des paliers 1 et 2 dès 2024 ; - Soutien à la parentalité et promotion de la santé : accompagnement individualisé des familles, travail d'orientation pour les demandes spécifiques, organisation de cafés des parents et de « <i>goûter chanté</i> » ; - Enjeux spécifiques : la micro crèche est une structure itinérante qui répond à un besoin spécifique des familles des quartiers Cévennes et Petit Bard en offrant la possibilité aux mères qui suivent des cours d'alphabétisation de faire garder leur(s) enfant(s) sur le même lieu. Il facilite donc les parcours d'insertion et d'intégration pour ces mères en leur permettant de s'engager dans des démarches rendues impossibles sans ce relais de garde adapté ; - Eveil artistique et culturel avec l'organisation d'ateliers autour de l'éveil musical et de la découverte des livres. 	13 000 €

➤ Association Une souris verte

EAJE	Nombre de places	Subvention (1€10/h. facturée)	Subvention forfaitaire	
			Enjeux spécifiques développés	Montant 2024
Une souris verte	20	X	<ul style="list-style-type: none"> - Intégration du Guichet unique sur la base des paliers 1 et 2 dès 2024 ; - Soutien à la parentalité avec la mise en place de campagnes de prévention et la reprise des cafés des parents ; - Eveil artistique et culturel d'un partenariat avec la médiathèque et d'une réflexion en cours sur un projet autour de la musique ; - Enjeux qualité autour de l'alimentation, la formation et le développement de l'apprentissage et de l'alternance au sein de la crèche. 	13 500 €

➤ Association Bamboubulle

EAJE	Nombre de places	Subvention (1€10/h. facturée)	Subvention forfaitaire	
			Enjeux spécifiques développés	Montant 2024

Bamboubulle	20	X	<ul style="list-style-type: none"> - Intégration du Guichet unique sur la base des paliers 1 et 2 dès 2024 ; - Soutien à la parentalité : participation au réseau « parentalité » du secteur avec l'élaboration d'un « carnet des familles » et d'actions autour de la parentalité et réflexion en cours sur la mise en place de cafés des parents et d'actions de prévention santé, organisation 2 fois par mois d'ateliers avec les enfants et les parents autour des contes ; - Eveil artistique et culturel : interventions régulières d'une conteuse, sorties à l'écolothèque et au musée ; - Enjeux qualité autour de l'alimentation, la formation et la mise en place d'un tutorat individuel pour les professionnels. 	12 000 €
-------------	----	---	---	----------

➤ Association La Ribambelle

EAJE	Nombre de places	Subvention (1€10/h. facturée)	Subvention forfaitaire	
			Enjeux spécifiques développés	Montant 2024
La Ribambelle	20	X	<ul style="list-style-type: none"> - Intégration du Guichet unique sur la base des paliers 1 et 2 dès 2024 ; - Soutien à la parentalité par un accompagnement individuel (écoute, échange et orientations si besoin) ; - Eveil artistique et culturel : ateliers autour de la découverte des livres et mise en place d'une bibliothèque partagée, participation aux ateliers organisés par la MPT de quartier, sorties à la médiathèque et à la ludothèque, interventions régulières d'une musicienne ; - Enjeux qualité autour notamment de l'accueil d'enfants porteurs de handicap mais également autour de l'accompagnement des familles en difficulté sociales avec un travail conjoint d'accompagnement en lien avec les acteurs du territoire. 	9 000 €

➤ Association Présence Verte Services

EAJE	Nombre de places	Subvention (1€10/h. facturée)	Subvention forfaitaire	
			Enjeux spécifiques développés	Montant 2024
Arbre à chouette	29	X	<ul style="list-style-type: none"> - Intégration du Guichet unique sur la base des paliers 1 et 2 dès 2024 ; - Soutien à la parentalité : organisation de cafés des parents, des « <i>minutes papotage</i> », de rencontres individuelles, de soirées portes ouvertes, d'ateliers parents/enfants ; - Eveil artistique et culturel : sorties à l'écolothèque, participation aux ateliers organisés par la MPT de quartier, organisation d'ateliers intergénérationnels avec une résidence seniors, intervention d'EJE en dernière année pour la mise en place d'ateliers ; - Enjeux qualité autour de la qualité de vie au travail, de la formation des professionnels et de l'alimentation. 	15 950 €

EAJE	Nombre de places	Subvention (1€10/h. facturée)	Subvention forfaitaire	
			Enjeux spécifiques développés	Montant 2024
La Gerbe	20	X	<ul style="list-style-type: none"> - Intégration du Guichet unique sur la base des paliers 1 et 2 dès 2024 ; - Soutien à la parentalité par la création d'un réseau des parents, l'organisation d'ateliers collectifs et de rencontres individuelles ; - Eveil artistique et culturel : interventions régulières d'une musicienne, partenariat avec l'école maternelle de quartier ; - Enjeux qualité autour notamment de l'accueil d'enfants porteurs de handicap (signataire de la charte pour l'accueil d'enfants en situation de handicap), la formation des professionnels et les taux d'encadrement supérieurs à la réglementation. 	8 600 €

Les modalités du financement municipal de ces actions ainsi que les obligations des gestionnaires associatifs sont précisées dans les CPOM annexées à la présente délibération. Elles sont conclues pour une durée de 3 ans soit du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2026 et abrogent les conventions de partenariat précédemment conclues entre la Ville et ces associations.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes des dix conventions pluriannuelles d'objectifs et de moyens pour la période 2024-2026 entre la Ville de Montpellier et les associations Accroche Cœur, La Bambinerie, Les Moussaillons, la Mutualité Française Grand Sud, Le Mas des Moulins, Une Souris Verte, Bamboubulle, la Ribambelle, Présence Verte Services et la Gerbe ;
- D'approuver le montant de la subvention à 1,10 €/heure facturée pour le soutien de l'activité des dix associations et le montant des subventions à verser au titre de l'année 2024 au profit des dix associations précédemment citées ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

Lieu d'Accueil Enfants Parents (LAEP) - Quartier Celleneuve - Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et l'Association Pause Goûter - Avenant - Approbation - Autorisation de signature

Dans le cadre de sa politique Petite enfance, la Ville de Montpellier contribue activement à la mise en œuvre d'actions d'accompagnement et de soutien à la parentalité au bénéfice des familles montpelliéraines. Ainsi, l'accompagnement et le développement des lieux d'accueil enfants parents (LAEP) ont été identifiés comme une action prioritaire du mandat et de la Convention territoriale globale (Ctg) 2022-2026.

Un LAEP est un espace qui accueille de jeunes enfants âgés de moins de six ans accompagnés de leur(s) parent(s) ou d'un adulte référent, de manière libre, gratuite et sans inscription. Ses principaux objectifs sont de participer à l'éveil et à la socialisation de l'enfant, d'apporter un appui aux parents dans l'exercice de leur rôle, par un échange avec d'autres parents et/ou avec des professionnels, ou encore de prévenir et de rompre l'isolement géographique, intergénérationnel ou culturel de certaines familles. Il constitue donc un espace propice au soutien à la parentalité et, en ce sens, il est particulièrement ciblé par la Caisse d'allocations familiales et le Conseil Départemental en raison de son efficience.

L'association « *Pause goûter* » gère déjà un LAEP situé dans le quartier de Celleneuve. L'ouverture de ce LAEP 6 demi-journées par semaine n'étant plus suffisante pour répondre aux besoins des familles de ce quartier, l'association a souhaité étendre ses horaires d'ouverture, à compter du 1^{er} septembre 2024, à raison de 2 demi-journées supplémentaires soit un total de 8 demi-journées par semaine.

Consciente des enjeux à mener dans ce quartier politique de la Ville et de l'intérêt que cette extension pourra apporter à ces familles, la Ville partage, avec l'association et les autres partenaires, le constat du besoin supplémentaire de soutien à la parentalité sur ce territoire. Il est donc proposé au Conseil municipal d'autoriser le principe d'une participation financière complémentaire de la Ville, pour le fonctionnement de ce LAEP, pour les 2 demi-journées supplémentaires, soit un total annuel de 6 480 € pour 8 séances hebdomadaires d'accueil.

Les modalités du financement municipal, ainsi que les obligations du gestionnaire, sont précisées dans l'avenant à la convention de partenariat, conclue pour la période du 1^{er} septembre 2024 au 31 décembre 2026.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'avenant à la convention de partenariat qui prévoit les nouvelles modalités de financement du LAEP situé quartier des Celleneuve ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

Crèche Moussia - Déménagement - Garantie d'emprunt à l'association Familles Rurales-Sucre d'Orge - Approbation

La Ville de Montpellier a déclaré d'intérêt public les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts. Dans ce cadre, l'association Familles Rurales-Sucre d'Orge a sollicité la Ville de Montpellier afin d'obtenir la garantie de l'emprunt qu'elle va contracter pour financer le projet de délocalisation de la crèche Moussia rue du Cheval vert à Montpellier.

A la suite du non renouvellement du bail des locaux actuels de la crèche, l'association Familles Rurales-Sucre d'Orge souhaite acquérir de nouveaux locaux, qui permettront de sauvegarder les 24 places d'accueil actuelles, mais également d'augmenter l'offre d'accueil par la création de 4 places supplémentaires. Ce projet s'inscrit pleinement dans la mise en œuvre du Service Montpelliérain de la Petite Enfance qui prévoit notamment un accompagnement renforcé des structures associatives d'accueil du jeune enfant autour de valeurs et de principes d'actions partagés et du développement de l'offre d'accueil.

L'emprunt retenu auprès du Crédit Coopératif présente les caractéristiques financières suivantes :

Montant du prêt	562 000 €
Durée de la phase d'amortissement	180 mois
Périodicité des échéances	Mensuelle
Taux d'intérêt	Fixe : 3,98%
Profil d'amortissement	Progressif
Commission de non utilisation	3,5% des fonds non appelés
Conditions de remboursement anticipé	Possible en totalité ou partiellement, sous réserve d'un préavis d'un mois et du paiement d'une indemnité actuarielle
Validité des conditions	Taux garanti pour un versement intégral du prêt dans les 150 jours calendaires à compter de la date d'édition du contrat
Taux de garantie	50%

Ainsi, la garantie de la Ville est proposée à hauteur de 50% des montants contractés auprès du Crédit Coopératif, sous réserve de l'obtention par l'association de la subvention d'investissement sollicitée auprès de la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) de l'Hérault. Cette garantie est accordée, pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur simple notification du Crédit Coopératif, la Collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'emprunteur, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources

nécessaires à ces règlements.

La Ville de Montpellier s'engage pendant toute la durée des prêts à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de l'emprunt.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De garantir le remboursement de la somme de 281 000 € représentant 50% de l'emprunt d'un montant de 562 000 €, sollicité par l'Association Familles Rurales-Sucre d'Orge auprès du Crédit Coopératif pour l'acquisition d'un nouveau local dédié à l'accueil du jeune enfant ;
- D'approuver les termes de la convention de garantie d'emprunt entre la Ville de Montpellier et l'association Familles Rurales-Sucre d'Orge ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

Mise à disposition d'un environnement numérique de travail (ENT) - Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et l'Académie de Montpellier - Année scolaire 2024-2025 - Renouvellement - Approbation - Autorisation de signature

La Ville de Montpellier s'est engagée dans la mise en œuvre d'une politique numérique en direction des écoles, consciente des enjeux pour la réussite des élèves. Le déploiement de ces équipements se fait en collaboration étroite avec les services de l'Académie de Montpellier, afin de garantir que leur mise en œuvre donne lieu à un usage effectif dans les classes.

L'Académie de Montpellier a mis en place, depuis 2013, un Environnement Numérique de Travail (ENT) 1^{er} degré et propose aux communes une convention de partenariat pour la mise à disposition de cette solution applicative. Les ENT ont pour objet de fournir à tous les acteurs du système éducatif (élèves, enseignants, parents) un accès simple et unifié à un ensemble d'outils, de contenus pédagogiques et de services : agenda partagé, messagerie, cahier de texte, ressources pédagogiques.

La convention a pour objet de définir le cadre général de mise en œuvre de l'ENT-Ecole et ses modalités d'organisation. Elle prendra effet à la rentrée de septembre 2024 et s'achèvera au 1^{er} septembre 2025.

Le financement de l'ENT-Ecole est assuré par l'engagement de l'Académie et par la participation des communes, à hauteur de 45 € TTC par école et par année scolaire. Cette dépense sera prélevée sur le budget du Pôle Education. La Ville de Montpellier a inscrit 113 écoles pour cette année scolaire, pour un montant correspondant à 113 x 45 €, soit 5 085 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat pour la mise à disposition d'un environnement numérique de travail pour l'année scolaire 2024-2025 entre la Ville de Montpellier et l'Académie de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

**Accueils de Loisirs associatifs - Convention pluriannuelle 2024-2026 d'objectifs
entre la Ville de Montpellier et l'association Vacances Evasion - Approbation -
Autorisation de signature**

Par délibération n° V2022-417 du 16 décembre 2022, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a approuvé la Convention Territoriale Globale (CTG) 2022-2026, instituée par la Caisse d'Allocations Familiales de l'Hérault (CAF). Cette convention succède au Contrat Enfance Jeunesse (CEJ), contrat d'objectifs et de cofinancement signé tous les 4 ans entre la Ville et la CAF. Cette nouvelle CTG vise à développer un partenariat global entre la Ville de Montpellier, la CAF et les associations gestionnaires d'Accueils de Loisirs (ALSH) autour du projet de territoire porté par la Ville, tel que décliné dans son Projet Educatif de Territoire (PEdT), dans le but de pérenniser et d'optimiser l'offre de loisirs existante par une mobilisation des cofinancements jusqu'à son terme, soit le 31 décembre 2026.

Les associations gestionnaires d'Accueils de Loisirs participent au service public depuis de nombreuses années. Elles répondent aux besoins des familles pendant les temps périscolaires et extrascolaires et contribuent à la mise en œuvre de la politique municipale sur la base de leurs projets pédagogiques en cohérence avec les orientations éducatives du Plan Mercredi. L'Association VACANCES EVASION intervient à ce titre au sein des ALSH : DE GAULLE – JAURES, MOZART – MORISOT, FLORIAN – SIMON, GOETHE – LANGEVIN, FERRY - TERESA.

Dans ces conditions et par souci d'efficacité, il est pertinent de renforcer les engagements réciproques avec les associations intervenantes à travers une convention pluriannuelle d'objectifs, pour une durée de 2 années jusqu'au terme de la CTG comme précisé supra. Le renouvellement de la participation de la Ville, tel que fixé dans le cadre de la CTG, et approuvé par délibérations n°V2023-046 du 08 février 2023 et V2023-253 du 18 juillet 2023 sera proposé chaque année au Conseil municipal lors du vote du budget primitif (BP).

Ainsi au BP 2024, il a été proposé la participation de 1.85 € par enfant et par jour pour les accueils de loisirs accueillant les enfants en âge d'être scolarisés en maternelle et de 1.09 € par enfant et par jour pour les accueils de loisirs accueillant les enfants en âge d'être scolarisés en élémentaire. Deux autres participations sont également en vigueur concernant les accueils spécifiques (4.80€ par jour) et les mini camps (2.61€ par jour).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention pluriannuelle d'objectifs entre la Ville de Montpellier et l'association VACANCES EVASION ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

Classes de Découverte Rousses - Attributions de subventions - Exercice 2024 -
Approbation - Autorisation de signature

Dans le cadre de sa politique de réussite éducative, la Ville de Montpellier a choisi, depuis plusieurs années, de soutenir les écoles dans de nombreux domaines et notamment, en accordant une aide financière à l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole (OCCE 34) et d'autres partenaires pour permettre ainsi le départ des enfants en classes de découverte.

Pour la période du 2 septembre au 20 décembre 2024, 17 écoles différentes bénéficieront des effets pédagogiques des classes de découverte.

Compte tenu de l'intérêt éducatif de ce projet, il est proposé au Conseil Municipal d'attribuer une subvention 47 681,50 € selon la répartition suivante :

CODE	STRUCTURE	TYPE	TITRE DU PROJET	MONTANT ACCORDE
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	Projet	BEETHOVEN - Classe de découverte rousse	2 268 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	Projet	BERT/HUGO - Classe de découverte rousse (2 projets)	6 228 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	Projet	BERNHARDT - Classe de découverte rousse	1 836 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	Projet	CARPANTIER - Classe de découverte rousse	5 568 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	Projet	CHENG DU - Classe de découverte rousse	2 484 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	Projet	CHURCHILL - Classe de découverte rousse (2 projets)	5 652 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	Projet	DICKENS - Classe de découverte rousse	1 548 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	Projet	FIGUIER - Classe de découverte rousse	517,50 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	Projet	MALET - Classe de découverte rousse	2 304 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	Projet	MIRO - Classe de découverte rousse	4 600 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	Projet	PATY - Classe de découverte rousse	4 350 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	Projet	VERNE - Classe de découverte rousse	972 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	Projet	SIBELIUS/POTTIER - Classe de découverte rousse	1 260 €

551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	Projet	Benoîte GROULT - Classe de découverte rousse	1 000 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	Projet	Michel de l'HOSPITAL - Classe de découverte rousse	294 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	Projet	Marc BLOCH - Classe de découverte rousse	4 640 €
525	Association de l'école Léopold Sédar Senghor	Projet	SENGHOR - Classe de découverte rousse	2 160 €
TOTAL DES CLASSES DE DECOUVERTES ROUSSES - 2024				47 681,50 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des conventions d'attribution ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

**Rentrée 2024-2025 - Évolution du nombre de classes et des postes d'enseignants
dans les écoles publiques - Approbation**

Madame la Directrice Académique des services de l'éducation nationale, Directrice des services départementaux de l'Education Nationale de l'Hérault informe la Ville de Montpellier que compte-tenu des effectifs scolaires et après présentation au Comité Social d'Administration Spécial Départemental (CSASD) et consultation du Conseil Départemental de l'Education Nationale (CDEN) réunis les 2 février, 8 juillet et 5 septembre 2024, il a été arrêté les mesures relatives aux ouvertures et fermetures de classes pour l'année scolaire 2024-2025. Le Conseil municipal doit se prononcer sur les ouvertures et fermetures, afin que la Ville prévoit en conséquence toutes les dispositions nécessaires pour assurer, avec le personnel adapté, l'accueil des élèves.

Ouverture d'école : Ecole primaire Pierre et Colette SOULAGES d'une capacité de 9 classes, située 3 rue Candolle : transfert de 3 postes enseignants de l'école maternelle ROUSSEAU et d'un poste enseignant de l'école élémentaire CONDORCET).

Fermeture de l'école maternelle ROUSSEAU, pour transformation en crèche.

Ouvertures de classes :

Ouvertures de postes en primaire :

- Ecole primaire RICHER : ouverture d'un poste ;
- Ecole primaire MIRO : ouverture d'un poste ;
- Ecole primaire MOREAU : ouverture de deux postes (dont confirmation d'une ouverture effectuée septembre 2023) ;
- Ecole primaire GROULT : ouverture d'un poste (confirmation d'une ouverture en septembre 2023) ;

Ouvertures de postes en élémentaire :

- Ecole élémentaire BLOCH : ouverture de 1 poste ;

Ouvertures de postes en maternelle :

- Ecole maternelle BOUCHER : ouverture de 1 poste (confirmation d'ouverture en septembre 2023) ;

Création d'une Unité localisée pour l'inclusion scolaire (ULIS) à l'Ecole BOULLOCHE ;

Création d'une classe de scolarisation de – 3 ans : Ecole maternelle VAN GOGH ;

Confirmation de l'ouverture d'une section internationale : Ecole DELTEIL ;

Création d'Unités d'enseignement élémentaire autisme : Ecole élémentaire BALARD et Ecole élémentaire POTTIER ;

Création d'un dispositif PEJS (Pôle d'Enseignement des Jeunes Sourds) : Ecole primaire HOSPITAL ;

Création de dispositifs de grandes sections dédoublées en réseaux d'éducation prioritaire renforcé (REP+) :

- Ecole maternelle BRES (1 confirmation d'ouverture) ;
- Ecole maternelle AVERROES (1) ;
- Ecole maternelle COPERNIC (1) ;
- Ecole maternelle MICHELET (2 confirmations d'ouverture) ;
- Ecole maternelle BON (2 confirmations d'ouverture) ;
- Ecole maternelle NERUDA (2) ;
- Ecole maternelle VAN GOGH (1) ;
- Ecole maternelle CERVANTES (2 confirmations d'ouverture) ;
- Ecole maternelle RENAUD (4) ;
- Ecole primaire DE GOUGES *(2 dont 1 confirmation d'ouverture) ;
- Ecole maternelle COCTEAU (2 confirmations d'ouverture) ;
- Ecole primaire PAPE CARPANTIER (1) ;

Création de dispositifs CP et CE1 dédoublés en REP+ :

- Ecole élémentaire BOLIVAR (1 CE1) ;
- Ecole élémentaire DAUBIE (1 CE1) ;
- Ecole élémentaire BOULLOCHE (1 CE1) ;
- Ecole primaire PATY (3 CP et 2 CE1) ;
- Ecole élémentaire DELTEIL (1CE1 provisoire) ;
- Ecole élémentaire DAUBIE (1 CE1 provisoire).

Fermetures de classe : LAMARTINE, DOCTEUR CALMETTE, DAUBIE, BALARD, CHENGDU, MALRAUX, MICHELET, PREVERT, COPERNIC, AVERROES, BRES, CERVANTES (confirmation 2023), JOYCE, VAN GOGH, SIGNORET, PATY (2), DE GOUGES, MOZART/MORISOT, GARIBALDI, BON, RENAUD (2), NERUDA.

Fermeture de dispositifs dédoublés REP : BLOCH (1 CE1), DAUBIE (2 CP), BOLIVAR (1 CP), BOULLOCHE (1 CP), DE GOUGES (1 CP), ROOSEVELT (1 CE1), MALET (1 CE1), SCHOELCHER (1 CE1), KUROSAWA (1 CP).

Classification en REP de l'école primaire PATY

La Ville a prévu la création de postes d'ATSEM (Agent Territorial Spécialisé des Ecoles Maternelles) en fonction des ouvertures de classes en école maternelle et classe ULIS.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'émettre un avis favorable aux ouvertures de classes et d'école ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

Règlement de fonctionnement des Accueils de Loisirs Sans Hébergement (ALSH)
de la Ville de Montpellier - Modification - Approbation

La Ville de Montpellier souhaite simplifier les démarches des familles dont les enfants fréquentent les Accueils de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) municipaux. Les familles pourront ainsi, à compter de janvier 2025 (campagnes de réservation à partir de novembre 2024), effectuer en ligne les réservations et le paiement sur le portail famille Prest'O, comme pour les temps périscolaires et la restauration municipale.

Cette mesure permet ainsi de :

1. Faciliter la démarche d'inscription, de réservation et de paiement au bénéfice des usagers, grâce à la dématérialisation et le paiement en ligne ;
2. Harmoniser et centraliser les démarches sur Prest'O pour les familles, dans une logique de guichet unique, et permettre aux familles de bénéficier d'une facture unique ;
3. Favoriser l'équité et l'accessibilité aux ALSH municipaux pour les enfants montpelliérains ;
4. Mieux évaluer et envisager les besoins à l'échelle de tout le territoire, ce que permet difficilement le système de régie actuel.

La Ville accorde une attention particulière à la qualité de l'accueil offert à tous les enfants et leurs familles. Elle favorise autant que possible l'accueil des enfants à besoins spécifiques sur les temps périscolaires et extra scolaires. Le respect, l'écoute et la bienveillance sont les valeurs qui sous-tendent l'accueil de chacun des enfants.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes du règlement de fonctionnement des accueils de loisirs sans hébergement de la Ville de Montpellier modifié ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

Projet Yoot - Conventions de partenariat entre la Ville de Montpellier et le Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires (CROUS) Montpellier Occitanie - Année universitaire 2024-2025 - Approbation - Autorisation de signature

Le projet Yoot, anciennement Pass Culture, est initié par le Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires (CROUS) de Montpellier. Il permet aux étudiants des formations post-bac agréées par le ministère de la Jeunesse, le ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement supérieur et de la recherche d'avoir accès à une offre culturelle riche et variée grâce à une politique tarifaire le leur permettant.

Le théâtre Jean-Vilar et le cinéma Nestor-Burma s'inscrivent naturellement dans ce dispositif. Après adhésion au dispositif YOOT, dont le coût s'élève à 9 €, les étudiants pourront acheter des contremarques à tarif préférentiel, soit en ligne sur le site de la billetterie YOOT, soit au kiosque YOOT situé au service culturel du CROUS. Ils pourront ainsi bénéficier, au théâtre Jean-Vilar, du tarif de 9.50 € (au lieu de 11 € pour le tarif étudiant) et ne payer que 5 €, le CROUS prenant à sa charge la différence de 4.50 €. Au cinéma Nestor-Burma, les étudiants pourront bénéficier de billets à 4.50 € (contre 5 € pour le tarif étudiant) et ne payer que 3.90 €, le CROUS prenant à sa charge la différence de 0.60 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les conventions de partenariat entre la Ville et le CROUS, pour le renouvellement de la participation du théâtre Jean-Vilar et du cinéma Nestor-Burma au dispositif YOOT pour l'année universitaire 2024-2025 ;
- D'approuver ce tarif YOOT pour l'année 2025 ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer ces conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

Cinéma Nestor-Burma - Dispositifs d'éducation à l'image - Année scolaire 2024/2025 - Conventions entre la Ville de Montpellier et l'association Les chiens andalous - Convention entre la Ville de Montpellier et le Festival cinéma d'Alès-Itinérances - Approbation - Autorisation de signature

Le dispositif « *Ecole et cinéma* », outil d'éducation artistique au cinéma, existe au niveau national depuis plus de 20 ans. Il est soutenu à la fois par le Centre National du Cinéma et de l'Image Animée (CNC) sous l'autorité du ministère de la Culture et de la Direction générale de l'Enseignement Scolaire du Ministère de l'Education Nationale. Depuis l'origine, l'association *Les Chiens Andalous* est coordinatrice de ce dispositif en collaboration étroite avec le Centre de Ressources Education à la culture numérique (CRECN). Il concerne près de 15 000 élèves au sein de l'Hérault, dont près de 7 500 sur le territoire municipal.

Le cinéma municipal Nestor-Burma a rejoint ce dispositif dès son réouverture en février 2011 et a permis de développer fortement l'accueil des élèves du primaire de l'ouest montpelliérain, passant de 57 entrées en 2009-2010 à 3991 entrées en 2023-2024.

Le dispositif « *Collège au cinéma* » est implanté dans le Département de l'Hérault depuis l'année scolaire 2000-2001. Il propose aux collégiens de découvrir des œuvres cinématographiques lors de projections organisées spécialement à leur attention et de se constituer ainsi les bases d'une culture cinématographique, grâce au travail pédagogique d'accompagnement conduit par les enseignants, les partenaires culturels ainsi que des professionnels. Les séances ont lieu au moins une fois par trimestre. L'association *Les Chiens Andalous* est également coordinatrice de ce dispositif, toujours en collaboration étroite avec le CRECN ; il concerne un peu plus de 2 000 élèves au sein du département, dont plus de 700 sur le territoire municipal.

Le cinéma municipal Nestor-Burma a rejoint ce dispositif pour l'année scolaire 2011-2012 ; on comptait 156 entrées en 2013-2014 et 711 en 2023-2024.

Le dispositif « *Lycéens et apprentis au cinéma* » existe dans la Région depuis l'année scolaire 2005-2006. Il a pour objectif de faire évoluer le regard porté par les lycéens sur des cinématographies méconnues, voire rejetées, de développer chez eux une approche critique de l'image et de leur donner la capacité de cerner les enjeux d'un film. La coordination de ce dispositif est désormais assurée par l'association *Festival cinéma d'Alès – Itinérances*.

Le cinéma Nestor-Burma a rejoint le dispositif pour l'année scolaire 2011-2012 ; on comptait 72 entrées en 2013-2014, 247 en 2018-2019 et 406 en 2023-2024.

Ces trois dispositifs d'éducation à l'image ont la particularité de faire travailler ensemble les salles de cinéma, les établissements scolaires, les enseignants, l'Inspection Académique, la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) ainsi que les services municipaux.

Le cinéma Nestor-Burma souhaite renouveler leur accueil pour l'année scolaire 2024-2025. Les conventions et le cahier des charges prévoient un tarif de 3.00 € par élève et un principe de gratuité pour les enseignants et accompagnateurs.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes des conventions permettant la participation du Cinéma Nestor-Burma à ces dispositifs d'éducation à l'image ;
- D'approuver le tarif de 3.00 € par élève et la gratuité pour les accompagnateurs pour la participation aux séances ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

**Théâtre Jean Vilar - Option théâtre - Convention pluriannuelle de partenariat
entre la Ville de Montpellier et la Cité scolaire Françoise Combes - Avenant 2024-
2025 - Approbation - Autorisation de signature**

Le Théâtre Jean-Vilar, par son implication en matière d'éducation artistique et culturelle, participe au lien social et à la démocratisation culturelle. Partenaire de l'Education nationale et du ministère de la Culture, il est considéré comme référent dans le domaine de l'art à l'école.

Par délibération du 1^{er} février 2022 a été approuvée une convention pluriannuelle de partenariat pour 3 années scolaires (septembre 2021 à juin 2024), visant à définir les conditions spécifiques et détaillées de mise en œuvre des directives nationales concernant l'Atelier Théâtre de la Cité scolaire Françoise-Combes en partenariat avec le théâtre Jean-Vilar. Cette convention étant arrivée à échéance, il est aujourd'hui proposé de reconduire ce partenariat pour la période 2024-2027, à travers une nouvelle convention de partenariat.

Dans le cadre de ce partenariat, le théâtre Jean-Vilar s'engage à mettre à disposition un artiste agréé par la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) pour les 90 heures d'intervention sur l'année scolaire et à financer 50 % de son intervention ; il mettra également à disposition son plateau pour les répétitions ; la Cité scolaire Françoise-Combes s'engage à mettre un enseignant à disposition durant ces 90 heures, afin d'encadrer le groupe d'élèves et à financer 50% de l'intervention de l'artiste choisi. Dans le cadre de la participation de l'option théâtre à la manifestation *La Cour des Arts – Rencontres scolaires des arts de la scène* à la Mosson, le théâtre Jean-Vilar s'engage à rémunérer l'artiste pour 15 heures d'intervention.

Un avenant annuel doit également être approuvé, fixant notamment le programme des actions et les engagements financiers des parties. Pour l'année scolaire 2024-2025, la Ville de Montpellier/théâtre Jean-Vilar s'engage ainsi à financer 45 heures d'ateliers et 15 heures de répétition sur le plateau du théâtre, soit un total de 3 000 € qui seront versés à la compagnie *Godbless*, qui mettra un intervenant à disposition pour cet atelier.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat 2024-2027 entre la Ville de Montpellier et la Cité scolaire Françoise-Combes, pour l'organisation de l'atelier théâtre ;
- D'approuver les termes de l'avenant pour l'année scolaire 2024-2025 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention, l'avenant, ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

**Théâtre Jean Vilar - Conventions de co-accueil de spectacles - Approbation -
 Autorisation de signature**

Dans le cadre de la saison 2024-2025 du Théâtre Jean-Vilar, la Ville de Montpellier propose de co-accueillir trois spectacles avec des associations du territoire :

- **Avec l'association Montpellier Danse, le spectacle *Mirlitons* du chorégraphe François CHAIGNAUD.**

Trois représentations de ce spectacle seront données au théâtre Jean-Vilar les 5, 6 et 7 mars 2025. Le théâtre Jean-Vilar est chargé de l'accueil du spectacle en ses murs et en assure la mise en œuvre technique. Montpellier Danse a à sa charge l'acquisition des droits de représentation du spectacle, les frais artistiques et annexes, et les frais d'accueil. Dans le cadre de cette convention de co-accueil, il est ainsi proposé que les partenaires se partagent les charges et recettes liées à l'organisation des représentations, soit un montant estimé de 9 425 € pour chacun des partenaires (total des charges : 21 849 €, recettes : 3 000 €).

- **Avec le théâtre des Treize Vents, le spectacle *Blockbuster* du Collectif Mensuel.**

Deux représentations de ce spectacle seront données au théâtre Jean-Vilar les 26 et 27 mars 2025. Le théâtre Jean-Vilar est chargé de l'accueil du spectacle en ses murs et en assure la mise en œuvre technique. Le théâtre des Treize Vents a à sa charge l'acquisition des droits de représentation du spectacle, les frais artistiques et annexes, et les frais d'accueil. Dans le cadre de cette convention de co-accueil, il est ainsi proposé que les partenaires se partagent les charges et recettes liées à l'organisation des représentations, soit un montant de 8 193,10 € pour chacun des partenaires (total des charges : 20 853,90 €, recettes : 4 467,69 €).

- **Avec l'association Créatures Créatrices, le spectacle *Lento e violento* de et avec Valentina CORTESE.**

Deux représentations de ce spectacle seront données au théâtre Jean-Vilar les 12 et 13 mars 2025. Le théâtre Jean-Vilar est chargé de l'accueil du spectacle en ses murs et en assure la mise en œuvre technique. L'association Créatures Créatrices a à sa charge l'acquisition des droits de représentation du spectacle, les frais artistiques et annexes, et les frais d'accueil. Dans le cadre de cette convention de co-accueil, il est ainsi proposé que les partenaires se répartissent les charges liées à l'organisation des représentations, soit un montant estimé de 6 100 € pour Créatures Créatrices et 2 802 € pour le théâtre Jean-Vilar. Les recettes, estimées à 2 800 €, seront encaissées par le théâtre Jean-Vilar et reversées pour moitié à l'association Créatures Créatrices

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes des conventions de co-accueil ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;

- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL Séance ordinaire du mardi 15 octobre 2024

Espace Gisèle Halimi - Réseau Micro folies - Adhésion - Approbation

La création du pôle multi-services Gisèle-Halimi dans le quartier de la Mosson, projet structurant, vise à proposer une offre de services renouvelée et innovante aux habitants du quartier de la Mosson. Le pôle accueille des services sociaux, économiques, d'insertion et de diagnostic santé. Il est complété par un vaste espace de tiers-lieu polyvalent, pensé comme un lieu de découverte, d'expérimentation et surtout un espace d'inclusion numérique. Afin de renforcer l'attractivité du site auprès des différents publics du quartier (enfants, jeunes, familles...), il va être déployé une Micro-Folie dans une partie du tiers-lieu. Cette plateforme culturelle est un outil de médiation et de démocratisation culturelle.

Inspiré des Folies du Parc de La Villette conçues par l'architecte Bernard TSCHUMI, le projet novateur des Micro-Folies est porté par le ministère de la Culture, coordonné par La Villette, avec 12 institutions culturelles nationales (le Château de Versailles, le Centre Pompidou, le Louvre, le Musée national Picasso-Paris, le Musée du quai Branly-Jacques-Chirac, la Philharmonie de Paris, la Réunion des musées nationaux-Grand Palais, Universcience, l'Institut du Monde Arabe, le Musée d'Orsay, l'Opéra national de Paris, le Festival d'Avignon) et d'autres opérateurs nationaux.

Dans le cadre de sa politique culturelle et d'inclusion, la Ville de Montpellier a naturellement souhaité accueillir sur son territoire une Micro-folie. En décidant d'accueillir une Micro-Folie et d'adapter le projet aux réalités de son territoire, la Ville de Montpellier intégrera un vaste réseau de lieux et de partenaires qui partagent un objectif commun de démocratisation culturelle.

Cette Micro-Folie aura vocation à participer au déploiement plus large d'un projet d'Education Artistique et Culturelle en faveur des publics éloignés de l'offre notamment en lien avec les groupes scolaires. Elle s'inscrit dans la démarche de Généralisation de l'Education Artistique et culturelle engagée depuis 2020. Elle contribuera, également, à l'élaboration d'un projet local culturel via un partenariat étroit avec les équipements culturels métropolitains (Musée Fabre, MO.CO., Réseau des Médiathèques, ...) et dans une logique de proximité avec les établissements publics (Maisons pour Tous, Théâtre Jean-Vilar, Médiathèque Jean-Jacques-Rousseau) ainsi que les acteurs associatifs (I PEICC, Kaina, Unisons, ...).

Au-delà de l'accès aux collections virtuelles des musées, la Micro-Folie est également un espace de pratique et d'expérimentation numérique par des applications ludo-pédagogiques adaptées et des approches virtuelles pour s'approprier les collections. Elle participera ainsi à l'inclusion numérique par la pratique créative et artistique. Elle sera adossée, dans cette même synergie, aux espaces « *numérique* » et « *Fab Lab* » déjà en place au sein de l'espace Gisèle-Halimi.

L'équipement a été acquis durant l'année 2024, grâce à un soutien financier de l'Etat, dans le cadre de la Politique de la Ville. Un poste de médiateur dédié à la Micro-Folie sera également soutenu par l'Etat. Cette micro-folie, ouvrira ainsi ses portes au public début janvier 2025.

L'adhésion au réseau Micro-folies, à compter de l'année 2025, permettra de bénéficier de l'accompagnement

de l'établissement public du Parc et de la Grande Halle de la Villette, notamment pour enrichir sa programmation, former les équipes, mettre en place des outils de communication dédiés... La contribution annuelle s'élève à 1000 € TTC, mais la première année civile d'exploitation est gracieuse, donc la première facturation interviendra en avril 2026.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'adhésion au réseau Micro-folies au titre de l'année 2025 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

Utilisation des équipements sportifs municipaux par les établissements publics locaux d'enseignement rattachés au Département et à la Région - Conventions - Année scolaire 2024-2025 - Approbation - Autorisation de signature

La Ville de Montpellier contribue au développement du sport amateur et du sport de haut niveau sur le territoire par un partenariat fort avec les associations sportives. C'est aussi en collaboration avec ces associations que la Ville développe sa politique de réussite éducative et d'insertion dans la vie active. L'offre sportive montpelliéraine est extrêmement riche car diversifiée quant aux publics, aux âges et aux disciplines.

Les établissements publics locaux d'enseignement rattachés au Département de l'Hérault (collèges) et à la Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée (lycées), et ne possédant pas d'équipements sportifs intégrés en nombre suffisant, peuvent utiliser des équipements appartenant à la Ville de Montpellier. En effet, il appartient en effet au Département et à la Région de s'assurer que l'enseignement de l'éducation physique et sportive puisse être dispensé dans des locaux adaptés à cette discipline. Dans cette perspective, une gestion rationnelle des équipements sportifs existants conduit à privilégier l'utilisation des équipements municipaux ouverts à un plus large public.

La Ville de Montpellier facture le coût de cette utilisation au Département, pour les collèges, et lycées concernés, selon le planning fourni par les établissements et validé par la Ville. Il convient, par convention, de définir le cadre juridique et financier de l'utilisation des équipements sportifs de la Ville de Montpellier par les établissements publics locaux d'enseignement rattachés au Département et à la Région, pour l'enseignement de l'éducation physique et sportive.

Les tarifs applicables pour la location de gymnases et d'équipements sportifs sont prévus par la délibération tarifaire annuelle de la Collectivité. Les montants facturés représentent, pour l'année scolaire 2023-2024, 14 802 heures d'utilisation par les collèges et 212 235,15 € facturés au Département, 6 391 heures d'utilisation par les lycées et 90 765,75 € facturés à la Région.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention relative à l'utilisation des équipements sportifs entre la Ville de Montpellier et le Département de l'Hérault et de la convention entre la Ville de Montpellier et la Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

Mise à disposition du palais universitaire sportif Veyrassi - Convention entre l'Université de Montpellier et la Ville de Montpellier - Saison sportive 2024-2025 - Approbation - Autorisation de signature

La Ville de Montpellier contribue au développement du sport amateur et du sport de haut niveau sur le territoire par un partenariat fort avec le mouvement sportif. C'est aussi en collaboration avec ces associations que la Ville développe sa politique sportive municipale au service du plus grand nombre. L'offre sportive montpelliéraine s'avère extrêmement riche car diversifiée quant aux publics, aux âges et aux disciplines.

La Ville de Montpellier est sollicitée par des associations sportives pour la mise à disposition de créneaux en soirée dans les gymnases et pour des manifestations d'importance, pour la saison sportive 2024-2025.

L'Université de Montpellier, propriétaire du palais universitaire sportif de Veyrassi, sis aux 1142-1216, avenue du Pic Saint-Loup à Montpellier (34095), accepte de mettre à disposition de la Ville de Montpellier des créneaux relatifs au dojo, à la piste d'athlétisme et à la halle des sports du palais universitaire sportif. Ces créneaux permettent d'accueillir les associations Jita Kyoei Judo 34, Académie boxe française savate Montpellier, et Montpellier Badminton Club.

En contrepartie, la Ville de Montpellier s'engage à réparer et à indemniser l'Université pour les dégâts matériels éventuellement commis, et à verser une participation financière annuelle de 20 700 € HT. Ce montant comprend les charges de fonctionnement, de gardiennage et de nettoyage pendant les jours et heures d'ouverture de l'établissement, ainsi que l'équipement de la salle.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention d'occupation du domaine public relative aux créneaux accordés à la Ville de Montpellier au palais universitaire sportif de Veyrassi par l'Université de Montpellier pour la saison sportive 2024-2025 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

**Mise à disposition de locaux associatifs - Approbation de loyers minorés -
Convention - Approbation - Autorisation de signature**

Dans le cadre de la mise à disposition de locaux, la Ville de Montpellier souhaite poursuivre son action de soutien des acteurs associatifs. Pour ce faire, elle propose une convention actualisée pour une durée d'un an à compter du 1^{er} janvier 2024 renouvelable par tacite reconduction pour l'association mentionnée dans le tableau ci-dessous, dont le suivi est assuré par la Direction déléguée Animation de proximité - Jeunesse /service vie associative.

Au vu de l'intérêt communal que présente cette structure, un loyer ou une redevance minorée lui sera proposé.

Le loyer ou la redevance minorée constituant une subvention en nature (actualisée dans ce cadre au regard des chiffres clés 2022 issus de l'Observatoire local des loyers), il convient d'approuver le tableau ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville, et dans les comptes de l'association concernée :

Nom de l'association	Adresse	Valeur locative annuelle	Montant du loyer minoré	Montant subvention en nature correspondante
Centre de Loisirs des Jeunes de Montpellier Paillade Mosson	126 rue d'Uppsala 34 090 Montpellier	46 104 €	35 €	46 069 €
Total subventions en nature				46 069 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de location du domaine privé de la Ville ;
- D'approuver le loyer ou redevance minoré proposés à l'association listée ci-dessus ;
- De porter au compte administratif de la Ville le montant de cette subvention en nature pour un total général de 46 069 € ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

**Observatoire des discriminations - Contrat de collaboration de recherche entre la
 Ville de Montpellier et l'Université Paul Valéry - Avenant n°3 - Approbation -
 Autorisation de signature**

Le 30 novembre 2021 le Conseil municipal a autorisé par délibération n°V2021-383 la signature d'un contrat de collaboration de recherche entre la Ville de Montpellier et l'Université Paul-Valéry Montpellier III (UPVM3), portant sur la création d'un Observatoire des discriminations dont l'objet est l'étude des discriminations sur le territoire de la ville.

En effet, la Ville de Montpellier, très impliquée dans la lutte contre les discriminations (participation à la coalition des villes européennes contre le racisme (ECCAR) ; signature de la Charte « *Egalité contre le racisme* » portée par le Défenseur des Droits ; adhésion à la charte ANVITA ; adhésion au Rainbow Cities Network) a, depuis plusieurs années, mis en place un groupe de recherche action sur les discriminations, en collaboration avec l'UPVM3. Plusieurs séries de préconisations ont été émises et communiquées aux différentes institutions signataires du contrat de ville, et ont abouti à la création d'un Observatoire des discriminations sur le territoire de Montpellier.

La Ville de Montpellier et l'UPVM3 souhaitent poursuivre le travail engagé dans le cadre de cet Observatoire des discriminations. Dans cet objectif, les parties ont décidé de prolonger la durée de leur collaboration et donc du contrat de recherche.

Il est aujourd'hui proposé par avenant trois modifications à ce contrat :

- La modification de l'équipe des chercheurs impliqués dans le projet (MM. Philippe JORON et Matthijs GARDENIER du Laboratoire LEIRIS sont les responsables scientifiques de l'Observatoire ; M. Roman VAREILLES est le coordinateur des missions de recherche désigné par l'UPVM3) ;
- La modification de la date de fin du contrat jusqu'au 30 novembre 2025 ;
- La modification des modalités de participation de la Ville de Montpellier par l'attribution d'une participation financière, globale et forfaitaire de 31 862,88 € TTC à l'UPVM3 pour la période allant du 1^{er} décembre 2024 au 30 novembre 2025.

Les autres dispositions du contrat initial demeurent inchangées.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de l'avenant n°3 au contrat de collaboration de recherche entre la Ville de Montpellier et l'Université Paul Valéry Montpellier III ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

Contrat de Ville 2024-2030 - Quartiers 2030 - Appel à projets 2024 - Attribution de subventions - Programmation complémentaire - Approbation - Autorisation de signature

Le dernier contrat de ville est arrivé à échéance le 31 décembre 2023 pour laisser la place à une nouvelle contractualisation appelée « *Engagements Quartiers 2030* ». Ce nouveau contrat de ville couvrira la période 2024-2030, avec un objectif de simplification et de priorisation, autour d'une géographie prioritaire actualisée.

Un appel à projets partenarial a été lancé pour l'année 2024, à destination des acteurs associatifs intervenant dans les 10 quartiers prioritaires de la Ville de Montpellier. Les partenaires financiers mobilisent des crédits spécifiques et des crédits de droit commun dans le cadre de cet appel à projets annuel et, à l'issue d'une instruction partenariale et territoriale, décident d'apporter leur soutien aux associations dont les projets répondent aux caractéristiques de l'appel à projets. Les projets soutenus par les financeurs s'inscrivent dans les axes suivants :

- Education et jeunesse ;
- Accès aux droits et lien social ;
- Emploi et entrepreneuriat ;
- Cadre de vie et tranquillité publique ;

Lors de cet appel à projets 2024, 427 dossiers ont été déposés par 196 associations. La Ville de Montpellier a été sollicitée pour apporter son concours à la réalisation de 273 projets à destination des habitants des 10 quartiers prioritaires, portés par 142 associations. Sur la base d'une grille de priorisation commune à l'ensemble des financeurs et au regard des orientations du contrat de ville, la Ville de Montpellier, en cohérence avec Montpellier Méditerranée Métropole, a apporté son soutien financier à 112 projets déposés par 77 associations pour un montant total de 298 200 € (délibération n°V2024-49 du 26 mars 2024).

En complément de cette précédente contribution, il est proposé que la ville de Montpellier apporte son soutien financier à 2 autres projets selon la répartition suivante :

Structure	N° de dossier	Nature de la demande	Montant attribué
UFOLEP	D00260056	Dispositif d'Accompagnement des Jeunes vers l'Emploi et la Formation – DAJEF	1 800 €
LOCAL	D00268529	Projet d'Espace de Vie Sociale (EVS) : « Ensemble pour le Bien-Être »	1 000 €
Total			2 800 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions d'attribution ;
- D'approuver les termes des conventions type ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

**Montpellier Grand Cœur - Aide à la rénovation des devantures des locaux
d'activités - Attribution de subventions - Approbation**

Conformément à l'article L. 2121-29 du Code général des collectivités territoriales, la Ville de Montpellier attribue des subventions pour inciter les entreprises (commerce, artisanat ou autre) à rénover la devanture de leurs locaux d'activités.

Pour rappel, ce dispositif initialement instauré par délibération en date du 29 mai 2012 (n° 2012/284) a été renouvelé à l'issue de la délibération du 14 juin 2021 (n° 2021-178) afin d'améliorer la qualité des rez-de-chaussée commerciaux dans les secteurs de protections patrimoniales et soutenir l'activité commerciale au sein de la Ville de Montpellier.

Dans ce cadre et conformément au règlement en vigueur, il est proposé d'attribuer les subventions suivantes :

Enseigne « Atelier d'horlogerie et bijouterie »

Propriétaire : M. Patrick BOUGETTE

44 rue Faubourg de Figuerolles

Subvention travaux = 6 449,63 €

Montant à verser : 6 449,63 €

Enseigne « Salon Karlina F. », salon de coiffure

Gérante : Mme Karlina FAYE

8 rue de la Méditerranée

Subvention travaux = 3 821,63 €

Subvention maîtrise d'œuvre = 750 €

Montant à verser : 4 571,63 €

Enseigne « Remo Céramique », artisan d'art céramiste

Gérant : M. Remo FIERRO

8 boulevard du Jeu de Paume

Subvention travaux = 3 982,13 €

Subvention maîtrise d'œuvre = 750 €

Montant à verser : 4 732,13 €

Enseigne « Café Solo », torréfacteur, café

Gérant : Mme Jessica HOLTZ

30 rue Saint-Guilhem / 6 rue des Gagne Petit

Subvention travaux = 7 612,5 €

Subvention maîtrise d'œuvre = 750 €

Montant à verser : 8 362,50 €

Enseigne « Artex », ressourcerie, atelier d'insertion
Propriétaire : Association Convergences 34 / Gammes
8 rue de la Raffinerie

Subvention travaux = 8 000 €

Montant à verser : 8 000 €

Enseigne « Takkito », restaurant
Gérant : M. Maxime WEIGEL – SAS Addictive Food Co
8 bis – ter rue du Bras de Fer

Subvention travaux = 5 700 €

Subvention maîtrise d'œuvre = 750 €

Montant à verser : 6 450 €

Enseigne « Hypno Bar », bar
Gérant : M. Oscar TRABOULSI – SAS Xavoscar
4 rue des Trésoriers de la Bourse

Subvention travaux = 6 438,90 €

Subvention maîtrise d'œuvre = 750 €

Montant à verser : 7 188,90 €

Enseigne « Osmose Pâtisserie », pâtisserie
Gérant : M. Romain LATOUR
25 rue Faubourg du Courreau

Subvention travaux = 8 000 €

Subvention maîtrise d'œuvre = 750 €

Montant à verser : 8 750 €

Local en cours de commercialisation
Propriétaire : Mme Louise Claude ROBERT
2 rue Bosquet

Subvention travaux = 7 259,76 €

Subvention maîtrise d'œuvre = 750 €

Montant à verser : 8 009,76 €

Enseigne « Ma Ma », restaurant
Gérant : M. Léo ARTAUD – SAS Magellan
4 rue des Teissiers

Subvention travaux = 8 000 €

Subvention maîtrise d'œuvre = 750 €

Montant à verser : 8 750 €

Enseigne « LA VITA É BELLA », restauration, épicerie
Gérant : Mme Sandra NAVARRO
1 boulevard Louis Blanc

Subvention travaux = 4 785,19 €

Subvention maîtrise d'œuvre = 750 €

Montant à verser : 5 535,19 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'octroi de subventions pour un montant total de 76 799, 72 € correspondant à la rénovation des devantures des 11 locaux d'activités listés ci-dessus ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

Élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) de Montpellier
Méditerranée Métropole - Avis sur le projet de plan arrêté

Conformément à la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM), la transformation, au 1^{er} janvier 2015, de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Métropole, dénommée « *Montpellier Méditerranée Métropole* », a entraîné le transfert de la compétence Plan Local d'Urbanisme (PLU) des Communes membres à la Métropole.

Par délibération du 12 novembre 2015, le Conseil de Métropole a prescrit l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi), a approuvé les objectifs poursuivis, les modalités de collaboration avec les 31 Communes membres et a arrêté les modalités de la concertation en application de l'article L.103-2 du Code de l'urbanisme. Le 19 juillet 2018, le Conseil de Métropole a pris acte, après en avoir débattu, des orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD). Ces orientations ont fait à nouveau l'objet d'un débat le 1^{er} juin 2023 afin notamment de traduire les objectifs du Plan Climat Air Energie Territorial solidaire (PCAETs) et de répondre aux dispositions de la loi du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets.

Par délibération du 08 octobre 2024, le Conseil de Métropole a tiré le bilan de la concertation et a arrêté le projet de PLUi. Conformément aux dispositions de l'article L.153-15 du Code de l'urbanisme, la Ville de Montpellier est désormais sollicitée pour émettre un avis sur le projet arrêté.

Les objectifs poursuivis

Quatre objectifs initiaux ont guidé l'élaboration du projet de PLUi :

1. Préserver et valoriser l'exceptionnelle richesse environnementale du territoire ;
2. Se préparer aux évolutions démographiques ;
3. Accompagner le développement économique, créateur de richesses et d'emplois ;
4. Adapter le territoire au changement climatique et en atténuer ses effets.

L'élaboration du PLUi de Montpellier Méditerranée Métropole devait en outre :

- Assurer l'intégration du cadre législatif, la compatibilité avec le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) et la traduction des orientations portées par des documents cadres et des politiques publiques thématiques ;
- Permettre la réalisation des projets communaux en privilégiant une approche contextuelle et morphologique, portant sur des formes et des densités urbaines ainsi que sur des règles architecturales adaptées à chacune des communes (gabarits, hauteurs, implantations, emprises au sol...).

Par-delà ces objectifs initiaux, le PLUi doit répondre aux impératifs liés à l'urgence climatique et décliner localement et réglementairement les objectifs et orientations stratégiques en matière de transition énergétique

et environnementale. Au final, l'ambition de cette démarche d'élaboration vise à concevoir un projet intégré pour aménager un territoire métropolitain de référence, à la fois respectueux de ses identités, équilibré, résilient et solidaire.

Un projet global pour intégrer les grands défis que doit relever la Métropole

Au travers des choix qu'il propose, le PLUi ambitionne de répondre à 6 défis majeurs :

1. Préserver la qualité de vie et la richesse des paysages de la Métropole ;
2. Faire face au défi climatique ;
3. Maîtriser la consommation foncière ;
4. Encadrer la croissance démographique ;
5. Construire la Métropole des proximités au travers d'une politique des mobilités volontariste ;
6. Affirmer une Métropole productive, créative et innovante.

Ce PLUi se veut un projet protecteur et préfigurateur d'une approche renouvelée de l'aménagement du territoire. A ce titre, l'un des axes majeurs du projet concerne le classement de plus des 2/3 du territoire en zones agricoles et naturelles, prenant en compte les enjeux de paysage et de biodiversité, les risques et la nécessaire protection des ressources naturelles. Ces espaces seront conçus non pas comme figés et inaccessibles mais comme des espaces à activer et à faire vivre, à la manière d'un « *grand parc métropolitain* ». Il s'agit, dès lors, de faire de l'ensemble des ressources potentielles qu'ils abritent, une valeur partagée, support de cohésion sociale.

De la sorte, le projet urbain se trouve contenu dans seulement 1/3 du territoire de la Métropole, tout en permettant d'apporter une réponse aux besoins de l'ensemble de la Métropole, pour notamment :

- Favoriser le logement pour tous ;
- Développer une offre de sites d'accueil pour les activités économiques ;
- Prendre en compte les besoins en équipements publics ;
- Intégrer la politique des mobilités.

Dans ce cadre, le PLUi s'inscrit résolument dans l'objectif qui sera fixé par le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) modifié à la suite à la promulgation de la loi du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, en poursuivant sa trajectoire de maîtrise de la consommation foncière par la détermination d'un objectif volontariste de réduction d'au moins 50% à l'horizon 2034 au regard des onze dernières années (période 2010-2021) hors projets d'envergure nationale.

En conséquence, le PLUi propose plusieurs leviers pour atteindre l'objectif de réduction de la consommation foncière, notamment :

- Donner la priorité au réinvestissement urbain ;
- Réduire les extensions urbaines et optimiser les projets d'aménagement sur les sites d'extension urbaine ;
- Limiter la consommation foncière dans les espaces naturels, agricoles et forestiers.

Ces différents leviers répondent clairement aux objectifs poursuivis par la Ville de Montpellier.

Un projet qui répond aux objectifs d'aménagement poursuivis par la Ville de Montpellier

Un PLUi protecteur

La qualité de l'environnement et des paysages métropolitains constitue un « *bien commun* ». Montpellier Méditerranée Métropole s'est fixée pour objectif de préserver et restaurer les continuités écologiques et d'intégrer le « *grand paysage* » comme composante de son développement.

A ce titre, le PLUi définit les modalités de mise en œuvre d'une politique agroécologique et alimentaire de référence tout en identifiant des zonages agricoles ou naturels adaptés aux différentes sensibilités

environnementales du territoire. Il encadre ainsi les occupations et utilisations admises au sein de l'armature des espaces naturels, agricoles et forestiers pour répondre plus efficacement à la diversité des fonctionnalités de ces espaces (écologique, productif, récréatif...) et identifie finement les continuités écologiques correspondant aux trames vertes et bleues du territoire, confortées par les composantes de la trame verte et bleue urbaine de la ville-centre.

A l'échelle de la Ville de Montpellier, ce sont ainsi :

- Environ 1125 hectares classés en zones agricoles (430 ha) ou naturelles (695 ha) soit 20 % du territoire de la ville-centre ;
- Dont environ 90 hectares classés en zones naturelles ou agricoles protégées au titre de la biodiversité (zones At et Nt) ;
- Environ 140 ha d'emplacements réservés aux espaces nécessaires aux continuités écologiques ;
- Environ 190 ha d'Espaces Minimums de Bon Fonctionnement (EMBF) des cours d'eau et près de 42 ha de zones humides préservés ;
- Environ 315 ha d'Espaces Boisés Classés (EBC) et 162 ha d'Espaces Verts à Protéger (EVP) soit près de 20% supplémentaire de protection réglementaire du patrimoine boisé montpelliérain en comparaison avec le PLU actuel ;
- Environ 556 arbres notables protégés.

Au-delà des armatures végétales urbaines préservées et connectées aux espaces agro-naturels, le PLUi mobilise des dispositions permettant la découverte de la richesse paysagère de la Métropole et identifie les éléments de patrimoine de référence à préserver. A l'échelle de la Ville de Montpellier, ce sont environ 100 hectares classés en zones agricoles protégées au titre du paysage (Ap) qui ont été identifiés. En outre, le PLUi intègre un inventaire patrimonial, inexistant jusqu'alors, identifiant près de 150 éléments d'intérêt à préserver.

Un PLUi résilient

La prévention des risques naturels demeure au cœur des préoccupations du territoire de la Métropole. Dans un contexte de changement climatique, un des enjeux majeurs de l'élaboration du PLUi vise à mieux prendre en compte les risques et aléas en consolidant la connaissance des zones les plus sensibles.

Le PLUi a ainsi identifié près de 60 ha en Zones d'Expansion des Crues (ZEC), zones de débordement des cours d'eau qui complètent les prescriptions des Plans de Prévention des Risques Inondation (PPRi). Il introduit, par ailleurs, plusieurs autres dispositions concourant à réduire l'exposition des personnes et des biens. A ce titre, on peut également noter l'exclusion des zones d'aléas les plus impactantes au sein de chaque zone à urbaniser, la définition d'une part ambitieuse d'espaces perméables dans chaque projet concourant à retenir à la parcelle 80% des eaux de pluies destinées à être gérées par évapotranspiration, mais également à favoriser les îlots de fraîcheur urbain, la rehausse systématique des premiers niveaux de plancher aménagés, etc.

Par ailleurs, Montpellier Méditerranée Métropole poursuit une politique volontariste en matière de transition énergétique, revisitant en profondeur ses politiques publiques. Afin d'amplifier et garantir l'efficacité de son programme d'actions, elle s'est notamment fixée pour objectif d'intégrer un ensemble de dispositions réglementaires concourant à cette politique : fixation d'une production minimale d'énergie renouvelable pour tout projet supérieur à 1 000 m² de Surface de Plancher (SDP), identification à Montpellier d'un potentiel de 30 ha de sites dégradés pouvant accueillir des centrales photovoltaïques au sol (zone Npv), obligation de raccordement le cas échéant au réseau de chaleur et de froid, exclusion des dispositifs techniques de captage de l'énergie solaire ou de production pour le réseau urbain de chaud ou de froid dans la définition des hauteurs maximales des constructions.

En outre, il s'agit également de protéger la ressource en eau. A ce titre, 970 ha ont été classés en zones de sauvegarde des eaux (ZSE) interdisant notamment les nouveaux forages domestiques. Plusieurs emplacements réservés nécessaires à la sécurisation de l'approvisionnement en eau potable et à l'assainissement des eaux usées ont été identifiés, notamment le réseau d'adduction principal depuis la

source du Lez traversant les communes de Montferrier-sur-Lez et de Montpellier jusqu'à l'unité de potabilisation d'Aragot.

Enfin, le PLUi vise à améliorer significativement la qualité de l'air et à réduire les nuisances sonores, notamment en favorisant les mobilités décarbonées (cf. dispositions relatives au stationnement vélos par exemple) et en articulant secteurs de projet et desserte en transports collectifs.

Un PLUi pour aménager autrement

Le PLUi de Montpellier Méditerranée Métropole s'inscrit en rupture par rapport aux modèles d'aménagement précédents : il donne la priorité au réinvestissement urbain et vise la fin de l'urbanisme à la parcelle.

A l'échelle de la Ville de Montpellier, quatre secteurs de projets stratégiques situés en tissu urbain constitué ont été identifiés, faisant chacun l'objet d'Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) : Lodève-Garrats, Mas de Campagne, Liberté-Chaptal et Marconi.

Trois autres secteurs stratégiques ont également été identifiés (Hortus-Mende, Barcelone-Strasbourg et Avenue du père Soulas) pour lesquels des périmètres d'attente de projet d'aménagement global (PAPAG) ont été institués. Ce dispositif réglementaire vise à contrôler l'évolution de ces secteurs devant faire l'objet, à terme, d'une mutation urbaine. Ce dispositif permettra à la Ville de Montpellier de mener les réflexions préalables nécessaires et, en l'attente de l'aboutissement de ces études, de limiter les évolutions potentielles pour que celles-ci ne viennent pas obérer ou rendre plus compliquée la mise en œuvre du futur projet.

En dehors de ces secteurs de projet au sein des tissus constitués, le PLUi privilégie une approche contextuelle et morphologique, portant sur des formes et des densités urbaines ainsi que sur des règles architecturales adaptées (gabarits, hauteurs, implantations, emprises au sol...) visant à en finir avec le modèle de l'urbanisme à la parcelle.

Dans ce cadre, il introduit des dispositions réglementaires concourant à préserver et favoriser la végétalisation des cœurs d'îlots (principe de bande de constructibilité principale et secondaire) et à imposer des reculs par rapport à la rue afin de garantir la qualité de l'espace public.

Au sein des tissus urbains mixtes à dominante d'habitat individuel montpelliérain (C3 et C4), le PLUi a systématiquement imposé une part conséquente d'espaces perméables (50% à l'unité foncière) et fixé les hauteurs maximales des constructions neuves à R+1 de manière à limiter le développement de petit collectif. Au sein de ces tissus, il est toutefois à noter que la hauteur maximale a été portée à R+1+attique pour les seules constructions existantes et ce afin de permettre leur surélévation et leur extension mesurée.

Enfin, le PLUi vise à limiter, réduire et densifier les extensions urbaines. A l'échelle de la Ville de Montpellier, on dénombre ainsi près de 150 ha de zones à urbaniser (AU), correspondant notamment pour les AU dites ouvertes à l'urbanisation à 10 secteurs de projet faisant chacun l'objet d'Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) : Bouisses-Grèzes, Quartier Jean Monnet et parc Henri Lagattu, Croix Lavit Sud, Heidelberg, Nina Simone, République, Rieucoulon, Grammont Sud, Union et Cambacérès.

Avec le PLUi, ce sont près de 260 ha de zones AU du PLU opposable de la Ville de Montpellier qui seront, par conséquent, restitués à l'armature agricole et naturelle.

Un PLUi solidaire

Dans un contexte de croissance démographique confirmée (+ 0,9% par an à l'horizon 2040), il s'avère nécessaire de poursuivre l'effort de production de logement en faveur d'une offre socialement accessible et diversifiée, de définir les dispositions permettant d'offrir un habitat pour tous répondant à l'ensemble des parcours résidentiels et d'assurer la répartition géographique de cette croissance.

A ce titre, la Servitude de Mixité Sociale (SMS) et la Servitude de Taille de Logements (STL), introduites

par anticipation à la faveur de la dernière modification du PLU de la Ville de Montpellier en 2020, sont reportées au PLUi. A Montpellier, la SMS s'applique à partir de 800 m² surface de plancher, soit à la grande majorité des projets de logements collectifs.

Un PLUi pour accueillir des entreprises et développer l'emploi

Le PLUi vise à accompagner le développement économique pour qu'il soit créateur de richesses et d'emplois. Dans ce cadre, il favorise le réinvestissement des parcs d'activités existants tout en ménageant des capacités foncières à même de faire émerger des polarités économiques accueillant les filières d'innovation. A l'échelle du territoire métropolitain, près de la moitié des zones AU sont consacrées au développement économique.

A l'échelle de la Ville de Montpellier, les zones d'activités existantes (UD1) représentent près de 295 ha tandis que les tissus d'activités économiques principalement tertiaire (UD2) représentent près de 170 ha.

Concernant les sites d'extension à destination d'activités, le secteur de Cambacérès Sud sera dédié au développement d'une zone d'activités compacte, privilégiant les entreprises employeurs et les stratégies de filières

De manière générale, le PLUi met en place les conditions permettant de poursuivre la stratégie montpelliéraine de développement économique fondée sur l'innovation et les filières d'excellence : Industries Culturelles et Créatives (ICC), Med Vallée, économie bleue / économie du sport, etc.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'émettre un avis favorable sur le projet arrêté de Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Conformément aux dispositions de l'article 21 du Règlement Intérieur du Conseil municipal, Madame Coralie MANTION, Conseillère municipale, a déposé en amont de la séance cinq amendements sur cette affaire. Après examen par le Conseil, Monsieur le Maire de Montpellier soumet au vote l'amendement proposé par Madame Coralie MANTION.

Vote global des amendements déposés par Madame Coralie MANTION :

- Amendement 1 : Modification du zonage du Coteau de Malbosc et retrait des OAP « Parc Henri Lagattu » et « Quartier Jean Monnet » ;
- Amendement 2 : Modification du zonage de Sablassou et retrait de l'OAP « Sablassou ».
- Amendement 3 : Modification du zonage de Gimel, Euromédecine II et Cambacérès et retrait des OAP « Gimel », « Euromédecine II » et « Le quartier de Cambacérès » ;
- Amendement 4 : Modification du zonage de la Lauze Est et de l'OAP ;
- Amendement 5 : Modification du zonage d'Ode à la Mer et de l'OAP ;

Pour : 7 voix

Contre : 38 voix

Abstentions : 19 voix

Les amendements proposés par Madame Coralie MANTION sont rejetés à la majorité des voix exprimées.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Port Marianne République - Agrément de candidature du groupement SPAG / BACOTEC pour le lot F2 - Approbation

Dans le cadre du projet urbain Port Marianne à l'est de son territoire, la Ville de Montpellier a décidé la réalisation d'un nouveau quartier dénommé République, se développant sur un secteur principal d'environ 20 hectares entre l'avenue Raymond-Dugrand, l'avenue Nina-Simone, la rue du Mas rouge et l'A709, ainsi que sur un second secteur dénommé Cavalade, d'environ 1ha, situé entre l'avenue Nina-Simone et la rue de la Cavalade.

Le programme initial de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) République porte sur la réalisation d'environ 200 000 m² de surface de plancher, avec environ 1 800 logements (en mixité sociale), 30 000 m² de surfaces de plancher de bureaux, 10 000 m² de surfaces de plancher commerciales, des équipements publics de proximité, des espaces publics, un parc paysager couplé à la fonction de bassin de rétention hydraulique.

Le Conseil municipal a confié le marché d'urbaniste - architecte coordonnateur de ce quartier à l'équipe formée par l'ANMA et EXM, tandis que la maîtrise d'ouvrage de cette opération a été confiée à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) dans le cadre d'une concession d'aménagement signée entre les parties le 7 avril 2015.

Par délibération du 6 février 2019, le Conseil municipal a approuvé le Programme des Equipements Publics, ainsi que le dossier de réalisation de la ZAC Port Marianne – République, après avis favorable du Conseil de Métropole sur le programme des équipements publics.

La phase opérationnelle engagée depuis sur plusieurs îlots se poursuit désormais à travers la réalisation du lot F2, qui se situe dans le secteur principal, entre la rue Rudolf-Noureev et la Lironde.

Dans ce contexte, la SA3M propose, conformément à la concession d'aménagement approuvée, d'agréer la candidature du groupement SPAG / BAOTEC en vue de la cession du lot F2 de la ZAC Port Marianne – République permettant la réalisation du programme décrit ci-après.

- Dénomination du candidat : SPAG / BACOTEC
- Localisation : Lot F2
- Parcelles cadastrées : Section SC 48b, 49b, 55a, 57a, 72a, 215b & 257
- Nature du projet : Réalisation de commerces, locaux d'activités, d'un équipement commun et de 143 logements collectifs dont 109 en accession libre, 15 BRS et 19 locatifs sociaux ;

- Surface du lot : 6 232 m² ;
- SDP envisagée : 10 727 m² SDP ;
- SDP maximale autorisée : 11 414 m² SDP maximale.

La SA3M précise que la candidature du groupement SPAG / BACOTEC prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC approuvées par la Ville (bilan financier et prescriptions architecturales et urbanistiques).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'agréer la candidature du groupement SPAG / BACOTEC en vue de la réalisation de 143 logements collectifs, d'un équipement commun, et de locaux commerciaux ou d'activité sur le lot F2 de la ZAC Port Marianne – République ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

**Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Port Marianne République - Agrément de
candidature des Nouveaux Constructeurs / TDS Promotion pour l'îlot I -
Approbation**

Dans le cadre du projet urbain Port Marianne à l'est de son territoire, la Ville de Montpellier a décidé la réalisation d'un nouveau quartier dénommé République, se développant sur un secteur principal d'environ 20 hectares entre l'avenue Raymond-Dugrand, l'avenue Nina-Simone, la rue du Mas rouge et l'A709, ainsi que sur un second secteur dénommé Cavalade, d'environ 1ha, situé entre l'avenue Nina-Simone et la rue de la Cavalade.

Le programme initial de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) République porte sur la réalisation d'environ 200 000 m² de surface de plancher, avec environ 1 800 logements (en mixité sociale), 30 000 m² de surfaces de plancher de bureaux, 10 000 m² de surfaces de plancher commerciales, des équipements publics de proximité, des espaces publics, un parc paysager couplé à la fonction de bassin de rétention hydraulique.

Le Conseil municipal a confié le marché d'urbaniste - architecte coordonnateur de ce quartier à l'équipe formée par l'ANMA et EXM, tandis que la maîtrise d'ouvrage de cette opération a été confiée à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) dans le cadre d'une concession d'aménagement signée entre les parties le 7 avril 2015.

Par délibération du 6 février 2019, le Conseil municipal a approuvé le Programme des Equipements Publics, ainsi que le dossier de réalisation de la ZAC Port Marianne – République, après avis favorable du Conseil de Métropole sur le programme des équipements publics.

La phase opérationnelle engagée depuis sur plusieurs îlots se poursuit désormais à travers la réalisation de l'îlot I, qui se situe dans le secteur principal de la ZAC, entre l'avenue Raymond-Dugrand, la rue Rudolf-Noureev et la rue Anna-Pavlova.

Dans ce contexte, la SA3M propose, conformément à la concession d'aménagement approuvée, d'agréer la candidature des NOUVEAUX CONSTRUCTEURS / TDS PROMOTION en vue de la cession de l'îlot I de la ZAC Port Marianne – République permettant la réalisation du programme décrit ci-après.

- Dénomination du candidat : LES NOUVEAUX CONSTRUCTEURS / TDS PROMOTION
- Localisation : Îlot I
- Parcelles cadastrées : Section SC 46, 77a, 139, 140a, 215c, 217, 219a, 270, 273, 275 & 277
- Nature du projet : Réalisation de commerces, de bureaux, de locaux logistiques, d'un

équipement commun et de 190 logements collectifs dont 80 en accession libre, 45 BRS et 65 locatifs sociaux ;

- Surface du lot : 7 464 m² ;
- SDP envisagée : 18 700 m² SDP ;
- SDP maximale autorisée : 19 635 m² SDP maximale.

La SA3M précise que la candidature des NOUVEAUX CONSTRUCTEURS / TDS PROMOTION prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC approuvées par la Ville (bilan financier et prescriptions architecturales et urbanistiques).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'agréer la candidature des NOUVEAUX CONSTRUCTEURS / TDS PROMOTION en vue de la réalisation de 190 logements collectifs, locaux commerciaux et logistiques, bureaux, et équipement commun sur l'îlot I de la ZAC Port Marianne – République ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Port Marianne République - Agrément de candidature d'ACM Habitat pour le lot CAV-02B - Approbation

Dans le cadre du projet urbain Port Marianne à l'est de son territoire, la Ville de Montpellier a décidé la réalisation d'un nouveau quartier dénommé République, se développant sur un secteur d'environ 20 hectares entre l'avenue Raymond-Dugrand, l'avenue Nina-Simone, la rue du Mas rouge et l'A709, ainsi que sur un second secteur dénommé Cavalade, d'environ 1ha, situé entre l'avenue Nina-Simone et la rue de la Cavalade, où se trouve déjà l'internat régional Georges-Frêche.

Le programme initial de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) République porte sur la réalisation d'environ 200 000 m² de surface de plancher, avec environ 1 800 logements (en mixité sociale), 30 000 m² de surfaces de plancher de bureaux, 10 000 m² de surfaces de plancher commerciales, des équipements publics de proximité, des espaces publics, un parc paysager couplé à la fonction de bassin de rétention hydraulique.

Le conseil municipal a confié le marché d'urbaniste - architecte coordonnateur de ce quartier à l'équipe formée par l'ANMA et EXM, tandis que la maîtrise d'ouvrage de cette opération a été confiée à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) dans le cadre d'une concession d'aménagement signée entre les parties le 7 avril 2015.

Par délibération du 6 février 2019, le Conseil municipal a approuvé le Programme des Equipements Publics, ainsi que le dossier de réalisation de la ZAC Port Marianne – République, après avis favorable du Conseil métropolitain sur le programme des équipements publics.

La phase opérationnelle engagée depuis sur plusieurs îlots se poursuit désormais à travers la réalisation du lot CAV-02B, qui se situe dans le secteur Cavalade, à l'angle de l'avenue Nina-Simone et de la rue de la Cavalade.

Il est ici précisé qu'une partie du lot CAV-02B correspondant à la parcelle SE 280 est propriété du constructeur ACM HABITAT, l'autre partie du lot (parcelles SE 272 et 281) étant propriété de l'aménageur. Une convention de participation d'ACM HABITAT au financement des équipements publics de la ZAC sera établie, au regard de la surface de plancher (877 m² SDP) développée sur la parcelle SE 280 dont ACM HABITAT est propriétaire.

Pour la partie du lot CAV-02B dont l'aménageur est propriétaire, la SA3M propose, conformément à la concession d'aménagement approuvée, d'agréer la candidature d'ACM HABITAT en vue de la cession des parcelles SE 272 et 281, permettant la réalisation du programme décrit ci-après.

- Dénomination du candidat : ACM - HABITAT

- Localisation : Lot CAV-02B

- Parcelles cadastrées soumises à l'agrément : Section SE 272 et 281 ;
- Nature du projet global : Réalisation de logements collectifs sociaux et locaux d'activités ;
- Surface de la partie du lot à agréer : 2 029 m² ;
- SDP envisagée sur la partie du lot à agréer : 3 474 m² SDP ;
- SDP maximale autorisée sur la partie du lot à agréer : 3 648 m² SDP maximale.

La SA3M précise que la candidature d'ACM HABITAT prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC approuvées par la Ville (bilan financier et prescriptions architecturales et urbanistiques).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'agréer la candidature d'ACM HABITAT en vue de la réalisation de logements collectifs sociaux et locaux d'activité sur les parcelles SE 272 et 281, parties du lot CAV-02B de la ZAC Port Marianne – République ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

**Vente à la SA3M des parcelles TP 50 et TP 93 sises 367 Rue de l'Agathois -
Montpellier - Approbation**

Le quartier de la Mosson figure parmi les dix quartiers inscrits au titre de la nouvelle géographie prioritaire de la Politique de la ville à Montpellier, et fait partie du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) en tant que secteur d'intérêt national. Par délibération en date du 18 décembre 2019, la Métropole a confié la mise en œuvre opérationnelle du projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), au titre d'une concession d'aménagement notifiée le 21 janvier 2020.

La Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Saint Paul a été créée pour affirmer le secteur Saint Paul comme nouvelle centralité rayonnante et répondre notamment aux enjeux de mixité sociale en introduisant une diversification de l'habitat par des programmes de logements neufs.

Afin de permettre l'accompagnement de la construction de logements dans le périmètre d'opération, la SA3M requiert de la Ville l'aliénation des parcelles TP 50 d'une surface de 458 m² et TP 93 d'une surface de 53 m² situées rue de l'agathois à Montpellier, en complément de l'acquisition de propriétés privées. Ces terrains étaient loués pour du stationnement, jusqu'au début de l'été, à la carrosserie Saint Michel. Ces parcelles, formant une unité foncière avec les parcelles TP 51 et TP 94 déjà propriété de la SA3M, font partie de l'ilot M qui prévoit la réalisation d'un ensemble de 32 logements comprenant 8 T2, 16 T3, 7 T4 et 1 T5 ainsi que 32 places de stationnement en sous-sol.

La valeur vénale des parcelles est estimée à 40 880€ (quarante mille huit cent quatre-vingts euros) par le pôle d'évaluation domaniale.

En conséquence il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser la cession des parcelles TP 51 et TP 94, d'une surface globale de 511 m², sise 367 rue de l'agathois à Montpellier, à la SA3M pour intégration au lot M de la ZAC Saint-Paul pour un montant de 40 880 € (quarante mille huit cent quatre-vingts euros) nets vendeur ;
- De dire que la recette est inscrite au budget de la Ville de Montpellier ;
- De faire constater le transfert de propriété par un acte notarié à la charge de l'acquéreur ;
- D'autoriser la SA3M, ou tout tiers qui y serait substitué, à déposer et à se voir octroyer toute demande d'autorisation d'urbanisme sur cette emprise ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

**Cession d'une propriété du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de la
Ville de Montpellier - Foyer de travailleurs migrants - 1 rue de l'Agathois -
Montpellier - Autorisation**

Le foyer de travailleurs migrants (FTM) le Bosquet, situé rue de l'Agathois dans le quartier Mosson, a été construit en 1981, par ACM Habitat dans le cadre d'un bail emphytéotique confié par le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Montpellier, qui en a repris pleine possession en 2018. Le CCAS a, par suite, loué ce bien à ADOMA, filiale du groupe CDC Habitat, premier opérateur au plan national en matière d'hébergement et d'accompagnement des demandeurs d'asile. Le foyer est situé à proximité immédiate du périmètre du nouveau programme de renouvellement urbain du quartier de la Mosson.

D'une capacité de 181 chambres, il accueille aujourd'hui autant de travailleurs migrants Chibanis âgés, que de personnes isolées, essentiellement une population masculine, âgés de 35 à 50 ans, très précarisés et orientés par le service intégré d'accueil et d'orientation (SIAO). A ce jour, malgré son fort taux d'occupation, les conditions d'hébergement sont dégradées et ne répondent plus aux normes destinées à accueillir dignement les personnes hébergées, certaines âgées : logements très petits, absence d'ascenseur, salles de bains et sanitaires collectifs. A ce jour, seuls 15 appartements sont autonomes.

Le site du Centre de Formation des Apprentis (CFA) du BTP, situé au 375 rue Emile-Picard, est mitoyen de la parcelle TT 64 sur laquelle est édifié le Foyer de Travailleurs Migrants. Appartenant à BTP CFA Occitanie, il propose une offre de formation régionale, du CAP au Bac, à des apprentis provenant de tout l'Hérault, dont près de 50% sont résidents du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Parfaitement intégré dans son environnement économique, le BTP CFA Hérault développe son activité en s'appuyant sur les besoins des entreprises locales et régionales du BTP, en anticipant sur l'évolution des métiers, en proposant des méthodes pédagogiques innovantes et performantes.

Or le CFA n'est plus en mesure, à moyen terme, de contenir les effectifs et le développement de la qualité des formations aux métiers du BTP. Les espaces existants ne permettent pas de se projeter au-delà d'un horizon de 3 ans. De plus, la configuration actuelle de son entrée nuit à sa visibilité, ainsi qu'à son inclusion dans la ville et la vie du quartier.

Dans la perspective d'une extension, BTP CFA Occitanie a sollicité le CCAS en vue de la cession du terrain d'assiette du foyer de travailleurs migrants. En effet, le BTP CFA souhaite conforter sa localisation en périphérie du quartier de la Mosson et développer des liens avec le quartier. La démarche d'ouverture du CFA sur le quartier intègre la construction d'équipements mutuellement profitables au CFA et aux parties prenantes du quartier en proposant amphithéâtres, espaces d'accueils, démonstrations des métiers, promotion de la formation professionnelle, la mise en place d'une solution de restauration pour les apprentis. Sa présence implique également l'accueil des entreprises du quartier ou des associations qui utilisent les espaces ouverts et partagés, selon un mode de fonctionnement de restaurant d'entreprises, et le développement de partenariats avec le milieu associatif.

En conséquence, conformément à l'article L.2241-5 du Code général des collectivités territoriales disposant que lorsque « *les délibérations des établissements publics communaux changent en totalité ou en partie l'affectation des locaux (...) ou mettent ces locaux à la disposition, soit d'un autre établissement public ou privé, soit d'un particulier, elles ne sont exécutoires qu'après accord du Conseil municipal* », le CCAS demande à la Ville son accord pour céder la parcelle cadastrée TT 64 à du BTP CFA Hérault afin de permettre la réalisation du projet d'extension du centre de formation des apprentis du BTP.

Il est précisé que le Foyer pour Travailleurs Migrants fait l'objet d'un projet de reconstruction sur le territoire de Montpellier, permettant d'envisager une véritable mixité sociale.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser le Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier à céder la parcelle cadastrée TT 64, d'une superficie cadastrale de 6 816 m², située 1 rue l'Agathois à Montpellier, pour réaliser l'extension du centre de formation des apprentis du BTP ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

Création d'un relais petite enfance - Acquisition du volume 2 de la résidence Val de Croze parcelle PE 543, 27 Place de Chine à Montpellier - Approbation

Le développement de nouvelles places de crèches constitue un enjeu majeur de la Ville de Montpellier. Il contribue à répondre aux besoins croissants de la population, aux objectifs de cohésion sociale et à l'attractivité de son territoire. La Ville s'est fixée pour objectif de mandat la création de 300 places d'accueil supplémentaires, par la réalisation de projets de construction ou d'extension d'établissements existants.

En complément de cette action orientée vers l'accueil collectif, la Ville entend aussi contribuer à soutenir et redynamiser le potentiel d'accueil individuel, qui représente près de la moitié de son offre d'accueil totale. Pour ce faire, il est programmé de renforcer l'action des Relais Petite Enfance (RPE) par l'accroissement de leur nombre, l'amélioration de la qualité de fonctionnement des plus anciens et la réorganisation territoriale des huit RPE existants afin d'être au plus près des besoins de la population concernée.

Depuis septembre 2022, la couverture du territoire délimité par les secteurs de la Chamberte, Pas du Loup, la Martelle a été attribuée au RPE « *Antigone 2* », initialement positionné en dédoublement du RPE Antigone 1 et situé dans le quartier Centre. L'enjeu consiste aujourd'hui à relocaliser le fonctionnement de ce RPE au sein même de son nouveau périmètre d'intervention.

En ce sens, la Ville a sollicité ACM Habitat pour l'acquisition d'un local spacieux en pied d'immeuble de la Résidence *Val de Croze*, dont l'assiette foncière est constituée par la parcelle PE 543, d'une surface cadastrale de 1 491 m², située place de Chine. Le futur local fera face à une station de la 5ème ligne du tramway et offrira deux bureaux, une salle d'activités spacieuse, une pièce pour le personnel et des sanitaires adaptés aux enfants. Une terrasse couverte privative sera mise à disposition des enfants accueillis par le RPE.

La vocation principale de ce RPE « *Val de Croze* » est double :

- En direction des parents, le personnel du RPE délivrera au public l'ensemble des informations relatives aux modes d'accueil individuels et collectifs existants dans la commune et pourra orienter vers des modes d'accueil spécifiques, correspondant à des besoins particuliers (horaires atypiques, handicap, ...). Il délivrera également une information générale en matière de droit du travail et orientera vers des interlocuteurs privilégiés ;
- En direction des assistants maternels et des enfants, le RPE devra assurer l'information relative aux aspects liés aux métiers, notamment ceux dévolus à l'accueil individuel. Enfin, il proposera un cadre de rencontres et d'échanges de pratiques professionnelles et des animations, ouvertes principalement aux assistants maternels et aux enfants dont ils ont la garde. Il conduira en outre des actions favorisant la formation continue des assistants maternels.

Compte-tenu de l'inscription du projet dans une rénovation d'ensemble programmée des résidences ACM de ce quartier, la Ville a décidé de confier la maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de cet équipement à ACM

Habitat, dans le cadre d'une convention de co-maîtrise d'ouvrage.

Le transfert de propriété d'ACM Habitat à la Ville de Montpellier de la partie d'ouvrage constituant le RPE doit intervenir par la réitération d'un acte authentique et la réalisation d'un état de division en volumes (EEDV) établi par le cabinet de géomètres-experts SIRAGUSA le 22 avril 2024 et portant sur l'ensemble immobilier « *Val de Croze 6-7-8* ». L'état de division volumétrique prévoit la création de deux lots-volumes au sein de l'ensemble immobilier complexe, désignés :

- Volume 1 : les logements et parkings de la résidence ACM du tréfonds aux toitures ;
- Volume 2 : le local à céder à la Ville au niveau RDC entre les altitudes moyennes 39.50 m et 42.71 m NGF, d'une surface de 196 m².

La Ville doit donc acquérir le volume 2, au prix de 260 000 € (deux cent soixante mille euros) net vendeur, en conformité avec l'estimation des services du Pôle d'Evaluation Domaniale, en date du 22 janvier 2024.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'acquisition du lot volume 2 de la résidence Val de Croze 6-7-8, située 27 place de Chine, sur l'assiette cadastrale PE 543, dans lequel s'inscrit le futur local destiné à accueillir un relais petite enfance, d'une surface de 196 m², au prix de 260 000 € (deux cent soixante mille euros) net vendeur ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

**Acquisition d'une propriété agronaturelle - Avenue Saint Maurice de Sauret -
Montpellier - Approbation**

A la suite de l'arrêt de leur exploitation avenue Saint Maurice de Sauret, les consorts PUECH - LOPEZ, ont contacté la Ville de Montpellier afin de proposer la cession d'une partie de leur propriété. Ce domaine, situé au Sud de la voie ferrée et en bordure du Lez, comprend la ripisylve du Lez, environ 2,5 ha de terres maraîchères non exploitées depuis environ 3 ans, et une maison d'habitation. La surface proposée à la vente est de 23 726 m² environ, excluant la maison d'habitation et un jardin d'agrément.

Cette propriété, actuellement en zone N-2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier, est grevée de deux emplacements réservés. Un emplacement réservé R17 a été institué dans le cadre de l'aménagement du Lez Vert, pour la réalisation d'équipement léger d'animation. Un emplacement réservé C13 est prévu pour la création d'un cheminement piéton le long du Lez. La vocation agro-naturelle du site est confortée à travers le PLU intercommunal (PLUi) en cours d'élaboration qui prévoit le maintien en zone naturelle du site.

Compte tenu de la qualité agronomique des sols, de la qualité environnementale du site, de la nécessité de protéger la ripisylve du Lez et de travailler un aménagement en ce sens avec la Métropole compétente en matière de Gestion des Milieux Aquatiques et de Protection contre les Inondations (GEMAPI) et des emplacements réservés impliquant la Ville sur cette propriété, il semble opportun pour la Ville de se porter acquéreur du site.

Les propriétaires ont donné leur accord pour vendre à la Ville de Montpellier une emprise de 23 726 m² à prendre sur les parcelles CI n°16, 215 et 216 moyennant le prix de 11€ par mètre carré soit 260 986 € (deux cent soixante mille neuf cent quatre-vingt-six euros) toutes indemnités confondues. Ce prix correspond à l'avis de du pôle d'évaluation domanial en date du 13 septembre 2024. La Ville de Montpellier s'est engagée à réaliser une clôture pour séparer les propriétés.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'acquisition auprès des consorts PUECH LOPEZ les parcelles cadastrées Ci n°16, CI n°216 partie et CI 215partie, d'une superficie totale à acquérir de 23 726 m², sises avenue Saint Maurice de Sauret à Montpellier, moyennant le prix de 260 986 € (deux cent soixante mille neuf cent quatre-vingt-six euros) toutes indemnités confondues ;
- D'approuver la réalisation d'une clôture en conformité avec les règles d'urbanisme en vigueur au moment de son édification pour séparer le foncier restant la propriété habitée des consorts PUECH LOPEZ ;
- De saisir un office notarial pour la réitération par acte authentique de la vente ;
- De dire que les crédits sont prévus au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

Acquisition d'un bien sans maître - Parcelle cadastrée HX 148, Place du 8-mai-1945 à Montpellier - Renonciation à l'incorporation au profit de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation

Depuis de nombreuses années et sans discontinuité, les services techniques de la Ville de Montpellier, puis ceux de Montpellier Méditerranée Métropole, interviennent en aménagements et gestion de la totalité de la place du 8 mai 1945 à Montpellier.

A l'occasion d'un bilan foncier, et d'après les informations cadastrales disponibles, il est apparu la présence de la parcelle cadastrée HX 148 d'une contenance de 153 m² appartenant à Monsieur François, Jean BERTRAND, né le 17 mai 1904, au milieu de la place du 8 mai 1945 dans sa configuration, exploitée par le service public viaire *a minima* depuis janvier 1987. Selon les renseignements recueillis auprès du Service de la Publicité Foncière de Montpellier et des services de l'Etat Civil, il apparaît que ce propriétaire est décédé le 22 juillet 1984, soit plus de 40 ans, sans succession enregistrée. La prescription étant opposable, tout héritier potentiel ne serait plus en capacité de réclamer l'ouverture d'une succession.

Ainsi, en application du 1^{er} alinéa de l'article L. 1123-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, ce bien est présumé n'ayant pas de maître, au sens du Code civil. L'article 713 du Code civil pose le principe de la propriété de plein-droit de la Commune dans ce cas de figure, la Commune disposant par ailleurs de la faculté d'y renoncer au profit de l'établissement public de coopération intercommunal dont elle est membre au titre de ses compétences.

En vertu de ces dispositions, il est proposé que la Ville de Montpellier renonce à exercer ses droits sur la parcelle HX 148 au profit de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice de sa compétence voirie, espace public. Ainsi, pour assurer l'intégration de cette parcelle dans le domaine public viaire métropolitain, Montpellier Méditerranée Métropole sera amenée à délibérer pour approuver l'incorporation de cette parcelle au titre de la procédure des biens sans maître relevant de l'article 713 du Code civil et de l'article L. 1123-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, et procéder aux suites nécessaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De renoncer à l'incorporation de la parcelle cadastrée HX 148, d'une contenance de 153 m², située Place du 8 mai 1945 à Montpellier, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole au titre de sa compétence voirie, espace public ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

Parc d'Activités Euromédecine - Quartier Hôpitaux Facultés - Zone de Laboratoires et d'Activités Diversifiées (ZOLAD) - Abrogation du cahier des charges - Approbation

Couvrant une superficie d'environ 75 hectares au Nord-Ouest de la Ville de Montpellier, entre routes de Ganges et de Grabels et proche du CHU, la Zone de Laboratoires et d'Activités Diversifiées (ZOLAD) désigne le projet d'aménagement initié par délibération du Conseil municipal du 5 février 1973, dont la vocation particulière d'accueil d'activités tertiaires, d'industries de pointe, d'enseignement et de recherche va marquer durablement l'identité économique de ce secteur de la ville, où prendront place, par la suite, le parc Euromédecine et, plus largement aujourd'hui, le pôle d'excellence en Santé Globale Medvallée.

Par la même délibération du 5 février 1973, le Conseil municipal a approuvé une convention de mandat confiant la réalisation des travaux d'équipement des terrains de la ZOLAD, propriété de la Ville, à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM). Par délibération du 29 janvier 1974, le Conseil municipal a approuvé un cahier des charges fixant des dispositions particulières d'ordre technique et juridique applicables aux acquéreurs de terrains de la ZOLAD, concernant notamment les conditions d'utilisation des lots et le respect de diverses dispositions légales et réglementaires, dont celles définies par le plan d'occupation des sols (POS) alors opposable.

En matière d'urbanisme réglementaire, le plan local d'urbanisme (PLU) s'étant substitué au Plan d'Occupation des Sols (POS) en 2006, toutes les modifications ultérieures du PLU ayant intéressées les parcelles de la ZOLAD ainsi que les diverses autorisations d'urbanisme qui y ont été délivrées, ont valu abrogation partielle du cahier des charges de 1974.

Par ailleurs, les règles applicables à la vente, location et partage des terrains cédés sont devenues en grande partie obsolètes, compte tenu des cessions et opérations successives réalisées. Leur maintien contribue aujourd'hui à contraindre inutilement certaines évolutions foncières encore possibles sur le secteur.

Dans ce contexte, l'intérêt du maintien en vigueur du cahier des charges de la ZOLAD approuvé en 1974 n'étant plus avéré, il convient donc de procéder à son abrogation.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'abrogation du cahier des charges de la Zone de Laboratoires et d'Activités Diversifiées (ZOLAD) ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

Programme EduRénov de la Caisse des Dépôts et Consignations - Adhésion -
Approbation - Autorisation de signature

La Caisse des dépôts et consignation, à travers sa direction Banque des Territoires, porte le programme EduRénov pour soutenir les collectivités dans des projets de rénovation de bâtiments scolaires permettant un gain énergétique minimal de 40% en énergie finale. L'adhésion au programme EduRénov permet d'avoir accès à un espace de Ressourcerie capitalisant des retours d'expériences et des outils sur la thématique de la rénovation du bâti scolaire, permet de demander des subventions pour des prestations d'ingénierie pour des projets de rénovation de bâti scolaire, et permet de demander des financements de projets de rénovation de bâtis scolaires sous forme d'emprunts et d'avances remboursables.

Ce programme est en adéquation avec la politique de la Ville sur la sobriété et l'accélération de la transition énergétique du patrimoine communal dans le cadre de la lutte contre le changement climatique. Ainsi, l'adhésion de la Ville de Montpellier au programme EduRénov est pertinente. Elle se fait par la signature d'un bulletin d'adhésion, qui mentionne des projets de rénovation d'établissements scolaires visant une économie minimale de 40% d'énergie finale. L'adhésion est gratuite.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'adhésion de la Ville de Montpellier Programme EduRénov ;
- D'approuver les termes du bulletin d'adhésion ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer le bulletin d'adhésion ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

Mise à disposition d'un conseiller en énergies/économe de flux - Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et le Syndicat Mixte Hérault Énergies (SMHE) - Approbation - Autorisation de signature

Dans le cadre du Plan de sobriété et accélération de la transition énergétique du patrimoine communal, voté le 11 octobre 2022, et dans la continuité du Plan Climat Air Energie Territorial Solidaire (PCAETs) adopté par Montpellier Méditerranée Métropole le 2 février 2023, la Ville de Montpellier s'est engagée aux côtés de la Métropole, afin de mettre en œuvre diverses actions, notamment la baisse des consommations énergétiques, un des objectifs contribuant à l'ambition affichée dans le PCAETs d'atteindre la neutralité carbone en 2050.

A ce sujet, la Ville de Montpellier souhaite s'associer les services d'Hérault Energies, structure syndicale mixte, intervenant auprès des communes adhérentes sur la thématique de la maîtrise de la consommation d'énergie. Aussi, Hérault Energies a déposé une candidature au programme ACTEE + (fonds chène, pour la période 2024-2026) portée par la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR).

Le souhait est un travail en commun avec la Ville de Montpellier, afin de mettre en place un service de conseil en énergies de proximité (économe de flux), au bénéfice des élus et services municipaux, afin de favoriser les actions en matière de transition écologique. L'objectif de ce service est de proposer un conseil personnalisé à la collectivité, pour lui permettre de faire des choix pertinents en matière d'énergie sur son patrimoine (bâtiments, éclairage public, etc.). Plus concrètement, un conseiller en énergies de proximité/économe de flux sera mis en place. Ses missions s'articulent autour d'un triptyque méthodologique d'accompagnement, permettant d'apporter des réponses en matière d'optimisation des consommations et des modes de productions de fluide, de détection d'anomalies de consommation et de confort dans les bâtiments. Il assurera le rôle d'animateur, au travers de réunions de sensibilisation des élus et techniciens sur la maîtrise des dépenses énergétiques.

Pour ce faire, Hérault Energies s'engage à recruter un conseiller/économe de flux, sous contrat à durée déterminée, qui prendra en charge l'intégralité de l'opération. Cette mission sera confiée à une personne possédant les compétences techniques et scientifiques requises en matière de maîtrise d'énergie dans le bâtiment. Ce conseiller/économe de flux, devra consacrer 66 % de son temps sur des analyses liées au bâti scolaire.

Le déploiement du service de conseil en énergies de proximité est prévu sur une durée de 23 mois à partir du 1^{er} novembre 2024. Ce service pourra être prolongé au-delà de cette période, après accord entre la Ville de Montpellier et Hérault Energies si les conditions en termes d'objectifs poursuivis et de financement sont réunis.

En ce qui concerne le coût du service, la participation financière de la Ville pour cette mission s'élèvera à 14 256 €, sur une période de 23 mois entre 2024 et 2026.

Afin de pouvoir bénéficier de ce service, la Ville de Montpellier doit conclure une convention de partenariat avec le syndicat Hérault Energies, convention cadre fixant les modalités, les objectifs et les engagements de chacune des parties. Des précisions supplémentaires pourront être apportées le cas échéant.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention cadre entre la Ville de Montpellier et le syndicat Hérault Energies ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

Fourrière Automobile - Contrat de Délégation de Service Public entre la Ville de Montpellier et la Société Publique Locale TaM - Approbation - Autorisation de signature

Par délibération du 3 novembre 2017, la Ville de Montpellier avait confié à ENLEVEMENT ET GARDIENNAGE SERVICES (EGS) l'exploitation du service public de la fourrière automobile par convention de Délégation de Service Public (DSP), pour une durée de sept ans, à compter du 1^{er} janvier 2018. Le 3 avril 2018, l'avenant n°1 a été passé pour autoriser la cession du contrat de DSP à la société dédiée ENLEVEMENT ET GARDIENNAGE SERVICES MONTPELLIER (EGS Montpellier). Ce contrat de Délégation de Service Public s'achevant au 31 décembre 2024, une analyse comparative et circonstanciée a été effectuée concernant les différents modes de gestion envisageables.

Après avoir recueilli l'avis favorable de la Commission Consultative des Services Publics Locaux lors de sa séance du 30 novembre 2023, le Conseil municipal a approuvé par délibération du 11 décembre 2023, le principe d'une délégation de service publique confiée à la Société Publique Locale (SPL) TaM sans mise en concurrence, selon les conditions de la quasi-régie définies à l'article L.3211-3 du Code de la commande publique. Le recours à la SPL TaM permet à la collectivité de bénéficier des avantages d'une externalisation à une structure de droit privé, tout en gardant la maîtrise du service public. La SPL TaM sera en mesure d'exploiter ce service de fourrière automobile dans le cadre d'une politique globale de stationnement et de mobilité.

Dans le cadre de cette procédure, la Ville a envoyé le 23 mai 2024 le dossier de consultation à la SPL TaM. Celle-ci a déposé son offre le 24 juin 2024. Après étude et analyse de l'offre initiale, la Ville a demandé à la SPL TaM des précisions complémentaires le 4 juillet 2024. La SPL TaM a fait parvenir ses réponses le 16 juillet 2024. Une séance de négociation s'est déroulée le 25 juillet 2024, puis la Ville a demandé à la SPL TaM son offre finale, celle-ci a été remise le 2 août 2024 dans les délais impartis.

Les principales caractéristiques de cette délégation de service public et du contrat à signer sont les suivantes :

Equipements et installations déléguées :

L'Autorité Délégante met à disposition du Déléataire des locaux et 2 sites de stockage distincts.

- Le site 1945, avenue de Toulouse - 34070 Montpellier, pour l'activité de fourrière automobile, incluant des locaux équipés pour un accueil administratif des usagers et un parking visiteurs. Ce site principal, incluant en complément une parcelle 30 chemin de Poutingon, se compose de :
 - 7 118 m² de parking et surface ouverte de stockage, ainsi que des zones de stockage différenciées par type d'infraction ;
 - 1 200 m² de hangar ouvert à usage de stockage ;
 - 185 m² de hangar fermé à usage de stockage ;

- 97 m² de locaux à usage de bureaux, vestiaires et sanitaires pour le Déléгатaire.

Ce site, comprend également des bureaux, contigus à ceux du Déléгатaire, réservés à l'unité fourrière de la Police Municipale (dont 71 m² de locaux réservés au stockage d'archives).

Un accès spécifique, chemin de Poutingon, est réservé à l'activité fourrière sécurisant ainsi les entrées et sorties des véhicules du Déléгатaire ou de ses prestataires.

- Le site 280 chemin de Poutingon – 34070 Montpellier, à proximité du parc principal, il est réservé au stockage de longue durée des véhicules type « *abusifs* » ou plus volumineux comme les « *fourgons ou vans* ».

Missions confiées au Déléгатaire :

Le Déléгатaire assure l'exploitation du service public de la fourrière automobile. Il dispose du monopole des opérations de fourrière demandées par le Déléгатant sur le territoire de la Ville de Montpellier. Il sera tenu d'enlever les véhicules en infraction ainsi que les épaves, pour des raisons de sécurité, de sureté, d'hygiène et de salubrité publiques sur tout le territoire de la commune. Il devra prendre les mesures nécessaires pour réaliser les demandes d'enlèvement en fonction des temps de travail des autorités de police, notamment en mettant en place une astreinte.

Le Déléгатaire pourra être appelé par les autorités compétentes pour enlever en urgence des véhicules pouvant porter atteinte à la sécurité publique lors du déroulement de diverses manifestations publiques. Il pourra également être réquisitionné par la justice au titre de mises en fourrière judiciaires conformément à la loi.

Le Déléгатaire devra utiliser le Système d'Information national des fourrières automobiles (SI Fourrières) auquel la Ville a adhéré en 2021. Ce système permet l'enregistrement, la gestion et le suivi par les autorités compétentes des procédures relatives aux véhicules mis en fourrière.

Obligations de service public :

Le Déléгатaire devra notamment s'engager à enlever sur le territoire de la Ville de Montpellier, aux fins de mise en fourrière les véhicules en infraction au Code de la route passibles d'une mise en fourrière en application des articles L. 325-1 et suivants et R. 325-1 et suivants du Code de la route. Les enlèvements interviennent sur demande des autorités compétentes pour prescrire les mises en fourrière.

Il est également tenu d'enlever les véhicules laissés sans droits dans les lieux publics ou privés où ne s'appliquent pas le Code de la route et dont l'enlèvement est sollicité par le maître des lieux auprès de l'autorité compétente, selon la procédure prévue aux articles R. 325-47 et suivants du Code de la route.

Il peut être tenu d'enlever à la demande des autorités compétentes, des véhicules signalés volés afin de les conserver en attendant que le propriétaire ou l'assureur se manifeste.

Il pourra être réquisitionné par la justice, au titre des mises en fourrière judiciaires.

Le Déléгатaire peut être amené à la demande de la Ville à déplacer occasionnellement des véhicules qui ne sont pas passibles d'une mise en fourrière, lorsque des circonstances particulières imposent ces déplacements (en cas de manifestations ou de tout événement météorologique imprévu).

Le Déléгатaire sera chargé du gardiennage des véhicules mis en fourrière dans les sites mis à disposition de la Ville, jusqu'au moment :

- De leur retrait par leurs propriétaires ou leurs conducteurs ;
- De leur vente par la Direction Nationale des Interventions Domaniales ;
- De leur destruction par une entreprise disposant d'un agrément préfectoral

Le Déléгатaire doit satisfaire aux obligations imposées par l'article R. 325-25 du Code de la route. Il doit assurer toutes les tâches de gestion administrative liées à la mise en fourrière des véhicules.

Le Déléataire fait son affaire de l'obtention et du renouvellement des agréments préfectoraux prévus par le Code de la route nécessaires à son exploitation notamment l'agrément de gardien de fourrière.

Service accessoire – Enlèvement des Véhicules Hors d'Usage :

Un service gratuit d'enlèvement des Véhicules Hors d'usage continuera d'être proposé aux montpelliérains. Ce service permet l'enlèvement du véhicule, sa destruction administrative et physique dans le respect des règles environnementales.

Durée :

Le contrat est conclu pour une durée de 7 ans et prendra effet au 1^{er} janvier 2025 jusqu'au 31 décembre 2031.

Modalités financières :

Le Déléataire assure la gestion du service à ses risques et périls.

Le Déléataire perçoit directement auprès des propriétaires ou conducteurs qui retireront leurs véhicules le paiement des frais occasionnés par la mise en fourrière dans le respect des tarifs fixés par délibération du Conseil Municipal, en vertu des dispositions de l'article R.325-29 du Code de la route et de l'arrêté interministériel.

En contrepartie de la mise à disposition des sites et des locaux, ainsi que des coûts des missions de suivi et de contrôle de l'activité de fourrière dont elle aura la charge, la Ville percevra de la part du Déléataire une contrepartie financière sous la forme d'une redevance annuelle. La redevance annuelle d'exploitation partie fixe versée par le Déléataire sera de 110 000 € HT/an, soit 770 000 € HT sur la durée du contrat. La redevance annuelle d'exploitation partie variable correspondra à 90 % du chiffre d'affaires réalisé par le délégataire sur les opérations effectuées dans le cadre du contrat à partir de 1 500 000 € HT/an de chiffre d'affaires.

La redevance de surperformance économique correspond à 80 % de l'écart d'Excédent brut d'exploitation. Le calcul de cette redevance est lié à l'atteinte par le Déléataire d'une meilleure performance économique que celle contractuellement prévue.

Afin de couvrir les charges supportées pour assurer le suivi et le contrôle de la délégation, le Déléataire versera annuellement une redevance de contrôle de 10 000 €.

Gros entretien renouvellement (GER) :

Obligations en matière de gros entretien renouvellement des biens à hauteur de 14 000 € / an, soit 98 000 € sur la durée du contrat.

Investissements :

Le Déléataire s'engage à réaliser les investissements suivants pour un montant total de 306 000 € :

- 208 000 € pour le bâtiment, notamment la rénovation du revêtement du parc de stockage du site 1945 Avenue de Toulouse ;
- 90 000 € pour les véhicules de remorquage, avec notamment le remplacement d'un véhicule ;
- 8 000 € pour l'acquisition de matériels informatiques et bureautiques.

Ces investissements ne seront pas totalement amortis à la fin de la Délégation (191 500 €).

Une Valeur Nette Comptable (VNC) est affichée à hauteur de 114 500 € en fin de contrat, au 31 décembre 2031.

Contrôle de la Ville :

Le Déléataire produit chaque année le rapport annuel qui porte sur l'exécution du contrat entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre de l'année précédente. Il remet également mensuellement et semestriellement un rapport d'activité présenté au Délégant lors de réunions auxquelles le Déléataire est tenu de participer.

Sanctions et pénalités :

Des sanctions pécuniaires et mesures résolutives (mise en régie provisoire, résiliation) seront mises en place en cas de faute du Déléataire.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de Délégation de Service Public relative à l'exploitation de la Fourrière automobile entre la Ville de Montpellier et la Société Publique Locale TaM ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

Vidéoprotection - Maintenance des installations de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole - Convention de groupement de commandes
- Approbation - Autorisation de signature

La volonté de rationaliser les achats, et surtout de pouvoir réaliser des économies d'échelle enjoignent les collectivités, dans la mesure du possible, à se regrouper dans le cadre de groupement de commandes. Dans cette perspective permanente de recherche de sources d'économie, le Code de la commande publique autorise le regroupement des entités publiques afin d'effectuer des achats groupés sur divers secteurs de l'économie.

Le souhait, en l'espèce, de la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole se traduit par la volonté de mettre en place un groupement de commandes dans le cadre de la passation d'un marché pour la maintenance des installations de vidéoprotection urbaine ou liée aux bâtiments de la Ville de Montpellier ou de Montpellier Méditerranée Métropole.

La convention a pour objet de créer, dans ce cadre, un groupement de commandes avec les deux collectivités précitées, régi par les dispositions des articles L. 2113-6 et suivants du Code de la commande publique, au terme d'une procédure de consultation lancée en commun pour le compte des membres du groupement. La convention prend effet à compter de sa signature par tous les membres du groupement jusqu'à la date d'expiration du marché, périodes de reconductions éventuelles comprises. La Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement. Chaque collectivité sera en charge de la bonne exécution du marché pour ce qui la concerne.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole relative à la conclusion du marché de maintenance des installations de vidéoprotection ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

**Vidéoprotection - Renvoi d'images - Convention entre la Ville de Montpellier et le
Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Hérault (SDIS 34) -
Approbation - Autorisation de signature**

La Ville de Montpellier a souhaité au cours de ce mandat mettre en œuvre une politique volontariste en matière de sécurité et de protection des populations. C'est pourquoi, un renforcement des moyens humains, matériels et technologiques a été soutenu au cours de ces dernières années.

Une organisation dédiée par le biais du Pôle des Sécurités et de la Tranquillité Publique a pour vocation à développer les partenariats et coopérations avec l'ensemble des services et acteurs qui concourent aux développements de cette politique publique. C'est dans ce cadre qu'un partenariat s'est renforcé avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Hérault (SDIS 34) afin d'améliorer la réponse en matière de sécurité civile et d'accompagnement des populations, qu'il s'agisse des grands rassemblements, de lutte contre les incendies, de la gestion des risques majeurs...

La vidéoprotection est devenue un outil indispensable au service de la prévention de l'atteinte aux personnes et aux biens, du renforcement de la lutte contre la délinquance, de la protection des bâtiments et biens publics. Elle contribue également à accompagner l'intervention des services de secours à la personne et apporte une aide à la rapidité des interventions. Aussi, le SDIS 34 a souhaité bénéficier du report des images issues du maillage du dispositif de vidéoprotection développé au sein de l'ensemble du territoire communal.

Une convention est proposée, établie conformément aux dispositions du Code de la sécurité intérieure ; elle complète l'autorisation préfectorale existante. Celle-ci précise la nature et le type du renvoi d'images. En outre, elle détermine les modalités selon lesquelles ces renvois sont coordonnés dans une perspective de coopération opérationnelle entre la Ville de Montpellier avec le SDIS 34. Pour ce faire, la présente convention précise les modalités de partage des images de vidéoprotection avec le SDIS 34.

Cette convention sera annexée à la convention de coordination conclue entre la Ville de Montpellier et les forces de sécurité de l'Etat. Par délibération du Conseil municipal du 11 juillet 2024, la durée de cette convention a été prolongée jusqu'au 31 décembre 2024. Une nouvelle convention est en cours de préparation pour la période 2025-2027, conformément aux textes en vigueur. Cette convention sera aussi intégrée à la prochaine demande d'autorisation préfectorale lors de l'extension du périmètre de vidéoprotection.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de renvoi d'images de vidéoprotection urbaine entre la Ville de Montpellier et le SDIS 34 ;
- De dire que cette convention sera annexée à la prochaine demande d'autorisation préfectorale lors de l'extension du périmètre de vidéoprotection ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à

cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

**Police Municipale - Brigade Motocycliste - Convention de partenariat entre la
Ville de Montpellier et Anticipation Sécurité Perfectionnement Protection
Regroupement (ASPPR) Formation - Approbation - Autorisation de signature**

Afin d'accompagner la professionnalisation, la formation continue interne et l'évolution des missions ainsi que la nouvelle organisation de la Direction Déléguée de la Police Territoriale, il est proposé la mise en place de formations au bénéfice des unités spécialisées de la Police Municipale de Montpellier.

Une formation pourrait répondre aux besoins spécifiques des agents des cadres d'emploi de la filière Police Municipale exerçant dans la brigade motocycliste au sein de l'unité de soutien et d'appui, et leur permettre d'acquérir l'ensemble des techniques concernant notamment les déplacements sensibles.

A ce titre, il est proposé une convention de partenariat qui a pour objets d'harmoniser les techniques de travail, garantir la sécurité des personnes et limiter les risques, afin de mener les missions à venir avec professionnalisme. Dans ce cadre, il est nécessaire de conclure une convention entre la Ville de Montpellier et Anticipation Sécurité Perfectionnement Protection Regroupement Formation (ASPPR Formation), aux fins de former à titre gracieux les agents motocyclistes de Police Municipale de la Ville de Montpellier à l'ensemble des techniques et exercices appliqués lors d'escortes officielles et de déplacements sensibles.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention entre la Ville de Montpellier et Anticipation Sécurité Perfectionnement Protection Regroupement Formation (ASPPR Formation) ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

**Recensement de la population 2025 - Création de postes d'agents recenseurs -
Rémunération - Approbation**

Le recensement permet non seulement de produire de nombreuses informations sociologiques et statistiques sur la population et les logements et ainsi de mieux comprendre l'évolution de la Commune, mais également de fixer le chiffre légal de population à partir duquel sont calculées, entre autres, les dotations allouées à la Commune par l'Etat. Le nouveau chiffre légal de population au 1^{er} janvier 2021, publié le 1^{er} janvier 2024, est de 302 454 habitants. La population légale de la Ville est calculée et connue chaque année.

L'enquête de recensement est préparée et réalisée par la Ville en partenariat avec l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE) qui organise et contrôle la collecte. Les opérations de collecte annuelle des données de recensement débuteront le jeudi 19 janvier 2025 et se termineront courant mars 2025, au retour définitif des informations collectées auprès de l'INSEE.

Le nombre de logements à recenser en 2025 étant estimé à environ 14 466, il est prévu de créer au tableau des effectifs 85 postes d'agents recenseurs.

Les éléments constituant la rémunération des agents recenseurs :

1- La rémunération de la formation :

Ce n'est qu'à l'issue de la formation de deux demi-journées que les agents recenseurs pourront prétendre exercer leurs fonctions et être désignés en cette qualité par arrêté municipal. Il est proposé de rémunérer chaque demi-journée 30 €.

2- La rémunération de la tournée de reconnaissance :

Cette tournée consiste à repérer, confirmer ou rectifier le nombre de logements à chaque adresse à recenser. Compte tenu de l'importance de ce travail de repérage des logements durant une semaine, il est proposé de rémunérer la tournée de reconnaissance au tarif de 60 €. Dans le cas où le travail de l'agent recenseur serait partiellement réalisé, la tournée de reconnaissance serait rémunérée à hauteur de 30 €. Si ce travail n'est pas réalisé, il est proposé qu'il ne soit pas rémunéré et que l'agent soit remplacé.

3- La rémunération de la collecte :

- La base de rémunération unitaire des documents collectés par l'agent recenseur dans les termes de la délibération du 27/11/03 :
 - Feuille de Logement : 0,24 € ;
 - Bulletin Individuel : 0,40 € ;
- La prime de résultat :

Elle s'ajoute à la base de rémunération unitaire dans le cas où l'agent recenseur a effectué un travail satisfaisant. Il est proposé d'augmenter de 0,01 € le montant de la prime unitaire concernant la feuille de logement et le bulletin individuel, comme il est de coutume chaque année depuis la mise en place du recensement annuel de la population :

- Feuille de Logement : 1,48 € ;
- Bulletin Individuel : 1,46 €.

4- La prise en compte de l'Enquête Familles dans la rémunération de la collecte :

L'Enquête Famille a été mise en place en 1954 par l'INSEE pour compléter, pour un échantillon de personnes recensées, les informations recueillies lors du recensement. Les objectifs de l'Enquête Familles sont de recueillir des informations détaillées sur la composition des familles, les événements familiaux, la fécondité, l'origine sociale et géographique. La prochaine Enquête Familles de l'INSEE aura lieu en 2025 afin d'actualiser les résultats sur la fécondité et les situations familiales. Elle sera adossée à la collecte de l'enquête annuelle du recensement 2025.

Pour préparer au mieux cette opération de grande ampleur, une enquête pilote ciblée sur une zone de collecte de la Commune de Montpellier a été adossée à la collecte du recensement de 2024. En 2025 plusieurs Iris de la commune seront concernés. L'Enquête Famille sera affectée à un sexe. Dans les zones « *femmes* », toutes les femmes majeures seront concernées par l'enquête, et dans les zones « *hommes* », tous les hommes majeurs seront concernés.

Afin de prendre en compte cette charge supplémentaire pour les agents recenseurs chargés de réaliser la collecte des secteurs tirés au sort par l'INSEE, il est proposé de rémunérer le questionnaire de l'Enquête Familles sur la base de rémunération unitaire suivante :

- Rémunération de base : 0,40 € ;
- Prime de résultat qui s'ajoute à la rémunération de base dans le cas où l'agent recenseur a effectué un travail satisfaisant : 1,46 €.

5- L'instauration d'une prime compensatoire :

Cette prime vise à compenser le taux d'occupation par logement plus faible dans certains quartiers. Cette situation implique un nombre de passages plus élevé par l'agent recenseur pour recenser les habitants, ainsi qu'une rémunération plus faible puisque celle-ci est fonction du nombre d'habitants par logement. Il est proposé que le montant de cette prime compensatoire soit de 100 €. Cette prime ne serait versée que si l'agent recenseur va au terme de sa mission et aux agents affectés à des zones d'habitation au taux d'occupation moyen par logement inférieur à la moyenne de la ville.

6- L'instauration d'une indemnité de transports :

Lors de la campagne de recensement, l'agent recenseur est amené à se déplacer par ses propres moyens sur son secteur pouvant parfois être très vaste. Aussi, il est proposé d'instituer une indemnité de transports visant à compenser en partie les frais de déplacement et stationnement des agents à hauteur de 60 €. Cette prime ne serait versée que lorsque l'agent recenseur va au terme de sa mission.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider la création au tableau des effectifs du personnel communal de 85 postes d'agents recenseurs pendant la période correspondant aux opérations de recensement ;
- D'approuver les éléments constitutifs de la rémunération susvisée ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget communal ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL

Séance ordinaire du mardi 15 octobre 2024

Modification du tableau des emplois et des effectifs - Approbation

Conformément à l'article L.313-1 du Code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. Il appartient donc au Conseil municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services. En cas de suppression d'emploi, la décision est soumise à l'avis préalable du Comité Social Territorial (CST).

A la suite du changement du mode de gestion du Tableau des emplois et des effectifs (gestion par cadre d'emplois), l'**annexe 1** présente une définition pour chaque motif qui fonde la modification des postes, ainsi que la définition des éléments qui composent les annexes de présentation des évolutions des postes.

Il convient de préciser que pour les emplois permanents créés, transformés ou mis en conformité dans la présente délibération, il pourra être fait appel à un agent non titulaire, en application des dispositions de l'article L.332-8 du Code général de la fonction publique portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé. Les spécificités de ces emplois permanents nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine concerné. Leur niveau de rémunération sera calculé sur la base des décrets portant échelonnement indiciaire des cadres d'emplois concernés, à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités prévus par délibération.

Il est proposé les modifications suivantes au tableau des emplois et des effectifs de la Ville de Montpellier pour tenir compte des besoins de la Collectivité :

1. Créations de postes permanents

Il est proposé la création de 12 postes permanents au Pôle biodiversité, paysage, agroécologie et alimentation :

- 1 poste réservé, qui permet de pérenniser la situation d'agents en mobilité ;
- 3 postes en création nette ;
- 8 postes dont la création est gagée par la suppression de 8 autres postes.

Il est également proposé la création nette d'un poste permanent au Pôle culture et patrimoine.

Il est nécessaire, de créer au tableau des emplois et des effectifs lesdits postes, comme mentionné dans l'**annexe 2**.

2. Transformations

Il est proposé de transformer 23 postes permanents (créations dans un premier temps, suppressions dans un Conseil ultérieur après CST), mentionnés à l'**annexe 3**.

3. Mises en conformité

Les 8 emplois permanents pour lesquels il est nécessaire d'ajuster le ou les cadres d'emploi d'accès sont mentionnés à l'**annexe 4**.

4. Ouverture de postes permanents au recrutement d'un agent non titulaire

Il s'agit de confirmer la possibilité de recruter des agents non titulaires sur des postes permanents, sur le fondement de l'article L.332-8 du Code général de la fonction publique, un emploi permanent du niveau de la catégorie A, B ou C peut être occupé par un agent contractuel lorsque la nature des fonctions ou les besoins des services le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté.

Ainsi, en raison des tâches à effectuer, il est proposé l'établissement de contrats à durée déterminée d'une durée de trois ans maximum, renouvelable par reconduction expresse, la durée des contrats successifs ne pouvant excéder un total de six années.

Les spécificités de ces emplois permanents nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine concerné. Leur niveau de rémunération sera calculé sur la base des décrets portant échelonnement indiciaire des cadres d'emplois concernés, à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités prévus par délibération. Il convient d'autoriser le recrutement d'agents contractuels sur les emplois permanents mentionnés dans l'**annexe 5**.

5. Synthèse des évolutions des postes permanents

Vous trouverez en **annexe 6** le TEE dans sa version budgétaire et en **annexe 7** le nombre total de postes théoriques par cadre d'emplois, catégorie et pôle mis à jour.

6. Recrutement sur postes permanents d'agents contractuels pour remplacer des agents publics momentanément indisponibles

Les besoins des services peuvent justifier le remplacement rapide de fonctionnaires territoriaux ou d'agents contractuels de droit public indisponibles dans les cas limitativement fixés par l'article L. 332-13 du Code général de la fonction publique à savoir :

- Lorsqu'ils sont autorisés à exercer leurs fonctions à temps partiel ;
- Lorsqu'ils sont indisponibles en raison d'un détachement de courte durée, d'une disponibilité de courte durée prononcée d'office, de droit ou sur demande pour raisons familiales (maximum 6 mois) ;
- Lors d'un détachement pour l'accomplissement d'un stage ou d'une période de scolarité préalable à la titularisation dans un corps ou un cadre d'emplois de fonctionnaires ou pour suivre un cycle de préparation à un concours donnant accès à un corps ou un cadre d'emplois ;
- Lors d'un congé régulièrement accordé en application du code général de la fonction publique [congrés annuels, congrés pour raisons de santé (CMO, CLM, CLD, CITIS, CGM), congrés maternité ou pour adoption, congé paternité, congé de présence parentale, congé parental] ;
- Lors de tout autre congé régulièrement octroyé en application des dispositions réglementaires applicables aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les modifications proposées au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à recruter, dans le respect de la procédure recrutement et du décret n° 2019-1414 précité, des agents contractuels de droit public dans les conditions fixées par l'article L. 332-13 du code général de la fonction publique pour remplacer des fonctionnaires territoriaux ou des agents contractuels de droit public momentanément indisponibles ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

**Modification du tableau des emplois et des effectifs - Recours au dispositif
apprentis - Approbation**

Deux dispositifs d'accueil des étudiants existent à ce jour à la Ville : l'accueil de stagiaires du collège à l'université (en moyenne 380 chaque année) et celui des apprentis.

Il est proposé que la durée des contrats liés à 8 postes d'apprentis soit rallongée, afin d'inclure la période allant jusqu'à la remise des diplômes. Ainsi, la durée de formation des auxiliaires de puériculture sera modifiée, passant de 12 mois à 16 mois.

Ceci permet d'intégrer les jeunes diplômés dans nos équipes directement, sans rupture, entre la fin de la formation et la possibilité d'embaucher les apprentis fraîchement diplômés.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les modifications proposées au tableau des emplois et des effectifs de la Ville de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

Achat de formations - Convention de groupement de commandes permanent
entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole -
Approbation - Autorisation de signature

Dans un souci d'économies, il apparaît pertinent de conclure un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour les achats de formations. Montpellier Méditerranée Métropole est désignée coordonnateur du groupement et à ce titre est notamment chargée de l'ensemble de la procédure de passation, y compris signature et notification du ou des marchés à intervenir. La commission d'appel d'offres du groupement sera celle du coordonnateur, chaque membre du groupement s'assurant de l'exécution du marché pour ce qui le concerne. La convention prendra effet au 1^{er} janvier 2025, pour une durée illimitée

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de groupement de commandes permanent entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour l'achat de formations ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

**Achat et maintenance de défibrillateurs - Convention constitutive d'un
groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier
Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature**

L'achat de défibrillateurs et des prestations de maintenance associées est nécessaire tant pour la Ville de Montpellier que pour Montpellier Méditerranée Métropole.

Le Code de la commande publique offre la possibilité aux acheteurs publics d'avoir recours à des groupements de commandes qui ont vocation à rationaliser les achats en permettant des économies d'échelle et à gagner en efficacité en mutualisant des procédures de passation des contrats.

Dans un souci d'économies et de rationalisation, il apparaît pertinent de conclure un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour l'achat et la maintenance de défibrillateurs. La Ville de Montpellier est désignée comme coordonnateur du groupement, sa Commission d'Appel d'Offres est compétente pour classer les offres et choisir l'attributaire du marché.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention constitutive du groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole relative à l'achat et la maintenance de défibrillateurs ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

Reprise et affectation du résultat de l'exercice 2023 - Budget de la Ville de Montpellier - Adoption

En application de l'instruction comptable M57 (article L.2311-5 alinéa 1 du Code général des collectivités territoriales), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2023 du budget de la Ville de Montpellier.

Il est rappelé à l'Assemblée que le Compte Administratif 2023 se clôture comme suit :

- Résultat de fonctionnement à affecter :	61 929 781,67 €
- Résultat d'investissement hors reports :	-55 883 240,30 €
- Solde des reports d'investissement :	-234 549,79 €
- Besoin de financement de la section d'investissement :	56 117 790,09 €

A noter qu'un ajustement du résultat de clôture 2023 relatif aux subventions versées par la Caisse d'Allocations Familiales en 2024 a été réalisé pour un montant de 2 442 586,85 €, ce qui porte le montant du résultat de fonctionnement à 61 929 781,67 € (59 487 194,82 € + 2 442 586,85 €). Le résultat à affecter doit couvrir en priorité le besoin de financement de la section d'investissement corrigé des restes à réaliser de cette section en dépenses et en recettes.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'affecter l'excédent de fonctionnement 2023 à la section d'investissement pour un montant de 56 117 790,09 € et à la section de fonctionnement pour un montant de 5 811 991,58 € ;
- De procéder aux opérations budgétaires suivantes :

001 (dépense) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté :	55 883 240,30 €
1068 (recette) : Excédents de fonctionnement capitalisés :	56 117 790,09 €
002 (recette) résultat de fonctionnement reporté :	5 811 991,58 €
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

Budget supplémentaire 2024 de la Ville de Montpellier - Adoption

Depuis le vote du budget primitif 2024 adopté le 26 mars 2024, il convient d’ajuster certains crédits et de se prononcer sur des opérations et dotations nouvelles. Le budget supplémentaire permet en outre de reprendre les reports de crédits ainsi que l’affectation du résultat constaté au compte administratif 2023.

Le budget supplémentaire 2024 s’équilibre à **8 419 036,58 € en section de fonctionnement** et à **110 779 894,95 € en section d’investissement**.

La structure de cet équilibre est décrite par les tableaux ci-dessous :

FONCTIONNEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
	Crédits nouveaux	-4 318 062,00	12 737 098,58	8 419 036,58
930	Administration Générale	-575 104,00		-575 104,00
931	Sécurité et salubrité publiques	-49 459,00		-49 459,00
932	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	-147 940,00		-147 940,00
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	-135 956,00		-135 956,00
934	Santé et action sociale	-17 814,00		-17 814,00
935	Aménagement des territoires et habitat	-17 209,00		-17 209,00
936	Action économique	148 000,00		148 000,00
938	Transports	37 623,00		37 623,00
940	Impositions directes	-4 034 123,00		-4 034 123,00
943	Opérations financières	495 000,00		495 000,00
953	Virement à la section d'investissement		12 737 098,58	12 737 098,58
Total		-4 318 062,00	12 737 098,58	8 419 036,58

FONCTIONNEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
	Résultat reporté	5 811 991,58	0,00	5 811 991,58
	Crédits nouveaux	592 045,00	2 015 000,00	2 607 045,00
930	Administration Générale	433 042,00		433 042,00

932	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	1 256 716,00		1 256 716,00
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	274 966,00		274 966,00
934	Santé et action sociale	162 000,00		162 000,00
935	Aménagement des territoires et habitat	12 400,00		12 400,00
936	Action économique	300 000,00		300 000,00
938	Action économique	596 298,00		596 298,00
940	Autres impôts et taxes	-681 392,00		-681 392,00
941	Autres impôts et taxes	-1 692 813,00		-1 692 813,00
942	Dotations et participation	-69 172,00		-69 172,00
946	Transfert entre les sections		2 015 000,00	2 015 000,00
Total		6 404 036,58	2 015 000,00	8 419 036,58

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
	Résultat reporté	55 883 240,30	0,00	55 883 240,30
	Crédits reportés	20 560 589,65	0,00	20 560 589,65
	Crédits nouveaux	29 321 065,00	5 015 000,00	34 336 065,00
900	Administration Générale	-1 708 678,00		-1 708 678,00
901	Sécurité et salubrité publiques	2 267 000,00		2 267 000,00
902	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	-1 932 252,00		-1 932 252,00
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	-7 111 611,00		-7 111 611,00
904	Santé et action sociale	-70 572,00		-70 572,00
905	Aménagement des territoires et habitat	38 051 985,00		38 051 985,00
906	Action économique	-204 288,00		-204 288,00
907	Environnement	-285 000,00		-285 000,00
923	Dettes et autres opérations financières	314 481,00		314 481,00
925	Opérations patrimoniales		3 000 000,00	3 000 000,00
926	Transfert entre les sections		2 015 000,00	2 015 000,00
Total		105 764 894,95	5 015 000,00	110 779 894,95

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
	Crédits reportés	20 326 039,86	0,00	20 326 039,86
	Crédits nouveaux	74 716 756,51	15 737 098,58	90 453 855,09
900	Administration Générale	370 030,00		370 030,00
901	Sécurité et salubrité publiques	63 542,00		63 542,00
902	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	-2 964 801,00		-2 964 801,00
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	-320 598,00		-320 598,00

904	Santé et action sociale	719 063,00		719 063,00
905	Aménagement des territoires et habitat	23 152 800,00		23 152 800,00
906	Action économique	1 797 511,00		1 797 511,00
921	Taxes non affectées	6 544,00		6 544,00
922	Dotations et participations	59 529 545,09		59 529 545,09
923	Dettes et autres opérations financières	-6 068 879,58		-6 068 879,58
925	Opérations patrimoniales		3 000 000,00	3 000 000,00
951	Virement de la section de fonctionnement		12 737 098,58	12 737 098,58
954	Produits des cessions d'immobilisations	-1 568 000,00		-1 568 000,00
Total		95 042 796,37	15 737 098,58	110 779 894,95

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le budget supplémentaire 2024 par chapitre en section de fonctionnement et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M57 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

Vote en autorisations de programme (AP) et crédits de paiement (CP) - Révisions
- Adoption

Dans le cadre de la Programmation Pluriannuelle des Investissements votée par délibération du 30 novembre 2021, de son Règlement Budgétaire et Financier, et conformément au Code général des collectivités territoriales (article L. 2311-3), la Ville de Montpellier gère son budget par autorisations de programme (AP) et crédits de paiement (CP).

Les créations, modifications ou suppressions d'AP doivent faire l'objet d'un vote par le Conseil municipal par le biais d'une délibération distincte de celle du budget mais concomitante à une délibération budgétaire.

Le montant des Autorisations de Programme s'élevait au 1^{er} juillet 2024 à 926 568 717 €.

I. Révision des autorisations de programme et crédits de paiement votées dans le cadre du Budget Supplémentaire 2024 : en euro TTC

Il est proposé de réviser les autorisations de programme suivantes :

N°	PROGRAMME	AP ANTERIEU- REMENT VOTEE	VARIATION AP AU BS 2024	AP APRES BS 2024
2013P22	CONCESSION AMENAGEMENT GRAND CŒUR – REVALORISATION CONCESSION SERM	24 002 166	585 000	24 587 166
2018I04	RENOVATION PALAIS DES SPORTS COUBERTIN	5 775 203	589 342	6 364 545
2018P08	CONSTRUCTION ECOLE CONSERVATOIRE	13 520 000	900 000	14 420 000
Somme :		43 297 369	2 074 342	45 371 711

II. Les APCP inchangées au Budget Supplémentaire 2024 : en euro TTC

Les AP inchangées (détaillées en annexe) sont les suivantes :

N°	PROGRAMME	AP votée
2013I05	MISE EN CONFORMITE ACCESSIBILITE	35 000 000
2013I22	PRU CEVENNES – PETIT BARD	21 442 402
2013I27	ACTION FONCIERE	59 488 905
2013I28	RAVALEMENT SUBVENTIONS CELLENEUVE	1 115 000
2013I31	EMBELLISSEMENT / PATRIMOINE : ABORDS DU PEYROU	2 020 000

2013I32	REHABILITATION CUISINE CENTRALE	4 801 718
2013P04	ACQUISITION ET TRAVAUX ARCHIVES – ANCIEN PROGRAMME	12 300 000
2013P12	AVENUE RAYMOND DUGRAND ZAC PARC MARIANNE	14 088 918
2013P16	QUARTIER DE LA CITE CREATIVE	43 020 000
2014P03	LOGICIEL SIRH ACQUISITION ET MISE EN PLACE	800 000
2015P09	CONSTRUCTION GS GERMAINE RICHER	11 052 000
2015P11	MULTIFONCTIONS RENOUVELL	1 415 000
2015P20	CONSTRUCTION GS BENOITE GROULT	12 000 000
2016P05	AMENAGEMENT SPORT LAC DES GARRIGUES	800 000
2016P06	CRECHE DE LA CITE CREATIVE	3 500 000
2016P09	INTERFACE HABITAT 3M SERM	1 567 190
2016P10	INTERFACE HABITAT 3M SA3M	2 305 000
2017I02	AUTOMATISATION ACCES EQUIPEMENTS SPORTIFS	500 000
2017I03	BASCHY / VARENNES	985 300
2017I06	MISE EN SURETE DES ETABLISSEMENTS D’ACCUEIL DES JEUNES ENFANTS	1 000 000
2017I09	SERRE AMAZONIENNE	3 200 000
2017P02	CONSTRUCTION GS JOAN MIRO	11 865 000
2017P04	EXTENSION GAROSUD	5 060 000
2017P14	CONSTRUCTION GS LUCIE AUBRAC / SAMUEL PATY	14 380 000
2018I01	RENOVATION DOMAINE DE MERIC	4 116 000
2018I02	SKATE PARK DE GRAMMONT	6 981 833
2018I03	COMPLEXE TENNIS GRAMMONT	1 427 293
2018I05	JARDIN DE LA REINE	1 100 000
2018P02	CONSTRUCTION DU GROUPE SCOLAIRE RIMBAUD	15 000 000
2018P05	REEQUILIBRAGE DE LA VILLE : ZAC RESTANQUE	19 900 000
2018P07	RIVE GAUCHE EQUIPEMENTS PUBLICS	7 200 000
2018P09	RENOVATION GS AMSTRONG / BON	3 500 000
V19PATR01	EMBELLISSEMENT / PATRIMOINE : VALORISATION ET CANDIDATURE UNESCO	5 330 000
V19EGSH01	RENOVATION GS HEIDELBERG ET LOUISVILLE	12 000 000
V20CTBS01	CONFORT THERMIQUE ET VEGETALISATION DES ECOLES	12 000 000
V20ROSA01	TRAVAUX MAISON POUR TOUS ROSA PARKS	1 600 000
V20PNEC01	PLAN NUMERIQUE DANS LES ECOLES	5 780 000
V21COLM01	ABORDS COLLEGE PARC MARIANNE	6 060 000
V21NPRM01	NPRU MOSSON PARTICIPATION EQUIPEMENTS DE PROXIMITE	69 667 200
V21VEHI01	FLOTTE DE VEHICULES DECARBONNES	7 621 002
V21NPRC01	NPRU CEVENNES PARTICIPATION EQUIP PUBLIC	16 860 000
V21BOUI01	AMENAGEMENT DU SECTEUR DES BOUISSSES	5 550 000
V21ARCE01	RESTAURATON DE L’AQUEDUC DES ARCEAUX	5 370 000
V21VEGE01	VEGETALISATION DE LA VILLE - DONT 50 000 ARBRES	2 000 000
V21DPBI02	ACQUEDUC ST CLEMENT - CONSERVATION OUVRAGE D'ART - TRAME VERTE ET BLEUE - RESEAU VERT	1 680 000
V21DPBI03	AGRIPARC MAS NOUGUIER AMENAGEMENT CREATION JARDINS FAMILIAUX	1 370 000
V21DECO01	DEVANTURES COMMERCIALES	1 330 000
V21DPBI01	SQUARE PLANCHON DIAGNOSTIC PATRIMONIAL ET REHABILITATION DU PARC	1 080 000
V21NPRC01	NPRU CEVENNES PARTICIPATION EQUIPEMENTS PUBLICS	16 860 000
V21UCPB01	CITE DE L’ALIMENTATION	39 200 000
V21VEST01	CONSTRUCTION VESTIAIRES ET LOCAUX GIAMBRONE ET PAUL	1 312 442

	VALERY	
V22CREC02	ENFANCE : FUSION COQUELICOTS & BOUTONS D'OR	1 800 000
V22PLAT01	SPORT DE PROXIMITE : REFECTION DES PLATEAUX SPORTIFS	2 608 237
V22TRAML5	FONDS DE CONCOURS VILLE APAISEE	100 000 000
V22GPLU01	VILLE PARC : LUNARET-LAVALETTE-MONTMAUR	30 000 000
V22SDSI01	MODERNISATION INFORMATIQUE DE L'ADMINISTRATION ET DES RELATIONS AUX USAGERS	16 000 000
V22GSCO01	PRIORITE AUX ECOLES : CONSTRUCTION GS CROIX D'ARGENT (DONT FONCIER)	14 949 900
V22SELF01	PRIORITE AUX ECOLES : SELFS - L'ENFANT ACTEUR DE SON REPAS	12 000 000
V22META01	PRIORITE AUX ECOLES : RAFRAICHISSEMENT ET CONFORT THERMIQUE DES ECOLES	10 000 000
V22COEU01	PATRIMOINE : RESTAURATION ET MISE EN VALEUR PEYROU	6 324 000
V22CREC01	ENFANCE : CONSTRUCTION CRECHE CROIX D'ARGENT	5 100 000
V22SOIN01	BIEN ÊTRE ANIMAL : CENTRE DE SOIN DU LUNARET	5 000 000
V22BORN01	TRANSITION ENERGETIQUE DU PATRIMOINE MUNICIPAL	4 230 000
V22COEU03	PATRIMOINE : RAVALEMENT DES FACADES ET DES MENUISERIES CENTRE VILLE	3 030 000
V22ARCH01	ARCHIVES : ARCHIVAGE ELECTRONIQUE	2 800 000
V22GSCO03	PRIORITE AUX ECOLES : EXTENSION ECOLE DOCTEUR ROUX	2 500 000
V22VIDEO01	SECURITE : VIDEOPROTECTION URBAINE	2 000 000
V22JARD01	VILLE PARC : JARDINS FAMILIAUX ET PARTAGES	1 000 000
V23GSCO02	DEMOLITION RECONSTRUCTION GROUPE SCOLAIRE MERMOZ GAMA	17 956 948
V23TERS01	RENOVATION TERRAINS LT LENORMAND / E. COMBES	4 850 000
V23BARL01	NOUVEAU GROUPE SCOLAIRE MAS BARLET PORT-MARIANNE	24 000 000
V23GS2000	GROUPE SCOLAIRE PARC 2000 2nde EXTENSION	19 000 000
V23GSSR01	ZAC NOUVEAU SAINT-ROCH – GROUPE SCOLAIRE SAINT-ROCH	14 412 000
V23CLIM01	RENOVATION DES EQUIPEMENTS ENERGETIQUES	6 113 800
V23CREC01	CONSTRUCTION CRECHE POMPIGNANE	4 400 000
V23GSCO01	EXTENSION ECOLE DELTEIL MICHELET	3 500 000
V24LEGG01	CONSTRUCTION LEG GUIRAUD	21 550 260
V24ARCH01	AMENAGEMENT DES ARCHIVES	15 000 000
V24MILL01	CENTRE D'ART MILLE FORMES	5 000 000
V24ANNE01	CARRE SAINTE ANNE (SORTIE DU PROGRAMME GRAND CŒUR)	4 304 000
V24CREC01	CONSTRUCTION CRECHE UNIVERSITE PAUL VALERY	3 500 000
V24HTCA01	ZAC HAUTS CROIX D'ARGENT	1 600 000
Somme :		883 271 348

Le montant total des Autorisations de programme votées s'élèverait en conséquence à **928 643 059 €** (dont 424 701 529 € réalisés au 16 septembre 2024, soit un reste à financer de 503 941 530 €).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la révision des autorisations de programme mentionnées ci-dessus ;
- De retenir comme échéancier des crédits de paiement les tableaux joints en annexe ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

**Versement d'un fonds de concours à Montpellier Méditerranée Métropole -
Convention - Approbation - Autorisation de signature**

Montpellier Méditerranée Métropole réalise, au titre de ses compétences, des opérations de voirie sur le territoire de la Ville de Montpellier. Ces opérations de voirie contribuent à l'amélioration du cadre de vie des habitants de la Ville de Montpellier et participent au développement et à l'aménagement de son territoire. A ce titre, la ville de Montpellier prendra en charge une partie du financement 2024 de la réalisation de ces opérations par le versement d'un fonds de concours à la Métropole.

En effet, en application des articles L. 5217-7 et L. 5215-26 du Code général des collectivités territoriales, celui-ci sera versé à Montpellier Méditerranée Métropole après accords concordants, exprimés à la majorité simple du Conseil municipal et du Conseil de Métropole.

Le montant total des fonds de concours qui peuvent être perçus par Montpellier Méditerranée Métropole, au titre de ces opérations, ne peut excéder la part de financement assurée, hors subvention, par la Métropole. Dans ce cadre, le montant du fonds de concours 2024, établi en fonction du budget prévisionnel des opérations, s'élève à 4 122 860 €. Il se décompose comme suit :

Opérations	Montant HT	Taux	Montant du fonds de concours
Travaux d'aménagements cyclables de l'Avenue Charles-Flahault et Route de Ganges à Montpellier	3 600 000 €	49%	1 764 000 €
Travaux d'aménagements cyclables de l'avenue Mondial 98	1 680 000 €	49%	823 200 €
Travaux de réaménagement de la rue Bonnard	440 000 €	49%	215 600 €
Travaux de réaménagement Riu, Aiguerelles, Farges	345 000 €	49%	169 050 €
Travaux piste cyclable Henri-Serre, Bouisson-Bertrand	260 000 €	49%	127 400 €
Travaux Rue de l'Hortus	160 000 €	49%	78 400 €
Travaux secteur Pierre-Causse	299 000 €	49%	146 510 €
Travaux d'éclairage public	215 000 €	49%	105 350 €
Place Léon-Blum	915 000 €	49%	448 350 €
Divers voirie : programmes chaussées	500 000 €	49%	245 000 €
TOTAL	8 414 000 €	49%	4 122 860 €

Le montant du fonds de concours sera réévalué en fonction du coût définitif HT de l'opération tel qu'il résulte du décompte général des opérations dans les mêmes proportions que pour le financement initial mentionné ci-dessus.

Le projet de convention de fonds de concours détermine notamment les modalités de versement par la commune.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention définissant les modalités de versement d'un fonds de concours d'un montant prévisionnel de 4 122 860 € pour la réalisation des opérations définies ci-dessus ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

Admissions en non-valeur - Exercice 2024 - Approbation

Les créances irrécouvrables et créances éteintes correspondent aux titres de recette émis par la collectivité pour lesquels le recouvrement ne peut être mené à son terme malgré les diligences du Comptable Public en charge du recouvrement.

Une créance peut être admise en non-valeur temporairement dans le cas d'une créance irrécouvrable ou définitivement dans le cas d'une créance éteinte. La procédure d'admission en non-valeur d'une créance correspond à un apurement comptable.

Dans le cadre d'une créance irrécouvrable, le titre de recette émis garde son caractère exécutoire et l'action en recouvrement demeure possible dès qu'il apparaît que le débiteur revient à « *meilleure fortune* ».

Une créance éteinte résulte d'une décision juridique extérieure définitive qui s'impose à la collectivité et qui s'oppose à toute action en recouvrement.

Pour l'exercice 2024, les services du Comptable Public ont transmis à l'ordonnateur l'état des créances irrécouvrables ou éteintes.

Il est proposé, après analyse des états transmis, d'accepter la procédure d'admission en non-valeur pour les montants maximum ci-dessous :

- 115 716.45 € en créances irrécouvrables ;
- 467 764.18 € en créances éteintes ;

Les listes des titres concernés sont annexées à la présente délibération

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De donner suite à la proposition du Comptable Public d'admettre en non-valeur les créances irrécouvrables et les créances éteintes listées ci-dessus ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

**Organismes Extérieurs - Société Publique Locale (SPL) TaM - Modification
statutaire - Autorisation accordée au représentant de la Ville de Montpellier -
Approbation**

La Société Publique Locale (SPL) TaM a pour objet l'exploitation des services de transport public, la réalisation de toutes études et/ou de toutes infrastructures de transport, d'ouvrages sur voirie. La société intervient aussi dans le cadre de la réalisation et la gestion de parcs de stationnement en ouvrages ainsi que la gestion du stationnement payant sur voirie.

Le capital social à hauteur de 15 286 K€ est détenu par la Ville de Montpellier (31.40%) qui est représentée par 2 élus au sein du Conseil d'Administration dont le Président de la société Laurent NISON, aux côtés de Montpellier Méditerranée Métropole (68.31%) avec 5 représentants, et la Ville de Pérols (0.29%, 1 représentant).

Par délibération n°V2022-245 du Conseil municipal, en date du 28 juin 2022, la Ville de Montpellier a désigné Monsieur Laurent NISON pour la représenter aux Conseils d'Administration et aux Assemblées Générales de la SPL TaM aux côtés du représentant suivant siégeant au conseil d'administration : Manu REYNAUD.

La SPL TAM envisage le développement de nouveaux projets pour répondre aux besoins de ses actionnaires. Ainsi, par délibération V2023-435 du 11 décembre 2023 le Conseil Municipal de Montpellier a souhaité confier à la SPL TaM un contrat de délégation de service public pour l'exploitation de la fourrière automobile, pour une durée de 7 ans à compter du 1^{er} janvier 2025.

La Métropole souhaite également demander à TaM de mettre à profit son expérience et ses compétences dans la gestion de ses usagers, notamment accrues par la mise en œuvre de la gratuité des transports en commun, pour travailler à une offre multi-service et un support dématérialisé lié, permettant une identification unique pour accéder aux services de la Métropole et de ses partenaires (E-services, régie des eau, téléalerte, médiathèques, piscines, transport, ...). La distribution et le cycle de vie de la carte (instruction des pièces justificatives, SAV, ...) seront effectués par la SPL TaM en considération du fait que les services de mobilité sont au cœur du bouquet de services offerts par Montpellier Méditerranée Métropole, et que la gratuité réservée aux métropolitains implique une maîtrise parfaite des profils résidents. Un travail de mise en relation de la plateforme multi-services de la métropole et des outils numériques TaM est donc également nécessaire afin de permettre le transfert des informations utiles à la création des droits des usagers. La Métropole projette encore de confier à sa SPL la gestion des ascenseurs situés sur l'espace public et qui permettent de faciliter l'accès des usagers aux stations du réseau, dans une logique de gestion globale de l'accessibilité des stations. A travers la gratuité des transports en commun, le pass gratuit et sa gestion dématérialisée sont entrés dans le quotidien des habitants de la Métropole, ouvrant sur tout un panel de services mobilités accessibles sur un seul support. Afin d'enrichir encore ce service aux habitants, il est envisagé de confier la gestion et l'exploitation des services numériques multimodaux (MaaS) et des services

de mobilité auprès des usagers tel que l'accès aux points de recharge pour les utilisateurs de véhicules électriques.

C'est dans ce contexte qu'une modification des statuts concernant l'article 2 relatif à l'objet social de la société est proposée, afin de pouvoir clarifier, compléter et ajuster certaines dispositions permettant de confier l'ensemble de ces projets à la SPL TaM. Il convient également de profiter de cette modification statutaire pour mettre à jour l'article 26 relatif au commissaire aux comptes, afin d'intégrer la nouvelle référence à l'article du Code de commerce et l'article 27 relatif à l'information du représentant de l'Etat, suite à la modification de l'article L. 1524-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil d'Administration de la SPL TaM prévoit à cet effet la convocation d'une Assemblée Générale Extraordinaire en vue de modifier les statuts.

Cette modification statutaire exige, à peine de nullité, une décision préalable des assemblées délibérantes actionnaires, telle que prévue à l'article L 1524-1 du Code général des collectivités territoriales, qui s'applique également aux SPL et qui dispose : *« a peine de nullité, l'accord du représentant d'une collectivité territoriale ou d'un groupement sur la modification portant sur l'objet social, la composition du capital ou les structures des organes dirigeants d'une société d'économie mixte locale ne peut intervenir sans une délibération préalable de son assemblée délibérante approuvant la modification. Le projet de modification est annexé à la délibération transmise au représentant de l'Etat et soumise au contrôle de légalité »*.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser son représentant aux Assemblées Générales, Monsieur Laurent NISON, à voter en faveur des modifications statutaires, sous réserve de l'adoption par le Conseil d'Administration de la SPL TaM de la décision de convoquer l'Assemblée Générale Extraordinaire de la TaM afin de soumettre à son approbation lesdites modifications statutaires ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

Organismes Extérieurs - Société Anonyme d'économie Mixte Locale (SAEML)
SERM - Principe de création d'une filiale IN MEDIO Occitanie - Autorisation
accordée aux représentants de la Ville de Montpellier - Approbation

La Ville de Montpellier est actionnaire de la Société Anonyme d'Economie Mixte Locale (SAEML) Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), au capital de 5 894 000 € composé de 368 375 actions. Elle détient 41,38 % du capital, soit 152 439 actions et occupe 5 postes sur 13 au Conseil d'Administration de la société. La SERM réalise des opérations d'aménagement de rénovation urbaine, de restauration immobilière, de construction et d'exploitation, de construction et de gestion de logements sociaux. Ses activités participent à l'organisation et au développement de la vie économique et sociale sur le territoire régional.

Par délibération n°V2020-076 du Conseil municipal en date du 30 juillet 2020, la Ville de Montpellier, a désigné Monsieur Michael DELAFOSSE pour la représenter au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de la SAEML SERM, aux côtés des représentants suivants siégeant au conseil d'administration : Christian ASSAF, Emilie CABELLO, et Maryse FAYE, ainsi que Stéphane JOUAULT depuis le 26 mars 2024. A côté du collège des actionnaires privés représentant près de 29,41% du capital, Montpellier Méditerranée Métropole est actionnaire public à hauteur de 28,73% du capital et occupe 4 postes sur 13 au sein du Conseil d'Administration. La société est présidée par Michaël DELAFOSSE représentant la Ville de Montpellier.

Le Conseil d'Administration de la SERM en date du 04 octobre 2024 a proposé le principe de création d'une Société par Action Simplifiée (SAS) avec les sociétés AEKO et OPALIA INVEST dont l'objet sera dédié à la production et cession de programmes immobiliers à loyer maîtrisé. Les partenaires OPALIA INVEST et AEKO sont spécialisés dans la création et l'aménagement d'espaces de vie et d'habitat. Leurs activités regroupent, notamment, la prospection foncière, la gestion administrative des projets, la réalisation des travaux, la promotion et la commercialisation des habitats, de bureaux ou de commerces notamment. Ces deux sociétés développent un produit immobilier sous la marque « *In Medio* » qui a pour principal objet la production de résidences de logements, dont la spécificité est de proposer à la location des appartements à destination des familles de la classe moyenne, des personnels des entreprises et des services publics essentiels, à des loyers de 15 à 20% en dessous du marché. C'est dans ce contexte et ces perspectives que le partenariat avec la SERM est envisagé.

La SAS sera dénommée *IN MEDIO Occitanie*. Son capital, à hauteur de 10 000 €, sera composé de 10 000 actions de valeur nominale de 1€, et sera réparti à 40% pour la SERM, 30% pour AEKO et 30% pour OPALIA INVEST.

L'objet social envisagé est le suivant :

- L'acquisition de terrains et immeubles, en vue de leur construction, ou démolition-construction, afin de les exploiter professionnellement ;

- La promotion immobilière et l'activité de lotisseur, avec la conception, l'aménagement, la réhabilitation, l'élaboration et la commercialisation de biens immobiliers de toutes natures et destinations, que ces biens soient destinés à être vendus ou loués, vides ou meublés ;
- L'acquisition, la vente, l'échange, la location ou sous location en nu ou en meublé de tous biens immobiliers bâtis et non-bâtis ;
- La mise à disposition par tous moyens et l'administration de locaux d'habitation, locaux d'activité et locaux professionnels équipés de leur mobilier et matériel, le cas échéant, complétée par la réalisation de prestations de services annexes ;
- La propriété, l'administration, la cession, la location, la gestion et la disposition des immeubles dont elle pourrait devenir propriétaire par la suite, par voie d'acquisition, échange, apport ou autrement, tous placements de capitaux sous toutes ses formes ;
- La prise de participation, la détention et la gestion de titres, d'actions ou de parts sociales, dans des sociétés civiles immobilières existantes ou à créer, ainsi que des sociétés à l'activité immobilière prépondérante ; et ce dans le but de se constituer un patrimoine immobilier, de le gérer et de le faire fructifier au travers d'actions de gestion, conseil et investissement ;
- Toutes opérations commerciales se rapportant aux activités de para-hôtellerie, tels que la réception, le nettoyage, la blanchisserie, l'entretien et la maintenance des locaux, la fourniture de linge de maison, la fourniture du petit déjeuner et tous autres services et prestations annexes inhérents au métier ;
- Et, plus généralement, toutes opérations, de quelque nature qu'elles soient, juridiques, économiques et financières, civiles et commerciales, se rattachant à l'objet sus indiqué ou à tous autres objets similaires ou connexes, de nature à favoriser, directement ou indirectement, le but poursuivi par la société, son extension ou son développement.

La Société sera administrée par un comité stratégique au sein duquel la SERM sera représentée par son Directeur Général. La SERM pourra également accepter tout poste dans la gouvernance de l'entreprise et notamment celle de Présidente. Elle sera également représentée par son Directeur Général.

Conformément aux statuts de la société SERM, la création de filiale nécessite l'approbation du Conseil d'administration de la société. Aussi, toute prise de participation exige, à peine de nullité, une décision préalable des assemblées délibérantes des collectivités actionnaires, telle que prévue à l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales qui dispose « A peine de nullité toute prise de participation directe d'une société d'économie mixte locale *dans le capital d'une autre société fait préalablement l'objet d'un accord exprès des collectivités territoriales et de leurs groupements actionnaires disposant d'un siège au conseil d'administration ou au conseil de surveillance en application du premier alinéa du présent article* ».

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le principe de création de la SAS IN MEDIO Occitanie, dont le capital de 10 000 € (10 000 parts sociales de 1€) sera réparti entre la SERM (40%) OPALIA INVEST (30%) et AEKO (30%) ;
- D'autoriser les représentants de la Ville de Montpellier au Conseil d'Administration de la SERM, Michael DELAFOSSE, Christian ASSAF, Emilie CABELLO, Maryse FAYE et Stéphane JOUAULT à voter en faveur de cette création ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

**Commission des Concessions - Création - Élection - Fixation des modalités de
dépôt des listes - Règlement intérieur - Approbation**

Il convient de procéder à la création d'une Commission des Concessions en application de l'article L. 1411-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

Cette commission permanente est compétente pour les procédures d'attribution des contrats de concession définis à l'article L. 1121-1 du Code de la commande publique, à l'exception des contrats de délégation de service public (dont la compétence relève de la Commission de Délégation de Service Public). Elle est chargée :

- D'analyser les dossiers de candidatures et de dresser la liste des candidats admis à présenter une offre ;
- D'émettre un avis sur les offres initiales.
- Cette commission est par ailleurs saisie pour avis sur tout projet d'avenant augmentant de plus de 5 % lesdites concessions.

Conformément aux dispositions de l'article L.1411-5 du CGCT, la Commission des Concessions est composée :

- De l'autorité habilitée à signer la concession, le Maire ou son représentant, en tant que président de la Commission ;
- De cinq membres titulaires et de cinq membres suppléants ;
- Lorsqu'ils y sont invités par le président de la commission, le comptable de la collectivité et un représentant du ministre en charge de la concurrence, avec voix consultative.

Les cinq membres titulaires et les cinq membres suppléants de chaque commission doivent être élus en son sein par l'assemblée délibérante, au scrutin secret de liste, suivant le système de la représentation proportionnelle au plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel. Ces listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires ou de suppléants à pourvoir. En cas d'égalité de restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité des suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus. Le nombre d'élus est proportionnel au nombre de voix recueillies par chacune des listes.

Dans la perspective de cette élection, prévue lors de la prochaine séance du Conseil municipal, il est proposé, en application de l'article D. 1411-5 du CGCT, de fixer les conditions de dépôt des listes, pour l'élection de la Commission des concessions comme suit :

- La liste établie doit être déposée contre récépissé ou parvenir par courrier avec accusé de réception au Service Assemblées et Vie des Institutions de la Ville de Montpellier ;
- La date limite de dépôt/réception est fixée au 25 novembre 2024 à 17h00 ;
- La liste doit parvenir sous enveloppe cachetée portant la mention « *Election de la Commission des Concessions* » ;
- La liste établie ne peut comprendre que des noms de conseillers titulaires au sein du Conseil y compris

pour les membres suppléants.

Par ailleurs, par délibération n° V2020-072 du 30 juillet 2020, le Conseil municipal a approuvé le règlement intérieur de la Commission d'Appel d'Offres (CAO) et de la Commission de Délégation de Service public (CDSP). Ce règlement a pour objet d'une part, de rappeler les règles applicables à la composition et la compétence de ces commissions et, d'autre part, d'en fixer les règles de fonctionnement. Il est modifié afin d'intégrer les règles applicables à la Commission des Concessions (CC).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la création d'une Commission des Concessions permanente au sein de la Ville de Montpellier ;
- D'approuver les conditions de dépôt des listes telles que définies ci-dessus ;
- D'approuver les termes du nouveau règlement intérieur de la Commission d'Appel d'Offres (CAO), Commission de Délégation de Service public (CDSP) et Commission des Concessions (CC) ;
- D'autoriser le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

Représentations du Conseil municipal - Désignations - Approbation

Par délibération, il convient de désigner les représentants de la Ville de Montpellier au sein de différentes instances internes et organismes extérieurs.

Monsieur le Maire propose de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

Aucune autre candidature n'est proposée.

Ont été élus :

Organismes	Représentations
Commission permanente de suivi de la source du Lez	Monsieur Bruno PATERNOT En remplacement de Madame Fanny DOMBRE-COSTE
Réseau français des villes éducatrices Bureau et assemblée générale	Madame Véronique BRUNET En remplacement de Madame Fanny DOMBRE-COSTE

Les désignations prennent effet immédiatement.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider à l'unanimité de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;
- D'approuver les désignations des représentants de la Ville de Montpellier au sein des instances internes et d'organismes extérieurs, et de les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Culture" - Exercice 2024 - Réaffectation de subventions 2023 - Approbation - Autorisation de signature

Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets dans le domaine de la Culture et de la culture scientifique, il y a lieu de leur allouer des subventions selon le tableau ci-dessous :

THEMATIQUE : CULTURE / INVESTISSEMENT				
N° de dossier	Nom de la structure	Thématique	Objet de l'investissement	Montant
00005260	ALDEBARAN	(Ville) Culture - Arts	Outils informatiques et numériques	1 500 €
00005308	ASSOCIATION LINE UP		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	15 000 €
00005375	MONTPELLIER CONTEMPORAIN - MOCO		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	50 000 €
00002665	ASSOCIATION MONTPELLIER CONTACTS-RADIO CLAPAS MONTPELLIER	(Ville) Culture - Cinéma Audiovisuel Industries Créatives	Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	4 000 €
00004731	STUDIO FISH		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	4 000 €
00005332	ASSOCIATION POUR LE DÉVELOPPEMENT D'UN OUTIL RADIOPHONIQUE ÉTUDIANT MONTPELLIER (ADOREM) À		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	2 900 €
00005258	INSTANT SCIENCE	(Ville) Culture - Culture Scientifique	Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	5 000 €
00003285	ASS ALLONS Z ENFANTS	(Ville) Culture - Danse	Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	15 000 €
00005229	ASSOCIATION CHICANES		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	600 €
00005280	GOLDEN HANDS		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	2 300 €
00005274	GROUPE NOCES DANSE IMAGES		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	7 000 €
00002922	LA MENTIRA		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	900 €
00005337	LA SOIF COMPAGNIE		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	2 500 €
00005284	MAIASTRA		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	800 €
00005297	ASSOCIATION MARIE-LOUISE BOUILLONNE		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure y compris informatique	3 500 €
00005327	R&R		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	1 100 €

00005312	MOTIFS D'ÉVASION	(Ville) Culture - Livre Lecture Publique	Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	4 300 €
00005298	ASSOCIATION COLLECTIF KOA	(Ville) Culture - Musique	Outils informatiques et numériques	900 €
00003457	ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DES MIXITES ARTISTIQUES ET SOCIALES ET DES SOLIDARITES	(Ville) Culture - Pluridisciplinaire	Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	2 000 €
00005293	JAM JAZZ ACTION	(Ville) Culture - Musique	Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	31 000 €
00005245	KLUB KLAMAUK		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	800 €
00005289	L'OREILLE ELECTRIQUE		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	3 000 €
00003092	L'OREILLE TENDRE		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	2 400 €
00005319	LINGE & SONS		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	5 000 €
00003607	PIC & COLEGRAM		Outils informatiques et numériques	800 €
00005331	RANK'ART		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	1 400 €
00005270	RAP ACADEMIE		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	3 000 €
00005335	NO NEED NAME		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	1 600 €
00005271	STUDIO AMTP		Outils informatiques et numériques	2 100 €
00005227	ASS DES PENITENTS BLANCS	(Ville) Culture - Patrimoine, archives, archéologie	Travaux de restauration d'œuvres, de patrimoine immobilier ou mobilier	25 000 €
00005282	CENTRE INTERNATIONAL DE MUSIQUES MEDIEVALES, DU CIEL AUX MARGES		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	7 100 €
00005226	D'HIER A DEMAIN, FREDERIC BAZILLE		Travaux de restauration d'œuvres, de patrimoine immobilier ou mobilier	7 000 €
00005305	GLASSBOX-SUD	(Ville) Culture - Arts	Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	6 500 €
00005273	PAPELART	(Ville) Culture – Pluri-disciplinaire	Outils informatiques et numériques	3 000 €
00005278	RAVIV MONTPELLIER METROPOLE		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	4 500 €
00005318	ACETONE	(Ville) Culture - Théâtre	Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	3 000 €
00005336	ASSOCIATION ADESSO E SEMPRE		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	3 900 €
00005286	BRAQUAGE SONORE & CIE		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	3 500 €
00005315	COLLECTIF LA VERMINE		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	3 750 €
00004308	COLLECTIF PLEIN VENT		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	5 000 €
00004068	COMPAGNIE ALEGRIA KRYPTONITE		Outils informatiques et numériques	1 500 €
00005306	COMPAGNIE		Equipements ou matériel en lien	3 000 €

	COLLECTIVE PASSER PAR LES HAUTEURS		direct avec l'activité de la structure	
00005321	COMPAGNIE DE L'ASTROLABE		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	4 400 €
00003856	COMPAGNIE MOUSTACHE		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	3 200 €
00005316	COMPAGNIE SANS BLAGUE		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure y compris informatique	1 800 €
00005255	COMPAGNIE TIRE PAS LA NAPPE		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	4 300 €
00005292	CREATURE.S CREATRICE.S		Outils informatiques et numériques	1 500 €
00005317	DE TOUTES PIECES		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	2 000 €
00005326	L'ATELLINE		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure y compris informatique	6 000 €
00005299	LA COMPAGNIE DU PETIT COTE		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	3 500 €
00005296	LA MAISON THEATRE		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure y compris informatique	3 500 €
00005330	LA RAFFINERIE		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure y compris informatique	4 500 €
00005329	LA VISTA. THEATRE DE MEDITERRANEE		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure y compris informatique	2 900 €
00005257	LA ZELEE		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	3 500 €
00005341	LE CRI DEVOT		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure y compris informatique	3 000 €
00004658	MAGMA COLLECTIF		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	4 800 €
00003726	MECANIKA		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	6 000 €
00005287	THEATRE DE LA REMISE		Outils informatiques et numériques	1 500 €
00005279	TRAVERSANT 3 - EQUIPE DE CREATION ARTISTIQUE		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	6 000 €
Artistes		Objet de l'investissement	Montant	
SALA ADRIEN [SALAMECH]		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	600 €	
MOISSET ALICE		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	1 300 €	
BELLA BAH		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	5 400 €	
TIZIEN CORINNE		Outils informatiques et numériques	1 500 €	
LACHEROY DAVID		Outils informatiques et numériques	1 500 €	
NOTO FRANCK		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	2 600 €	
HANSMANN SYLVIA		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure y compris informatique	1 500 €	

CILAS LEO [ASTO]	Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure y compris informatique	1 500 €
CHASTAGNER LEONORE	Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	3 800 €
LUCAS MATHIEU	Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	2 300 €
FUENTES OLGA [O.VINGT]	Outils informatiques et numériques	1 500 €
QUENTIN DUMONTIER [QUENTIN DMR]	Outils informatiques et numériques	1 500 €
SOULAIROL TANGUY [CAHUATE MILK]	Outils informatiques et numériques	1 500 €
TOTAL CULTURE INVESTISSEMENT		340 050 €

THEMATIQUE : CULTURE / FONCTIONNEMENT				
N° de dossier	Nom de la structure	Thématique	Nature de la subvention	Montant
00002495	ALIBI	(Ville) Culture - Arts	Fonctionnement	800 €
00003755	LE CAMESCOPE APPRIVOISE, ASSOCIATION DE VIDEASTES AMATEURS MONTPELLIERAINS	(Ville) Culture - Cinéma Audiovisuel Industries Créatives	Fonctionnement	800 €
00005133	ASSOCIATION RCF MAGUELONE HERAULT		Fonctionnement	8 000 €
00005102	ENSEMBLE CHORAL UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER	(Ville) Culture - Musique	Projet : POP CultureS	2 500 €
00003730	NADALENCA CHŒUR D'OC		Fonctionnement	1 000 €
00004584	LE BAO	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	1 000 €
00005481	PATRICK GEDDES France	(Ville) Culture - Culture Scientifique	Projet : 100 ans d'existence du Collège des Ecosseis fondé par Patrick Geddes en 1924	1 500 €
TOTAL CULTURE FONCTIONNEMENT				15 600 €

A la suite à l'annulation du projet *Battle of the Year* en 2023, porté par l'association Attitude (dossier 00001817), pour lequel la Ville de Montpellier avait attribué une subvention de 20 000 € (délibération n° V2023-117), il est proposé que l'acompte de 14 000 € versé à ce titre en 2023, soit maintenu et transformé en fonctionnement.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions d'attribution ou lettres d'engagement le cas échéant ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ou lettres d'engagement type ;
- D'approuver le maintien et la transformation en fonctionnement de l'acompte versé en 2023 à l'association Attitude, d'un montant de 14 000 € pour le projet annulé Battle of The Year ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à ces affaires.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

Attribution de subvention dans le cadre de la thématique "Habitat" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

La Ville de Montpellier œuvre en matière de santé publique et de lutte contre l'habitat indigne. Dans le cadre de cette stratégie, il a été acté de développer les projets relatifs à l'amélioration des conditions de vie.

L'Association pour la diffusion de la médecine de prévention (ADIMEP) a pour objet d'améliorer les conditions de vie des personnes dites en situation d'incurie ou atteinte du syndrome de Diogène, en proposant une évaluation de l'état de santé et un accompagnement par un professionnel de santé, et en aidant ce public à se réapproprier un logement exempt de risque sanitaire pour eux-mêmes et le voisinage.

En effet, la Ville de Montpellier, qui intervient à la suite des signalements de logements insalubres ou dangereux, fait le constat d'un certain nombre de personnes en situation préoccupante, souvent isolées et exposées à des risques importants. Leur prise en charge, complexe, relève à la fois du domaine médical et social. Un accompagnement global et dans la durée par un professionnel de santé peut permettre d'obtenir une évolution favorable et d'éviter le recours à des procédures coercitives issues des polices de l'habitat.

Pour permettre à l'ADIMEP d'accompagner la Collectivité en matière de santé publique et de lutte contre l'habitat indigne, il y a lieu de lui allouer une subvention selon le tableau ci-dessous :

THEMATIQUE : SANTE PUBLIQUE			
LUTTE CONTRE LES SITUATIONS D'INCURIE ET L'HABITAT INDIGNE			
STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	MONTANT ATTRIBUE
ADIMEP	00005510	Dispositif d'accompagnement médicale et sociale des situations d'incurie	15 000 €
TOTAL			15 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de la signature de la convention d'attribution, le cas échéant ;
- D'approuver les termes de la convention d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

Attribution de subventions dans le cadre des thématiques "Politique Alimentaire" et "Écologie urbaine" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Dans le cadre du projet de la Cité de l'Alimentation, la Politique Alimentaire et de l'Agriculture urbaine de la Ville de Montpellier continue à œuvrer pour renforcer la démocratie alimentaire dans la Ville et un accès digne à toutes et tous à une alimentation saine, de qualité et choisie, en :

- Développant des tiers-lieux "*Maisons de l'Alimentation Solidaire*" dans la ville, en lien avec le collectif Territoires à VivreS qui porte l'expérimentation d'une caisse alimentaire commune, et en soutenant les associations y prenant part ou déployant d'autres actions d'alimentation solidaire ;
- Rendant accessible une alimentation durable au plus grand nombre en associant l'ensemble des parties prenantes (citoyens « *consomm'acteurs* », producteurs, etc.) ;
- Travaillant sur la modification profonde des comportements alimentaires et en sensibilisant à l'alimentation durable ;
- Contribuant à développer et structurer des filières d'approvisionnement alimentaire de proximité et de qualité au bénéfice de la production locale et de l'agriculture urbaine.

Le dynamisme des associations montpelliéraines œuvrant pour développer de nouvelles formes de solidarité alimentaire plus inclusives et citoyennes, et contribuant à développer une agriculture urbaine durable et résiliente, est un moteur essentiel pour atteindre ces objectifs.

Pour aider ces associations partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets dans le domaine de l'alimentation solidaire et de l'agriculture urbaine en 2024, il y a lieu de leur allouer des subventions selon le tableau ci-dessous :

THEMATIQUE : POLITIQUE ALIMENTAIRE			
STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	MONTANT ATTRIBUE
Action Alimentation Positive	00004075	Projet : Opticourses. Un programme de prévention de la santé pour réaliser des achats alimentaires équilibrés et plus durables, sans dépenser plus.	2 200 €
TOTAL			2 200 €

THEMATIQUE : ECOLOGIE URBAINE			
STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	MONTANT ATTRIBUE
Institut Méditerranéen d'étude d'ingénierie et de formation	00005376	Projet : Développer le pouvoir d'agir des apprenantes pour leur émancipation alimentaire, sanitaire	1 000 €
Les Jardiniers du Rieucoulon		Projet : Organiser à nouveau les Equinoxiales	500 €

TOTAL	1 500 €
--------------	----------------

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de la signature des lettres d'engagement ou des conventions d'attribution le cas échéant ;
- D'approuver les termes des lettres d'engagement et des conventions d'attribution type ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

Attribution de subventions dans la thématique "Relations Internationales" -
Exercice 2024 - Conventions - Approbation - Autorisation de signature

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année, la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets en matière de relations internationales, il y a lieu de leur allouer des subventions selon le tableau ci-dessous :

Nom de la Structure	N° de dossier	Nature de la demande	Montant attribué
AMICALE ARMENIENNE DE MONTPELLIER ET SA REGION	00004631	Projet : 80 ^{ème} anniversaire de l'exécution des résistants du groupe MANOUCHIAN et des manifestations nationales autour de l'entrée au Panthéon de Missak et Melinée MANOUCHIAN	700 €
SCIC TROPISME	00005344	PROJET : GLOBAL CAMEROUN	10 000 €
TOTAL			10 700 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation de subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de la signature de la convention d'attribution et de la lettre d'engagement ;
- D'approuver les termes de la convention d'attribution et de la lettre d'engagement ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

**Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Réussite éducative" -
 Exercice 2024 - Conventions - Approbation - Autorisation de signature**

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets dans le domaine de la Réussite Educative, il y a lieu de leur allouer des subventions selon le tableaux ci-dessous :

THEMATIQUE: REUSSITE EDUCATIVE			
STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	MONTANT ATTRIBUE
Office central coopération école	00003414	Fonctionnement : Assurance scolaire	5 263 €
Halte pousse	00003399	Projet : Soutenir l'inclusion dans les accueils collectifs	10 000 €
Echecs club Montpellier	00004607	Projet : Tournoi d'Echec	4 000 €
TOTAL			19 263 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de la signature d'une convention d'attribution ou lettre d'engagement ;
- D'approuver les termes des convention d'attribution ou lettre d'engagement ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Social" - Exercice 2024 - Convention - Approbation - Autorisation de signature

Le Conseil municipal du 5 juin 2023 a approuvé une convention fixant une stratégie de résorption des bidonvilles. Dans le cadre de cette stratégie, il a été acté de développer des projets dans les bidonvilles permettant d'améliorer les conditions de vie des habitants, et particulièrement leur permettre l'accès à l'eau potable, comme l'impose la Directive européenne « *Eau potable* » 2020/2184 de décembre 2020 sur l'accès à l'eau potable des populations vulnérables et marginalisées qui a été transposée en droit français par une ordonnance du 22 décembre 2022 et un décret d'application relatif à l'amélioration des conditions d'accès à tous à l'eau destinée à la consommation humaine.

L'association Solidarités International, spécialisée dans les projets d'accès à l'eau des campements, bidonvilles et autres lieux d'habitat précaire, a réalisé un diagnostic en 2023 dans les bidonvilles de Montpellier, afin d'étudier les faisabilités de mise en accès à l'eau. Pour permettre à Solidarités International d'accompagner la Collectivité dans l'application du nouveau cadre législatif et de permettre la mise en œuvre progressive de projets en lien avec les habitants des bidonvilles et les associations les accompagnant, il y a lieu de lui allouer une subvention selon le tableau ci-dessous :

THEMATIQUE : SOCIAL, RESORPTION DES BIDONVILLES			
STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	MONTANT ATTRIBUE
Solidarités International	00005128	Dispositif d'accès à l'eau dans les bidonvilles de Montpellier	20 000 €
TOTAL			20 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de la signature de la convention d'attribution ;
- D'approuver les termes de la convention d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Jeunesse" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de Montpellier. Chaque année, la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations à mener à bien leurs activités et leurs projets en direction des jeunes, il convient de leur allouer des subventions dont les montants sont précisés ci-dessous :

THEMATIQUE: JEUNESSE			
STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	MONTANT ATTRIBUE
PLANNING FAMILIAL	00005196	Campagne de sensibilisation sur la thématique des jeunes filles confrontées aux violences intrafamiliales et aux mariages forcés	2 000 €
AVENIR SANTE	00005373	"Los Angels de la Nuèch" : équipe mobile de prévention urbaine	4 000 €
AFEV	00004074	KAPS sur la Jeunesse	3 000 €
GENERATIONS SOLIDAIRES ET CITOYENNES	00002708	Accueil Jeunes Oxford (complément d'attribution)	2 000 €
TOTAL			11 000 €

Il convient également d'apporter la modification suivante au Conseil municipal du 11 juillet 2024 (Délib V2024-249) :

Erreur de référence dossier. L'attribution pour le dossier 00002242 à l'association Générations Solidaires et Citoyennes est annulée et remplacée par l'attribution d'une subvention du même montant pour le dossier 00002708.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions d'attribution ou lettre d'engagement le cas échéant ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ou lettres d'engagement ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Lutte contre les exclusions" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble et à cette fin la Ville de Montpellier soutient chaque année l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

THEMATIQUE: LUTTE CONTRE LES EXCLUSIONS			
Aide alimentaire et lutte contre la pauvreté			
STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE	MONTANT ATTRIBUE
LA PORTE OUVERTE EPSO	5470	Projet : ESS 2024	5 000 €
SOCIETE SAINT VINCENT DE PAUL	5322	Projet : ESS 2024	5 000 €
CROIX ROUGE CHU	5468	Projet : Habitat intercalaire 2024	70 000 €
CROIX ROUGE	5352	Fonctionnement	10 000 €
ADAGES	5469	Projet : Habitat intercalaire 2024	70 000 €
ORDRE DE MALTE	4417	Fonctionnement	4 000 €
AFEP	3744	Fonctionnement	2 500 €
ESPERANCE FRATERNITE	3763	Fonctionnement	3 500 €
APAJ	5590	Projet : Territoire Zéro Non recours	58 000 €
GAMMES	4024	Fonctionnement	10 000 €
TOTAL			238 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions d'attribution ou lettres d'engagement le cas échéant ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ou lettres d'engagement type ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

**Attribution de subventions dans le cadre des thématiques "Cohésion sociale",
 "Accessibilité universelle", "Lutte contre les discriminations" et "Vie
 associative" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature**

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble et qu'à cette fin la Ville de Montpellier soutient chaque année l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

THEMATIQUE : COHESION SOCIALE			
STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	MONTANT ATTRIBUE
Centre accompagnement de parcours adultes et jeunes (APAJ)	00003904	Renouvellement d'un projet Médiation sociale quartiers Marels et Montaubérou	8 000 €
TOTAL			8 000 €

THEMATIQUE : ACCESSIBILITE UNIVERSELLE			
STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	MONTANT ATTRIBUE
Chemin pour l'Emploi en milieu ordinaire des personnes avec trisomie 21 ou autre déficiences intellectuelles	00003505	Fonctionnement	3 000 €
APSH 34	00003721	Projet Handi'Job	2 000 €
	00003890	Fonctionnement	3 000 €
Cie L'amorce	00004539	Projet Atelier Langue des signe	680 €
TOTAL			8 680 €

THEMATIQUE : LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS			
STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	MONTANT ATTRIBUE
Comité local du MRAP de Montpellier	00003728	Fonctionnement	500 €
TOTAL			500 €

THEMATIQUE : VIE ASSOCIATIVE			
NOM DE LA STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	MONTANT ATTRIBUE
Comité de quartier Les amoureux de Candolle	00003297	Fonctionnement	1 000 €
	00003329	Projet : Jardins partagés	200 €
	00003321	Projet : Fête zic et puces	500 €
Comité de quartier des Cévennes et environs	00002828	Fonctionnement	1 000 €
	00002892	Projets :Ateliers informatiques, fête familiale des Cévennes, carnaval etc	300 €
TOTAL			3 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'affecter les subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement ou des conventions d'attribution ;
- D'approuver les termes des lettres d'engagement et conventions ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Santé" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble et à cette fin la Ville de Montpellier soutient chaque année l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

THEMATIQUE : SANTE			
NOM DE LA STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	MONTANT ATTRIBUE
Association de santé pluri-professionnelle implantée aux Cévennes	00004622	Projet « Médiation santé »	5 000 €
France Dépression	00003233	Projet « Semaine d'information en santé mentale »	1 500 €
MIAM	00004661	Projet « Prévention santé nutrition, tout public, dans les quartiers politiques de la ville »	1 500 €
		Projet : « Actions de sensibilisation à l'équilibre alimentaire en « aller vers » avec la Ma.P de la ville de Montpellier dans 5 QPV » (Appel à projets PNNS)	3 500 €
EPGV	005136	Projet « Programme d'activités physiques adaptées pour personnes diabétiques ou en surpoids » (Appel à projets PNNS)	3 500 €
AIDES Montpellier	00005420	Investissement « Travaux de mise aux normes PMR et de modernisation de l'ascenseur du centre de santé Le Spot »	10 000 €
TOTAL			25 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions d'attribution ou lettres d'engagement le cas échéant ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ou lettres d'engagement type ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

Attribution de subvention dans le cadre de la thématique "Nature en ville" à l'association Salon de l'Écologie - Exercice 2024 - Convention - Approbation - Autorisation de signature

La Ville de Montpellier, située au sein du bassin méditerranéen, considéré comme l'un des « 35 *hotspots mondiaux de biodiversité* », abrite une biodiversité particulièrement riche. La protection de cette biodiversité implique une bonne connaissance des dynamiques de la biodiversité sur les territoires et une adaptation des pratiques d'aménagement et de gestion.

Consciente de ces enjeux, la Ville de Montpellier est engagée dans une gestion écologique de tous ses espaces verts et naturels et mène de nombreuses actions en faveur de la biodiversité : amélioration de la connaissance, des pratiques de gestion et de la sensibilisation du public. Cet engagement se traduit par une volonté d'actions quotidiennes auprès des populations permettant de soutenir la biodiversité du territoire. Le Comité Arbre, le dispositif Montpellier Main Verte répondent entre autres à cet objectif de protection de la biodiversité.

Montpellier est reconnue comme un haut lieu de l'écologie française et internationale. C'est l'un des grands pôles mondiaux de recherche et de gestion en biodiversité par la présence de nombreux laboratoires d'excellence en écologie. La Ville de Montpellier, à travers notamment un partenariat avec le Centre d'Ecologie Evolutive et Fonctionnelle (CEFE) depuis 2021 et la convention cadre de partenariat 2023 entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et 11 établissements de recherche dans le domaine de la santé, s'associe pleinement à cette dynamique.

L'Association Salon de l'Ecologie est une association régie par la loi 1901. Elle organise à Montpellier le Salon de l'Ecologie, unique rendez-vous annuel de la filière professionnelle de l'écologie qui permet de réunir, de connaître et de faire connaître tous les acteurs du domaine.

Le Salon de l'Ecologie est devenu en 2022, « *AdNatura, le Salon Professionnel National de l'Ecologie et de la Biodiversité* » et a affirmé ainsi sa volonté de prendre une nouvelle dimension. En 2023, le salon Ad Natura co-organisé avec l'Office français pour la Biodiversité et de nombreux partenaires dont la Ville de Montpellier, s'est déroulé les 12 et 13 décembre au Parc des expositions, il a accueilli plus de 2 800 participants.

Cette année « *AdNatura, le Salon National des Professionnels de l'Écologie et la Biodiversité* » se tiendra les 10 et 11 décembre 2024, il est organisé par l'association Salon de l'Ecologie, en partenariat avec l'Office français de la biodiversité, la Région Occitanie, l'Agence Régionale de la Biodiversité Occitanie, la Métropole et la Ville de Montpellier, l'Université de Montpellier, et le défi Clé BiodivOc. Cette édition 2024 se tiendra dans des espaces réservés à la Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier et à l'Institut de Botanique, sur Montpellier. Un événement cette année ramené en centre-ville, qui sera idéalement desservi et accessible par tous.

La programmation proposée cette année est la suivante : un congrès scientifique et technique sur le thème de « *la recherche et la gestion de la biodiversité en temps de crises écologiques* ». Le défi clé régional BiodivOc et ses partenaires se réunissent pour proposer deux journées de réflexion et d'échanges transdisciplinaires. Avec le soutien du CNRS, de l'Université de Montpellier, du LabEx CeMEB et de la Région Occitanie.

Un Carrefour des métiers et formations : « *la filière professionnelle de l'écologie et de la biodiversité* ». L'association Salon de l'Ecologie proposera un cycle de tables rondes, traitant chacune d'un secteur professionnel et faisant l'actualité des opportunités professionnelles et des besoins en compétences/formations associées aux niveaux techniciens, ingénieurs, chercheurs et cadres. De plus, elles mettront en avant les évolutions à venir en lien avec les grands enjeux de la transition écologique (climat, biodiversité, pollution mondiale, ressources naturelles et biologiques, inégalité sociale, économie circulaire et durable...).

La partie « *forum* » du Salon avec les stands des acteurs du secteur n'est pas maintenue pour l'édition 2024.

Dans la continuité du soutien accordé en 2022 et en 2023 la Ville de Montpellier souhaite cette année soutenir à nouveau l'évènement « *AdNatura, le Salon Professionnel National de l'Ecologie et de la Biodiversité* ». L'association Salon de l'Ecologie a fait une demande de subvention à la Ville de Montpellier de 30 000 € pour la réalisation de « *AdNatura, le Salon Professionnel National de l'Ecologie et de la Biodiversité* » en 2024. En contrepartie, l'Association s'engage à prévoir des temps d'interventions lors des conférences/tables rondes/ateliers, afin de présenter les actions menées par la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole dans le champ de la biodiversité.

La Ville de Montpellier souhaite apporter son soutien à l'organisation du Salon AdNatura par la signature d'une convention d'attribution d'une subvention de 30 000 € à l'association Salon de l'Ecologie et en réalisant un relai sur la communication autour de l'évènement sur le site internet de la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention d'attribution de subvention entre la Ville de Montpellier et l'Association Salon de l'Ecologie ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Sports" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

La Ville de Montpellier souhaite soutenir l'action et les initiatives citoyennes qui concrétisent les valeurs du partage, et qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire dans le domaine du sport. Pour aider les associations à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous :

THEMATIQUE : SPORTS			
STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	MONTANT ATTRIBUE
ENERGIE PAILLADE	00003852	Fonctionnement	1 000 €
TOTAL			1 000 €
THEMATIQUE : PARTENARIAT SPORTS			
STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	MONTANT ATTRIBUE
BOWLING CLUB OCCITAN	00003658	Projet : stage de bowling – Vacances scolaires	3 000 €
TOTAL			3 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des conventions d'attribution et des lettres d'engagement ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution et des lettres d'engagement ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

Organismes extérieurs - Société Anonyme d'Economie Mixte Locale
MONTPELLIER EVENTS - Rapport Annuel de l'Administrateur (RAA) -
Exercice 2023 - Approbation

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux Sociétés Anonyme d'Economie Mixte Locales et dans le cadre de l'exercice de leur mandat, les représentants de la Collectivité présentent le compte rendu des activités de la SAEML MONTPELLIER EVENTS au cours de l'exercice 2023.

Par délibération n°V2020-076 du Conseil en date du 30 juillet 2020, la ville de Montpellier a désigné Monsieur Roger-Yannick CHARTIER pour la représenter au sein du Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales de la Société Anonyme d'Economie Mixte Locale MONTPELLIER EVENTS, aux côtés de Madame Célia SERRANO. Par délibération n°V2024-240 du Conseil en date du 11 juillet 2024, Michel ASLANIAN remplace Madame SERRANO.

Au 31 décembre 2023, le capital de la société inchangé, s'élève à hauteur de 15 833 230 €.

La Ville de Montpellier reste actionnaire à hauteur de 9,29% du capital aux côtés notamment de Montpellier Méditerranée Métropole (35,54%), de la Région Occitanie (37,65%), du Département de l'Hérault (1,15%) et des actionnaires privés (16,37%).

La Ville de Montpellier détient 2 sièges sur 18 au Conseil d'Administration.

Au cours de l'exercice 2023, le Conseil d'Administration s'est réuni à deux reprises les 7 mars et 30 mai 2023. L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires s'est réunie le 21 juin 2023 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2022.

La SAEML MONTPELLIER EVENTS exploite le Corum-Palais des Congrès-Opéra et le Zénith Sud appartenant à Montpellier Méditerranée Métropole sous contrat de Délégation de Service Public (DSP) pour une durée de 8 ans, du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2027. Le contrat de DSP inclus le parking du Corum dont la SPL TaM est subdélégataire.

La société est représentée par son Président, Cyril MEUNIER, et sa Directrice Générale, Sandra VERNIER. L'effectif au 31 décembre 2023 de la société est de 57 salariés (dont 4 contrats d'apprentissage) et un mandataire social.

Les deux sites d'exploitation Corum-Palais des Congrès-Opéra et Zénith Sud affichent un nombre de manifestations en baisse passant de 367 manifestations à 330 en 2023 (-10%). La fréquentation est également en baisse de 10.6%, avec 346 243 participants.

Pour rappel l'activité 2022 avait été marqué par une forte reprise et avait bénéficié de l'effet report de plusieurs manifestations.

Une analyse par marché donne les comparatifs suivants :

- Le marché du MICE (Meeting Incentive Congress and Events) regroupe les congrès (en baisse avec 79 événements) ; le corporate, qui lui a connu un accroissement avec 31 événements ; et 9 salons accueillis soit un total de 124 manifestations (133 manifestations en 2022 soit -6,77%) pour 80 586 participants (105 439 participants en 2022 soit -23,57%).

- Le marché des spectacles a repris fin d'année 2021 après une longue période d'arrêt et s'est traduit par une forte activité en 2022 avec 112 évènements produits. L'année 2023 a progressé avec 116 spectacles dont 76 au Corum, record historique, mais seulement 40 spectacles ont été réalisés au Zénith Sud.
- Le pôle culture lié aux associations culturelles (Opéra Orchestre National de Montpellier Occitanie (OONMO), Festival Radio France, Montpellier Danse et CINEMED) a regroupé 90 évènements.

Parmi les évènements accueillis sur l'année 2023, on pourra citer les quelques manifestations suivantes :

- Congrès : Les « Rencontres Nationales de l'Ingénierie », « l'International Meeting on Organic Geochemistry Imog » et le « Congrès du Bâtiment Durable » ;
- Salons : Ob'Art, Festival du jeu de Montpellier, Salon de l'immobilier, Salon des Grandes Ecoles ;
- Spectacles au Corum : Roman Frayssinet, Seb Melia, Arthur H, Asaf Avidan, Lac des Cygnes, Shen Yun, Festival International de magie ;
- Spectacles au Zénith : Ibrahim Malouf, Slimane, Holiday on Ice, Disney 100 ans, Yung Fest 2023, Ines Reg, Maxime Gesteuil, Kev Adams ;

Pour l'activité des deux sites, le chiffre d'affaires s'établit à 12 140 K €. Néanmoins, il intègre les 136 K € de frais de convention intra groupe avec Toulouse Congrès. Soit pour être comparable avec 2022, le chiffre d'affaires corrigé s'élève à 12 003 K € en 2023 contre 12 724 K € en 2022. On remarque donc une baisse de 5,67 % du chiffre d'affaires.

Le chiffre d'affaires se répartit de la façon suivante :

- 89,5 % pour le Corum, en baisse de 7,6 % avec 10 520 K € ;
- 10,5 % pour le Zénith Sud, en progression de 11 % avec 1 484 K €.

Le total des produits d'exploitation s'élève à 12,331 K€ (contre 13,342 K € en 2022, soit -7,6 %) pour un total de charges d'exploitation à 11 923 K € (contre 12 127 K € en 2022, soit -1,7 %).

Les charges variables ont baissé en lien avec l'activité, cependant les charges liées aux fluides ont augmenté en 2023, en lien avec l'augmentation du prix de l'énergie (+ 536 K €).

Les redevances versées à la Métropole, dans le cadre de la délégation de service public, s'élèvent à 643 K € contre 1 222 K € en 2022.

Le résultat d'exploitation s'établit donc à 408 K € contre 1 216 K € en 2022.

Les capitaux propres de la société ont augmenté en évoluant de 16 714 K € en 2022, à 17 570 K € en 2023, pour un capital de 15 833 K €, améliorant progressivement la situation financière.

Conformément à l'accord d'entreprise de 2011, la participation des salariés s'est élevée à 270 K€ (348 K € en 2022).

Le résultat de la société pour l'exercice 2023 est positif à hauteur de 856 K €, à comparer à 1 102 K € en 2022. Le décalage du programme d'investissements et donc la charge d'amortissement de la société, en lien avec la pandémie, permet notamment l'affichage de ce bénéfice.

Par ailleurs, en terme d'obligation d'entretien et de réparation la provision annuelle a été constituée pour 391 K € conformément au contrat de DSP. Le montant des dépenses s'élève à 2 M € depuis le début de la DSP, laissant le solde du compte de renouvellement à 518 K € à fin décembre 2023.

Les investissements en biens de retour, se sont élevés à hauteur de 682 K € sur l'année 2023, soit 60 % de réalisation du programme contractuel à fin 2023.

Le dispositif de garantie congrès mis en place par la Métropole a permis une reprise des manifestations avec un soutien et une incitation au report. En 2023, 14 congrès ont bénéficié du dispositif pour un montant d'aide apporté par la Métropole de 95 K €. En cumulé, ce dispositif sur 2021 à 2023 a permis d'apporter un soutien à hauteur de 275 K € à 42 congrès.

Les activités de la société Montpellier Events se sont étendues au cours de l'année 2023 avec la création d'une filiale « Toulouse Congrès » pour gérer et exploiter le centre de Congrès Pierre Baudis et les espaces Vanel à Toulouse.

L'année 2024 est prévue avec une activité similaire à 2023 cependant les charges d'amortissement impactent plus fortement le résultat.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte du rapport annuel de l'administrateur de la société MONTPELLIER EVENTS pour l'exercice 2023 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

Organismes extérieurs - Société Publique Locale SA3M- Rapport Annuel de l'Administrateur (RAA) - Exercice 2023 - Approbation

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales relatives aux Sociétés d'Economie Mixte Locales, et dans le cadre de l'exercice de leur mandat, les représentants de la Collectivité présentent le compte rendu des activités concernant l'exercice 2023 de la SPL SA3M.

Par délibération n°V2020-076 du Conseil en date du 30 juillet 2020, la Ville de Montpellier a désigné Monsieur Christophe BOURDIN pour la représenter au Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales de la Société Publique Locale (SPL) de la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), aux côtés de Madame Clara GIMENEZ, et Messieurs Mustapha LAOUKIRI et Boris BELLANGER au sein du Conseil d'administration.

Au 31 décembre 2023, le capital social de la SPL SA3M reste inchangé à hauteur de 1 770 000 €. La Ville de Montpellier détient 22,60 % du capital. A ce titre, elle occupe 4 sièges sur 18 au Conseil d'Administration de la société. Montpellier Méditerranée Métropole détient 50,79 % des parts, aux côtés de la Région Occitanie (10,06 %), des communes de Lattes (1,69 %), Castelnau-le-Lez (1,13 %), Baillargues, Castries, Clapiers, Cournonterral, Grabels, Jacou, Juvignac, Le Cres, Pérols, Saint Jean de Védas, Saint Georges d'Orques, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone (0,85 % chacune), et des communes de Cournonsec, Lavérune, Prades-le-Lez et Sussargues (0,68 % chacune).

Il existe ainsi 22 actionnaires publics au sein de la structure, 5 collectivités siègent par leurs représentants au sein du Conseil d'administration, 17 collectivités sont représentées par une assemblée spéciale, et 17 censeurs participent également au Conseil d'administration.

La société est présidée par Michael DELAFOSSE représentant la Métropole de Montpellier.

La SPL SA3M, comme le groupe Altemed, est dirigé par un Directeur Général, Cédric GRAIL depuis le 15 septembre 2021.

Le Conseil d'Administration s'est réuni quatre fois en 2023 : les 06 janvier, 24 mars, 25 mai et 18 octobre. L'assemblée spéciale des actionnaires s'est réunie 4 fois également les 05 janvier, 24 mars, 25 mai et 17 octobre.

L'Assemblée générale Ordinaire s'est tenue le 22 juin 2023 afin de statuer sur les comptes de l'exercice 2022. Les comptes 2023 ont été approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 26 juin 2024.

La SPL SA3M a pour objet, exclusivement pour le compte des collectivités territoriales ou de leurs groupements actionnaires, et sur leur territoire géographique, d'apporter une offre globale de services de qualité en termes d'aménagement, d'urbanisme et d'environnement, de production et de distribution d'énergie principalement d'origine renouvelable ou de récupération, d'efficacité énergétique, de rénovation thermique du bâtiment, de développement économique, touristique et de loisirs.

En 2022, les deux entités du Groupe SERM/SA3M se sont rapprochées d'ACM Habitat par la constitution

d'une société de coordination ALTEMED créé le 29 décembre 2022, au capital social de 100 000 €. ALTEMED regroupe trois entités respectivement dédiées à la production de logements sociaux, à l'aménagement et la politique énergétique sur le territoire métropolitain : ACM, SERM et SA3M. La SA3M en est actionnaire à hauteur de 5 %, aux côtés de la SERM à hauteur de 40 %, et de ACM Habitat à hauteur de 55 %. Par nature, le résultat ALTEMED est équilibré.

Le groupe a ainsi défini un plan d'action stratégique, résilient axé sur divers objectifs tels que celui de favoriser une approche intégrée et transversale des activités immobilières, énergétiques et d'aménagement, en coordination avec d'autres bailleurs sociaux présents sur le territoire. Il s'agit de renforcer les synergies entre les 3 entités, de consolider financièrement la structure financière du groupe afin d'offrir une capacité d'intervention inédite au service du territoire, comme de développer un partenariat renforcé avec les 31 communes de la Métropole.

Au 31 décembre 2023, l'effectif de la société compte 14,8 ETP contre 13,2 ETP en 2022. La mise à disposition du personnel de la SERM travaillant pour la SPL SA3M s'élève à 49,5 ETP en 2023.

La SPL SA3M s'est attachée à poursuivre ses activités d'aménagement, d'urbanisme d'environnement, et de développement économique pour le compte de ses actionnaires en 2023.

Le résultat net global à la clôture de l'exercice est en hausse et s'élève ainsi à 1 599 K € (contre 1 053 K € en 2022 et 1896 K € en 2021). Grâce à la hausse de résultat, les capitaux propres de la SA3M s'élèvent ainsi à 10 102 K € à fin 2023. Le total du bilan s'élève à 250 M €.

Le montant des emprunts s'élève à 124 M € sur un total de dettes de 220 M €. On note un recours à l'emprunt de 25 M € pour couvrir les investissements nécessaires aux concessions d'aménagement et en parallèle un remboursement des emprunts à hauteur de 42 M €.

Le chiffre d'affaires généré sur l'exercice 2023 est de 81 300 K € (contre 84 018 K € en 2022 et 50 358 K € en 2021).

Au cours de l'année 2023, la SA3M a développé une nouvelle activité en lien avec l'énergie et 2 nouveaux contrats ont été signés. La SA3M s'est vu confier, la délégation de service public « Réseau Nord Alco » avec Montpellier Méditerranée Métropole, portant sur la réalisation et l'exploitation d'un nouveau réseau de chaleur sur le quartier de la Mosson, avec un objectif d'atteinte de 80 % d'énergie renouvelable en 2030. Par ailleurs, la SA3M est chargée de la concession de travaux photovoltaïques du Palais des Sports de Castelnau le Lez.

Le chiffre opérations, représentant les dépenses d'investissement de l'exercice, termine à 105 M € en 2023 (contre 108,6 M € TTC en 2022 et 103,8 M € TTC en 2021). Les opérations d'aménagement en 2023 concernent notamment les opérations République, Ode et Cambacères.

L'activité aménagement de la SPL SA3M a engendré un résultat net de l'ordre de 1,7 M €. Le montant des dépenses de personnel s'est élevé à 1 036 K € en 2023 (contre 975 K € en 2022 et 702 K € en 2021), en hausse de + 6 % liée à des recrutements sur 2023.

Au cours de l'année 2023, la société a poursuivi la réalisation des opérations confiées par ses clients. Elle s'est vue confier 6 nouveaux mandats (EHPAD Montpellieret, Etudes Aubes Rouge et Sablassou, Mandat préalable Construction Totem Agropolis Museum, Mandat réalisation travaux 1ère tranche extension Musée Fabre, Mandat Villeneuve-Les-Maguelone).

La SA3M a notamment effectué diverses opérations :

- Des mandats d'études pour le compte de :
 - Montpellier Méditerranée Métropole (Arceaux, Peyrou, Foch, Préfecture, Equipements sportifs 3M, Mise en valeur et embellissement de l'espace urbain comédie esplanade triangle, Mandats d'études de faisabilité pour la Halle de Sports, Réalisation de la Cité des Arts, Sablassou 2, Réalisation des Aires d'accueil permanent et de grands passages, Bâtiment Totem Agropolis, Nouveaux Parcs d'activité) ;

- La Ville de Montpellier (Archives municipales, Bouisses, Grezes, Etudes Cavalade, Réhabilitation du skate park de Grammont, Croix d'argent, Croix Lavit, Aménagement secteur Grammont et Sud Grammont Réhabilitation du parc zoologique de Lunaret, Réhabilitation Serre Amazonienne (suspendu), Mise en accessibilité du patrimoine immobilier bâti communal, Hôtel des sécurités, opération carré saint Anne, Nouveau Grand Coeur)
 - La Communes de Castelnau le Lez : Maison du Numérique – Le Pôle'N et l'aménagement du Parc Urbain attenant – Le Digital Park –
 - La commune de Villeneuve-lès-Maguelone : études sur 3 ensembles fonciers.
- Des concessions d'aménagement pour le compte de :
- Montpellier Méditerranée Métropole (Extension Hippocrate, ZAC Descartes, ZAC Nina Simone, Parc 2000 2ème Extension, Ode à la Mer Consolidé, Quartier Cambacérès, ZAC 2 et ZAC 3, Hall de l'Innovation, Quartier Lauze Est, NPNRU Mosson, Parc Artisanal Sussargues, Cévennes) ;
 - La Ville de Montpellier (Nouveau Grand Cœur, NGC Consuls IV, NGC Opération Carré Sainte Anne, Beausoleil ZAC Delmas, ZAC de la Restanque, ZAC du Coteau, Cité créative (ex Quartier EAI), ZAC Port Marianne République, Pompignane consolidé, Hauts Croix d'Argent, Groupe Scolaire ZAC Parc 2000 2 ème extension ;
 - La Commune de Clapiers (ZAC du Castelet) ;
 - La Commune de Castries (ZAC des Sauredes) ;
 - La Communes de Sussargues (Eco Quartier des Capitelles – ZAC de logements).

Au niveau du groupe Altemed, le résultat net 2023 après IS et Epargne Salariale termine bénéficiaire à 5 399 K € (contre 6 824 K € en 2022, et 6 163 K € en 2021 soit une baisse de -21 % par rapport à 2022). L'Epargne salariale globale est de 652 K € contre 1 074 K € en 2022, soit une baisse de – 39 %. L'effectif moyen du groupe est de 165,3 ETP en 2023 contre 146 en 2022 (et 129,1 en 2021) soit une hausse de +13 % (+19 ETP).

Dans le cadre de sa certification ISO 9001, la SA3M fait l'objet d'audits internes sur les sujets suivants : audit du service foncier, équipe projet de l'opération 1250 Portes de la méditerranée, Opération 1990 Cévennes, Opération 2914 Mandat Arceaux Foch, Dématérialisation des dépenses et Processus de développement activité et communication.

Dans sa séance du 18 octobre 2023, le Conseil d'Administration de la SA3M a mis en place une démarche « Probité, anticorruption et transparence » (PACT). Dans ce cadre, elle a adopté un premier règlement ayant pour objectif d'instaurer un comité PACT visant notamment à proposer aux différents conseils d'administration du groupe un dispositif complet de prévention de la corruption ; d'uniformiser les pratiques sur la politique des « cadeaux et invitations » ; de mettre en place une procédure de déport en cas de conflit d'intérêts ; de renforcer les règles relatives à la passation et à l'exécution des marchés.

Concernant les perspectives 2024 de la société, on pourra noter les éléments suivants :

- Les opérations se poursuivent de manière importante en 2023 avec près de 125 M € en prévision 2024, dont 80 % en concession d'aménagement ;
- De nouveaux emprunts à moyen et long terme sur 2024 pour un prévisionnel de 34,5 M €, comprenant un financement pour l'opération Pompignane et pour l'opération Réseau de Chaleur Nord Alco ;
- La perspective de réalisation et d'exploitation du réseau de chaleur sur les quartiers Nord de Montpellier, dans le cadre de la nouvelle compétence énergie acquise depuis 2022 par la société ;
- La mise en œuvre d'un plan stratégique de développement.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte du rapport annuel de l'administrateur de la SPL SA3M pour l'exercice 2023 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

Organismes extérieurs - Société Anonyme d'Economie Mixte Locale - SERM -
Rapport Annuel de l'Administrateur (RAA) - Exercice 2023 - Approbation

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux Sociétés Anonymes d'Economie Mixte Locales et dans le cadre de l'exercice de leur mandat, les représentants de la Collectivité présentent le compte rendu des activités de la SERM au cours de l'exercice 2023.

Par délibération n°V2020-076 du Conseil Municipal en date du 30 juillet 2020, la Ville de Montpellier, a désigné Monsieur Michael DELAFOSSE pour la représenter au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de la SAEML Société d'Equipeement de la Région Montpelliéraine (SERM), aux côtés des représentants suivants siégeant au conseil d'administration : Christian ASSAF, Emilie CABELLO, Maryse FAYE et Stéphane JOUAULT depuis le 26 mars 2024, en remplacement de Catherine RIBOT.

Au 31 décembre 2023, le capital social de la SERM reste inchangé à hauteur de 1 733 K €. La Ville de Montpellier détient 41,38 % du capital, aux côtés de Montpellier Méditerranée Métropole (28,73 %), de la commune de Palavas les flots (0,48 %) et d'un ensemble d'actionnaires privés pour un total de 29,41 %. A ce titre, elle occupe 5 sièges sur 13 au Conseil d'Administration de la société.

La société est présidée par Michael DELAFOSSE représentant la Ville de Montpellier.

Le Vice-Président, Christian ASSAF, a été désigné au conseil d'administration du 30 avril 2024 en remplacement de Catherine RIBOT.

La société SERM, comme le groupe Altemed, est dirigée par un Directeur Général, Cédric GRAIL depuis le 15 septembre 2021.

Le Conseil d'Administration s'est réuni cinq fois en 2023 : les 6 janvier, 24 mars, 25 mai, 26 juin 2023 et 24 octobre 2023. L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires s'est réunie le 22 juin 2023 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2022. Les comptes 2023 ont été approuvés par l'Assemblée Générale Mixte du 26 juin 2024.

En 2023, la SERM s'est attachée à poursuivre ses activités d'aménagement, de rénovation urbaine, de restauration immobilière, de construction et d'exploitation et à entreprendre des activités de construction et de gestion de logements sociaux. Ses activités participent à l'organisation et au développement de la vie économique et sociale. La SERM compte deux activités différentes : le fonctionnement lié à l'activité aménagement, et l'exploitation du Réseau Montpelliérain de Chaud et de Froid en délégation de service public avec la Métropole de Montpellier ; elle réalise également des activités en lien avec l'énergie au travers de diverses filiales.

En 2022, les deux entités du Groupe SERM/SA3M se sont rapprochées d'ACM Habitat par la constitution d'une société de coordination ALTEMED créé le 29 décembre 2022, au capital social de 100 000 €. ALTEMED regroupe trois entités respectivement dédiées à la production de logements sociaux, à

l'aménagement et la politique énergétique sur le territoire métropolitain : ACM, SERM et SA3M.
La SERM en est actionnaire à hauteur de 40 %, aux côtés de la SA3M à hauteur de 5 %, et de ACM Habitat à hauteur de 55 %. Par nature, le résultat ALTEMED est équilibré.

Le groupe a ainsi défini un plan d'action stratégique, résilient axé sur divers objectifs tels que celui de favoriser une approche intégrée et transversale des activités immobilières, énergétiques et d'aménagement, en coordination avec d'autres bailleurs sociaux présents sur le territoire. Il s'agit de renforcer les synergies entre les 3 entités, de consolider financièrement la structure financière du groupe afin d'offrir une capacité d'intervention inédite au service du territoire, comme de développer un partenariat renforcé avec les 31 communes de la Métropole.

Au 31 décembre 2023, l'effectif de la SERM est de 100,19 ETP contre 89,5 ETP en 2022. La mise à disposition du personnel de la SERM travaillant pour la SPL SA3M s'élève à 49,5 ETP en 2023 (43,9 ETP en 2022, 39,4 ETP en 2021).

Le résultat net global de la SERM à la clôture de l'exercice s'élève à 3 695 K €, contre 5 770 K € en 2022, et 4 267 K € en 2021. Il est principalement constitué de la variation des éléments suivants : la contraction de l'activité courante d'aménagement (-1 M €) compensée par la constatation des marges à l'achèvement des opérations propres ANDROMEDE et MUSEE EAI (pour 2,6 M € avant IS) ; ainsi que la contraction de l'activité énergie dans le cadre de l'exploitation du Réseau de chaleur et de froid (RMCF), soit - 3 M € avant IS, emportée par un hiver clément et un été tardif (augmentation des produits (+ 2,7 M € par rapport à 2022 mais -4,5 M € par rapport au budget).

Les capitaux propres s'élèvent à 47 244 K € (dont 12,36 M € de subvention d'équipement afférent au Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid) en 2023 pour un total bilan de 252 M €.

Le chiffre d'affaires total de l'exercice atteint 66 831 K € en 2023 (contre 63 821 K € en 2022 et 48 782 K € en 2021), soit une hausse de + 4,5 %. Le chiffre d'affaires est en croissance, porté par une accélération des produits perçus sur les opérations d'aménagement ainsi que sur l'activité d'énergie, malgré une baisse importante des ventes d'électricité due à la mise à l'arrêt de la cogénération d'Antigone / Polygone (-1,6 M €).

L'activité fonctionnement de la SERM a engendré un excédent financier de 2 307 K € en 2023, (contre 716 K € en 2022 et 961 K € en 2021), soit une hausse de + 1 592 K € s'expliquant notamment par les marges à l'achèvement des opérations propres Cassiopée pour CDC Habitat sur la ZAC Beausoleil et Le Musée pour SERM.ID sur la ZAC Cité Créative.

On notera par ailleurs que les mises à disposition du personnel de la SERM auprès de la SA3M ont augmenté de 430 K €.

Au niveau du département Energie, dans le cadre duquel la SERM exerce toujours la gestion du RMCF (Réseau Montpelliérain de Chaleur et de froid) en Délégation de Service Public avec Montpellier Méditerranée Métropole, on note un bénéfice net après impôts et épargne salariale de 2 006K€ en 2023 (contre 5 335K € en 2022, 4 163 K € en 2021 et 646 K € en 2020), soit une variation de - 3 330 K € (-62 %). Ce sont 19 nouveaux contrats de raccordement qui ont été signés en 2023 (pour 909 nouveaux logements) avec notamment la commercialisation relative aux nouveaux quartiers EAI et CAMBACERES. Les droits de raccordement se sont élevés à 2 M€ (en hausse de +12 % soit + 217 K€/2022).

Les produits d'exploitation du Département Energies, sont en baisse de -1% (soit -236 K €) : passant de 21 580 K € à fin 2022 à 21 344 K €.

Concernant la variation des recettes liées à l'activité énergie, on note la baisse de la vente de froid en volumes aux abonnés de -11 %, passant de 42 575 MWh à 37 902 MWH, en revanche, les recettes issues de la vente de froid progressent de + 5 % (soit +251 K €) et on constate également une hausse de la vente de chaud de +10 % soit +1 085 K €.

On notera l'exercice d'un réel bouclier tarifaire sur la chaleur et le froid en 2023 et l'application d'un mix énergétique renouvelable à 66 %.

Egalement la vente d'électricité s'est affichée en forte baisse de volume (-11 %), liée à l'arrêt de la cogénération d'Antigone avec une baisse de recettes de -30 % (soit -1 613 K €) passant de 5 429 K € à 3 816

K €. Un redémarrage de la cogénération est prévu en novembre 2024 sous réserve d'un retour à une économie de fonctionnement favorable.

Les charges d'exploitation du Département Energie s'élèvent à 20 084 K € et comprennent les achats d'énergie/fluides pour 10 M €, l'entretien et maintenance pour 2,3 M €, la redevance du concédant pour 612 K € et l'amortissement des ouvrages pour 3,2 M €.

Au niveau de l'activité aménagement, le chiffre d'opérations de la société, représentant les dépenses d'investissement de l'exercice 2023, termine à 35 M € contre 42 M € TTC en 2022.

La SERM a notamment effectué diverses opérations suivantes en 2023 :

- 2 nouveaux contrats ont été signés suite à des réponses à appels d'offres : l'extension du funérarium de Grammont et la concession d'aménagement Cap Gallargues.
- Des mandats d'études ont été réalisés pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole : extension du Funérarium de Grammont et secteur Cavalade.
- Des concessions d'aménagement se sont poursuivies, pour le compte de :
 - Montpellier Méditerranée Métropole : ZAC Parc 2000, ZAC Eureka consolidé, Lotissement Jean Mermoz, ZAC Parc Eureka, ZAC Quartier Eureka Extension, ZAC Odysséum, ZAC Garosud – Garosud Extension, ZAC Cannabe Cournonterral, Lotissement Charles Martel, Charles Martel Extension, ZAC Euromédecine II, ZAC Dassault Extension ;
 - La Ville de Montpellier : ZAC Port Marianne Rive Gauche, ZAC Port Marianne-Jacques Cœur Extension, ZAC Port Marianne-Parc Marianne, ZAC Port Marianne, Consuls de Mer Consolidé, Quartier de la BAUME, ZAC Richter Consolidé, ZAC Port Marianne-Les Jardins de la Lironde, ZAC Malbosc, Opération Grand Cœur consolidé, ZAC Ovalie, ZAC Nouveau Saint Roch, ZAC des Grisettes, PRU Cévennes Petit Bard ;
 - La commune de Saint-Jean-de-Védas : ZAC Roque Fraisse ;
 - La commune de Saint Brès : ZAC Cantausssel.
- Les opérations d'immobilier d'entreprises suivantes ont été poursuivies : VEAS Parc 2000, Hôtel d'Entreprise du Millénaire, Atelier Relais du Millénaire, CAP Gamma-Biopôle Euromédecine, CAP Delta-Biopôle Euromédecine, CAP Sigma-Biopôle Euromédecine, VEAS Hannibal.
- Des opérations en propre par le biais des filiales de la SERM ont été réalisées : Immeuble Cassiopée ;
- Opération de construction au sein de la ZAC Beausoleil, ZAC EAI Réhabilitation et extension ancien musée, projet cœur de village de Murviel les Montpellier, Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la construction du nouveau campus Montpellier Business School.

Concernant les comptes consolidés de la SERM, la méthode de l'intégration globale a été appliquée pour les sociétés SERM.ID, SCCV Andromède, SCCV Musée EAI et SCCV Ateliers Cité Créative. La méthode de l'intégration proportionnelle a été appliquée pour les sociétés SAS Energies du Sud, SAS Héliotam, SAS SPMM, SAS SPAC, SASU AMMPV, SAS MH2 et SNC du Triangle.

Le Compte de résultat consolidé fait ressortir un chiffre d'affaires d'un montant de 99 863 895 €.

La part SERM (comptes sociaux) du compte de résultat représente 66,9 % du chiffre d'affaires consolidé soit un résultat consolidé de la société de 3 706 857 €, dont 3 695 074 € relatifs aux comptes sociaux SERM hors filiales.

Concernant les filiales de la SERM :

Au 31 décembre 2023, la SERM est actionnaire des sociétés, SERM.ID (51 %), ENERGIES DU SUD (36.11 %), ANDROMEDE (90 %), MUSEE EAI (90 %), MONTPELLIER EVENTS (1,67 %). Le 29 décembre 2022, la SERM est devenu actionnaire d'ALTEMED à hauteur de 40 %.

A noter, la création de deux filiales en 2023 :

- SCCV ATELIERS CITE CREATIVE au capital de 1 000 € et la SERM détient 80 % du capital soit 800 € ;

- SNC TRIANGLE créée par acte sous seing privé le 19 décembre 2023 avec un capital de 100 €. La SERM détient 51 % du capital. Elle a pour but de réaliser une opération d'acquisition, réhabilitation et revente de la tour de bureaux de l'immeuble du Triangle en centre-ville de Montpellier.

Energies du Sud :

La SERM détient des participations à hauteur de 36,11 % dans la SAS Energie Sud au capital social de 3 600 K € aux côtés de La Caisse des Dépôts et Consignations (33,89 %), Engie (15 %), la Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon (10 %) et Dexia (5 %). Par le biais de sa filiale, la SERM détient des participations dans la SAS Héliotam et la SAS Société Photovoltaïque Montpellier Méditerranée (SPMM), la SAS SPAC (Production d'Electricité Photovoltaïque), la société AMM PV (Projet d'ombrières photovoltaïques de l'Aéroport de Montpellier), et Montpellier Horizon Hydrogène (MH2).

Le chiffre d'affaires net 2023 de la société Energie du Sud termine à 3 151 K € (contre 2 999 K€ en 2022 et 2 583 K € en 2021). Le résultat net après IS termine à 636 K€ en 2023 (contre 191 K € en 2022 et – 451 K € en 2021), comprenant 390 K € de reprises pour provisions pour dépréciation de la participation dans HELIOTAM.

La filiale SPAC : créée en 2015 par Energies du Sud pour répondre à un appel d'offres de la Commission de Régulation de l'Energie (CRE), le capital social de la SPAC à fin 2023 est de 360 K €, dont 50% sont détenus par Energies du Sud et 50% par Engie Green Holding. Le résultat net après IS de cet exercice s'établit à 68 K € contre 14 K € en 2022. Conformément aux dispositions du pacte d'associés, les titres de la Citoyenne Carcassonnaise (financement participatif) ont été rachetés paritairement par les 2 actionnaires en date du 25 juillet 2023.

La filiale SPMM : le résultat net après IS de l'année 2023 s'élève à 340 K € (contre 108 K € en 2022) faisant notamment apparaître un produit exceptionnel de 180 K € en lien avec un jugement favorable à la société le 02 octobre 2023 concernant un contentieux avec l'administration fiscale.

La filiale SAS MH2 : créé en 2020, la société dispose d'un capital de 20 K € composé d'Energies du Sud (50 %) et d'EDF Hynamics (50 %). Les actions d'Hynamics sont en cours de rachat par Energies du Sud en vue de réaliser une Transmission Universelle de Patrimoine, suite à l'abandon du projet de production d'hydrogène. Le résultat net après IS s'établit à – 5 K € en 2023 (contre – 1,6 K € en 2022).

La SAS SERM.ID, a été créée en juin 2019 avec un capital social de 2 800 000 €. Cette structure d'Immobilier Durable (ID) répond aux besoins et enjeux du territoire dans l'accompagnement d'implantation d'entreprises, l'acquisition de surfaces commerciales pour le déploiement des circuits commerciaux de la Ville, la réalisation d'opérations complexes de bureaux, d'équipements et de logements. La société a vocation à prendre des participations dans des sociétés de projets patrimoniaux autour des compétences suivantes : immobilier d'entreprise, commerces, logements accessoires. Son actionnariat est composé de la SERM (51 %), la Caisse des Dépôts et Consignations (20 %) et la Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon (29 %). En 2023, SERM.ID ne réalise pas encore de chiffre d'affaires et termine avec un résultat de – 2 K € contre – 63 K € en 2022.

La SASU Musée EAI a été créée en 2022 ; son capital est désormais porté à hauteur de 1 731 000 € réparti entre SERM.ID (50 %), la Banque des Territoires (28 %) et la foncière ARDILLA (22 %). Le premier exercice a une durée de 21 mois du 06/04/2022 au 31/12/2023. Un Contrat (CPI) d'un montant de 6 481 000 € a été signé avec la SCCV MUSEE EAI, filiale de SERM.ID, en date du 20 juillet 2022 portant sur la réalisation de l'immeuble.

La SASU CASSIOPEE, Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle était détenue à 100 % par la SERM.ID. Elle avait vocation à porter un patrimoine immobilier sur 7 831 m² au sein de la ZAC BEAUSOLEIL. Le permis a par la suite été transféré à la SCCV ANDROMEDE (filiale de la SERM). La SASU Cassiopée a fait l'objet d'une transmission universelle de patrimoine au profit de SERM.ID en date du 29 juin 2023 et a été radiée le 23 avril 2024.

La SCCV ANDROMEDE, Société Civile de Construction Vente, a été créée en date du 29/07/2019 avec un capital social de 1 000 €, pour l'opération de construction d'un immeuble de bureaux au sein de la ZAC BEAUSOLEIL. Le bâtiment a été livré le 23 novembre 2023. Son actionnariat est composé de la SERM (90 %) et de Canopée Promotion (10 %). Le chiffre d'affaires s'établit à 25 M € et le résultat de l'exercice à 2 518 K €.

La SCCV MUSEE EAI, Société Civile de Construction Vente, a été créée en date du 06/02/2020 avec un capital social de 1 000 €. Son actionnariat est composé de la SERM (90 %) et de Canopée Promotion (10 %). Elle a pour objet la réhabilitation et l'extension de l'ancien Musée sur la ZAC Cité Créative, bâtiment réservé aux Industries Culturelles et Créatives (ICC). Le chiffre d'affaires de l'exercice 2023 s'établit à 6 481 K €. Le résultat net s'établit à 326 K € correspondant à la constatation de la marge à l'achèvement. Par avenant du 5 janvier 2023, la convention d'avance en compte courant a été prolongée pour une durée de 3 ans maximum. Au 31 décembre 2023, l'avance apportée par la SERM s'établit à 180 000 €.

La Société de Coordination ALTEMED a été créée le 29 décembre 2022 dans le but de mutualiser les coûts et développer efficacement les politiques relatives au logement. La Société de Coordination regroupe trois entités dédiées à la production de logements sociaux, à l'aménagement et à la politique énergétique sur le territoire métropolitain : la SERM (40 %), la SA3M (5 %) et Aménagement Construction habitat (ACM) (55 %).

Les 11 premiers salariés transférés ont intégré ALTEMED au 1er novembre 2023.

Le chiffre d'affaires de l'exercice 2023 s'établit à 1 M € correspondant aux refacturations aux membres. Le résultat net est par nature équilibré.

Au niveau du groupe Altemed (SERM SA3M Altemed), le résultat net 2023 après IS et Epargne Salariale termine bénéficiaire à 5 399 K € (contre 6 824 K € en 2022, et 6 163 K € en 2021) soit une baisse de -21 % par rapport à 2022).

L'Epargne salariale globale est de 652 K € contre 1 074 K € en 2022, soit une baisse de -39 %. L'effectif moyen du groupe est de 165,3 ETP en 2023 contre 146 en 2022 (et 129,1 en 2021) soit une hausse de +13 % (+19 ETP).

Dans le cadre de sa certification ISO 9001, la SERM a fait l'objet d'audits internes sur les sujets suivants : audit du service foncier, équipe projet de l'opération 1250 Portes de la méditerranée, Dématérialisation des dépenses et Processus de développement activité et communication.

Dans sa séance du 24 octobre 2023, le Conseil d'Administration de la SERM a mis en place une démarche « Probité, anticorruption et transparence » (PACT). Dans ce cadre, elle a adopté un premier règlement ayant pour objectif d'instaurer un comité PACT visant notamment à proposer aux différents conseils d'administration du groupe un dispositif complet de prévention de la corruption, d'uniformiser les pratiques sur la politique des « cadeaux et invitations », de mettre en place une procédure de déport en cas de conflit d'intérêts, de renforcer les règles relatives à la passation et à l'exécution des marchés.

Concernant les perspectives de la SERM, l'année 2024 sera marquée par la poursuite des opérations d'aménagement, une stratégie d'achat dynamique pour l'électricité et le gaz, un focus sur le logement pour proposer des actions afin de faire face à la crise immobilière et une modification statutaire adoptée le 26 juin 2024 relative à la procédure d'agrément de nouveaux actionnaires, à l'élargissement de l'objet social à la Région Occitanie, à des précisions sur la composition du Conseil d'Administration et du quorum, aux représentations de la SERM dans les AG des sociétés que la SERM contrôle.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte du rapport annuel de l'administrateur de la SAEML SERM pour l'exercice 2023 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

Organismes Extérieurs - Société Anonyme d'Économie Mixte Locale SOMIMON
- Rapport Annuel de l'Administrateur (RAA) - Exercice 2023 - Approbation

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux Sociétés Anonymes d'Economie Mixte Locales et dans le cadre de l'exercice de leur mandat, les représentants de la collectivité présentent le compte rendu des activités de la société SOMIMON au cours de l'exercice 2023.

Par délibération n° V2020-076 du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier en date du 30-juillet 2020, la Ville de Montpellier a désigné Madame MASSART pour la représenter aux Assemblées Générales et conseils d'administration de la SOMIMON.

La SOMIMON réalise l'exploitation du Marché d'Intérêt National (MIN) de Montpellier dans le cadre d'une délégation de service public avec la Métropole portant sur 60 années au total, le contrat ayant été prolongé de 20 ans en 1984, et de 10 ans en 1986. La zone de chalandise s'étend de Béziers à Montpellier jusqu'à Nîmes et Millau. La société assure ainsi la mise sur le marché et la distribution des produits alimentaires de grande consommation sur une zone en plein essor démographique.

Au 31 décembre 2023, le capital social de 240 000 € de la SAEML SOMIMON est inchangé. La Ville de Montpellier détient 8 % des parts aux côtés de Montpellier Méditerranée Métropole qui en détient 50 %. Les parts sociales des actionnaires privés restent inchangées à hauteur de 42 % et se composent essentiellement des partenaires suivants : la Caisse des dépôts et consignations (24 %), la CCI (8 %), la Chambre d'agriculture de l'Hérault (4 %), le Crédit Agricole du Languedoc (4 %), la société BRL (2 %).

La Ville de Montpellier détient ainsi 1 siège sur 10 au conseil d'administration de la société.

La société est présidée par Marie MASSART, représentante de la Ville de Montpellier ; elle est dirigée par Monsieur Olivier LAURO, en tant que personnel mis à disposition par la SCET GE.

Au cours de l'exercice 2023, le Conseil d'Administration s'est réuni les 8 mars, 16 mai, 9 octobre et 7 décembre 2023. L'AGO s'est tenue le 28 juin 2023 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2022 et le 17 juin 2024 sur les comptes de l'exercice 2023.

L'effectif de la société était de 19 agents au 31 décembre 2023 soit 15,7 ETP. La société fait également appel à du personnel intérimaire et à du personnel en sous-traitance pour le gardiennage, l'entretien du site et des locaux administratifs. Depuis 2018 la SOMIMON a constitué un groupement d'employeurs permettant de mutualiser des emplois en mettant à disposition des salariés, dans les entreprises adhérentes au projet, notamment les caristes, chauffeur livreur, secrétaires, préparateur de commandes, agent d'entretien, ingénieur agro-alimentaire. Le groupement permet de recruter des profils compétents, de répondre au turn-over et de fidéliser les emplois saisonniers. L'action de la SOMIMON contribue à valoriser les productions locales et à créer/maintenir des emplois sur le territoire, notamment avec le recrutement à temps partiel d'un

chargé de créance et un responsable qualité.

En 2023, la société poursuit sa politique de développement de services en adoptant une stratégie toujours fondée sur la logistique urbaine de proximité, les nouveaux modes de consommation et de production locale, la mise en place d'un service de quai mutualisé.

Le MIN développe son activité autour des filières suivantes : la filière agroalimentaire, la filière fruits et légumes, qui représente une activité essentielle pour la société et qui conforte son attractivité à travers les enjeux développés en termes de proximité, qualité, fraîcheur et diversité des produits proposés ; la filière autres produits alimentaires intégrant les viandes, volailles, condiments, produits secs.. ; l'activité horticole et florale ; et l'activité de plate-forme frigorifique qui réside dans la mise à disposition de chambres dédiées, à température dirigée.

Le MIN est identifié comme un outil stratégique dans de nombreuses politiques de la collectivité : Politique Agroécologique et Alimentaire (P2A), développement économique, aménagement de l'espace urbain et du territoire et notamment du nouveau quartier de la Restanque, mobilité et notamment logistique urbaine en tant que point d'appui de la mise en œuvre de la ZFE, développement durable et économie circulaire, solidarité alimentaire, Cité de l'Alimentation ;

En 2023 a démarré l'élaboration coordonnée entre le MIN et la Métropole d'une feuille de route stratégique et opérationnelle à court moyen et long terme, permettant de positionner le MIN comme un outil interterritorial au service des productions agricoles du grand territoire et de la pluralité du commerce alimentaire, à la croisée des politiques publiques de la collectivité.

Par le carreau des producteurs et le pôle de transformation notamment, la SOMIMON contribue à la structuration des filières de produits locaux de qualité et à leur commercialisation en circuit court sur le territoire.

La SOMIMON dynamise le carreau des producteurs en organisant un carreau mensuel des produits transformés en partenariat avec les Centres d'Initiatives pour valoriser l'Agriculture et le Milieu rural (CIVAM) et la Chambre d'Agriculture ; en communiquant sur son catalogue produit « Cueilli ce matin, disponible cet après-midi ».

Le pôle de transformation continue de se développer en 2023 avec plusieurs agrandissements et l'arrivée de nouveaux acteurs (BONCIEL, Atelier confiture de lait). La SOMIMON a lancé une étude de diagnostic de l'offre de transformation agroalimentaire, afin de mieux positionner le développement du pôle.

Le MIN a ainsi également participé à la démarche collaborative de construction de la plateforme web BOCAL (« Bon et Local ») proposant une cartographie interactive des points de vente de produits locaux en circuits courts.

Le MIN accompagne également l'accessibilité alimentaire, en mettant en œuvre et contribuant à diverses initiatives (chèques service, structuration pôle solidarités, projet des Bocaux solidaires).

Au niveau des concessionnaires implantés au sein du MIN, on dénombre 221 opérateurs ; dont 73 concessionnaires, 41 permanents et 20 saisonniers. On note 21 arrivées, 14 départs et 8 agrandissements en 2023. 15 transformateurs locaux utilisent les chambres de stockage et le service de la plateforme logistique du MIN, gérés par la SOMIMON.

L'exercice 2023 de la société ressort en bénéfice de 10 K €. Les capitaux propres de la société progressent et s'élèvent à 1 270 K €.

Les produits totaux représentent 3 604 K € contre 3 281 K € (en hausse de 324 K € soit +10 %) pour un total de charges de 3 594 K € (soit +335 K€, +10 %).

Le chiffre d'affaires hors taxes de l'exercice s'établit à 3,2 M € (soit + 242 K €, soit +8 % par rapport à 2022), dont 756 K € pour la filière fruits et 832 K € pour la filière agroalimentaire, en progression (+93 K € soit +13 %), et 690 K € pour la plateforme frigorifique, (+49 K € soit +8 %), qui représente 20 % du chiffre d'affaires.

La part de la filière agroalimentaire progresse avec 47 % de parts, en phase avec le souhait de privilégier les entreprises agroalimentaires créatrices d'emplois. Le chiffre d'affaires du pôle transformation avec 197 K € de recettes progresse de 10 % par rapport à 2022, et en dépassement par rapport au budget.

Les principales évolutions des charges concernent majoritairement deux postes. Les achats, fournitures, consommables s'élèvent à 518 K € soit + 227 K € par rapport à 2022, avec la progression à + 238 K € (+ 278 %) des charges d'électricité. Les charges de personnel s'élèvent à 1 037 K € soit + 6,6 % par rapport à 2022. Ce poste enregistre en année pleine des postes occupés sur une partie de l'année 2022, et compte également la revalorisation de salaires au 1^{er} juin 2023. Il conviendra de noter par ailleurs les provisions pour dépréciation de créances clients qui s'élèvent à 70 K €, dont 23 % sont identifiées pour le pôle transformation.

La redevance versée à la Métropole de Montpellier s'est établie à 287 K € en 2023, contre 265 K € en 2022 et 255 K € en 2021.

Les éléments financiers au 31 décembre 2023 s'inscrivent toujours dans la politique d'accompagnement ambitieuse de la SOMIMON, avec le maintien d'une participation aux investissements des opérateurs.

Un nouveau programme d'investissement (2021-2023) a été autorisé dans la continuité de l'avenant 10 de la DSP où 1 202 K € avaient déjà été réalisés à fin 2021, soit 68 % du prévisionnel établi pour le développement du pôle transformation, la fermeture du carreau producteur, la création de cases supplémentaires, et l'extension de la halle horticole. A fin 2023, le montant des travaux s'élèvent à 566 K € soit 14 % du montant prévisionnel, comprenant des travaux d'aménagement au niveau des bureaux, bâtiments (111 K €) entrepôts (80 K €), pôle transformation (91 K €) ainsi que l'acquisition d'un camion BOM pour 85 K €. L'extension du Pôle de transformation et les investissements permettant de dynamiser la vente physique prévu dans ce plan triennal se poursuivront sur 2024-2025.

Concernant les perspectives 2024, les principaux axes de développement sont tournés vers le stock d'entrepôts disponibles sur le MIN pour les grossistes, en diminution ; ainsi que vers la redynamisation du carreau des producteurs afin d'éviter la baisse de fréquentation. Diverses actions ont été engagées par la SOMIMON telle que la création de nouveaux services et animation d'espaces mutualisés (locaux partagés) avec le déploiement du Projet Terrasol (caractérisation des flux alimentaires sur le territoire d'origine et de destination, et expérimentations de solutions logistiques adaptées, en partenariat avec le CIVAM OCCITANIE) ; on pourra noter également le développement d'un quai mutualisé depuis fin 2023 avec l'accueil de plusieurs transporteurs sur un entrepôt multi-produits partagé dit « quai mutualisé ».

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte du rapport annuel de l'administrateur de la SAEML SOMIMON pour l'exercice 2023 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

Organismes Extérieurs - Société Publique Locale TaM - Rapport Annuel de l'Administrateur (RAA) - Exercice 2023 - Approbation

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux Sociétés Anonyme d'Economie Mixte Locales et dans le cadre de l'exercice de leur mandat, les représentants de la Collectivité présentent le compte rendu des activités de la Société Publique Locale (SPL) TaM au cours de l'exercice 2023.

Par délibération n°V2022-245 du Conseil Municipal, en date du 28 juin 2022, la Ville de Montpellier a désigné Monsieur Laurent NISON pour la représenter aux Conseils d'Administration et aux Assemblées Générales de la SPL TaM aux côtés du représentant suivant siégeant au conseil d'administration : Manu REYNAUD.

En 2023 le capital social de la SPL est passé de 4 286 K € à 15 286 K €. Une augmentation de capital de 11 M € finalisée en novembre 2023 a permis d'assainir les comptes de la SPL et de retrouver une trésorerie positive. Cette augmentation a été réalisée d'une part par augmentation de capital en numéraire à concurrence de 8 M € et d'autre part par incorporation au capital de compte courants d'associés détenus par la ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole à concurrence de 3 M €. La ville de Montpellier détient 31,40 % du capital de TaM et est représentée par 2 membres au sein du Conseil d'Administration dont le Président, aux côtés de Montpellier Méditerranée Métropole (68,31 %) avec 5 représentants, et la ville de Pérols (0,29 %, 1 représentant).

Au cours de l'exercice 2023, le Conseil d'Administration s'est réuni à 8 reprises les 6 février, 14 mars, 23 mars, 20 avril, 28 juin, 25 octobre et 8 novembre. L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires s'est réunie le 28 juin 2023 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2022. Une Assemblée Générale Extraordinaire a également eu lieu le 25 octobre pour approuver l'augmentation de capital. L'Assemblée Générale du 26 juin 2024 a approuvé les comptes relatifs à l'année 2023.

Au cours de l'année 2023, la société a été représentée selon deux modes de directions différents et successifs :

- Du 4 avril 2022 au 9 février 2023, TaM est représentée par son Président, Laurent NISON et un Directeur Général, Laurent SENIGOUT ;
- Du 10 février 2023 au 14 mai 2023, TaM est représentée par son Président Directeur Général Laurent NISON, avec délégation de pouvoirs à un Directeur Général Délégué, Nicolas SILBERZAHN ;
- A partir du 15 mai 2023 TaM est représentée par son Président, Laurent NISON et un Directeur Général, Loic MESSNER.

En 2023, la société TaM s'est attachée à poursuivre et développer ses activités telles que la gestion des transports urbains, l'extension du réseau de transports en commun, la gestion des horodateurs sur voirie, le stationnement en ouvrages ainsi que les activités en mandats, tout en maîtrisant au mieux les impacts de la crise sanitaire et de la crise énergétique.

Plusieurs événements majeurs ont impacté l'entreprise au cours de cette année :

- Passage à la gratuité totale des transports pour les métropolitains au 21 décembre 2023 (phase 3) ;
- Poursuite de la crise énergétique : sur les années 2021 et 2022, TaM était « protégée » par ses marchés conclus à prix fixe fin 2020 pour le gaz brut et l'électricité de traction. L'impact s'est donc principalement porté sur les comptes 2023. Une indemnité d'imprévision a été versée par la Métropole à hauteur de 15 M € pour couvrir les hausses 2022 et 2023. Une clause de revoyure après la clôture 2023 fait état d'un remboursement de TaM de 4,9 M € soit une indemnité liée au surcoût énergétique et acier de 10 M €.
- Augmentation de capital de 11 M € finalisée en novembre 2023 qui a permis d'assainir les comptes de la SPL et d'amener le capital de la SPL à 15 286 000 €.
- Avenant 11 de la Délégation de Service Public (DSP) des Transports: prolongation de la DSP au 31 décembre 2024 ; révision de la Subvention Forfaitaire d'Exploitation (SFE); modification du plafond de l'indexation ; compensation tarifaire gratuité pour les moins de 18 ans ; compensation tarifaire phase 3.

Toutes activités confondues, les comptes de TaM affichent un total des produits de l'ordre de 140 M € (+ 28 M € par rapport à 2022 soit + 25 %). Le montant des charges se porte à hauteur de 142 M € (en évolution de + 21 M € soit + 17 %).

Le résultat net comptable s'affiche encore en déficit à hauteur de - 1 244 K€ pour 2023, en deçà du déficit de 2022 (- 8 732 K €).

Les capitaux propres de la société s'élèvent à 39 M € (contre 20,5 M € en 2022) pour un capital de 15,3 M € (4,3 M € en 2022) et des subventions d'investissement de 34,5 M € (25,8 M € en 2022), le Report à nouveau étant porté à -11,3 M €.

La situation nette (hors subventions d'équipement) est redevenue positive à 4,4 M € (-5,3 M € en 2022, 3,7 M € en 2021, 8,8 M € en 2020).

On note une amélioration du niveau de trésorerie passant de 43,3 M € à 60, 6 M €, dont 10,2 M € de valeurs mobilières de placement.

Au 31 décembre 2023, l'effectif de la société s'établit à 1 345, soit + 130 personnes ; en moyenne sur l'année 2023 la société comptabilise 1 288 ETP, soit + 88 ETP par rapport à 2022 (+ 57 ETP en Transport ; + 8 ETP en Voirie ; + 18,7 ETP en Mandat ; + 7 ETP Siege). En conséquence notamment de cette hausse d'effectif, la masse salariale évolue de + 9,5 M €.

Activité Transport

La DSP Transport, attribuée à TaM, a débuté le 1^{er} juillet 2018 pour une période de 6 ans et demi. Une subdélégation pour les services suburbains, le transport à la demande (TAD) et les services liés aux sorties éducatives, a été attribuée à la SAS T3M détenue à 100 % par Transdev.

Jusqu'au 21 décembre 2023, date du passage à la gratuité totale pour les métropolitains, le nombre de validations 2023 s'est élevé à 34,6 millions de déplacements soit un retrait de 5,1 % par rapport à l'année précédente.

La crise sanitaire a eu un impact sur la poursuite du geste de validation, difficile à quantifier et évaluée à environ 9 %.

En 2023, les Pass Gratuité (+ 65 ans, -18 ans ou week-end) ont représenté un tiers des validations, contre 29 % en 2022 et 12 % en 2021.

Les produits (107,7 M €) augmentent de 25 M € / 2022 (82,7 M € en 2022) :

- Des recettes clients (20,7 M €) en baisse de 8 % / 2022 du fait d'une part plus importante de clients bénéficiant de Pass gratuité et tarif réduit ;
- Le montant de SFE de TaM pour 2023 (49,2 M €) demeure supérieur à 2022 (37,6 M €), conséquence de l'avenant 11 ;
- Les compensations tarifaires (sociales, scolaires et gratuité) pour 18,6 M € (dont 12,6 M € de gratuité contre 9,7 M € en 2022) + 1,9 M € ;
- L'indemnisation d'imprévision énergie s'élève à 10,1 M € ;
- Une indemnisation pour travaux L5 de 2,4 M € (1,2 M € en 2022 intégré en SFE).

Les charges (108.2 M€) augmentent de +13.3M€ /2022 :

- Hausse de l'énergie (+7 M€) ;
- Hausse des frais de personnel (+7.5M€) ;
- Hausse des coûts de maintenance (+3.5 M€).

L'activité transport génère une légère perte de -512 K€, contre -12.2 M€ en 2022.

La charge pour la collectivité (TaM et T3M) est de 96 870 K € TTC (hors subvention d'équipement) contre 71 846 K € en 2022. Elle inclut l'indemnité exceptionnelle relative à l'énergie au titre des années 2022 et 2023 de 10 M €.

Mandats et Assistance à Maîtrise d'Ouvrage

Au cours de l'année 2023, la SPL TaM s'est vu confier 5 mandats (Doublement ligne 3 du Tramway, intégration du Tunnel de la Comédie dans le parc stationnement souterrain et la création d'une piste cyclable, modification des équipements Tramway sur le secteur NPNRU Mosson, gestion et suivi du marché d'acquisition de Tramway, plate-forme et voie ferrée tramway du Centre-Ville).

Les mandats en cours (réalisation de la 5ème ligne de tramway, extension ligne 1 et réalisation de 5 lignes de Bustram) ont poursuivi leur avancée.

Le chiffre d'affaires de l'activité mandats et maîtrise d'ouvrage pour 2023 s'établit à 4,1 M € (2,2 M € en 2022) et présente un résultat équilibré.

Stationnement (en ouvrages et sur voirie)

Concernant la gestion des parkings de centre-ville de Montpellier, TaM a été désignée en tant que délégataire pour la gestion des parkings Comédie (2014-2023), Antigone (2014-2023), Gambetta (1987-2029), Europa (1996-2035) et Saint Roch (2015-2030). TaM détient également la gestion du parking du Corum (2020-2027) avec la Métropole de Montpellier en tant que subdélégataire de la SAEML Montpellier Events.

La fréquentation « horaire » diminue de 4,6 % par rapport à 2022, principalement suite aux travaux de l'ensemble Comédie-Esplanade.

Le chiffres d'affaires « horaire » augmente de 177 K € soit + 2,8% par rapport à 2022, grâce à une révision tarifaire au 1^{er} mai 2023.

En 2023, le parking St Roch génère la plus grande part du chiffre d'affaires avec 38 %, tandis que juste derrière se trouve le parking Comédie avec 34 %. St Roch bénéficiant d'un ticket moyen supérieur (7,23 € contre 4,60 € pour Comédie).

La fréquentation « abonnés » est en légère baisse (-3,7 % / 2022). En conséquence, le chiffre d'affaires des abonnés est en baisse de 68 K € par rapport à 2022 (-3,3%).

L'ensemble des parkings du centre-ville affiche un résultat déficitaire de -343,5 K € en baisse de 409 K € principalement dû au déficit de Comédie -179 K € et à la hausse des frais de personnels de +160 K € soit + 12 % (+ 65,4 K € en 2022 grâce au bénéfice de Saint Roch 98 K €).

Le montant des redevances versées à la Métropole s'élève à 1,6 M € (1,5 M € en 2022) et 400 K € pour Montpellier Events (DSP parking Corum).

Depuis septembre 2022, un nouveau marché en prestation de service pour la gestion du parking de l'Hôtel de Ville a été attribué à TaM, avec un résultat bénéficiaire de 12.6 K € (21,8 K € en 2022).

La gestion du stationnement sur voirie est une délégation de service public avec la Ville de Montpellier, pour une période de 7 ans (2018-2024).

L'année 2023 a été marquée par l'expérimentation du stationnement payant sur le territoire de la ville de Pérols, l'évolution de la tarification des abonnements suite à la gratuité des transports en communs ; l'impact du changement de zonage et de l'augmentation des tarifs horaires mis en œuvre en novembre 2022 puis des extensions de zones mises en place en septembre 2023 ; la mise en service de 2 LAPI supplémentaires (5 au total).

Malgré une hausse de la fréquentation et du chiffre d'affaires (+ 32 %), le stationnement sur voirie affiche un bénéfice de 443 K € en baisse de - 34 % par rapport à 2022 (666 K € en 2022) dû à la hausse des charges de 41 %.

Le montant des redevances dues pour l'exercice 2023 s'élève à :

- 5 408 K € pour la Ville de Montpellier (4,4 M € en 2022) ;
- 3 754 K € pour la Métropole (2,7 M € en 2022).

CFA (centre de formation)

Le CFA a ouvert une 1^{ère} section à la rentrée 2018. En 2023, ce sont en moyenne 24,7 apprentis qui ont suivi une formation au sein du CFA de TaM contre 10,5 en 2022.

Le déficit 2023 est de 39,1 K €, en amélioration par rapport à 2022 (- 100,4 K €) grâce à l'augmentation du nombre d'apprentis.

Dans le cadre des perspectives, l'année 2024 est marquée par le renouvellement de deux contrats de DSP, Transport et Stationnement sur voirie, ainsi que par la préparation de la reprise de la Fourrière automobile au travers d'une nouvelle DSP, toutes pour une durée de 7 ans (2025-2031).

L'année 2024 est également la première année de la gratuité totale pour les métropolitains. L'évaluation de la fréquentation est désormais faite grâce à des cellules compteuses, installées dès le 21 décembre 2023 sur le parc urbain et en cours d'installation sur le parc suburbain (cible : juin 2024).

Les projets structurants pour l'activité Transport se poursuivent avec notamment la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway (novembre 2025), l'extension de la ligne 1 de tramway vers la gare Sud de France (septembre 2025), et la 1^{ère} phase de la ligne 1 des Bustram (début 2025).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte du rapport annuel de l'administrateur de la société TaM pour l'exercice 2023 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

Organismes extérieurs - Société Publique Locale - SA3M - Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique - Exercice 2023

Par délibération du Conseil municipal en date du 30 juillet 2020, la Ville de Montpellier a désigné Monsieur Christophe BOURDIN pour la représenter au sein du Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales de SA3M.

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-3 du Code général des collectivités territoriales relatives aux Sociétés d'Economie Mixte Locales, la société SA3M a remis son rapport spécial 2023 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique qui lui ont été confiées. La SA3M exerce des prérogatives de puissance publique lors des acquisitions foncières nécessaires à la réalisation d'opérations d'aménagement qui ont été déclarées d'utilité publique. Les éléments principaux de ce rapport sont rappelés ci-après.

En 2023, les opérations d'aménagement confiées à la SA3M et concernées par ces prérogatives sont les suivantes :

- Dans le cadre de l'opération Nouveau Grand Cœur : acquisition par voie de préemption d'un local commercial pour une surface de 91,42 m² et cession de droit au bail de 25 m² ;
- Dans le cadre de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Port Marianne-République, acquisition par voie amiable d'un appartement, d'une maison et deux parcelles de terrains pour environ 2 488 m² ;
- Dans le cadre de la ZAC Cité créative : acquisition par voie amiable d'une maison à usage d'habitation d'une surface de 58 m².

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte du rapport spécial 2023 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique de la SPL SA3M ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

Organismes extérieurs - Société Anonyme d'Économie Mixte Locale - Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) - Rapport Spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique - Exercice 2023

Par délibération du Conseil municipal en date du 30 juillet 2020, la Ville de Montpellier a désigné Monsieur Michaël DELAFOSSE pour la représenter au sein de la présidence du Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales de SERM.

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-3 du Code général des collectivités territoriales relatives aux Sociétés d'Economie Mixte Locales, la SERM a remis son rapport spécial 2023 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique qui lui ont été confiées. La SERM exerce des prérogatives de puissance publique lors des acquisitions foncières nécessaires à la réalisation d'opérations d'aménagement qui ont été déclarées d'utilité publique.

En 2023, il conviendra de noter qu'aucune opération confiée à la SERM par la Ville de Montpellier n'est concernée par ces prérogatives de puissance publique.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte du rapport spécial 2023 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique de la SAEML SERM ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

Vœu relatif à un audit des crèches privées de Montpellier

Le vœu suivant a été émis par le groupe d'élus *Les Ecologistes*. Conformément au règlement intérieur du Conseil municipal de la Ville de la Montpellier, son inscription à l'ordre du jour de la séance du 15 octobre 2024 a été approuvée lors de la Conférence des présidents de groupe du 1^{er} octobre 2024 :

« Le mois dernier, un livre-enquête a dénoncé l'émergence puis le développement de ce que les médias ont appelé les crèches « *low cost* » où les cas de maltraitances succèdent aux situations de sous-financements chroniques (*Les Ogres* de Victor CASTANET chez Flammarion).

Le scandale a été retentissant et sont concernés certains groupes privés et les pouvoirs publics : l'Etat mais aussi les collectivités territoriales, les communes. Quatre groupes privés sont particulièrement cités : People & Baby, Les Petits Chaperons rouges, Babilou, La Maison Bleue.

Considérant que ces 4 groupes privés sont présents sur le territoire de la Ville de Montpellier et assurent la gestion quotidienne d'établissements au sein desquels se regroupent plusieurs centaines de montpelliérains.

Considérant qu'une ville qui se prétend à hauteur d'enfants ne peut rester insensible à cette question dont la gravité émeut la population, quelles que soient les générations, les quartiers, les catégories socio-professionnelles.

Considérant qu'en application de l'article L.2121-29 du Code général des collectivités territoriales, cette question étant par essence d'intérêt local, le Conseil municipal demande à connaître exactement quelle est la situation dans ces établissements.

En effet, il apparaît aujourd'hui nécessaire que les services de la Ville de Montpellier puissent être en mesure de prévenir des faits, des comportements suspects dont des enfants pourraient être victimes. Cela, bien évidemment, dans le cadre des missions de contrôle, de surveillance que doit exercer la Ville en tant que délégataire de service public, mais aussi en tant que collectivité publique soucieuse des conditions d'accueil des tout-petits sur son territoire. »

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'émettre le vœu que la Ville de Montpellier demande aux services de protection maternelle et infantile (PMI) de contrôler les crèches privées de la Ville afin de garantir leur conformité aux normes de sécurité de crèche et le bien-être des enfants ;
- De rendre publics les résultats de ces audits afin que la population des territoires puisse être informée ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, le présent vœu est adopté à l'unanimité.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix
Abstention : 0 voix
Ne prend pas part au vote : 0 voix



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

Procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 11 juillet 2024 - Approbation

Le procès-verbal de la séance du 11 juillet 2024 est annexé à la présente délibération, accompagné de la synthèse des décisions présentée lors de ce Conseil.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le procès-verbal du Conseil municipal du 11 juillet 2024 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024

Procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 10 septembre 2024 -
Approbation

Le procès-verbal de la séance du 10 septembre 2024 est annexé à la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le procès-verbal du Conseil municipal du 10 septembre 2024 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Ville fraternelle et solidaire

Présents :

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Serge MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION.

Absent(es) / Excusé(es) :

Hind EMAD, Flora LABOURIER, Patricia MIRALLES

**Mutuelle communale - Complémentaire santé accessible à tous - Convention de
partenariat entre la Ville de Montpellier et La Mutuelle Familiale - Approbation -
Autorisation de signature**

Monsieur Michel CALVO, Adjoint au Maire, rapporte :

L'accès à une complémentaire santé accessible à tous les habitants de la Ville de Montpellier était un engagement de l'équipe municipale. La création de la mutuelle communale constitue une des mesures phares du bouclier social qui protège les Montpelliéraines et les Montpelliérains. Pour mémoire, un appel à partenariats a été lancé par délibération du Conseil municipal du 10 décembre 2023. A la suite de l'analyse des propositions formulées par différentes mutuelles, La Mutuelle Familiale a été sélectionnée pour porter le dispositif de mutuelle communale.

Il s'agit de proposer une complémentaire santé accessible à tous les habitants, à partir du 14 octobre 2024, pour les habitants non couverts par une complémentaire santé, et à partir du 1^{er} janvier 2025, pour les habitants qui souhaitent en changer. Tous les habitants de Montpellier pourront donc bénéficier d'un accompagnement personnalisé, dès le 14 octobre 2024, dispensé par La Mutuelle Familiale, dans ses nouveaux locaux à Montpellier.

L'objectif de cette mutuelle communale est triple :

- Garantir une meilleure couverture santé des habitants ;
- Lutter contre le non-recours aux droits à la santé, développer des logiques de prévention santé ;
- Conforter le pouvoir d'achat des ménages en proposant des contrats moins chers.

La présente délibération a pour objet de formaliser le partenariat entre La Mutuelle Familiale et la Ville de Montpellier, par la signature d'une convention de partenariat 2024-2025. Cette convention fixe les engagements réciproques des deux parties. Les tarifs négociés entre la mutuelle et la Ville seront gelés jusqu'au 31 décembre 2026, la seule augmentation possible sera indexée à l'ONDAM 2026 (objectif national de dépense d'assurance maladie, fixé chaque année par la loi de financement de la Sécurité sociale).

La Ville de Montpellier s'engage notamment à :

- Faciliter l'octroi des autorisations d'occupation du domaine public ;
- Faciliter l'installation de La Mutuelle Familiale dans un local à Montpellier ;
- Communiquer largement sur le dispositif auprès des habitants et des acteurs de la Ville.

La Mutuelle Familiale s'engage notamment à :

- Dédier 3 salariés à temps complet dédiés au dispositif pour assurer l'accueil du public dans son local ainsi que dans des lieux de permanences ;
- Assurer un service et des prestations de qualité par l'intermédiaire d'un centre d'accueil téléphonique (joignable sans frais) et un local fixe ;
- Exercer une mission de conseil auprès des bénéficiaires (analyses des besoins, comparatifs de garanties, aide à la résiliation de leur ancien contrat santé) ;
- Effectuer les modalités de résiliation auprès des anciens organismes complémentaires ;
- Informer et orienter les personnes éligibles à la Complémentaire Santé Solidaire vers les contrats adaptés pour bénéficier de l'ensemble des droits associés ;
- Ne pratiquer aucun droit d'entrée, délai de carence, de questionnaire médical, de frais de dossier ;
- Appliquer la gratuité à partir du troisième enfant, régulièrement inscrits.

Plus globalement, ce projet s'inscrit dans une ambition forte d'accès à la santé et de lutte contre le non recours aux droits. Le déploiement de la mutuelle communale est donc pensé en complémentarité avec les compétences et actions portées notamment par le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Montpellier. Les habitants pourront donc bénéficier d'un accompagnement adapté par les équipes du CCAS pour analyser leur situation, balayer leurs droits et orienter les publics éligibles vers les dispositifs adaptés (notamment la complémentaire santé solidaire portée par la CPAM). Concernant les démarches d'adhésion à la mutuelle communale, la mutuelle assurera, en lien avec les services de la Ville, une démarche de proximité et d'aller vers pour assurer une pleine accessibilité de ce dispositif ambitieux à l'ensemble de la population.

La Ville de Montpellier a proposé aux communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole de s'inscrire dans cette dynamique. Les Communes de Clapiers, Saint-Genies-des-Mourgues, Sussargues, Murviel-lès-Montpellier ont souhaité déployer ce dispositif sur leur territoire, dans une logique d'accès à la santé pour tous.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et La Mutuelle Familiale, pour la création de la mutuelle communale ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Philippe SAUREL.

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention de partenariat mutuelle familiale - 2024VD
- Annexe 2 tableau des garanties mutuelle communale

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-279199-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du mardi 15 octobre 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines et dialogue social

Présents :

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUQUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Serge MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PÂTERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION.

Absent(es) / Excusé(s) :

Flora LABOURIER

Mesures de protection et de solidarité envers les agents de la Ville de Montpellier dans le cadre de l'exercice de leurs missions - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

L'environnement économique, politique, géopolitique et social qui succède à une crise sanitaire sans précédent se révèle synonyme d'incertitude génératrice de stress, d'inquiétude et de remise en cause sans précédent. Les organisations ont un intérêt majeur à accompagner cette période anxiogène au niveau individuel et collectif, afin de redonner sens à l'action publique. Cet environnement de crises donc d'inquiétude et d'incertitude, se double d'un environnement social dans lequel les relations humaines se modifient en profondeur pour laisser une place toujours plus grande au numérique et à l'immédiateté. Cela entraîne des relations différentes avec les citoyens, les bénéficiaires et les usagers et une nécessaire modernisation des pratiques professionnelles.

Dans ce contexte, un nombre croissant d'agents du service public est aujourd'hui confronté à des exigences qui peuvent tourner en incivilités ou en violence de certains usagers voire de collègues. Récemment des agressions graves ont eu des conséquences dramatiques pour des fonctionnaires territoriaux en exercice.

Par violence, on entend les « *insultes, menaces ou agressions physiques ou psychologiques exercées contre une personne sur son lieu de travail par des usagers ou des collègues, qui mettent en péril sa santé, sa sécurité ou son bien-être* ». Elle peut être de nature criminelle, ou relever de comportements incivils ou agressifs du public envers les agents. Les incivilités regroupent les actes et comportements manquant aux convenances sociales et aux règles de vie en communauté telles que le respect de l'autre, la politesse, ou la

courtoisie (moquerie, crachat, impatience manifeste, mépris...). Souvent considérées comme banales, elles ne sont pourtant pas à minimiser car elles percutent le quotidien professionnel, dégradent les relations et peuvent durablement détériorer « *l'image de soi* » et la santé de l'agent.

Ces actes d'incivilité ou de violence ne sont pourtant pas une fatalité.

Les situations de travail et les circonstances professionnelles susceptibles de provoquer des manifestations d'agressivité à l'égard des agents sont diverses : usagers insatisfaits par la qualité du service, usagers exaspérés par les délais d'attente, qui réclament une immédiateté de traitement, travail au contact de publics en situation difficile, conditions de travail pénibles, tensions liées à la charge de travail ou aux modalités de communication dans un collectif de travail, etc. Elles constituent autant de facteurs de risques de violence.

Ces actes d'incivilité ou de violences physiques ou verbales portent atteinte à la dignité, au respect et à l'intégrité des personnes que sont les agents du service public. La santé physique et psychologique des agents peut en être gravement altérée, de manière immédiate mais également à moyen terme par des effets différés. Lésions corporelles, traumatismes et souffrances psychiques peuvent conduire à des réactions de stress aigu et post-traumatique. Il est par conséquent du devoir de la Collectivité de mettre en œuvre les moyens de prévenir ces actes, de protéger les agents contre ces derniers et de les accompagner efficacement quand ils en sont les victimes.

Ces actes d'incivilité ou de violences physiques ou verbales portent aussi atteinte au service public lui-même ; à travers l'agent victime de ces actes, c'est en effet le service public qui est touché, ce sont les règles de vie ensemble dans le respect des valeurs de la République qui sont altérées. Il est par conséquent également du devoir de la Collectivité de sanctionner avec proportion et fermeté les auteurs de ces actes.

Le Code du travail énonce l'obligation pour l'employeur d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs pour tous les aspects liés au travail, ce qui implique notamment de prévenir les violences internes et externes qui surviennent dans le cadre du travail. Au cours de l'évaluation des risques qu'il est tenu d'effectuer, l'employeur doit repérer les éventuels postes ou situations de travail à risque, les personnes exposées et les principaux facteurs de risque (ou principales causes). À partir de cette évaluation, des mesures de protection collective permettant de prévenir les situations de violence externe doivent être recherchées avec les travailleurs concernés.

La Collectivité a d'ores et déjà pris les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des travailleurs et s'engage dans une démarche de progrès continu pour améliorer sa politique santé/ prévention en la matière.

Elle a également déployé des dispositifs d'accompagnement des agents victimes dans la prise en charge de leurs traumatismes et dans la gestion de l'évènement intervenu, ainsi que des mesures de sanctions à l'égard des agresseurs.

Ces mesures comprennent globalement :

- Des actions de prévention des risques professionnels, y compris les facteurs de risques professionnels qui ouvrent droit, sous certaines conditions, à des mesures de compensation ;
- Des actions d'information et de formation ;
- La mise en place d'une organisation et de moyens adaptés.

Il est exposé dans les deux grands chapitres suivants les dispositifs déjà finalisés et ceux à poursuivre pour proposer un panel complet de protection aux agents.

I) **Dispositifs actifs de mise en protection des agents dans les organisations rassemblées :**

1) **Procédure interne de signalement**

La prévention et le traitement de toutes formes de violences et de discrimination constituent l'une des priorités du mandat, fortement affirmée dans le cadre de la politique de gestion des ressources humaines et de la politique de diversité et de la lutte contre les discriminations de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole.

En cohérence avec le plan égalité femmes-hommes et le programme annuel de prévention des risques professionnels, un dispositif permettant de recueillir les signalements des agents qui estiment être victimes ou témoins d'un acte de violence, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel ou d'agissements sexistes est mis en place. Cette procédure ne concerne pas les violences réalisées par les usagers. L'objectif est de doter les agents et les managers, d'un outil permettant de réagir rapidement et de façon adaptée, si l'activité professionnelle ne peut plus être exercée dans un cadre serein, face à une situation de violence ou de discrimination.

Le dispositif répond à plusieurs enjeux de prévention, de sécurité et de qualité de vie au travail des agents :

- Un traitement équitable des situations ;
- Un cadre de travail plus serein pour les agents et une amélioration de leurs conditions de travail ;
- Une évolution des pratiques et des représentations au sein de la collectivité, en lien avec le plan égalité femmes-hommes et le programme annuel de prévention des risques professionnels ;
- La prévention des risques humains et juridiques.

Trois grandes étapes ont été ainsi formalisées pour :

1. Recueillir et analyser les signalements des agents victimes ou témoins de faits ;
2. Orienter les agents concernés vers les services et professionnels compétents, pour leur apporter accompagnement et soutien ;
3. Assurer le traitement des faits signalés et prendre toute mesure de protection appropriée.

Aussi, un kit d'information a été réalisé et mis à disposition des agents, comprenant une fiche alerte signalement destinée à alerter l'employeur et des affiches de communication « *J'adopte les bons réflexes* » pour diffusion dans les services. Une communication sous forme d'ateliers de sensibilisation auprès des managers et agents a été réalisée en juin 2023 (une centaine d'agents sur trois sites). A travers une communication de sensibilisation, le dispositif est désormais bien pris en main par les agents qui le connaissent.

Par ailleurs, depuis juin 2022, des outils de suivi de la procédure ont été créés et permettront de faire une analyse du traitement des signalements.

Ce dispositif au sein des collectivités permet donc déjà de prévenir et lutter, entre autres, contre les discriminations et les violences sexistes et sexuelles.

2) **Procédure de prise en charge immédiate ou post-immédiate de l'agent victime de traumatisme psychique en milieu professionnel**

Un « *évènement à potentiel traumatique* » est un évènement qui expose, en tant que victime ou en tant que témoin, à la mort ou une menace de mort, à une blessure grave ; dans le milieu du travail, il peut relever d'une catastrophe naturelle (inondation), d'un incendie ou explosion, d'un accident de travail grave (chute) ou de trajet (accident de voiture, de moto, de vélo), d'une agression physique et/ou menace par une arme,

d'une agression sexuelle (viol, tentative de viol, attouchements), ou par le fait d'être témoin d'un décès soudain et/ou violent (homicide, suicide etc.)

Ce type d'évènement conduit soit à une récupération précoce (1^{er} mois) soit à une symptomatologie post-traumatique (le délai entre l'évènement et l'apparition des symptômes post-traumatiques varie entre 1^{er} mois et plusieurs années selon les individus). La durée, la fréquence et l'intensité des réactions sont variables en fonction de la nature des évènements, de l'histoire de l'individu et du soutien social reçu.

Si l'évènement traumatogène s'est déroulé sur le lieu de travail ou impacte un collectif (victimes directes et indirectes), une prise en charge est prévue par les acteurs QVT (médecins, infirmières de santé au travail, psychologues, assistantes sociales).

Un accompagnement est également mis en place en cas d'accident du travail porteur d'une dimension traumatique tel qu'une atteinte à l'intégrité physique et psychique d'une personne ou d'un groupe consécutive à des violences accidentelles (liées à l'organisation du travail, de type mécanique, électrique, chimique...) ou volontaire (coups, blessures, homicide, suicide).

Plusieurs étapes sont à respecter avec une temporalité bien définie :

- Déchoquage ;
- Débriefing ;
- Soutien aux démarches administratives ;
- Suivi de l'intervention.

3) Dispositifs d'accompagnement des agents victimes d'agressions externes

Il existe un ensemble d'outils à destination des managers pour accompagner avec les services ressources dédiés les agents victimes d'agression externe :

- Le protocole des agressions externes et le kit :

Si un agent a été victime de violences (physiques ou verbales) de la part d'un usager. La Collectivité l'accompagne en interne dans la gestion de cet évènement via :

- La procédure de gestion des agressions externes qui se décompose en deux temps : faire cesser le trouble / accompagner l'agent avec les ressources internes à disposition ;
- Un kit regroupant l'ensemble des formulaires à saisir en fonction de l'évènement subi (déclaration accident du travail, protection fonctionnelle...).

- **Dépôts de plainte**

La prise en charge de l'agent est nécessaire mais pas suffisante. Il est également indispensable que la Collectivité interpose autant que possible vis-à-vis du tiers ou usager agresseur.

La question du dépôt de plainte est aujourd'hui essentielle. Les services de la justice exigent en cas d'agression que ce soit la victime directe qui dépose plainte ce qui s'oppose à ce que la Collectivité puisse déposer plainte en lieu et place de l'agent agressé ou en parallèle, sauf dans les cas où la Collectivité peut se prévaloir d'un préjudice direct propre.

La Collectivité s'est toutefois engagée dans une démarche tendant à favoriser au mieux cette démarche en déposant plainte elle-même, en parallèle de l'agent, dès qu'elle le peut.

Dans le cadre d'une démarche de renforcement du lien numérique, la Police Nationale a mis en œuvre une prise de rendez-vous en ligne dans les commissariats. L'objectif est triple :

- Eviter à l'usager un déplacement non nécessaire lorsque sa démarche peut être réalisée de manière dématérialisée via l'un des téléservices proposés par la Police Nationale (pré-plainte en ligne) ;
- Permettre à l'usager d'organiser son déplacement en commissariat en fonction de ses contraintes personnelles et ou professionnelles ;
- Limiter les temps d'attente.

Pour ce faire, les victimes sont invitées à se rendre sur le site « *Ma sécurité* » via :

- Un QR code dédié ;
- Ou le lien <https://www.masécurité.interieur.gouv.fr>

Au cours de la déclaration, il sera proposé de vérifier si un déplacement en commissariat est nécessaire en précisant la situation. Lors de cette vérification, il sera demandé de choisir le commissariat dans lequel la victime souhaite se rendre.

Si le déplacement en commissariat est nécessaire et confirmé, la prise de rendez-vous est proposée en cliquant sur « *Prendre rendez-vous* ».

Enfin, dans les situations révélées graves et présentant un danger, l'état-major de la Police Municipale, sous saisine de la hiérarchie concernée, peut saisir l'état-major de la Direction Interdépartementale de la Police Nationale afin d'organiser un rendez-vous dédié au dépôt de plainte du ou des agents concernés et de la Collectivité.

- Suspension des droits des usagers agresseurs

L'agression verbale ou physique des agents peut se manifester dans l'ensemble des missions de service public assumées par les agents de la Collectivité. Si la voie judiciaire n'aboutit pas toujours, il est important que les usagers agresseurs puissent percevoir de manière directe et rapide que leurs actes ont des conséquences sur les services qu'ils obtiennent de la Collectivité et qu'ils fragilisent par leurs agissements.

A ce titre la Collectivité généralise dans toutes ses compétences et de manière proportionnée aux faits constatés des sanctions de suspension ou de révocation à l'encontre des usagers agresseurs que ce soit notamment en matière d'accès aux équipements culturels, sportifs, d'animation ou d'accès aux espaces publics et/ou privés gérés par la Collectivité (droits d'occupation sur les terrasses, dans les halles et marchés, baux divers...).

- Protection fonctionnelle

Dans cette continuité, la Collectivité est tenue aussi de protéger ses agents contre les éventuelles conséquences juridiques liées à l'exercice de leurs fonctions.

Le dispositif de protection fonctionnelle permet à l'agent d'être protégé en cas d'agression dans le cadre de son travail (menaces, violences, injures, diffamations, outrages...) ou s'il est poursuivi en justice en raison de son activité professionnelle.

La protection fonctionnelle désigne l'ensemble des mesures de protection et d'assistance dues par l'administration envers ses élus et ses agents afin de les protéger et de les assister contre les attaques dont ils font l'objet dans l'exercice de leurs fonctions, en raisons de celles-ci, et à raison de faits n'ayant pas le caractère d'une faute personnelle.

La protection fonctionnelle se matérialise généralement par deux grands axes :

- Actions de prévention et de soutien :
 - o Éventuelle mise en sécurité en faisant cesser la situation créatrice du dommage ;
 - o Avec un rôle primordial de la hiérarchie ;
 - o Écoute et prise en charge psychologique et/ou médicale éventuellement.
- Prise en charge :
 - o Des frais d'avocats dans le cadre de procédures devant les tribunaux ;
 - o Des frais de procédure devant les tribunaux ;
 - o Des indemnisations en cas d'insolvabilité des auteurs d'infractions reconnus coupables.

Cette dernière mesure illustre l'accompagnement de la Collectivité en ce qu'elle systématise l'obtention par les agents des sommes leur ayant été attribuées par jugement. C'est la collectivité qui se substitue aux tiers condamnés insolvable et se retourne contre eux.

Le règlement applicable à la mise en œuvre interne de la protection fonctionnelle au sein de la Ville a été approuvé par délibération du 18 juillet 2023.

II) Les dispositifs de protection / prévention en cours de finalisation au sein des organisations rassemblées

Document unique d'évaluation des risques professionnels : horizon fin 2025

- La finalisation du document unique d'évaluation des risques professionnels inclue la prévention des risques psychosociaux. Ce travail permettra de contribuer à définir les priorités en terme de prévention notamment sur les violences internes et externes.

Prévention de la conflictualité :

- Former les encadrants de proximité à la gestion de l'agressivité et des incivilités : il a été constaté que les agents en prise directe avec le public sont formés, mais que leurs managers directs ne le sont pas ou pas suffisamment. Cette formation pourrait concerner l'ensemble des services en contact direct avec des usagers dans et hors le périmètre Qualiville (comme le sont les formations accueil dorénavant).

Sécurité :

- La sécurisation de lieux sensibles doit être envisagée en articulation avec l'expertise de la police municipale ;
- La mise en place d'alarmes silencieuses et de protection pour les travailleurs isolés se déploie à titre expérimental, elles devront être généralisées.

Parcours usagers / ergonomie des espaces d'accueil :

- Un chantier transversal avec plusieurs directions est à mener pour systématiser la notion de parcours usager et d'espace d'accueil permettant de diminuer le risque de violences externes.

Communication :

- Une fois l'ensemble des outils à disposition sur les violences externes et internes des agents de la Collectivité mis en place, une campagne de communication dédiée sera lancée. L'ensemble de ces dispositifs connus ou en cours de finalisation seront à nouveau communiqués et diffusés à l'attention de tous les agents.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de cette délibération-cadre instaurant la politique de protection et de solidarité envers les agents de l'administration ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-280323-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du mardi 15 octobre 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines et dialogue social

Présents :

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Serge MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Bruno PATERNOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION.

Absent(es) / Excusé(es) :

Julie FRÊCHE, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD

Protection sociale complémentaire des agents de la Ville de Montpellier - Choix de l'opérateur pour le contrat collectif de prévoyance - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

L'article L. 827-9 du Code général de la fonction publique prévoit que les employeurs publics territoriaux participent au financement des garanties de protection sociale complémentaire (PSC) destinées à couvrir les frais occasionnés par **les risques santé** (maternité, maladie ou accident), ainsi que **les risques prévoyance** (incapacité de travail, invalidité, inaptitude ou décès), auxquelles les agents qu'ils emploient souscrivent.

Ce même article introduit le caractère obligatoire de cette participation pour :

- Les **risques prévoyance** à effet du 1^{er} janvier 2025 (montant minimal de 7€ brut mensuel par agent, selon l'article 2 du décret n°2022-581). Les garanties minimales éligibles à la participation de l'employeur sont l'incapacité de travail et l'invalidité définies à l'article 3 du décret n°2022-581 ;
- Les **risques santé** à effet du 1^{er} janvier 2026 (montant minimal de 15€ brut mensuel selon l'article 6 du décret n°2022-581). Les garanties minimales sont celles du « *contrat responsable* », complétées du « *panier de soins* ».

Cette participation peut intervenir, au titre des contrats et règlements remplissant la condition de solidarité prévue à l'article L. 827-3 Code général de la fonction publique :

- Soit au titre de contrats et règlements pour lesquels **un label** a été délivré dans les conditions prévues à l'article L. 310-12-2 du Code des assurances ;
- Soit dans le cadre d'une procédure de mise en concurrence en vue de conclure une **convention de participation** d'une durée de six ans, à adhésion facultative ou obligatoire.

Les modalités de participation de l'employeur pour les risques santé et prévoyance ont été définies dans l'accord collectif du 14 mai 2024 signé avec les partenaires sociaux sur la protection sociale complémentaires des agents de la Ville de Montpellier, de Montpellier Méditerranée Métropole et du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Montpellier et délibérées au Conseil municipal du 11 juillet 2024 (délibération n°V2024-157).

Ainsi, pour le risque prévoyance, une convention de participation et un contrat collectif de prévoyance seront mis en œuvre. La participation de l'employeur définie dans la délibération n°V2024-157 est exprimée en % de la cotisation de l'agent. Cette participation sera appliquée en anticipation de la transposition normative de l'article 1.1.3 de l'accord collectif national du 11 juillet 2023.

Les garanties du contrat prendront effet à compter du 1^{er} janvier 2025 pour une durée de 6 années. L'adhésion des agents au contrat collectif sera facultative la première année puis obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2026 selon l'évolution du cadre normatif.

Cinq candidats ont déposé une offre dans le cadre de l'avis d'appel public à la concurrence publié conformément au décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire.

Les offres ont été analysées au regard des critères définis dans le règlement de consultation et détaillés ci-dessous :

Critères	Points	
Critère 1 : rapport entre la qualité des garanties et le tarif proposé :		50
Respect des conditions contractuelles	5	
Taux de cotisations garanties minimales – adhésion facultative	5	
Taux de cotisation des garanties minimales – adhésion obligatoire	35	
Plafonds de majoration des cotisations	5	
Critère 2 : degré effectif de solidarité entre les adhérents :		2
Compte de résultat des transferts intergénérationnels selon le taux d'adhésion	2	
Critère 3 : maîtrise financière du dispositif :		20
Politique de développement	1	
Equilibre économique (résultat technique, frais de gestion)	10	
Suivi régulier (tableau de suivi, extranet, alertes)	1	
Bilan annuel (provisions techniques, inventaire, rapport annuel)	8	
Critère 4 : moyens pour assurer une couverture effective des plus âgés et des plus exposés aux risques :		8
Services d'accompagnement personnalisés	3	
Diversité et qualité des actions de prévention conduites en direction des assurés	5	
Critère 5 : qualité de gestion du contrat et des services		20
Services pour l'Employeur (équipe de gestion dédiée, gestion des adhésions et des cotisations, gestion des prestations)	12	
Services pour les Assurés (extrant de gestion, délais contractuels de traitement des dossiers, documentation)	8	
TOTAL		100

A l'issue de l'analyse des candidatures et des offres, le classement de l'appel à la concurrence est le suivant :

1. INTERIALE, représentée par RELYENS SPS, avec 90,01 points ;
2. Mutuelle du Rempart, représentée par Alternative Courtage, avec 87,18 points ;
3. TERRITORIA Mutuelle, avec 86,29 points ;
4. ALLIANZ Vie, représentée par Collecteam, avec 85,06 points ;
5. MNT, avec 75,32 points.

Le taux de cotisation de l'offre retenue pour les garanties minimales est de 2,44% en adhésion facultative (année 2025), puis de 2,19% en cas de passage en adhésion obligatoire des agents à compter du 1^{er} janvier 2026.

Le comité social territorial de la Collectivité a été consulté pour avis le 1^{er} octobre 2024 conformément à l'article 18 du décret n°2011-1474.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'attribuer la convention de participation et son contrat collectif d'assurance associé à INTERIALE – 32, rue Blanche 75009 PARIS, représentée par l'intermédiaire en assurance RELYENS SPS – Route de Creton 18110 VASSELAY ;
- De verser une participation financière mensuelle brute aux agents exprimée en % de leurs cotisations et fonction de leurs revenus nets fiscaux en respectant le minimum prévu à l'article 2 du décret n°2022-581 :

Revenu net fiscal annuel de l'agent (R)	% de participation de l'employeur de la cotisation de l'agent sur la base des garanties minimales
R<20 000€	60%
20 000≤R<25 000€	57%
25 000€ ≤ R < 30 000€	53%
R>30 000€	50%

- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- P01_CPA PREV Convention participation COMMUNE_VD
- P02_CPR PREV Conditions particulières COMMUNE_VD

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-277745-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Ressources humaines et
dialogue social**

Présents :

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Serge MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Bruno PATERNOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION.

Absent(es) / Excusé(es) :

Julie FRÊCHE, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD

**Prévention et santé au travail - Prestations en direction des agents - Convention
de groupement de commandes permanent entre Montpellier Méditerranée
Métropole, la Ville de Montpellier et le Centre Communal d'Action Sociale
(CCAS) de Montpellier - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Une première convention de groupement de commandes a été conclue pour la période 2018-2019 entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, renouvelée en 2020 en associant le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Montpellier compte tenu des besoins similaires de l'établissement, et prenant fin au 31 décembre 2024. Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et le CCAS de Montpellier souhaitant poursuivre l'égalité de traitement entre leurs agents, la cohérence de leurs actions et assurer le fonctionnement optimal des missions de Ressources Humaines, il est nécessaire de maintenir la mise en place de procédures de passation de marchés publics communs.

Ainsi, afin de poursuivre la rationalisation de leurs achats et de bénéficier d'économies d'échelle et en application des articles L. 2113-6 à L. 2113-8 du Code de la commande publique, il apparaît pertinent de conclure un groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et le CCAS de Montpellier, relatif aux prestations en direction des agents des trois entités dans le cadre de la prévention et de la santé au travail. La convention prendra effet au 1^{er} janvier 2025, pour une durée illimitée. Montpellier Méditerranée Métropole est désignée en qualité de coordonnateur du groupement.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de groupement de commandes permanent entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et le CCAS de Montpellier pour la passation des marchés relatifs aux prestations en direction des agents des trois entités dans le cadre de la prévention et de la santé au travail ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- 2024_GPT PERMANENT_CONVENTION RSE-QVT

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-277576-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du mardi 15 octobre 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Commerce

Présents :

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Serge MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION.

Absent(es) / Excusé(es) :

Salim JAWHARI, Flora LABOURIER

Immeuble Le Capoulié - Locaux 6 rue de Maguelone - Parcelle cadastrée HM 36 - Désaffectation et déclassement du domaine public communal - Approbation

Monsieur Alban ZANCHIELLO, Adjoint au Maire, rapporte :

Construit pour accueillir un grand magasin en 1897 par les architectes SOREAU & PRATT, à l'instar des grands magasins parisiens, le Capoulié, alors « *Paris-Montpellier* » se trouve sur l'emplacement de l'éphémère théâtre concert des Variétés, créé en 1888 à la rencontre de la rue d'Obilion et de la nouvelle artère alors, reliant la gare à la place de la Comédie, la rue Maguelone. Le magasin ajoutait à sa surface de vente, les avantages d'un salon de lecture, d'une salle de correspondance et d'un cinématographe Lumière, en activité jusque dans les années 1920. Le volume était divisé horizontalement par des galeries à encorbellement portées par des colonnes de fonte et auxquelles donnait accès un escalier central à double révolution. En 1917 le bâtiment sera surélevé d'un étage par les architectes Léopold & Louis CARLIER.

Jusqu'en 1960, l'immeuble était occupé par l'enseigne « *Paris-Montpellier* », puis l'immeuble a été vendu et a fait l'objet d'un découpage en 67 lots de copropriété dans les années 80. L'intérieur a été démoli et recomposé en 7 niveaux. A la suite de ces évolutions, la Ville de Montpellier a acquis plusieurs locaux dans cet immeuble à caractère patrimonial dénommé « *Le Capoulié* » situé 6 rue Maguelone, acquisition réalisée en deux temps par actes des 29 janvier 1982 et 13 juillet 2007.

Ces locaux, composés des lots 1, 27 et 29, correspondent à la quasi-totalité du rez-de-chaussée de l'immeuble et des entresols. Ces locaux ont accueilli certains services municipaux, notamment l'Office du tourisme puis la Maison de la prévention et l'Espace Jeunesse. La Maison de la prévention a quitté les lieux

fin 2016, puis l'Espace jeunesse a occupé encore une partie des locaux, qu'il a quitté à la fin du premier semestre 2018. Les locaux sont donc matériellement désaffectés.

Par délibération du 23 novembre 2017, anticipant sur cette désaffectation programmée, la Ville a décidé de lancer une procédure de mise en vente de ce bien, comme l'y autorise l'ordonnance 2017-562 du 19 avril 2017 relative à la propriété des personnes publiques, qui permet aux collectivités de procéder à la cession de leurs biens par anticipation sur leur désaffectation et leur déclassement.

Le porteur de projet choisi après appel à concurrence en 2018 a renoncé à l'acquisition, après un contentieux ayant repoussé la possible réalisation du projet, étant donné le contexte économique post-Covid-19.

Un autre porteur de projet s'est présenté en vue d'animer les lieux. Il est proposé de décider formellement de leur déclassement et de faire entrer ce bien dans son domaine privé. Cette mise en location sera proposée par délibération spécifique.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De constater la désaffectation des locaux situés dans l'immeuble le Capoulié 6 rue Maguelone et cadastrés section HM 36 ;
- De prononcer le déclassement du domaine public communal de ce bien pour le faire entrer dans le domaine privé de la commune ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

Contre : 7 voix

Abstentions : 6 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-278962-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Commerce

Présents :

Taslime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Serge MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION.

Absent(es) / Excusé(es) :

Salim JAWHARI, Flora LABOURIER

**Immeuble Le Capoulié - Bail Commercial sous conditions suspensives - Locaux
commerciaux - 6 rue Maguelone HM 0036 - Implantation du magasin Søstrene
Grene - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Alban ZANCHIELLO, Adjoint au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier est propriétaire de locaux situés dans l'immeuble dénommé « *Le Capoulié* », 6 rue de Maguelone, à l'issue d'une acquisition en deux phases par actes notariés des 29 janvier 1982 et 13 juillet 2007. Ces locaux occupent le rez-de-chaussée de l'immeuble, à l'exception du distributeur automatique de billets et du hall d'entrée de la copropriété. Correspondants aux lots de copropriété n°1, 27 et 29, d'une surface globale d'environ 1 051 m² sur 3 niveaux, ils ont accueilli divers services de la Ville de Montpellier, notamment l'Office du Tourisme en son temps, puis la Maison de la Prévention et l'Espace Jeunesse. Ils sont désaffectés depuis septembre 2018 à la suite du départ de la Maison de la Prévention fin 2016 puis de l'Espace Jeunesse.

La Ville s'est engagée à poursuivre une feuille de route commerce délibérée lors de la séance du Conseil municipal en date du 5 juin 2023, inscrite dans la stratégie d'attractivité commerciale du centre-ville afin de définir les objectifs et actions prioritaires pour un développement harmonieux du commerce sur son territoire. Le commerce est aujourd'hui confronté principalement à deux grands défis, d'une part renouveler son modèle économique dans un contexte tendu et concurrentiel marqué par l'impact croissant des nouvelles technologies sur les façons de consommer, et, d'autre part, répondre aux exigences de qualité environnementale et urbaine. Au-delà, le commerce favorise la qualité du cadre de vie, participe à l'animation du territoire, est promoteur de lien social et contribue au bien-vivre ensemble.

Le Capoulié s'inscrit pleinement dans cette démarche et doit permettre la redynamisation de l'attractivité de ce secteur stratégique du centre-ville, situé sur un axe majeur, entre la place de la Comédie et la gare Saint-Roch, par l'engagement de travaux de remise à niveau en vue d'accueillir une enseigne locomotive avec laquelle il sera conclu un bail commercial. C'est dans ce contexte que la Ville a délibéré le 11 décembre 2023, en vue de trouver, soit un acquéreur, soit un locataire, permettant de développer un projet moteur pour l'axe commercial que constitue la rue Maguelone, alors qu'une première vente avait été contractualisée, sans pouvoir être réitérée, du fait de la période de Covid-19.

Monsieur Jean-Claude THIRIEZ, gérant de la société Sarl JT investissements, dont le siège social est situé au 275 avenue de Gairaut à Nice, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nice sous le numéro 498 897 271, développe, dans le Sud de la France, plusieurs magasins franchisés sous l'enseigne commerciale danoise *Søstrene Grene*. Cette enseigne est spécialisée dans les produits d'équipement de la maison et d'expression créative. Dans l'objectif d'installer son premier magasin à Montpellier, il a contacté la Ville, propriétaire des locaux du Capoulié. Cette enseigne a été identifiée parmi les enseignes manquantes sur le territoire, selon une enquête réalisée en début d'année 2024, dans le cadre du schéma directeur d'urbanisme commercial en cours d'étude.

La Ville de Montpellier et Monsieur Jean-Claude THIRIEZ, accompagné du franchiseur *Søstrene Grene*, se sont ainsi rapprochés afin de définir les termes d'un bail commercial sous conditions suspensives entre la Ville de Montpellier et la Sarl JT investissements, ou toute société qui s'y substituerait, à condition, en cas de substitution que le capital soit composé de la Sarl JT investissements et de Monsieur Jean-Claude THIRIEZ, en vue de l'ouverture d'un magasin sous enseigne *Søstrene Grene* à l'automne 2025.

Le projet de bail commercial sous conditions suspensives, sera réitéré dès lors que seront réalisées l'ensemble des conditions suspensives. Ces dernières sont relatives à l'obtention des autorisations et à la réalisation des travaux de remise à niveau du local, incluant principalement leur réunification en un plateau unique, la rénovation de l'entrée et des devantures, qui seront effectués, dans le cadre de la concession Nouveau Grand Cœur, par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) pour le compte de la Ville, ainsi qu'à l'obtention des autorisations de travaux d'aménagement intérieurs à réaliser ensuite par le preneur.

Le bail commercial définitif sera consenti et accepté pour une durée de neuf années entières et consécutives commençant à courir à compter de la date de sa réitération. Le loyer principal annuel sera de 200 000 € hors taxes et hors charges. Des modalités de loyer progressif sont prévues, avec une franchise de loyer de quatre mois à compter de la prise d'effet du bail définitif, puis d'une décote de 50 % pendant les quatre mois suivants et de 25% pour les quatre derniers mois de la première année de location. Les charges de copropriété et la taxe foncière feront l'objet d'une provision mensuelle en vue d'une refacturation par la Ville au preneur, au réel.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver de la mise en location des locaux propriété de la Ville situés 6 rue Maguelone (parcelle HM n°36) dans la copropriété du Capoulié, portant sur les lots de copropriété n°1, n°27 et n°29, d'une surface globale estimée à 670 m², après travaux ;
- D'approuver la location de ces locaux au profit de la Sarl JT investissements, dont le siège social est situé au 275 avenue de Gairaut à Nice, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nice sous le numéro 498 897 271, ou de toute société qui s'y substituera pour les besoins du projet, dont le capital sera composé de la Sarl JT investissements et de Monsieur Jean-Claude THIRIEZ, en vue de l'ouverture d'un magasin sous enseigne *Søstrene Grene* ;
- D'approuver les termes du bail commercial d'une durée de neuf ans, dont la prise d'effet interviendra à l'issue des travaux de remise à niveau du local, prévoyant un loyer principal de 200 000 € hors taxes et hors charges, mis en place progressivement sur la première année, et la refacturation des charges de copropriété et de la taxe foncière au preneur ;
- D'autoriser le Maire de Montpellier, ou son représentant, à signer le bail, l'acte de réitération, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

Contre : 7 voix

Abstentions : 6 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- 20240917. Projet de Bail commercial sous conditions suspensives (V11 - MSA) 240917

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-279148-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024**

L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**Protection de la population
et tranquillité publique**

Présents :

Taslime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Serge MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION.

Absent(es) / Excusé(es) :

Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Célia SERRANO

**Groupement Sûreté Résidentiel Interbailleur - Attribution d'une subvention -
Exercice 2024 - Convention - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

L'Office Public de l'Habitat (OPH) de Montpellier Méditerranée Métropole, ACM Habitat, a étudié les modalités de création d'une structure dédiée à la sécurité privée des immeubles d'habitation dont il est propriétaire et qu'il gère. Les droits à faire des organismes HLM étant strictement encadrés, notamment en termes de filialisation et de prises de participations, la solution qui s'est dégagée consiste en la constitution, avec d'autres organismes HLM ou assimilés, d'une structure de coopération, et plus précisément d'un Groupement d'Intérêt Economique (GIE), sur le fondement de l'article L. 423-6 du Code de la construction et de l'habitation (CCH) et régi par les dispositions du Code de commerce (articles L. 251-1 et suivants).

Par délibération n° M2022-440 en date du 6 décembre 2022, en sa qualité de collectivité de rattachement de l'OPH ACM Habitat, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé la constitution du GIE Groupement Sûreté Résidentiel Interbailleurs de Montpellier Méditerranée Métropole (GSRI-3M), dont les membres fondateurs sont l'OPH ACM Habitat, l'ESH FDI Habitat, la Société Française d'Habitation Economique SFHE et CDC Habitat. Ce groupement d'intérêt économique, dédié à la sécurité privée et à la tranquillité résidentielle des immeubles d'habitation leur appartenant a été créé le 7 juillet 2023.

Les communes disposant d'un parc locatif géré par l'OPH ACM Habitat sur son territoire et qui souhaitent l'intervention du GSRI-3M peuvent participer au fonctionnement dudit GSRI-3M en fonction des besoins de son parc locatif. Dans ce cadre-là, le Ville de Montpellier soutien et accompagne le dispositif de surveillance mis en place par les bailleurs et leur participation au GIE, par le versement d'une subvention.

THEMATIQUE: Sécurité – Parc social			
STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	MONTANT ATTRIBUE
GIE Groupement Sureté Résidentielle Inter-Bailleurs de Montpellier Méditerranée Métropole	00005524	Fonctionnement	600 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation de la subvention sous réserve de la signature d'une convention d'attribution ;
- D'approuver les termes de la convention d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Michel CALVO, M. Sébastien COTE.

Fait à Montpellier, le 18 octobre 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Fonctionnement 2024 Ville

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Serge MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PÂTERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION.

Absent(es) / Excusé(es) :

Flora LABOURIER

**Résorption des bidonvilles - Principe de cession des locaux de l'ancienne auberge
de jeunesse situés 2 impasse de la Petite Corraterie à la Fondation Abbé Pierre -
Parcelle cadastrée HO 77 - Approbation**

Monsieur Laurent NISON, Adjoint au Maire, rapporte :

Dans le cadre de la stratégie de résorption des bidonvilles, validée en Conseil de Métropole en juin 2023, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont l'objectif de résorber les bidonvilles de leur territoire dans un souci de respect de la dignité des personnes, de sécurité et de légalité. Dans le cadre d'un travail partenarial avec les services de l'Etat, la Fondation Abbé-Pierre et les associations du territoire, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole se mobilisent fortement en mettant en place les conditions d'une résorption progressive des sites, l'un après l'autre, afin de répondre aux enjeux d'insertion, de lutte contre l'habitat indigne et de promotion de la santé auprès des populations les plus marginalisées. Par ailleurs, le besoin en logement social reste prégnant sur le territoire.

Dans ce contexte partenarial, la Ville a proposé à la Fondation Abbé-Pierre la mobilisation des locaux de l'ancienne auberge de jeunesse située 2 impasse de la Petite Corraterie afin de réaliser un programme de réhabilitation du site pour permettre l'accueil de familles en situation de précarité. Les objectifs d'utilité sociale, de valorisation et de réhabilitation patrimoniale de l'ancienne auberge de jeunesse, portés par la Ville, la Métropole et l'Etat, correspondent en tous points aux projets que souhaitent développer la Fondation Abbé-Pierre et ses partenaires.

En effet, la Fondation Abbé-Pierre travaille sur le montage de l'opération et l'acquisition de ce site en

collaboration avec plusieurs structures, dont les associations Croix Rouge Française et Quatorze concernant le volet de résorption des bidonvilles, et sur la production de logements sociaux avec la Solifap, la Foncière responsable Bellevilles, Weco, ainsi que l'association Adages.

L'opération sera structurée en deux phases :

- Dans un premier temps, et pour une durée de deux ans, la mise en œuvre d'une phase intercalaire permettant d'accueillir une dizaine de ménages issus de bidonvilles, dans un projet inclusif proposant la participation des personnes accueillies, notamment via un chantier participatif. Ces travaux permettront notamment d'aménager deux niveaux de l'immeuble en locaux d'habitation. Ce programme intercalaire sera co-porté par la Croix Rouge Française et l'association Quatorze qui expérimente, développe et promeut une architecture sociale et solidaire pour des territoires agiles et résilients ;
- Dans un second temps, le projet pérenne de réhabilitation devra permettre l'aménagement d'environ seize logements sociaux et deux locaux d'activités.

Afin de permettre la poursuite opérationnelle et le montage de ce projet immobilier complexe, dont la recherche de financements associés, il est proposé d'autoriser la Fondation Abbé-Pierre, ou tout tiers substitué concourant directement à la réalisation du projet, à déposer et se voir octroyer toutes les autorisations d'urbanisme nécessaires en vue de sa réalisation. La Fondation Abbé-Pierre, ou tout tiers substitué, sera autorisée, sous réserve exclusive d'assurances et sous son entière responsabilité, à pénétrer dans les lieux afin de finaliser les études préalables, réaliser tout sondage ou diagnostic qui s'avèrerait strictement nécessaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le principe de la cession à la Fondation Abbé-Pierre, ou à tout tiers substitué, des locaux de l'ancienne auberge de jeunesse situé 2 impasse de la Petite Corraterie à Montpellier sur la parcelle cadastrée HO 77, pour la réalisation d'une opération de réhabilitation du site en deux phases ;
- D'autoriser la Fondation Abbé-Pierre, ou tout tiers substitué, à déposer et à se voir octroyer toute autorisation d'urbanisme sur la parcelle cadastrée HO 77, pour la réalisation de l'opération de réhabilitation du site de l'ancienne auberge de jeunesse, ainsi qu'à réaliser toute étude ou sondage préalable concourant à cette opération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-279820-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Ville sportive

Présents :

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Serge MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PÂTERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION.

Absent(es) / Excusé(es) :

Flora LABOURIER

**Réhabilitation du Tennis Club de la Paillade - Nouveau Programme National de
Renouvellement Urbain - Quartier de la Mosson - Dépôt et d'octroi des
autorisations d'urbanisme - Approbation**

Madame Véronique BRUNET, Première Adjointe, rapporte :

Situé au Nord-Ouest de Montpellier, bordé par la Commune de Grabels au Nord, et par la Commune de Juvignac à l'Ouest, le quartier de la Mosson a été construit dans les années 1960. Il accueille à ce jour environ 30 000 habitants répartis dans 9 000 logements principalement en copropriété. Le quartier a bénéficié entre 2007 et 2013 du premier Programme National de Renouvellement Urbain (PNRU) tourné vers la requalification de l'habitat et des équipements.

La partie Sud du quartier de la Mosson semble être le secteur à avoir tiré le moins parti des évolutions engendrées par la mise en œuvre de ce premier programme. Les interventions n'ont pas suffi à inverser structurellement les dynamiques de paupérisation. Afin de poursuivre les efforts entrepris lors de la première opération de renouvellement urbain, le quartier a été inscrit en 2014 sur la liste des 236 projets d'intérêt national du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU).

Par délibération n°M2019-698 en date du 18 décembre 2019, la Métropole a confié la mise en œuvre opérationnelle du projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), au titre d'une concession d'aménagement notifiée le 21 janvier 2020. Le 13 février 2020, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont signé une convention de transfert de maîtrise d'ouvrage des équipements relevant des compétences de la Commune dans le périmètre de l'opération NPNRU de la Mosson, comprenant notamment la réalisation d'un pôle éducatif dans le quartier des Halles. Cette convention prévoit que la maîtrise d'ouvrage consentie par la Ville puisse être transférée au concessionnaire d'aménagement choisi par la Métropole, et en l'espèce la SA3M.

Dans le cadre NPNRU du quartier de la Mosson, les espaces publics sont retravaillés au profit de grands cours paysagers traversant d'Est en Ouest le quartier. Ces espaces publics plus généreux permettent de favoriser les trames vertes et bleues, de contribuer au développement des mobilités douces et d'améliorer les usages à l'échelle du quartier.

Afin de participer à la mise en œuvre des espaces publics majeurs et structurants du secteur Mosson Sud, la SA3M prévoit le réaménagement du Tennis Club de la Paillade. Une partie de l'emprise actuelle du club devant être transformée en espace public au service du quartier. La partie Nord du Tennis Club contribuera, dans ce cadre, à la cohérence du cours Mosson Sud qui constituera un axe majeur et structurant de la future entrée du quartier de la Mosson.

Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier souhaitent accompagner la diversification des activités au sein de cet équipement pour gagner en dynamisme et attractivité. Pour cela, trois nouveaux courts de tennis et deux courts de padel seront réalisés. Le club-house sera également reconstruit pour permettre le bon fonctionnement de l'équipement sportif tout en garantissant son insertion urbaine et paysagère. La livraison des équipements sportifs réhabilités est prévue au début du deuxième semestre 2025 afin que le club puisse disposer des nouveaux courts en début de saison sportive.

Le terrain d'assiette du Tennis Club de la Paillade est propriété de la Ville de Montpellier. Le périmètre du projet de réhabilitation de l'assiette foncière du club est localisée au 135 avenue de Heidelberg, sur une partie des parcelles LP 54 et 62.

La mise en œuvre opérationnelle du projet de réhabilitation nécessite l'obtention d'autorisations d'urbanisme. A cet effet, la SA3M a sollicité la Ville de Montpellier en vue d'obtenir l'autorisation de déposer et se voir octroyer toutes les autorisations d'urbanisme afférentes.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser la SA3M, ou tout tiers substitué désigné, à déposer et se voir octroyer toute autorisation d'urbanisme, à instruire toute procédure préalable à la réhabilitation du Tennis Club de la Paillade sur les parcelles cadastrées LP 64 et 52, assiette foncière actuelle du club, sises commune de Montpellier, ainsi qu'à réaliser toute étude ou sondage préalable y concourant ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, M. Mustapha LAOUKIRI, M. Hervé MARTIN, M. Manu REYNAUD, M. Philippe SAUREL.

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- ADS LP 54 et 62 SA3M

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-277414-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Emploi et création
d'entreprises**

Présents :

Tasnime AKBARLY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Serge MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PÂTERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION.

Absent(es) / Excusé(es) :

Flora LABOURIER

**Dotation Politique de la Ville 2024 - Convention d'attribution de subvention entre
l'État, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier -
Approbation - Autorisation de signature**

Madame Véronique BRUNET, Première Adjointe, rapporte :

Par courrier en date du 14 mai 2024, Monsieur le Préfet de l'Hérault a informé Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole de l'attribution pour l'année 2024 d'une Dotation Politique de la Ville (DPV) d'un montant de 4 703 749,29 €. Ces crédits font l'objet d'une convention actant la répartition de la dotation, et signée par l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier.

Le tableau ci-dessous récapitule les projets qui, comme l'exigent la circulaire et la notification de Monsieur le Préfet, répondent aux grandes priorités et défis transversaux fixés par le Contrat de ville de Montpellier Méditerranée Métropole. Les équipements et actions présentés au titre de la DPV se situent dans le périmètre des 10 quartiers prioritaires politique de la ville, mais également des zones à la périphérie de ceux-ci, dès lors que, conformément à la logique des quartiers vécus, ces équipements et actions profitent aux habitants des quartiers politique de la ville.

Proposition répartition DPV 2024							
Intitulé du projet	Quartier	Maître d'ouvrage	Date démarrage	Date fin	Coût prév. HT	Part DPV (%)	Montant DPV
Opérations à maîtrise d'ouvrage Métropole							
<i>Investissement</i>							
Rénovation et raccordement de la chaufferie de la Médiathèque Victor Hugo	Lemasson-Croix d'argent	Culture (PISE)	juil.-24	déc.-24	101 400 €	30 %	30 420 €
Création de Venelles Résidence Oxford	Mosson	Mission Mosson Cévennes (SA3M)	juin-24	déc.-24	1 320 000 €	30 %	396 000 €
Parc public sur le quartier des Cévennes (Parcelle Décor)	Cévennes	Mission Mosson Cévennes (SA3M)	déc.-24	janv.-26	2 300 000 €	25 %	575 000 €
Aménagements transitoires sur le quartier Cévennes	Cévennes	Mission Mosson Cévennes (SA3M)	juil.-24	janv.-26	260 000 €	60 %	156 000 €
Travaux de réhabilitation du centre nautique Neptune	Mosson	Sports	janv.-24	déc.-25	17 428 526 €	7,49%	1 305 283 €
Travaux de réhabilitation de locaux destinés à l'expérimentation TZCLD de Montpellier-Grabels	Mosson	PADEE (SA3M)	sept.-24	déc.-24	95 000 €	75 %	71 250 €
Sous-total Métropole					21 504 926 €		2 533 953 €
Opérations à maîtrise d'ouvrage Ville de Montpellier							
<i>Investissement</i>							
Implantation d'une Maison de l'Alimentation Solidaire (MAS) à Celleneuve	Celleneuve	BP2A	déc-24	déc-25	1 204 243 €	30 %	361 273 €
Transformation du restaurant scolaire en self service de l'école élémentaire Sigmund FREUD	Aiguelongue	Education (PISE)	juil-24	août-24	550 000 €	40 %	220 000 €
Extension Ecole Alain Savary	Paul Valéry-Pas du loup-Val de Croze	Education (PISE)	janv-25	déc-27	2 912 666 €	20 %	582 429 €
Isolation toiture Ecole Alain Savary	Paul Valéry-Pas du loup-Val de Croze	Education (PISE)	juil-24	août-24	467 000 €	20 %	93 400 €
Création d'une pièce rafraîchie dans 10 établissements scolaires par pompe à chaleur réversible	Pergola/Paul Valéry-Pas-du-Loup-Val de Croze/Gely Figuerolles/Tournezy-St martin/Cévennes/Mosson	Education (PISE)	juil-24	déc-24	210 000 €	30 %	63 000 €
Rénovation énergétique et thermique par remplacement menuiseries de 6 établissements scolaires	Mosson/Lemasson-croix d'argent/Celleneuve et Gely Figuerolles	Education (PISE)	juil-24	août-24	1 788 000 €	20 %	357 600 €
Rénovation thermique de 2 établissements scolaires par le raccordement au réseau de chaleur RMCF	Croix d'argent	Education (PISE)	janv-25	déc-25	613 861 €	20 %	122 750 €
Acquisition et réhabilitation d'un local -relocalisation du Relais Petite Enfance Val de Croze	Paul Valéry-Pas du loup-Val de Croze	Enfance	sept-24	janv-25	476 129,25 €	30 %	142 838 €
Création d'une pièce rafraîchie dans 9 Maisons pour tous	Mosson/Croix d'argent/Tournezy-St Martin/Petit-Bard-Pergola/Aiguelongue/Celle neuve/Paul Valéry-Pas-du-Loup-Val de Croze	Maison pour tous (PISE)	juil-24	juil-26	450 000 €	30 %	135 000 €
<i>Fonctionnement</i>							
Classes à Lausanne	Mosson/Petit-Bard	Sports	mars-24	mars-24	28 764 €	40 %	11 506 €
Formation des professionnels aux premiers secours en santé mentale et suivi de la continuité des pratiques	Tous QPV	Solidarités (Cohésion sociale)	sept-24	juin-25	20 000 €	80 %	16 000 €
Soutien aux actions de lutte contre les discriminations	Tous QPV	Solidarités (Cohésion sociale)	sept-24	nov-25	46 553 €	45,11%	21 000 €

Création d'un poste de coordinateur de parcours hauts de Massane dans le cadre de l'expérimentation TZCLD	Haut-de-Massane	Solidarités (Politique de la Ville)	oct-24	déc-25	53 750 €	80 %	43 000 €
Sous-total Ville					8 820 966,25 €		2 169 796,29 €
Total général					30 325 892 €		4 703 749,29 €
Montant total DPV 2024							4 703 749,29 €

La programmation 2024 présente les caractéristiques suivantes :

- Tous les quartiers sont concernés par au moins 1 projet ;
- 2,17 M€ sont attribués à la Ville de Montpellier pour le financement de 13 projets, dont 4 de fonctionnement et 2,53 M€ à la Métropole pour le financement de 6 projets ;
- Le taux de subventionnement sur la globalité s'élève à 15,5% du montant total des dépenses ;
- Le montant total des subventions proposées pour des dossiers de fonctionnement s'élève à moins de 1,5% ;
- 30% de l'enveloppe sont affectés à des opérations concernant des écoles afin d'améliorer le confort et cadre de vie des écoliers ;
- Plus de 28% de l'enveloppe sont affectés aux travaux de réhabilitation de centre nautique Neptune secteur Mosson ;
- Le soutien à des actions d'accompagnement à l'accès à l'emploi pérenne, l'organisation de manifestations de sensibilisation contre le racisme et les discriminations, de prévention santé, de découverte sportive et culturelle sont également programmées.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la répartition de la dotation politique de la ville 2024 telle que détaillée ci-dessus ;
- D'approuver les termes de la convention d'attribution de subvention au titre de la dotation politique de la ville 2024, entre l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 12 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Clara GIMENEZ, M. Mustapha LAOUKIRI, M. Hervé MARTIN, M. Manu REYNAUD, M. Philippe SAUREL.

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention attributive subvention DPV 2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-277851-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Ville éducative et réussite
scolaire**

Présents :

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Serge MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Eddine ARIZTEGUI, Clara GIMENEZ, Flora LABOURIER, Coralie MANTION, Catherine RIBOT, Radia TIKOUK

**Inclusion des enfants à besoins particuliers - Plan d'actions au sein des écoles
publiques et des centres de loisirs de la Ville de Montpellier - Convention
d'intervention entre l'Institut médico-éducatif (IME) Fontcaude et la Ville de
Montpellier - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Véronique BRUNET, Première Adjointe, rapporte :

A la rentrée 2022, les écoles maternelles et élémentaires de la Ville de Montpellier accueillait 21 652 enfants, dont près de 1 200 enfants notifiés par la Maison Départementale des Personnes Handicapées (MPDH), soit 5,5% de l'effectif total accueilli (cf. Rapport annuel 2022 de la Commission Communale pour l'Accessibilité). Chaque accueil de loisirs périscolaire ou extrascolaire de la Ville est ainsi concerné au quotidien et a vocation à être accessible à tous les enfants sans exception.

Dans ce contexte, la Ville de Montpellier s'est donné pour ambition de rendre « *l'école accueillante pour tous les enfants* ». Elle a ainsi dédié un axe prioritaire de son Projet Educatif de Territoire 2022-2027 et de sa Convention Territoriale Globale 2022-2026 (signée par la Ville et par la Caisse d'allocations familiales de l'Hérault) à la démarche inclusive en se fixant pour objectif de « *favoriser la scolarisation de tous les enfants avec des besoins éducatifs spécifiques, quels que soient leurs difficultés ou leurs handicaps* ».

Pour honorer ces engagements, des actions sont entreprises par le Pôle Education afin d'améliorer l'accueil de tous les enfants et notamment de ceux les plus vulnérables (accueil adapté, réponses éducatives adaptées) à la fois sur les temps scolaires, périscolaires et extrascolaires. Il est ainsi proposé l'adoption d'un plan d'actions relatif à l'inclusion des enfants à besoins particuliers au sein des écoles primaires et des centres de loisirs de la Ville de Montpellier s'articulant autour des objectifs suivants :

- Accueillir avec bienveillance les enfants et leurs parents ;
- Installer des espaces de répit favorisant la gestion des émotions dans la limite de la capacité des locaux des écoles ;
- Identifier un référent inclusion handicap volontaire dans chaque accueil collectif de mineur municipal pour favoriser l'accueil des enfants à besoins particuliers et soutenir les équipes (animation, technique et ATSEM) à l'échelle de chaque structure ;
- Formaliser un partenariat durable avec les établissements médico-sociaux pour accompagner et outiller les équipes municipales ;
- Sensibiliser au handicap tous les personnels (animation, technique, médico-social) intervenant dans les structures municipales.

Ce plan s'articule autour de 18 actions concrètes détaillées en annexe.

Le plan d'actions sera piloté par le Pôle Education et mobilisera des crédits sur le budget de la Ville de Montpellier. Il sera mis en œuvre de façon transversale avec l'ensemble des politiques publiques concernées par le sujet (Pôle Education, Pôle Solidarités, Pôle Petite Enfance) et les acteurs du territoire (Pôle Ressource Handicap 34, Education Nationale, établissements médico-sociaux, associations). Il bénéficiera d'une gouvernance multi-partenariale dans le cadre des instances existantes, à savoir le COPIL et le COTECH dédiés au Projet Educatif de Territoire.

Il est également proposé l'intervention de professionnels issus de l'établissement médico-social : Institut Médico-Educatif (IME) Fontcaude auprès des équipes du Pôle Education pour :

1. Outiller, conseiller et participer à des actions de sensibilisation des référents inclusion handicap volontaires ;
2. Apporter appui technique et conseil aux équipes d'animation en cas de situation complexe rencontrée au sein des accueils périscolaires ou extrascolaires.

Seront notamment proposées, des actions favorisant l'expression et la libération de la parole des référents inclusion-handicap et des interventions *in situ*, dans les accueils de loisirs périscolaires et extrascolaires municipaux, pour aider les équipes éducatives à gérer une situation complexe.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes du plan d'actions pour l'inclusion des enfants à besoins particuliers au sein des écoles publiques et des centres de loisirs de la Ville de Montpellier et son annexe ;
- D'approuver les termes de la convention d'intervention des professionnels de l'Institut médico-éducatif (IME) Fontcaude au sein des accueils périscolaires et extrascolaires de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Inclusion_Plan d'actions 2024-2025 - Version CM

- PROJET_CONV INTERVENTION IME Fontcaude_MONTPELLIER_090924

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-278725-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Ville éducative et réussite
scolaire**

Présents :

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Serge MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Eddine ARIZTEGUI, Clara GIMENEZ, Flora LABOURIER, Coralie MANTION, Catherine RIBOT, Radia TIKOUK

**"Notre école, faisons-la ensemble" (NEFLE) - Fonds d'Innovation Pédagogique -
Conventions entre la Ville de Montpellier et l'Éducation Nationale - Approbation
- Autorisation de signature**

Madame Véronique BRUNET, Première Adjointe, rapporte :

L'Etat peut participer au financement des dépenses générées par les projets pédagogiques des écoles publiques, via le Fonds d'innovation Pédagogique (FIP), depuis la loi de finances pour 2023, jusqu'au 31 décembre 2026, date d'expiration du FIP.

Dans le cadre de la démarche « *Notre Ecole Faisons-Là Ensemble* » (NEFLE), lancée par le Conseil National de la Refondation, une vaste concertation a été engagée avec l'ensemble des acteurs de la communauté éducative, les familles, élèves, élus locaux, représentants d'associations, dans le but de faire émerger des initiatives nouvelles et collectives de nature à améliorer la réussite et le bien-être des élèves.

La Ville de Montpellier a adhéré à cette démarche par délibération n° V2023-151 du 5 juin 2023 et approuvé la convention de financement avec l'Etat dans le cadre du FIP concernant les projets pédagogiques proposés par les écoles Alphonse-Daudet, Germaine-Richier, Marie-Curie, Wolfgang-Amadeus-Mozart, Eugène-Pottier et Samuel-Paty. L'opération s'est poursuivie avec les projets des écoles Francis-Garnier, Madeleine-Renaud, Heidelberg, Voltaire, Jean-Jaurès, Olympe-de-Gouges, Akira-Kurosawa, Aliénor-d'Aquitaine, Vincent-Van-Gogh, Pablo-Neruda et Pape-Carpentier par délibération n° V2024-009 en date du 6 février 2024, ainsi que les projets des écoles Simon-Bolivar, Geneviève-Bon et André-Boulloche par délibération n° V2024-169 du 11 juillet 2024.

3 nouveaux projets ont été retenus, soit les écoles Jeanne-d'Arc, Marc-Bloch et Paul-Painlevé. Ceux-ci font l'objet d'une convention qui en précisent les modalités financières :

- Les budgets retenus sont fixés à 86 936,76 € ;
- L'Etat s'engage à verser à la Collectivité dans le cadre du FIP une subvention d'un montant maximum de ces budgets : à la signature, l'Etat verse à la Collectivité une avance de 30 % maximum de sa participation soit 26 081,03 € ; le solde des subventions de l'Etat sera payé par versement unique lors de la production par la Collectivité des pièces justificatives des dépenses ;
- La convention prend effet à la date de sa signature par l'ensemble des parties et a une durée de validité d'un an. Elle est tacitement reconduite jusqu'à exécution complète des dépenses à la charge de la collectivité et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2026, date d'expiration du FIP.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de financement entre l'Etat et la Ville de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CONVENTION

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-279221-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Ville sportive

Présents :

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Serge MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION.

Absent(es) / Excusé(es) :

Eddine ARIZTEGUI, Emilie CABELLO, Roger-Yannick CHARTIER, Clara GIMENEZ, Flora LABOURIER, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO

**Attributions de créneaux annuels pour la saison sportive 2024-2025 - Conventions
relatives à l'utilisation du domaine public - Approbation - Autorisation de
signature**

Madame Véronique BRUNET, Première Adjointe, rapporte :

La Ville de Montpellier contribue au développement du sport amateur et du sport de haut niveau sur le territoire par un partenariat fort avec les associations. C'est aussi en collaboration avec ces associations que la Ville développe sa politique de réussite éducative et d'insertion dans la vie active. L'offre sportive montpelliéraine est extrêmement riche car diversifiée quant aux publics, aux âges et aux disciplines.

La Ville de Montpellier attribue par an, à 223 associations, plus de 100 000 heures de créneaux à titre gratuit, afin qu'elles puissent mener leurs activités et entraînements. Les critères d'attribution prennent en compte le caractère local, sportif et non lucratif de l'association, l'aspect social des pratiques, la diversification et le développement des disciplines, la participation à des événements locaux, les publics ciblés et le développement du sport comme outil de prévention.

Dans ce cadre, la Ville de Montpellier met en place une convention pour l'attribution des créneaux annuels qui permet de contractualiser et formaliser un fonctionnement et d'afficher la contrepartie financière réelle que contribue l'attribution de créneaux. Le montant global de la subvention en nature offerte aux associations représente la somme de 6 814 283,00 €.

En effet, ces autorisations d'occupation du domaine public constituent des subventions en nature. Les

montants ainsi valorisés (nombre d'heures utilisées multiplié par le tarif horaire) sont calculés conformément à la délibération n° V2023-448 du Conseil municipal en date du 11 décembre 2023 fixant les tarifs pour 2024 applicables au domaine public occupé.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'occupation du domaine public à titre gratuit, eu égard à l'intérêt que représente la pratique sportive des associations, dont la liste est annexée à la présente délibération ;
- D'approuver les subventions en nature valorisables aux montants indiqués sur cette même liste, soit 6 814 283,00 €, et de porter au compte administratif le montant de ces aides en nature ;
- D'approuver les termes des conventions de mise à disposition ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 42 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 16 voix

Mme Tasnime AKBARALY, Mme Nadia AKIL, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Christophe BOURDIN, M. Michaël DELAFOSSE, M. Serge GUISEPPIN, Mme Stéphanie JANNIN, M. Salim JAWHARI, M. Sophiane MANSOURIA, Mme Nicole MARIN-KHOURY, M. Hervé MARTIN, Mme Patricia MIRALLES, M. Yvan NOSBE, M. Philippe SAUREL, Mme Célia SERRANO.

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Valorisation créneaux Plein Air Associations Sportives 2024 2025
- Valorisation créneaux Couvert Associations Sportives 2024 2025

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-279289-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de

justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du mardi 15 octobre 2024

L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Santé, Prévention et Lutte contre les addictions

Présents :

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION.

Absent(es) / Excusé(es) :

Eddine ARIZTEGUI, Roger-Yannick CHARTIER, Jean-Dominique DELAVEAU, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Clara GIMENEZ, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Serge MARTIN, Clothilde OLLIER, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO

Ma.P - Unité mobile de prévention santé de la Ville de Montpellier - Bilan annuel - Conventions de partenariat - Approbation - Autorisation de signature

Madame Elodie BRUN-MANDON, Adjointe au Maire, rapporte :

Dans le cadre du Contrat Local de Santé (CLS), signé avec l'Agence Régionale de Santé Occitanie (ARS), la Ville de Montpellier a souhaité développer un projet expérimental de promotion et prévention de la santé « *hors les murs* » permettant de réduire les inégalités sociales et territoriales de santé. L'unité mobile de prévention santé, appelée « *Ma.P* » pour « *Ma Prévention* », sillonne ainsi depuis novembre 2022, le territoire municipal et notamment les quartiers prioritaires afin de renforcer l'accès à l'information, à la prévention, aux droits et à l'offre de soins qui peuvent être limités par des obstacles culturels, financiers ou par l'insuffisance d'offre de proximité.

Animée par des professionnels de santé du territoire, la Ma.P propose des actions de proximité, gratuites, permettant de faire le lien entre :

- Les acteurs du territoire (associatifs, institutionnels et services des collectivités) ;
- Les politiques publiques et projets structurants (Contrat Local de Santé, Med Vallée, Contrat de ville, bien vieillir...) ;
- Les thématiques de santé (Prévention et dépistage des cancers, santé orale, santé sexuelle, nutrition, sport santé, santé mentale, accès aux droits santé, prévention des addictions, gestes de premiers secours, vaccination, santé environnement...) ;
- Les habitants (et en particulier ceux des quartiers prioritaires).

Réunis autour de valeurs communes et d'objectifs partagés, ce sont 29 partenaires, experts, généralistes ou spécialistes qui sont intervenus avec l'unité mobile de prévention santé en 2023 lors des 70 sorties. Ces derniers interviennent via des financements de droit commun (ARS, Ville, CPAM, CHU...) ou d'appels à projets spécifiques. Ils sont tous signataires d'une convention de partenariat annuelle avec la Ville de Montpellier, précisant les rôles et engagements de chacun ; dont il convient d'approuver le modèle type.

Le rapport d'activité de l'unité mobile présente le bilan de la première année de fonctionnement. En synthèse, la Ma.P en 2023, c'est :

- 29 partenaires intervenants ;
- 70 sorties, dont 75% d'entre elles en quartiers prioritaires ;
- 4 069 personnes contactées ;
- 2 019 personnes sensibilisées ;
- 922 dépistages réalisés (VIH et hépatites, diabète, cancers, hypertension artérielle, vue...) ;
- 305 consultations (Tabac, psychologue, diététiciens) ;
- 101 personnes vaccinées ;
- 26 autotests VIH délivrés ;
- 904 documents délivrés.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte du bilan de la première année d'expérimentation de la Ma.P ;
- D'approuver les termes des conventions de partenariat type ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Rapport_activité_2023
- Montpellier_Convention_Partenerariat_MAP_2024_VF

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Santé, Prévention et Lutte
contre les addictions**

Présents :

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION.

Absent(es) / Excusé(es) :

Eddine ARIZTEGUI, Roger-Yannick CHARTIER, Jean-Dominique DELAVEAU, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Clara GIMENEZ, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Serge MARTIN, Clothilde OLLIER, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO

**Label "Ville active du Programme National Nutrition Santé (PNNS)" de l'Agence
Régionale de Santé (ARS) Occitanie - Charte d'engagement 2024-2029 -
Renouvellement - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Elodie BRUN-MANDON, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville s'est engagée dans une politique nutritionnelle forte qui s'appuie sur le Contrat Local de Santé et le soutien les associations locales, la politique agro-écologique et alimentaire, et la politique sportive qui déploie de nombreux équipements et actions de promotion des activités physiques et sportives. En effet, un bon état nutritionnel ne repose pas uniquement sur la responsabilité individuelle. Il est important d'agir sur l'environnement de chaque personne en créant des milieux favorables au développement d'une alimentation saine et d'une activité physique régulière

L'Agence Régionale de Santé (ARS) Occitanie accompagne les collectivités qui mettent en œuvre une politique de santé dans le domaine de la nutrition. En effet, par leur grande proximité, la permanence de leurs services et la nature de leurs missions très diverses, les collectivités sont le lieu privilégié pour expérimenter et diffuser la politique de santé nutritionnelle pour tous.

Faire connaître, valoriser, mutualiser les actions portées par les acteurs engagés et assurer une animation nationale est un objectif incontournable du Plan National Nutrition Santé 4 (PNNS 4) de l'ARS. Un site internet « Réseau d'Acteurs du PNNS » : reseau-national-nutrition-sante.fr permet de mutualiser et de partager les expériences, les actions, les formations et les outils porteurs de messages nutrition santé.

En renouvelant son engagement au PNNS pour 5 ans, la Ville de Montpellier réaffirme sa volonté de

poursuivre le travail accompli et s'inscrit pleinement dans les objectifs de santé publique assignés par l'ARS. Cela nécessite d'approuver une charte d'engagement.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le renouvellement, pour 5 ans, de l'engagement de la Ville de Montpellier dans le cadre du Plan National Nutrition Santé ;
- D'approuver les termes de la charte d'engagement des Villes actives du Programme national nutrition santé ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- charte-pnns-reseau-national-nutrition-sante

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-279312-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du mardi 15 octobre 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Petite enfance et Place de l'enfant dans la Ville

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Michel CALVO, Jacques DOMERGUE, Flora LABOURIER, Serge MARTIN, Fatma NAKIB

Service Montpelliérain de la Petite Enfance - Démarche Guichet Unique - Création de 8 nouveaux Espaces Petite Enfance - Approbation

Madame Taslime AKBARALY, Adjointe au Maire, rapporte :

Préambule

La Ville de Montpellier a lancé en 2023 un projet visant à préfigurer la mise en place d'un Guichet Unique pour l'ensemble des modes d'accueil de la petite enfance présents sur son territoire. Les grands principes sous-tendant la construction de cette démarche de Guichet Unique ont été posés dans la délibération cadre du service public de la petite enfance (SPPE) adoptée le 11 décembre 2023, sur la création du Service Montpelliérain de la Petite Enfance (SMPE). Elle s'inscrit également dans la mise en œuvre de l'article 17 de la loi « *plein emploi* » du 18 décembre 2023 instaurant le Service Public de la Petite Enfance et confiant aux communes, au 1^{er} janvier 2025, le rôle d'Autorité Organisatrice de l'Accueil du Jeune Enfant.

Le nouvel article L. 451-2 du Code de l'action sociale et des familles confie ainsi 4 compétences essentielles aux collectivités locales :

- Recenser les besoins des enfants âgés de moins de trois ans et de leurs familles et recenser les modes d'accueil disponibles sur leur territoire ;
- Informer et accompagner les familles en mettant notamment en place des Relais Petite Enfance (RPE) ;
- Planifier le développement des modes d'accueil ;
- Soutenir la qualité des modes d'accueil.

La mise en place effective de la démarche de Guichet Unique Petite Enfance répond notamment à la seconde mission définie par la loi. Elle s'appuiera notamment, à Montpellier, sur le renforcement des compétences du Service Relation famille-Guichet Unique au sein de l'Hôtel de Ville et sur le réseau des RPE gérés directement en régie, avec la création d'Espaces Petite Enfance aux missions élargies. L'objectif est d'améliorer la qualité du service rendu aux parents, en matière d'information et d'accompagnement à la parentalité, et de fluidifier et simplifier toutes leurs démarches.

Ce projet de Guichet Unique est une mesure phare du SMPE, car il répond aux nombreuses préoccupations des familles montpelliéraines. Il s'inscrit donc dans une politique globale de soutien au développement du tout-petit et d'accompagnement à la parentalité. Pour sa mise en œuvre, la Ville bénéficie d'une aide financière à hauteur de 300 000 €, répartie sur 3 ans, dans le cadre de sa candidature au Fonds d'Innovation Petite Enfance (crédits Etat et Caisse d'Allocations Familiales – CAF de l'Hérault).

Une visibilité nouvelle pour la démarche de Guichet Unique : la création des 8 « Espaces petite Enfance »

La Ville de Montpellier souhaite donc mettre en exergue le rôle central des RPE sur le volet information universelle et orientation au profit des familles montpelliéraines, en s'appuyant sur les forces vives de chaque territoire plus précisément sur l'ensemble des acteurs, quel que soit le mode de gestion associatif ou privé. Ainsi, les RPE verront leur mission renforcée de « *Guichet Unique* » s'intégrer dans des lieux symbolisant cette nouvelle ambition et offrant une meilleure lisibilité pour la population : les « *Espaces Petite Enfance* ».

De par ses missions, l'Espace Petite Enfance offrira deux espaces de services aux familles :

1. Un Espace dédié qui met en exergue le bloc de missions du « *Guichet Unique* », mission renforcée du RPE :

- Présenter l'offre d'accueil universelle existante du territoire : information des familles sur l'ensemble des modes d'accueil collectif (public et privé), individuel (assistant maternel, garde à domicile), ALSH, bouclier social petite enfance ... ;
- Aider aux démarches et accompagnement des parcours : cerner le besoin de la famille et les accompagner dans le choix de la solution la plus adaptée ;
- Conseiller sur le mode d'accueil le plus adapté au regard de leur besoin et de leur situation (familiale, professionnelle...) ;
- Informer les familles sur l'ensemble des dispositifs de soutien et d'accompagnement à la parentalité sur le territoire (LAEP, PMI, Ludothèques, Médiathèques, Eveil Artistique et Culturel ...) ;
- Intervenir avec des actions de prévention, d'éveil et de soutien à la parentalité ;
- Faire le lien avec le site de la CAF « *mon enfant.fr* » et la mission d'accueil renforcée des familles inscrites sur le site.

Au-delà des missions traditionnelles des RPE contractualisées avec la CAF, la Ville entend mettre en place les actions supplémentaires suivantes à partir de ces 8 lieux :

- Suivi des demandes et contribution à la gestion de la commission unique d'admission ;
- Mise en place d'une mission « *zéro sans solution* » chargée d'inscrire les familles « *sans solution d'accueil* » dans un parcours d'accompagnement socio-éducatif ;
- Animation territorialisée de l'ensemble des acteurs de la petite enfance ;
- Promotion du Service Montpelliérain de la Petite Enfance qui repose sur la complémentarité de la régie municipale et des acteurs associatifs à but non lucratifs investis d'une mission d'intérêt général et signataires de Conventions Pluriannuelles d'Objectifs et de Moyens (CPOM) avec la Ville ;
- Valorisation de la marque bannière « *Montpellier Petite Enfance-au service du public* » gage d'un engagement et d'un contrôle de la qualité de service ;
- Participation au diagnostic territorial partagé.

2. Un Espace de professionnalisation des assistants maternels

- Accompagnement des assistants maternels dans leur exercice professionnel (information, ateliers d'éveil aux jeunes enfants dans le cadre d'un projet éducatif, animation, observation) ;
- Analyse de la pratique afin de contribuer à l'amélioration continue de l'accueil (mission renforcée du référentiel) ;
- Facilitation à l'accès à la formation continue ;
- Lutte contre la sous-activité et le manque d'attractivité du métier ;
- Promotion renforcée de l'accueil individuel par la mise en œuvre d'une stratégie de communication (newsletter, journées dédiées, films et outils numériques) ;
- Sensibilisation sur le rôle de parent employeur et facilitation de la relation et intermédiation au besoin dans la relation entre parents et assistantes maternelles.

Afin de porter cette ambition, les évolutions suivantes seront donc engagées :

- Nommer « *Espaces Petite Enfance* » les 8 sites accueillant les RPE municipaux et les nouvelles missions définies par la Collectivité. Cette appellation générique et facilement compréhensible pour le grand public représente le lieu unique territorialisé qui accueille le RPE mais également un point information-accompagnement dédié aux familles ;
- Installer la mission « *zéro sans solution* » à travers un premier poste chargé de suivre la situation des familles en difficulté et de faire le lien avec les Espaces Petite Enfance ;
- Installer une fonction d'accueil et d'accompagnement « *front office* » des familles dans les Espaces Petite Enfance qui se traduit par la création progressive de 8 postes d'agents d'accueil et d'orientation ;
- Confier aux animatrices des RPE la responsabilité globale de chaque espace Petite enfance.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la création des 8 « Espaces Petite Enfance » qui seront les portes d'entrée territorialisées sur la petite enfance et la parentalité ;
 - De pourvoir le poste « *zéro sans solution* » en catégorie A qui accompagnera les familles sans solution dans un parcours de vie sans rupture et de dire qu'il sera créé dans une délibération *ad hoc* ;
- De pourvoir les 8 postes « d'agent d'accueil et d'orientation » en catégorie B dédiés à la démarche d'accompagnement global de la famille incluant l'ensemble des modalités d'inscription à un mode d'accueil, sous la responsabilité des EJE des RPE, et de dire qu'ils seront créés dans une délibération *ad hoc* ;
- D'approuver la marque bannière « *Montpellier Petite Enfance – au service du public* » réunissant le Service Public municipal et les acteurs de la petite enfance à but non lucratif ainsi que les engagements de qualité spécifiques définis conjointement ;
 - D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- ANNEXE 1 PRINCIPES GENERAUX DE LA DEMARCHE DE GUICHET UNIQUE
- ANNEXE 2 VALEURS ET ENGAGEMENTS DE LA MARQUE MONTPELLIER PETITE ENFANCE
AU SERVICE DU PUBLIC v2
- Annexe 3 Shéma Espace Petite Enfance

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-280558-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du mardi 15 octobre 2024

L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

Petite enfance et Place de l'enfant dans la Ville

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Michel CALVO, Jacques DOMERGUE, Flora LABOURIER, Serge MARTIN, Fatma NAKIB

Structures petite enfance - Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et le musée Fabre - Avenant n°1 - Approbation - Autorisation de signature

Madame Taslime AKBARALY, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier s'est, depuis de nombreuses années, largement orientée vers une sensibilisation artistique et culturelle des tout-petits et notamment pour les jeunes enfants qui bénéficient d'un accueil dans les structures petite enfance gérées par la Ville. L'éveil artistique et culturel des tout-petits libère leur créativité, leur émerveillement, leur sensibilité. Il permet l'expression de leurs émotions et participe à leur développement cognitif et moteur.

Cette orientation répond ainsi aux valeurs du Projet Educatif Petite Enfance de la Ville mais également aux principes édictés dans la Charte Nationale pour l'accueil du jeune enfant et s'inscrit aussi dans le Protocole d'accord interministériel de mars 2016 pour l'éveil artistique et culturel des jeunes enfants invitant les gestionnaires d'Etablissement d'Accueil du Jeune Enfant (EAJE) et les structures culturelles à s'engager ensemble dans un parcours d'éducation artistique.

La Ville, par l'intermédiaire de son Pôle Petite Enfance, a initié, dès 2007, un partenariat avec le musée Fabre dont les principaux objectifs sont les suivants :

- Initier les jeunes enfants à l'éveil artistique et culturel ;
- Permettre aux parents et aux professionnels de porter un autre regard sur l'enfant ;
- Développer les compétences des professionnels de la petite enfance, qui bénéficient d'une formation, pour accompagner les visites au musée ;
- Renforcer et développer la relation avec les parents à travers un vécu partagé ;
- Favoriser l'accès au musée aux parents et aux professionnels.

Ce partenariat a été formalisé par une première convention signée en 2014. Par délibération du 30 novembre 2020, le Conseil municipal a approuvé le renouvellement de cette action pour une durée de trois ans et renouvelable annuellement par tacite reconduction trois fois maximum.

Les bilans successifs de ces dernières années ont mis en évidence l'intérêt indéniable de renforcer cette précieuse collaboration. Il est donc proposé de développer ce partenariat avec un avenant à la convention, en incluant les éléments suivants :

- La Ville de Montpellier organise chaque année depuis trois ans le *Festival de l'éveil des tout-petits*, une manifestation dédiée à la parentalité ainsi qu'à l'éveil culturel et artistique des enfants de 0 à 6 ans. Dans ce cadre, le musée Fabre propose quatre créneaux de visites guidées gratuites pour les enfants de 2 à 5 ans. Pour chaque créneau, vingt contremarques sont distribuées aux structures Petite enfance de la Ville de Montpellier, en collaboration avec la Protection maternelle et infantile, afin de toucher les familles les plus éloignées de la culture ;
- Les « *Contes en Vadrouille* » est un groupe de professionnels issus de structures municipales, qui proposent des lectures pour enfants et familles. Le Pôle Petite Enfance met à disposition du Musée Fabre un groupe de six professionnels pour une série d'événements sur six mois, avec un maximum de trois participations lors de journées, comme les *Surprise Famille* ou la *Nuit des musées*. Le Musée Fabre s'engage à communiquer le calendrier des événements quatre mois à l'avance pour faciliter l'organisation et la mise à disposition des professionnels.

Le présent avenant prend effet à la date de signature par les parties, pour toute la durée de la convention de partenariat préalablement signée le 22 décembre 2020, pour une durée de 3 ans et renouvelée par tacite reconduction chaque année, dans la limite de trois reconductions. Toutes les autres clauses de la convention initiale sont inchangées.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de l'avenant n° 1 à la convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et le musée Fabre ;
- D'autoriser Monsieur de Maire, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Avenant n°1 ville Musée Fabre

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-278782-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du mardi 15 octobre 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Culture et culture scientifique

Présents :

Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Serge MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION.

Absent(es) / Excusé(es) :

Tasnine AKBARALY, Flora LABOURIER

Mille formes - Centre d'initiation à l'art pour les 0-6 ans - Contrat de coopération entre la Ville de Clermont-Ferrand et la Ville de Montpellier - Approbation - Autorisation de signature

Madame Agnès ROBIN, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier et le Centre Pompidou se sont associés depuis 2022, dans le cadre d'un contrat de coopération public-public adopté en Conseil municipal le 19 octobre 2022 pour créer, à Montpellier, un Centre d'art pour les enfants de 0 à 6 ans. Ce projet d'intérêt général s'inscrit dans le cadre des orientations que la Ville de Montpellier s'est donnée en matière de politique culturelle au service de son territoire et de ses habitants, notamment en direction de l'enfance et de la jeunesse.

Ce centre d'art offrira aux bébés, aux jeunes enfants et à leurs familles un espace d'expérimentation, de création, d'écoute et de rencontre qui prendra appui sur la création artistique. Il permettra aux enfants d'être dès leur plus jeune âge en contact avec des créateurs et artistes et de s'ouvrir à de multiples langages sur la voie des apprentissages et de la découverte du monde. Le projet inclura aussi un des actions d'accompagnement à la parentalité qui prendront place dans le centre. Ce projet s'inscrit aussi pleinement dans la dynamique de Montpellier, ville à hauteur d'enfant.

Le lieu retenu pour accueillir ce Centre d'Art est une partie des anciens locaux de la médiathèque Federico-Fellini aux Echelles de la Ville. L'autorisation de travaux a été adoptée en Conseil municipal du 26 mars 2024, pour un montant total de 3,4 millions d'euros et les travaux ont débuté au printemps 2024.

En amont du projet montpelliérain, le Centre Pompidou et la Ville de Clermont-Ferrand s'étaient associés pour créer un centre d'art destiné au même public et avec des objectifs de développement de l'éveil artistique et culturel à Clermont-Ferrand. Le centre mille formes est un centre d'initiation à l'art pour les 0-6 ans, imaginé par la Ville de Clermont-Ferrand et réalisé en partenariat avec le Centre Pompidou qui a ouvert ses portes au public en décembre 2019.

Des interactions et collaborations régulières se sont mises en place entre les villes de Clermont-Ferrand et Montpellier durant la période de conception du projet montpelliérain. Aussi, compte-tenu de la proximité des deux projets, et dans l'objectif de donner naissance à un réseau cohérent, à l'identité forte et dans l'objectif que la force de ce réseau permette un rayonnement décuplé de nos initiatives locales, la Ville de Montpellier propose d'adopter le même nom et la même identité graphique que le centre d'art de Clermont-Ferrand, adoption formalisée par une Convention établie entre les deux villes.

La Ville de Clermont-Ferrand a déposé la marque « *mille formes centre d'initiation à l'art pour les 0-6 ans* » auprès de l'Institut National de la Propriété Intellectuelle (INPI) le 26 juin 2019 pour la classe 41 (Éducation ; activités sportives et culturelles ; mise à disposition d'installations de loisirs ; organisation d'exposition à buts culturels ou éducatifs). Un dépôt complémentaire a été effectué le 22 décembre 2022 pour les classes 16, 25 et 28 et une protection européenne est en cours d'enregistrement. Aussi, la convention prévoit que la Ville de Clermont-Ferrand concède à la Ville de Montpellier qui accepte, le droit non exclusif d'utiliser la marque « *mille formes, centre d'initiation à l'art pour les 0-6 ans* » dans le cadre du déploiement de mille formes sur son territoire ; cet accord est valable pour une durée de trois ans, renouvelable par reconduction tacite.

La convention a aussi pour objet de fixer les modalités de partenariat entre la Ville de Clermont-Ferrand et la Ville de Montpellier dans le cadre du déploiement de mille formes, et notamment l'autorisation d'utiliser le logo et les éléments graphiques réalisés par Paul COX ainsi que la marque « *mille formes, centre d'Initiation à l'art pour les 0-6 ans* ».

De son côté, la Ville de Montpellier s'engage, dans le cadre de l'ouverture d'un centre d'initiation à l'art pour les 0-6 ans, à respecter les principes fondamentaux de mille formes tels que définis ci-dessous :

- Proposer aux enfants de 0 à 6 ans, et aux adultes qui les accompagnent, des expériences interactives autour d'œuvres spécialement adaptées ou produites pour cette tranche d'âge ;
- Concevoir la programmation et les dispositifs proposés avec des artistes contemporains en prenant en compte la diversité des champs artistiques et les différents axes d'interactions (dispositifs artistiques, expositions interactives, ateliers, performances, spectacles) ;
- Concevoir et appliquer une médiation spécifique en direction des enfants de 0 à 6 ans et de leurs accompagnants pour faire le lien à l'œuvre ;
- Contribuer à la recherche et à l'innovation dans le champ de compétence de mille formes ;
- Contribuer à alimenter la plateforme numérique mille formes ;
- Proposer un accès gratuit et sans réservation.

La Ville de Montpellier s'engage à faire figurer la mention suivante dans le cadre de sa communication autour du projet : « *mille formes Montpellier fait partie du réseau mille formes, initié et créé par la Ville de Clermont-Ferrand, en partenariat avec le Centre Pompidou* ».

La Ville de Montpellier s'engage à participer au réseau mille formes créé et piloté par la Ville de Clermont-Ferrand. Il s'agit d'un réseau professionnel à dimension nationale, européenne et internationale dont le Centre Pompidou sera un membre permanent. Il a vocation à réunir les différents Centres d'initiation à l'art « *mille formes* » ainsi que des structures intéressées par cette démarche d'éveil artistique et culturel et par le développement de projets artistiques et de recherches à l'attention de la petite enfance. Il constitue un lieu de débats, d'échanges et de partage de bonnes pratiques, d'innovation et de prospective. La Ville de Montpellier s'engage ainsi à être également ambassadrice du projet « *mille formes* ».

La Convention liant les deux villes entrera en vigueur à compter de la date de sa signature pour une durée de

trois années. Elle sera renouvelable par tacite reconduction.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de coopération entre la Ville de Montpellier et la Ville de Clermont-Ferrand ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Clermont_Montpellier mille_formes.docx
- Annexes convention

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-279121-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Serge MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION.

Absent(es) / Excusé(es) :

Flora LABOURIER

**Projet d'extension du musée Fabre - Autorisation de dépôt et d'octroi
d'autorisations d'urbanisme à Montpellier Méditerranée Métropole - Rues de la
Monnaie et Montpellicret - Parcelle cadastrée HN 232 - Approbation**

Monsieur Laurent NISON, Adjoint au Maire, rapporte :

Le musée Fabre, créé en 1825 par la volonté de son fondateur, le peintre néoclassique François-Xavier FABRE, compte parmi les plus belles collections publiques françaises, sans cesse enrichi grâce à des donations ou des legs de collectionneurs et artistes avisés. Magnifié grâce à une rénovation réussie de 2004 à 2007, le musée Fabre s'impose désormais comme l'une des toutes premières collections de beaux-arts en France et en Europe. Il affirme à présent un rôle de leader tant sur le plan local qu'international, avec plus de 4 millions de visiteurs depuis sa réouverture.

La visite se déploie aujourd'hui sur 9 200 m², permettant aux visiteurs de traverser avec clarté et élégance les anciennes strates du bâtiment jusqu'à la nouvelle aile, lumineuse. À travers ses expositions temporaires et collections permanentes, le musée Fabre offre un patrimoine artistique d'une exceptionnelle diversité, racontant à ses visiteurs l'histoire de la création européenne, de la Renaissance à nos jours.

Afin de répondre à un besoin d'agrandissement des espaces d'expositions permanentes et temporaires, Montpellier Méditerranée Métropole porte un projet d'extension du Musée Fabre qui lui permettra, à l'horizon 2028, année du bicentenaire de sa première ouverture au public, d'atteindre une surface de 10 000 m² d'exposition. Cette extension est projetée dans des locaux appartenant à la Ville de Montpellier, situés sur la parcelle cadastrée HN 232, à l'angle des rues Montpellicret et de la Monnaie. Ces locaux

correspondent à la Chapelle de la Miséricorde, au Musée de la pharmacie, aux anciennes chambres des sœurs de l'œuvre de la Miséricorde et aux locaux mis à disposition des Amis du Musée Fabre. Il y est envisagé une restauration fondamentale afin d'accueillir de nouveaux événements culturels et des espaces de travail, en partenariat avec l'association des Amis du Musée Fabre.

Dans le cadre de ce projet, Montpellier Méditerranée Métropole sollicite dès à présent, en amont de la formalisation de la mise à disposition des biens permettant d'en définir les conditions administratives, juridiques et financières, la possibilité de déposer et se voir octroyer toutes les autorisations d'urbanisme nécessaires pour la réalisation du projet d'extension du Musée Fabre ainsi qu'à réaliser toute étude ou sondage préalable y concourant.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole, ou tout tiers substitué, à déposer et à se voir octroyer toute autorisation d'urbanisme, à instruire toute procédure préalable à l'aménagement, sur la Chapelle de la Miséricorde, du Musée de la pharmacie, les anciennes chambres des sœurs de l'œuvre de la Miséricorde et les locaux mis à disposition des Amis du Musée Fabre, propriétés de la Ville de Montpellier, situés sur la parcelle cadastrée HN 232, à l'angle de la rue Montpellieret et rue de la Monnaie à Montpellier ainsi qu'à réaliser toute étude ou sondage préalable y concourant ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-278276-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de

justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Culture et culture
scientifique**

Présents :

Taslime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Serge MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION.

Absent(es) / Excusé(es) :

Flora LABOURIER

**Opéra Comédie - Procédure de classement au titre des monuments historiques -
Approbation**

Madame Agnès ROBIN, Adjointe au Maire, rapporte :

L'Opéra Comédie de Montpellier est l'un des premiers opéras à l'italienne de France. En effet, dès 1752, la Ville de Montpellier, sous l'impulsion du gouverneur de Languedoc, le duc DE RICHELIEU, décidait de construire le premier théâtre montpelliérain. Son exécution fut confiée à Philippe MARESCHAL, ingénieur royal et directeur des fortifications de la province. Inauguré en 1755, il est victime d'un incendie en 1785, et reconstruit par les architectes DONNAT et LENOIR en 1788. Le nouvel édifice brûle à son tour en 1881. Le Conseil municipal vote alors sa reconstruction et lance un concours. Le jury, présidé par Alexandre LAISSAC, Maire de Montpellier, décerne le premier prix à l'élève de Charles GARNIER, Joseph-Marie CASSIEN BERNARD, qui assurera la réalisation de l'édifice dans sa configuration actuelle, inauguré en 1888.

Déclaré d'intérêt métropolitain par délibération du 22 octobre 2002, l'Opéra Comédie est aujourd'hui propriété de Montpellier Méditerranée Métropole (parcelle cadastrée HT 122). La parcelle HT 123 où se situe une dépendance du théâtre (transformateur électrique) est propriété de la Ville de Montpellier.

Soucieuse de la préservation et de la valorisation de ce patrimoine, Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité que soit étudiée la demande de protection de ce monument emblématique au titre des monuments historiques, en 2020. L'Etat a validé ce classement.

Afin que l'arrêté de classement de l'Opéra Comédie au titre des Monuments historiques puisse être publié par l'Etat, le Conseil municipal doit approuver la demande de ce classement.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la demande de classement de l'Opéra Comédie au titre des Monuments historiques réalisée par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-277849-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024**

L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Serge MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION.

Absent(es) / Excusé(es) :

Hind EMAD, Clare HART, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER

**Projet de requalification du site de la Maison d'Enfants Marie Caizergues - 1 rue
Saint-Vincent-de-Paul à Montpellier - Cession d'une partie de la parcelle BR 609
à ACM Habitat - Approbation**

Monsieur Laurent NISON, Adjoint au Maire, rapporte :

Le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Montpellier est propriétaire du site occupé par la Maison d'Enfants Marie-Caizergues située 1 rue Saint-Vincent-de-Paul à Montpellier. Ce site a été légué par Sœur Marie-Caizergues le 3 janvier 1850 à l'œuvre de la Miséricorde, devenue Bureau de Bienfaisance, puis CCAS. Le legs était soumis à la condition formelle que les immeubles soient employés à la fondation d'un établissement destiné à accueillir des orphelins.

Compte tenu de l'évolution des circonstances d'accueil en matière d'aide des orphelins depuis le XIX^{ème} siècle, le Conseil d'Administration du CCAS réuni le 4 juillet 2016, avec l'accord du Conseil municipal du 22 juin 2016, a constaté la désaffectation partielle du site devenu surdimensionné au regard des missions de la Maison d'Enfants et a introduit une action en justice sur la base de l'article 900-2 du Code civil précisant que « *tout gratifié peut demander la révision en justice des charges et conditions d'un legs par suite d'un changement de circonstances* ».

L'ensemble immobilier est édifié sur les parcelles cadastrées BR 609 d'une superficie de 4 493 m² et BR 610 d'une superficie de 5 290 m². Il est composé de bâtiments, vétustes pour certains, et en particulier d'un bâtiment longitudinal de deux niveaux sur rez-de-chaussée, dans un espace boisé classé, représentant une superficie utile d'environ 1 100 m² sur la parcelle BR 610.

Par jugement du 10 décembre 2019, le Tribunal de grande instance de Montpellier a prononcé la révision des dispositions du legs. Il a permis au CCAS de procéder à la cession d'une partie du site édifié sur la parcelle cadastrée BR 609 dans la mesure où le produit de la vente sera affecté, conformément aux intentions de la donatrice, à la création d'un centre d'hébergement et de réinsertion sociale avec un accueil mère-enfant, à la réhabilitation du site administratif de la Maison d'Enfants Marie-Caizergues et au fonctionnement de ces deux structures rassemblées sur le reliquat constitué de la parcelle cadastrée BR 610 et ses bâtiments.

Dès lors, le CCAS envisage la cession d'une partie de la parcelle cadastrée BR 609 à ACM Habitat pour la réalisation d'un projet de logements sociaux, d'une crèche municipale et d'un club de l'Age d'Or. La recette de la vente sera affectée au programme de réhabilitation de l'autre partie du site conservée par le CCAS : la réhabilitation des locaux de la maison d'enfants à caractère social, la réhabilitation du bâti en partie désaffecté pour la création d'une résidence sociale d'environ 20 logements pour femmes en difficulté avec enfants et un Relais Petite Enfance/Guichet unique dont la gestion sera assurée par la Ville.

Le programme de cette opération doit être très prochainement finalisé, d'ici fin 2024 et permettra de préciser le coût prévisionnel des travaux. La livraison est programmée pour fin 2027.

L'évaluation de la valeur vénale de l'ancien orphelinat, parcelle BR 609b à céder, dont l'emprise est de 3 469 m² environ, a été fixée à 1 320 000 € par les services du pôle d'évaluation domaniale le 28 mai 2024.

L'article L. 2241-5 du Code général des collectivités territoriales précise que lorsque « *les délibérations des établissements publics communaux changent en totalité ou en partie l'affectation des locaux (...) ou mettent ces locaux à la disposition, soit d'un autre établissement public ou privé, soit d'un particulier; elles ne sont exécutoires qu'après accord du Conseil municipal* ». En application de cet article, le CCAS demande à la Ville son accord en vue de céder la parcelle cadastrée BR 609p à ACM Habitat.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser le Centre Communal d'Action Sociale à céder à ACM Habitat, une partie de la parcelle cadastrée BR 609 pour une surface de 3469m², située 1 rue Saint-Vincent-de-Paul à Montpellier pour réaliser un projet de logements sociaux, un accueil pour la petite enfance et un club de l'Age d'Or ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

M. Eddine ARIZTEGUI, M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Abdi EL KANDOUSSI, M. Mustapha MAJDOUL, Mme Radia TIKOUK.

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- d-32414-DIVISION PROJET
- PED-MONTPELLIER-BR609b - CCAS - Marie Caizergues
- CAIZERGUES_plan

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-275823-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Serge MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION.

Absent(es) / Excusé(es) :

Eddine ARIZTEGUI, Flora LABOURIER, Radia TIKOUK, François VASQUEZ

**Construction du groupe scolaire Sud Mosson - Échange foncier sans soulte avec le
Département de l'Hérault - Rue du Pilory, Montpellier - Approbation**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Dans le cadre du développement du quartier Sud Mosson, à l'Ouest de Montpellier et de la restructuration de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU), la Ville de Montpellier vise à améliorer les infrastructures existantes et notamment les conditions d'enseignement.

Situé entre les quartiers Mosson et Celleneuve, rue du Pilory à Montpellier, le collège Arthur-Rimbaud est confronté à une augmentation constante du nombre d'élèves ces dernières années, ce qui a conduit à un besoin d'extension des infrastructures scolaires. Dans la perspective de la réalisation d'un groupe scolaire portée par la Ville de Montpellier et la restructuration du collège souhaité par le Département de l'Hérault, un travail partenarial a été mené sur les diverses possibilités d'implantations sur ce secteur, en périphérie des quartiers prioritaires au titre de la politique de la ville.

Il en résulte qu'après études de la situation des terrains, il convient de procéder à un échange foncier entre les deux collectivités.

Dans ce contexte, la Ville de Montpellier souhaite acquérir l'emprise nécessaire à la réalisation du groupe scolaire Arthur-Rimbaud, soit 1 156 m² environ à extraire de la parcelle cadastrée TY 334 appartenant au Département de l'Hérault. Concomitamment, la Ville cède au Département de l'Hérault, une emprise du plateau sportif d'environ 2 760 m² à extraire de la parcelle cadastrée TY 37, pour la restructuration du plateau sportif nécessaire à la vie du collège.

Par ailleurs, afin de respecter les besoins réciproques des deux collectivités, la Ville sollicite le Département de l'Hérault pour une mise à disposition, par convention d'occupation à titre gratuit, d'un foncier lui appartenant, d'une emprise d'environ 415 m² issue de la parcelle cadastrée TY 334, proche de la halle de sport, nécessaire à la construction du groupe scolaire Sud Mosson.

Au vu des délais de réalisation des travaux, le Département de l'Hérault souhaite déposer le permis d'aménager du plateau sportif au sein du collège Arthur-Rimbaud. Outre l'aménagement de l'aire de sports (terrains de sports collectifs et piste d'athlétisme), le projet s'accompagne de l'installation de bâtiments modulaires abritant des sanitaires et des vestiaires pour les collégiens. Ces bâtiments déjà existants sur le collège seront déplacés près de la nouvelle aire de sports.

A cette fin, le Département a sollicité la Ville pour déposer et se voir octroyer les autorisations d'urbanismes sur le périmètre de son opération afin de commencer les travaux d'aménagement du plateau sportif avant la réitération de l'acte de transfert de propriété.

En date du 2 avril 2024, le Pôle d'Evaluation Domaniale a évalué l'emprise foncière à céder par la Ville, d'environ 2 760 m² de la parcelle TY 37a, au prix de 325 €/m² soit un montant de 897 000 € (huit cent quatre-vingt-dix-sept mille euros) et a estimé l'emprise foncière à acquérir par la Ville, d'environ 1 156 m² de la parcelle TY 334e au prix de 325 €/m² soit un montant de 375 700 € (trois cent soixante-quinze mille sept cent euros).

Compte tenu du caractère d'intérêt général que revêt ce projet par la relocalisation du groupe scolaire Mosson Sud en périphérie du quartier et à proximité immédiate du collège, constituant ainsi une unité dans le parcours éducatif, ainsi que l'impact sur le collège tant en terme de fonctionnement (réduction du plateau sportif à destination des collégiens) que financier pour le Département de l'Hérault (coût de la restructuration du plateau sportif nécessitée par la mobilisation d'une partie du plateau sportif), il est proposé de procéder à un échange foncier avec le Département de l'Hérault des emprises précitées à titre gratuit sans soulte.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'acquisition de l'emprise foncière d'une superficie d'environ 1156 m² issue de la parcelle TY 334, située rue de Pilory à Montpellier, propriété du Conseil Départemental de l'Hérault ;
- D'autoriser la cession de l'emprise foncière d'une superficie d'environ 2760 m² issue de la parcelle cadastrée TY 37, située rue de Pilory à Montpellier, propriété de la Ville de Montpellier ;
- De dire que l'échange foncier, en dérogation de l'avis du pôle d'évaluation domaniale du 2 avril 2024, compte tenu de l'intérêt général du projet à réaliser par la Ville et le Département, notamment de ses impacts sur le fonctionnement du collège ainsi que le coût de la restructuration induite du plateau sportif ;
- D'autoriser la signature d'une convention de mise à disposition à titre gratuit, avec le Conseil Départemental de l'Hérault, d'une emprise de 415 m² issue de la parcelle cadastrée TY 334d, nécessaire à la construction du groupe scolaire Sud Mosson ;
- D'autoriser le Conseil Départemental de l'Hérault à déposer, se voir octroyer les demandes d'autorisations d'urbanisme et accepter la prise de possession anticipée de la parcelle TY 37 en vue de la restructuration du plateau sportif du Collège Arthur Rimbaud, avant la réitération de l'acte authentique d'échange ;
- De faire constater le transfert de propriété, aux frais partagés les co-échangistes ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- avis domaine 2024-34172-17467 DS 16452468
- 230799-Division DIV TY 37 - 334_20240618
- 270063951_PA18_1_1

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-277643-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du mardi 15 octobre 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme durable et maîtrise foncière

Présents :

Tasme AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Serge MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION.

Absent(es) / Excusé(es) :

Flora LABOURIER

Réalisation du groupe scolaire Hypatie - Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) - Quartier de la Mosson - Acquisition de la parcelle cadastrée TP 157 - Rue de l'Agathois - Approbation

Monsieur Laurent NISON, Adjoint au Maire, rapporte :

Situé au Nord-Ouest de Montpellier, bordé par la Commune de Grabels au Nord, et par la Commune de Juvignac à l'Ouest, le quartier de la Mosson a été retenu comme quartier d'intérêt national au titre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) et fait l'objet de grands projets de renouvellement urbain contractualisés le 23 juillet 2021 avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine et ses partenaires.

La mise en œuvre opérationnelle du projet de renouvellement urbain a été confiée à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), au titre d'une concession d'aménagement notifiée le 21 janvier 2020.

Ce projet est au cœur de l'action de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Montpellier, avec comme ambition d'améliorer le cadre de vie des habitants, de rééquilibrer la ville et retrouver de l'attractivité pour ce territoire, de faciliter l'accès à l'emploi, d'améliorer la qualité des commerces ou la réussite des enfants à l'école publique. Afin de concrétiser cette réussite, l'opération prévoit une action sur l'ensemble des écoles publiques de la Mosson ainsi que sur la carte scolaire de la Ville.

Par convention signée le 13 février 2020, la Ville de Montpellier a concédé la maîtrise d'ouvrage des

équipements publics relevant de sa compétence dans le périmètre de l'opération NPNRU à Montpellier Méditerranée Métropole ou son aménageur.

Dans ce périmètre, Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire de la parcelle cadastrée TP 157 d'une superficie de 5 097 m² située rue de l'Agathois et constituant le terrain de sport désaffecté des Gémeaux. La Ville de Montpellier a ainsi sollicité la Métropole pour l'acquisition de la parcelle TP 157 dans le cadre du projet de réalisation du groupe scolaire Hypatie, opération inscrite au NPNRU. Les travaux ont débuté en décembre 2023, l'ouverture étant programmée pour la rentrée scolaire de septembre 2025.

Constitué de 5 pavillons et de cours de récréation végétalisées, le groupe scolaire, d'une surface de plancher de 4 461 m², comportera notamment 22 classes, un restaurant scolaire, un accueil périscolaire, un espace parentalité et une salle polyvalente, offrant ainsi à chaque élève les meilleures conditions de travail. Le projet est conçu à la manière d'un parc habité, proposant une enveloppe extérieure sobre et fermée s'adressant à la rue et un traitement intérieur plus ouvert et généreux. Il s'inspire des paysages montpelliérains variés, pour constituer des espaces extérieurs ludiques, pédagogiques, créant un cadre paysager au service des usagers. Les façades du projet sont traitées différemment selon leurs adresses : les façades sur rue sont minérales et les façades donnant en cœur d'îlot sont traitées en bois.

L'acquisition de ce foncier aura lieu moyennant le prix de 790 000 € HT (sept-cent quatre-vingt-dix mille euros hors taxes), conformément à l'évaluation des services du pôle d'évaluation domaniale.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'acquisition à Montpellier Méditerranée Métropole de la parcelle TP 157 située rue de l'Agathois au prix de 790 000 € HT (sept-cent quatre-vingt-dix mille euros hors taxes), frais de notaire et taxes en sus ;
- De missionner un office notarial pour rédiger l'acte constatant la vente au profit de la Ville de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- 2024-34172-341769 DS 17569630 Groupe scolaire.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-277438-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Finances

Présents :

Taslime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Serge MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION.

Absent(es) / Excusé(es) :

Flora LABOURIER

**Rapport de la Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées
(CLECT) du 4 septembre 2024 - Approbation**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Conformément à l'article 86 de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999, qui organise la procédure d'évaluation des transferts de charges entre les communes et les EPCI à fiscalité propre, codifiée au Code général des impôts (article 1609 nonies C), la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole, a mis en place par délibération n°4693 en date du 24 juin 2002, modifiée par délibération n°317 du 12 octobre 2020, la Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées (CLECT).

La transformation de la Communauté d'Agglomération en Montpellier Méditerranée Métropole au 1^{er} janvier 2015, a impliqué des transferts de compétences. Depuis, d'autres transferts de compétences ou d'équipements ont eu lieu et ont donné lieu à des transferts de charges et des modifications des montants d'attributions de compensations.

L'évaluation de ces transferts a été examinée lors de la séance de la CLECT du 4 septembre 2024. Au cours de cette réunion, le Président de la commission a présenté le projet de rapport d'évaluation des charges transférées, qui a été débattu et approuvé par la commission. En application de l'article 1609 nonies C du Code général des impôts, ce rapport de CLECT est soumis à l'approbation des communes.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées, annexé à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 13 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Rapport définitif de CLECT du 04 09 2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-279173-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Finances

Présents :

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Serge MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOLUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION.

Absent(es) / Excusé(es) :

Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Flora LABOURIER

**Attributions de compensation (AC) 2024 définitives à la suite de la commission
locale d'évaluation des charges transférées (CLECT) du 4 septembre 2024 -
Approbation**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

La transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole au 1^{er} janvier 2015, par décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 a impliqué des transferts de compétences de la part des communes membres, dont fait partie la Ville de Montpellier. Depuis, d'autres transferts de compétences ou d'équipements ont eu lieu et ont donné lieu à des transferts de charges et des modifications des montants d'attributions de compensations (AC). La fixation de l'attribution de compensation a pour objectif d'assurer la neutralité budgétaire de ces transferts de compétences, en trouvant un juste équilibre entre la préservation des équilibres financiers des communes et la capacité à agir de la Métropole

Dans ce contexte, le calcul des attributions de compensation constitue un élément important du passage en Métropole. Il conditionne les relations financières qui lient Montpellier Méditerranée Métropole à ses communes membres et détermine le niveau des moyens dont la Métropole disposera pour exercer les compétences transférées. A cet égard, les méthodes d'évaluations ont été établies dans le cadre d'une concertation approfondie entre la Métropole et les communes.

Conformément à l'article 1609 nonies C du Code général des impôts, le montant prévisionnel des attributions de compensation a été notifié aux communes avant le 15 février 2024.

La Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT), qui s'est réunie le 4 septembre 2024, a rendu ses conclusions sur l'évaluation nouvelle des charges nettes transférées à intégrer tant dans les attributions de compensation de fonctionnement que d'investissement. Ces évaluations ont porté sur la révision libre des AC fonctionnement voirie espace public des communes, sur des correctifs d'emprunts transférés liés à la voirie-espace public, sur une modification d'AC voirie espace public et sur des modifications d'AC investissement voirie-espace public temporaires. La CLECT a émis un avis favorable sur ces modifications.

Par l'augmentation de son AC fonctionnement voirie espace public de 2 343 383 € dès 2024, la Ville de Montpellier affiche son engagement à participer au financement de cette compétence et de l'évolution de son coût, dans le cadre du pacte financier et fiscal mis en œuvre entre la Métropole et ses communes membres.

Ainsi et conformément au rapport de CLECT, il est proposé d'établir l'AC de fonctionnement définitive 2024 pour Montpellier selon le tableau ci-dessous :

Communes	Attribution de Compensation fonctionnement définitive 2024	Attribution de Compensation fonctionnement définitive 2024
	versée par la Commune à la Métropole	versée par la Métropole à la Commune
Montpellier	37 482 323,29	

Il est également proposé d'établir l'AC d'investissement définitive 2024 selon le tableau ci-dessous :

Communes	Attribution de Compensation investissement définitive 2024	Attribution de Compensation investissement définitive 2024
	versée par la Commune à la Métropole	versée par la Métropole à la Commune
Montpellier	11 567 865,17	

Pour mémoire, en application de la loi n°2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016, le montant de l'AC et les conditions de sa révision peuvent être fixés librement par délibérations concordantes du conseil communautaire, statuant à la majorité des deux tiers, et des conseils municipaux des communes membres intéressées en tenant compte du rapport de CLECT.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le montant de l'attribution de compensation définitive 2024 pour la Ville de Montpellier, tant en fonctionnement qu'en investissement ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 42 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 20 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-279168-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du mardi 15 octobre 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

**Ville apaisée, respirable et
numérique**

Présents :

Taslime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Serge MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION.

Absent(es) / Excusé(es) :

Flora LABOURIER

Stratégie de la donnée et de l'Intelligence Artificielle - Approbation

Monsieur Manu REYNAUD, Adjoint au Maire, rapporte :

Depuis plusieurs années, Montpellier Méditerranée Métropole s'est affirmée comme un territoire pilote dans la gestion des Data et l'intelligence artificielle (IA). En tant que ville dynamique et fortement impliquée dans les enjeux numériques, la Ville de Montpellier a également un rôle central à jouer dans ces avancées.

La stratégie IA et Data de la Métropole vise à utiliser ces technologies pour améliorer la qualité des services publics, optimiser les ressources et promouvoir une innovation éthique et responsable. Dans ce cadre, il est essentiel que la Ville de Montpellier adhère pleinement aux principes portés par cette stratégie, garantissant ainsi une cohérence d'action entre les deux entités territoriales.

La Ville de Montpellier dispose de nombreuses compétences où l'intelligence artificielle et la gestion des données peuvent apporter des bénéfices concrets pour les habitants. L'éducation est un domaine clé dans lequel l'IA et les données jouent déjà un rôle essentiel. À travers le dispositif Territoires Numériques Éducatifs (TNE), la Ville de Montpellier a non seulement pu améliorer l'accès et l'usage des outils numériques dans les écoles, mais également renforcer la sensibilisation des élèves aux usages du numérique. Ce programme intègre également des moments dédiés à l'enseignement des compétences numériques telles que la programmation et le codage, compétences essentielles pour préparer les jeunes aux métiers de demain. L'analyse des données permet également de mieux adapter les ressources pédagogiques aux besoins des élèves et de suivre leur progression dans un cadre respectueux de la vie privée.

De plus, la décision du Conseil municipal de décembre 2022 d'interdire l'utilisation de la reconnaissance faciale et de la captation de données biométriques sur le territoire démontre l'engagement fort de la Ville en faveur de la protection des libertés publiques. Cet engagement est en phase avec les récentes réglementations européennes, telles que le Règlement sur l'intelligence artificielle (*AI Act*), qui vise à interdire l'utilisation de la reconnaissance des individus à base de traitements automatisés. En ce sens, la Ville de Montpellier, qui agit quotidiennement pour la sécurité et la tranquillité publique, est également soucieuse de préserver les libertés individuelles, et le réaffirme par l'adhésion à la Stratégie IA et Data de la Montpellier Méditerranée Métropole.

Ainsi, la Ville de Montpellier réaffirme son engagement à promouvoir une utilisation responsable et durable des technologies numériques et de l'intelligence artificielle.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la stratégie de la donnée et de l'Intelligence Artificielle de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- BD doc-strategie-IA-DATA

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-279135-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Serge MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION.

Absent(es) / Excusé(es) :

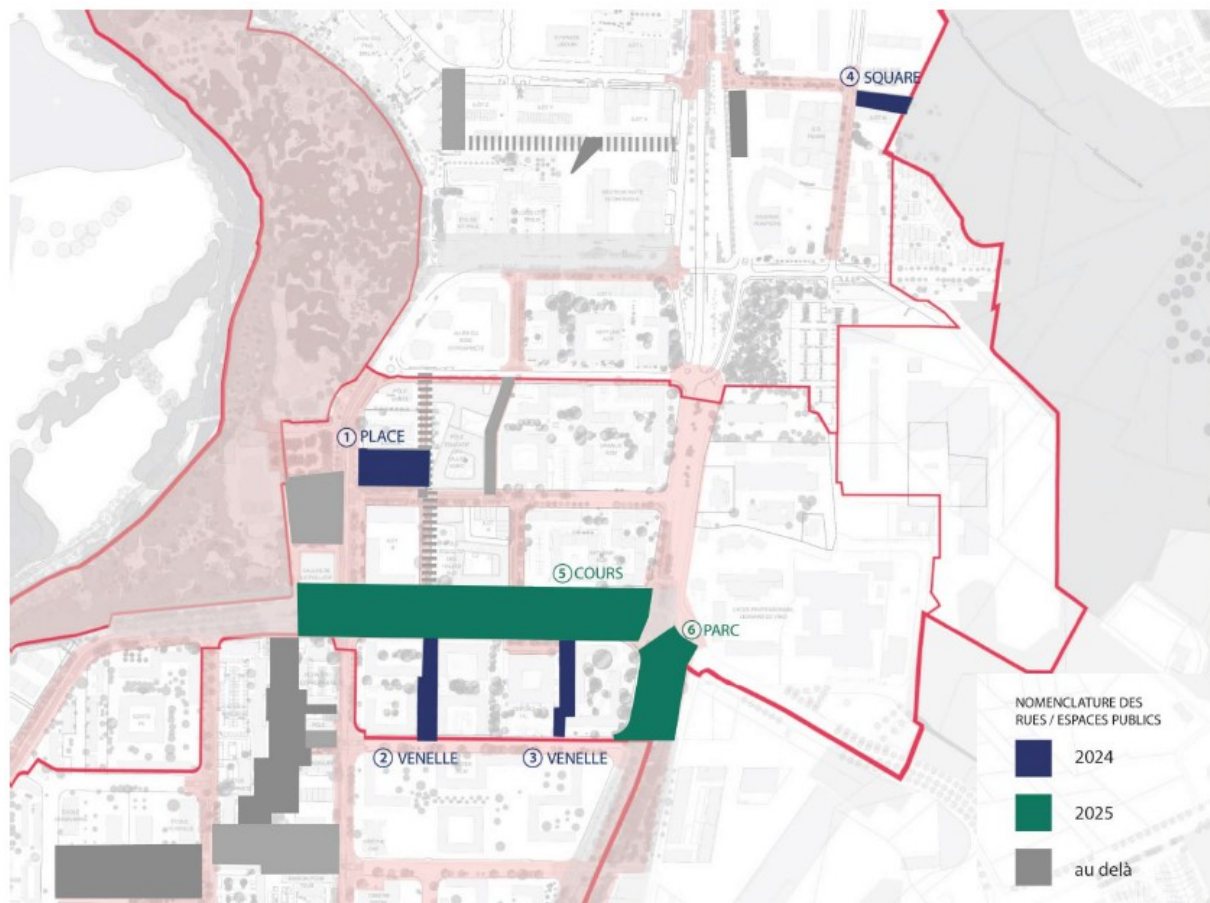
Flora LABOURIER

Dénominations de voies et d'espaces publics - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

QUARTIER MOSSON

Dans le cadre du programme de rénovation urbaine du quartier de la Mosson, il est proposé de dénommer les futurs espaces publics et voies visibles sur le plan suivant :



Lieu n°1 : Place devant Espace Gisèle Halimi.

Lieux n°2 et n°3 : Futures rues publiques traversant la résidence Oxford.

Lieu n°4 : Square à Malbosc.

Lieu n°1 :

Place devant l'Espace Gisèle Halimi et le futur groupe scolaire « Pôle Educatif des Halles »

Il est proposé de dénommer la place située devant l'Espace Gisèle Halimi et le futur groupe scolaire « Pôle Educatif des Halles », entre la rue de Bologne, la rue de la Haye et la rue de Bari au sud :

Parvis Gisèle Halimi

(1927-2020)

Avocate et militante féministe

Après des études de droit, Gisèle HALIMI devient avocate dès 1949 au barreau de Tunis puis rejoint celui de Paris après 1956. Elle se fait rapidement connaître en défendant plusieurs membres du Front de Libération Nationale (FLN) algérien et contribue à la médiatisation des méthodes de l'armée française lors de la guerre d'Algérie.

Figure emblématique du féminisme en France, elle signe en 1971 le manifeste des 343, réclamant la légalisation de l'avortement, alors illégal dans le pays. Grâce à son engagement, elle contribue à l'adoption de lois majeures telles que la loi Veil sur l'interruption volontaire de grossesse (1975) et la loi de 1980, qui reconnaît le viol comme un crime.

Élue députée en 1981 dans l'Isère, elle se distingue par son combat en faveur de la parité en politique. Après 1985, elle occupe des fonctions importantes à l'UNESCO et à l'ONU, où elle poursuit son engagement pour l'égalité des sexes et les droits humains. Elle s'éteint en 2020.

LE PARVIS HALIMI, COEUR DE QUARTIER 1

Surface réaménagée : 3000 m²

Un parvis facile, lisible, animé

- Création de boucles de parcours qui peuvent être des déambulations / des parcours sportifs informels
- Espace public apaisé et sécurisé
- Espace public animé par les équipements qui s'y adressent
- Végétalisation et création de mobilier ludique
- Coveillance due à la mixité d'usagers visés
- Intégration des éléments retenus de la concertation : dessin, végétation, parcours sportifs et ludiques
- Conservation et hybridation de l'espace bouldrome + conservation de la maison des boulistes



MOISSONIS EN TRANSITION(S)



BASE | COLOCO | EGIS | PRESENTS | BLD WATERDESIGN | TRIBU | BRUIT DU FRIGO | PASSE MURAILLE | QUARTIERS LUMIÈRES



18

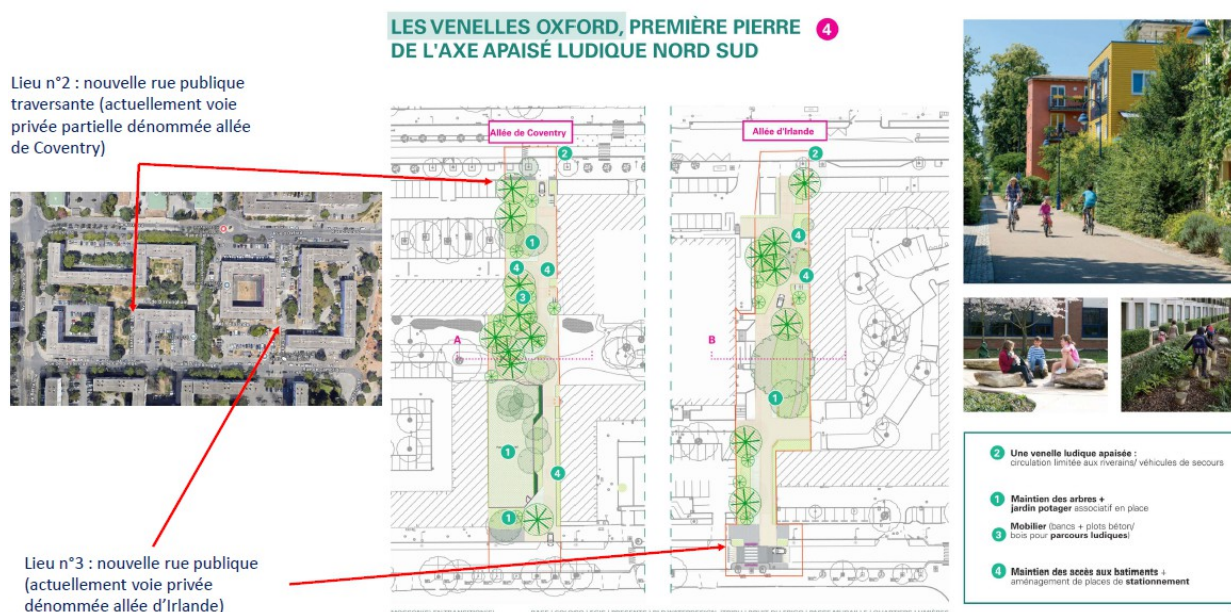
Lieux n°2 et n°3 :
Futures rues publiques traversant la résidence Oxford (logements locatifs sociaux)

Suite à l'aménagement de l'allée de Coventry en nouvelle voie publique, il est proposé de dénommer la voie traversant la résidence Oxford (logements locatifs sociaux, Hérault Logement) entre la rue de Cambridge et la rue d'Oxford :

Rue de Coventry

Suite à l'aménagement de l'allée d'Irlande en nouvelle voie publique, il est proposé de dénommer la voie traversant la résidence Oxford (logements locatifs sociaux, Hérault Logement) entre la rue de Cambridge et la rue d'Oxford :

Rue d'Irlande



Lieu n°4 :
Futur square et espace d'accès piéton au Parc Malbosc

Montpellier a l'ambition de devenir une ville nature, en s'engageant pour une ville plus tournée vers la nature, plus verte et plus fraîche afin d'améliorer le cadre de vie des Montpellierains, de contribuer à la transition écologique et d'adapter la ville au changement climatique. Avec « Montpellier ville nature », elle s'est fixée pour objectif de valoriser la nature en ville avec l'aide de ses habitants. Situé au cœur du quartier de la Mosson, un nouveau square est en cours d'achèvement à la suite d'aménagements créant une liaison douce piétonne vers le parc Malbosc. Il est donc proposé de dénommer le futur square partant de la rue de l'Agathois, aux abords de la future école Hypathie :

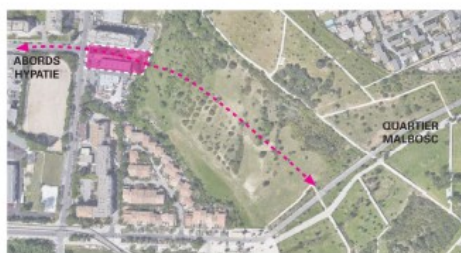
Square Aglaonice de Thessalie
(V^{ème} siècle avant J.C.)
Astronome

Aglaonice de Thessalie aurait vécu au 5^{ème} siècle avant notre ère et est considérée comme la première femme astronome connue. Elle vivait en Grèce, à une époque où les femmes scientifiques étaient rares. Elle fut d'ailleurs souvent perçue comme une sorcière en raison de sa faculté à prédire les éclipses. On estime que ce serait grâce à sa maîtrise des cycles lunaires et solaires, héritée des babyloniens, qu'Aglaonice pouvait anticiper de nombreux événements astronomiques.

Aujourd'hui, Aglaonice est reconnue comme un symbole de l'expertise féminine dans le domaine scientifique et incarne l'ouverture de la science aux femmes.

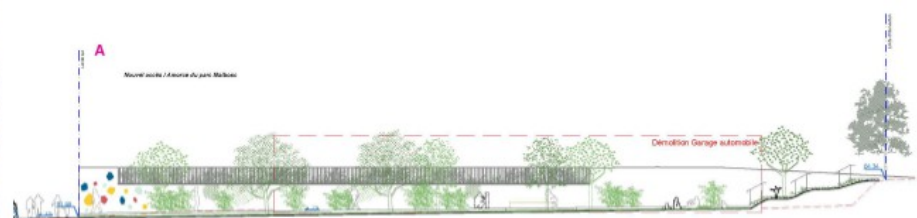
SQUARE MALBOSC : RÉUSSIR LA LIAISON EST OUEST 2

Surface réaménagée : 1100 m²



AMÉNAGER UNE LIAISON DOUCE POUR REJOINDRE LE PARC ET LE QUARTIER

- Création d'un cheminement en pente douce jusqu'aux emmarchements en fond de parcelle + rampe vélo > Une vraie continuité entre la rue et l'amorce du Parc
- Intégration de petits parcours ludiques > Favoriser les traversées et inciter les usages



MOSSON(S) EN TRANSITION(S)

BASE | COLOCO | EGIS | PRESENTS | BLD WATERDESIGN | TRIBU | BRUIT DU FRIGO | PASSE MURAILLE | QUARTIERS LUMIÈRES

12

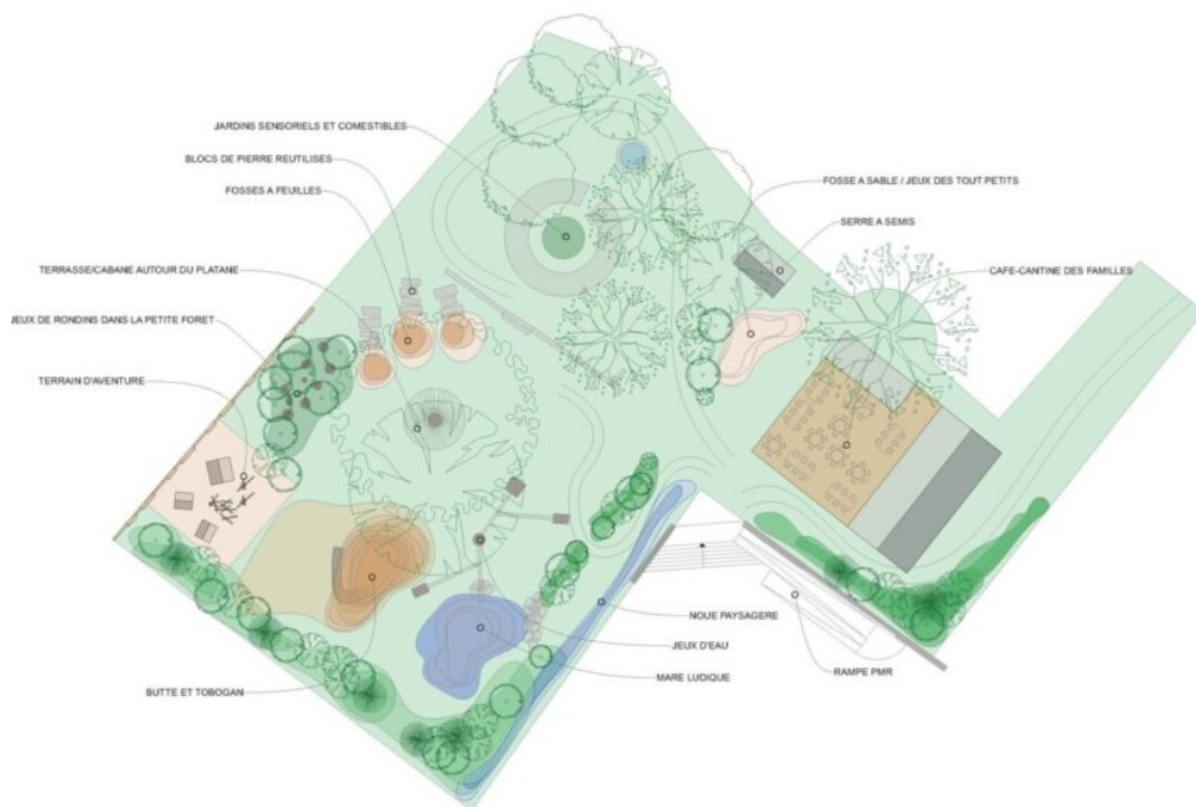
QUARTIER CROIX D'ARGENT

Suite à l'acquisition du Domaine de la Providence par la Ville de Montpellier en 2023, le quartier Ovalie s'enrichit d'un parc public de 2380 m² ouvert à la population. Situé à l'angle de l'avenue du Mondial de Rugby 2007 et de l'avenue de Toulouse, ce parc a rouvert en mai 2024 dans le cadre de la démarche « Ville à hauteur d'enfants ». La ville a engagé 130 000 € de travaux afin d'y réaliser le projet « Les Enfants dehors » pour en faire un lieu dédié aux enfants et à leurs familles avec des activités ludiques pour les plus petits : aire de jeux, terrain d'aventure naturels, jardins comestibles et sensoriels, etc. Il est proposé de le dénommer :

Parc Robinson Crusoe Personnage de roman (parution en 1719)

Robinson Crusoe est le personnage principal du roman « La vie et les aventures étranges et surprenantes de Robinson Crusoe de York » écrit par Daniel Defoe et publié en 1719. Ce récit raconte l'histoire de la survie difficile de Robinson Crusoe, seul rescapé d'un naufrage, contraint de vivre pendant 28 ans sur une île isolée, qu'il baptise "l'île du désespoir". Durant cette longue période d'isolement, il parvient à survivre au contact de la nature, un exploit qui donne lieu à une profonde réflexion sur la condition humaine, nos besoins fondamentaux mais également la frontière entre l'Homme et l'animal.

Ce roman est considéré comme le premier véritable roman d'aventure. Il a donné naissance à un nouveau genre littéraire, les "robinsonnades", qui désignent des récits d'aventures se déroulant loin de la civilisation. L'histoire de Robinson Crusoe continue de fasciner et d'influencer la culture populaire.



En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les propositions de dénominations ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-279941-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du mardi 15 octobre 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Petite enfance et Place de l'enfant dans la Ville

Présents :

Tasnine AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Serge MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION.

Absent(es) / Excusé(es) :

Flora LABOURIER

Dénomination de la nouvelle crèche municipale - Approbation

Madame Tasnine AKBARALY, Adjointe au Maire, rapporte :

Le maintien et le développement de places de crèches constitue un objectif majeur de ce mandat, car il contribue à répondre aux besoins de la population croissante de la Ville, aux enjeux de cohésion sociale et à l'attractivité de son territoire.

C'est dans ce contexte que la Ville a entrepris d'importants travaux dans l'objectif de regrouper et réhabiliter deux anciennes structures : le jardin d'enfants « *Les Boutons d'Or* » et l'ancienne halte-garderie « *Les Coquelicots* ». Outre cette rénovation de grande envergure, le projet permet aussi d'offrir 5 nouvelles places d'accueil pour des enfants âgés de 2 mois et demi à 4 ans ou moins de 6 ans en accueil périscolaire. L'ouverture est prévue en janvier 2025.

De par son emplacement au cœur du parc boisé Edith-Piaf, le projet pédagogique de cette crèche résidera sur un accueil en semi plein air. Les enfants pourront ainsi profiter au maximum de cet environnement et les siestes en extérieur seront privilégiées grâce aux équipements proposés. L'idée est aussi de « *sortir par tous les temps* » dans un espace avec des bacs à sable, des carrés potagers, des cabanes en bois, un sentier des 5 sens, du sol naturel, etc. La nature avoisinante offrira de multiples possibilités dans l'intention de nourrir la créativité des enfants et d'assurer une réponse à leurs besoins. Cet établissement sera également engagé avec le réseau LABELVIE en vue de s'inscrire dans un processus de développement durable.

Il est aujourd'hui proposé au Conseil municipal de dénommer cette nouvelle crèche « *Colette Zannettacci* ».

Après avoir vécu en Algérie, où elle obtient son diplôme de médecin, Colette ZANNETTACCI arrive en France dans les années 1960 puis s'installe à Montpellier en 1976. De 1983 au début des années 2000, elle sera Adjointe au Maire chargée de la Petite Enfance. Cette délégation semble une évidence pour cette femme médecin qui travaille à la Protection maternelle et infantile de Montpellier. Pendant cette période, elle s'est beaucoup investie pour que des crèches voient le jour dans chaque quartier. En 2004, Colette ZANNETTACCI se voit confier une nouvelle délégation, la Santé, et participe à la création de la maison de la prévention santé. Elle était aussi un des relais de l'Organisation mondiale de la santé dans les villes. Colette ZANNETTACCI est décédée le 16 février 2024 à l'âge de 90 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la dénomination « *Colette Zannettacci* » pour la nouvelle crèche municipale ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-278749-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Petite enfance et Place de
l'enfant dans la Ville**

Présents :

Taslime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Serge MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NÔSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION.

Absent(es) / Excusé(es) :

Sébastien COTE, Flora LABOURIER, François VASQUEZ

**Conventions Pluriannuelles d'Objectifs et de Moyens (CPOM) entre la Ville de
Montpellier et les associations gestionnaires de structures Petite Enfance -
Approbation - Autorisation de signature**

Madame Taslime AKBARALY, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier a souhaité faire de la Petite Enfance une politique publique prioritaire afin de réaliser le projet de ville à hauteur d'enfant et de développer et soutenir une offre d'accueil diversifiée pour les jeunes enfants montpelliérains. Cette ambition passe par la mise en œuvre d'une politique d'accueil du jeune enfant qui doit pouvoir répondre aux impératifs de conciliation entre vie familiale et vie professionnelle et tendre vers le principe d'universalité en assurant à chaque famille l'opportunité de pouvoir trouver une offre d'accueil adaptée pour leur(s) enfant(s) et à lutter contre les inégalités sociales et la pauvreté des enfants.

Acteur majeur, au côté du service public municipal, de cette politique ambitieuse, le secteur associatif et mutualiste à but non lucratif constitue depuis longtemps une composante essentielle de l'accueil de la petite enfance sur le territoire montpelliérain. Soucieuse de préserver et de dynamiser cette offre associative, la Ville entend renforcer son partenariat avec les acteurs associatifs et créer avec eux un Service Montpelliérain de la petite enfance autour de valeurs et de principes d'actions librement partagés. Cette inflexion importante repose sur la reconnaissance des missions d'intérêt général portées par le tissu associatif, la réponse à des besoins spécifiques et le soutien aux initiatives innovantes en faveur des familles montpelliéraines.

Ainsi, par délibération du 11 décembre 2023 portant création du Service Montpelliérain de la Petite Enfance, le Conseil municipal a autorisé le principe et le déploiement d'un partenariat renforcé avec les gestionnaires associatifs de structures petite enfance s'appuyant sur de nouvelles Conventions Pluriannuelles d'Objectifs et de Moyens (CPOM).

Concrètement, ce nouveau conventionnement se substitue aux précédentes conventions passées avec les crèches associatives et dont le soutien financier de la collectivité portait uniquement sur l'activité (1€10 par heure facturée). Cette contractualisation pluriannuelle et adaptée à chaque association permet ainsi de combiner le financement à l'activité déjà existant et un financement complémentaire permettant d'accompagner les projets associatifs qu'elles ont librement définis dans le champ de la petite enfance en cohérence avec les objectifs généraux de la Convention Territoriale Globale signée par la Ville de Montpellier et la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) de l'Hérault. Elle vise ainsi à soutenir les acteurs à but non lucratif engagés dans la mise en œuvre de Services Sociaux d'Intérêt Général et investis dans des enjeux spécifiques (inclusion, mixité sociale, lutte contre les inégalités, soutien aux familles monoparentales isolées, renforcement de la prévention et du soutien à la parentalité, développement de l'offre d'accueil...). La Ville entend ainsi contribuer à la qualité, au maintien et au développement de l'offre associative.

De la signature de chaque CPOM découlera un dialogue de gestion annuel entre la Ville et l'association afin de prendre en compte la situation générale et la mise en œuvre des projets mais également de déterminer le montant annuel du financement complémentaire.

La présente délibération vise à autoriser la signature de CPOM avec les dix associations gestionnaires des établissements d'accueil du jeune enfant suivantes :

- Association Accroche Cœur ;
- Association La Bambinerie ;
- Association Les Moussaillons ;
- Mutualité Française Grand Sud ;
- Association Le Mas des Moulins ;
- Association Une Souris Verte ;
- Association Bamboubulle ;
- Association La Ribambelle ;
- Association Présence Verte Services ;
- Association La Gerbe.

Au-delà du financement proposé pour l'année 2024 et pour assurer une certaine visibilité aux associations sur le court et moyen terme, les montants des subventions allouées sont inscrits, à titre indicatif, dans des budgets prévisionnels annexés aux CPOM, sur une période de trois ans. Les subventions seront versées aux associations selon les modalités prévues dans les CPOM, sous réserve du vote du Budget Primitif et des crédits afférents.

Pour 2024, les financements prévus pour chacune des 10 associations listées ci-dessus sont énoncés ci-après :

➤ Association Accroche Coeur

EAJE	Nombre de places	Subvention (1€10/h. facturée)	Subvention forfaitaire	
			Enjeux spécifiques développés	Montant 2024
Accroche Coeur	16	X	<ul style="list-style-type: none"> - Intégration du Guichet unique sur la base des paliers 1 et 2 dès 2024 ; - Soutien à la parentalité : organisation de temps d'échange avec les parents autour de questionnements divers et de sorties communes ; - Enjeux qualité autour de l'alimentation des enfants, de la formation des professionnels, du développement durable, de la mise en place de questionnaires de satisfaction ; - Handicap et inclusion : accompagnement individuel, aménagement de temps de travail concertés... ; - Eveil artistique et culturel : mise en place d'activité et de sorties culturelles régulières. 	11 200 €

➤ Association La Bambinerie

EAJE	Nombre de places	Subvention (1€10/h. facturée)	Subvention forfaitaire	
			Enjeux spécifiques développés	Montant 2024
La Bambinerie	17	X	<ul style="list-style-type: none"> - Intégration du Guichet unique sur la base des paliers 1 et 2 dès 2024 ; - Soutien à la parentalité avec un accompagnement possible des parents par une psychologue et/ou une psychomotricienne, développement d'ateliers parents/enfants, actions d'informations et de prévention ; - Eveil artistique et culturel autour notamment de la mise en place de partenariats (médiathèque, « lire et faire lire » ...) mais aussi avec la mise en place d'un projet « nature » ; - Enjeux qualité autour de l'alimentation, la lutte contre le gaspillage et la lutte contre les risques psycho-sociaux. 	11 900 €

➤ Association Les Moussaillons

EAJE	Nombre de places	Subvention (1€10/h. facturée)	Subvention forfaitaire	
			Enjeux spécifiques développés	Montant 2024
Les Moussaillons	16	X	<ul style="list-style-type: none"> - Intégration du Guichet unique sur la base des paliers 1 et 2 dès 2024 ; - Soutien à la parentalité avec l'organisation de cafés des parents, la mise à disposition d'outils d'aide à la parentalité et d'informations sur prévention santé mais également par un accompagnement individuel si nécessaire ; - Qualité d'accueil : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Taux d'encadrement supérieurs à la réglementation ; ▪ Travail autour de l'accueil inclusif ; ▪ Formation des personnels ; ▪ Création d'un journal mensuel à destination des parents ; ▪ Mise en place d'un jardin pédagogique. 	8 320 €

➤ Association Mutualité Française Grand Sud

EAJE	Nombre de places	Subvention (1€10/h. facturée)	Subvention forfaitaire	
			Enjeux spécifiques développés	Montant 2024
Les Petites Mayas	34	X	<ul style="list-style-type: none"> - Intégration du Guichet unique sur la base des paliers 1 et 2 dès 2024 ; - Soutien à la parentalité et promotion de la santé : organisation de rencontres et d'actions de prévention (danger des écrans, alimentation santé buccodentaire...) ; - Qualité d'accueil avec le lancement de la démarche de labélisation « <i>écolo crèche</i> » ; - Enjeux spécifiques liés à l'intergénérationnel : mis en place d'activités et d'animations communes avec les résidents de l'Ehpad mais également avec le centre « Cajou » ; - Eveil artistique et culturel avec l'organisation d'expositions peintures enfants/parents, d'ateliers « <i>artistes en herbes</i> » ... 	19 720 €

➤ Association Mas des Moulins

EAJE	Nombre de places	Subvention (1€10/h. facturée)	Subvention forfaitaire	
			Enjeux spécifiques développés	Montant 2024
Babycar	10	X	<ul style="list-style-type: none"> - Intégration du Guichet unique sur la base des paliers 1 et 2 dès 2024 ; - Soutien à la parentalité et promotion de la santé : accompagnement individualisé des familles, travail d'orientation pour les demandes spécifiques, organisation de cafés des parents et de « <i>goûter chanté</i> » ; - Enjeux spécifiques : la micro crèche est une structure itinérante qui répond à un besoin spécifique des familles des quartiers Cévennes et Petit Bard en offrant la possibilité aux mères qui suivent des cours d'alphabétisation de faire garder leur(s) enfant(s) sur le même lieu. Il facilite donc les parcours d'insertion et d'intégration pour ces mères en leur permettant de s'engager dans des démarches rendues impossibles sans ce relais de garde adapté ; - Eveil artistique et culturel avec l'organisation d'ateliers autour de l'éveil musical et de la découverte des livres. 	13 000 €

➤ Association Une souris verte

EAJE	Nombre de places	Subvention (1€10/h. facturée)	Subvention forfaitaire	
			Enjeux spécifiques développés	Montant 2024
Une souris verte	20	X	<ul style="list-style-type: none"> - Intégration du Guichet unique sur la base des paliers 1 et 2 dès 2024 ; - Soutien à la parentalité avec la mise en place de campagnes de prévention et la reprise des cafés des parents ; - Eveil artistique et culturel d'un partenariat avec la médiathèque et d'une réflexion en cours sur un projet autour de la musique ; - Enjeux qualité autour de l'alimentation, la formation et le développement de l'apprentissage et de l'alternance au sein de la crèche. 	13 500 €

➤ Association Bamboubulle

EAJE	Nombre de places	Subvention (1€10/h. facturée)	Subvention forfaitaire	
			Enjeux spécifiques développés	Montant 2024
Bamboubulle	20	X	<ul style="list-style-type: none"> - Intégration du Guichet unique sur la base des paliers 1 et 2 dès 2024 ; - Soutien à la parentalité : participation au réseau « parentalité » du secteur avec l'élaboration d'un « carnet des familles » et d'actions autour de la parentalité et réflexion en cours sur la mise en place de cafés des parents et d'actions de prévention santé, organisation 2 fois par mois d'ateliers avec les enfants et les parents autour des contes ; - Eveil artistique et culturel : interventions régulières d'une conteuse, sorties à l'écolothèque et au musée ; - Enjeux qualité autour de l'alimentation, la formation et la mise en place d'un tutorat individuel pour les professionnels. 	12 000 €

➤ Association La Ribambelle

EAJE	Nombre de places	Subvention (1€10/h. facturée)	Subvention forfaitaire	
			Enjeux spécifiques développés	Montant 2024
La Ribambelle	20	X	<ul style="list-style-type: none"> - Intégration du Guichet unique sur la base des paliers 1 et 2 dès 2024 ; - Soutien à la parentalité par un accompagnement individuel (écoute, échange et orientations si besoin) ; - Eveil artistique et culturel : ateliers autour de la découverte des livres et mise en place d'une bibliothèque partagée, participation aux ateliers organisés par la MPT de quartier, sorties à la médiathèque et à la ludothèque, interventions régulières d'une musicienne ; - Enjeux qualité autour notamment de l'accueil d'enfants porteurs de handicap mais également autour de l'accompagnement des familles en difficulté sociales avec un travail conjoint d'accompagnement en lien avec les acteurs du territoire. 	9 000 €

➤ Association Présence Verte Services

EAJE	Nombre de places	Subvention (1€10/h. facturée)	Subvention forfaitaire	
			Enjeux spécifiques développés	Montant 2024
Arbre à chouette	29	X	<ul style="list-style-type: none"> - Intégration du Guichet unique sur la base des paliers 1 et 2 dès 2024 ; - Soutien à la parentalité : organisation de cafés des parents, des « <i>minutes papotage</i> », de rencontres individuelles, de soirées portes ouvertes, d'ateliers parents/enfants ; - Eveil artistique et culturel : sorties à l'écolothèque, participation aux ateliers organisés par la MPT de quartier, organisation d'ateliers intergénérationnels avec une résidence seniors, intervention d'EJE en dernière année pour la mise en place d'ateliers ; - Enjeux qualité autour de la qualité de vie au travail, de la formation des professionnels et de l'alimentation. 	15 950 €

➤ Association La Gerbe

EAJE	Nombre de places	Subvention (1€10/h. facturée)	Subvention forfaitaire	
			Enjeux spécifiques développés	Montant 2024
La Gerbe	20	X	<ul style="list-style-type: none"> - Intégration du Guichet unique sur la base des paliers 1 et 2 dès 2024 ; - Soutien à la parentalité par la création d'un réseau des parents, l'organisation d'ateliers collectifs et de rencontres individuelles ; - Eveil artistique et culturel : interventions régulières d'une musicienne, partenariat avec l'école maternelle de quartier ; - Enjeux qualité autour notamment de l'accueil d'enfants porteurs de handicap (signataire de la charte pour l'accueil d'enfants en situation de handicap), la formation des professionnels et les taux d'encadrement supérieurs à la réglementation. 	8 600 €

Les modalités du financement municipal de ces actions ainsi que les obligations des gestionnaires associatifs sont précisées dans les CPOM annexées à la présente délibération. Elles sont conclues pour une durée de 3 ans soit du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2026 et abrogent les conventions de partenariat précédemment conclues entre la Ville et ces associations.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes des dix conventions pluriannuelles d'objectifs et de moyens pour la période 2024-2026 entre la Ville de Montpellier et les associations Accroche Cœur, La Bambinerie, Les Moussaillons, la Mutualité Française Grand Sud, Le Mas des Moulins, Une Souris Verte, Bamboubulle, la Ribambelle, Présence Verte Services et la Gerbe ;
- D'approuver le montant de la subvention à 1,10 €/heure facturée pour le soutien de l'activité des dix associations et le montant des subventions à verser au titre de l'année 2024 au profit des dix associations précédemment citées ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 18 octobre 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CPOM Accroche coeur 2024-2026 V2
- CPOM gestionnaires EAJE La Bambinerie 24-26 associatifs V2
- CPOM Moussaillons 2024-2026
- CPOM 2024-2026-LPMayas-MFGS-V2
- CPOM BABYCAR 2024-2026 VF
- CPOM 2024-2026_Creche UneSourisVerte_v2
- CPOM 2024.2026 BAMBOUBULLE PROJET
- CPOM La Ribambelle 2024-2026 V2

- CPOM gestionnaires EAJE associatifs 2024-2026 Arbre à chouette V2
- CPOM La Gerbe V2

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-279131-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Petite enfance et Place de
l'enfant dans la Ville**

Présents :

Taslime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Serge MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NÔSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION.

Absent(es) / Excusé(es) :

Sébastien COTE, Flora LABOURIER, François VASQUEZ

**Lieu d'Accueil Enfants Parents (LAEP) - Quartier Celleneuve - Convention de
partenariat entre la Ville de Montpellier et l'Association Pause Goûter - Avenant -
Approbation - Autorisation de signature**

Madame Taslime AKBARALY, Adjointe au Maire, rapporte :

Dans le cadre de sa politique Petite enfance, la Ville de Montpellier contribue activement à la mise en œuvre d'actions d'accompagnement et de soutien à la parentalité au bénéfice des familles montpellieraines. Ainsi, l'accompagnement et le développement des lieux d'accueil enfants parents (LAEP) ont été identifiés comme une action prioritaire du mandat et de la Convention territoriale globale (Ctg) 2022-2026.

Un LAEP est un espace qui accueille de jeunes enfants âgés de moins de six ans accompagnés de leur(s) parent(s) ou d'un adulte référent, de manière libre, gratuite et sans inscription. Ses principaux objectifs sont de participer à l'éveil et à la socialisation de l'enfant, d'apporter un appui aux parents dans l'exercice de leur rôle, par un échange avec d'autres parents et/ou avec des professionnels, ou encore de prévenir et de rompre l'isolement géographique, intergénérationnel ou culturel de certaines familles. Il constitue donc un espace propice au soutien à la parentalité et, en ce sens, il est particulièrement ciblé par la Caisse d'allocations familiales et le Conseil Départemental en raison de son efficience.

L'association « *Pause goûter* » gère déjà un LAEP situé dans le quartier de Celleneuve. L'ouverture de ce LAEP 6 demi-journées par semaine n'étant plus suffisante pour répondre aux besoins des familles de ce quartier, l'association a souhaité étendre ses horaires d'ouverture, à compter du 1^{er} septembre 2024, à raison de 2 demi-journées supplémentaires soit un total de 8 demi-journées par semaine.

Consciente des enjeux à mener dans ce quartier politique de la Ville et de l'intérêt que cette extension pourra apporter à ces familles, la Ville partage, avec l'association et les autres partenaires, le constat du besoin supplémentaire de soutien à la parentalité sur ce territoire. Il est donc proposé au Conseil municipal d'autoriser le principe d'une participation financière complémentaire de la Ville, pour le fonctionnement de ce LAEP, pour les 2 demi-journées supplémentaires, soit un total annuel de 6 480 € pour 8 séances hebdomadaires d'accueil.

Les modalités du financement municipal, ainsi que les obligations du gestionnaire, sont précisées dans l'avenant à la convention de partenariat, conclue pour la période du 1^{er} septembre 2024 au 31 décembre 2026.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'avenant à la convention de partenariat qui prévoit les nouvelles modalités de financement du LAEP situé quartier des Celleneuve ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Avenant Convention partenariat Pause gouter 2024

Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Petite enfance et Place de
l'enfant dans la Ville**

Présents :

Taslime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Serge MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NÔSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION.

Absent(es) / Excusé(es) :

Sébastien COTE, Flora LABOURIER, François VASQUEZ

**Crèche Moussia - Déménagement - Garantie d'emprunt à l'association Familles
Rurales-Sucre d'Orge - Approbation**

Madame Taslime AKBARALY, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier a déclaré d'intérêt public les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts. Dans ce cadre, l'association Familles Rurales-Sucre d'Orge a sollicité la Ville de Montpellier afin d'obtenir la garantie de l'emprunt qu'elle va contracter pour financer le projet de délocalisation de la crèche Moussia rue du Cheval vert à Montpellier.

A la suite du non renouvellement du bail des locaux actuels de la crèche, l'association Familles Rurales-Sucre d'Orge souhaite acquérir de nouveaux locaux, qui permettront de sauvegarder les 24 places d'accueil actuelles, mais également d'augmenter l'offre d'accueil par la création de 4 places supplémentaires. Ce projet s'inscrit pleinement dans la mise en œuvre du Service Montpellierain de la Petite Enfance qui prévoit notamment un accompagnement renforcé des structures associatives d'accueil du jeune enfant autour de valeurs et de principes d'actions partagés et du développement de l'offre d'accueil.

L'emprunt retenu auprès du Crédit Coopératif présente les caractéristiques financières suivantes :

Montant du prêt	562 000 €
Durée de la phase d'amortissement	180 mois
Périodicité des échéances	Mensuelle
Taux d'intérêt	Fixe : 3,98%
Profil d'amortissement	Progressif
Commission de non utilisation	3,5% des fonds non appelés
Conditions de remboursement anticipé	Possible en totalité ou partiellement, sous réserve d'un préavis d'un mois et du paiement d'une indemnité actuarielle
Validité des conditions	Taux garanti pour un versement intégral du prêt dans les 150 jours calendaires à compter de la date d'édition du contrat
Taux de garantie	50%

Ainsi, la garantie de la Ville est proposée à hauteur de 50% des montants contractés auprès du Crédit Coopératif, sous réserve de l'obtention par l'association de la subvention d'investissement sollicitée auprès de la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) de l'Hérault. Cette garantie est accordée, pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur simple notification du Crédit Coopératif, la Collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'emprunteur, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

La Ville de Montpellier s'engage pendant toute la durée des prêts à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de l'emprunt.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De garantir le remboursement de la somme de 281 000 € représentant 50% de l'emprunt d'un montant de 562 000 €, sollicité par l'Association Familles Rurales-Sucre d'Orge auprès du Crédit Coopératif pour l'acquisition d'un nouveau local dédié à l'accueil du jeune enfant ;
- D'approuver les termes de la convention de garantie d'emprunt entre la Ville de Montpellier et l'association Familles Rurales-Sucre d'Orge ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention type
- accord de prêt sans préfinancement_signé

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-280877-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024**

L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Ville éducative et réussite scolaire

Présents :

Taslime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Serge MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NÔSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION.

Absent(es) / Excusé(es) :

Sébastien COTE, Flora LABOURIER, François VASQUEZ

Mise à disposition d'un environnement numérique de travail (ENT) - Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et l'Académie de Montpellier - Année scolaire 2024-2025 - Renouvellement - Approbation - Autorisation de signature

Madame Véronique BRUNET, Première Adjointe, rapporte :

La Ville de Montpellier s'est engagée dans la mise en œuvre d'une politique numérique en direction des écoles, consciente des enjeux pour la réussite des élèves. Le déploiement de ces équipements se fait en collaboration étroite avec les services de l'Académie de Montpellier, afin de garantir que leur mise en œuvre donne lieu à un usage effectif dans les classes.

L'Académie de Montpellier a mis en place, depuis 2013, un Environnement Numérique de Travail (ENT) 1^{er} degré et propose aux communes une convention de partenariat pour la mise à disposition de cette solution applicative. Les ENT ont pour objet de fournir à tous les acteurs du système éducatif (élèves, enseignants, parents) un accès simple et unifié à un ensemble d'outils, de contenus pédagogiques et de services : agenda partagé, messagerie, cahier de texte, ressources pédagogiques.

La convention a pour objet de définir le cadre général de mise en œuvre de l'ENT-Ecole et ses modalités d'organisation. Elle prendra effet à la rentrée de septembre 2024 et s'achèvera au 1er septembre 2025.

Le financement de l'ENT-Ecole est assuré par l'engagement de l'Académie et par la participation des communes, à hauteur de 45 € TTC par école et par année scolaire. Cette dépense sera prélevée sur le budget du Pôle Education. La Ville de Montpellier a inscrit 113 écoles pour cette année scolaire, pour un montant correspondant à 113 x 45 €, soit 5 085 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat pour la mise à disposition d'un environnement numérique de travail pour l'année scolaire 2024-2025 entre la Ville de Montpellier et l'Académie de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention-2024_2025
- Liste écoles

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-276605-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Ville éducative et réussite
scolaire**

Présents :

Taslime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Serge MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NÔSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION.

Absent(es) / Excusé(es) :

Sébastien COTE, Flora LABOURIER, François VASQUEZ

**Accueils de Loisirs associatifs - Convention pluriannuelle 2024-2026 d'objectifs
entre la Ville de Montpellier et l'association Vacances Evasion - Approbation -
Autorisation de signature**

Madame Véronique BRUNET, Première Adjointe, rapporte :

Par délibération n° V2022-417 du 16 décembre 2022, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a approuvé la Convention Territoriale Globale (CTG) 2022-2026, instituée par la Caisse d'Allocations Familiales de l'Hérault (CAF). Cette convention succède au Contrat Enfance Jeunesse (CEJ), contrat d'objectifs et de cofinancement signé tous les 4 ans entre la Ville et la CAF. Cette nouvelle CTG vise à développer un partenariat global entre la Ville de Montpellier, la CAF et les associations gestionnaires d'Accueils de Loisirs (ALSH) autour du projet de territoire porté par la Ville, tel que décliné dans son Projet Educatif de Territoire (PEdT), dans le but de pérenniser et d'optimiser l'offre de loisirs existante par une mobilisation des cofinancements jusqu'à son terme, soit le 31 décembre 2026.

Les associations gestionnaires d'Accueils de Loisirs participent au service public depuis de nombreuses années. Elles répondent aux besoins des familles pendant les temps périscolaires et extrascolaires et contribuent à la mise en œuvre de la politique municipale sur la base de leurs projets pédagogiques en cohérence avec les orientations éducatives du Plan Mercredi. L'Association VACANCES EVASION intervient à ce titre au sein des ALSH : DE GAULLE – JAURES, MOZART – MORISOT, FLORIAN – SIMON, GOETHE – LANGEVIN, FERRY - TERESA.

Dans ces conditions et par souci d'efficacité, il est pertinent de renforcer les engagements réciproques avec

les associations intervenantes à travers une convention pluriannuelle d'objectifs, pour une durée de 2 années jusqu'au terme de la CTG comme précisé supra. Le renouvellement de la participation de la Ville, tel que fixé dans le cadre de la CTG, et approuvé par délibérations n°V2023-046 du 08 février 2023 et V2023-253 du 18 juillet 2023 sera proposé chaque année au Conseil municipal lors du vote du budget primitif (BP).

Ainsi au BP 2024, il a été proposé la participation de 1.85 € par enfant et par jour pour les accueils de loisirs accueillant les enfants en âge d'être scolarisés en maternelle et de 1.09 € par enfant et par jour pour les accueils de loisirs accueillant les enfants en âge d'être scolarisés en élémentaire. Deux autres participations sont également en vigueur concernant les accueils spécifiques (4.80€ par jour) et les mini camps (2.61€ par jour).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention pluriannuelle d'objectifs entre la Ville de Montpellier et l'association VACANCES EVASION ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention financement ALSH - CPO - maj sept24

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-279973-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de

justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Ville éducative et réussite
scolaire**

Présents :

Taslime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Serge MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NÔSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION.

Absent(es) / Excusé(es) :

Sébastien COTE, Flora LABOURIER, François VASQUEZ

**Classes de Découverte Rousses - Attributions de subventions - Exercice 2024 -
Approbation - Autorisation de signature**

Madame Véronique BRUNET, Première Adjointe, rapporte :

Dans le cadre de sa politique de réussite éducative, la Ville de Montpellier a choisi, depuis plusieurs années, de soutenir les écoles dans de nombreux domaines et notamment, en accordant une aide financière à l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole (OCCE 34) et d'autres partenaires pour permettre ainsi le départ des enfants en classes de découverte.

Pour la période du 2 septembre au 20 décembre 2024, 17 écoles différentes bénéficieront des effets pédagogiques des classes de découverte.

Compte tenu de l'intérêt éducatif de ce projet, il est proposé au Conseil Municipal d'attribuer une subvention 47 681,50 € selon la répartition suivante :

CODE	STRUCTURE	TYPE	TITRE DU PROJET	MONTANT ACCORDE
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	Projet	BEETHOVEN - Classe de découverte rousse	2 268 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	Projet	BERT/HUGO - Classe de découverte rousse (2 projets)	6 228 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	Projet	BERNHARDT - Classe de découverte rousse	1 836 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	Projet	CARPANTIER - Classe de découverte rousse	5 568 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	Projet	CHENG DU - Classe de découverte rousse	2 484 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	Projet	CHURCHILL - Classe de découverte rousse (2 projets)	5 652 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	Projet	DICKENS - Classe de découverte rousse	1 548 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	Projet	FIGUIER - Classe de découverte rousse	517,50 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	Projet	MALET - Classe de découverte rousse	2 304 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	Projet	MIRO - Classe de découverte rousse	4 600 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	Projet	PATY - Classe de découverte rousse	4 350 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	Projet	VERNE - Classe de découverte rousse	972 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	Projet	SIBELIUS/POTTIER - Classe de découverte rousse	1 260 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	Projet	Benoîte GROULT - Classe de découverte rousse	1 000 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	Projet	Michel de l'HOSPITAL - Classe de découverte rousse	294 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	Projet	Marc BLOCH - Classe de découverte rousse	4 640 €
525	Association de l'école Léopold Sédar Senghor	Projet	SENGHOR - Classe de découverte rousse	2 160 €
TOTAL DES CLASSES DE DECOUVERTES ROUSSES - 2024				47 681,50 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des conventions d'attribution ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- LE Senghor
- Convention OCCE34 CD Rousse
- VILLE - Convention Projet 2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-279366-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du mardi 15 octobre 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ville éducative et réussite scolaire

Présents :

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Serge MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NÔSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION.

Absent(es) / Excusé(es) :

Salim JAWHARI, Flora LABOURIER

Rentrée 2024-2025 - Évolution du nombre de classes et des postes d'enseignants dans les écoles publiques - Approbation

Madame Véronique BRUNET, Première Adjointe, rapporte :

Madame la Directrice Académique des services de l'éducation nationale, Directrice des services départementaux de l'Education Nationale de l'Hérault informe la Ville de Montpellier que compte-tenu des effectifs scolaires et après présentation au Comité Social d'Administration Spécial Départemental (CSASD) et consultation du Conseil Départemental de l'Education Nationale (CDEN) réunis les 2 février, 8 juillet et 5 septembre 2024, il a été arrêté les mesures relatives aux ouvertures et fermetures de classes pour l'année scolaire 2024-2025. Le Conseil municipal doit se prononcer sur les ouvertures et fermetures, afin que la Ville prévoit en conséquence toutes les dispositions nécessaires pour assurer, avec le personnel adapté, l'accueil des élèves.

Ouverture d'école : Ecole primaire Pierre et Colette SOULAGES d'une capacité de 9 classes, située 3 rue Candolle : transfert de 3 postes enseignants de l'école maternelle ROUSSEAU et d'un poste enseignant de l'école élémentaire CONDORCET).

Fermeture de l'école maternelle ROUSSEAU, pour transformation en crèche.

Ouvertures de classes :

Ouvertures de postes en primaire :

- Ecole primaire RICHIER : ouverture d'un poste ;
- Ecole primaire MIRO : ouverture d'un poste ;
- Ecole primaire MOREAU : ouverture de deux postes (dont confirmation d'une ouverture effectuée septembre 2023) ;
- Ecole primaire GROULT : ouverture d'un poste (confirmation d'une ouverture en septembre 2023) ;

Ouvertures de postes en élémentaire :

- Ecole élémentaire BLOCH : ouverture de 1 poste ;

Ouvertures de postes en maternelle :

- Ecole maternelle BOUCHER : ouverture de 1 poste (confirmation d'ouverture en septembre 2023) ;

Création d'une Unité localisée pour l'inclusion scolaire (ULIS) à l'Ecole BOULLOCHE ;

Création d'une classe de scolarisation de – 3 ans : Ecole maternelle VAN GOGH ;

Confirmation de l'ouverture d'une section internationale : Ecole DELTEIL ;

Création d'Unités d'enseignement élémentaire autisme : Ecole élémentaire BALARD et Ecole élémentaire POTTIER ;

Création d'un dispositif PEJS (Pôle d'Enseignement des Jeunes Sourds) : Ecole primaire HOSPITAL ;

Création de dispositifs de grandes sections dédoublées en réseaux d'éducation prioritaire renforcé (REP+) :

- Ecole maternelle BRES (1 confirmation d'ouverture) ;
- Ecole maternelle AVERROES (1) ;
- Ecole maternelle COPERNIC (1) ;
- Ecole maternelle MICHELET (2 confirmations d'ouverture) ;
- Ecole maternelle BON (2 confirmations d'ouverture) ;
- Ecole maternelle NERUDA (2) ;
- Ecole maternelle VAN GOGH (1) ;
- Ecole maternelle CERVANTES (2 confirmations d'ouverture) ;
- Ecole maternelle RENAUD (4) ;
- Ecole primaire DE GOUGES *(2 dont 1 confirmation d'ouverture) ;
- Ecole maternelle COCTEAU (2 confirmations d'ouverture) ;
- Ecole primaire PAPE CARPANTIER (1) ;

Création de dispositifs CP et CE1 dédoublés en REP+ :

- Ecole élémentaire BOLIVAR (1 CE1) ;
- Ecole élémentaire DAUBIE (1 CE1) ;
- Ecole élémentaire BOULLOCHE (1 CE1) ;
- Ecole primaire PATY (3 CP et 2 CE1) ;
- Ecole élémentaire DELTEIL (1CE1 provisoire) ;
- Ecole élémentaire DAUBIE (1 CE1 provisoire).

Fermetures de classe : LAMARTINE, DOCTEUR CALMETTE, DAUBIE, BALARD, CHENGDU, MALRAUX, MICHELET, PREVERT, COPERNIC, AVERROES, BRES, CERVANTES (confirmation 2023), JOYCE, VAN GOGH, SIGNORET, PATY (2), DE GOUGES, MOZART/MORISOT, GARIBALDI, BON, RENAUD (2), NERUDA.

Fermeture de dispositifs dédoublés REP : BLOCH (1 CE1), DAUBIE (2 CP), BOLIVAR (1 CP), BOULLOCHE (1 CP), DE GOUGES (1 CP), ROOSEVELT (1 CE1), MALET (1 CE1), SCHOELCHER (1 CE1), KUROSAWA (1 CP).

Classification en REP de l'école primaire PATY

La Ville a prévu la création de postes d'ATSEM (Agent Territorial Spécialisé des Ecoles Maternelles) en fonction des ouvertures de classes en école maternelle et classe ULIS.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'émettre un avis favorable aux ouvertures de classes et d'école ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-278705-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du mardi 15 octobre 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ville éducative et réussite scolaire

Présents :

Taslime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Serge MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NÔSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION.

Absent(es) / Excusé(es) :

Salim JAWHARI, Flora LABOURIER

Règlement de fonctionnement des Accueils de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) de la Ville de Montpellier - Modification - Approbation

Madame Véronique BRUNET, Première Adjointe, rapporte :

La Ville de Montpellier souhaite simplifier les démarches des familles dont les enfants fréquentent les Accueils de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) municipaux. Les familles pourront ainsi, à compter de janvier 2025 (campagnes de réservation à partir de novembre 2024), effectuer en ligne les réservations et le paiement sur le portail famille Prest'O, comme pour les temps périscolaires et la restauration municipale.

Cette mesure permet ainsi de :

1. Faciliter la démarche d'inscription, de réservation et de paiement au bénéfice des usagers, grâce à la dématérialisation et le paiement en ligne ;
2. Harmoniser et centraliser les démarches sur Prest'O pour les familles, dans une logique de guichet unique, et permettre aux familles de bénéficier d'une facture unique ;
3. Favoriser l'équité et l'accessibilité aux ALSH municipaux pour les enfants montpelliérains ;
4. Mieux évaluer et envisager les besoins à l'échelle de tout le territoire, ce que permet difficilement le système de régie actuel.

La Ville accorde une attention particulière à la qualité de l'accueil offert à tous les enfants et leurs familles. Elle favorise autant que possible l'accueil des enfants à besoins spécifiques sur les temps périscolaires et extra scolaires. Le respect, l'écoute et la bienveillance sont les valeurs qui sous-tendent l'accueil de chacun des enfants.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes du règlement de fonctionnement des accueils de loisirs sans hébergement de la Ville de Montpellier modifié ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- règlement de fonctionnement ALSH - Presto Vfinale 25102024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-278858-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Culture et culture
scientifique**

Présents :

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Serge MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NÔSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION.

Absent(es) / Excusé(es) :

Salim JAWHARI, Flora LABOURIER

**Projet Yoot - Conventions de partenariat entre la Ville de Montpellier et le Centre
Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires (CROUS) Montpellier Occitanie -
Année universitaire 2024-2025 - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Agnès ROBIN, Adjointe au Maire, rapporte :

Le projet Yoot, anciennement Pass Culture, est initié par le Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires (CROUS) de Montpellier. Il permet aux étudiants des formations post-bac agréées par le ministère de la Jeunesse, le ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement supérieur et de la recherche d'avoir accès à une offre culturelle riche et variée grâce à une politique tarifaire le leur permettant.

Le théâtre Jean-Vilar et le cinéma Nestor-Burma s'inscrivent naturellement dans ce dispositif.

Après adhésion au dispositif YOOT, dont le coût s'élève à 9 €, les étudiants pourront acheter des contremarques à tarif préférentiel, soit en ligne sur le site de la billetterie YOOT, soit au kiosque YOOT situé au service culturel du CROUS. Ils pourront ainsi bénéficier, au théâtre Jean-Vilar, du tarif de 9.50 € (au lieu de 11 € pour le tarif étudiant) et ne payer que 5 €, le CROUS prenant à sa charge la différence de 4.50 €. Au cinéma Nestor-Burma, les étudiants pourront bénéficier de billets à 4.50 € (contre 5 € pour le tarif étudiant) et ne payer que 3.90 €, le CROUS prenant à sa charge la différence de 0.60 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les conventions de partenariat entre la Ville et le CROUS, pour le renouvellement de la participation du théâtre Jean-Vilar et du cinéma Nestor-Burma au dispositif YOOT pour l'année universitaire 2024-2025 ;
- D'approuver ce tarif YOOT pour l'année 2025 ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer ces conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Fatma NAKIB, M. Bruno PATERNOT.

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention de Partenariat Yoot TJV 2024 2025
- Convention de Partenariat Yoot cinema_nestorburma_24_25

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-277245-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du mardi 15 octobre 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Culture et culture scientifique

Présents :

Taslime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Serge MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NÔSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION.

Absent(es) / Excusé(es) :

Christian ASSAF, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER

Cinéma Nestor-Burma - Dispositifs d'éducation à l'image - Année scolaire 2024/2025 - Conventions entre la Ville de Montpellier et l'association Les chiens andalous - Convention entre la Ville de Montpellier et le Festival cinéma d'Alès-Itinérances - Approbation - Autorisation de signature

Madame Agnès ROBIN, Adjointe au Maire, rapporte :

Le dispositif « *Ecole et cinéma* », outil d'éducation artistique au cinéma, existe au niveau national depuis plus de 20 ans. Il est soutenu à la fois par le Centre National du Cinéma et de l'Image Animée (CNC) sous l'autorité du ministère de la Culture et de la Direction générale de l'Enseignement Scolaire du Ministère de l'Education Nationale. Depuis l'origine, l'association *Les Chiens Andaloux* est coordinatrice de ce dispositif en collaboration étroite avec le Centre de Ressources Education à la culture numérique (CRECN). Il concerne près de 15 000 élèves au sein de l'Hérault, dont près de 7 500 sur le territoire municipal.

Le cinéma municipal Nestor-Burma a rejoint ce dispositif dès son réouverture en février 2011 et a permis de développer fortement l'accueil des élèves du primaire de l'ouest montpelliérain, passant de 57 entrées en 2009-2010 à 3991 entrées en 2023-2024.

Le dispositif « Collège au cinéma » est implanté dans le Département de l'Hérault depuis l'année scolaire 2000-2001. Il propose aux collégiens de découvrir des œuvres cinématographiques lors de projections organisées spécialement à leur attention et de se constituer ainsi les bases d'une culture cinématographique, grâce au travail pédagogique d'accompagnement conduit par les enseignants, les partenaires culturels ainsi que des professionnels. Les séances ont lieu au moins une fois par trimestre. L'association *Les Chiens Andalous* est également coordinatrice de ce dispositif, toujours en collaboration étroite avec le CRECN ; il concerne un peu plus de 2 000 élèves au sein du département, dont plus de 700 sur le territoire municipal.

Le cinéma municipal Nestor-Burma a rejoint ce dispositif pour l'année scolaire 2011-2012 ; on comptait 156 entrées en 2013-2014 et 711 en 2023-2024.

Le dispositif « Lycéens et apprentis au cinéma » existe dans la Région depuis l'année scolaire 2005-2006. Il a pour objectif de faire évoluer le regard porté par les lycéens sur des cinématographies méconnues, voire rejetées, de développer chez eux une approche critique de l'image et de leur donner la capacité de cerner les enjeux d'un film. La coordination de ce dispositif est désormais assurée par l'association *Festival cinéma d'Alès – Itinérances*.

Le cinéma Nestor-Burma a rejoint le dispositif pour l'année scolaire 2011-2012 ; on comptait 72 entrées en 2013-2014, 247 en 2018-2019 et 406 en 2023-2024.

Ces trois dispositifs d'éducation à l'image ont la particularité de faire travailler ensemble les salles de cinéma, les établissements scolaires, les enseignants, l'Inspection Académique, la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) ainsi que les services municipaux.

Le cinéma Nestor-Burma souhaite renouveler leur accueil pour l'année scolaire 2024-2025. Les conventions et le cahier des charges prévoient un tarif de 3.00 € par élève et un principe de gratuité pour les enseignants et accompagnateurs.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes des conventions permettant la participation du Cinéma Nestor-Burma à ces dispositifs d'éducation à l'image ;
- D'approuver le tarif de 3.00 € par élève et la gratuité pour les accompagnateurs pour la participation aux séances ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Fatma NAKIB, M. Bruno PATERNOT.

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- 7. Convention EC 24-25

- 5. Convention CC 24-25

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-277254-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Culture et culture
scientifique**

Présents :

Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Serge MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION.

Absent(es) / Excusé(es) :

Tasnine AKBARALY, Christian ASSAF, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER

**Théâtre Jean Vilar - Option théâtre - Convention pluriannuelle de partenariat
entre la Ville de Montpellier et la Cité scolaire Françoise Combes - Avenant 2024-
2025 - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Agnès ROBIN, Adjointe au Maire, rapporte :

Le Théâtre Jean-Vilar, par son implication en matière d'éducation artistique et culturelle, participe au lien social et à la démocratisation culturelle. Partenaire de l'Education nationale et du ministère de la Culture, il est considéré comme référent dans le domaine de l'art à l'école.

Par délibération du 1^{er} février 2022 a été approuvée une convention pluriannuelle de partenariat pour 3 années scolaires (septembre 2021 à juin 2024), visant à définir les conditions spécifiques et détaillées de mise en œuvre des directives nationales concernant l'Atelier Théâtre de la Cité scolaire Françoise-Combes en partenariat avec le théâtre Jean-Vilar. Cette convention étant arrivée à échéance, il est aujourd'hui proposé de reconduire ce partenariat pour la période 2024-2027, à travers une nouvelle convention de partenariat.

Dans le cadre de ce partenariat, le théâtre Jean-Vilar s'engage à mettre à disposition un artiste agréé par la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) pour les 90 heures d'intervention sur l'année scolaire et à financer 50 % de son intervention ; il mettra également à disposition son plateau pour les répétitions ; la Cité scolaire Françoise-Combes s'engage à mettre un enseignant à disposition durant ces 90 heures, afin d'encadrer le groupe d'élèves et à financer 50% de l'intervention de l'artiste choisi. Dans le cadre de la participation de l'option théâtre à la manifestation *La Cour des Arts – Rencontres scolaires des arts de la scène* à la Mosson, le théâtre Jean-Vilar s'engage à rémunérer l'artiste pour 15 heures d'intervention.

Un avenant annuel doit également être approuvé, fixant notamment le programme des actions et les engagements financiers des parties. Pour l'année scolaire 2024-2025, la Ville de Montpellier/théâtre Jean-Vilar s'engage ainsi à financer 45 heures d'ateliers et 15 heures de répétition sur le plateau du théâtre, soit un total de 3 000 € qui seront versés à la compagnie *Godbless*, qui mettra un intervenant à disposition pour cet atelier.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat 2024-2027 entre la Ville de Montpellier et la Cité scolaire Françoise-Combes, pour l'organisation de l'atelier théâtre ;
- D'approuver les termes de l'avenant pour l'année scolaire 2024-2025 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention, l'avenant, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Fatma NAKIB, M. Bruno PATERNOT.

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention puriannuelle Cité Scolaire Françoise Combes 24-27
- Avenant Cité scolaire Françoise Combes 24-25

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-277504-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Culture et culture
scientifique**

Présents :

Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Serge MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION.

Absent(es) / Excusé(es) :

Tasnine AKBARALY, Christian ASSAF, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER

**Théâtre Jean Vilar - Conventions de co-accueil de spectacles - Approbation -
Autorisation de signature**

Madame Agnès ROBIN, Adjointe au Maire, rapporte :

Dans le cadre de la saison 2024-2025 du Théâtre Jean-Vilar, la Ville de Montpellier propose de co-accueillir trois spectacles avec des associations du territoire :

- **Avec l'association Montpellier Danse, le spectacle *Mirlitons* du chorégraphe François CHAIGNAUD.**

Trois représentations de ce spectacle seront données au théâtre Jean-Vilar les 5, 6 et 7 mars 2025. Le théâtre Jean-Vilar est chargé de l'accueil du spectacle en ses murs et en assure la mise en œuvre technique. Montpellier Danse a à sa charge l'acquisition des droits de représentation du spectacle, les frais artistiques et annexes, et les frais d'accueil. Dans le cadre de cette convention de co-accueil, il est ainsi proposé que les partenaires se partagent les charges et recettes liées à l'organisation des représentations, soit un montant estimé de 9 425 € pour chacun des partenaires (total des charges : 21 849 €, recettes : 3 000 €).

➤ **Avec le théâtre des Treize Vents, le spectacle *Blockbuster* du Collectif Mensuel.**

Deux représentations de ce spectacle seront données au théâtre Jean-Vilar les 26 et 27 mars 2025. Le théâtre Jean-Vilar est chargé de l'accueil du spectacle en ses murs et en assure la mise en œuvre technique. Le théâtre des Treize Vents a à sa charge l'acquisition des droits de représentation du spectacle, les frais artistiques et annexes, et les frais d'accueil. Dans le cadre de cette convention de co-accueil, il est ainsi proposé que les partenaires se partagent les charges et recettes liées à l'organisation des représentations, soit un montant de 8 193,10 € pour chacun des partenaires (total des charges : 20 853,90 €, recettes : 4 467,69 €).

➤ **Avec l'association Créatures Créatrices, le spectacle *Lento e violento* de et avec Valentina CORTESE.**

Deux représentations de ce spectacle seront données au théâtre Jean-Vilar les 12 et 13 mars 2025. Le théâtre Jean-Vilar est chargé de l'accueil du spectacle en ses murs et en assure la mise en œuvre technique. L'association Créatures Créatrices a à sa charge l'acquisition des droits de représentation du spectacle, les frais artistiques et annexes, et les frais d'accueil. Dans le cadre de cette convention de co-accueil, il est ainsi proposé que les partenaires se répartissent les charges liées à l'organisation des représentations, soit un montant estimé de 6 100 € pour Créatures Créatrices et 2 802 € pour le théâtre Jean-Vilar. Les recettes, estimées à 2 800 €, seront encaissées par le théâtre Jean-Vilar et reversées pour moitié à l'association Créatures Créatrices

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes des conventions de co-accueil ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, M. Mustapha LAOUKIRI, Mme Marie MASSART, Mme Fatma NAKIB, M. Bruno PATERNOT, M. Manu REYNAUD.

Fait à Montpellier, le 18 octobre 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention de partenariat 13vents-TJV spect Blockbuster
- Convention de partenariat TJV MD spect Mirlitons
- Convention partenariat TJV-CrCr Lento e Violento

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-278914-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du mardi 15 octobre 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Culture et culture scientifique

Présents :

Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Serge MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION.

Absent(es) / Excusé(es) :

Tasnine AKBARALY, Christian ASSAF, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER

Espace Gisèle Halimi - Réseau Micro folies - Adhésion - Approbation

Madame Agnès ROBIN, Adjointe au Maire, rapporte :

La création du pôle multi-services Gisèle-Halimi dans le quartier de la Mosson, projet structurant, vise à proposer une offre de services renouvelée et innovante aux habitants du quartier de la Mosson. Le pôle accueille des services sociaux, économiques, d'insertion et de diagnostic santé. Il est complété par un vaste espace de tiers-lieu polyvalent, pensé comme un lieu de découverte, d'expérimentation et surtout un espace d'inclusion numérique. Afin de renforcer l'attractivité du site auprès des différents publics du quartier (enfants, jeunes, familles...), il va être déployé une Micro-Folie dans une partie du tiers-lieu. Cette plateforme culturelle est un outil de médiation et de démocratisation culturelle.

Inspiré des Folies du Parc de La Villette conçues par l'architecte Bernard TSCHUMI, le projet novateur des Micro-Folies est porté par le ministère de la Culture, coordonné par La Villette, avec 12 institutions culturelles nationales (le Château de Versailles, le Centre Pompidou, le Louvre, le Musée national Picasso-Paris, le Musée du quai Branly-Jacques-Chirac, la Philharmonie de Paris, la Réunion des musées nationaux-Grand Palais, Universcience, l'Institut du Monde Arabe, le Musée d'Orsay, l'Opéra national de Paris, le Festival d'Avignon) et d'autres opérateurs nationaux.

Dans le cadre de sa politique culturelle et d'inclusion, la Ville de Montpellier a naturellement souhaité accueillir sur son territoire une Micro-folie. En décidant d'accueillir une Micro-Folie et d'adapter le projet aux réalités de son territoire, la Ville de Montpellier intégrera un vaste réseau de lieux et de partenaires qui partagent un objectif commun de démocratisation culturelle.

Cette Micro-Folie aura vocation à participer au déploiement plus large d'un projet d'Education Artistique et Culturelle en faveur des publics éloignés de l'offre notamment en lien avec les groupes scolaires. Elle s'inscrit dans la démarche de Généralisation de l'Education Artistique et culturelle engagée depuis 2020. Elle contribuera, également, à l'élaboration d'un projet local culturel via un partenariat étroit avec les équipements culturels métropolitains (Musée Fabre, MO.CO., Réseau des Médiathèques, ...) et dans une logique de proximité avec les établissements publics (Maisons pour Tous, Théâtre Jean-Vilar, Médiathèque Jean-Jacques-Rousseau) ainsi que les acteurs associatifs (I PEICC, Kaina, Unisons, ...).

Au-delà de l'accès aux collections virtuelles des musées, la Micro-Folie est également un espace de pratique et d'expérimentation numérique par des applications ludo-pédagogiques adaptées et des approches virtuelles pour s'approprier les collections. Elle participera ainsi à l'inclusion numérique par la pratique créative et artistique. Elle sera adossée, dans cette même synergie, aux espaces « *numérique* » et « *Fab Lab* » déjà en place au sein de l'espace Gisèle-Halimi.

L'équipement a été acquis durant l'année 2024, grâce à un soutien financier de l'Etat, dans le cadre de la Politique de la Ville. Un poste de médiateur dédié à la Micro-Folie sera également soutenu par l'Etat. Cette micro-folie, ouvrira ainsi ses portes au public début janvier 2025.

L'adhésion au réseau Micro-folies, à compter de l'année 2025, permettra de bénéficier de l'accompagnement de l'établissement public du Parc et de la Grande Halle de la Villette, notamment pour enrichir sa programmation, former les équipes, mettre en place des outils de communication dédiés... La contribution annuelle s'élève à 1000 € TTC, mais la première année civile d'exploitation est gracieuse, donc la première facturation interviendra en avril 2026.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'adhésion au réseau Micro-folies au titre de l'année 2025 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-277042-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Ville sportive

Présents :

Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Serge MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION.

Absent(es) / Excusé(es) :

Tasnine AKBARALY, Christian ASSAF, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER

**Utilisation des équipements sportifs municipaux par les établissements publics
locaux d'enseignement rattachés au Département et à la Région - Conventions -
Année scolaire 2024-2025 - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Hervé MARTIN, Adjoint au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier contribue au développement du sport amateur et du sport de haut niveau sur le territoire par un partenariat fort avec les associations sportives. C'est aussi en collaboration avec ces associations que la Ville développe sa politique de réussite éducative et d'insertion dans la vie active. L'offre sportive montpelliéraine est extrêmement riche car diversifiée quant aux publics, aux âges et aux disciplines.

Les établissements publics locaux d'enseignement rattachés au Département de l'Hérault (collèges) et à la Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée (lycées), et ne possédant pas d'équipements sportifs intégrés en nombre suffisant, peuvent utiliser des équipements appartenant à la Ville de Montpellier. En effet, il appartient en effet au Département et à la Région de s'assurer que l'enseignement de l'éducation physique et sportive puisse être dispensé dans des locaux adaptés à cette discipline. Dans cette perspective, une gestion rationnelle des équipements sportifs existants conduit à privilégier l'utilisation des équipements municipaux ouverts à un plus large public.

La Ville de Montpellier facture le coût de cette utilisation au Département, pour les collèges, et lycées concernés, selon le planning fourni par les établissements et validé par la Ville. Il convient, par convention, de définir le cadre juridique et financier de l'utilisation des équipements sportifs de la Ville de Montpellier par les établissements publics locaux d'enseignement rattachés au Département et à la Région, pour l'enseignement de l'éducation physique et sportive.

Les tarifs applicables pour la location de gymnases et d'équipements sportifs sont prévus par la délibération tarifaire annuelle de la Collectivité. Les montants facturés représentent, pour l'année scolaire 2023-2024, 14 802 heures d'utilisation par les collèges et 212 235,15 € facturés au Département, 6 391 heures d'utilisation par les lycées et 90 765,75 € facturés à la Région.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention relative à l'utilisation des équipements sportifs entre la Ville de Montpellier et le Département de l'Hérault et de la convention entre la Ville de Montpellier et la Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Ville Département collèges v02
- Convention Ville Région lycées

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Ville sportive

Présents :

Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Serge MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION.

Absent(es) / Excusé(es) :

Tasnine AKBARALY, Christian ASSAF, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER

**Mise à disposition du palais universitaire sportif Veyrassi - Convention entre
l'Université de Montpellier et la Ville de Montpellier - Saison sportive 2024-2025 -
Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Hervé MARTIN, Adjoint au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier contribue au développement du sport amateur et du sport de haut niveau sur le territoire par un partenariat fort avec le mouvement sportif. C'est aussi en collaboration avec ces associations que la Ville développe sa politique sportive municipale au service du plus grand nombre. L'offre sportive montpelliéraine s'avère extrêmement riche car diversifiée quant aux publics, aux âges et aux disciplines.

La Ville de Montpellier est sollicitée par des associations sportives pour la mise à disposition de créneaux en soirée dans les gymnases et pour des manifestations d'importance, pour la saison sportive 2024-2025.

L'Université de Montpellier, propriétaire du palais universitaire sportif de Veyrassi, sis aux 1142-1216, avenue du Pic Saint-Loup à Montpellier (34095), accepte de mettre à disposition de la Ville de Montpellier des créneaux relatifs au dojo, à la piste d'athlétisme et à la halle des sports du palais universitaire sportif. Ces créneaux permettent d'accueillir les associations Jita Kyoei Judo 34, Académie boxe française savate Montpellier, et Montpellier Badminton Club.

En contrepartie, la Ville de Montpellier s'engage à réparer et à indemniser l'Université pour les dégâts matériels éventuellement commis, et à verser une participation financière annuelle de 20 700 € HT. Ce montant comprend les charges de fonctionnement, de gardiennage et de nettoyage pendant les jours et heures d'ouverture de l'établissement, ainsi que l'équipement de la salle.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention d'occupation du domaine public relative aux créneaux accordés à la Ville de Montpellier au palais universitaire sportif de Veyrassi par l'Université de Montpellier pour la saison sportive 2024-2025 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

M. Jacques DOMERGUE, Mme Catherine RIBOT, Mme Agnès ROBIN.

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- 2024_2025 Convention Montpellier MAIRIE.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-279145-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Vie associative et Maisons
pour Tous**

Présents :

Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Serge MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION.

Absent(es) / Excusé(es) :

Tasnine AKBARALY, Christian ASSAF, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER

**Mise à disposition de locaux associatifs - Approbation de loyers minorés -
Convention - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Dans le cadre de la mise à disposition de locaux, la Ville de Montpellier souhaite poursuivre son action de soutien des acteurs associatifs. Pour ce faire, elle propose une convention actualisée pour une durée d'un an à compter du 1^{er} janvier 2024 renouvelable par tacite reconduction pour l'association mentionnée dans le tableau ci-dessous, dont le suivi est assuré par la Direction déléguée Animation de proximité - Jeunesse /service vie associative.

Au vu de l'intérêt communal que présente cette structure, un loyer ou une redevance minorée lui sera proposé.

Le loyer ou la redevance minorée constituant une subvention en nature (actualisée dans ce cadre au regard des chiffres clés 2022 issus de l'Observatoire local des loyers), il convient d'approuver le tableau ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville, et dans les comptes de l'association concernée :

Nom de l'association	Adresse	Valeur locative annuelle	Montant du loyer minoré	Montant subvention en nature correspondante
Centre de Loisirs des Jeunes de Montpellier Paillade Mosson	126 rue d'Uppsala 34 090 Montpellier	46 104 €	35 €	46 069 €
Total subventions en nature				46 069 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de location du domaine privé de la Ville ;
- D'approuver le loyer ou redevance minoré proposés à l'association listée ci-dessus ;
- De porter au compte administratif de la Ville le montant de cette subvention en nature pour un total général de 46 069 € ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 18 octobre 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CONVENTION PRIVE temps plein 2024 vf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-279270-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du mardi 15 octobre 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Egalité et droits des femmes

Présents :

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Serge MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Christian ASSAF, Françoise BOUTET-WAISS, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER

Observatoire des discriminations - Contrat de collaboration de recherche entre la Ville de Montpellier et l'Université Paul Valéry - Avenant n°3 - Approbation - Autorisation de signature

Madame Fatma NAKIB, Adjointe au Maire, rapporte :

Le 30 novembre 2021 le Conseil municipal a autorisé par délibération n°V2021-383 la signature d'un contrat de collaboration de recherche entre la Ville de Montpellier et l'Université Paul-Valéry Montpellier III (UPVM3), portant sur la création d'un Observatoire des discriminations dont l'objet est l'étude des discriminations sur le territoire de la ville.

En effet, la Ville de Montpellier, très impliquée dans la lutte contre les discriminations (participation à la coalition des villes européennes contre le racisme (ECCAR) ; signature de la Charte « *Egalité contre le racisme* » portée par le Défenseur des Droits ; adhésion à la charte ANVITA ; adhésion au Rainbow Cities Network) a, depuis plusieurs années, mis en place un groupe de recherche action sur les discriminations, en collaboration avec l'UPVM3. Plusieurs séries de préconisations ont été émises et communiquées aux différentes institutions signataires du contrat de ville, et ont abouti à la création d'un Observatoire des discriminations sur le territoire de Montpellier.

La Ville de Montpellier et l'UPVM3 souhaitent poursuivre le travail engagé dans le cadre de cet Observatoire des discriminations. Dans cet objectif, les parties ont décidé de prolonger la durée de leur collaboration et donc du contrat de recherche.

Il est aujourd'hui proposé par avenant trois modifications à ce contrat :

- La modification de l'équipe des chercheurs impliqués dans le projet (MM. Philippe JORON et Matthijs GARDENIER du Laboratoire LEIRIS sont les responsables scientifiques de l'Observatoire ; M. Roman VAREILLES est le coordinateur des missions de recherche désigné par l'UPVM3) ;
- La modification de la date de fin du contrat jusqu'au 30 novembre 2025 ;
- La modification des modalités de participation de la Ville de Montpellier par l'attribution d'une participation financière, globale et forfaitaire de 31 862,88 € TTC à l'UPVM3 pour la période allant du 1^{er} décembre 2024 au 30 novembre 2025.

Les autres dispositions du contrat initial demeurent inchangées.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de l'avenant n°3 au contrat de collaboration de recherche entre la Ville de Montpellier et l'Université Paul Valéry Montpellier III ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

Mme Tasnime AKBARALY, Mme Clara GIMENEZ, Mme Stéphanie JANNIN, M. Bruno PATERNOT, Mme Agnès ROBIN.

Fait à Montpellier, le 18 octobre 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Avenant 3_Observatoire des discriminations_2024_2025

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du mardi 15 octobre 2024

L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

Emploi et création d'entreprises

Présents :

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Serge MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Christian ASSAF, Françoise BOUTET-WAISS, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER

Contrat de Ville 2024-2030 - Quartiers 2030 - Appel à projets 2024 - Attribution de subventions - Programmation complémentaire - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Le dernier contrat de ville est arrivé à échéance le 31 décembre 2023 pour laisser la place à une nouvelle contractualisation appelée « *Engagements Quartiers 2030* ». Ce nouveau contrat de ville couvrira la période 2024-2030, avec un objectif de simplification et de priorisation, autour d'une géographie prioritaire actualisée.

Un appel à projets partenarial a été lancé pour l'année 2024, à destination des acteurs associatifs intervenant dans les 10 quartiers prioritaires de la Ville de Montpellier. Les partenaires financiers mobilisent des crédits spécifiques et des crédits de droit commun dans le cadre de cet appel à projets annuel et, à l'issue d'une instruction partenariale et territoriale, décident d'apporter leur soutien aux associations dont les projets répondent aux caractéristiques de l'appel à projets. Les projets soutenus par les financeurs s'inscrivent dans les axes suivants :

- Education et jeunesses ;
- Accès aux droits et lien social ;
- Emploi et entrepreneuriat ;
- Cadre de vie et tranquillité publique ;

Lors de cet appel à projets 2024, 427 dossiers ont été déposés par 196 associations. La Ville de Montpellier a été sollicitée pour apporter son concours à la réalisation de 273 projets à destination des habitants des 10 quartiers prioritaires, portés par 142 associations. Sur la base d'une grille de priorisation commune à l'ensemble des financeurs et au regard des orientations du contrat de ville, la Ville de Montpellier, en cohérence avec Montpellier Méditerranée Métropole, a apporté son soutien financier à 112 projets déposés par 77 associations pour un montant total de 298 200 € (délibération n°V2024-49 du 26 mars 2024).

En complément de cette précédente contribution, il est proposé que la ville de Montpellier apporte son soutien financier à 2 autres projets selon la répartition suivante :

Structure	N° de dossier	Nature de la demande	Montant attribué
UFOLEP	D00260056	Dispositif d'Accompagnement des Jeunes vers l'Emploi et la Formation – DAJEF	1 800 €
LOCAL	D00268529	Projet d'Espace de Vie Sociale (EVS) : « Ensemble pour le Bien-Être »	1 000 €
Total			2 800 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions d'attribution ;
- D'approuver les termes des conventions type ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 18 octobre 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- modèle courrier convention projet annuel ville aap cdv 2024

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Commerce

Présents :

Taslime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Serge MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Christian ASSAF, Françoise BOUTET-WAISS, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER

**Montpellier Grand Cœur - Aide à la rénovation des devantures des locaux
d'activités - Attribution de subventions - Approbation**

Monsieur Alban ZANCHIELLO, Adjoint au Maire, rapporte :

Conformément à l'article L. 2121-29 du Code général des collectivités territoriales, la Ville de Montpellier attribue des subventions pour inciter les entreprises (commerce, artisanat ou autre) à rénover la devanture de leurs locaux d'activités.

Pour rappel, ce dispositif initialement instauré par délibération en date du 29 mai 2012 (n° 2012/284) a été renouvelé à l'issue de la délibération du 14 juin 2021 (n° 2021-178) afin d'améliorer la qualité des rez-de-chaussée commerciaux dans les secteurs de protections patrimoniales et soutenir l'activité commerciale au sein de la Ville de Montpellier.

Dans ce cadre et conformément au règlement en vigueur, il est proposé d'attribuer les subventions suivantes :

Enseigne « Atelier d'horlogerie et bijouterie »
Propriétaire : M. Patrick BOUGETTE
44 rue Faubourg de Figuerolles

Subvention travaux = 6 449,63 €

Montant à verser : 6 449,63 €

Enseigne « Salon Karlina F. », salon de coiffure
Gérante : Mme Karlina FAYE
8 rue de la Méditerranée

Subvention travaux = 3 821,63 €

Subvention maîtrise d'œuvre = 750 €

Montant à verser : 4 571,63 €

Enseigne « Remo Céramique », artisan d'art céramiste
Gérant : M. Remo FIERRO
8 boulevard du Jeu de Paume

Subvention travaux = 3 982,13 €

Subvention maîtrise d'œuvre = 750 €

Montant à verser : 4 732,13 €

Enseigne « Café Solo », torréfacteur, café
Gérant : Mme Jessica HOLTZ
30 rue Saint-Guilhem / 6 rue des Gagne Petit

Subvention travaux = 7 612,5 €

Subvention maîtrise d'œuvre = 750 €

Montant à verser : 8 362,50 €

Enseigne « Artex », ressourcerie, atelier d'insertion
Propriétaire : Association Convergences 34 / Gammes
8 rue de la Raffinerie

Subvention travaux = 8 000 €

Montant à verser : 8 000 €

Enseigne « Takkito », restaurant
Gérant : M. Maxime WEIGEL – SAS Addictive Food Co
8 bis – ter rue du Bras de Fer

Subvention travaux = 5 700 €

Subvention maîtrise d'œuvre = 750 €

Montant à verser : 6 450 €

Enseigne « Hypno Bar », bar
Gérant : M. Oscar TRABOULSI – SAS Xavoscar
4 rue des Trésoriers de la Bourse

Subvention travaux = 6 438,90 €

Subvention maîtrise d'œuvre = 750 €

Montant à verser : 7 188,90 €

Enseigne « Osmose Pâtisserie », pâtisserie
Gérant : M. Romain LATOUR
25 rue Faubourg du Courreau

Subvention travaux = 8 000 €

Subvention maîtrise d'œuvre = 750 €

Montant à verser : 8 750 €

Local en cours de commercialisation

Propriétaire : Mme Louise Claude ROBERT

2 rue Bosquet

Subvention travaux = 7 259,76 €

Subvention maîtrise d'œuvre = 750 €

Montant à verser : 8 009,76 €

Enseigne « Ma Ma », restaurant

Gérant : M. Léo ARTAUD – SAS Magellan

4 rue des Teissiers

Subvention travaux = 8 000 €

Subvention maîtrise d'œuvre = 750 €

Montant à verser : 8 750 €

Enseigne « LA VITA É BELLA », restauration, épicerie

Gérant : Mme Sandra NAVARRO

1 boulevard Louis Blanc

Subvention travaux = 4 785,19 €

Subvention maîtrise d'œuvre = 750 €

Montant à verser : 5 535,19 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'octroi de subventions pour un montant total de 76 799, 72 € correspondant à la rénovation des devantures des 11 locaux d'activités listés ci-dessus ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Bernard TRAVIER, Mme Annie YAGUE.

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du mardi 15 octobre 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Serge MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Flora LABOURIER

Élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) de Montpellier Méditerranée Métropole - Avis sur le projet de plan arrêté

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Conformément à la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM), la transformation, au 1^{er} janvier 2015, de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Métropole, dénommée « *Montpellier Méditerranée Métropole* », a entraîné le transfert de la compétence Plan Local d'Urbanisme (PLU) des Communes membres à la Métropole.

Par délibération du 12 novembre 2015, le Conseil de Métropole a prescrit l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi), a approuvé les objectifs poursuivis, les modalités de collaboration avec les 31 Communes membres et a arrêté les modalités de la concertation en application de l'article L.103-2 du Code de l'urbanisme. Le 19 juillet 2018, le Conseil de Métropole a pris acte, après en avoir débattu, des orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD). Ces orientations ont fait à nouveau l'objet d'un débat le 1^{er} juin 2023 afin notamment de traduire les objectifs du Plan Climat Air Energie Territorial solidaire (PCAETs) et de répondre aux dispositions de la loi du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets.

Par délibération du 08 octobre 2024, le Conseil de Métropole a tiré le bilan de la concertation et a arrêté le projet de PLUi. Conformément aux dispositions de l'article L.153-15 du Code de l'urbanisme, la Ville de Montpellier est désormais sollicitée pour émettre un avis sur le projet arrêté.

Les objectifs poursuivis

Quatre objectifs initiaux ont guidé l'élaboration du projet de PLUi :

1. Préserver et valoriser l'exceptionnelle richesse environnementale du territoire ;
2. Se préparer aux évolutions démographiques ;
3. Accompagner le développement économique, créateur de richesses et d'emplois ;
4. Adapter le territoire au changement climatique et en atténuer ses effets.

L'élaboration du PLUi de Montpellier Méditerranée Métropole devait en outre :

- Assurer l'intégration du cadre législatif, la compatibilité avec le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) et la traduction des orientations portées par des documents cadres et des politiques publiques thématiques ;
- Permettre la réalisation des projets communaux en privilégiant une approche contextuelle et morphologique, portant sur des formes et des densités urbaines ainsi que sur des règles architecturales adaptées à chacune des communes (gabarits, hauteurs, implantations, emprises au sol...).

Par-delà ces objectifs initiaux, le PLUi doit répondre aux impératifs liés à l'urgence climatique et décliner localement et réglementairement les objectifs et orientations stratégiques en matière de transition énergétique et environnementale. Au final, l'ambition de cette démarche d'élaboration vise à concevoir un projet intégré pour aménager un territoire métropolitain de référence, à la fois respectueux de ses identités, équilibré, résilient et solidaire.

Un projet global pour intégrer les grands défis que doit relever la Métropole

Au travers des choix qu'il propose, le PLUi ambitionne de répondre à 6 défis majeurs :

1. Préserver la qualité de vie et la richesse des paysages de la Métropole ;
2. Faire face au défi climatique ;
3. Maîtriser la consommation foncière ;
4. Encadrer la croissance démographique ;
5. Construire la Métropole des proximités au travers d'une politique des mobilités volontariste ;
6. Affirmer une Métropole productive, créative et innovante.

Ce PLUi se veut un projet protecteur et préfigurateur d'une approche renouvelée de l'aménagement du territoire. A ce titre, l'un des axes majeurs du projet concerne le classement de plus des 2/3 du territoire en zones agricoles et naturelles, prenant en compte les enjeux de paysage et de biodiversité, les risques et la nécessaire protection des ressources naturelles. Ces espaces seront conçus non pas comme figés et inaccessibles mais comme des espaces à activer et à faire vivre, à la manière d'un « *grand parc métropolitain* ». Il s'agit, dès lors, de faire de l'ensemble des ressources potentielles qu'ils abritent, une valeur partagée, support de cohésion sociale.

De la sorte, le projet urbain se trouve contenu dans seulement 1/3 du territoire de la Métropole, tout en permettant d'apporter une réponse aux besoins de l'ensemble de la Métropole, pour notamment :

- Favoriser le logement pour tous ;
- Développer une offre de sites d'accueil pour les activités économiques ;
- Prendre en compte les besoins en équipements publics ;
- Intégrer la politique des mobilités.

Dans ce cadre, le PLUi s'inscrit résolument dans l'objectif qui sera fixé par le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) modifié à la suite à la promulgation de la loi du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, en poursuivant sa trajectoire de maîtrise de la consommation foncière par la détermination d'un objectif volontariste de réduction d'au moins 50% à l'horizon 2034 au regard des onze dernières années (période 2010-2021) hors projets d'envergure nationale.

En conséquence, le PLUi propose plusieurs leviers pour atteindre l'objectif de réduction de la consommation foncière, notamment :

- Donner la priorité au réinvestissement urbain ;
- Réduire les extensions urbaines et optimiser les projets d'aménagement sur les sites d'extension urbaine ;
- Limiter la consommation foncière dans les espaces naturels, agricoles et forestiers.

Ces différents leviers répondent clairement aux objectifs poursuivis par la Ville de Montpellier.

Un projet qui répond aux objectifs d'aménagement poursuivis par la Ville de Montpellier

Un PLUi protecteur

La qualité de l'environnement et des paysages métropolitains constitue un « *bien commun* ». Montpellier Méditerranée Métropole s'est fixée pour objectif de préserver et restaurer les continuités écologiques et d'intégrer le « *grand paysage* » comme composante de son développement.

A ce titre, le PLUi définit les modalités de mise en œuvre d'une politique agroécologique et alimentaire de référence tout en identifiant des zonages agricoles ou naturels adaptés aux différentes sensibilités environnementales du territoire. Il encadre ainsi les occupations et utilisations admises au sein de l'armature des espaces naturels, agricoles et forestiers pour répondre plus efficacement à la diversité des fonctionnalités de ces espaces (écologique, productif, récréatif...) et identifie finement les continuités écologiques correspondant aux trames vertes et bleues du territoire, confortées par les composantes de la trame verte et bleue urbaine de la ville-centre.

A l'échelle de la Ville de Montpellier, ce sont ainsi :

- Environ 1125 hectares classés en zones agricoles (430 ha) ou naturelles (695 ha) soit 20 % du territoire de la ville-centre ;
- Dont environ 90 hectares classés en zones naturelles ou agricoles protégées au titre de la biodiversité (zones At et Nt) ;
- Environ 140 ha d'emplacements réservés aux espaces nécessaires aux continuités écologiques ;
- Environ 190 ha d'Espaces Minimums de Bon Fonctionnement (EMBF) des cours d'eau et près de 42 ha de zones humides préservés ;
- Environ 315 ha d'Espaces Boisés Classés (EBC) et 162 ha d'Espaces Verts à Protéger (EVP) soit près de 20% supplémentaire de protection réglementaire du patrimoine boisé montpelliérain en comparaison avec le PLU actuel ;
- Environ 556 arbres notables protégés.

Au-delà des armatures végétales urbaines préservées et connectées aux espaces agro-naturels, le PLUi mobilise des dispositions permettant la découverte de la richesse paysagère de la Métropole et identifie les éléments de patrimoine de référence à préserver. A l'échelle de la Ville de Montpellier, ce sont environ 100 hectares classés en zones agricoles protégées au titre du paysage (Ap) qui ont été identifiés. En outre, le PLUi intègre un inventaire patrimonial, inexistant jusqu'alors, identifiant près de 150 éléments d'intérêt à préserver.

Un PLUi résilient

La prévention des risques naturels demeure au cœur des préoccupations du territoire de la Métropole. Dans un contexte de changement climatique, un des enjeux majeurs de l'élaboration du PLUi vise à mieux prendre en compte les risques et aléas en consolidant la connaissance des zones les plus sensibles.

Le PLUi a ainsi identifié près de 60 ha en Zones d'Expansion des Crues (ZEC), zones de débordement des cours d'eau qui complètent les prescriptions des Plans de Prévention des Risques Inondation (PPRI). Il introduit, par ailleurs, plusieurs autres dispositions concourant à réduire l'exposition des personnes et des biens. A ce titre, on peut également noter l'exclusion des zones d'aléas les plus impactantes au sein de chaque zone à urbaniser, la définition d'une part ambitieuse d'espaces perméables dans chaque projet concourant à retenir à la parcelle 80% des eaux de pluies destinées à être gérées par évapotranspiration, mais également à favoriser les îlots de fraîcheur urbain, la rehausse systématique des premiers niveaux de plancher aménagés, etc.

Par ailleurs, Montpellier Méditerranée Métropole poursuit une politique volontariste en matière de transition énergétique, revisitant en profondeur ses politiques publiques. Afin d'amplifier et garantir l'efficacité de son programme d'actions, elle s'est notamment fixée pour objectif d'intégrer un ensemble de dispositions réglementaires concourant à cette politique : fixation d'une production minimale d'énergie renouvelable pour tout projet supérieur à 1 000 m² de Surface de Plancher (SDP), identification à Montpellier d'un potentiel de 30 ha de sites dégradés pouvant accueillir des centrales photovoltaïques au sol (zone Npv), obligation de raccordement le cas échéant au réseau de chaleur et de froid, exclusion des dispositifs techniques de captage de l'énergie solaire ou de production pour le réseau urbain de chaud ou de froid dans la définition des hauteurs maximales des constructions.

En outre, il s'agit également de protéger la ressource en eau. A ce titre, 970 ha ont été classés en zones de sauvegarde des eaux (ZSE) interdisant notamment les nouveaux forages domestiques. Plusieurs emplacements réservés nécessaires à la sécurisation de l'approvisionnement en eau potable et à l'assainissement des eaux usées ont été identifiés, notamment le réseau d'adduction principal depuis la source du Lez traversant les communes de Montferrier-sur-Lez et de Montpellier jusqu'à l'unité de potabilisation d'Aragot.

Enfin, le PLUi vise à améliorer significativement la qualité de l'air et à réduire les nuisances sonores, notamment en favorisant les mobilités décarbonées (cf. dispositions relatives au stationnement vélos par exemple) et en articulant secteurs de projet et desserte en transports collectifs.

Un PLUi pour aménager autrement

Le PLUi de Montpellier Méditerranée Métropole s'inscrit en rupture par rapport aux modèles d'aménagement précédents : il donne la priorité au réinvestissement urbain et vise la fin de l'urbanisme à la parcelle.

A l'échelle de la Ville de Montpellier, quatre secteurs de projets stratégiques situés en tissu urbain constitué ont été identifiés, faisant chacun l'objet d'Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) : Lodève-Garrats, Mas de Campagne, Liberté-Chaptal et Marconi.

Trois autres secteurs stratégiques ont également été identifiés (Hortus-Mende, Barcelone-Strasbourg et Avenue du père Soulas) pour lesquels des périmètres d'attente de projet d'aménagement global (PAPAG) ont été institués. Ce dispositif réglementaire vise à contrôler l'évolution de ces secteurs devant faire l'objet, à terme, d'une mutation urbaine. Ce dispositif permettra à la Ville de Montpellier de mener les réflexions préalables nécessaires et, en l'attente de l'aboutissement de ces études, de limiter les évolutions potentielles pour que celles-ci ne viennent pas obérer ou rendre plus compliquée la mise en œuvre du futur projet.

En dehors de ces secteurs de projet au sein des tissus constitués, le PLUi privilégie une approche contextuelle et morphologique, portant sur des formes et des densités urbaines ainsi que sur des règles architecturales adaptées (gabarits, hauteurs, implantations, emprises au sol...) visant à en finir avec le modèle de l'urbanisme à la parcelle.

Dans ce cadre, il introduit des dispositions réglementaires concourant à préserver et favoriser la végétalisation des cœurs d'îlots (principe de bande de constructibilité principale et secondaire) et à imposer des reculs par rapport à la rue afin de garantir la qualité de l'espace public.

Au sein des tissus urbains mixtes à dominante d'habitat individuel montpelliérain (C3 et C4), le PLUi a systématiquement imposé une part conséquente d'espaces perméables (50% à l'unité foncière) et fixé les hauteurs maximales des constructions neuves à R+1 de manière à limiter le développement de petit collectif. Au sein de ces tissus, il est toutefois à noter que la hauteur maximale a été portée à R+1+attique pour les seules constructions existantes et ce afin de permettre leur surélévation et leur extension mesurée.

Enfin, le PLUi vise à limiter, réduire et densifier les extensions urbaines. A l'échelle de la Ville de Montpellier, on dénombre ainsi près de 150 ha de zones à urbaniser (AU), correspondant notamment pour les AU dites ouvertes à l'urbanisation à 10 secteurs de projet faisant chacun l'objet d'Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) : Bouisses-Grèzes, Quartier Jean Monnet et parc Henri Lagattu, Croix Lavit Sud, Heidelberg, Nina Simone, République, Rieucoulon, Grammont Sud, Union et Cambacérès.

Avec le PLUi, ce sont près de 260 ha de zones AU du PLU opposable de la Ville de Montpellier qui seront, par conséquent, restitués à l'armature agricole et naturelle.

Un PLUi solidaire

Dans un contexte de croissance démographique confirmée (+ 0,9% par an à l'horizon 2040), il s'avère nécessaire de poursuivre l'effort de production de logement en faveur d'une offre socialement accessible et diversifiée, de définir les dispositions permettant d'offrir un habitat pour tous répondant à l'ensemble des parcours résidentiels et d'assurer la répartition géographique de cette croissance.

A ce titre, la Servitude de Mixité Sociale (SMS) et la Servitude de Taille de Logements (STL), introduites par anticipation à la faveur de la dernière modification du PLU de la Ville de Montpellier en 2020, sont reportées au PLUi. A Montpellier, la SMS s'applique à partir de 800 m² surface de plancher, soit à la grande majorité des projets de logements collectifs.

Un PLUi pour accueillir des entreprises et développer l'emploi

Le PLUi vise à accompagner le développement économique pour qu'il soit créateur de richesses et d'emplois. Dans ce cadre, il favorise le réinvestissement des parcs d'activités existants tout en ménageant des capacités foncières à même de faire émerger des polarités économiques accueillant les filières d'innovation. A l'échelle du territoire métropolitain, près de la moitié des zones AU sont consacrées au développement économique.

A l'échelle de la Ville de Montpellier, les zones d'activités existantes (UD1) représentent près de 295 ha tandis que les tissus d'activités économiques principalement tertiaire (UD2) représentent près de 170 ha.

Concernant les sites d'extension à destination d'activités, le secteur de Cambacérès Sud sera dédié au développement d'une zone d'activités compacte, privilégiant les entreprises employeurs et les stratégies de filières

De manière générale, le PLUi met en place les conditions permettant de poursuivre la stratégie montpelliéraine de développement économique fondée sur l'innovation et les filières d'excellence : Industries Culturelles et Créatives (ICC), Med Vallée, économie bleue / économie du sport, etc.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'émettre un avis favorable sur le projet arrêté de Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Conformément aux dispositions de l'article 21 du Règlement Intérieur du Conseil municipal, Madame Coralie MANTION, Conseillère municipale, a déposé en amont de la séance cinq amendements sur cette affaire. Après examen par le Conseil, Monsieur le Maire de Montpellier soumet au vote l'amendement proposé par Madame Coralie MANTION.

Vote global des amendements déposés par Madame Coralie MANTION :

- Amendement 1 : Modification du zonage du Coteau de Malbosc et retrait des OAP « Parc Henri Lagattu » et « Quartier Jean Monnet » ;
- Amendement 2 : Modification du zonage de Sablassou et retrait de l'OAP « Sablassou ».
- Amendement 3 : Modification du zonage de Gimel, Euromédecine II et Cambacérès et retrait des OAP « Gimel », « Euromédecine II » et « Le quartier de Cambacérès » ;
- Amendement 4 : Modification du zonage de la Lauze Est et de l'OAP ;
- Amendement 5 : Modification du zonage d'Ode à la Mer et de l'OAP ;

Pour : 7 voix

Contre : 38 voix

Abstentions : 19 voix

Les amendements proposés par Madame Coralie MANTION sont rejetés à la majorité des voix exprimées.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 44 voix

Contre : 13 voix

Abstentions : 7 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Amendements déposés par Madame MANTION
- Transmission des annexes volumineuses par cle USB

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-281164-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Taslime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Serge MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Flora LABOURIER

**Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Port Marianne République - Agrément de
candidature du groupement SPAG / BACOTEC pour le lot F2 - Approbation**

Monsieur Laurent NISON, Adjoint au Maire, rapporte :

Dans le cadre du projet urbain Port Marianne à l'est de son territoire, la Ville de Montpellier a décidé la réalisation d'un nouveau quartier dénommé République, se développant sur un secteur principal d'environ 20 hectares entre l'avenue Raymond-Dugrand, l'avenue Nina-Simone, la rue du Mas rouge et l'A709, ainsi que sur un second secteur dénommé Cavalade, d'environ 1ha, situé entre l'avenue Nina-Simone et la rue de la Cavalade.

Le programme initial de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) République porte sur la réalisation d'environ 200 000 m² de surface de plancher, avec environ 1 800 logements (en mixité sociale), 30 000 m² de surfaces de plancher de bureaux, 10 000 m² de surfaces de plancher commerciales, des équipements publics de proximité, des espaces publics, un parc paysager couplé à la fonction de bassin de rétention hydraulique.

Le Conseil municipal a confié le marché d'urbaniste - architecte coordonnateur de ce quartier à l'équipe formée par l'ANMA et EXM, tandis que la maîtrise d'ouvrage de cette opération a été confiée à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) dans le cadre d'une concession d'aménagement signée entre les parties le 7 avril 2015.

Par délibération du 6 février 2019, le Conseil municipal a approuvé le Programme des Equipements Publics, ainsi que le dossier de réalisation de la ZAC Port Marianne – République, après avis favorable du Conseil de Métropole sur le programme des équipements publics.

La phase opérationnelle engagée depuis sur plusieurs îlots se poursuit désormais à travers la réalisation du lot F2, qui se situe dans le secteur principal, entre la rue Rudolf-Noureev et la Lironde.

Dans ce contexte, la SA3M propose, conformément à la concession d'aménagement approuvée, d'agréer la candidature du groupement SPAG / BAOTEC en vue de la cession du lot F2 de la ZAC Port Marianne – République permettant la réalisation du programme décrit ci-après.

- Dénomination du candidat : SPAG / BACOTEC
- Localisation : Lot F2
- Parcelles cadastrées : Section SC 48b, 49b, 55a, 57a, 72a, 215b & 257
- Nature du projet : Réalisation de commerces, locaux d'activités, d'un équipement commun et de 143 logements collectifs dont 109 en accession libre, 15 BRS et 19 locatifs sociaux ;
- Surface du lot : 6 232 m² ;
- SDP envisagée : 10 727 m² SDP ;
- SDP maximale autorisée : 11 414 m² SDP maximale.

La SA3M précise que la candidature du groupement SPAG / BACOTEC prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC approuvées par la Ville (bilan financier et prescriptions architecturales et urbanistiques).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'agréer la candidature du groupement SPAG / BACOTEC en vue de la réalisation de 143 logements collectifs, d'un équipement commun, et de locaux commerciaux ou d'activité sur le lot F2 de la ZAC Port Marianne – République ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 6 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-276836-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Serge MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Flora LABOURIER

**Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Port Marianne République - Agrément de
candidature des Nouveaux Constructeurs / TDS Promotion pour l'îlot I -
Approbation**

Monsieur Laurent NISON, Adjoint au Maire, rapporte :

Dans le cadre du projet urbain Port Marianne à l'est de son territoire, la Ville de Montpellier a décidé la réalisation d'un nouveau quartier dénommé République, se développant sur un secteur principal d'environ 20 hectares entre l'avenue Raymond-Dugrand, l'avenue Nina-Simone, la rue du Mas rouge et l'A709, ainsi que sur un second secteur dénommé Cavalade, d'environ 1ha, situé entre l'avenue Nina-Simone et la rue de la Cavalade.

Le programme initial de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) République porte sur la réalisation d'environ 200 000 m² de surface de plancher, avec environ 1 800 logements (en mixité sociale), 30 000 m² de surfaces de plancher de bureaux, 10 000 m² de surfaces de plancher commerciales, des équipements publics de proximité, des espaces publics, un parc paysager couplé à la fonction de bassin de rétention hydraulique.

Le Conseil municipal a confié le marché d'urbaniste - architecte coordonnateur de ce quartier à l'équipe formée par l'ANMA et EXM, tandis que la maîtrise d'ouvrage de cette opération a été confiée à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) dans le cadre d'une concession d'aménagement signée entre les parties le 7 avril 2015.

Par délibération du 6 février 2019, le Conseil municipal a approuvé le Programme des Equipements Publics, ainsi que le dossier de réalisation de la ZAC Port Marianne – République, après avis favorable du Conseil de Métropole sur le programme des équipements publics.

La phase opérationnelle engagée depuis sur plusieurs îlots se poursuit désormais à travers la réalisation de l'îlot I, qui se situe dans le secteur principal de la ZAC, entre l'avenue Raymond-Dugrand, la rue Rudolf-Noureev et la rue Anna-Pavlova.

Dans ce contexte, la SA3M propose, conformément à la concession d'aménagement approuvée, d'agréer la candidature des NOUVEAUX CONSTRUCTEURS / TDS PROMOTION en vue de la cession de l'îlot I de la ZAC Port Marianne – République permettant la réalisation du programme décrit ci-après.

- Dénomination du candidat : LES NOUVEAUX CONSTRUCTEURS / TDS PROMOTION
- Localisation : Îlot I
- Parcelles cadastrées : Section SC 46, 77a, 139, 140a, 215c, 217, 219a, 270, 273, 275 & 277
- Nature du projet : Réalisation de commerces, de bureaux, de locaux logistiques, d'un équipement commun et de 190 logements collectifs dont 80 en accession libre, 45 BRS et 65 locatifs sociaux ;
- Surface du lot : 7 464 m² ;
- SDP envisagée : 18 700 m² SDP ;
- SDP maximale autorisée : 19 635 m² SDP maximale.

La SA3M précise que la candidature des NOUVEAUX CONSTRUCTEURS / TDS PROMOTION prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC approuvées par la Ville (bilan financier et prescriptions architecturales et urbanistiques).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'agréer la candidature des NOUVEAUX CONSTRUCTEURS / TDS PROMOTION en vue de la réalisation de 190 logements collectifs, locaux commerciaux et logistiques, bureaux, et équipement commun sur l'îlot I de la ZAC Port Marianne – République ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 6 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-276845-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du mardi 15 octobre 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme durable et maîtrise foncière

Présents :

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Serge MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER

Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Port Marianne République - Agrément de candidature d'ACM Habitat pour le lot CAV-02B - Approbation

Monsieur Laurent NISON, Adjoint au Maire, rapporte :

Dans le cadre du projet urbain Port Marianne à l'est de son territoire, la Ville de Montpellier a décidé la réalisation d'un nouveau quartier dénommé République, se développant sur un secteur d'environ 20 hectares entre l'avenue Raymond-Dugrand, l'avenue Nina-Simone, la rue du Mas rouge et l'A709, ainsi que sur un second secteur dénommé Cavalade, d'environ 1ha, situé entre l'avenue Nina-Simone et la rue de la Cavalade, où se trouve déjà l'internat régional Georges-Frêche.

Le programme initial de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) République porte sur la réalisation d'environ 200 000 m² de surface de plancher, avec environ 1 800 logements (en mixité sociale), 30 000 m² de surfaces de plancher de bureaux, 10 000 m² de surfaces de plancher commerciales, des équipements publics de proximité, des espaces publics, un parc paysager couplé à la fonction de bassin de rétention hydraulique.

Le conseil municipal a confié le marché d'urbaniste - architecte coordonnateur de ce quartier à l'équipe formée par l'ANMA et EXM, tandis que la maîtrise d'ouvrage de cette opération a été confiée à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) dans le cadre d'une concession d'aménagement signée entre les parties le 7 avril 2015.

Par délibération du 6 février 2019, le Conseil municipal a approuvé le Programme des Equipements Publics, ainsi que le dossier de réalisation de la ZAC Port Marianne – République, après avis favorable du Conseil métropolitain sur le programme des équipements publics.

La phase opérationnelle engagée depuis sur plusieurs îlots se poursuit désormais à travers la réalisation du lot CAV-02B, qui se situe dans le secteur Cavalade, à l'angle de l'avenue Nina-Simone et de la rue de la Cavalade.

Il est ici précisé qu'une partie du lot CAV-02B correspondant à la parcelle SE 280 est propriété du constructeur ACM HABITAT, l'autre partie du lot (parcelles SE 272 et 281) étant propriété de l'aménageur. Une convention de participation d'ACM HABITAT au financement des équipements publics de la ZAC sera établie, au regard de la surface de plancher (877 m² SDP) développée sur la parcelle SE 280 dont ACM HABITAT est propriétaire.

Pour la partie du lot CAV-02B dont l'aménageur est propriétaire, la SA3M propose, conformément à la concession d'aménagement approuvée, d'agréer la candidature d'ACM HABITAT en vue de la cession des parcelles SE 272 et 281, permettant la réalisation du programme décrit ci-après.

- Dénomination du candidat : ACM - HABITAT
- Localisation : Lot CAV-02B
- Parcelles cadastrées soumises à l'agrément : Section SE 272 et 281 ;
- Nature du projet global : Réalisation de logements collectifs sociaux et locaux d'activités ;
- Surface de la partie du lot à agréer : 2 029 m² ;
- SDP envisagée sur la partie du lot à agréer : 3 474 m² SDP ;
- SDP maximale autorisée sur la partie du lot à agréer : 3 648 m² SDP maximale.

La SA3M précise que la candidature d'ACM HABITAT prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC approuvées par la Ville (bilan financier et prescriptions architecturales et urbanistiques).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'agréer la candidature d'ACM HABITAT en vue de la réalisation de logements collectifs sociaux et locaux d'activité sur les parcelles SE 272 et 281, parties du lot CAV-02B de la ZAC Port Marianne – République ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

M. Eddine ARIZTEGUI, M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Abdi EL KANDOUSSE, M. Mustapha MAJDOUL, Mme Radia TIKOUK.

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-276879-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Serge MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER

**Vente à la SA3M des parcelles TP 50 et TP 93 sises 367 Rue de l'Agathois -
Montpellier - Approbation**

Monsieur Laurent NISON, Adjoint au Maire, rapporte :

Le quartier de la Mosson figure parmi les dix quartiers inscrits au titre de la nouvelle géographie prioritaire de la Politique de la ville à Montpellier, et fait partie du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) en tant que secteur d'intérêt national. Par délibération en date du 18 décembre 2019, la Métropole a confié la mise en œuvre opérationnelle du projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), au titre d'une concession d'aménagement notifiée le 21 janvier 2020.

La Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Saint Paul a été créé pour affirmer le secteur Saint Paul comme nouvelle centralité rayonnante et répondre notamment aux enjeux de mixité sociale en introduisant une diversification de l'habitat par des programmes de logements neufs.

Afin de permettre l'accompagnement de la construction de logements dans le périmètre d'opération, la SA3M requiert de la Ville l'aliénation des parcelles TP 50 d'une surface de 458 m² et TP 93 d'une surface de 53 m² situées rue de l'agathois à Montpellier, en complément de l'acquisition de propriétés privées. Ces terrains étaient loués pour du stationnement, jusqu'au début de l'été, à la carrosserie Saint Michel. Ces parcelles, formant une unité foncière avec les parcelles TP 51 et TP 94 déjà propriété de la SA3M, font partie de l'ilot M qui prévoit la réalisation d'un ensemble de 32 logements comprenant 8 T2, 16 T3, 7 T4 et 1 T5 ainsi que 32 places de stationnement en sous-sol.

La valeur vénale des parcelles est estimée à 40 880€ (quarante mille huit cent quatre-vingts euros) par le pôle d'évaluation domaniale.

En conséquence il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser la cession des parcelles TP 51 et TP 94, d'une surface globale de 511 m², sise 367 rue de l'agathois à Montpellier, à la SA3M pour intégration au lot M de la ZAC Saint-Paul pour un montant de 40 880 € (quarante mille huit cent quatre-vingts euros) nets vendeur ;
- De dire que la recette est inscrite au budget de la Ville de Montpellier ;
- De faire constater le transfert de propriété par un acte notarié à la charge de l'acquéreur ;
- D'autoriser la SA3M, ou tout tiers qui y serait substitué, à déposer et à se voir octroyer toute demande d'autorisation d'urbanisme sur cette emprise ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 13 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clara GIMENEZ, M. Mustapha LAOUKIRI, M. Mustapha MAJDOUL, M. Hervé MARTIN, M. Manu REYNAUD, M. Philippe SAUREL.

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- avis FD 26.07.24
- ILOT M plan de répartition et volumétrie
- ILOT M programmation

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-277260-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Taslime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Serge MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Eddine ARIZTEGUI, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Radia TIKOUK

**Cession d'une propriété du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de la
Ville de Montpellier - Foyer de travailleurs migrants - 1 rue de l'Agathois -
Montpellier - Autorisation**

Monsieur Laurent NISON, Adjoint au Maire, rapporte :

Le foyer de travailleurs migrants (FTM) le Bosquet, situé rue de l'Agathois dans le quartier Mosson, a été construit en 1981, par ACM Habitat dans le cadre d'un bail emphytéotique confié par le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Montpellier, qui en a repris pleine possession en 2018. Le CCAS a, par suite, loué ce bien à ADOMA, filiale du groupe CDC Habitat, premier opérateur au plan national en matière d'hébergement et d'accompagnement des demandeurs d'asile. Le foyer est situé à proximité immédiate du périmètre du nouveau programme de renouvellement urbain du quartier de la Mosson.

D'une capacité de 181 chambres, il accueille aujourd'hui autant de travailleurs migrants Chibanis âgés, que de personnes isolées, essentiellement une population masculine, âgés de 35 à 50 ans, très précarisés et orientés par le service intégré d'accueil et d'orientation (SIAO). A ce jour, malgré son fort taux d'occupation, les conditions d'hébergement sont dégradées et ne répondent plus aux normes destinées à accueillir dignement les personnes hébergées, certaines âgées : logements très petits, absence d'ascenseur, salles de bains et sanitaires collectifs. A ce jour, seuls 15 appartements sont autonomes.

Le site du Centre de Formation des Apprentis (CFA) du BTP, situé au 375 rue Emile-Picard, est mitoyen de la parcelle TT 64 sur laquelle est édifié le Foyer de Travailleurs Migrants. Appartenant à BTP CFA Occitanie, il propose une offre de formation régionale, du CAP au Bac, à des apprentis provenant de tout l'Hérault, dont près de 50% sont résidents du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Parfaitement intégré dans son environnement économique, le BTP CFA Hérault développe son activité en s'appuyant sur les besoins des entreprises locales et régionales du BTP, en anticipant sur l'évolution des métiers, en proposant des méthodes pédagogiques innovantes et performantes.

Or le CFA n'est plus en mesure, à moyen terme, de contenir les effectifs et le développement de la qualité des formations aux métiers du BTP. Les espaces existants ne permettent pas de se projeter au-delà d'un horizon de 3 ans. De plus, la configuration actuelle de son entrée nuit à sa visibilité, ainsi qu'à son inclusion dans la ville et la vie du quartier.

Dans la perspective d'une extension, BTP CFA Occitanie a sollicité le CCAS en vue de la cession du terrain d'assiette du foyer de travailleurs migrants. En effet, le BTP CFA souhaite conforter sa localisation en périphérie du quartier de la Mosson et développer des liens avec le quartier. La démarche d'ouverture du CFA sur le quartier intègre la construction d'équipements mutuellement profitables au CFA et aux parties prenantes du quartier en proposant amphithéâtres, espaces d'accueils, démonstrations des métiers, promotion de la formation professionnelle, la mise en place d'une solution de restauration pour les apprentis. Sa présence implique également l'accueil des entreprises du quartier ou des associations qui utilisent les espaces ouverts et partagés, selon un mode de fonctionnement de restaurant d'entreprises, et le développement de partenariats avec le milieu associatif.

En conséquence, conformément à l'article L.2241-5 du Code général des collectivités territoriales disposant que lorsque « *les délibérations des établissements publics communaux changent en totalité ou en partie l'affectation des locaux (...) ou mettent ces locaux à la disposition, soit d'un autre établissement public ou privé, soit d'un particulier; elles ne sont exécutoires qu'après accord du Conseil municipal* », le CCAS demande à la Ville son accord pour céder la parcelle cadastrée TT 64 à du BTP CFA Hérault afin de permettre la réalisation du projet d'extension du centre de formation des apprentis du BTP.

Il est précisé que le Foyer pour Travailleurs Migrants fait l'objet d'un projet de reconstruction sur le territoire de Montpellier, permettant d'envisager une véritable mixité sociale.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser le Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier à céder la parcelle cadastrée TT 64, d'une superficie cadastrale de 6 816 m², située 1 rue l'Agathois à Montpellier, pour réaliser l'extension du centre de formation des apprentis du BTP ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 6 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-279125-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Serge MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Eddine ARIZTEGUI, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Radia TIKOUK

**Création d'un relais petite enfance - Acquisition du volume 2 de la résidence Val
de Croze parcelle PE 543, 27 Place de Chine à Montpellier - Approbation**

Monsieur Laurent NISON, Adjoint au Maire, rapporte :

Le développement de nouvelles places de crèches constitue un enjeu majeur de la Ville de Montpellier. Il contribue à répondre aux besoins croissants de la population, aux objectifs de cohésion sociale et à l'attractivité de son territoire. La Ville s'est fixée pour objectif de mandat la création de 300 places d'accueil supplémentaires, par la réalisation de projets de construction ou d'extension d'établissements existants.

En complément de cette action orientée vers l'accueil collectif, la Ville entend aussi contribuer à soutenir et redynamiser le potentiel d'accueil individuel, qui représente près de la moitié de son offre d'accueil totale. Pour ce faire, il est programmé de renforcer l'action des Relais Petite Enfance (RPE) par l'accroissement de leur nombre, l'amélioration de la qualité de fonctionnement des plus anciens et la réorganisation territoriale des huit RPE existants afin d'être au plus près des besoins de la population concernée.

Depuis septembre 2022, la couverture du territoire délimité par les secteurs de la Chamberte, Pas du Loup, la Martelle a été attribuée au RPE « *Antigone 2* », initialement positionné en dédoublement du RPE Antigone 1 et situé dans le quartier Centre. L'enjeu consiste aujourd'hui à relocaliser le fonctionnement de ce RPE au sein même de son nouveau périmètre d'intervention.

En ce sens, la Ville a sollicité ACM Habitat pour l'acquisition d'un local spacieux en pied d'immeuble de la Résidence *Val de Croze*, dont l'assiette foncière est constituée par la parcelle PE 543, d'une surface cadastrale de 1 491 m², située place de Chine. Le futur local fera face à une station de la 5ème ligne du tramway et offrira deux bureaux, une salle d'activités spacieuse, une pièce pour le personnel et des sanitaires adaptés aux enfants. Une terrasse couverte privative sera mise à disposition des enfants accueillis par le RPE.

La vocation principale de ce RPE « *Val de Croze* » est double :

- En direction des parents, le personnel du RPE délivrera au public l'ensemble des informations relatives aux modes d'accueil individuels et collectifs existants dans la commune et pourra orienter vers des modes d'accueil spécifiques, correspondant à des besoins particuliers (horaires atypiques, handicap, ...). Il délivrera également une information générale en matière de droit du travail et orientera vers des interlocuteurs privilégiés ;
- En direction des assistants maternels et des enfants, le RPE devra assurer l'information relative aux aspects liés aux métiers, notamment ceux dévolus à l'accueil individuel. Enfin, il proposera un cadre de rencontres et d'échanges de pratiques professionnelles et des animations, ouvertes principalement aux assistants maternels et aux enfants dont ils ont la garde. Il conduira en outre des actions favorisant la formation continue des assistants maternels.

Compte-tenu de l'inscription du projet dans une rénovation d'ensemble programmée des résidences ACM de ce quartier, la Ville a décidé de confier la maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de cet équipement à ACM Habitat, dans le cadre d'une convention de co-maîtrise d'ouvrage.

Le transfert de propriété d'ACM Habitat à la Ville de Montpellier de la partie d'ouvrage constituant le RPE doit intervenir par la réitération d'un acte authentique et la réalisation d'un état de division en volumes (EEDV) établi par le cabinet de géomètres-experts SIRAGUSA le 22 avril 2024 et portant sur l'ensemble immobilier « *Val de Croze 6-7-8* ». L'état de division volumétrique prévoit la création de deux lots-volumes au sein de l'ensemble immobilier complexe, désignés :

- Volume 1 : les logements et parkings de la résidence ACM du tréfonds aux toitures ;
- Volume 2 : le local à céder à la Ville au niveau RDC entre les altitudes moyennes 39.50 m et 42.71 m NGF, d'une surface de 196 m².

La Ville doit donc acquérir le volume 2, au prix de 260 000 € (deux cent soixante mille euros) net vendeur, en conformité avec l'estimation des services du Pôle d'Evaluation Domaniale, en date du 22 janvier 2024.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'acquisition du lot volume 2 de la résidence Val de Croze 6-7-8, située 27 place de Chine, sur l'assiette cadastrale PE 543, dans lequel s'inscrit le futur local destiné à accueillir un relais petite enfance, d'une surface de 196 m², au prix de 260 000 € (deux cent soixante mille euros) net vendeur ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Abdi EL KANDOSSI, M. Mustapha MAJDOUL.

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- PED AR-2023-34172-94646 DS 15318082 PE 443 c_.pdf
- d-32281-EDDV VAL DE CROZE 6-7-8 (2024-04-22)
- d-32281-EDDV PLANS VAL DE CROZE 6-7-8 (2024-04-22)

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-275696-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du mardi 15 octobre 2024

L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Urbanisme durable et maîtrise foncière

Présents :

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Serge MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Eddine ARIZTEGUI, Elodie BRUN-MANDON, Flora LABOURIER, Radia TIKOUK

Acquisition d'une propriété agronaturelle - Avenue Saint Maurice de Sauret - Montpellier - Approbation

Madame Marie MASSART, Adjointe au Maire, rapporte :

A la suite de l'arrêt de leur exploitation avenue Saint Maurice de Sauret, les conjoints PUECH - LOPEZ, ont contacté la Ville de Montpellier afin de proposer la cession d'une partie de leur propriété. Ce domaine, situé au Sud de la voie ferrée et en bordure du Lez, comprend la ripisylve du Lez, environ 2,5 ha de terres maraîchères non exploitées depuis environ 3 ans, et une maison d'habitation. La surface proposée à la vente est de 23 726 m² environ, excluant la maison d'habitation et un jardin d'agrément.

Cette propriété, actuellement en zone N-2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier, est grevée de deux emplacements réservés. Un emplacement réservé R17 a été institué dans le cadre de l'aménagement du Lez Vert, pour la réalisation d'équipement léger d'animation. Un emplacement réservé C13 est prévu pour la création d'un chemin piéton le long du Lez. La vocation agro-naturelle du site est confortée à travers le PLU intercommunal (PLUi) en cours d'élaboration qui prévoit le maintien en zone naturelle du site.

Compte tenu de la qualité agronomique des sols, de la qualité environnementale du site, de la nécessité de protéger la ripisylve du Lez et de travailler un aménagement en ce sens avec la Métropole compétente en matière de Gestion des Milieux Aquatiques et de Protection contre les Inondations (GEMAPI) et des emplacements réservés impliquant la Ville sur cette propriété, il semble opportun pour la Ville de se porter acquéreur du site.

Les propriétaires ont donné leur accord pour vendre à la Ville de Montpellier une emprise de 23 726 m² à prendre sur les parcelles CI n°16, 215 et 216 moyennant le prix de 11€ par mètre carré soit 260 986 € (deux cent soixante mille neuf cent quatre-vingt-six euros) toutes indemnités confondues. Ce prix correspond à l'avis de du pôle d'évaluation domanial en date du 13 septembre 2024. La Ville de Montpellier s'est engagée à réaliser une clôture pour séparer les propriétés.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'acquisition auprès des consorts PUECH LOPEZ les parcelles cadastrées Ci n°16, CI n°216 partie et CI 215partie, d'une superficie totale à acquérir de 23 726 m², sises avenue Saint Maurice de Sauret à Montpellier, moyennant le prix de 260 986 € (deux cent soixante mille neuf cent quatre-vingt-six euros) toutes indemnités confondues ;
- D'approuver la réalisation d'une clôture en conformité avec les règles d'urbanisme en vigueur au moment de son édification pour séparer le foncier restant la propriété habitée des consorts PUECH LOPEZ ;
- De saisir un office notarial pour la réitération par acte authentique de la vente ;
- De dire que les crédits sont prévus au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- 2024-34172-61147 Commune Montpellier CI16 CI215p CI216P Terres agricoles
- 240313-Plan_projet_division

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-279234-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024**

L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Taslime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Serge MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Eddine ARIZTEGUI, Elodie BRUN-MANDON, Flora LABOURIER, Patricia MIRALLES, Radia TIKOUK

Acquisition d'un bien sans maître - Parcelle cadastrée HX 148, Place du 8-mai-1945 à Montpellier - Renonciation à l'incorporation au profit de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation

Monsieur Laurent NISON, Adjoint au Maire, rapporte :

Depuis de nombreuses années et sans discontinuité, les services techniques de la Ville de Montpellier, puis ceux de Montpellier Méditerranée Métropole, interviennent en aménagements et gestion de la totalité de la place du 8 mai 1945 à Montpellier.

A l'occasion d'un bilan foncier, et d'après les informations cadastrales disponibles, il est apparu la présence de la parcelle cadastrée HX 148 d'une contenance de 153 m² appartenant à Monsieur François, Jean BERTRAND, né le 17 mai 1904, au milieu de la place du 8 mai 1945 dans sa configuration, exploitée par le service public viaire *a minima* depuis janvier 1987. Selon les renseignements recueillis auprès du Service de la Publicité Foncière de Montpellier et des services de l'Etat Civil, il apparaît que ce propriétaire est décédé le 22 juillet 1984, soit plus de 40 ans, sans succession enregistrée. La prescription étant opposable, tout héritier potentiel ne serait plus en capacité de réclamer l'ouverture d'une succession.

Ainsi, en application du 1^{er} alinéa de l'article L. 1123-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, ce bien est présumé n'ayant pas de maître, au sens du Code civil. L'article 713 du Code civil pose le principe de la propriété de plein-droit de la Commune dans ce cas de figure, la Commune disposant par ailleurs de la faculté d'y renoncer au profit de l'établissement public de coopération intercommunal dont elle est membre au titre de ses compétences.

En vertu de ces dispositions, il est proposé que la Ville de Montpellier renonce à exercer ses droits sur la parcelle HX 148 au profit de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice de sa compétence voirie, espace public. Ainsi, pour assurer l'intégration de cette parcelle dans le domaine public viaire métropolitain, Montpellier Méditerranée Métropole sera amenée à délibérer pour approuver l'incorporation de cette parcelle au titre de la procédure des biens sans maître relevant de l'article 713 du Code civil et de l'article L. 1123-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, et procéder aux suites nécessaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De renoncer à l'incorporation de la parcelle cadastrée HX 148, d'une contenance de 153 m², située Place du 8 mai 1945 à Montpellier, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole au titre de sa compétence voirie, espace public ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Extrait cadastre
- Extrait PLU

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Serge MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Elodie BRUN-MANDON, Flora LABOURIER, Patricia MIRALLES

**Parc d'Activités Euromédecine - Quartier Hôpitaux Facultés - Zone de
Laboratoires et d'Activités Diversifiées (ZOLAD) - Abrogation du cahier des
charges - Approbation**

Monsieur Laurent NISON, Adjoint au Maire, rapporte :

Couvrant une superficie d'environ 75 hectares au Nord-Ouest de la Ville de Montpellier, entre routes de Ganges et de Grabels et proche du CHU, la Zone de Laboratoires et d'Activités Diversifiées (ZOLAD) désigne le projet d'aménagement initié par délibération du Conseil municipal du 5 février 1973, dont la vocation particulière d'accueil d'activités tertiaires, d'industries de pointe, d'enseignement et de recherche va marquer durablement l'identité économique de ce secteur de la ville, où prendront place, par la suite, le parc Euromédecine et, plus largement aujourd'hui, le pôle d'excellence en Santé Globale Medvallée.

Par la même délibération du 5 février 1973, le Conseil municipal a approuvé une convention de mandat confiant la réalisation des travaux d'équipement des terrains de la ZOLAD, propriété de la Ville, à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM). Par délibération du 29 janvier 1974, le Conseil municipal a approuvé un cahier des charges fixant des dispositions particulières d'ordre technique et juridique applicables aux acquéreurs de terrains de la ZOLAD, concernant notamment les conditions d'utilisation des lots et le respect de diverses dispositions légales et réglementaires, dont celles définies par le plan d'occupation des sols (POS) alors opposable.

En matière d'urbanisme réglementaire, le plan local d'urbanisme (PLU) s'étant substitué au Plan d'Occupation des Sols (POS) en 2006, toutes les modifications ultérieures du PLU ayant intéressées les parcelles de la ZOLAD ainsi que les diverses autorisations d'urbanisme qui y ont été délivrées, ont valu abrogation partielle du cahier des charges de 1974.

Par ailleurs, les règles applicables à la vente, location et partage des terrains cédés sont devenues en grande partie obsolètes, compte tenu des cessions et opérations successives réalisées. Leur maintien contribue aujourd'hui à contraindre inutilement certaines évolutions foncières encore possibles sur le secteur.

Dans ce contexte, l'intérêt du maintien en vigueur du cahier des charges de la ZOLAD approuvé en 1974 n'étant plus avéré, il convient donc de procéder à son abrogation.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'abrogation du cahier des charges de la Zone de Laboratoires et d'Activités Diversifiées (ZOLAD) ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-275354-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Patrimoine municipal et
sobriété énergétique**

Présents :

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Serge MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Elodie BRUN-MANDON, Flora LABOURIER, Patricia MIRALLES

**Programme EduRénov de la Caisse des Dépôts et Consignations - Adhésion -
Approbation - Autorisation de signature**

Madame Agnès SAURAT, Adjointe au Maire, rapporte :

La Caisse des dépôts et consignation, à travers sa direction Banque des Territoires, porte le programme EduRénov pour soutenir les collectivités dans des projets de rénovation de bâtiments scolaires permettant un gain énergétique minimal de 40% en énergie finale. L'adhésion au programme EduRénov permet d'avoir accès à un espace de Ressourcerie capitalisant des retours d'expériences et des outils sur la thématique de la rénovation du bâti scolaire, permet de demander des subventions pour des prestations d'ingénierie pour des projets de rénovation de bâti scolaire, et permet de demander des financements de projets de rénovation de bâtis scolaires sous forme d'emprunts et d'avances remboursables.

Ce programme est en adéquation avec la politique de la Ville sur la sobriété et l'accélération de la transition énergétique du patrimoine communal dans le cadre de la lutte contre le changement climatique. Ainsi, l'adhésion de la Ville de Montpellier au programme EduRénov est pertinente. Elle se fait par la signature d'un bulletin d'adhésion, qui mentionne des projets de rénovation d'établissements scolaires visant une économie minimale de 40% d'énergie finale. L'adhésion est gratuite.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'adhésion de la Ville de Montpellier Programme EduRénov ;
- D'approuver les termes du bulletin d'adhésion ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer le bulletin d'adhésion ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-275911-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Patrimoine municipal et
sobriété énergétique**

Présents :

Taslime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Serge MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Flora LABOURIER, Patricia MIRALLES, Yvan NOSBE

**Mise à disposition d'un conseiller en énergies/économe de flux - Convention de
partenariat entre la Ville de Montpellier et le Syndicat Mixte Hérault Énergies
(SMHE) - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Agnès SAURAT, Adjointe au Maire, rapporte :

Dans le cadre du Plan de sobriété et accélération de la transition énergétique du patrimoine communal, voté le 11 octobre 2022, et dans la continuité du Plan Climat Air Energie Territorial Solidaire (PCAETs) adopté par Montpellier Méditerranée Métropole le 2 février 2023, la Ville de Montpellier s'est engagée aux côtés de la Métropole, afin de mettre en œuvre diverses actions, notamment la baisse des consommations énergétiques, un des objectifs contribuant à l'ambition affichée dans le PCAETs d'atteindre la neutralité carbone en 2050.

A ce sujet, la Ville de Montpellier souhaite s'associer les services d'Hérault Energies, structure syndicale mixte, intervenant auprès des communes adhérentes sur la thématique de la maîtrise de la consommation d'énergie. Aussi, Hérault Energies a déposé une candidature au programme ACTEE + (fonds chêne, pour la période 2024-2026) portée par la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR).

Le souhait est un travail en commun avec la Ville de Montpellier, afin de mettre en place un service de conseil en énergies de proximité (économe de flux), au bénéfice des élus et services municipaux, afin de favoriser les actions en matière de transition écologique. L'objectif de ce service est de proposer un conseil personnalisé à la collectivité, pour lui permettre de faire des choix pertinents en matière d'énergie sur son patrimoine (bâtiments, éclairage public, etc.). Plus concrètement, un conseiller en énergies de proximité/économe de flux sera mis en place. Ses missions s'articulent autour d'un triptyque méthodologique d'accompagnement, permettant d'apporter des réponses en matière d'optimisation des consommations et des modes de productions de fluide, de détection d'anomalies de consommation et de confort dans les bâtiments. Il assurera le rôle d'animateur, au travers de réunions de sensibilisation des élus et techniciens sur la maîtrise des dépenses énergétiques.

Pour ce faire, Hérault Energies s'engage à recruter un conseiller/économe de flux, sous contrat à durée déterminée, qui prendra en charge l'intégralité de l'opération. Cette mission sera confiée à une personne possédant les compétences techniques et scientifiques requises en matière de maîtrise d'énergie dans le bâtiment. Ce conseiller/économe de flux, devra consacrer 66 % de son temps sur des analyses liées au bâti scolaire.

Le déploiement du service de conseil en énergies de proximité est prévu sur une durée de 23 mois à partir du 1^{er} novembre 2024. Ce service pourra être prolongé au-delà de cette période, après accord entre la Ville de Montpellier et Hérault Energies si les conditions en termes d'objectifs poursuivis et de financement sont réunis.

En ce qui concerne le coût du service, la participation financière de la Ville pour cette mission s'élèvera à 14 256 €, sur une période de 23 mois entre 2024 et 2026.

Afin de pouvoir bénéficier de ce service, la Ville de Montpellier doit conclure une convention de partenariat avec le syndicat Hérault Energies, convention cadre fixant les modalités, les objectifs et les engagements de chacune des parties. Des précisions supplémentaires pourront être apportées le cas échéant.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention cadre entre la Ville de Montpellier et le syndicat Hérault Energies ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Ville de Montpellier-Hérault Energies-poste economie de flux ACTEE

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-280212-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du mardi 15 octobre 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Protection de la population et tranquillité publique

Présents :

Tasnine AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Serge MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Flora LABOURIER, Patricia MIRALLES, Yvan NOSBE

Fourrière Automobile - Contrat de Délégation de Service Public entre la Ville de Montpellier et la Société Publique Locale TaM - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Par délibération du 3 novembre 2017, la Ville de Montpellier avait confié à ENLEVEMENT ET GARDIENNAGE SERVICES (EGS) l'exploitation du service public de la fourrière automobile par convention de Délégation de Service Public (DSP), pour une durée de sept ans, à compter du 1^{er} janvier 2018. Le 3 avril 2018, l'avenant n°1 a été passé pour autoriser la cession du contrat de DSP à la société dédiée ENLEVEMENT ET GARDIENNAGE SERVICES MONTPELLIER (EGS Montpellier). Ce contrat de Délégation de Service Public s'achevant au 31 décembre 2024, une analyse comparative et circonstanciée a été effectuée concernant les différents modes de gestion envisageables.

Après avoir recueilli l'avis favorable de la Commission Consultative des Services Publics Locaux lors de sa séance du 30 novembre 2023, le Conseil municipal a approuvé par délibération du 11 décembre 2023, le principe d'une délégation de service publique confiée à la Société Publique Locale (SPL) TaM sans mise en concurrence, selon les conditions de la quasi-régie définies à l'article L.3211-3 du Code de la commande publique. Le recours à la SPL TaM permet à la collectivité de bénéficier des avantages d'une externalisation à une structure de droit privé, tout en gardant la maîtrise du service public. La SPL TaM sera en mesure d'exploiter ce service de fourrière automobile dans le cadre d'une politique globale de stationnement et de mobilité.

Dans le cadre de cette procédure, la Ville a envoyé le 23 mai 2024 le dossier de consultation à la SPL TaM. Celle-ci a déposé son offre le 24 juin 2024. Après étude et analyse de l'offre initiale, la Ville a demandé à la SPL TaM des précisions complémentaires le 4 juillet 2024. La SPL TaM a fait parvenir ses réponses le 16 juillet 2024. Une séance de négociation s'est déroulée le 25 juillet 2024, puis la Ville a demandé à la SPL TaM son offre finale, celle-ci a été remise le 2 août 2024 dans les délais impartis.

Les principales caractéristiques de cette délégation de service public et du contrat à signer sont les suivantes :

Equipements et installations déléguées :

L'Autorité Délégante met à disposition du Délégataire des locaux et 2 sites de stockage distincts.

- Le site 1945, avenue de Toulouse - 34070 Montpellier, pour l'activité de fourrière automobile, incluant des locaux équipés pour un accueil administratif des usagers et un parking visiteurs. Ce site principal, incluant en complément une parcelle 30 chemin de Poutingon, se compose de :
 - o 7 118 m² de parking et surface ouverte de stockage, ainsi que des zones de stockage différenciées par type d'infraction ;
 - o 1 200 m² de hangar ouvert à usage de stockage ;
 - o 185 m² de hangar fermé à usage de stockage ;
 - o 97 m² de locaux à usage de bureaux, vestiaires et sanitaires pour le Délégataire.

Ce site, comprend également des bureaux, contigus à ceux du Délégataire, réservés à l'unité fourrière de la Police Municipale (dont 71 m² de locaux réservés au stockage d'archives).

Un accès spécifique, chemin de Poutingon, est réservé à l'activité fourrière sécurisant ainsi les entrées et sorties des véhicules du Délégataire ou de ses prestataires.

- Le site 280 chemin de Poutingon – 34070 Montpellier, à proximité du parc principal, il est réservé au stockage de longue durée des véhicules type « abusifs » ou plus volumineux comme les « fourgons ou vans ».

Missions confiées au Délégataire :

Le Délégataire assure l'exploitation du service public de la fourrière automobile. Il dispose du monopole des opérations de fourrière demandées par le Délégant sur le territoire de la Ville de Montpellier. Il sera tenu d'enlever les véhicules en infraction ainsi que les épaves, pour des raisons de sécurité, de sureté, d'hygiène et de salubrité publiques sur tout le territoire de la commune. Il devra prendre les mesures nécessaires pour réaliser les demandes d'enlèvement en fonction des temps de travail des autorités de police, notamment en mettant en place une astreinte.

Le Délégataire pourra être appelé par les autorités compétentes pour enlever en urgence des véhicules pouvant porter atteinte à la sécurité publique lors du déroulement de diverses manifestations publiques. Il pourra également être réquisitionné par la justice au titre de mises en fourrière judiciaires conformément à la loi.

Le Délégué devra utiliser le Système d'Information national des fourrières automobiles (SI Fourrières) auquel la Ville a adhéré en 2021. Ce système permet l'enregistrement, la gestion et le suivi par les autorités compétentes des procédures relatives aux véhicules mis en fourrière.

Obligations de service public :

Le Délégué devra notamment s'engager à enlever sur le territoire de la Ville de Montpellier, aux fins de mise en fourrière les véhicules en infraction au Code de la route passibles d'une mise en fourrière en application des articles L. 325-1 et suivants et R. 325-1 et suivants du Code de la route. Les enlèvements interviennent sur demande des autorités compétentes pour prescrire les mises en fourrière.

Il est également tenu d'enlever les véhicules laissés sans droits dans les lieux publics ou privés où ne s'appliquent pas le Code de la route et dont l'enlèvement est sollicité par le maître des lieux auprès de l'autorité compétente, selon la procédure prévue aux articles R. 325-47 et suivants du Code de la route.

Il peut être tenu d'enlever à la demande des autorités compétentes, des véhicules signalés volés afin de les conserver en attendant que le propriétaire ou l'assureur se manifeste.

Il pourra être réquisitionné par la justice, au titre des mises en fourrière judiciaires.

Le Délégué peut être amené à la demande de la Ville à déplacer occasionnellement des véhicules qui ne sont pas passibles d'une mise en fourrière, lorsque des circonstances particulières imposent ces déplacements (en cas de manifestations ou de tout événement météorologique imprévu).

Le Délégué sera chargé du gardiennage des véhicules mis en fourrière dans les sites mis à disposition de la Ville, jusqu'au moment :

- De leur retrait par leurs propriétaires ou leurs conducteurs ;
- De leur vente par la Direction Nationale des Interventions Domaniales ;
- De leur destruction par une entreprise disposant d'un agrément préfectoral

Le Délégué doit satisfaire aux obligations imposées par l'article R. 325-25 du Code de la route. Il doit assurer toutes les tâches de gestion administrative liées à la mise en fourrière des véhicules.

Le Délégué fait son affaire de l'obtention et du renouvellement des agréments préfectoraux prévus par le Code de la route nécessaires à son exploitation notamment l'agrément de gardien de fourrière.

Service accessoire – Enlèvement des Véhicules Hors d'Usage :

Un service gratuit d'enlèvement des Véhicules Hors d'usage continuera d'être proposé aux montpelliérains. Ce service permet l'enlèvement du véhicule, sa destruction administrative et physique dans le respect des règles environnementales.

Durée :

Le contrat est conclu pour une durée de 7 ans et prendra effet au 1^{er} janvier 2025 jusqu'au 31 décembre 2031.

Modalités financières :

Le Délégué assure la gestion du service à ses risques et périls.

Le Déléataire perçoit directement auprès des propriétaires ou conducteurs qui retireront leurs véhicules le paiement des frais occasionnés par la mise en fourrière dans le respect des tarifs fixés par délibération du Conseil Municipal, en vertu des dispositions de l'article R.325-29 du Code de la route et de l'arrêté interministériel.

En contrepartie de la mise à disposition des sites et des locaux, ainsi que des coûts des missions de suivi et de contrôle de l'activité de fourrière dont elle aura la charge, la Ville percevra de la part du Déléataire une contrepartie financière sous la forme d'une redevance annuelle. La redevance annuelle d'exploitation partie fixe versée par le Déléataire sera de 110 000 € HT/an, soit 770 000 € HT sur la durée du contrat. La redevance annuelle d'exploitation partie variable correspondra à 90 % du chiffre d'affaires réalisé par le délégataire sur les opérations effectuées dans le cadre du contrat à partir de 1 500 000 € HT/an de chiffre d'affaires.

La redevance de surperformance économique correspond à 80 % de l'écart d'Excédent brut d'exploitation. Le calcul de cette redevance est lié à l'atteinte par le Déléataire d'une meilleure performance économique que celle contractuellement prévue.

Afin de couvrir les charges supportées pour assurer le suivi et le contrôle de la délégation, le Déléataire versera annuellement une redevance de contrôle de 10 000 €.

Gros entretien renouvellement (GER) :

Obligations en matière de gros entretien renouvellement des biens à hauteur de 14 000 € / an, soit 98 000 € sur la durée du contrat.

Investissements :

Le Déléataire s'engage à réaliser les investissements suivants pour un montant total de 306 000 € :

- 208 000 € pour le bâtiment, notamment la rénovation du revêtement du parc de stockage du site 1945 Avenue de Toulouse ;
- 90 000 € pour les véhicules de remorquage, avec notamment le remplacement d'un véhicule ;
- 8 000 € pour l'acquisition de matériels informatiques et bureautiques.

Ces investissements ne seront pas totalement amortis à la fin de la Délégation (191 500 €).

Une Valeur Nette Comptable (VNC) est affichée à hauteur de 114 500 € en fin de contrat, au 31 décembre 2031.

Contrôle de la Ville :

Le Déléataire produit chaque année le rapport annuel qui porte sur l'exécution du contrat entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre de l'année précédente. Il remet également mensuellement et semestriellement un rapport d'activité présenté au Délégant lors de réunions auxquelles le Déléataire est tenu de participer.

Sanctions et pénalités :

Des sanctions pécuniaires et mesures résolutives (mise en régie provisoire, résiliation) seront mises en place en cas de faute du Déléataire.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de Délégation de Service Public relative à l'exploitation de la Fourrière automobile entre la Ville de Montpellier et la Société Publique Locale TaM ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 10 voix

M. Sébastien COTE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, Mme Clara GIMENEZ, M. Mustapha LAOUKIRI, M. Mustapha MAJDOUL, Mme Marie MASSART, M. Laurent NISON, M. Manu REYNAUD.

Fait à Montpellier, le 18 octobre 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- V4D0024ST Contrat DSP Fourrière
- DSP Fourrière - Annexe 1 Sites mis à disposition par la Ville
- DSP Fourrière - Annexe 2 Inventaire A des biens de retour
- DSP Fourrière - Annexe 3 Inventaire B des biens de reprise
- DSP Fourrière - Annexe 4 Inventaire C des biens propres
- DSP Fourrière - Annexe 5 - Programme pluriannuel d'Investissements et d'Amortissements V2
- DSP Fourrière - Annexe 6 Programme pluriannuel Gros Entretien Renouvellement
- DSP Fourrière - Annexe 7 Compte d'Exploitation Prévisionnel
- DSP Fourrière - Annexe 8 Etat des lieux des locaux et sites mis à disposition par la Ville
- DSP Fourrière - Annexe 9 Tarifs
- DSP Fourrière - Annexe 10 Effectifs V2
- DSP Fourrière - Annexe 11 Activité Accessoire Enlèvement Véhicules Hors d'Usage
- DSP Fourrière - Annexe 12 Circuit Destruction des Véhicules V2

- DSP Fourrière - Annexe 13 Dispositif Accueil et Démarche Qualité
- DSP Fourrière - Annexe 14 Taux d'efficacité
- DSP Fourrière - Annexe 15 Gestion administrative V2
- DSP Fourrière - Annexe 16- Liste des véhicules de remorquage V2
- DSP Fourrière - Annexe 17 Enlèvement des VHU à la demande des tiers requérants
- DSP Fourrière - Annexe 18 Enlèvements sous astreinte
- DSP Fourrière - Annexe 19 Restitutions
- DSP Fourrière - Annexe 20 Modalités de surveillance sites fourrière
- DSP Fourrière - Annexe 21 Activité
- DSP Fourrière - Annexe 22 Enlèvement de véhicules Poids entre 3,5 et 19 Tonnes

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-278948-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024**

L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

**Protection de la population
et tranquillité publique**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Serge MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Flora LABOURIER, Patricia MIRALLES

Vidéoprotection - Maintenance des installations de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole - Convention de groupement de commandes - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

La volonté de rationaliser les achats, et surtout de pouvoir réaliser des économies d'échelle enjoignent les collectivités, dans la mesure du possible, à se regrouper dans le cadre de groupement de commandes. Dans cette perspective permanente de recherche de sources d'économie, le Code de la commande publique autorise le regroupement des entités publiques afin d'effectuer des achats groupés sur divers secteurs de l'économie.

Le souhait, en l'espèce, de la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole se traduit par la volonté de mettre en place un groupement de commandes dans le cadre de la passation d'un marché pour la maintenance des installations de vidéoprotection urbaine ou liée aux bâtiments de la Ville de Montpellier ou de Montpellier Méditerranée Métropole.

La convention a pour objet de créer, dans ce cadre, un groupement de commandes avec les deux collectivités précitées, régi par les dispositions des articles L. 2113-6 et suivants du Code de la commande publique, au terme d'une procédure de consultation lancée en commun pour le compte des membres du groupement. La convention prend effet à compter de sa signature par tous les membres du groupement jusqu'à la date

d'expiration du marché, périodes de reconductions éventuelles comprises. La Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement. Chaque collectivité sera en charge de la bonne exécution du marché pour ce qui la concerne.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole relative à la conclusion du marché de maintenance des installations de vidéoprotection ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 6 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Groupement de Commandes Ville Métropole V2

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-278501-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Protection de la population
et tranquillité publique**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Serge MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Flora LABOURIER, Patricia MIRALLES

**Vidéoprotection - Renvoi d'images - Convention entre la Ville de Montpellier et le
Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Hérault (SDIS 34) -
Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier a souhaité au cours de ce mandat mettre en œuvre une politique volontariste en matière de sécurité et de protection des populations. C'est pourquoi, un renforcement des moyens humains, matériels et technologiques a été soutenu au cours de ces dernières années.

Une organisation dédiée par le biais du Pôle des Sécurités et de la Tranquillité Publique a pour vocation à développer les partenariats et coopérations avec l'ensemble des services et acteurs qui concourent aux développements de cette politique publique. C'est dans ce cadre qu'un partenariat s'est renforcé avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Hérault (SDIS 34) afin d'améliorer la réponse en matière de sécurité civile et d'accompagnement des populations, qu'il s'agisse des grands rassemblements, de lutte contre les incendies, de la gestion des risques majeurs...

La vidéoprotection est devenue un outil indispensable au service de la prévention de l'atteinte aux personnes et aux biens, du renforcement de la lutte contre la délinquance, de la protection des bâtiments et biens publics. Elle contribue également à accompagner l'intervention des services de secours à la personne et apporte une aide à la rapidité des interventions. Aussi, le SDIS 34 a souhaité bénéficier du report des images issues du maillage du dispositif de vidéoprotection développé au sein de l'ensemble du territoire communal.

Une convention est proposée, établie conformément aux dispositions du Code de la sécurité intérieure ; elle complète l'autorisation préfectorale existante. Celle-ci précise la nature et le type du renvoi d'images. En outre, elle détermine les modalités selon lesquelles ces renvois sont coordonnés dans une perspective de coopération opérationnelle entre la Ville de Montpellier avec le SDIS 34. Pour ce faire, la présente convention précise les modalités de partage des images de vidéoprotection avec le SDIS 34.

Cette convention sera annexée à la convention de coordination conclue entre la Ville de Montpellier et les forces de sécurité de l'Etat. Par délibération du Conseil municipal du 11 juillet 2024, la durée de cette convention a été prolongée jusqu'au 31 décembre 2024. Une nouvelle convention est en cours de préparation pour la période 2025-2027, conformément aux textes en vigueur. Cette convention sera aussi intégrée à la prochaine demande d'autorisation préfectorale lors de l'extension du périmètre de vidéoprotection.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de renvoi d'images de vidéoprotection urbaine entre la Ville de Montpellier et le SDIS 34 ;
- De dire que cette convention sera annexée à la prochaine demande d'autorisation préfectorale lors de l'extension du périmètre de vidéoprotection ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Vidéoprotection Ville SDIS 34 V2
- Annexe cameras Convention Vidéoprotection Ville SDIS 34

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-277328-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Protection de la population
et tranquillité publique**

Présents :

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Serge MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-Dominique DELAVEAU, Flora LABOURIER, Patricia MIRALLES

**Police Municipale - Brigade Motocycliste - Convention de partenariat entre la
Ville de Montpellier et Anticipation Sécurité Perfectionnement Protection
Regroupement (ASPPR) Formation - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

Afin d'accompagner la professionnalisation, la formation continue interne et l'évolution des missions ainsi que la nouvelle organisation de la Direction Déléguée de la Police Territoriale, il est proposé la mise en place de formations au bénéfice des unités spécialisées de la Police Municipale de Montpellier.

Une formation pourrait répondre aux besoins spécifiques des agents des cadres d'emploi de la filière Police Municipale exerçant dans la brigade motocycliste au sein de l'unité de soutien et d'appui, et leur permettre d'acquérir l'ensemble des techniques concernant notamment les déplacements sensibles.

A ce titre, il est proposé une convention de partenariat qui a pour objets d'harmoniser les techniques de travail, garantir la sécurité des personnes et limiter les risques, afin de mener les missions à venir avec professionnalisme. Dans ce cadre, il est nécessaire de conclure une convention entre la Ville de Montpellier et Anticipation Sécurité Perfectionnement Protection Regroupement Formation (ASPPR Formation), aux fins de former à titre gracieux les agents motocyclistes de Police Municipale de la Ville de Montpellier à l'ensemble des techniques et exercices appliqués lors d'escortes officielles et de déplacements sensibles.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention entre la Ville de Montpellier et Anticipation Sécurité Perfectionnement Protection Regroupement Formation (ASPPR Formation) ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention de formation Police municipale Montpellier V2

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-276455-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du mardi 15 octobre 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Relation aux usagers

Présents :

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Serge MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-Dominique DELAVEAU, Flora LABOURIER, Patricia MIRALLES

Recensement de la population 2025 - Création de postes d'agents recenseurs - Rémunération - Approbation

Madame Radia TIKOUK, Adjointe au Maire, rapporte :

Le recensement permet non seulement de produire de nombreuses informations sociologiques et statistiques sur la population et les logements et ainsi de mieux comprendre l'évolution de la Commune, mais également de fixer le chiffre légal de population à partir duquel sont calculées, entre autres, les dotations allouées à la Commune par l'Etat. Le nouveau chiffre légal de population au 1^{er} janvier 2021, publié le 1^{er} janvier 2024, est de 302 454 habitants. La population légale de la Ville est calculée et connue chaque année.

L'enquête de recensement est préparée et réalisée par la Ville en partenariat avec l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE) qui organise et contrôle la collecte. Les opérations de collecte annuelle des données de recensement débuteront le jeudi 19 janvier 2025 et se termineront courant mars 2025, au retour définitif des informations collectées auprès de l'INSEE.

Le nombre de logements à recenser en 2025 étant estimé à environ 14 466, il est prévu de créer au tableau des effectifs 85 postes d'agents recenseurs.

Les éléments constituant la rémunération des agents recenseurs :

1- La rémunération de la formation :

Ce n'est qu'à l'issue de la formation de deux demi-journées que les agents recenseurs pourront prétendre exercer leurs fonctions et être désignés en cette qualité par arrêté municipal. Il est proposé de rémunérer chaque demi-journée 30 €.

2- La rémunération de la tournée de reconnaissance :

Cette tournée consiste à repérer, confirmer ou rectifier le nombre de logements à chaque adresse à recenser. Compte tenu de l'importance de ce travail de repérage des logements durant une semaine, il est proposé de rémunérer la tournée de reconnaissance au tarif de 60 €. Dans le cas où le travail de l'agent recenseur serait partiellement réalisé, la tournée de reconnaissance serait rémunérée à hauteur de 30 €. Si ce travail n'est pas réalisé, il est proposé qu'il ne soit pas rémunéré et que l'agent soit remplacé.

3- La rémunération de la collecte :

- La base de rémunération unitaire des documents collectés par l'agent recenseur dans les termes de la délibération du 27/11/03 :

- Feuille de Logement : 0,24 € ;
- Bulletin Individuel : 0,40 € ;

- La prime de résultat :

Elle s'ajoute à la base de rémunération unitaire dans le cas où l'agent recenseur a effectué un travail satisfaisant. Il est proposé d'augmenter de 0,01 € le montant de la prime unitaire concernant la feuille de logement et le bulletin individuel, comme il est de coutume chaque année depuis la mise en place du recensement annuel de la population :

- Feuille de Logement : 1,48 € ;
- Bulletin Individuel : 1,46 €.

4- La prise en compte de l'Enquête Familles dans la rémunération de la collecte :

L'Enquête Famille a été mise en place en 1954 par l'INSEE pour compléter, pour un échantillon de personnes recensées, les informations recueillies lors du recensement. Les objectifs de l'Enquête Familles sont de recueillir des informations détaillées sur la composition des familles, les événements familiaux, la fécondité, l'origine sociale et géographique. La prochaine Enquête Familles de l'INSEE aura lieu en 2025 afin d'actualiser les résultats sur la fécondité et les situations familiales. Elle sera adossée à la collecte de l'enquête annuelle du recensement 2025.

Pour préparer au mieux cette opération de grande ampleur, une enquête pilote ciblée sur une zone de collecte de la Commune de Montpellier a été adossée à la collecte du recensement de 2024. En 2025 plusieurs Iris de la commune seront concernés. L'Enquête Famille sera affectée à un sexe. Dans les zones « *femmes* », toutes les femmes majeures seront concernées par l'enquête, et dans les zones « *hommes* », tous les hommes majeurs seront concernés.

Afin de prendre en compte cette charge supplémentaire pour les agents recenseurs chargés de réaliser la collecte des secteurs tirés au sort par l'INSEE, il est proposé de rémunérer le questionnaire de l'Enquête Familles sur la base de rémunération unitaire suivante :

- Rémunération de base : 0,40 € ;
- Prime de résultat qui s'ajoute à la rémunération de base dans le cas où l'agent recenseur a effectué un travail satisfaisant : 1,46 €.

5- L'instauration d'une prime compensatoire :

Cette prime vise à compenser le taux d'occupation par logement plus faible dans certains quartiers. Cette situation implique un nombre de passages plus élevé par l'agent recenseur pour recenser les habitants, ainsi qu'une rémunération plus faible puisque celle-ci est fonction du nombre d'habitants par logement. Il est proposé que le montant de cette prime compensatoire soit de 100 €. Cette prime ne serait versée que si l'agent recenseur va au terme de sa mission et aux agents affectés à des zones d'habitation au taux d'occupation moyen par logement inférieur à la moyenne de la ville.

6- L'instauration d'une indemnité de transports :

Lors de la campagne de recensement, l'agent recenseur est amené à se déplacer par ses propres moyens sur son secteur pouvant parfois être très vaste. Aussi, il est proposé d'instituer une indemnité de transports visant à compenser en partie les frais de déplacement et stationnement des agents à hauteur de 60 €. Cette prime ne serait versée que lorsque l'agent recenseur va au terme de sa mission.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider la création au tableau des effectifs du personnel communal de 85 postes d'agents recenseurs pendant la période correspondant aux opérations de recensement ;
- D'approuver les éléments constitutifs de la rémunération susvisée ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget communal ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 2 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-279400-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de

justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du mardi 15 octobre 2024

L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

Ressources humaines et dialogue social

Présents :

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Serge MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-Dominique DELAVEAU, Flora LABOURIER, Patricia MIRALLES

Modification du tableau des emplois et des effectifs - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Conformément à l'article L.313-1 du Code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. Il appartient donc au Conseil municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services. En cas de suppression d'emploi, la décision est soumise à l'avis préalable du Comité Social Territorial (CST).

A la suite du changement du mode de gestion du Tableau des emplois et des effectifs (gestion par cadre d'emplois), l'**annexe 1** présente une définition pour chaque motif qui fonde la modification des postes, ainsi que la définition des éléments qui composent les annexes de présentation des évolutions des postes.

Il convient de préciser que pour les emplois permanents créés, transformés ou mis en conformité dans la présente délibération, il pourra être fait appel à un agent non titulaire, en application des dispositions de l'article L.332-8 du Code général de la fonction publique portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé. Les spécificités de ces emplois permanents nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine concerné. Leur niveau de rémunération sera calculé sur la base des décrets portant échelonnement indiciaire des cadres d'emplois concernés, à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités prévus par délibération.

Il est proposé les modifications suivantes au tableau des emplois et des effectifs de la Ville de Montpellier pour tenir compte des besoins de la Collectivité :

1. Créations de postes permanents

Il est proposé la création de 12 postes permanents au Pôle biodiversité, paysage, agroécologie et alimentation :

- 1 poste réservé, qui permet de pérenniser la situation d'agents en mobilité ;
- 3 postes en création nette ;
- 8 postes dont la création est gagée par la suppression de 8 autres postes.

Il est également proposé la création nette d'un poste permanent au Pôle culture et patrimoine.

Il est nécessaire, de créer au tableau des emplois et des effectifs lesdits postes, comme mentionné dans l'**annexe 2**.

2. Transformations

Il est proposé de transformer 23 postes permanents (créations dans un premier temps, suppressions dans un Conseil ultérieur après CST), mentionnés à l'**annexe 3**.

3. Mises en conformité

Les 8 emplois permanents pour lesquels il est nécessaire d'ajuster le ou les cadres d'emploi d'accès sont mentionnés à l'**annexe 4**.

4. Ouverture de postes permanents au recrutement d'un agent non titulaire

Il s'agit de confirmer la possibilité de recruter des agents non titulaires sur des postes permanents, sur le fondement de l'article L.332-8 du Code général de la fonction publique, un emploi permanent du niveau de la catégorie A, B ou C peut être occupé par un agent contractuel lorsque la nature des fonctions ou les besoins des services le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté.

Ainsi, en raison des tâches à effectuer, il est proposé l'établissement de contrats à durée déterminée d'une durée de trois ans maximum, renouvelable par reconduction expresse, la durée des contrats successifs ne pouvant excéder un total de six années.

Les spécificités de ces emplois permanents nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine concerné. Leur niveau de rémunération sera calculé sur la base des décrets portant échelonnement indiciaire des cadres d'emplois concernés, à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités prévus par délibération. Il convient d'autoriser le recrutement d'agents contractuels sur les emplois permanents mentionnés dans l'**annexe 5**.

5. Synthèse des évolutions des postes permanents

Vous trouverez en **annexe 6** le TEE dans sa version budgétaire et en **annexe 7** le nombre total de postes théoriques par cadre d'emplois, catégorie et pôle mis à jour.

6. Recrutement sur postes permanents d'agents contractuels pour remplacer des agents publics momentanément indisponibles

Les besoins des services peuvent justifier le remplacement rapide de fonctionnaires territoriaux ou d'agents contractuels de droit public indisponibles dans les cas limitativement fixés par l'article L. 332-13 du Code général de la fonction publique à savoir :

- Lorsqu'ils sont autorisés à exercer leurs fonctions à temps partiel ;
- Lorsqu'ils sont indisponibles en raison d'un détachement de courte durée, d'une disponibilité de courte durée prononcée d'office, de droit ou sur demande pour raisons familiales (maximum 6 mois) ;
- Lors d'un détachement pour l'accomplissement d'un stage ou d'une période de scolarité préalable à la titularisation dans un corps ou un cadre d'emplois de fonctionnaires ou pour suivre un cycle de préparation à un concours donnant accès à un corps ou un cadre d'emplois ;

- Lors d'un congé régulièrement accordé en application du code général de la fonction publique [congés annuels, congés pour raisons de santé (CMO, CLM, CLD, CITIS, CGM), congés maternité ou pour adoption, congé paternité, congé de présence parentale, congé parental] ;
- Lors de tout autre congé régulièrement octroyé en application des dispositions réglementaires applicables aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les modifications proposées au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à recruter, dans le respect de la procédure recrutement et du décret n° 2019-1414 précité, des agents contractuels de droit public dans les conditions fixées par l'article L. 332-13 du code général de la fonction publique pour remplacer des fonctionnaires territoriaux ou des agents contractuels de droit public momentanément indisponibles ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 44 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 18 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Annexe - Ville

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-278837-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024**

L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Ressources humaines et dialogue social

Présents :

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Serge MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-Dominique DELAVEAU, Flora LABOURIER, Patricia MIRALLES

**Modification du tableau des emplois et des effectifs - Recours au dispositif
apprentis - Approbation**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Deux dispositifs d'accueil des étudiants existent à ce jour à la Ville : l'accueil de stagiaires du collège à l'université (en moyenne 380 chaque année) et celui des apprentis.

Il est proposé que la durée des contrats liés à 8 postes d'apprentis soit rallongée, afin d'inclure la période allant jusqu'à la remise des diplômes. Ainsi, la durée de formation des auxiliaires de puériculture sera modifiée, passant de 12 mois à 16 mois.

Ceci permet d'intégrer les jeunes diplômés dans nos équipes directement, sans rupture, entre la fin de la formation et la possibilité d'embaucher les apprentis fraîchement diplômés.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les modifications proposées au tableau des emplois et des effectifs de la Ville de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Annexe - Apprentis

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-278321-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du mardi 15 octobre 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines et dialogue social

Présents :

Tasnine AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Serge MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-Dominique DELAVEAU, Flora LABOURIER, Patricia MIRALLES

Achat de formations - Convention de groupement de commandes permanent entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Dans un souci d'économies, il apparaît pertinent de conclure un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour les achats de formations. Montpellier Méditerranée Métropole est désignée coordonnateur du groupement et à ce titre est notamment chargée de l'ensemble de la procédure de passation, y compris signature et notification du ou des marchés à intervenir. La commission d'appel d'offres du groupement sera celle du coordonnateur, chaque membre du groupement s'assurant de l'exécution du marché pour ce qui le concerne. La convention prendra effet au 1^{er} janvier 2025, pour une durée illimitée

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de groupement de commandes permanent entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour l'achat de formations ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- 2024-RENOUVELLEMENT GPT PERMANENT FORMATION_CONVENTION

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-277578-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Finances

Présents :

Taslime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Serge MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-Dominique DELAVEAU, Flora LABOURIER, Patricia MIRALLES

**Achat et maintenance de défibrillateurs - Convention constitutive d'un
groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier
Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

L'achat de défibrillateurs et des prestations de maintenance associées est nécessaire tant pour la Ville de Montpellier que pour Montpellier Méditerranée Métropole.

Le Code de la commande publique offre la possibilité aux acheteurs publics d'avoir recours à des groupements de commandes qui ont vocation à rationaliser les achats en permettant des économies d'échelle et à gagner en efficacité en mutualisant des procédures de passation des contrats.

Dans un souci d'économies et de rationalisation, il apparaît pertinent de conclure un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour l'achat et la maintenance de défibrillateurs. La Ville de Montpellier est désignée comme coordonnateur du groupement, sa Commission d'Appel d'Offres est compétente pour classer les offres et choisir l'attributaire du marché.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention constitutive du groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole relative à l'achat et la maintenance de défibrillateurs ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention pour l'Achat et maintenance de défibrillateurs.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-275231-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du mardi 15 octobre 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Finances

Présents :

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOSSI, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Serge MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Flora LABOURIER

Reprise et affectation du résultat de l'exercice 2023 - Budget de la Ville de Montpellier - Adoption

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

En application de l'instruction comptable M57 (article L.2311-5 alinéa 1 du Code général des collectivités territoriales), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2023 du budget de la Ville de Montpellier.

Il est rappelé à l'Assemblée que le Compte Administratif 2023 se clôture comme suit :

- Résultat de fonctionnement à affecter :	61 929 781,67 €
- Résultat d'investissement hors reports :	-55 883 240,30 €
- Solde des reports d'investissement :	-234 549,79 €
- Besoin de financement de la section d'investissement :	56 117 790,09 €

A noter qu'un ajustement du résultat de clôture 2023 relatif aux subventions versées par la Caisse d'Allocations Familiales en 2024 a été réalisé pour un montant de 2 442 586,85 €, ce qui porte le montant du résultat de fonctionnement à 61 929 781,67 € (59 487 194,82 € + 2 442 586,85 €). Le résultat à affecter doit couvrir en priorité le besoin de financement de la section d'investissement corrigé des restes à réaliser de cette section en dépenses et en recettes.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'affecter l'excédent de fonctionnement 2023 à la section d'investissement pour un montant de 56 117 790,09 € et à la section de fonctionnement pour un montant de 5 811 991,58 € ;
- De procéder aux opérations budgétaires suivantes :

001 (dépense) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté :	55 883 240,30 €
1068 (recette) : Excédents de fonctionnement capitalisés :	56 117 790,09 €
002 (recette) résultat de fonctionnement reporté :	5 811 991,58 €
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 7 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-278947-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du mardi 15 octobre 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Finances

Présents :

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Serge MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOLU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Flora LABOURIER

Budget supplémentaire 2024 de la Ville de Montpellier - Adoption

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Depuis le vote du budget primitif 2024 adopté le 26 mars 2024, il convient d'ajuster certains crédits et de se prononcer sur des opérations et dotations nouvelles. Le budget supplémentaire permet en outre de reprendre les reports de crédits ainsi que l'affectation du résultat constaté au compte administratif 2023.

Le budget supplémentaire 2024 s'équilibre à **8 419 036,58 € en section de fonctionnement** et à **110 779 894,95 € en section d'investissement**.

La structure de cet équilibre est décrite par les tableaux ci-dessous :

FONCTIONNEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
	Crédits nouveaux	-4 318 062,00	12 737 098,58	8 419 036,58
930	Administration Générale	-575 104,00		-575 104,00
931	Sécurité et salubrité publiques	-49 459,00		-49 459,00
932	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	-147 940,00		-147 940,00

933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	-135 956,00		-135 956,00
934	Santé et action sociale	-17 814,00		-17 814,00
935	Aménagement des territoires et habitat	-17 209,00		-17 209,00
936	Action économique	148 000,00		148 000,00
938	Transports	37 623,00		37 623,00
940	Impositions directes	-4 034 123,00		-4 034 123,00
943	Opérations financières	495 000,00		495 000,00
953	Virement à la section d'investissement		12 737 098,58	12 737 098,58
Total		-4 318 062,00	12 737 098,58	8 419 036,58

FONCTIONNEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
	Résultat reporté	5 811 991,58	0,00	5 811 991,58
	Crédits nouveaux	592 045,00	2 015 000,00	2 607 045,00
930	Administration Générale	433 042,00		433 042,00
932	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	1 256 716,00		1 256 716,00
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	274 966,00		274 966,00
934	Santé et action sociale	162 000,00		162 000,00
935	Aménagement des territoires et habitat	12 400,00		12 400,00
936	Action économique	300 000,00		300 000,00
938	Action économique	596 298,00		596 298,00
940	Autres impôts et taxes	-681 392,00		-681 392,00
941	Autres impôts et taxes	-1 692 813,00		-1 692 813,00
942	Dotations et participation	-69 172,00		-69 172,00
946	Transfert entre les sections		2 015 000,00	2 015 000,00
Total		6 404 036,58	2 015 000,00	8 419 036,58

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
	Résultat reporté	55 883 240,30	0,00	55 883 240,30
	Crédits reportés	20 560 589,65	0,00	20 560 589,65
	Crédits nouveaux	29 321 065,00	5 015 000,00	34 336 065,00
900	Administration Générale	-1 708 678,00		-1 708 678,00
901	Sécurité et salubrité publiques	2 267 000,00		2 267 000,00
902	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	-1 932 252,00		-1 932 252,00
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	-7 111 611,00		-7 111 611,00
904	Santé et action sociale	-70 572,00		-70 572,00
905	Aménagement des territoires et habitat	38 051 985,00		38 051 985,00

906	Action économique	-204 288,00		-204 288,00
907	Environnement	-285 000,00		-285 000,00
923	Dettes et autres opérations financières	314 481,00		314 481,00
925	Opérations patrimoniales		3 000 000,00	3 000 000,00
926	Transfert entre les sections		2 015 000,00	2 015 000,00
Total		105 764 894,95	5 015 000,00	110 779 894,95

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
	Crédits reportés	20 326 039,86	0,00	20 326 039,86
	Crédits nouveaux	74 716 756,51	15 737 098,58	90 453 855,09
900	Administration Générale	370 030,00		370 030,00
901	Sécurité et salubrité publiques	63 542,00		63 542,00
902	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	-2 964 801,00		-2 964 801,00
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	-320 598,00		-320 598,00
904	Santé et action sociale	719 063,00		719 063,00
905	Aménagement des territoires et habitat	23 152 800,00		23 152 800,00
906	Action économique	1 797 511,00		1 797 511,00
921	Taxes non affectées	6 544,00		6 544,00
922	Dotations et participations	59 529 545,09		59 529 545,09
923	Dettes et autres opérations financières	-6 068 879,58		-6 068 879,58
925	Opérations patrimoniales		3 000 000,00	3 000 000,00
951	Virement de la section de fonctionnement		12 737 098,58	12 737 098,58
954	Produits des cessions d'immobilisations	-1 568 000,00		-1 568 000,00
Total		95 042 796,37	15 737 098,58	110 779 894,95

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le budget supplémentaire 2024 par chapitre en section de fonctionnement et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M57 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 44 voix

Contre : 13 voix

Abstentions : 7 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Rapport BS 2024 Ville 3009 pour commission

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-279817B-BF-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du mardi 15 octobre 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Finances

Présents :

Tasnine AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Serge MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Flora LABOURIER

Vote en autorisations de programme (AP) et crédits de paiement (CP) - Révisions - Adoption

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Dans le cadre de la Programmation Pluriannuelle des Investissements votée par délibération du 30 novembre 2021, de son Règlement Budgétaire et Financier, et conformément au Code général des collectivités territoriales (article L. 2311-3), la Ville de Montpellier gère son budget par autorisations de programme (AP) et crédits de paiement (CP).

Les créations, modifications ou suppressions d'AP doivent faire l'objet d'un vote par le Conseil municipal par le biais d'une délibération distincte de celle du budget mais concomitante à une délibération budgétaire.

Le montant des Autorisations de Programme s'élevait au 1^{er} juillet 2024 à 926 568 717 €.

I. Révision des autorisations de programme et crédits de paiement votées dans le cadre du Budget Supplémentaire 2024 : en euro TTC

Il est proposé de réviser les autorisations de programme suivantes :

N°	PROGRAMME	AP ANTERIEU- REMENT VOTEE	VARIATION AP AU BS 2024	AP APRES BS 2024
2013P22	CONCESSION AMENAGEMENT GRAND CŒUR – REVALORISATION CONCESSION SERM	24 002 166	585 000	24 587 166
2018I04	RENOVATION PALAIS DES SPORTS COUBERTIN	5 775 203	589 342	6 364 545
2018P08	CONSTRUCTION ECOLE CONSERVATOIRE	13 520 000	900 000	14 420 000
Somme :		43 297 369	2 074 342	45 371 711

II. Les APCP inchangées au Budget Supplémentaire 2024 : en euro TTC

Les AP inchangées (détaillées en annexe) sont les suivantes :

N°	PROGRAMME	AP votée
2013I05	MISE EN CONFORMITE ACCESSIBILITE	35 000 000
2013I22	PRU CEVENNES – PETIT BARD	21 442 402
2013I27	ACTION FONCIERE	59 488 905
2013I28	RAVALEMENT SUBVENTIONS CELLENEUVE	1 115 000
2013I31	EMBELLISSEMENT / PATRIMOINE : ABORDS DU PEYROU	2 020 000
2013I32	REHABILITATION CUISINE CENTRALE	4 801 718
2013P04	ACQUISITION ET TRAVAUX ARCHIVES – ANCIEN PROGRAMME	12 300 000
2013P12	AVENUE RAYMOND DUGRAND ZAC PARC MARIANNE	14 088 918
2013P16	QUARTIER DE LA CITE CREATIVE	43 020 000
2014P03	LOGICIEL SIRH ACQUISITION ET MISE EN PLACE	800 000
2015P09	CONSTRUCTION GS GERMAINE RICHER	11 052 000
2015P11	MULTIFONCTIONS RENOUVELL	1 415 000
2015P20	CONSTRUCTION GS BENOITE GROULT	12 000 000
2016P05	AMENAGEMENT SPORT LAC DES GARRIGUES	800 000
2016P06	CRECHE DE LA CITE CREATIVE	3 500 000
2016P09	INTERFACE HABITAT 3M SERM	1 567 190
2016P10	INTERFACE HABITAT 3M SA3M	2 305 000
2017I02	AUTOMATISATION ACCES EQUIPEMENTS SPORTIFS	500 000
2017I03	BASCHY / VARENNES	985 300
2017I06	MISE EN SURETE DES ETABLISSEMENTS D'ACCUEIL DES JEUNES ENFANTS	1 000 000
2017I09	SERRE AMAZONIENNE	3 200 000
2017P02	CONSTRUCTION GS JOAN MIRO	11 865 000
2017P04	EXTENSION GAROSUD	5 060 000
2017P14	CONSTRUCTION GS LUCIE AUBRAC / SAMUEL PATY	14 380 000
2018I01	RENOVATION DOMAINE DE MERIC	4 116 000
2018I02	SKATE PARK DE GRAMMONT	6 981 833
2018I03	COMPLEXE TENNIS GRAMMONT	1 427 293
2018I05	JARDIN DE LA REINE	1 100 000
2018P02	CONSTRUCTION DU GROUPE SCOLAIRE RIMBAUD	15 000 000
2018P05	REEQUILIBRAGE DE LA VILLE : ZAC RESTANQUE	19 900 000
2018P07	RIVE GAUCHE EQUIPEMENTS PUBLICS	7 200 000
2018P09	RENOVATION GS AMSTRONG / BON	3 500 000

V19PATR01	EMBELLISSEMENT / PATRIMOINE : VALORISATION ET CANDIDATURE UNESCO	5 330 000
V19EGSH01	RENOVATION GS HEIDELBERG ET LOUISVILLE	12 000 000
V20CTBS01	CONFORT THERMIQUE ET VEGETALISATION DES ECOLES	12 000 000
V20ROSA01	TRAVAUX MAISON POUR TOUS ROSA PARKS	1 600 000
V20PNEC01	PLAN NUMERIQUE DANS LES ECOLES	5 780 000
V21COLM01	ABORDS COLLEGE PARC MARIANNE	6 060 000
V21NPRM01	NPRU MOSSON PARTICIPATION EQUIPEMENTS DE PROXIMITE	69 667 200
V21VEHI01	FLOTTE DE VEHICULES DECARBONNES	7 621 002
V21NPRC01	NPRU CEVENNES PARTICIPATION EQUIP PUBLIC	16 860 000
V21BOUI01	AMENAGEMENT DU SECTEUR DES BOUISSSES	5 550 000
V21ARCE01	RESTAURATON DE L'AQUEDUC DES ARCEAUX	5 370 000
V21VEGE01	VEGETALISATION DE LA VILLE - DONT 50 000 ARBRES	2 000 000
V21DPBI02	ACQUEDUC ST CLEMENT - CONSERVATION OUVRAGE D'ART - TRAME VERTE ET BLEUE - RESEAU VERT	1 680 000
V21DPBI03	AGRIPARC MAS NOUGUIER AMENAGEMENT CREATION JARDINS FAMILIAUX	1 370 000
V21DECO01	DEVANTURES COMMERCIALES	1 330 000
V21DPBI01	SQUARE PLANCHON DIAGNOSTIC PATRIMONIAL ET REHABILITATION DU PARC	1 080 000
V21NPRC01	NPRU CEVENNES PARTICIPATION EQUIPEMENTS PUBLICS	16 860 000
V21UCPB01	CITE DE L'ALIMENTATION	39 200 000
V21VEST01	CONSTRUCTION VESTIAIRES ET LOCAUX GIAMBRONE ET PAUL VALERY	1 312 442
V22CREC02	ENFANCE : FUSION COQUELICOTS & BOUTONS D'OR	1 800 000
V22PLAT01	SPORT DE PROXIMITE : REFECTION DES PLATEAUX SPORTIFS	2 608 237
V22TRAML5	FONDS DE CONCOURS VILLE APAISEE	100 000 000
V22GPLU01	VILLE PARC : LUNARET-LAVALETTE-MONTMAUR	30 000 000
V22SDSI01	MODERNISATION INFORMATIQUE DE L'ADMINISTRATION ET DES RELATIONS AUX USAGERS	16 000 000
V22GSCO01	PRIORITE AUX ECOLES : CONSTRUCTION GS CROIX D'ARGENT (DONT FONCIER)	14 949 900
V22SELF01	PRIORITE AUX ECOLES : SELFS - L'ENFANT ACTEUR DE SON REPAS	12 000 000
V22META01	PRIORITE AUX ECOLES : RAFRAICHISSEMENT ET CONFORT THERMIQUE DES ECOLES	10 000 000
V22COEU01	PATRIMOINE : RESTAURATION ET MISE EN VALEUR PEYROU	6 324 000
V22CREC01	ENFANCE : CONSTRUCTION CRECHE CROIX D'ARGENT	5 100 000
V22SOIN01	BIEN ÊTRE ANIMAL : CENTRE DE SOIN DU LUNARET	5 000 000
V22BORN01	TRANSITION ENERGETIQUE DU PATRIMOINE MUNICIPAL	4 230 000
V22COEU03	PATRIMOINE : RAVALEMENT DES FACADES ET DES MENUISERIES CENTRE VILLE	3 030 000
V22ARCH01	ARCHIVES : ARCHIVAGE ELECTRONIQUE	2 800 000
V22GSCO03	PRIORITE AUX ECOLES : EXTENSION ECOLE DOCTEUR ROUX	2 500 000
V22VIDEO01	SECURITE : VIDEOPROTECTION URBAINE	2 000 000
V22JARD01	VILLE PARC : JARDINS FAMILIAUX ET PARTAGES	1 000 000
V23GSCO02	DEMOLITION RECONSTRUCTION GROUPE SCOLAIRE MERMOZ GAMA	17 956 948
V23TERS01	RENOVATION TERRAINS LT LENORMAND / E. COMBES	4 850 000
V23BARL01	NOUVEAU GROUPE SCOLAIRE MAS BARLET PORT-MARIANNE	24 000 000
V23GS2000	GROUPE SCOLAIRE PARC 2000 2nde EXTENSION	19 000 000

V23GSSR01	ZAC NOUVEAU SAINT-ROCH – GROUPE SCOLAIRE SAINT-ROCH	14 412 000
V23CLIM01	RENOVATION DES EQUIPEMENTS ENERGETIQUES	6 113 800
V23CREC01	CONSTRUCTION CRECHE POMPIGNANE	4 400 000
V23GSCO01	EXTENSION ECOLE DELTEIL MICHELET	3 500 000
V24LEGG01	CONSTRUCTION LEG GUIRAUD	21 550 260
V24ARCH01	AMENAGEMENT DES ARCHIVES	15 000 000
V24MILL01	CENTRE D'ART MILLE FORMES	5 000 000
V24ANNE01	CARRE SAINTE ANNE (SORTIE DU PROGRAMME GRAND CŒUR)	4 304 000
V24CREC01	CONSTRUCTION CRECHE UNIVERSITE PAUL VALERY	3 500 000
V24HTCA01	ZAC HAUTS CROIX D'ARGENT	1 600 000
Somme :		883 271 348

Le montant total des Autorisations de programme votées s'élèverait en conséquence à **928 643 059 €** (dont 424 701 529 € réalisés au 16 septembre 2024, soit un reste à financer de 503 941 530 €).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la révision des autorisations de programme mentionnées ci-dessus ;
- De retenir comme échéancier des crédits de paiement les tableaux joints en annexe ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

Contre : 7 voix

Abstentions : 7 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Annexe rapport APCP BS 2024 VILLE

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du mardi 15 octobre 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Finances

Présents :

Tasnine AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOSSI, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Serge MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Flora LABOURIER

Versement d'un fonds de concours à Montpellier Méditerranée Métropole - Convention - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole réalise, au titre de ses compétences, des opérations de voirie sur le territoire de la Ville de Montpellier. Ces opérations de voirie contribuent à l'amélioration du cadre de vie des habitants de la Ville de Montpellier et participent au développement et à l'aménagement de son territoire. A ce titre, la ville de Montpellier prendra en charge une partie du financement 2024 de la réalisation de ces opérations par le versement d'un fonds de concours à la Métropole.

En effet, en application des articles L. 5217-7 et L. 5215-26 du Code général des collectivités territoriales, celui-ci sera versé à Montpellier Méditerranée Métropole après accords concordants, exprimés à la majorité simple du Conseil municipal et du Conseil de Métropole.

Le montant total des fonds de concours qui peuvent être perçus par Montpellier Méditerranée Métropole, au titre de ces opérations, ne peut excéder la part de financement assurée, hors subvention, par la Métropole. Dans ce cadre, le montant du fonds de concours 2024, établi en fonction du budget prévisionnel des opérations, s'élève à 4 122 860 €. Il se décompose comme suit :

Opérations	Montant HT	Taux	Montant du
------------	------------	------	------------

			fonds de concours
Travaux d'aménagements cyclables de l'Avenue Charles-Flahault et Route de Ganges à Montpellier	3 600 000 €	49%	1 764 000 €
Travaux d'aménagements cyclables de l'avenue Mondial 98	1 680 000 €	49%	823 200 €
Travaux de réaménagement de la rue Bonnard	440 000 €	49%	215 600 €
Travaux de réaménagement Riu, Aiguerelles, Farges	345 000 €	49%	169 050 €
Travaux piste cyclable Henri-Serre, Bouisson-Bertrand	260 000 €	49%	127 400 €
Travaux Rue de l'Hortus	160 000 €	49%	78 400 €
Travaux secteur Pierre-Causse	299 000 €	49%	146 510 €
Travaux d'éclairage public	215 000 €	49%	105 350 €
Place Léon-Blum	915 000 €	49%	448 350 €
Divers voirie : programmes chaussées	500 000 €	49%	245 000 €
TOTAL	8 414 000 €	49%	4 122 860 €

Le montant du fonds de concours sera réévalué en fonction du coût définitif HT de l'opération tel qu'il résulte du décompte général des opérations dans les mêmes proportions que pour le financement initial mentionné ci-dessus.

Le projet de convention de fonds de concours détermine notamment les modalités de versement par la commune.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention définissant les modalités de versement d'un fonds de concours d'un montant prévisionnel de 4 122 860 € pour la réalisation des opérations définies ci-dessus ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 6 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention FDC MTP 24

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-279620-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du mardi 15 octobre 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Finances

Présents :

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOSSI, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Serge MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Flora LABOURIER

Admissions en non-valeur - Exercice 2024 - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Les créances irrécouvrables et créances éteintes correspondent aux titres de recette émis par la collectivité pour lesquels le recouvrement ne peut être mené à son terme malgré les diligences du Comptable Public en charge du recouvrement.

Une créance peut être admise en non-valeur temporairement dans le cas d'une créance irrécouvrable ou définitivement dans le cas d'une créance éteinte. La procédure d'admission en non-valeur d'une créance correspond à un apurement comptable.

Dans le cadre d'une créance irrécouvrable, le titre de recette émis garde son caractère exécutoire et l'action en recouvrement demeure possible dès qu'il apparaît que le débiteur revient à « *meilleure fortune* ».

Une créance éteinte résulte d'une décision juridique extérieure définitive qui s'impose à la collectivité et qui s'oppose à toute action en recouvrement.

Pour l'exercice 2024, les services du Comptable Public ont transmis à l'ordonnateur l'état des créances irrécouvrables ou éteintes.

Il est proposé, après analyse des états transmis, d'accepter la procédure d'admission en non-valeur pour les montants maximum ci-dessous :

- 115 716.45 € en créances irrécouvrables ;
- 467 764.18 € en créances éteintes ;

Les listes des titres concernés sont annexées à la présente délibération

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De donner suite à la proposition du Comptable Public d'admettre en non-valeur les créances irrécouvrables et les créances éteintes listées ci-dessus ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 4 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- LISTE VILLE POUR DELIBERATION

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-277828-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024**

L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Hors Délégation

Présents :

Tasnine AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Serge MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Flora LABOURIER

Organismes Extérieurs - Société Publique Locale (SPL) TaM - Modification statutaire - Autorisation accordée au représentant de la Ville de Montpellier - Approbation

Monsieur Laurent NISON, Adjoint au Maire, rapporte :

La Société Publique Locale (SPL) TaM a pour objet l'exploitation des services de transport public, la réalisation de toutes études et/ou de toutes infrastructures de transport, d'ouvrages sur voirie. La société intervient aussi dans le cadre de la réalisation et la gestion de parcs de stationnement en ouvrages ainsi que la gestion du stationnement payant sur voirie.

Le capital social à hauteur de 15 286 K€ est détenu par la Ville de Montpellier (31.40%) qui est représentée par 2 élus au sein du Conseil d'Administration dont le Président de la société Laurent NISON, aux côtés de Montpellier Méditerranée Métropole (68.31%) avec 5 représentants, et la Ville de Pérols (0.29%, 1 représentant).

Par délibération n°V2022-245 du Conseil municipal, en date du 28 juin 2022, la Ville de Montpellier a désigné Monsieur Laurent NISON pour la représenter aux Conseils d'Administration et aux Assemblées Générales de la SPL TaM aux côtés du représentant suivant siégeant au conseil d'administration : Manu REYNAUD.

La SPL TAM envisage le développement de nouveaux projets pour répondre aux besoins de ses actionnaires. Ainsi, par délibération V2023-435 du 11 décembre 2023 le Conseil Municipal de Montpellier a souhaité confier à la SPL TaM un contrat de délégation de service public pour l'exploitation de la fourrière automobile, pour une durée de 7 ans à compter du 1^{er} janvier 2025.

La Métropole souhaite également demander à TaM de mettre à profit son expérience et ses compétences dans la gestion de ses usagers, notamment accrues par la mise en œuvre de la gratuité des transports en commun, pour travailler à une offre multi-service et un support dématérialisé lié, permettant une identification unique pour accéder aux services de la Métropole et de ses partenaires (E-services, régie des eau, téléalerte, médiathèques, piscines, transport, ...). La distribution et le cycle de vie de la carte (instruction des pièces justificatives, SAV, ...) seront effectués par la SPL TaM en considération du fait que les services de mobilité sont au cœur du bouquet de services offerts par Montpellier Méditerranée Métropole, et que la gratuité réservée aux métropolitains implique une maîtrise parfaite des profils résidents. Un travail de mise en relation de la plateforme multi-services de la métropole et des outils numériques TaM est donc également nécessaire afin de permettre le transfert des informations utiles à la création des droits des usagers. La Métropole projette encore de confier à sa SPL la gestion des ascenseurs situés sur l'espace public et qui permettent de faciliter l'accès des usagers aux stations du réseau, dans une logique de gestion globale de l'accessibilité des stations. A travers la gratuité des transports en commun, le pass gratuit et sa gestion dématérialisée sont entrés dans le quotidien des habitants de la Métropole, ouvrant sur tout un panel de services mobilités accessibles sur un seul support. Afin d'enrichir encore ce service aux habitants, il est envisagé de confier la gestion et l'exploitation des services numériques multimodaux (MaaS) et des services de mobilité auprès des usagers tel que l'accès aux points de recharge pour les utilisateurs de véhicules électriques.

C'est dans ce contexte qu'une modification des statuts concernant l'article 2 relatif à l'objet social de la société est proposée, afin de pouvoir clarifier, compléter et ajuster certaines dispositions permettant de confier l'ensemble de ces projets à la SPL TaM. Il convient également de profiter de cette modification statutaire pour mettre à jour l'article 26 relatif au commissaire aux comptes, afin d'intégrer la nouvelle référence à l'article du Code de commerce et l'article 27 relatif à l'information du représentant de l'Etat, suite à la modification de l'article L. 1524-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil d'Administration de la SPL TaM prévoit à cet effet la convocation d'une Assemblée Générale Extraordinaire en vue de modifier les statuts.

Cette modification statutaire exige, à peine de nullité, une décision préalable des assemblées délibérantes actionnaires, telle que prévue à l'article L 1524-1 du Code général des collectivités territoriales, qui s'applique également aux SPL et qui dispose : *« a peine de nullité, l'accord du représentant d'une collectivité territoriale ou d'un groupement sur la modification portant sur l'objet social, la composition du capital ou les structures des organes dirigeants d'une société d'économie mixte locale ne peut intervenir sans une délibération préalable de son assemblée délibérante approuvant la modification. Le projet de modification est annexé à la délibération transmise au représentant de l'Etat et soumise au contrôle de légalité ».*

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser son représentant aux Assemblées Générales, Monsieur Laurent NISON, à voter en faveur des modifications statutaires, sous réserve de l'adoption par le Conseil d'Administration de la SPL TaM de la décision de convoquer l'Assemblée Générale Extraordinaire de la TaM afin de soumettre à son approbation lesdites modifications statutaires ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 7 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, Mme Clara GIMENEZ, M. Mustapha MAJDOUL.

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet Statuts SPL TaM

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-278598-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024**

L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

Hors Délégation

Présents :

Tasnine AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Serge MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Flora LABOURIER

**Organismes Extérieurs - Société Anonyme d'économie Mixte Locale (SAEML)
SERM - Principe de création d'une filiale IN MEDIO Occitanie - Autorisation
accordée aux représentants de la Ville de Montpellier - Approbation**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier est actionnaire de la Société Anonyme d'Economie Mixte Locale (SAEML) Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), au capital de 5 894 000 € composé de 368 375 actions. Elle détient 41,38 % du capital, soit 152 439 actions et occupe 5 postes sur 13 au Conseil d'Administration de la société. La SERM réalise des opérations d'aménagement de rénovation urbaine, de restauration immobilière, de construction et d'exploitation, de construction et de gestion de logements sociaux. Ses activités participent à l'organisation et au développement de la vie économique et sociale sur le territoire régional.

Par délibération n°V2020-076 du Conseil municipal en date du 30 juillet 2020, la Ville de Montpellier, a désigné Monsieur Michael DELAFOSSE pour la représenter au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de la SAEML SERM, aux côtés des représentants suivants siégeant au conseil d'administration : Christian ASSAF, Emilie CABELLO, et Maryse FAYE, ainsi que Stéphane JOUAULT depuis le 26 mars 2024. A côté du collège des actionnaires privés représentant près de 29,41% du capital, Montpellier Méditerranée Métropole est actionnaire public à hauteur de 28,73% du capital et occupe 4 postes sur 13 au sein du Conseil d'Administration. La société est présidée par Michaël DELAFOSSE représentant la Ville de Montpellier.

Le Conseil d'Administration de la SERM en date du 04 octobre 2024 a proposé le principe de création d'une Société par Action Simplifiée (SAS) avec les sociétés AEKO et OPALIA INVEST dont l'objet sera dédié à la production et cession de programmes immobiliers à loyer maîtrisé. Les partenaires OPALIA INVEST et AEKO sont spécialisés dans la création et l'aménagement d'espaces de vie et d'habitat. Leurs activités regroupent, notamment, la prospection foncière, la gestion administrative des projets, la réalisation des travaux, la promotion et la commercialisation des habitats, de bureaux ou de commerces notamment. Ces deux sociétés développent un produit immobilier sous la marque « *In Medio* » qui a pour principal objet la production de résidences de logements, dont la spécificité est de proposer à la location des appartements à destination des familles de la classe moyenne, des personnels des entreprises et des services publics essentiels, à des loyers de 15 à 20% en dessous du marché. C'est dans ce contexte et ces perspectives que le partenariat avec la SERM est envisagé.

La SAS sera dénommée *IN MEDIO Occitanie*. Son capital, à hauteur de 10 000 €, sera composé de 10 000 actions de valeur nominale de 1€, et sera réparti à 40% pour la SERM, 30% pour AEKO et 30% pour OPALIA INVEST.

L'objet social envisagé est le suivant :

- L'acquisition de terrains et immeubles, en vue de leur construction, ou démolition-construction, afin de les exploiter professionnellement ;
- La promotion immobilière et l'activité de lotisseur, avec la conception, l'aménagement, la réhabilitation, l'élaboration et la commercialisation de biens immobiliers de toutes natures et destinations, que ces biens soient destinés à être vendus ou loués, vides ou meublés ;
- L'acquisition, la vente, l'échange, la location ou sous location en nu ou en meublé de tous biens immobiliers bâtis et non-bâtis ;
- La mise à disposition par tous moyens et l'administration de locaux d'habitation, locaux d'activité et locaux professionnels équipés de leur mobilier et matériel, le cas échéant, complétée par la réalisation de prestations de services annexes ;
- La propriété, l'administration, la cession, la location, la gestion et la disposition des immeubles dont elle pourrait devenir propriétaire par la suite, par voie d'acquisition, échange, apport ou autrement, tous placements de capitaux sous toutes ses formes ;
- La prise de participation, la détention et la gestion de titres, d'actions ou de parts sociales, dans des sociétés civiles immobilières existantes ou à créer, ainsi que des sociétés à l'activité immobilière prépondérante ; et ce dans le but de se constituer un patrimoine immobilier, de le gérer et de le faire fructifier au travers d'actions de gestion, conseil et investissement ;
- Toutes opérations commerciales se rapportant aux activités de para-hôtellerie, tels que la réception, le nettoyage, la blanchisserie, l'entretien et la maintenance des locaux, la fourniture de linge de maison, la fourniture du petit déjeuner et tous autres services et prestations annexes inhérents au métier ;
- Et, plus généralement, toutes opérations, de quelque nature qu'elles soient, juridiques, économiques et financières, civiles et commerciales, se rattachant à l'objet sus indiqué ou à tous autres objets similaires ou connexes, de nature à favoriser, directement ou indirectement, le but poursuivi par la société, son extension ou son développement.

La Société sera administrée par un comité stratégique au sein duquel la SERM sera représentée par son Directeur Général. La SERM pourra également accepter tout poste dans la gouvernance de l'entreprise et notamment celle de Présidente. Elle sera également représentée par son Directeur Général.

Conformément aux statuts de la société SERM, la création de filiale nécessite l'approbation du Conseil d'administration de la société. Aussi, toute prise de participation exige, à peine de nullité, une décision préalable des assemblées délibérantes des collectivités actionnaires, telle que prévue à l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales qui dispose « A peine de nullité toute prise de participation directe d'une société d'économie mixte locale *dans le capital d'une autre société fait préalablement l'objet d'un accord exprès des collectivités territoriales et de leurs groupements actionnaires disposant d'un siège au conseil d'administration ou au conseil de surveillance en application du premier alinéa du présent article* ».

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le principe de création de la SAS IN MEDIO Occitanie, dont le capital de 10 000 € (10 000 parts sociales de 1€) sera réparti entre la SERM (40%) OPALIA INVEST (30%) et AEKO (30%) ;
- D'autoriser les représentants de la Ville de Montpellier au Conseil d'Administration de la SERM, Michael DELAFOSSE, Christian ASSAF, Emilie CABELLO, Maryse FAYE et Stéphane JOUAULT à voter en faveur de cette création ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 41 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 20 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christophe BOURDIN, Mme Julie FRÊCHE.

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- 24 09 03 - PROJETS STATUTS IN MEDIO OCCITANIE

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Administration générale

Présents :

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOSSI, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Serge MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Flora LABOURIER

**Commission des Concessions - Création - Élection - Fixation des modalités de
dépôt des listes - Règlement intérieur - Approbation**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Il convient de procéder à la création d'une Commission des Concessions en application de l'article L. 1411-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

Cette commission permanente est compétente pour les procédures d'attribution des contrats de concession définis à l'article L. 1121-1 du Code de la commande publique, à l'exception des contrats de délégation de service public (dont la compétence relève de la Commission de Délégation de Service Public). Elle est chargée :

- D'analyser les dossiers de candidatures et de dresser la liste des candidats admis à présenter une offre ;
- D'émettre un avis sur les offres initiales.
- Cette commission est par ailleurs saisie pour avis sur tout projet d'avenant augmentant de plus de 5 % lesdites concessions.

Conformément aux dispositions de l'article L.1411-5 du CGCT, la Commission des Concessions est composée :

- De l'autorité habilitée à signer la concession, le Maire ou son représentant, en tant que président de la Commission ;
- De cinq membres titulaires et de cinq membres suppléants ;
- Lorsqu'ils y sont invités par le président de la commission, le comptable de la collectivité et un représentant du ministre en charge de la concurrence, avec voix consultative.

Les cinq membres titulaires et les cinq membres suppléants de chaque commission doivent être élus en son sein par l'assemblée délibérante, au scrutin secret de liste, suivant le système de la représentation proportionnelle au plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel. Ces listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires ou de suppléants à pourvoir. En cas d'égalité de restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité des suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus. Le nombre d'élus est proportionnel au nombre de voix recueillies par chacune des listes.

Dans la perspective de cette élection, prévue lors de la prochaine séance du Conseil municipal, il est proposé, en application de l'article D. 1411-5 du CGCT, de fixer les conditions de dépôt des listes, pour l'élection de la Commission des concessions comme suit :

- La liste établie doit être déposée contre récépissé ou parvenir par courrier avec accusé de réception au Service Assemblées et Vie des Institutions de la Ville de Montpellier ;
- La date limite de dépôt/réception est fixée au 25 novembre 2024 à 17h00 ;
- La liste doit parvenir sous enveloppe cachetée portant la mention « *Election de la Commission des Concessions* » ;
- La liste établie ne peut comprendre que des noms de conseillers titulaires au sein du Conseil y compris pour les membres suppléants.

Par ailleurs, par délibération n° V2020-072 du 30 juillet 2020, le Conseil municipal a approuvé le règlement intérieur de la Commission d'Appel d'Offres (CAO) et de la Commission de Délégation de Service public (CDSP). Ce règlement a pour objet d'une part, de rappeler les règles applicables à la composition et la compétence de ces commissions et, d'autre part, d'en fixer les règles de fonctionnement. Il est modifié afin d'intégrer les règles applicables à la Commission des Concessions (CC).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la création d'une Commission des Concessions permanente au sein de la Ville de Montpellier ;
- D'approuver les conditions de dépôt des listes telles que définies ci-dessus ;
- D'approuver les termes du nouveau règlement intérieur de la Commission d'Appel d'Offres (CAO), Commission de Délégation de Service public (CDSP) et Commission des Concessions (CC) ;
- D'autoriser le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Modif Règlement intérieur CAO CDSP VILLE

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-280705-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du mardi 15 octobre 2024

L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Administration générale

Présents :

Tasnine AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Serge MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Flora LABOURIER

Représentations du Conseil municipal - Désignations - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Par délibération, il convient de désigner les représentants de la Ville de Montpellier au sein de différentes instances internes et organismes extérieurs.

Monsieur le Maire propose de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

Aucune autre candidature n'est proposée.

Ont été élus :

Organismes	Représentations
Commission permanente de suivi de la source du Lez	Monsieur Bruno PATERNOT En remplacement de Madame Fanny DOMBRE-COSTE
Réseau français des villes éducatrices Bureau et assemblée générale	Madame Véronique BRUNET En remplacement de Madame Fanny DOMBRE-COSTE

Les désignations prennent effet immédiatement.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider à l'unanimité de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;
- D'approuver les désignations des représentants de la Ville de Montpellier au sein des instances internes et d'organismes extérieurs, et de les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 48 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 13 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

Mme Véronique BRUNET, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, M. Bruno PATERNOT.

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-281184-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Culture et culture
scientifique**

Présents :

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Serge MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Flora LABOURIER, Coralie MANTION, Catherine RIBOT

**Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Culture" - Exercice
2024 - Réaffectation de subventions 2023 - Approbation - Autorisation de
signature**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets dans le domaine de la Culture et de la culture scientifique, il y a lieu de leur allouer des subventions selon le tableau ci-dessous :

THEMATIQUE : CULTURE / INVESTISSEMENT				
N° de dossier	Nom de la structure	Thématique	Objet de l'investissement	Montant
00005260	ALDEBARAN	(Ville) Culture - Arts	Outils informatiques et numériques	1 500 €
00005308	ASSOCIATION LINE UP		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	15 000 €
00005375	MONTPELLIER CONTEMPORAIN MOCO		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	50 000 €
00002665	ASSOCIATION MONTPELLIER CONTACTS-RADIO CLAPAS MONTPELLIER	(Ville) Culture - Cinéma Audiovisuel Industries Créatives	Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	4 000 €
00004731	STUDIO FISH		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	4 000 €
00005332	ASSOCIATION POUR LE DÉVELOPPEMENT D'UN OUTIL RADIOPHONIQUE ÉTUDIANT MONTPELLIER (ADOREM) À		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	2 900 €
00005258	INSTANT SCIENCE	(Ville) Culture - Culture Scientifique	Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	5 000 €
00003285	ASS ALLONS ENFANTS Z	(Ville) Culture - Danse	Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	15 000 €
00005229	ASSOCIATION CHICANES		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	600 €
00005280	GOLDEN HANDS		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	2 300 €
00005274	GROUPE NOCES DANSE IMAGES		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	7 000 €
00002922	LA MENTIRA		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	900 €
00005337	LA SOIF COMPAGNIE		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	2 500 €
00005284	MAIASTRA		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	800 €
00005297	ASSOCIATION MARIE-LOUISE BOUILLONNE		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure y compris informatique	3 500 €
00005327	R&R		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	1 100 €

00005312	MOTIFS D'ÉVASION	(Ville) Culture - Livre Lecture Publique	Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	4 300 €
00005298	ASSOCIATION COLLECTIF KOA	(Ville) Culture - Musique	Outils informatiques et numériques	900 €
00003457	ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DES MIXITES ARTISTIQUES ET SOCIALES ET DES SOLIDARITES	(Ville) Culture - Pluridisciplinaire	Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	2 000 €
00005293	JAM JAZZ ACTION	(Ville) Culture - Musique	Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	31 000 €
00005245	KLUB KLAMAUK		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	800 €
00005289	L'OREILLE ELECTRIQUE		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	3 000 €
00003092	L'OREILLE TENDRE		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	2 400 €
00005319	LINGE & SONS		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	5 000 €
00003607	PIC & COLEGRAM		Outils informatiques et numériques	800 €
00005331	RANK'ART		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	1 400 €
00005270	RAP ACADEMIE		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	3 000 €
00005335	NO NEED NAME		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	1 600 €
00005271	STUDIO AMTP		Outils informatiques et numériques	2 100 €
00005227	ASS DES PENITENTS BLANCS	(Ville) Culture - Patrimoine, archives, archéologie	Travaux de restauration d'œuvres, de patrimoine immobilier ou mobilier	25 000 €
00005282	CENTRE INTERNATIONAL DE MUSIQUES MEDIEVALES, DU CIEL AUX MARGES		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	7 100 €
00005226	D'HIER A DEMAIN, FREDERIC BAZILLE		Travaux de restauration d'œuvres, de patrimoine immobilier ou mobilier	7 000 €
00005305	GLASSBOX-SUD	(Ville) Culture - Arts	Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	6 500 €
00005273	PAPELART	(Ville) Culture – Pluri-disciplinaire	Outils informatiques et numériques	3 000 €
00005278	RAVIV MONTPELLIER METROPOLE		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	4 500 €
00005318	ACETONE	(Ville) Culture - Théâtre	Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	3 000 €
00005336	ASSOCIATION ADESSO E SEMPRE		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	3 900 €
00005286	BRAQUAGE SONORE & CIE		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	3 500 €
00005315	COLLECTIF LA VERMINE		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	3 750 €
00004308	COLLECTIF PLEIN VENT		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	5 000 €

00004068	COMPAGNIE ALEGRIA KRYPTONITE		Outils informatiques et numériques	1 500 €
00005306	COMPAGNIE COLLECTIVE PASSER PAR LES HAUTEURS		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	3 000 €
00005321	COMPAGNIE DE L'ASTROLABE		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	4 400 €
00003856	COMPAGNIE MOUSTACHE		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	3 200 €
00005316	COMPAGNIE SANS BLAGUE		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure y compris informatique	1 800 €
00005255	COMPAGNIE TIRE PAS LA NAPPE		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	4 300 €
00005292	CREATURE.S CREATRICE.S		Outils informatiques et numériques	1 500 €
00005317	DE TOUTES PIECES		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	2 000 €
00005326	L'ATELLINE		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure y compris informatique	6 000 €
00005299	LA COMPAGNIE DU PETIT COTE		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	3 500 €
00005296	LA MAISON THEATRE		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure y compris informatique	3 500 €
00005330	LA RAFFINERIE		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure y compris informatique	4 500 €
00005329	LA VISTA. THEATRE DE MEDITERRANEE		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure y compris informatique	2 900 €
00005257	LA ZELEE		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	3 500 €
00005341	LE CRI DEVOT		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure y compris informatique	3 000 €
00004658	MAGMA COLLECTIF		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	4 800 €
00003726	MECANIKA		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	6 000 €
00005287	THEATRE DE LA REMISE		Outils informatiques et numériques	1 500 €
00005279	TRAVERSANT 3 - EQUIPE DE CREATION ARTISTIQUE		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	6 000 €
Artistes			Objet de l'investissement	Montant
SALA ADRIEN [SALAMECH]			Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	600 €
MOISSET ALICE			Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	1 300 €
BELLA BAH			Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	5 400 €
TIZIEN CORINNE			Outils informatiques et numériques	1 500 €

LACHEROY DAVID	Outils informatiques et numériques	1 500 €
NOTO FRANCK	Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	2 600 €
HANSMANN SYLVIA	Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure y compris informatique	1 500 €
CILAS LEO [ASTO]	Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure y compris informatique	1 500 €
CHASTAGNER LEONORE	Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	3 800 €
LUCAS MATHIEU	Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	2 300 €
FUENTES OLGA [O.VINGT]	Outils informatiques et numériques	1 500 €
QUENTIN DUMONTIER [QUENTIN DMR]	Outils informatiques et numériques	1 500 €
SOULAIROL TANGUY [CAHUATE MILK]	Outils informatiques et numériques	1 500 €
TOTAL CULTURE INVESTISSEMENT		340 050 €

THEMATIQUE : CULTURE / FONCTIONNEMENT				
N° de dossier	Nom de la structure	Thématique	Nature de la subvention	Montant
00002495	ALIBI	(Ville) Culture - Arts	Fonctionnement	800 €
00003755	LE CAMESCOPE APPRIVOISE, ASSOCIATION DE VIDEASTES AMATEURS MONTPELLIERAINS	(Ville) Culture - Cinéma Audiovisuel Industries Créatives	Fonctionnement	800 €
00005133	ASSOCIATION RCF MAGUELONE HERAULT		Fonctionnement	8 000 €
00005102	ENSEMBLE CHORAL UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER	(Ville) Culture - Musique	Projet : POP CultureS	2 500 €
00003730	NADALENCA CHŒUR D'OC		Fonctionnement	1 000 €
00004584	LE BAO	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	1 000 €
00005481	PATRICK GEDDES France	(Ville) Culture - Culture Scientifique	Projet : 100 ans d'existence du Collège des Ecosais fondé par Patrick Geddes en 1924	1 500 €
TOTAL CULTURE FONCTIONNEMENT				15 600 €

A la suite à l'annulation du projet *Battle of the Year* en 2023, porté par l'association Attitude (dossier 00001817), pour lequel la Ville de Montpellier avait attribué une subvention de 20 000 € (délibération n° V2023-117), il est proposé que l'acompte de 14 000 € versé à ce titre en 2023, soit maintenu et transformé en fonctionnement.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions d'attribution ou lettres d'engagement le cas échéant ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ou lettres d'engagement type ;
- D'approuver le maintien et la transformation en fonctionnement de l'acompte versé en 2023 à l'association Attitude, d'un montant de 14 000 € pour le projet annulé Battle of The Year ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à ces affaires.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 12 voix

M. Boris BELLANGER, Mme Véronique BRUNET, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Caroline DUFOIX, Mme Stéphanie JANNIN, Mme Isabelle MARSALA, Mme Fatma NAKIB, M. Bruno PATERNOT, Mme Agnès ROBIN, Mme Célia SERRANO, M. François VASQUEZ.

Fait à Montpellier, le 18 octobre 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention investissement_VILLE 2024
- Convention Fonctionnement 2024 Ville
- Lettre d'engagement 2024 Ville

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-279038-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024**

L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Résorption de l'habitat indigne, Economie sociale et solidaire

Présents :

Taslime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Serge MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Flora LABOURIER, Coralie MANTION, Catherine RIBOT

Attribution de subvention dans le cadre de la thématique "Habitat" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier œuvre en matière de santé publique et de lutte contre l'habitat indigne. Dans le cadre de cette stratégie, il a été acté de développer les projets relatifs à l'amélioration des conditions de vie.

L'Association pour la diffusion de la médecine de prévention (ADIMEP) a pour objet d'améliorer les conditions de vie des personnes dites en situation d'incurie ou atteinte du syndrome de Diogène, en proposant une évaluation de l'état de santé et un accompagnement par un professionnel de santé, et en aidant ce public à se réapproprier un logement exempt de risque sanitaire pour eux-mêmes et le voisinage.

En effet, la Ville de Montpellier, qui intervient à la suite des signalements de logements insalubres ou dangereux, fait le constat d'un certain nombre de personnes en situation préoccupante, souvent isolées et exposées à des risques importants. Leur prise en charge, complexe, relève à la fois du domaine médical et social. Un accompagnement global et dans la durée par un professionnel de santé peut permettre d'obtenir une évolution favorable et d'éviter le recours à des procédures coercitives issues des polices de l'habitat.

Pour permettre à l'ADIMEP d'accompagner la Collectivité en matière de santé publique et de lutte contre l'habitat indigne, il y a lieu de lui allouer une subvention selon le tableau ci-dessous :

THEMATIQUE : SANTE PUBLIQUE LUTTE CONTRE LES SITUATIONS D'INCURIE ET L'HABITAT INDIGNE			
STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	MONTANT ATTRIBUE
ADIMEP	00005510	Dispositif d'accompagnement médicale et sociale des situations d'incurie	15 000 €
TOTAL			15 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de la signature de la convention d'attribution, le cas échant ;
- D'approuver les termes de la convention d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention ADIME Ville MTP v6.9.24

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-278344-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du mardi 15 octobre 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Politique alimentaire et agriculture urbaine

Présents :

Taslime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Serge MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Flora LABOURIER, Coralie MANTION, Catherine RIBOT

Attribution de subventions dans le cadre des thématiques "Politique Alimentaire" et "Écologie urbaine" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Madame Marie MASSART, Adjointe au Maire, rapporte :

Dans le cadre du projet de la Cité de l'Alimentation, la Politique Alimentaire et de l'Agriculture urbaine de la Ville de Montpellier continue à œuvrer pour renforcer la démocratie alimentaire dans la Ville et un accès digne à toutes et tous à une alimentation saine, de qualité et choisie, en :

- Développant des tiers-lieux "*Maisons de l'Alimentation Solidaire*" dans la ville, en lien avec le collectif Territoires à VivreS qui porte l'expérimentation d'une caisse alimentaire commune, et en soutenant les associations y prenant part ou déployant d'autres actions d'alimentation solidaire ;
- Rendant accessible une alimentation durable au plus grand nombre en associant l'ensemble des parties prenantes (citoyens « *consomm'acteurs* », producteurs, etc.) ;
- Travaillant sur la modification profonde des comportements alimentaires et en sensibilisant à l'alimentation durable ;
- Contribuant à développer et structurer des filières d'approvisionnement alimentaire de proximité et de qualité au bénéfice de la production locale et de l'agriculture urbaine.

Le dynamisme des associations montpelliéraines œuvrant pour développer de nouvelles formes de solidarité alimentaire plus inclusives et citoyennes, et contribuant à développer une agriculture urbaine durable et résiliente, est un moteur essentiel pour atteindre ces objectifs.

Pour aider ces associations partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets dans le domaine de l'alimentation solidaire et de l'agriculture urbaine en 2024, il y a lieu de leur allouer des subventions selon le tableau ci-dessous :

THEMATIQUE : POLITIQUE ALIMENTAIRE			
STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	MONTANT ATTRIBUE
Action Alimentation Positive	00004075	Projet : Opticourses. Un programme de prévention de la santé pour réaliser des achats alimentaires équilibrés et plus durables, sans dépenser plus.	2 200 €
TOTAL			2 200 €

THEMATIQUE : ECOLOGIE URBAINE			
STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	MONTANT ATTRIBUE
Institut Méditerranéen d'étude d'ingénierie et de formation	00005376	Projet : Développer le pouvoir d'agir des apprenantes pour leur émancipation alimentaire, sanitaire	1 000 €
Les Jardiniers du Rieucoulon		Projet : Organiser à nouveau les Equinoxiales	500 €
TOTAL			1 500 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de la signature des lettres d'engagement ou des conventions d'attribution le cas échéant ;
- D'approuver les termes des lettres d'engagement et des conventions d'attribution type ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement type 2024 Ville

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-278967-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du mardi 15 octobre 2024

L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Relations internationales

Présents :

Taslime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Serge MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Flora LABOURIER, Coralie MANTION, Catherine RIBOT

Attribution de subventions dans la thématique "Relations Internationales" - Exercice 2024 - Conventions - Approbation - Autorisation de signature

Madame Clare HART, Conseillère municipale, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année, la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets en matière de relations internationales, il y a lieu de leur allouer des subventions selon le tableau ci-dessous :

Nom de la Structure	N° de dossier	Nature de la demande	Montant attribué
AMICALE ARMENIENNE DE MONTPELLIER ET SA REGION	00004631	Projet : 80 ^{ème} anniversaire de l'exécution des résistants du groupe MANOUCHIAN et des manifestations nationales autour de l'entrée au Panthéon de Missak et Melinée MANOUCHIAN	700 €
SCIC TROPISME	00005344	PROJET : GLOBAL CAMEROUN	10 000 €
TOTAL			10 700 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation de subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de la signature de la convention d'attribution et de la lettre d'engagement ;
- D'approuver les termes de la convention d'attribution et de la lettre d'engagement ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

Mme Fatma NAKIB, M. Bruno PATERNOT, Mme Célia SERRANO, M. François VASQUEZ.

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement 2024 Ville
- Convention Projet 2024 Ville

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-276276-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du mardi 15 octobre 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ville éducative et réussite scolaire

Présents :

Tasnine AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Serge MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Flora LABOURIER, Coralie MANTION, Catherine RIBOT

Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Réussite éducative" - Exercice 2024 - Conventions - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets dans le domaine de la Réussite Educative, il y a lieu de leur allouer des subventions selon le tableaux ci-dessous :

THEMATIQUE: REUSSITE EDUCATIVE			
STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	MONTANT ATTRIBUE
Office central coopération école	00003414	Fonctionnement : Assurance scolaire	5 263 €
Halte pouce	00003399	Projet : Soutenir l'inclusion dans les accueils collectifs	10 000 €
Echecs club Montpellier	00004607	Projet : Tournoi d'Echec	4 000 €
TOTAL			19 263 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de la signature d'une convention d'attribution ou lettre d'engagement ;
- D'approuver les termes des convention d'attribution ou lettre d'engagement ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- LE type (002)
- VILLE - Convention Fonctionnement 2024
- VILLE - Convention Projet 2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-278196-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024**

L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Résorption de l'habitat indigne, Economie sociale et solidaire

Présents :

Taslime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Serge MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Flora LABOURIER, Coralie MANTION, Catherine RIBOT

Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Social" - Exercice 2024 - Convention - Approbation - Autorisation de signature

Madame Caroline DUFOIX, Conseillère municipale, rapporte :

Le Conseil municipal du 5 juin 2023 a approuvé une convention fixant une stratégie de résorption des bidonvilles. Dans le cadre de cette stratégie, il a été acté de développer des projets dans les bidonvilles permettant d'améliorer les conditions de vie des habitants, et particulièrement leur permettre l'accès à l'eau potable, comme l'impose la Directive européenne « *Eau potable* » 2020/2184 de décembre 2020 sur l'accès à l'eau potable des populations vulnérables et marginalisées qui a été transposée en droit français par une ordonnance du 22 décembre 2022 et un décret d'application relatif à l'amélioration des conditions d'accès à tous à l'eau destinée à la consommation humaine.

L'association Solidarités International, spécialisée dans les projets d'accès à l'eau des campements, bidonvilles et autres lieux d'habitat précaire, a réalisé un diagnostic en 2023 dans les bidonvilles de Montpellier, afin d'étudier les faisabilités de mise en accès à l'eau. Pour permettre à Solidarités International d'accompagner la Collectivité dans l'application du nouveau cadre législatif et de permettre la mise en œuvre progressive de projets en lien avec les habitants des bidonvilles et les associations les accompagnant, il y a lieu de lui allouer une subvention selon le tableau ci-dessous :

THEMATIQUE : SOCIAL, RESORPTION DES BIDONVILLES			
STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	MONTANT ATTRIBUE
Solidarités International	00005128	Dispositif d'accès à l'eau dans les bidonvilles de Montpellier	20 000 €
TOTAL			20 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de la signature de la convention d'attribution ;
- D'approuver les termes de la convention d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 18 octobre 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- OK_MODELE_VILLE_23072024 (20) Solidarités internationale - 20 000 €

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-277936-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Jeunesse

Présents :

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Serge MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Flora LABOURIER, Coralie MANTION, Catherine RIBOT

**Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Jeunesse" - Exercice
2024 - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Véronique BRUNET, Première Adjointe, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de Montpellier. Chaque année, la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations à mener à bien leurs activités et leurs projets en direction des jeunes, il convient de leur allouer des subventions dont les montants sont précisés ci-dessous :

THEMATIQUE: JEUNESSE			
STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	MONTANT ATTRIBUE
PLANNING FAMILIAL	00005196	Campagne de sensibilisation sur la thématique des jeunes filles confrontées aux violences intrafamiliales et aux mariages forcés	2 000 €
AVENIR SANTE	00005373	"Los Angels de la Nuèch" : équipe mobile de prévention urbaine	4 000 €
AFEV	00004074	KAPS sur la Jeunesse	3 000 €
GENERATIONS SOLIDAIRES ET CITOYENNES	00002708	Accueil Jeunes Oxford (complément d'attribution)	2 000 €
TOTAL			11 000 €

Il convient également d'apporter la modification suivante au Conseil municipal du 11 juillet 2024 (Délib V2024-249) :

Erreur de référence dossier. L'attribution pour le dossier 00002242 à l'association Générations Solidaires et Citoyennes est annulée et remplacée par l'attribution d'une subvention du même montant pour le dossier 00002708.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions d'attribution ou lettre d'engagement le cas échéant ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ou lettres d'engagement ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Elodie BRUN-MANDON, M. Michel CALVO.

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement Avenir Santé - Ville 2024
- Lettre d'engagement GSC - Ville 2024
- Lettre d'engagement Planning Familiale - Ville 2024
- Lettre d'engagement AFEV - Ville 2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-279264-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du mardi 15 octobre 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ville fraternelle et solidaire

Présents :

Taslime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Serge MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Flora LABOURIER, Coralie MANTION, Catherine RIBOT

Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Lutte contre les exclusions" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michel CALVO, Adjoint au Maire, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble et à cette fin la Ville de Montpellier soutient chaque année l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

THEMATIQUE: LUTTE CONTRE LES EXCLUSIONS			
Aide alimentaire et lutte contre la pauvreté			
STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE	MONTANT ATTRIBUE
LA PORTE OUVERTE EPSO	5470	Projet : ESS 2024	5 000 €
SOCIETE SAINT VINCENT DE PAUL	5322	Projet : ESS 2024	5 000 €
CROIX ROUGE CHU	5468	Projet : Habitat intercalaire 2024	70 000 €
CROIX ROUGE	5352	Fonctionnement	10 000 €
ADAGES	5469	Projet : Habitat intercalaire 2024	70 000 €

ORDRE DE MALTE	4417	Fonctionnement	4 000 €
AFEP	3744	Fonctionnement	2 500 €
ESPERANCE FRATERNITE	3763	Fonctionnement	3 500 €
APAJ	5590	Projet : Territoire Zéro Non recours	58 000 €
GAMMES	4024	Fonctionnement	10 000 €
TOTAL			238 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions d'attribution ou lettres d'engagement le cas échéant ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ou lettres d'engagement type ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Luc ALBERNHE, Mme Emilie CABELLO, M. Jacques DOMERGUE.

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CONVENTION PROJET 2024
- Convention Fonctionnement 2024
- CHARTE LAÏCITE
- Lettre d'engagement Type subvention 2024

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du mardi 15 octobre 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ville fraternelle et solidaire

Présents :

Tasnine AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Serge MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Flora LABOURIER

Attribution de subventions dans le cadre des thématiques "Cohésion sociale", "Accessibilité universelle", "Lutte contre les discriminations" et "Vie associative" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble et qu'à cette fin la Ville de Montpellier soutient chaque année l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

THEMATIQUE : COHESION SOCIALE			
STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	MONTANT ATTRIBUE
Centre accompagnement de parcours adultes et jeunes (APAJ)	00003904	Renouvellement d'un projet Médiation sociale quartiers Marels et Montaubérou	8 000 €
TOTAL			8 000 €

THEMATIQUE : ACCESSIBILITE UNIVERSELLE			
STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	MONTANT ATTRIBUE
Chemin pour l'Emploi en milieu ordinaire des personnes avec trisomie 21 ou autre déficiences intellectuelles	00003505	Fonctionnement	3 000 €
APSH 34	00003721	Projet Handi'Job	2 000 €
	00003890	Fonctionnement	3 000 €
Cie L'amorce	00004539	Projet Atelier Langue des signe	680 €
TOTAL			8 680 €

THEMATIQUE : LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS			
STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	MONTANT ATTRIBUE
Comité local du MRAP de Montpellier	00003728	Fonctionnement	500 €
TOTAL			500 €

THEMATIQUE : VIE ASSOCIATIVE			
NOM DE LA STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	MONTANT ATTRIBUE
Comité de quartier Les amoureux de Candolle	00003297	Fonctionnement	1 000 €
	00003329	Projet : Jardins partagés	200 €
	00003321	Projet : Fête zic et puces	500 €
Comité de quartier des Cévennes et environs	00002828	Fonctionnement	1 000 €
	00002892	Projets :Ateliers informatiques, fête familiale des Cévennes, carnaval etc	300 €
TOTAL			3 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'affecter les subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement ou des conventions d'attribution ;
- D'approuver les termes des lettres d'engagement et conventions ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Bruno PATERNOT.

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Fonctionnement 2024
- VILLE - Convention Projet 2024
- VILLE - Lettre d'engagement 2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-278140-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du mardi 15 octobre 2024

L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, **Michaël DELAFOSSE**.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Santé, Prévention et Lutte contre les addictions

Présents :

Tasnine AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOSSI, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Serge MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Flora LABOURIER

Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Santé" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble et à cette fin la Ville de Montpellier soutient chaque année l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

THEMATIQUE : SANTE			
NOM DE LA STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	MONTANT ATTRIBUE
Association de santé pluri-professionnelle implantée aux Cévennes	00004622	Projet « Médiation santé »	5 000 €
France Dépression	00003233	Projet « Semaine d'information en santé mentale »	1 500 €
MIAM	00004661	Projet « Prévention santé nutrition, tout public, dans	1 500 €

		les quartiers politiques de la ville »	
		Projet : « Actions de sensibilisation à l'équilibre alimentaire en « aller vers » avec la Ma.P de la ville de Montpellier dans 5 QPV » (Appel à projets PNNS)	3 500 €
EPGV	005136	Projet « Programme d'activités physiques adaptées pour personnes diabétiques ou en surpoids » (Appel à projets PNNS)	3 500 €
AIDES Montpellier	00005420	Investissement « Travaux de mise aux normes PMR et de modernisation de l'ascenseur du centre de santé Le Spot »	10 000 €
TOTAL			25 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions d'attribution ou lettres d'engagement le cas échéant ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ou lettres d'engagement type ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Tasnime AKBARALY, Mme Elodie BRUN-MANDON.

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Projet 2024 Ville
- CHARTE_LAÏCITE_2024
- Convention Fonctionnement 2024 Ville
- Modèle courrier Ville
- VILLE - Lettre d'engagement 2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-279381-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du mardi 15 octobre 2024

L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

Nature en ville et biodiversité

Présents :

Tasnine AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Serge MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Flora LABOURIER

Attribution de subvention dans le cadre de la thématique "Nature en ville" à l'association Salon de l'Écologie - Exercice 2024 - Convention - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Stéphane JOUAULT, Adjoint au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier, située au sein du bassin méditerranéen, considéré comme l'un des « 35 hotspots mondiaux de biodiversité », abrite une biodiversité particulièrement riche. La protection de cette biodiversité implique une bonne connaissance des dynamiques de la biodiversité sur les territoires et une adaptation des pratiques d'aménagement et de gestion.

Consciente de ces enjeux, la Ville de Montpellier est engagée dans une gestion écologique de tous ses espaces verts et naturels et mène de nombreuses actions en faveur de la biodiversité : amélioration de la connaissance, des pratiques de gestion et de la sensibilisation du public. Cet engagement se traduit par une volonté d'actions quotidiennes auprès des populations permettant de soutenir la biodiversité du territoire. Le Comité Arbre, le dispositif Montpellier Main Verte répondent entre autres à cet objectif de protection de la biodiversité.

Montpellier est reconnue comme un haut lieu de l'écologie française et internationale. C'est l'un des grands pôles mondiaux de recherche et de gestion en biodiversité par la présence de nombreux laboratoires d'excellence en écologie. La Ville de Montpellier, à travers notamment un partenariat avec le Centre d'Ecologie Evolutive et Fonctionnelle (CEFE) depuis 2021 et la convention cadre de partenariat 2023 entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et 11 établissements de recherche dans le domaine de la santé, s'associe pleinement à cette dynamique.

L'Association Salon de l'Ecologie est une association régie par la loi 1901. Elle organise à Montpellier le Salon de l'Ecologie, unique rendez-vous annuel de la filière professionnelle de l'écologie qui permet de réunir, de connaître et de faire connaître tous les acteurs du domaine.

Le Salon de l'Ecologie est devenu en 2022, « *AdNatura, le Salon Professionnel National de l'Ecologie et de la Biodiversité* » et a affirmé ainsi sa volonté de prendre une nouvelle dimension. En 2023, le salon Ad Natura co-organisé avec l'Office français pour la Biodiversité et de nombreux partenaires dont la Ville de Montpellier, s'est déroulé les 12 et 13 décembre au Parc des expositions, il a accueilli plus de 2 800 participants.

Cette année « *AdNatura, le Salon National des Professionnels de l'Écologie et la Biodiversité* » se tiendra les 10 et 11 décembre 2024, il est organisé par l'association Salon de l'Ecologie, en partenariat avec l'Office français de la biodiversité, la Région Occitanie, l'Agence Régionale de la Biodiversité Occitanie, la Métropole et la Ville de Montpellier, l'Université de Montpellier, et le défi Clé BiodivOc. Cette édition 2024 se tiendra dans des espaces réservés à la Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier et à l'Institut de Botanique, sur Montpellier. Un événement cette année ramené en centre-ville, qui sera idéalement desservi et accessible par tous.

La programmation proposée cette année est la suivante : un congrès scientifique et technique sur le thème de « *la recherche et la gestion de la biodiversité en temps de crises écologiques* ». Le défi clé régional BiodivOc et ses partenaires se réunissent pour proposer deux journées de réflexion et d'échanges transdisciplinaires. Avec le soutien du CNRS, de l'Université de Montpellier, du LabEx CeMEB et de la Région Occitanie.

Un Carrefour des métiers et formations : « *la filière professionnelle de l'écologie et de la biodiversité* ». L'association Salon de l'Ecologie proposera un cycle de tables rondes, traitant chacune d'un secteur professionnel et faisant l'actualité des opportunités professionnelles et des besoins en compétences/formations associées aux niveaux techniciens, ingénieurs, chercheurs et cadres. De plus, elles mettront en avant les évolutions à venir en lien avec les grands enjeux de la transition écologique (climat, biodiversité, pollution mondiale, ressources naturelles et biologiques, inégalité sociale, économie circulaire et durable...).

La partie « *forum* » du Salon avec les stands des acteurs du secteur n'est pas maintenue pour l'édition 2024.

Dans la continuité du soutien accordé en 2022 et en 2023 la Ville de Montpellier souhaite cette année soutenir à nouveau l'évènement « *AdNatura, le Salon Professionnel National de l'Ecologie et de la Biodiversité* ». L'association Salon de l'Ecologie a fait une demande de subvention à la Ville de Montpellier de 30 000 € pour la réalisation de « *AdNatura, le Salon Professionnel National de l'Ecologie et de la Biodiversité* » en 2024. En contrepartie, l'Association s'engage à prévoir des temps d'interventions lors des conférences/tables rondes/ateliers, afin de présenter les actions menées par la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole dans le champ de la biodiversité.

La Ville de Montpellier souhaite apporter son soutien à l'organisation du Salon AdNatura par la signature d'une convention d'attribution d'une subvention de 30 000 € à l'association Salon de l'Ecologie et en réalisant un relai sur la communication autour de l'évènement sur le site internet de la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention d'attribution de subvention entre la Ville de Montpellier et l'Association Salon de l'Ecologie ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- 274352_Convention subvention Salon de lecologie Ville MTP 2024version sept

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-279825-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du mardi 15 octobre 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ville sportive

Présents :

Tasnine AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOSSI, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Serge MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Flora LABOURIER

Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Sports" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier souhaite soutenir l'action et les initiatives citoyennes qui concrétisent les valeurs du partage, et qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire dans le domaine du sport. Pour aider les associations à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous :

THEMATIQUE : SPORTS			
STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	MONTANT ATTRIBUE
ENERGIE PAILLADE	00003852	Fonctionnement	1 000 €
TOTAL			1 000 €
THEMATIQUE : PARTENARIAT SPORTS			
STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	MONTANT ATTRIBUE
BOWLING CLUB OCCITAN	00003658	Projet : stage de bowling – Vacances scolaires	3 000 €
TOTAL			3 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des conventions d'attribution et des lettres d'engagement ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution et des lettres d'engagement ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Clara GIMENEZ, M. Hervé MARTIN.

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Fonctionnement 2024 Ville
- Lettre d'engagement 2024 Ville

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-279295-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Serge MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Flora LABOURIER

**Organismes extérieurs - Société Anonyme d'Economie Mixte Locale
MONTPELLIER EVENTS - Rapport Annuel de l'Administrateur (RAA) -
Exercice 2023 - Approbation**

Monsieur Roger-Yannick CHARTIER, Adjoint au Maire, rapporte :

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux Sociétés Anonyme d'Economie Mixte Locales et dans le cadre de l'exercice de leur mandat, les représentants de la Collectivité présentent le compte rendu des activités de la SAEML MONTPELLIER EVENTS au cours de l'exercice 2023.

Par délibération n°V2020-076 du Conseil en date du 30 juillet 2020, la ville de Montpellier a désigné Monsieur Roger-Yannick CHARTIER pour la représenter au sein du Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales de la Société Anonyme d'Economie Mixte Locale MONTPELLIER EVENTS, aux côtés de Madame Célia SERRANO. Par délibération n°V2024-240 du Conseil en date du 11 juillet 2024, Michel ASLANIAN remplace Madame SERRANO.

Au 31 décembre 2023, le capital de la société inchangé, s'élève à hauteur de 15 833 230 €.

La Ville de Montpellier reste actionnaire à hauteur de 9,29% du capital aux côtés notamment de Montpellier Méditerranée Métropole (35,54%), de la Région Occitanie (37,65%), du Département de l'Hérault (1,15%) et des actionnaires privés (16,37%).

La Ville de Montpellier détient 2 sièges sur 18 au Conseil d'Administration.

Au cours de l'exercice 2023, le Conseil d'Administration s'est réuni à deux reprises les 7 mars et 30 mai 2023. L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires s'est réunie le 21 juin 2023 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2022.

La SA EML MONTPELLIER EVENTS exploite le Corum-Palais des Congrès-Opéra et le Zénith Sud appartenant à Montpellier Méditerranée Métropole sous contrat de Délégation de Service Public (DSP) pour une durée de 8 ans, du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2027. Le contrat de DSP inclus le parking du Corum dont la SPL TaM est subdélégataire.

La société est représentée par son Président, Cyril MEUNIER, et sa Directrice Générale, Sandra VERNIER. L'effectif au 31 décembre 2023 de la société est de 57 salariés (dont 4 contrats d'apprentissage) et un mandataire social.

Les deux sites d'exploitation Corum-Palais des Congrès-Opéra et Zénith Sud affichent un nombre de manifestations en baisse passant de 367 manifestations à 330 en 2023 (-10%). La fréquentation est également en baisse de 10.6%, avec 346 243 participants.

Pour rappel l'activité 2022 avait été marquée par une forte reprise et avait bénéficié de l'effet report de plusieurs manifestations.

Une analyse par marché donne les comparatifs suivants :

- Le marché du MICE (Meeting Incentive Congress and Events) regroupe les congrès (en baisse avec 79 événements) ; le corporate, qui lui a connu un accroissement avec 31 événements ; et 9 salons accueillis soit un total de 124 manifestations (133 manifestations en 2022 soit -6,77%) pour 80 586 participants (105 439 participants en 2022 soit -23,57%).
- Le marché des spectacles a repris fin d'année 2021 après une longue période d'arrêt et s'est traduit par une forte activité en 2022 avec 112 événements produits. L'année 2023 a progressé avec 116 spectacles dont 76 au Corum, record historique, mais seulement 40 spectacles ont été réalisés au Zénith Sud.
- Le pôle culture lié aux associations culturelles (Opéra Orchestre National de Montpellier Occitanie (OONMO), Festival Radio France, Montpellier Danse et CINEMED) a regroupé 90 événements.

Parmi les événements accueillis sur l'année 2023, on pourra citer les quelques manifestations suivantes :

- Congrès : Les « Rencontres Nationales de l'Ingénierie », « l'International Meeting on Organic Geochemistry Imog » et le « Congrès du Bâtiment Durable » ;
- Salons : Ob'Art, Festival du jeu de Montpellier, Salon de l'immobilier, Salon des Grandes Ecoles ;
- Spectacles au Corum : Roman Frayssinet, Seb Melia, Arthur H, Asaf Avidan, Lac des Cygnes, Shen Yun, Festival International de magie ;
- Spectacles au Zénith : Ibrahim Malouf, Slimane, Holiday on Ice, Disney 100 ans, Yung Fest 2023, Ines Reg, Maxime Gesteuil, Kev Adams ;

Pour l'activité des deux sites, le chiffre d'affaires s'établit à 12 140 K €. Néanmoins, il intègre les 136 K € de frais de convention intra groupe avec Toulouse Congrès. Soit pour être comparable avec 2022, le chiffre d'affaires corrigé s'élève à 12 003 K € en 2023 contre 12 724 K € en 2022. On remarque donc une baisse de 5,67 % du chiffre d'affaires.

Le chiffre d'affaires se répartit de la façon suivante :

- 89,5 % pour le Corum, en baisse de 7,6 % avec 10 520 K € ;
- 10,5 % pour le Zénith Sud, en progression de 11 % avec 1 484 K €.

Le total des produits d'exploitation s'élève à 12,331 K€ (contre 13,342 K € en 2022, soit -7,6 %) pour un total de charges d'exploitation à 11 923 K € (contre 12 127 K € en 2022, soit -1,7 %).

Les charges variables ont baissé en lien avec l'activité, cependant les charges liées aux fluides ont augmenté

en 2023, en lien avec l'augmentation du prix de l'énergie (+ 536 K €).

Les redevances versées à la Métropole, dans le cadre de la délégation de service public, s'élèvent à 643 K € contre 1 222 K € en 2022.

Le résultat d'exploitation s'établit donc à 408 K € contre 1 216 K € en 2022.

Les capitaux propres de la société ont augmenté en évoluant de 16 714 K € en 2022, à 17 570 K € en 2023, pour un capital de 15 833 K €, améliorant progressivement la situation financière.

Conformément à l'accord d'entreprise de 2011, la participation des salariés s'est élevée à 270 K€ (348 K € en 2022).

Le résultat de la société pour l'exercice 2023 est positif à hauteur de 856 K €, à comparer à 1 102 K € en 2022. Le décalage du programme d'investissements et donc la charge d'amortissement de la société, en lien avec la pandémie, permet notamment l'affichage de ce bénéfice.

Par ailleurs, en terme d'obligation d'entretien et de réparation la provision annuelle a été constituée pour 391 K € conformément au contrat de DSP. Le montant des dépenses s'élève à 2 M € depuis le début de la DSP, laissant le solde du compte de renouvellement à 518 K € à fin décembre 2023.

Les investissements en biens de retour, se sont élevés à hauteur de 682 K € sur l'année 2023, soit 60 % de réalisation du programme contractuel à fin 2023.

Le dispositif de garantie congrès mis en place par la Métropole a permis une reprise des manifestations avec un soutien et une incitation au report. En 2023, 14 congrès ont bénéficié du dispositif pour un montant d'aide apporté par la Métropole de 95 K €. En cumulé, ce dispositif sur 2021 à 2023 a permis d'apporter un soutien à hauteur de 275 K € à 42 congrès.

Les activités de la société Montpellier Events se sont étendues au cours de l'année 2023 avec la création d'une filiale « Toulouse Congrès » pour gérer et exploiter le centre de Congrès Pierre Baudis et les espaces Vanel à Toulouse.

L'année 2024 est prévue avec une activité similaire à 2023 cependant les charges d'amortissement impactent plus fortement le résultat.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De pendre acte du rapport annuel de l'administrateur de la société MONTPELLIER EVENTS pour l'exercice 2023 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- 2023 RAA SAEML ME VD

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-278596-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Tasnine AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Serge MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Flora LABOURIER

**Organismes extérieurs - Société Publique Locale SA3M- Rapport Annuel de
l'Administrateur (RAA) - Exercice 2023 - Approbation**

Monsieur Christophe BOURDIN, Conseiller municipal, rapporte :

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales relatives aux Sociétés d'Economie Mixte Locales, et dans le cadre de l'exercice de leur mandat, les représentants de la Collectivité présentent le compte rendu des activités concernant l'exercice 2023 de la SPL SA3M.

Par délibération n°V2020-076 du Conseil en date du 30 juillet 2020, la Ville de Montpellier a désigné Monsieur Christophe BOURDIN pour la représenter au Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales de la Société Publique Locale (SPL) de la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), aux côtés de Madame Clara GIMENEZ, et Messieurs Mustapha LAOUKIRI et Boris BELLANGER au sein du Conseil d'administration.

Au 31 décembre 2023, le capital social de la SPL SA3M reste inchangé à hauteur de 1 770 000 €. La Ville de Montpellier détient 22,60 % du capital. A ce titre, elle occupe 4 sièges sur 18 au Conseil d'Administration de la société. Montpellier Méditerranée Métropole détient 50,79 % des parts, aux côtés de la Région Occitanie (10,06 %), des communes de Lattes (1,69 %), Castelnau-le-Lez (1,13 %), Baillargues, Castries, Clapiers, Cournonterral, Grabels, Jacou, Juvignac, Le Cres, Pérols, Saint Jean de Védas, Saint Georges d'Orques, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone (0,85 % chacune), et des communes de Cournonsec, Lavérune,

Prades-le-Lez et Sussargues (0,68 % chacune).

Il existe ainsi 22 actionnaires publics au sein de la structure, 5 collectivités siègent par leurs représentants au sein du Conseil d'administration, 17 collectivités sont représentées par une assemblée spéciale, et 17 censeurs participent également au Conseil d'administration.

La société est présidée par Michael DELAFOSSE représentant la Métropole de Montpellier.

La SPL SA3M, comme le groupe Altemed, est dirigé par un Directeur Général, Cédric GRAIL depuis le 15 septembre 2021.

Le Conseil d'Administration s'est réuni quatre fois en 2023 : les 06 janvier, 24 mars, 25 mai et 18 octobre. L'assemblée spéciale des actionnaires s'est réunie 4 fois également les 05 janvier, 24 mars, 25 mai et 17 octobre.

L'Assemblée générale Ordinaire s'est tenue le 22 juin 2023 afin de statuer sur les comptes de l'exercice 2022. Les comptes 2023 ont été approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 26 juin 2024.

La SPL SA3M a pour objet, exclusivement pour le compte des collectivités territoriales ou de leurs groupements actionnaires, et sur leur territoire géographique, d'apporter une offre globale de services de qualité en termes d'aménagement, d'urbanisme et d'environnement, de production et de distribution d'énergie principalement d'origine renouvelable ou de récupération, d'efficacité énergétique, de rénovation thermique du bâtiment, de développement économique, touristique et de loisirs.

En 2022, les deux entités du Groupe SERM/SA3M se sont rapprochées d'ACM Habitat par la constitution d'une société de coordination ALTEMED créé le 29 décembre 2022, au capital social de 100 000 €. ALTEMED regroupe trois entités respectivement dédiées à la production de logements sociaux, à l'aménagement et la politique énergétique sur le territoire métropolitain : ACM, SERM et SA3M.

La SA3M en est actionnaire à hauteur de 5 %, aux côtés de la SERM à hauteur de 40 %, et de ACM Habitat à hauteur de 55 %. Par nature, le résultat ALTEMED est équilibré.

Le groupe a ainsi défini un plan d'action stratégique, résilient axé sur divers objectifs tels que celui de favoriser une approche intégrée et transversale des activités immobilières, énergétiques et d'aménagement, en coordination avec d'autres bailleurs sociaux présents sur le territoire. Il s'agit de renforcer les synergies entre les 3 entités, de consolider financièrement la structure financière du groupe afin d'offrir une capacité d'intervention inédite au service du territoire, comme de développer un partenariat renforcé avec les 31 communes de la Métropole.

Au 31 décembre 2023, l'effectif de la société compte 14,8 ETP contre 13,2 ETP en 2022. La mise à disposition du personnel de la SERM travaillant pour la SPL SA3M s'élève à 49,5 ETP en 2023.

La SPL SA3M s'est attachée à poursuivre ses activités d'aménagement, d'urbanisme d'environnement, et de développement économique pour le compte de ses actionnaires en 2023.

Le résultat net global à la clôture de l'exercice est en hausse et s'élève ainsi à 1 599 K € (contre 1 053 K € en 2022 et 1896 K € en 2021). Grâce à la hausse de résultat, les capitaux propres de la SA3M s'élèvent ainsi à 10 102 K € à fin 2023. Le total du bilan s'élève à 250 M €.

Le montant des emprunts s'élève à 124 M € sur un total de dettes de 220 M €. On note un recours à l'emprunt de 25 M € pour couvrir les investissements nécessaires aux concessions d'aménagement et en parallèle un remboursement des emprunts à hauteur de 42 M €.

Le chiffre d'affaires généré sur l'exercice 2023 est de 81 300 K € (contre 84 018 K € en 2022 et 50 358 K € en 2021).

Au cours de l'année 2023, la SA3M a développé une nouvelle activité en lien avec l'énergie et 2 nouveaux contrats ont été signés. La SA3M s'est vu confier, la délégation de service public « Réseau Nord Alco » avec Montpellier Méditerranée Métropole, portant sur la réalisation et l'exploitation d'un nouveau réseau de

chaleur sur le quartier de la Mosson, avec un objectif d'atteinte de 80 % d'énergie renouvelable en 2030. Par ailleurs, la SA3M est chargée de la concession de travaux photovoltaïques du Palais des Sports de Castelnau le Lez.

Le chiffre opérations, représentant les dépenses d'investissement de l'exercice, termine à 105 M € en 2023 (contre 108,6 M € TTC en 2022 et 103,8 M € TTC en 2021). Les opérations d'aménagement en 2023 concernent notamment les opérations République, Ode et Cambacérès.

L'activité aménagement de la SPL SA3M a engendré un résultat net de l'ordre de 1,7 M €. Le montant des dépenses de personnel s'est élevé à 1 036 K € en 2023 (contre 975 K € en 2022 et 702 K € en 2021), en hausse de + 6 % liée à des recrutements sur 2023.

Au cours de l'année 2023, la société a poursuivi la réalisation des opérations confiées par ses clients. Elle s'est vue confier 6 nouveaux mandats (EHPAD Montpellier, Etudes Aubes Rouge et Sablassou, Mandat préalable Construction Totem Agropolis Museum, Mandat réalisation travaux 1ère tranche extension Musée Fabre, Mandat Villeneuve-Les-Maguelone).

La SA3M a notamment effectué diverses opérations :

- Des mandats d'études pour le compte de :
 - Montpellier Méditerranée Métropole (Arceaux, Peyrou, Foch, Préfecture, Equipements sportifs 3M, Mise en valeur et embellissement de l'espace urbain comédie esplanade triangle, Mandats d'études de faisabilité pour la Halle de Sports, Réalisation de la Cité des Arts, Sablassou 2, Réalisation des Aires d'accueil permanent et de grands passages, Bâtiment Totem Agropolis, Nouveaux Parcs d'activité) ;
 - La Ville de Montpellier (Archives municipales, Bouisses, Grezes, Etudes Cavalade, Réhabilitation du skate park de Grammont, Croix d'argent, Croix Lavit, Aménagement secteur Grammont et Sud Grammont Réhabilitation du parc zoologique de Lunaret, Réhabilitation Serre Amazonienne (suspendu), Mise en accessibilité du patrimoine immobilier bâti communal, Hôtel des sécurités, opération carré saint Anne, Nouveau Grand Cœur)
 - La Communes de Castelnau le Lez : Maison du Numérique – Le Pôle'N et l'aménagement du Parc Urbain attenant – Le Digital Park –
 - La commune de Villeneuve-lès-Maguelone : études sur 3 ensembles fonciers.
- Des concessions d'aménagement pour le compte de :
 - Montpellier Méditerranée Métropole (Extension Hippocrate, ZAC Descartes, ZAC Nina Simone, Parc 2000 2ème Extension, Ode à la Mer Consolidé, Quartier Cambacérès, ZAC 2 et ZAC 3, Hall de l'Innovation, Quartier Lauze Est, NPNRU Mosson, Parc Artisanal Sussargues, Cévennes) ;
 - La Ville de Montpellier (Nouveau Grand Cœur, NGC Consuls IV, NGC Opération Carré Sainte Anne, Beausoleil ZAC Delmas, ZAC de la Restanque, ZAC du Coteau, Cité créative (ex Quartier EAI), ZAC Port Marianne République, Pompignane consolidé, Hauts Croix d'Argent, Groupe Scolaire ZAC Parc 2000 2ème extension ;
 - La Commune de Clapiers (ZAC du Castelet) ;
 - La Commune de Castries (ZAC des Sauredes) ;
 - La Communes de Sussargues (Eco Quartier des Capitelles – ZAC de logements).

Au niveau du groupe Altemed, le résultat net 2023 après IS et Epargne Salariale termine bénéficiaire à 5 399 K € (contre 6 824 K € en 2022, et 6 163 K € en 2021 soit une baisse de -21 % par rapport à 2022). L'Epargne salariale globale est de 652 K € contre 1 074 K € en 2022, soit une baisse de - 39 %. L'effectif moyen du groupe est de 165,3 ETP en 2023 contre 146 en 2022 (et 129,1 en 2021) soit une hausse de +13 % (+19 ETP).

Dans le cadre de sa certification ISO 9001, la SA3M fait l'objet d'audits internes sur les sujets suivants : audit du service foncier, équipe projet de l'opération 1250 Portes de la méditerranée, Opération 1990 Cévennes, Opération 2914 Mandat Arceaux Foch, Dématérialisation des dépenses et Processus de développement activité et communication.

Dans sa séance du 18 octobre 2023, le Conseil d'Administration de la SA3M a mis en place une démarche « Probité, anticorruption et transparence » (PACT). Dans ce cadre, elle a adopté un premier règlement ayant pour objectif d'instaurer un comité PACT visant notamment à proposer aux différents conseils d'administration du groupe un dispositif complet de prévention de la corruption ; d'uniformiser les pratiques sur la politique des « cadeaux et invitations » ; de mettre en place une procédure de déport en cas de conflit d'intérêts ; de renforcer les règles relatives à la passation et à l'exécution des marchés.

Concernant les perspectives 2024 de la société, on pourra noter les éléments suivants :

- Les opérations se poursuivent de manière importante en 2023 avec près de 125 M € en prévision 2024, dont 80 % en concession d'aménagement ;
- De nouveaux emprunts à moyen et long terme sur 2024 pour un prévisionnel de 34,5 M €, comprenant un financement pour l'opération Pompignane et pour l'opération Réseau de Chaleur Nord Alco ;
- La perspective de réalisation et d'exploitation du réseau de chaleur sur les quartiers Nord de Montpellier, dans le cadre de la nouvelle compétence énergie acquise depuis 2022 par la société ;
- La mise en œuvre d'un plan stratégique de développement.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte du rapport annuel de l'administrateur de la SPL SA3M pour l'exercice 2023 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- vd Ville de Montpellier - RAPPORT ANNUEL DU MANDATAIRE - Exercice 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-277048-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Serge MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Flora LABOURIER

**Organismes extérieurs - Société Anonyme d'Economie Mixte Locale - SERM -
Rapport Annuel de l'Administrateur (RAA) - Exercice 2023 - Approbation**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux Sociétés Anonymes d'Economie Mixte Locales et dans le cadre de l'exercice de leur mandat, les représentants de la Collectivité présentent le compte rendu des activités de la SERM au cours de l'exercice 2023.

Par délibération n°V2020-076 du Conseil Municipal en date du 30 juillet 2020, la Ville de Montpellier, a désigné Monsieur Michael DELAFOSSE pour la représenter au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de la SAEML Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), aux côtés des représentants suivants siégeant au conseil d'administration : Christian ASSAF, Emilie CABELLO, Maryse FAYE et Stéphane JOUAULT depuis le 26 mars 2024, en remplacement de Catherine RIBOT.

Au 31 décembre 2023, le capital social de la SERM reste inchangé à hauteur de 1 733 K €. La Ville de Montpellier détient 41,38 % du capital, aux côtés de Montpellier Méditerranée Métropole (28,73 %), de la commune de Palavas les flots (0,48 %) et d'un ensemble d'actionnaires privés pour un total de 29,41 %. A ce titre, elle occupe 5 sièges sur 13 au Conseil d'Administration de la société.

La société est présidée par Michael DELAFOSSE représentant la Ville de Montpellier.

Le Vice-Président, Christian ASSAF, a été désigné au conseil d'administration du 30 avril 2024 en remplacement de Catherine RIBOT.

La société SERM, comme le groupe Altemed, est dirigée par un Directeur Général, Cédric GRAIL depuis le 15 septembre 2021.

Le Conseil d'Administration s'est réuni cinq fois en 2023 : les 6 janvier, 24 mars, 25 mai, 26 juin 2023 et 24 octobre 2023. L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires s'est réunie le 22 juin 2023 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2022. Les comptes 2023 ont été approuvés par l'Assemblée Générale Mixte du 26 juin 2024.

En 2023, la SERM s'est attachée à poursuivre ses activités d'aménagement, de rénovation urbaine, de restauration immobilière, de construction et d'exploitation et à entreprendre des activités de construction et de gestion de logements sociaux. Ses activités participent à l'organisation et au développement de la vie économique et sociale. La SERM compte deux activités différentes : le fonctionnement lié à l'activité aménagement, et l'exploitation du Réseau Montpelliérain de Chaud et de Froid en délégation de service public avec la Métropole de Montpellier ; elle réalise également des activités en lien avec l'énergie au travers de diverses filiales.

En 2022, les deux entités du Groupe SERM/SA3M se sont rapprochées d'ACM Habitat par la constitution d'une société de coordination ALTEMED créé le 29 décembre 2022, au capital social de 100 000 €. ALTEMED regroupe trois entités respectivement dédiées à la production de logements sociaux, à l'aménagement et la politique énergétique sur le territoire métropolitain : ACM, SERM et SA3M.

La SERM en est actionnaire à hauteur de 40 %, aux côtés de la SA3M à hauteur de 5 %, et de ACM Habitat à hauteur de 55 %. Par nature, le résultat ALTEMED est équilibré.

Le groupe a ainsi défini un plan d'action stratégique, résilient axé sur divers objectifs tels que celui de favoriser une approche intégrée et transversale des activités immobilières, énergétiques et d'aménagement, en coordination avec d'autres bailleurs sociaux présents sur le territoire. Il s'agit de renforcer les synergies entre les 3 entités, de consolider financièrement la structure financière du groupe afin d'offrir une capacité d'intervention inédite au service du territoire, comme de développer un partenariat renforcé avec les 31 communes de la Métropole.

Au 31 décembre 2023, l'effectif de la SERM est de 100,19 ETP contre 89,5 ETP en 2022. La mise à disposition du personnel de la SERM travaillant pour la SPL SA3M s'élève à 49,5 ETP en 2023 (43,9 ETP en 2022, 39,4 ETP en 2021).

Le résultat net global de la SERM à la clôture de l'exercice s'élève à 3 695 K €, contre 5 770 K € en 2022, et 4 267 K € en 2021. Il est principalement constitué de la variation des éléments suivants : la contraction de l'activité courante d'aménagement (-1 M €) compensée par la constatation des marges à l'achèvement des opérations propres ANDROMEDE et MUSEE EAI (pour 2,6 M € avant IS) ; ainsi que la contraction de l'activité énergie dans le cadre de l'exploitation du Réseau de chaleur et de froid (RMCF), soit - 3 M € avant IS, emportée par un hiver clément et un été tardif (augmentation des produits (+ 2,7 M € par rapport à 2022 mais -4,5 M € par rapport au budget).

Les capitaux propres s'élèvent à 47 244 K € (dont 12,36 M € de subvention d'équipement afférent au Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid) en 2023 pour un total bilan de 252 M €.

Le chiffre d'affaires total de l'exercice atteint 66 831 K € en 2023 (contre 63 821 K € en 2022 et 48 782 K € en 2021), soit une hausse de + 4,5 %. Le chiffre d'affaires est en croissance, porté par une accélération des produits perçus sur les opérations d'aménagement ainsi que sur l'activité d'énergie, malgré une baisse importante des ventes d'électricité due à la mise à l'arrêt de la cogénération d'Antigone / Polygone (-1,6 M €).

L'activité fonctionnement de la SERM a engendré un excédent financier de 2 307 K € en 2023, (contre 716 K € en 2022 et 961 K € en 2021), soit une hausse de + 1 592 K € s'expliquant notamment par les marges à l'achèvement des opérations propres Cassiopée pour CDC Habitat sur la ZAC Beausoleil et Le Musée pour SERM.ID sur la ZAC Cité Créative.

On notera par ailleurs que les mises à disposition du personnel de la SERM auprès de la SA3M ont augmenté de 430 K €.

Au niveau du département Energie, dans le cadre duquel la SERM exerce toujours la gestion du RMCF (Réseau Montpelliérain de Chaleur et de froid) en Délégation de Service Public avec Montpellier Méditerranée Métropole, on note un bénéfice net après impôts et épargne salariale de 2 006K€ en 2023 (contre 5 335K € en 2022, 4 163 K € en 2021 et 646 K € en 2020), soit une variation de – 3 330 K € (-62 %). Ce sont 19 nouveaux contrats de raccordement qui ont été signés en 2023 (pour 909 nouveaux logements) avec notamment la commercialisation relative aux nouveaux quartiers EAI et CAMBACERES. Les droits de raccordement se sont élevés à 2 M€ (en hausse de +12 % soit + 217 K€/2022).

Les produits d'exploitation du Département Energies, sont en baisse de -1% (soit -236 K €) : passant de 21 580 K € à fin 2022 à 21 344 K €.

Concernant la variation des recettes liées à l'activité énergie, on note la baisse de la vente de froid en volumes aux abonnés de -11 %, passant de 42 575 MWh à 37 902 MWh, en revanche, les recettes issues de la vente de froid progressent de + 5 % (soit +251 K €) et on constate également une hausse de la vente de chaud de +10 % soit +1 085 K €.

On notera l'exercice d'un réel bouclier tarifaire sur la chaleur et le froid en 2023 et l'application d'un mix énergétique renouvelable à 66 %.

Egalement la vente d'électricité s'est affichée en forte baisse de volume (-11 %), liée à l'arrêt de la cogénération d'Antigone avec une baisse de recettes de -30 % (soit -1 613 K €) passant de 5 429 K € à 3 816 K €. Un redémarrage de la cogénération est prévu en novembre 2024 sous réserve d'un retour à une économie de fonctionnement favorable.

Les charges d'exploitation du Département Energie s'élèvent à 20 084 K € et comprennent les achats d'énergie/fluides pour 10 M €, l'entretien et maintenance pour 2,3 M €, la redevance du concédant pour 612 K € et l'amortissement des ouvrages pour 3,2 M €.

Au niveau de l'activité aménagement, le chiffre d'opérations de la société, représentant les dépenses d'investissement de l'exercice 2023, termine à 35 M € contre 42 M € TTC en 2022.

La SERM a notamment effectué diverses opérations suivantes en 2023 :

- 2 nouveaux contrats ont été signés suite à des réponses à appels d'offres : l'extension du funérarium de Grammont et la concession d'aménagement Cap Gallargues.

- Des mandats d'études ont été réalisés pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole : extension du Funérarium de Grammont et secteur Cavalade.

- Des concessions d'aménagement se sont poursuivies, pour le compte de :

- Montpellier Méditerranée Métropole : ZAC Parc 2000, ZAC Eureka consolidé, Lotissement Jean Mermoz, ZAC Parc Eureka, ZAC Quartier Eureka Extension, ZAC Odysséum, ZAC Garosud – Garosud Extension, ZAC Cannabe Cournonterral, Lotissement Charles Martel, Charles Martel Extension, ZAC Euromédecine II, ZAC Dassault Extension ;
- La Ville de Montpellier : ZAC Port Marianne Rive Gauche, ZAC Port Marianne-Jacques Cœur Extension, ZAC Port Marianne-Parc Marianne, ZAC Port Marianne, Consuls de Mer Consolidé, Quartier de la BAUME, ZAC Richter Consolidé, ZAC Port Marianne-Les Jardins de la Lironde, ZAC Malbosc, Opération Grand Cœur consolidé, ZAC Ovalie, ZAC Nouveau Saint Roch, ZAC des Grisettes, PRU Cévennes Petit Bard ;
- La commune de Saint-Jean-de-Védas :ZAC Roque Fraisse ;

- La commune de Saint Brès : ZAC Cantausseil.

- Les opérations d'immobilier d'entreprises suivantes ont été poursuivies : VEAS Parc 2000, Hôtel d'Entreprise du Millénaire, Atelier Relais du Millénaire, CAP Gamma-Biopôle Euromédecine, CAP Delta-Biopôle Euromédecine, CAP Sigma-Biopôle Euromédecine, VEAS Hannibal.

- Des opérations en propre par le biais des filiales de la SERM ont été réalisées : Immeuble Cassiopée ;
- Opération de construction au sein de la ZAC Beausoleil, ZAC EAI Réhabilitation et extension ancien musée, projet cœur de village de Murviel les Montpellier , Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la construction du nouveau campus Montpellier Business School.

Concernant les comptes consolidés de la SERM, la méthode de l'intégration globale a été appliquée pour les sociétés SERM.ID, SCCV Andromède, SCCV Musée EAI et SCCV Ateliers Cité Créative. La méthode de l'intégration proportionnelle a été appliquée pour les sociétés SAS Energies du Sud, SAS Héliotam, SAS SPMM, SAS SPAC, SASU AMMPV, SAS MH2 et SNC du Triangle.

Le Compte de résultat consolidé fait ressortir un chiffre d'affaires d'un montant de 99 863 895 €.

La part SERM (comptes sociaux) du compte de résultat représente 66,9 % du chiffre d'affaires consolidé soit un résultat consolidé de la société de 3 706 857 €, dont 3 695 074 € relatifs aux comptes sociaux SERM hors filiales.

Concernant les filiales de la SERM :

Au 31 décembre 2023, la SERM est actionnaire des sociétés, SERM.ID (51 %), ENERGIES DU SUD (36,11 %), ANDROMEDE (90 %), MUSEE EAI (90 %), MONTPELLIER EVENTS (1,67 %). Le 29 décembre 2022, la SERM est devenu actionnaire d'ALTEMED à hauteur de 40 %.

A noter, la création de deux filiales en 2023 :

- SCCV ATELIERS CITE CREATIVE au capital de 1 000 € et la SERM détient 80 % du capital soit 800 € ;
- SNC TRIANGLE crée par acte sous seing privé le 19 décembre 2023 avec un capital de 100 €. La SERM détient 51 % du capital. Elle a pour but de réaliser une opération d'acquisition, réhabilitation et revente de la tour de bureaux de l'immeuble du Triangle en centre-ville de Montpellier.

Energies du Sud :

La SERM détient des participations à hauteur de 36,11 % dans la SAS Energie Sud au capital social de 3 600 K € aux côtés de La Caisse des Dépôts et Consignations (33,89 %), Engie (15 %), la Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon (10 %) et Dexia (5 %). Par le biais de sa filiale, la SERM détient des participations dans la SAS Héliotam et la SAS Société Photovoltaïque Montpellier Méditerranée (SPMM), la SAS SPAC (Production d'Electricité Photovoltaïque), la société AMM PV (Projet d'ombrières photovoltaïques de l'Aéroport de Montpellier), et Montpellier Horizon Hydrogène (MH2).

Le chiffre d'affaires net 2023 de la société Energie du Sud termine à 3 151 K € (contre 2 999 K€ en 2022 et 2 583 K € en 2021). Le résultat net après IS termine à 636 K€ en 2023 (contre 191 K € en 2022 et – 451 K € en 2021), comprenant 390 K € de reprises pour provisions pour dépréciation de la participation dans HELIOTAM.

La filiale SPAC : créée en 2015 par Energies du Sud pour répondre à un appel d'offres de la Commission de Régulation de l'Energie (CRE), le capital social de la SPAC à fin 2023 est de 360 K €, dont 50% sont détenus par Energies du Sud et 50% par Engie Green Holding. Le résultat net après IS de cet exercice s'établit à 68 K € contre 14 K € en 2022. Conformément aux dispositions du pacte d'associés, les titres de la Citoyenne Carcassonnaise (financement participatif) ont été rachetés paritairement par les 2 actionnaires en date du 25 juillet 2023.

La filiale SPM : le résultat net après IS de l'année 2023 s'élève à 340 K € (contre 108 K € en 2022) faisant notamment apparaître un produit exceptionnel de 180 K € en lien avec un jugement favorable à la société le 02 octobre 2023 concernant un contentieux avec l'administration fiscale.

La filiale SAS MH2 : créée en 2020, la société dispose d'un capital de 20 K € composé d'Energies du Sud (50 %) et d'EDF Hynamics (50 %). Les actions d'Hynamics sont en cours de rachat par Energies du Sud en vue de réaliser une Transmission Universelle de Patrimoine, suite à l'abandon du projet de production d'hydrogène. Le résultat net après IS s'établit à – 5 K € en 2023 (contre – 1,6 K € en 2022).

La SAS SERM.ID, a été créée en juin 2019 avec un capital social de 2 800 000 €. Cette structure d'Immobilier Durable (ID) répond aux besoins et enjeux du territoire dans l'accompagnement d'implantation d'entreprises, l'acquisition de surfaces commerciales pour le déploiement des circuits commerciaux de la Ville, la réalisation d'opérations complexes de bureaux, d'équipements et de logements. La société a vocation à prendre des participations dans des sociétés de projets patrimoniaux autour des compétences suivantes : immobilier d'entreprise, commerces, logements accessoires. Son actionnariat est composé de la SERM (51 %), la Caisse des Dépôts et Consignations (20 %) et la Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon (29 %). En 2023, SERM.ID ne réalise pas encore de chiffre d'affaires et termine avec un résultat de – 2 K € contre – 63 K € en 2022.

La SASU Musée EAI a été créée en 2022 ; son capital est désormais porté à hauteur de 1 731 000 € réparti entre SERM.ID (50 %), la Banque des Territoires (28 %) et la foncière ARDILLA (22 %). Le premier exercice a une durée de 21 mois du 06/04/2022 au 31/12/2023. Un Contrat (CPI) d'un montant de 6 481 000 € a été signé avec la SCCV MUSEE EAI, filiale de SERM.ID, en date du 20 juillet 2022 portant sur la réalisation de l'immeuble.

La SASU CASSIOPEE, Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle était détenue à 100 % par la SERM.ID. Elle avait vocation à porter un patrimoine immobilier sur 7 831 m² au sein de la ZAC BEAUSOLEIL. Le permis a par la suite été transféré à la SCCV ANDROMEDE (filiale de la SERM). La SASU Cassiopée a fait l'objet d'une transmission universelle de patrimoine au profit de SERM.ID en date du 29 juin 2023 et a été radiée le 23 avril 2024.

La SCCV ANDROMEDE, Société Civile de Construction Vente, a été créée en date du 29/07/2019 avec un capital social de 1 000 €, pour l'opération de construction d'un immeuble de bureaux au sein de la ZAC BEAUSOLEIL. Le bâtiment a été livré le 23 novembre 2023. Son actionnariat est composé de la SERM (90 %) et de Canopée Promotion (10 %). Le chiffre d'affaires s'établit à 25 M € et le résultat de l'exercice à 2 518 K €.

La SCCV MUSEE EAI, Société Civile de Construction Vente, a été créée en date du 06/02/2020 avec un capital social de 1 000 €. Son actionnariat est composé de la SERM (90 %) et de Canopée Promotion (10 %). Elle a pour objet la réhabilitation et l'extension de l'ancien Musée sur la ZAC Cité Créative, bâtiment réservé aux Industries Culturelles et Créatives (ICC). Le chiffre d'affaires de l'exercice 2023 s'établit à 6 481 K €. Le résultat net s'établit à 326 K € correspondant à la constatation de la marge à l'achèvement. Par avenant du 5 janvier 2023, la convention d'avance en compte courant a été prolongée pour une durée de 3 ans maximum. Au 31 décembre 2023, l'avance apportée par la SERM s'établit à 180 000 €.

La Société de Coordination ALTEMED a été créée le 29 décembre 2022 dans le but de mutualiser les coûts et développer efficacement les politiques relatives au logement. La Société de Coordination regroupe trois entités dédiées à la production de logements sociaux, à l'aménagement et à la politique énergétique sur le territoire métropolitain : la SERM (40 %), la SA3M (5 %) et Aménagement Construction habitat (ACM) (55 %).

Les 11 premiers salariés transférés ont intégré ALTEMED au 1er novembre 2023.

Le chiffre d'affaires de l'exercice 2023 s'établit à 1 M € correspondant aux refacturations aux membres. Le résultat net est par nature équilibré.

Au niveau du groupe Altemed (SERM SA3M Altemed), le résultat net 2023 après IS et Epargne Salariale termine bénéficiaire à 5 399 K € (contre 6 824 K € en 2022, et 6 163 K € en 2021) soit une baisse de -21 % par rapport à 2022).

L'Epargne salariale globale est de 652 K € contre 1 074 K € en 2022, soit une baisse de – 39 %. L'effectif moyen du groupe est de 165,3 ETP en 2023 contre 146 en 2022 (et 129,1 en 2021) soit une hausse de +13 % (+19 ETP).

Dans le cadre de sa certification ISO 9001, la SERM a fait l'objet d'audits internes sur les sujets suivants : audit du service foncier, équipe projet de l'opération 1250 Portes de la méditerranée, Dématérialisation des dépenses et Processus de développement activité et communication.

Dans sa séance du 24 octobre 2023, le Conseil d'Administration de la SERM a mis en place une démarche « Probité, anticorruption et transparence » (PACT). Dans ce cadre, elle a adopté un premier règlement ayant pour objectif d'instaurer un comité PACT visant notamment à proposer aux différents conseils d'administration du groupe un dispositif complet de prévention de la corruption, d'uniformiser les pratiques sur la politique des « cadeaux et invitations », de mettre en place une procédure de déport en cas de conflit d'intérêts, de renforcer les règles relatives à la passation et à l'exécution des marchés.

Concernant les perspectives de la SERM, l'année 2024 sera marquée par la poursuite des opérations d'aménagement, une stratégie d'achat dynamique pour l'électricité et le gaz, un focus sur le logement pour proposer des actions afin de faire face à la crise immobilière et une modification statutaire adoptée le 26 juin 2024 relative à la procédure d'agrément de nouveaux actionnaires, à l'élargissement de l'objet social à la Région Occitanie, à des précisions sur la composition du Conseil d'Administration et du quorum, aux représentations de la SERM dans les AG des sociétés que la SERM contrôle.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte du rapport annuel de l'administrateur de la SAEML SERM pour l'exercice 2023 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- RAA SERM_Ville Montpellier 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-277043-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Tasnine AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Serge MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Flora LABOURIER

**Organismes Extérieurs - Société Anonyme d'Économie Mixte Locale SOMIMON
- Rapport Annuel de l'Administrateur (RAA) - Exercice 2023 - Approbation**

Madame Marie MASSART, Adjointe au Maire, rapporte :

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux Sociétés Anonymes d'Économie Mixte Locales et dans le cadre de l'exercice de leur mandat, les représentants de la collectivité présentent le compte rendu des activités de la société SOMIMON au cours de l'exercice 2023.

Par délibération n° V2020-076 du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier en date du 30-juillet 2020, la Ville de Montpellier a désigné Madame MASSART pour la représenter aux Assemblées Générales et conseils d'administration de la SOMIMON.

La SOMIMON réalise l'exploitation du Marché d'Intérêt National (MIN) de Montpellier dans le cadre d'une délégation de service public avec la Métropole portant sur 60 années au total, le contrat ayant été prolongé de 20 ans en 1984, et de 10 ans en 1986. La zone de chalandise s'étend de Béziers à Montpellier jusqu'à Nîmes et Millau. La société assure ainsi la mise sur le marché et la distribution des produits alimentaires de grande consommation sur une zone en plein essor démographique.

Au 31 décembre 2023, le capital social de 240 000 € de la SAEML SOMIMON est inchangé.

La Ville de Montpellier détient 8 % des parts aux côtés de Montpellier Méditerranée Métropole qui en détient 50 %. Les parts sociales des actionnaires privés restent inchangées à hauteur de 42 % et se composent essentiellement des partenaires suivants : la Caisse des dépôts et consignations (24 %), la CCI (8 %), la Chambre d'agriculture de l'Hérault (4 %), le Crédit Agricole du Languedoc (4 %), la société BRL (2 %).

La Ville de Montpellier détient ainsi 1 siège sur 10 au conseil d'administration de la société.

La société est présidée par Marie MASSART, représentante de la Ville de Montpellier ; elle est dirigée par Monsieur Olivier LAURO, en tant que personnel mis à disposition par la SCET GE.

Au cours de l'exercice 2023, le Conseil d'Administration s'est réuni les 8 mars, 16 mai, 9 octobre et 7 décembre 2023. L'AGO s'est tenue le 28 juin 2023 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2022 et le 17 juin 2024 sur les comptes de l'exercice 2023.

L'effectif de la société était de 19 agents au 31 décembre 2023 soit 15,7 ETP. La société fait également appel à du personnel intérimaire et à du personnel en sous-traitance pour le gardiennage, l'entretien du site et des locaux administratifs. Depuis 2018 la SOMIMON a constitué un groupement d'employeurs permettant de mutualiser des emplois en mettant à disposition des salariés, dans les entreprises adhérentes au projet, notamment les caristes, chauffeur livreur, secrétaires, préparateur de commandes, agent d'entretien, ingénieur agro-alimentaire. Le groupement permet de recruter des profils compétents, de répondre au turn-over et de fidéliser les emplois saisonniers. L'action de la SOMIMON contribue à valoriser les productions locales et à créer/maintenir des emplois sur le territoire, notamment avec le recrutement à temps partiel d'un chargé de créance et un responsable qualité.

En 2023, la société poursuit sa politique de développement de services en adoptant une stratégie toujours fondée sur la logistique urbaine de proximité, les nouveaux modes de consommation et de production locale, la mise en place d'un service de quai mutualisé.

Le MIN développe son activité autour des filières suivantes : la filière agroalimentaire, la filière fruits et légumes, qui représente une activité essentielle pour la société et qui conforte son attractivité à travers les enjeux développés en termes de proximité, qualité, fraîcheur et diversité des produits proposés ; la filière autres produits alimentaires intégrant les viandes, volailles, condiments, produits secs.. ; l'activité horticole et florale ; et l'activité de plate-forme frigorifique qui réside dans la mise à disposition de chambres dédiées, à température dirigée.

Le MIN est identifié comme un outil stratégique dans de nombreuses politiques de la collectivité : Politique Agroécologique et Alimentaire (P2A), développement économique, aménagement de l'espace urbain et du territoire et notamment du nouveau quartier de la Restanque, mobilité et notamment logistique urbaine en tant que point d'appui de la mise en œuvre de la ZFE, développement durable et économie circulaire, solidarité alimentaire, Cité de l'Alimentation ;

En 2023 a démarré l'élaboration coordonnée entre le MIN et la Métropole d'une feuille de route stratégique et opérationnelle à court moyen et long terme, permettant de positionner le MIN comme un outil interterritorial au service des productions agricoles du grand territoire et de la pluralité du commerce alimentaire, à la croisée des politiques publiques de la collectivité.

Par le carreau des producteurs et le pôle de transformation notamment, la SOMIMON contribue à la structuration des filières de produits locaux de qualité et à leur commercialisation en circuit court sur le territoire.

La SOMIMON dynamise le carreau des producteurs en organisant un carreau mensuel des produits transformés en partenariat avec les Centres d'Initiatives pour valoriser l'Agriculture et le Milieu rural (CIVAM) et la Chambre d'Agriculture ; en communiquant sur son catalogue produit « Cueilli ce matin, disponible cet après-midi ».

Le pôle de transformation continue de se développer en 2023 avec plusieurs agrandissements et l'arrivée de nouveaux acteurs (BONCIEL, Atelier confiture de lait). La SOMIMON a lancé une étude de diagnostic de l'offre de transformation agroalimentaire, afin de mieux positionner le développement du pôle.

Le MIN a ainsi également participé à la démarche collaborative de construction de la plateforme web BOCAL (« Bon et Local ») proposant une cartographie interactive des points de vente de produits locaux en circuits courts.

Le MIN accompagne également l'accessibilité alimentaire, en mettant en œuvre et contribuant à diverses initiatives (chèques service, structuration pôle solidarités, projet des Bocaux solidaires).

Au niveau des concessionnaires implantés au sein du MIN, on dénombre 221 opérateurs ; dont 73 concessionnaires, 41 permanents et 20 saisonniers. On note 21 arrivées, 14 départs et 8 agrandissements en 2023. 15 transformateurs locaux utilisent les chambres de stockage et le service de la plateforme logistique du MIN, gérés par la SOMIMON.

L'exercice 2023 de la société ressort en bénéfice de 10 K €. Les capitaux propres de la société progressent et s'élèvent à 1 270 K €.

Les produits totaux représentent 3 604 K € contre 3 281 K € (en hausse de 324 K € soit +10 %) pour un total de charges de 3 594 K € (soit +335 K€, +10 %).

Le chiffre d'affaires hors taxes de l'exercice s'établit à 3,2 M € (soit + 242 K €, soit +8 % par rapport à 2022), dont 756 K € pour la filière fruits et 832 K € pour la filière agroalimentaire, en progression (+93 K € soit +13 %), et 690 K € pour la plateforme frigorifique, (+49 K € soit +8 %), qui représente 20 % du chiffre d'affaires.

La part de la filière agroalimentaire progresse avec 47 % de parts, en phase avec le souhait de privilégier les entreprises agroalimentaires créatrices d'emplois. Le chiffre d'affaires du pôle transformation avec 197 K € de recettes progresse de 10 % par rapport à 2022, et en dépassement par rapport au budget.

Les principales évolutions des charges concernent majoritairement deux postes. Les achats, fournitures, consommables s'élèvent à 518 K € soit + 227 K € par rapport à 2022, avec la progression à + 238 K € (+ 278 %) des charges d'électricité. Les charges de personnel s'élèvent à 1 037 K € soit + 6,6 % par rapport à 2022. Ce poste enregistre en année pleine des postes occupés sur une partie de l'année 2022, et compte également la revalorisation de salaires au 1^{er} juin 2023. Il conviendra de noter par ailleurs les provisions pour dépréciation de créances clients qui s'élèvent à 70 K €, dont 23 % sont identifiées pour le pôle transformation.

La redevance versée à la Métropole de Montpellier s'est établie à 287 K € en 2023, contre 265 K € en 2022 et 255 K € en 2021.

Les éléments financiers au 31 décembre 2023 s'inscrivent toujours dans la politique d'accompagnement ambitieuse de la SOMIMON, avec le maintien d'une participation aux investissements des opérateurs.

Un nouveau programme d'investissement (2021-2023) a été autorisé dans la continuité de l'avenant 10 de la DSP où 1 202 K € avaient déjà été réalisés à fin 2021, soit 68 % du prévisionnel établi pour le développement du pôle transformation, la fermeture du carreau producteur, la création de cases supplémentaires, et l'extension de la halle horticole. A fin 2023, le montant des travaux s'élèvent à 566 K €

soit 14 % du montant prévisionnel, comprenant des travaux d'aménagement au niveau des bureaux, bâtiments (111 K €) entrepôts (80 K €), pôle transformation (91 K €) ainsi que l'acquisition d'un camion BOM pour 85 K €. L'extension du Pôle de transformation et les investissements permettant de dynamiser la vente physique prévu dans ce plan triennal se poursuivront sur 2024-2025.

Concernant les perspectives 2024, les principaux axes de développement sont tournés vers le stock d'entrepôts disponibles sur le MIN pour les grossistes, en diminution ; ainsi que vers la redynamisation du carreau des producteurs afin d'éviter la baisse de fréquentation. Diverses actions ont été engagées par la SOMIMON telle que la création de nouveaux services et animation d'espaces mutualisés (locaux partagés) avec le déploiement du Projet Terrasol (caractérisation des flux alimentaires sur le territoire d'origine et de destination, et expérimentations de solutions logistiques adaptées, en partenariat avec le CIVAM OCCITANIE) ; on pourra noter également le développement d'un quai mutualisé depuis fin 2023 avec l'accueil de plusieurs transporteurs sur un entrepôt multi-produits partagé dit « quai mutualisé ».

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte du rapport annuel de l'administrateur de la SAEML SOMIMON pour l'exercice 2023 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- SOMIMON - RAPPORT DE L'ADMINISTRATEUR 2023.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-277044-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du mardi 15 octobre 2024

L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

Hors Délégation

Présents :

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Serge MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Flora LABOURIER

Organismes Extérieurs - Société Publique Locale TaM - Rapport Annuel de l'Administrateur (RAA) - Exercice 2023 - Approbation

Monsieur Laurent NISON, Adjoint au Maire, rapporte :

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux Sociétés Anonyme d'Economie Mixte Locales et dans le cadre de l'exercice de leur mandat, les représentants de la Collectivité présentent le compte rendu des activités de la Société Publique Locale (SPL) TaM au cours de l'exercice 2023.

Par délibération n°V2022-245 du Conseil Municipal, en date du 28 juin 2022, la Ville de Montpellier a désigné Monsieur Laurent NISON pour la représenter aux Conseils d'Administration et aux Assemblées Générales de la SPL TaM aux côtés du représentant suivant siégeant au conseil d'administration : Manu REYNAUD.

En 2023 le capital social de la SPL est passé de 4 286 K € à 15 286 K €. Une augmentation de capital de 11 M € finalisée en novembre 2023 a permis d'assainir les comptes de la SPL et de retrouver une trésorerie positive. Cette augmentation a été réalisée d'une part par augmentation de capital en numéraire à concurrence de 8 M € et d'autre part par incorporation au capital de compte courants d'associés détenus par la ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole à concurrence de 3 M €. La ville de Montpellier détient 31,40 % du capital de TaM et est représentée par 2 membres au sein du Conseil d'Administration dont le Président, aux côtés de Montpellier Méditerranée Métropole (68,31 %) avec 5 représentants, et la ville de Pérols (0,29 %, 1 représentant).

Au cours de l'exercice 2023, le Conseil d'Administration s'est réuni à 8 reprises les 6 février, 14 mars, 23 mars, 20 avril, 28 juin, 25 octobre et 8 novembre. L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires s'est réunie le 28 juin 2023 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2022. Une Assemblée Générale Extraordinaire a également eu lieu le 25 octobre pour approuver l'augmentation de capital. L'Assemblée Générale du 26 juin 2024 a approuvé les comptes relatifs à l'année 2023.

Au cours de l'année 2023, la société a été représentée selon deux modes de directions différents et successifs :

- Du 4 avril 2022 au 9 février 2023, TaM est représentée par son Président, Laurent NISON et un Directeur Général, Laurent SENIGOUT ;
- Du 10 février 2023 au 14 mai 2023, TaM est représentée par son Président Directeur Général Laurent NISON, avec délégation de pouvoirs à un Directeur Général Délégué, Nicolas SILBERZAHN ;
- A partir du 15 mai 2023 TaM est représentée par son Président, Laurent NISON et un Directeur Général, Loic MESSNER.

En 2023, la société TaM s'est attachée à poursuivre et développer ses activités telles que la gestion des transports urbains, l'extension du réseau de transports en commun, la gestion des horodateurs sur voirie, le stationnement en ouvrages ainsi que les activités en mandats, tout en maîtrisant au mieux les impacts de la crise sanitaire et de la crise énergétique.

Plusieurs évènements majeurs ont impacté l'entreprise au cours de cette année :

- Passage à la gratuité totale des transports pour les métropolitains au 21 décembre 2023 (phase 3) ;
- Poursuite de la crise énergétique : sur les années 2021 et 2022, TaM était « protégée » par ses marchés conclus à prix fixe fin 2020 pour le gaz brut et l'électricité de traction. L'impact s'est donc principalement porté sur les comptes 2023. Une indemnité d'imprévision a été versée par la Métropole à hauteur de 15 M € pour couvrir les hausses 2022 et 2023. Une clause de revoyure après la clôture 2023 fait état d'un remboursement de TaM de 4,9 M € soit une indemnité liée au surcout énergétique et acier de 10 M €.
- Augmentation de capital de 11 M € finalisée en novembre 2023 qui a permis d'assainir les comptes de la SPL et d'amener le capital de la SPL à 15 286 000 €.
- Avenant 11 de la Délégation de Service Public (DSP) des Transports: prolongation de la DSP au 31 décembre 2024 ; révision de la Subvention Forfaitaire d'Exploitation (SFE); modification du plafond de l'indexation ; compensation tarifaire gratuité pour les moins de 18 ans ; compensation tarifaire phase 3.

Toutes activités confondues, les comptes de TaM affichent un total des produits de l'ordre de 140 M € (+ 28 M € par rapport à 2022 soit + 25 %). Le montant des charges se porte à hauteur de 142 M € (en évolution de + 21 M € soit + 17 %).

Le résultat net comptable s'affiche encore en déficit à hauteur de - 1 244 K€ pour 2023, en deçà du déficit de 2022 (- 8 732 K €).

Les capitaux propres de la société s'élèvent à 39 M € (contre 20,5 M € en 2022) pour un capital de 15,3 M € (4,3 M € en 2022) et des subventions d'investissement de 34,5 M € (25,8 M € en 2022), le Report à nouveau étant porté à -11,3 M €.

La situation nette (hors subventions d'équipement) est redevenue positive à 4,4 M € (-5,3 M € en 2022, 3,7 M € en 2021, 8,8 M € en 2020).

On note une amélioration du niveau de trésorerie passant de 43,3 M € à 60, 6 M €, dont 10,2 M € de valeurs mobilières de placement.

Au 31 décembre 2023, l'effectif de la société s'établit à 1 345, soit + 130 personnes ; en moyenne sur l'année 2023 la société comptabilise 1 288 ETP, soit + 88 ETP par rapport à 2022 (+ 57 ETP en Transport ; + 8 ETP en Voirie ; + 18,7 ETP en Mandat ; + 7 ETP Siege). En conséquence notamment de cette hausse d'effectif, la masse salariale évolue de + 9,5 M €.

Activité Transport

La DSP Transport, attribuée à TaM, a débuté le 1^{er} juillet 2018 pour une période de 6 ans et demi. Une subdélégation pour les services suburbains, le transport à la demande (TAD) et les services liés aux sorties éducatives, a été attribuée à la SAS T3M détenue à 100 % par Transdev.

Jusqu'au 21 décembre 2023, date du passage à la gratuité totale pour les métropolitains, le nombre de validations 2023 s'est élevé à 34,6 millions de déplacements soit un retrait de 5,1 % par rapport à l'année précédente.

La crise sanitaire a eu un impact sur la poursuite du geste de validation, difficile à quantifier et évaluée à environ 9 %.

En 2023, les Pass Gratuité (+ 65 ans, -18 ans ou week-end) ont représenté un tiers des validations, contre 29 % en 2022 et 12 % en 2021.

Les produits (107,7 M €) augmentent de 25 M € / 2022 (82,7 M € en 2022) :

- Des recettes clients (20,7 M €) en baisse de 8 % / 2022 du fait d'une part plus importante de clients bénéficiant de Pass gratuité et tarif réduit ;
- Le montant de SFE de TaM pour 2023 (49,2 M €) demeure supérieur à 2022 (37,6 M €), conséquence de l'avenant 11 ;
- Les compensations tarifaires (sociales, scolaires et gratuité) pour 18,6 M € (dont 12,6 M € de gratuité contre 9,7 M € en 2022) + 1,9 M € ;
- L'indemnisation d'imprévision énergie s'élève à 10,1 M € ;
- Une indemnisation pour travaux L5 de 2,4 M € (1,2 M € en 2022 intégré en SFE).

Les charges (108.2 M€) augmentent de +13.3M€ /2022 :

- Hausse de l'énergie (+7 M€) ;
- Hausse des frais de personnel (+7.5M€) ;
- Hausse des coûts de maintenance (+3.5 M€).

L'activité transport génère une légère perte de -512 K€, contre -12.2 M€ en 2022.

La charge pour la collectivité (TaM et T3M) est de 96 870 K € TTC (hors subvention d'équipement) contre 71 846 K € en 2022. Elle inclut l'indemnité exceptionnelle relative à l'énergie au titre des années 2022 et 2023 de 10 M €.

Mandats et Assistance à Maîtrise d'Ouvrage

Au cours de l'année 2023, la SPL TaM s'est vu confier 5 mandats (Doublement ligne 3 du Tramway, intégration du Tunnel de la Comédie dans le parc stationnement souterrain et la création d'une piste cyclable, modification des équipements Tramway sur le secteur NPNRU Mosson, gestion et suivi du marché d'acquisition de Tramway, plate-forme et voie ferrée tramway du Centre-Ville).

Les mandats en cours (réalisation de la 5ème ligne de tramway, extension ligne 1 et réalisation de 5 lignes de Bustram) ont poursuivi leur avancée.

Le chiffre d'affaires de l'activité mandats et maîtrise d'ouvrage pour 2023 s'établit à 4,1 M € (2,2 M € en 2022) et présente un résultat équilibré.

Stationnement (en ouvrages et sur voirie)

Concernant la gestion des parkings de centre-ville de Montpellier, TaM a été désignée en tant que délégataire pour la gestion des parkings Comédie (2014-2023), Antigone (2014-2023), Gambetta (1987-2029), Europa (1996-2035) et Saint Roch (2015-2030). TaM détient également la gestion du parking du Corum (2020-2027) avec la Métropole de Montpellier en tant que subdélégataire de la SAEML Montpellier Events.

La fréquentation « horaire » diminue de 4,6 % par rapport à 2022, principalement suite aux travaux de l'ensemble Comédie-Esplanade.

Le chiffre d'affaires « horaire » augmente de 177 K € soit + 2,8% par rapport à 2022, grâce à une révision tarifaire au 1^{er} mai 2023.

En 2023, le parking St Roch génère la plus grande part du chiffre d'affaires avec 38 %, tandis que juste derrière se trouve le parking Comédie avec 34 %. St Roch bénéficiant d'un ticket moyen supérieur (7,23 € contre 4,60 € pour Comédie).

La fréquentation « abonnés » est en légère baisse (-3,7 % / 2022). En conséquence, le chiffre d'affaires des abonnés est en baisse de 68 K € par rapport à 2022 (-3,3%).

L'ensemble des parkings du centre-ville affiche un résultat déficitaire de -343,5 K € en baisse de 409 K € principalement dû au déficit de Comédie -179 K € et à la hausse des frais de personnels de +160 K € soit + 12 % (+ 65,4 K € en 2022 grâce au bénéfice de Saint Roch 98 K €).

Le montant des redevances versées à la Métropole s'élève à 1,6 M € (1,5 M € en 2022) et 400 K € pour Montpellier Events (DSP parking Corum).

Depuis septembre 2022, un nouveau marché en prestation de service pour la gestion du parking de l'Hôtel de Ville a été attribué à TaM, avec un résultat bénéficiaire de 12,6 K € (21,8 K € en 2022).

La gestion du stationnement sur voirie est une délégation de service public avec la Ville de Montpellier, pour une période de 7 ans (2018-2024).

L'année 2023 a été marquée par l'expérimentation du stationnement payant sur le territoire de la ville de Pérols, l'évolution de la tarification des abonnements suite à la gratuité des transports en communs ; l'impact du changement de zonage et de l'augmentation des tarifs horaires mis en œuvre en novembre 2022 puis des extensions de zones mises en place en septembre 2023 ; la mise en service de 2 LAPI supplémentaires (5 au total).

Malgré une hausse de la fréquentation et du chiffre d'affaires (+ 32 %), le stationnement sur voirie affiche un bénéfice de 443 K € en baisse de - 34 % par rapport à 2022 (666 K € en 2022) dû à la hausse des charges de 41 %.

Le montant des redevances dues pour l'exercice 2023 s'élève à :

- 5 408 K € pour la Ville de Montpellier (4,4 M € en 2022) ;
- 3 754 K € pour la Métropole (2,7 M € en 2022).

CFA (centre de formation)

Le CFA a ouvert une 1^{ère} section à la rentrée 2018. En 2023, ce sont en moyenne 24,7 apprentis qui ont suivi une formation au sein du CFA de TaM contre 10,5 en 2022.

Le déficit 2023 est de 39,1 K €, en amélioration par rapport à 2022 (- 100,4 K €) grâce à l'augmentation du nombre d'apprentis.

Dans le cadre des perspectives, l'année 2024 est marquée par le renouvellement de deux contrats de DSP, Transport et Stationnement sur voirie, ainsi que par la préparation de la reprise de la Fourrière automobile au travers d'une nouvelle DSP, toutes pour une durée de 7 ans (2025-2031).

L'année 2024 est également la première année de la gratuité totale pour les métropolitains. L'évaluation de la fréquentation est désormais faite grâce à des cellules compteuses, installées dès le 21 décembre 2023 sur le parc urbain et en cours d'installation sur le parc suburbain (cible : juin 2024).

Les projets structurants pour l'activité Transport se poursuivent avec notamment la réalisation de la 5ème ligne de tramway (novembre 2025), l'extension de la ligne 1 de tramway vers la gare Sud de France (septembre 2025), et la 1ère phase de la ligne 1 des Bustram (début 2025).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte du rapport annuel de l'administrateur de la société TaM pour l'exercice 2023 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 18 octobre 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- RAA 2023 SPL TaM
- Annexe au RAA - Etats financiers 2023.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-278597-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Serge MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Flora LABOURIER

**Organismes extérieurs - Société Publique Locale - SA3M - Rapport spécial sur les
conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique - Exercice 2023**

Monsieur Christophe BOURDIN, Conseiller municipal, rapporte :

Par délibération du Conseil municipal en date du 30 juillet 2020, la Ville de Montpellier a désigné Monsieur Christophe BOURDIN pour la représenter au sein du Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales de SA3M.

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-3 du Code général des collectivités territoriales relatives aux Sociétés d'Economie Mixte Locales, la société SA3M a remis son rapport spécial 2023 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique qui lui ont été confiées. La SA3M exerce des prérogatives de puissance publique lors des acquisitions foncières nécessaires à la réalisation d'opérations d'aménagement qui ont été déclarées d'utilité publique. Les éléments principaux de ce rapport sont rappelés ci-après.

En 2023, les opérations d'aménagement confiées à la SA3M et concernées par ces prérogatives sont les suivantes :

- Dans le cadre de l'opération Nouveau Grand Cœur : acquisition par voie de préemption d'un local commercial pour une surface de 91,42 m² et cession de droit au bail de 25 m² ;
- Dans le cadre de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Port Marianne-République, acquisition par voie amiable d'un appartement, d'une maison et deux parcelles de terrains pour environ 2 488 m² ;
- Dans le cadre de la ZAC Cité créative : acquisition par voie amiable d'une maison à usage d'habitation d'une surface de 58 m².

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte du rapport spécial 2023 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique de la SPL SA3M ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Annexes_RS_SA3M_Ville_2023.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-274622-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Serge MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Flora LABOURIER

**Organismes extérieurs - Société Anonyme d'Économie Mixte Locale - Société
d'Équipement de la Région Montpellieraine (SERM) - Rapport Spécial sur les
conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique - Exercice 2023**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Par délibération du Conseil municipal en date du 30 juillet 2020, la Ville de Montpellier a désigné Monsieur Michaël DELAFOSSE pour la représenter au sein de la présidence du Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales de SERM.

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-3 du Code général des collectivités territoriales relatives aux Sociétés d'Economie Mixte Locales, la SERM a remis son rapport spécial 2023 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique qui lui ont été confiées. La SERM exerce des prérogatives de puissance publique lors des acquisitions foncières nécessaires à la réalisation d'opérations d'aménagement qui ont été déclarées d'utilité publique.

En 2023, il conviendra de noter qu'aucune opération confiée à la SERM par la Ville de Montpellier n'est concernée par ces prérogatives de puissance publique.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prend acte du rapport spécial 2023 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique de la SAEML SERM ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-274625-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du mardi 15 octobre 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Serge MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Flora LABOURIER

Vœu relatif à un audit des crèches privées de Montpellier

Madame Coralie MANTION, Conseillère municipale, rapporte :

Le vœu suivant a été émis par le groupe d'élus *Les Ecologistes*. Conformément au règlement intérieur du Conseil municipal de la Ville de la Montpellier, son inscription à l'ordre du jour de la séance du 15 octobre 2024 a été approuvée lors de la Conférence des présidents de groupe du 1^{er} octobre 2024 :

« Le mois dernier, un livre-enquête a dénoncé l'émergence puis le développement de ce que les médias ont appelé les crèches « *low cost* » où les cas de maltraitements succèdent aux situations de sous-financements chroniques (*Les Ogres* de Victor CASTANET chez Flammarion).

Le scandale a été retentissant et sont concernés certains groupes privés et les pouvoirs publics : l'Etat mais aussi les collectivités territoriales, les communes. Quatre groupes privés sont particulièrement cités : People & Baby, Les Petits Chaperons rouges, Babilou, La Maison Bleue.

Considérant que ces 4 groupes privés sont présents sur le territoire de la Ville de Montpellier et assurent la gestion quotidienne d'établissements au sein desquels se regroupent plusieurs centaines de montpelliérains.

Considérant qu'une ville qui se prétend à hauteur d'enfants ne peut rester insensible à cette question dont la gravité émeut la population, quelles que soient les générations, les quartiers, les catégories socio-professionnelles.

Considérant qu'en application de l'article L.2121-29 du Code général des collectivités territoriales, cette question étant par essence d'intérêt local, le Conseil municipal demande à connaître exactement quelle est la situation dans ces établissements.

En effet, il apparaît aujourd'hui nécessaire que les services de la Ville de Montpellier puissent être en mesure de prévenir des faits, des comportements suspects dont des enfants pourraient être victimes. Cela, bien évidemment, dans le cadre des missions de contrôle, de surveillance que doit exercer la Ville en tant que délégataire de service public, mais aussi en tant que collectivité publique soucieuse des conditions d'accueil des tout-petits sur son territoire. »

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'émettre le vœu que la Ville de Montpellier demande aux services de protection maternelle et infantile (PMI) de contrôler les crèches privées de la Ville afin de garantir leur conformité aux normes de sécurité de crèche et le bien-être des enfants ;
- De rendre publics les résultats de ces audits afin que la population des territoires puisse être informée ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, le présent vœu est adopté à l'unanimité.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-281180-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de

justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du mardi 15 octobre 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Serge MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Eddine ARIZTEGUI, Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Catherine RIBOT, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER

Procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 11 juillet 2024 - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Le procès-verbal de la séance du 11 juillet 2024 est annexé à la présente délibération, accompagné de la synthèse des décisions présentée lors de ce Conseil.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le procès-verbal du Conseil municipal du 11 juillet 2024 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- PV - Synthèse - Projets affaires - Délibérations 11.07.2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-281649-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Serge MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Eddine ARIZTEGUI, Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Catherine RIBOT, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER

**Procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 10 septembre 2024 -
Approbation**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Le procès-verbal de la séance du 10 septembre 2024 est annexé à la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le procès-verbal du Conseil municipal du 10 septembre 2024 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CM 10.09 - PV Projet affaires Délibérations

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-281652-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.